

PRA GMA TA

**REVUE
D'ÉTUDES
PRAGMATISTES
2022-5**

PRA GMA TA

**REVUE
D'ÉTUDES
PRAGMATISTES
2022-5**

La revue Pragmata est éditée par :

Pragmata - Association d'études pragmatistes
54 Bd Raspail, Bureau 626
75006 Paris

Adresse électronique :

PragmataAEP@gmail.com

Site web :

<https://pragmataaep.wordpress.com>

ISSN : 2649-8588

Comité éditorial:

Alexandra Bidet (CMH-CNRS), Daniel Cefai (CEMS-EHESS, directeur de rédaction), Eva Debray (Sophiapol, Paris Nanterre et Paris 1 Panthéon Sorbonne), Paola Diaz (Centre for social conflict and cohesion studies. Fondap-CONICYT-Chili), Barbara Formis (Université Paris 1), Olivier Gaudin (École de la nature et du paysage de Blois, INSA-CVL), Carole Gayet-Viaud (CESDIP, CNRS), Pierre Gégout (Institut Libre d'Éducation Physique Supérieur), Mathias Girel (ENS Ulm), Céline Henne (University of Cambridge), Antoine Hennion (Mines-ParisTech), Stéphane Madelrieux (Université Lyon 3), Alvin Panjeta (UPEC/IAE Gustave Eiffel/IRG), Christophe Point (LISEC, Université de Lorraine et IDEA, Université Laval à Québec), Cristina Popescu (Faculté des sciences de l'éducation, Université de Bielefeld), Perrine Poupin (AAU, CNRS), Louis Quéré (CEMS-EHESS), Emmanuel Renault (Sophiapol, Paris Nanterre), Joan Stavo-Debaugé (LASUR École Polytechnique fédérale de Lausanne), Pierre Steiner (TSH-Costech Compiègne), Thibaud Trochu (Université de Lille, STL)

Secrétaire de rédaction:

Guillaume Braunstein (CEMS-EHESS)

Maquettiste:

Adrien Labbe [adrienlabbe.org/]

Comité scientifique:

Christopher Ansell (University of California at Berkeley), Mathieu Berger (UCL Louvain et Metrolab Brussels), Tanja Bogusz (Universität Kassel), Rosa Calcaterra (Università Roma 3), Diogo Corrêa (IESP-UERJ, Rio de Janeiro), Jean-François Côté (UQAM, Montréal), Didier Debaise (ULB Bruxelles), André Detienne (Purdue University, Indianapolis), Roberta Dreon (Università Ca' Foscari Venezia), Habibou Fofana (Université de Ouagadougou, Burkina Faso), Roberto Frega (CEMS-EHESS), Jussara Freire (Universidade Federal Fluminense, Campos dos Goytacazes), Claude Gautier (ENS Lyon), Philippe Gonzalez (Université de Lausanne), Daniel Huebner (University of North Carolina at Greensboro), Hans Joas (Humboldt-Universität zu Berlin et University of Chicago), Sandra Laugier (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Eeva Luhtakallio (Université de Tampere, Finlande), Giovanni Maddalena (Università del Molise), Alicia Marquez Murrieta (Instituto Mora, Mexico), Anna M. Nieddu (Università di Cagliari), Richard Shusterman (Florida Atlantic University), Justo Serrano Zamora (Johann Wolfgang Goethe-Universität Frankfurt), Iddo Tavory (New York University), Cédric Terzi (Université de Lille), Tullio Viola (Maastricht University), Joëlle Zask (Aix-Marseille Université), Bénédicte Zimmermann (EHESS et Wissenschaftskolleg zu Berlin)

TABLE DES MATIÈRES

Démocratie et pragmatisme : mobilisations, expérience et citoyenneté sous la direction de Daniel Cefaï

Présentation	6
--------------------	---

ARTICLES

FRANCIS CHATEAURAYNAUD

Des expériences ordinaires aux processus critiques non-linéaires

Le pragmatisme sociologique face aux ruptures contemporaines	18
---	----

MATHIEU BERGER & LOUISE CARLIER

Une critique pragmatiste de l'expérimentation

De l' <i>urban living lab</i> à la communauté d'enquête sociale	94
---	----

PHILIPPE GONZALEZ & MARTA ROCA I ESCODA

La « liberté de conscience » en croisade contre l'homosexualité

Les embarras d'un référendum populaire en Suisse	162
--	-----

STÉPHANE TONNELAT

La confiance dans l'action collective

Autour de l'enterrement d'EuropaCity, au Triangle de Gonesse	218
--	-----

LOUISE W. KNIGHT

Ordures et démocratie

Une campagne d'organisation communautaire à Chicago dans les années 1890.	266
---	-----

BARBARA J. LOWE

Quelques questions pragmatistes qui traversent

« Garbage & Democracy » de Louise Knight.	306
--	-----

SYMPOSIUM

- Autour de Roberto Frega, *Le Projet démocratique*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019** 334
Participants: Hervé DUMEZ, Jérôme RAVAT, Eva DEBRAY, Manuel CERVERA-MARZAL, et réponse de Roberto FREGA

PRIX GÉRARD DELEDALLE 2020

- BENJAMIN TREMBLAY
« Expérencier » la mémoire : le pragmatisme en héritage
Enquête au Rize de Villeurbanne 394

RECENSIONS

- MATHIAS GIREL
Tullio Viola, 2020, *Peirce on the Uses of History: The Legacy of a Realist*
Berlin et New York, de Gruyter 454
- OLIVIER GAUDIN
Roberta Dreon, 2017, *Sortir de la tour d'ivoire : L'esthétique inclusive de John Dewey aujourd'hui*
Paris, Questions théoriques 470
- BAPTISTE CORNARDEAU
Roberto Frega & Steven Levine (eds), 2020, *John Dewey's Ethical Theory: The 1932 Ethics*
New York et Londres, Routledge 488
- MARIE GHIS MALFILATRE
Francis Chateauraynaud, 2020, *Alertes et lanceurs d'alerte*
Paris, Presses universitaires de France 534
- LOUIS QUÉRÉ
Fausto Caruana & Italo Testa (eds), 2021, *Habits : Pragmatist Approaches from Cognitive Science, Neuroscience and Social Theory*
Cambridge, Cambridge University Press 548

RÉSUMÉS ET LISTE DES AUTEURS

- Résumés** 564
Liste des auteurs 580
- * * *
- Présentation de la « Bibliothèque de Pragmata »** 585

Démocratie et pragmatisme : Mobilisations, expérience et citoyenneté

« Une démocratie est plus qu'une forme de gouvernement, c'est en premier lieu un mode de vie associée, une expérience conjointe de communication. »

(Dewey, Democracy and Education, 1916, MW.9.93)

Le volume 5 de *Pragmata*, an 2021, clôt une série de quatre numéros centrés sur le pragmatisme, les sciences sociales et la question politique. Les publications de livres et d'articles sur le thème de la « démocratie pragmatiste » rempliraient une petite bibliothèque, mais le thème continue d'exciter les esprits, et l'on peut prédire, sans trop risquer de se tromper, qu'il n'est pas près de perdre de sa pertinence, en ces temps sombres. Qu'est-ce que la démocratie ? De quoi parle-t-on lorsque l'on parle d'expérience démocratique ? Qu'est-ce que le sens du pluralisme – religieux, politique, culturel ? Pourquoi faire des enquêtes est-il si important ? Quelle est la portée des expérimentations et selon quels critères les évaluer ? Quelles lois et quelles institutions devons-nous nous donner pour ménager au plus grand nombre une vie décente et équitable ? Comment trouver un équilibre entre égalité et liberté – égalité eu égard à quels standards, liberté de qui et pour quoi ? Et à quoi cela sert-il de participer à la cité, de discuter avec les autres, d'aller chercher le point de vue des marginaux autant que des experts, de prendre le risque de changer les choses ? Toutes ces questions, il n'y a pas d'humain qui ne se les pose, souvent dès l'enfance. Mais alors, qu'est-ce que les parcours d'auteurs américains écrivant entre les années 1870 et 1950, pour nous en tenir à la période « classique » du pragmatisme, ont encore à nous apprendre ? De quoi héritons-nous ? Que gardons-nous ? Que laissons-nous ? Qu'en faisons-nous ?

Le dossier consiste, une nouvelle fois, en une série d'articles de chercheurs en sciences sociales, qui font travailler le pragmatisme sur des dossiers empiriques. On ne peut que saluer cette originalité

du monde francophone : ailleurs, le pragmatisme reste davantage une affaire de philosophes, et ce même si l'on assiste à un vrai renouveau du pragmatisme en sociologie aux États-Unis et à un intérêt croissant pour le pragmatisme dans les sciences sociales dans des pays aussi différents que l'Allemagne, la Finlande ou le Brésil. Ces pragmatismes sont nombreux et variés. En France, la réception du pragmatisme, dans ses formes multiples, progresse en sciences sociales, tout comme en pédagogie, en science politique ou en sciences de l'organisation. Les chercheurs y ont le mérite de prendre au sérieux l'invitation que nous faisaient Peirce et James, chacun à sa manière, et de façon plus résolument politique Mead et Dewey, Du Bois et Park, Addams et Follett, de plonger dans le grand monde, d'y laisser naître des idées et d'y éprouver des valeurs, qu'elles soient esthétiques, morales ou politiques, de les convertir en hypothèses, de les mettre à l'épreuve et d'agir en conséquence. La pertinence des idées est liée à la différence qu'elles font dans la compréhension et dans la pratique des situations. Les chercheurs en sciences sociales les prennent en compte quand elles leur permettent d'introduire un nouveau point de vue, traduit en opérations d'enquête et d'expérimentation – et parfois de recherche-action ; l'examen des conséquences de ces opérations va en retour permettre de densifier des descriptions, d'affiner des interprétations et d'enrichir des explications – forgeant ainsi des outils d'évaluation critique de l'existant.

C'est peut-être ce nexus propre au pragmatisme qui fait le dénominateur commun des textes de cette livraison de *Pragmata* 5, qui relatent tous des formes d'engagement public sur des terrains différents. Sans doute, aussi, l'apport d'une lecture en termes de « public » à une sociologie des « mouvements sociaux » et des « problèmes sociaux » : toute mobilisation collective ne fait pas un « public » ! Il faut qu'elle engage une communauté ouverte, qu'elle engendre une expérience publique, qu'elle accepte l'indétermination de ses hypothèses de travail, de ses croyances et de ses habitudes, qu'elle se soucie de discussion, d'enquête ou d'expérimentation, qu'elle n'exclue rien ni personne au nom d'une Vérité intouchable, qu'elle ne prétende abolir la

pluralité et la conflictualité dans ses rangs. Ne pas confondre controverse et polémique, ne pas prendre ses adversaires pour des ennemis; ne pas manier la langue de bois ou seulement brandir des mots d'ordre; ne pas verser dans la logique du soupçon et de la conspiration, ne pas se projeter dans un imaginaire du Bien et du Mal; accepter l'indétermination des repères de la loi, du savoir et du pouvoir, comme l'écrivait Claude Lefort.

Les deux premiers textes du dossier nous présentent une version possible de cette réception du pragmatisme en France et en Belgique. Francis Chateauraynaud revient sur son parcours de plusieurs décennies au sein du Groupe de sociologie pragmatique et réflexive et sur sa tentative de développer un « pragmatisme sociologique » qui ne néglige pas, pour le dire vite, les questions de « domination » et de « structure ». Ce reproche a longtemps été adressé, avec plus ou moins de mauvaise foi, à la sociologie pragmatique, et n'aurait plus guère de raison d'être, au regard des derniers cheminements de celle-ci. Il n'a tout simplement aucun sens quand il est objecté au pragmatisme classique, dont les auteurs Dewey, Mead, Tufts, Addams, Follett, Du Bois ou Park – et même James sur ses vieux jours, avec sa phobie de l'impérialisme – ont été des activistes, souvent plus connus pour leurs engagements que pour leurs écrits philosophiques ou scientifiques. Mais Chateauraynaud prend le parti de répondre à la critique. Il explique comment il s'est efforcé de développer une « pragmatique de la complexité » qui prenne en compte la diversité des « échelles sociales, temporelles et spatiales » des événements et des actions et qui circule entre leurs multiples arènes. En élaborant une « polyphonie des processus critiques », il combine sur la même portée une série de lignes d'enquête et de raisonnement qu'il a explorées depuis trente ans, chacune avec son style d'interrogation et son équipe de collaborateurs, son répertoire de concepts et son corpus d'hypothèses, chacune pouvant être éprouvée sur des dossiers d'alerte, controverse, polémique, affaire, procès, crise, catastrophe. Le public n'est pas pour Chateauraynaud semblable à ces lapins ou à ces colombes que les magiciens sortent du chapeau pour impressionner l'auditoire.

C'est une vraie catégorie d'investigation et d'intervention, qui se profile à l'horizon de ses multiples projets empiriques et analytiques. Sa démarche, qui combine des notions empruntées aux *science and technology studies* ou à la linguistique argumentative autant qu'elle s'inspire des philosophies phénoménologique et pragmatiste – sur l'épreuve du tangible et du sensible, les asymétries d'emprise et de pouvoir, l'attention, la vigilance et l'alerte, la portée balistique des arguments... –, permet à Chateauraynaud de traiter de problèmes inaperçus par d'autres chercheurs. Et de se tenir sur une ligne de crête entre une sociologie cynique, obsédée par les rapports de force, et une sociologie morale, armée de ses seuls principes universalisables. Son travail de recherche est enfin indissociable de ses interventions dans l'arène publique, de ses tentatives de documenter des « désastres à toutes les échelles » et de nourrir en données et en arguments les situations de conflit les plus actuelles. En témoigne son livre récent sur *Les Lanceurs d'alerte*, recensé par Marie Ghis Malfilatre dans ce même numéro.

Mathieu Berger et Louise Carlier ont été au cœur de la création du Metrolab Brussels, un site de recherche que l'on peut classer dans la catégorie des *living labs*. Mais c'est un *living lab* qui prend au sérieux la conception écologique et pragmatiste de l'expérimentation et qui, en-deçà des effets de marketing politique, s'interroge sur les conditions d'une recherche-action publique – au sens où l'on parle de sociologie publique ou d'anthropologie publique. Leur démarche est interdisciplinaire, et élargit à l'architecture, la géographie, l'urbanisme, le spectre des disciplines impliquées dans la fabrique de la ville. Après avoir passé en revue « cinq conceptions-types de l'expérimentation », ils poursuivent la réflexion engagée par Berger dans le précédent numéro de *Pragmata*, disant avec beaucoup d'honnêteté les embûches, les espoirs et les déceptions, les malentendus et les récupérations qui ont parsemé leur parcours « expérimentaliste ». Un exercice qu'ils qualifient de « chronique autocritique ». Ce n'est que vers la fin de leur mandat qu'ils renouent avec « l'exigence pragmatiste ». Le rassemblement de centaines de migrants dans le Parc

Maximilien, à proximité de leur siège, conduit à une mobilisation civique, tandis que le Metrolab, en pointe sur les questions d'inclusion urbaine, crée en 2019 le Collectif de recherche-action pour l'hospitalité (ARCH). Cette communauté d'enquête rompt, à la faveur des circonstances, avec le carcan de la demande officielle. Mais, là encore, la dynamique de problématisation et de publicisation qui s'engage se heurte à toutes sortes d'obstacles : peu de réceptivité des migrants et réfugiés de Bruxelles, qui ont d'autres soucis, travail dans l'urgence des associations d'aide, qui leur laisse peu de temps pour se mobiliser, et, à l'autre bout, sensibilisation mesurée des pouvoirs publics, affairés à leurs enjeux gestionnaires et électoraux. Avec ce compte rendu d'expérience, on sort, en tout cas, d'une pensée magique du public pour se demander à quelles conditions « le pragmatisme est-il praticable ? »

Les quatre textes suivants, dans des styles extrêmement différents, abordent le pragmatisme en relation à des situations de mobilisation collective.

Philippe Gonzalez et Marta Roca i Escoda partent d'un corpus qu'ils ont recueilli lors d'un référendum populaire en Suisse « contre la loi de censure », qui s'avère être une véritable « croisade morale » de groupes conservateurs contre « l'extension de la norme pénale anti-raciste à la sanction de l'homophobie ». Ils reprennent la catégorie de « croisade morale », qui a une longue histoire dans les mobilisations pour l'abolition et la prohibition aux États-Unis depuis le XIX^e siècle. Richard Hofstadter et Joseph Gusfield les ont analysées en termes de « politique statutaire ». Ici, la fiction rhétorique et dramatique de la guerre du Bien contre le Mal est étudiée comme « antithèse de la méthode de l'enquête » : la croisade est mise en regard, par les auteurs, de la catégorie deweyenne de public. Toute mobilisation collective n'est pas un public, disions-nous plus haut. La croisade de la « liberté de conscience » contre l'homosexualité a pour précédents les batailles de l'Union démocratique fédérale contre la burqa et contre les minarets – mettant en scène la souillure de la Suisse, « nation chrétienne »,

par l'« invasion islamique ». On retrouve là, derrière la scénographie de la guerre de religions ou du clash de civilisations, une fragilité du pluralisme désormais bien identifiée : l'esprit de tolérance est détourné au service de l'intolérance. Tout comme la liberté fondamentale de croyance et d'expression permet de faire valoir le créationnisme comme vérité et de faire interdire l'enseignement de l'évolutionnisme à l'école, ici ce sont les déclarations sur l'homosexualité comme déviance qui veulent passer pour des « opinions légitimes », parce qu'attestées par la Bible. Au lieu d'un pluralisme de la juxtaposition indifférente de valeurs, s'esquisse dans le texte de Gonzalez et Roca i Escoda, de façon plus deweyenne que jamesienne, un pluralisme de la composition des valeurs « au travers d'une exploration commune » ; et une réflexion sur le statut énonciatif de la parole religieuse, sur ses embarras et les traductions auxquelles elle doit consentir, dès lors qu'elle participe à un espace public. Tandis que la croisade clôt a priori un collectif hégémonique et adosse ses valeurs à un principe transcendant et immuable, le public s'adresse à une communauté à venir, ouverte, et offre à la discussion des valeurs encore indéterminées.

Stéphane Tonnelat suit depuis des années les mobilisations qui allient riverains et écologistes autour d'un projet d'aménagement du Triangle de Gonesse, EuropaCity. Ici, le corpus de données est recueilli de première main. L'engagement direct de l'auteur sur le terrain est ce qui fait sa capacité à comprendre, moyennant une intrication des opérations d'observation, participation, description et narration que l'on a pu qualifier ailleurs de « pragmatisme ethnographique ». Cette mobilisation est avant tout centrée sur un travail de production de faits et d'arguments par l'enquête et la discussion, afin de démonter les « contrevérités » des promoteurs et des élus. Tonnelat montre que ce pari de l'intelligence collective va de pair avec la défense de valeurs et d'idéaux relevant à la fois de la démocratie participative, où les citoyens ont leur mot à dire, du développement d'une agriculture raisonnée à proximité des villes et d'une limitation de l'artificialisation des campagnes, et d'un aménagement du territoire qui ne soit

pas dédié à des zones de consommation de masse. La dynamique de publicisation, dont il décrit quelques scènes, recourt aussi à des rituels, comme celui de l'enterrement du projet EuropaCity, après une décision du tribunal administratif, ou le culte de la déesse des terres du Triangle. Et il mène une réflexion sur la confiance, qu'il a enrichie au contact de Louis Quéré – confiance dans le collectif et dans les partenaires d'action, confiance différenciée en certaines institutions administratives, judiciaires et politiques. L'article s'achève sur un plaidoyer pragmatiste pour un « libéralisme radical » qui incorpore valeurs et idéaux écologiques et appelle à la participation du public aux prises de décisions politiques.

Louise W. Knight rouvre le dossier de la guerre des ordures (*garbage war*) aux États-Unis au tournant des années 1890 – une bataille qui, depuis, ne s'est plus interrompue et s'est étendue à la surface du globe tout entier. Knight est l'auteure de deux des biographies de référence de Jane Addams. Elle rend ici compte de ce moment fort de prise de conscience politique à Chicago, la campagne d'organisation communautaire des femmes en vue du ramassage et du traitement des ordures, avec pour idéal très concret de rendre la ville propre et saine. Comment des femmes, citoyennes impuissantes, privées du droit de vote, s'alliant à des hommes dans des associations, des fédérations, des clubs et des ligues à l'échelle municipale, ont-elles réussi à ébranler la machine politique qui gouvernait Chicago, à travers ses pratiques de clientélisme et de corruption ? Il leur a fallu inventer des stratégies qui soient mobilisatrices, efficaces et pédagogiques et qui combinent pression sur les édiles, création de postes d'officiers publics, élaboration de nouvelles politiques urbaines, et autogouvernement des affaires de leurs quartiers par les habitants eux-mêmes. Barbara J. Lowe, enfin, qui a organisé avec Katie Terezakis à Rochester, NY, la conférence marquante, « 2019 Feminist-Pragmatist Philosophy Colloquium », pour le centenaire de la promulgation du droit de vote des femmes aux États-Unis, a accepté de présenter les implications pragmatistes de l'article de Knight. Elle énumère ainsi, en dialogue avec l'auteure et, au-delà, avec Addams :

la conception de la démocratie centrée sur la définition et la résolution de problèmes ; l'importance de la proximité pour « agir avec » des concitoyens plutôt que « faire pour » des bénéficiaires ; une compréhension sympathique des situations sociales qui transforme des soi en interaction ; une action politique qui se fonde sur l'enquête et l'expérimentation. C'est de tous ces éléments, ainsi que du désir de participation des femmes à la vie publique et de l'émergence d'un nouveau profil de leaders civiques, que nous parle la guerre des ordures à Chicago dans les années 1890. Elle est un bon analyseur de certaines caractéristiques du féminisme pragmatiste d'Addams.

Le dossier bouclé, nous avons décidé de dédier le symposium, coordonné avec Alvin Panjeta, au dernier livre de Roberto Frega, *Le Projet démocratique* (paru en 2020 aux Éditions de la Sorbonne, et en 2019, sous le titre *Pragmatism and the Wide View of Democracy*, chez Palgrave Macmillan). Frega, philosophe italien, chercheur au CNRS, est membre du Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS). Le CEMS abrite le Centre d'études John Dewey et c'est là qu'est édité l'*European Journal of Pragmatism and American Philosophy* (dirigé par les collègues de l'association culturelle Pragma en Italie), en parallèle à la revue *Pragmata* (sous le contrôle de l'association d'études pragmatistes Pragmata). Frega a également participé à la fondation des associations italienne, française et allemande, ainsi qu'à celle de l'European Pragmatism Association. *Le Projet démocratique* est un bel ouvrage de synthèse, qui rassemble une série d'articles convergents dans la même direction : l'actualisation insuffisante du projet démocratique. Frega pose un regard éclairé autant par l'histoire dans la longue durée de la révolution démocratique, que par la prise en compte d'une transnationalisation des problèmes et des publics ; il s'efforce de nourrir la philosophie morale de ses lectures en sciences sociales, tout comme il s'inquiète de la montée des populismes – mettant en regard les figures du « peuple » et du « public » ; il pose des hypothèses originales sur « la démocratie des communs » et s'intéresse à des expérimentations sur des systèmes de lois et d'institutions. Contrairement à beaucoup de commentateurs du pragmatisme qui

reportent leur attention sur les seules formes de vie, et de là surinvestissent parfois les notions d'« ordinaire » et de « quotidien », il ne perd pas de vue les transactions multiples et changeantes entre *design* institutionnel et *way of life* qui font la vie démocratique. Hervé Dumez, Jérôme Ravat, Eva Debray et Manuel Cervera-Marzal ont répondu de façon positive à notre invitation et lui ont posé une série de questions. Un certain nombre de thèmes ont été abordés. On ne retiendra ici que l'un des fronts qui se sont dessinés dans le jeu des questions et des réponses. Le symposium est devenu la scène de confrontation entre des positions qui se veulent critiques de rapports d'exploitation ou de domination, ou qui remettent en cause les médiations de la représentation politique, et la posture « reconstructive » de Frega, orientée vers la préfiguration de possibles qui soient désirables et actualisables, pilotée moyennant des opérations de discussion, d'enquête et d'expérimentation. « Ce dont on a besoin, écrit-il, ce n'est plus prioritairement le travail de la négativité – critique, opposition, protestation – mais celui de la reconstruction : *création, invention, proposition*. » Frega n'est pas dans le déni de problèmes d'oppression, d'inégalité ou de discrimination, pas plus que ne l'étaient les pragmatistes du début du ^{xx}e siècle. Mais contre certaines versions de la lutte de classes, élargie aujourd'hui en lutte dans l'ordre du genre ou de la race, il plaide pour un « expérimentalisme démocratique ». On lira avec intérêt les arguments des « pour » et des « contre ».

Enfin, le Prix Gérard Deledalle a été attribué, malgré les difficultés multiples de l'année 2020-21, marquée par la pandémie du Covid-19, à Benjamin Tremblay. Mathias Girel a organisé un jury qui n'a pu se réunir que dans un espace virtuel, et la remise du prix aura, elle aussi, eu lieu par web interposé. L'association Pragmata a été, par la force des choses, « zoomifiée ». Le lauréat de cette année est un sociologue, formé à Lyon par Michel Peroni, lui-même issu d'un laboratoire, le Centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire (CRESAL), qui avait été, en son temps, l'un des milieux de réception de l'herméneutique et du pragmatisme en sciences sociales en France. Tremblay en est un héritier. Son texte,

d'une grande originalité, est le produit d'une enquête de terrain au Rize, le centre Mémoires et société de Villeurbanne. Cette association est expérimentale en ce qu'elle élabore et teste des hypothèses sur la mémoire de la ville, recueille et organise des traces d'expérience, en coopérant avec les récits des habitants qui forment également un public d'auditeurs-spectateurs-lecteurs. Le Rize n'est pas un laboratoire universitaire. Addams et Mead avaient souligné la différence entre laboratoire civique et laboratoire scientifique. Le Rize, à la façon du Musée du travail de Hull House, s'efforce de tisser une mémoire dans l'intervalle d'une rencontre et d'une exploration coopératives avec les « historiens spontanés », pour pasticher Durkheim, que sont les habitants d'une ville. Bâtir l'avenir, dans l'actualité du présent, implique de « reconstruire le passé », comme disait Mead. Cette mémoire n'est pas une mémoire officielle ou collective, c'est une mémoire publique, et en ce que le nœud de remémorations et de narrations dont le Rize est l'accoucheur contribue à faire naître un public de citoyens-citoyens concernés. « Les récits marchent devant les pratiques sociales pour leur ouvrir un champ », écrivait Michel de Certeau. La mémoire publique transforme le champ d'expérience et d'action, et donc le milieu de vie des habitants de Villeurbanne. Elle fait de ceux qui la font un public.

Daniel Cefai, éditeur de ce numéro

ARTICLES

DES EXPÉRIENCES ORDINAIRES AUX PROCESSUS CRITIQUES NON- LINÉAIRES

LE PRAGMATISME
SOCIOLOGIQUE FACE
AUX RUPTURES
CONTEMPORAINES

FRANCIS CHATEAURAYNAUD

Depuis plus de vingt ans, une branche de la sociologie pragmatique française, appelée pragmatique de la complexité ou pragmatique des transformations, s'attache à décrire et analyser les processus d'alerte et les controverses ou les mobilisations auxquelles ils donnent lieu. Partant d'un diagnostic sociopolitique de l'époque contemporaine marquée par des chocs et des crises aux multiples conséquences, ce texte examine les conditions de l'enquête d'inspiration pragmatiste face à des processus complexes, non-linéaires, multi-scalaires et riches en rebondissements et en rétroactions. Un conséquentialisme ouvert, non-borné, s'impose pour relier l'exploration des phénomènes et la découverte graduelle, au fil des enquêtes, de caractéristiques ignorées, invisibles ou incertaines. L'enjeu est à la fois de rendre intelligibles les trajectoires suivies par les causes les plus diverses et de penser les incommensurabilités et les irréductibilités liées aux jeux d'échelles. La convergence d'une sociologie pragmatique argumentative, d'une ethnographie des activités dans les milieux et d'une théorie ouverte des systèmes dynamiques permet d'adapter les concepts et les outils issus du pragmatisme aux situations contemporaines et de réarmer les capacités critiques nécessaires à la pratique des sciences sociales.

MOTS-CLEFS: PRAGMATISME ; CRISE ; CONTROVERSE ; BIFURCATION ; COMPLEXITÉ ; POLYPHONIE.

* Francis Chateauraynaud est sociologue, directeur d'études à l'EHESS où il dirige le Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive (GSPR) [chateau@ehess.fr].

Niveau : 3ème cycle
Durée totale : 4'20" circa

Conversations

Sextuor de saxophones

Thibaut BRUNIAUX

Le Gala ! $\text{♩} = 102$

Copyright by : 2012 ES73 L
All rights reserved. Duplication : article 425 du Code pénal)

Conversations. Partition pour sextuor de saxophones, Thibaut Bruniaux (compositeur)

Après tant de travaux sur les controverses scientifiques ou technologiques, les causes sanitaires et environnementales et les nouvelles formes de contestation, ce texte tente de réévaluer les apports d'une sociologie pragmatique des transformations pour la compréhension des processus contemporains¹. Tel qu'on le conçoit ici, l'exercice conduit surtout à reconsidérer les rapports entre un courant particulier de la sociologie pragmatique et le pragmatisme philosophique². Le nexus de phénomènes inextricables dans lequel se débattent aujourd'hui les acteurs, comme les chercheurs, impose un retour réflexif sur la portée de concepts et de méthodes hérités d'un siècle d'histoire des sciences sociales. Considéré isolément, l'argument d'une complexité croissante des sociétés humaines ne tient guère, faute de critère comparatif stabilisé. Si le monde contemporain paraît si difficile à saisir, pourquoi ne pas réinvestir le concept d'anomie tel que l'avait pensé Durkheim ? La sociologie est née à la fin du XIX^e siècle au cœur de bouleversements économiques et socio-politiques, et pour saisissants que paraissent les désordres et les turbulences de ce début de XXI^e siècle, il est possible de considérer que le monde social est encore relativement stable, en vertu d'un imposant maillage d'institutions, de dispositifs et de relations aussi outillées que standardisées. Il reste que l'impression de stabilité se dissout assez vite dès que l'on change d'échelle d'observation ou lorsque l'on cherche à élaborer des appuis ou des prises communes, capables d'articuler durablement les visions du monde et les expériences pratiques. On n'a jamais autant parlé de « communs », de « monde commun » et de « bien commun » que ces dernières années (Dardot & Laval, 2014 ; Coriat, 2015 ; Cornu, Orsi & Rochfeld, 2016). Ces notions sont décisives pour penser les luttes politiques, les conflits axiologiques et la production de valeurs universalisables³, mais il importe de considérer d'abord la pluralité des scènes, ou si l'on veut des plans d'immanence sur lesquels se produit la réalisation concrète de prises collectives sur les milieux et les dispositifs. Sans ces prises, toutes les déclinaisons conceptuelles et morales du « commun » ont de fortes chances de tourner en rond, ouvrant des boucles sans fin qui favorisent les

usages rhétoriques et augmentent à peu de frais l'apparence de légitimité des discours.

Quelles réponses conceptuelles et méthodologiques apporter face à la complexité des échelles sociales, temporelles et spatiales dans lesquelles opèrent les acteurs ? Le mouvement pragmatiste a pris très tôt au sérieux, à travers les sociologies qui lui ont emboîté le pas, la multiplicité des échelles et la pluralité des arènes dans lesquelles se jouent les transformations du monde social (Thomas, 1919 ; Mead, 2008 ; Cefaï & Huebner, 2019 ; Cefaï, 2020). Regardons comment et jusqu'à quel point les pratiques d'enquête et les discussions savantes autour des crises contemporaines méritent une refonte des outils dont nous avons besoin – au moins pour y voir clair. Le raisonnement proposé se décline en six moments : (1) on commence par prendre acte de la série de ruptures et de chocs qui ont fait bifurquer les enquêtes en sciences sociales en un quart de siècle (entre 1995 et 2020) ; (2) on examine ensuite, en s'appuyant sur des contributions récentes, les rapports entre philosophie pragmatiste et sociologie des processus ; (3) dans la foulée, on s'efforce d'explicitier l'usage de la notion de complexité d'un point de vue pragmatique ; (4) il s'ensuit une proposition méthodologique, qui n'est pas sans effet en retour sur les interprétations théoriques puisqu'elle revient à agencer six lignes d'enquête et de raisonnement, stylisées en autant de lignes de transformation ; (5) une fois que l'on a opéré ce réagencement du pragmatisme sociologique, assez précieux pour nous débarrasser d'un ensemble d'apories et de discussions stériles – comme celles qui réinventent sans cesse un risque de « relativisme » et de « postmodernisme » –, on examine comment, dans les processus étudiés, l'activité publique entraînée par les alertes et les controverses interagit avec les prises individuelles et collectives sur les dispositifs et les milieux. L'agir stratégique et argumentatif qui sature les descriptions centrées sur les arènes publiques n'est pas plus décisif, pour comprendre les ressorts de l'action comme de l'inaction, que l'agir perceptuel au contact des personnes et des choses, au cœur de ce que la phénoménologie nous a habitués à nommer « le sensible » et dont on peut montrer qu'il

est le creuset de la fabrique des ouvertures d'avenir; (6) enfin, autre conséquence de la prise au sérieux de la multiplicité des échelles, on apprend à renouer, par et dans le pragmatisme, avec l'art de la critique et du dévoilement lorsqu'ils s'imposent à l'enquêteur pris dans les tensions cognitives et morales qui émergent des situations étudiées.

Les processus critiques traités à ce jour, depuis les actes de vigilance ordinaire jusqu'aux crises politiques, en passant par toute la gamme des controverses sectorielles, ont été décisifs dans les choix conceptuels qui ont imprégné le courant du pragmatisme sociologique intitulé sociologie pragmatique des transformations. Le fait de doubler l'analyse stratégique et argumentative par une attention continue aux expériences concrètes, saisies au plus près des milieux, sans visée de réduction des expressions plurielles qui émergent toujours du moindre terrain⁴, n'interdit pas les interprétations plus générales, même si la clôture d'un espace théorique, ou métathéorique, n'est pas non plus une fin en soi (Chateauraynaud, 2021). Ce texte ne déroge pas à cette maxime : si les nombreux dossiers qui ont nourri les travaux, depuis le début des années 2000 jusqu'au basculement de la pandémie de Sars-CoV-2, sont abordés ici de manière distanciée, ils ne disparaissent pas pour autant du tableau. Une sociologie enrichie par la lecture des philosophes pragmatistes ne peut que refuser l'autonomisation des cadres théoriques, rendus résistants à toute remise en cause empirique, et limiter le recours à des procédés de généralisation sans lien établi aux contextes d'action et d'énonciation. C'est une des conditions majeures pour éviter les effets de doctrine et les surinterprétations en tout genre. Et c'est une des leçons majeures du pragmatisme.

L'empirisme radical auquel conduit logiquement le pragmatisme peut laisser insatisfaits les amateurs de discussion conceptuelle et de métathéorie (Caillé & Vandenberghe, 2016). Si, dans le mouvement de l'enquête, les doctrines et les ordres normatifs qui les sous-tendent sont d'abord laissés aux acteurs, le problème du choix des modalités d'exposition des travaux reste entier, engageant bien des

présupposés. Au plan épistémique, on retrouve de vieux débats autour des attentes de « description profonde » (*thick description* ou *deep description*) soulevées naguère par Clifford Geertz, et les tensions liées aux formes de totalisation à l'œuvre dans les sciences sociales, qu'il s'agisse d'enquête statistique (Desrosières, 2008), ou d'ethnographie (Dodier & Baszanger, 1997). Du point de vue pratique, l'entrée dans les détails des dossiers, à partir de corpus ou de terrains, fait courir le risque de perdre nombre de lecteurs et lectrices, peu concerné·e·s par le domaine exploré. D'où l'importance d'une vue synoptique et d'une modélisation minimale, conçues pour surmonter la complexité et l'irréductibilité de phénomènes foisonnants, chargés en éléments techniques et en constante transformation (Chateauraynaud & Debaz, 2017).

1. UNE SÉRIE DE RUPTURES ET DE CHOCS QUI ONT FAIT BIFURQUER LES ENQUÊTES EN SCIENCES SOCIALES

Parfois, les pires prophéties se réalisent. Depuis deux décennies, une accumulation de catastrophes et de processus destructeurs occupe le tableau général des affaires humaines : changement climatique accéléré avec perte massive de biodiversité⁵ ; chômage de masse et attaques sans précédent contre les droits sociaux et les services publics, validant l'idée qu'un programme déjà écrit est à l'œuvre, désigné depuis longtemps sous la formule de « projet néolibéral » et désormais de « libéralisme autoritaire » (Chamayou, 2018) ; poussée des idées d'extrême droite un peu partout, mouvement auquel contribue l'islamisme radical ; prise de contrôle de l'internet par des firmes ultra-puissantes, doublée de l'extension de la surveillance des populations et des individus ; répression sévère des mouvements sociaux ; guerres asymétriques qui n'en finissent pas, qualifiées par les géopolitologues de « conflits de faible intensité »⁶ ; transformation de l'université et de la recherche en pépinières de start-ups ; et ne pas oublier le succès des thèses effondristes (Allard, Monnin & Tasset, 2019).

Alors que la liste était déjà longue des motifs d'interrogation sur l'évolution des sociétés contemporaines, et la possibilité même de formes de vie démocratique élémentaire, depuis mars 2020, la pandémie partie de Wuhan en Chine a fini en quelque sorte le travail. En provoquant une rupture phénoménale dans l'appréhension des risques et des crises, elle a affecté l'ensemble des mondes sociaux et mis à mal les institutions créées spécialement pour réguler les dérives du capitalisme (Boyer, 2020). Pendant plus d'une vingtaine d'années, on a utilisé la notion de reconfigurateur pour caractériser les transformations engendrées par le surgissement d'un événement ou d'un acteur dans un dossier complexe (Chateauraynaud, 2011)⁷. Avec la pandémie de Sars-CoV-2, il s'agit pour le moins d'une méga-reconfiguration. La rupture créée et l'abîme configurationnel qui s'est ouvert ont produit de nouvelles rétroactions imposant de revisiter la série de ruptures antérieures. Essayons de lister les bifurcations et les ruptures les plus marquantes en nous donnant un pas de temps compatible avec la plupart des raisonnements sociologiques, soit une trentaine d'années.

Quelques événements reconfigurateurs qui ont fait basculer dans un autre monde – transformant au passage les enjeux d'une sociologie d'inspiration pragmatiste

- 1989 : chute du mur de Berlin ;
- 1990-1995 : nouvelles formes de contestation (Act-Up, Altermondialisme (Seattle), peuples autochtones, démocratie numérique...);
- 1991-1998 : les « crises sanitaires » en Europe. Affaire du sang contaminé, Amiante, Vache folle, conséquences de Tchernobyl;
- *Turning point* des attentats du 11 septembre 2001 et invasion de l'Afghanistan ;
- Avril 2002 : le Front national au second tour de l'élection présidentielle ;

- 2003 : Bush poursuit sa « guerre contre le terrorisme » avec l'Irak ;
- Référendum européen en France (2005) : le « non » majoritaire n'est pas pris en compte par les gouvernants ;
- 2005-2006 : révolte des banlieues (morts de Zyed et Bouna) et révolte étudiante (CPE) ;
- 2007 : élection de Nicolas Sarkozy et dérive du système présidentiel de la V^e République ;
- 2008 : crise financière (débutée en 2007) ;
- 2009 : mouvement de protestation inédit des chercheurs et universitaires en France ;
- Mars 2011 : catastrophe nucléaire de Fukushima (niveau 7 sur l'échelle INES) ;
- 2011 : Occupy Wall Street, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce... « Printemps arabes », guerre civile en Syrie et montée de l'État islamique ;
- 2012 : retour du conflit de Notre-Dame-des-Landes avec la ZAD et l'opération César ;
- 2013 : révélations d'Edward Snowden ;
- 2015-2016 : attentats en France, basculement sécuritaire, répression des mouvements sociaux (loi travail, mouvement étudiant...) ;
- 2016 : Brexit + Trump + Salvini + Erdogan + Poutine + Netanayou + Xi Jinping...
- 2017 : #Metoo – ouverture d'une nouvelle séquence dans l'histoire du féminisme ;
- 2018 : après la destitution de Dilma Rousseff et la présidence de Temer, Bolsonaro est élu au Brésil ;
- Fin 2018 : mouvement des gilets jaunes en France. Répression inouïe d'un mouvement social ;
- 2019 : grève mondiale pour le climat, Greta Thunberg, Extinction Rebellion ;
- 2019-2020 : en France, mobilisation contre la réforme néolibérale des retraites ;
- 2020-2021 : pandémie mondiale de Sars-CoV2 ;

- Octobre 2020 : décapitation de Samuel Paty ;
- Août 2021 : série de mégafeux et, surtout, reprise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans ;
- Fin 2021-début 2022 : montée fulgurante d'Éric Zemmour, dans les sondages pour la Présidentielle française ;
- 24 février 2022 : Poutine lance une offensive militaire en Ukraine, ouvrant une guerre sur le continent européen dont nul ne peut prédire les conséquences, le risque de conflit nucléaire jusqu'alors écarté redevenant possible ;
- 10 avril 2022 : Marine Le Pen accède au second tour de l'élection présidentielle avec 23 % des suffrages, l'extrême-droite totalisant 32 % des voix exprimées.

Cette énumération, volontairement brève et forcément arbitraire, expose une série de points de rupture (*tipping* ou *turning points*). Elle n'implique aucune mise en équivalence entre les événements, fort hétérogènes et de portées différentes. La chute du mur de Berlin sert de point d'initialisation mais on aurait pu commencer par l'épidémie de Sida (1982) ou Tchernobyl (1986). Faisant écho à la propension générale à mettre les événements en série longue, elle conduit à interroger les opérations critiques autour des scénarisations des futurs dès lors qu'elles s'appuient sur des précédents. Une telle accumulation de ruptures et de chocs a nécessairement des effets sur la réactivité des sciences sociales portées ou non à y lire un « effet de système ». Il est vrai que la plupart des acteurs, des gens ordinaires aux scientifiques, ne prennent pas toujours la mesure des conséquences lointaines des moments de rupture. L'exemple le plus marquant est celui de la guerre en Irak en 2003, dont les conséquences géopolitiques ont d'abord été sous-estimées pour ne plus cesser de produire des réactions en chaîne, jusqu'à nos jours⁸.

À un premier niveau d'analyse, cela valide la critique politique de la conception libérale de l'ordre social selon laquelle le calcul

des intérêts et l'attention au maintien des apparences de rationalité pèsent bien plus sur les représentations et les pratiques que ne le font l'interrogation critique et conséquentialiste des façons de penser et d'agir sur les futurs – conséquentialisme qui s'impose en revanche à tout pragmatiste qui se respecte. Pour voir venir, il faut *a minima* ouvrir un espace d'enquête, de recoupement des indices et des signes, changer de phanéroscopie (Peirce, 2017), et surtout entretenir des arènes de discussion permettant d'évaluer pleinement la plausibilité de telle ou telle conséquence, directe ou indirecte. Dans de nombreux espaces publics, c'est précisément le contraire qui se produit : une sorte de déchaînement de puissances d'expression favorisant les versions simplificatrices et les dénonciations les plus abruptes, le tout en mode accéléré via les fameux « réseaux sociaux » que la plupart des gouvernants aimeraient pouvoir utiliser à sens unique. Le brouhaha ainsi engendré contribue à la fragmentation des espaces publics, ce qui favorise une propension à relativiser les phénomènes, faute de percevoir clairement, aux bonnes échelles, ou plutôt sur les bonnes lignes de transformation, les nœuds, les liens et les embranchements au sein desquels se préparent ou s'organisent, le plus souvent sans chef d'orchestre, de grandes bifurcations.

Bifurcation. En quelques années le terme est devenu à la mode. On peut toutefois lui conserver un sens technique (Bessin, Bidart & Grossetti, 2010) : une bifurcation est à l'œuvre lorsque les séries d'épreuves qui s'ouvrent rendent inopérants, inadéquats ou beaucoup plus précaires les apprentissages, les routines et les savoirs fixés dans les épreuves antérieures. Quand des événements marquants poussent les acteurs au-delà des cadres institués, déclinés en autant de procédures et de dispositifs élaborés pour affronter la réalité, ils courent derrière l'historicité faute de pouvoir la construire dans leur cours d'action, faisant l'expérience de la « radicale contingence » du monde social (Martuccelli, 2014). Par exemple, lorsque l'on regarde les analyses qui ont survécu à la quantité phénoménale de prose suscitée par le mouvement des gilets jaunes, on relève que ce mouvement inédit, qui a surpris tout le monde, y compris ses premiers acteurs, n'a

cessé de chercher la direction de sa propre historicité et de se combiner avec toutes sortes de mouvements critiques, dans de multiples dimensions, aussi interdépendantes que contingentes, allant même jusqu'à croiser le mouvement « anti-pass sanitaire », lui-même traversé de fortes tensions avec des « antivax », eux-mêmes infiltrés par des groupes ouvertement complotistes. À l'évidence, de tels agencements composites ne facilitent pas la quête d'intelligibilité et de légitimité des expériences de doute et d'hésitation vaccinale (Gaillaguet, 2021). Cela conforte au moins l'idée selon laquelle une approche en termes de systèmes complexes dynamiques peut contribuer à réarmer l'enquête et la critique pragmatiste.

La répétition de chocs, leur mise en série, finit par produire des changements profonds de configuration, en bousculant aussi bien les plans ontologiques et épistémiques qu'axiologiques. Dans les grandes envolées discursives, l'humanité serait entrée dans l'« ère des catastrophes ». La formule a de quoi agacer plus d'un historien mais, du point de vue pragmatique, il importe surtout d'identifier les processus qui sont visés par les acteurs-auteurs-interprètes qui développent des sémiologies différentes selon leurs modes d'accès aux milieux et dispositifs en cause. De quoi parlent-ils précisément ? Il y a, bien sûr, ce qui prend tout le monde par surprise et qui n'avait pas ou peu fait l'objet d'anticipation ou de préparation⁹. C'est le cas des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Il y a ensuite ce qui était attendu mais qui se réalise de manière anormale ou chaotique, à l'instar du tremblement de terre du 11 mars 2011 au large du Japon, suivi par un tsunami puis par un accident nucléaire inouï, détruisant plusieurs réacteurs de la centrale de Fukushima¹⁰. Les chocs et les ruptures dans le monde physique se doublent toujours d'intenses émotions et de chocs moraux, dont l'intensité et la visibilité reposent sur les modes d'expression adoptés par les acteurs (Jasper, 2011). Dans un continuum avec la catastrophe nucléaire, il faut considérer les ruptures directement imputables à une perte de prise collective, une baisse de vigilance et un défaut de maintenance. Les exemples sont innombrables : de Bhopal (Inde, 1984) à la rupture du pont de Gênes

(Italie, 2018), en passant par AZF (France, 2001), Deep Water Horizon (Golfe du Mexique, 2010), Lubrizol (2019), ou Beyrouth (2020), la série est longue. La rupture des barrages miniers de Bento Rodrigues le 5 novembre 2015 et de Brumadinho le 25 janvier 2019, au Brésil, relève du même ensemble. Mais les effets d'énumération écrasent bien des différences et des singularités, et toute enquête de terrain montre à quel point les milieux humains et non-humains affectés ne peuvent être représentés à distance sans faire rater l'essentiel des expériences et des enjeux¹¹.

Les événements spectaculaires donnent une version particulière de la rupture. Il convient de les mettre en contraste avec la catastrophe lente et peu visible, qui ne cesse d'advenir, dont la portée réelle est souvent contestée ou déniée, et dont l'anticipation alimente une constante production de scénarios, de modèles de causalité, d'imputation de responsabilité ainsi que la recherche de modes de résolution ou de reconstruction. Cette version lente, lancinante, graduelle de la catastrophe n'exclut pas un changement brusque de régime : les derniers rapports du GIEC et de l'IPBES ont changé de régime d'énonciation, passant de l'attestation d'un risque croissant à la manifestation d'une urgence face au changement climatique et à la perte de biodiversité à l'échelle globale. Malgré les efforts des communautés scientifiques et des porteurs de cause associés pour faire « prendre conscience » des conséquences dantesques pour les conditions de vie humaines et animales sur terre, relativisations et dénis vont encore bon train. Le refus ou la lenteur à se mobiliser finissent par faire partie intégrante de la catastrophe elle-même. Ce qui fournit les bases de scénarios apocalyptiques, comme ceux qui étayaient l'annonce d'un effondrement majeur, la « fin du monde tel que nous le connaissons »¹². Notons au passage que les tenants de la séparation drastique entre pratique scientifique et activité militante sont dès lors en pleine turbulence : la possibilité d'une série de catastrophes globales et systémiques contraint à prendre position, à déplacer les frontières de l'engagement, puisque se mêlent des considérations épistémiques (production des données, constitution de modèles, proposition de

scénarios) et axiologiques (formes de l'avenir désirable ou indésirable, éthique du futur, responsabilité devant le sort de la planète et des générations futures).

L'entrée par le surgissement de causes et de mobilisations collectives offre un autre angle de vue sur les processus critiques non-linéaires, faits de ruptures et de bifurcations, mais aussi de fragmentations des publics et de réponses défensives, conservatrices ou réactionnaires. C'est le cas des deux « séismes » politiques qu'ont été le mouvement #MeToo, parti de loin, mais rendu mondialement visible en octobre 2017, et du mouvement des Gilets jaunes, dont on pouvait lire des prémisses dès 2016 et 2017, mais qui surgit en novembre 2018 avec l'occupation des ronds-points. Comme pour les accidents majeurs et les catastrophes, la criticité (Chateauraynaud, 2019) est maximale et les chaînes de conséquences ne cessent de se manifester au fil d'épreuves dérivées ouvrant la voie à de nouvelles formes de prise de parole et de controverse. La logique des catastrophes croise de plus en plus la production de nouvelles causes collectives : c'est ce que montrent de manière spectaculaire les mouvements pour le climat comme Alternatiba et ANV COP21, ou encore Extinction Rebellion. Un nombre incalculable de combinaisons se forment sur ce que les porte-parole nomment « le terrain des luttes », et de nouvelles dynamiques publiques s'organisent, réinvestissant ou promouvant des formules plus anciennes, comme l'écoféminisme (Hache, 2016)

La manière dont les chocs, les ruptures ou les catastrophes, dans leur multiplicité, entrent en résonance avec les discours sur la crise ou la catastrophe, dans sa forme totale, ou totalisante, varie d'un milieu à l'autre. Une approche pragmatiste ne peut s'en tenir aux configurations discursives et invite à aller voir dans les formes de vie, dans les milieux les plus divers, pour y saisir les interprétations qui ont cours face aux événements passés, en cours ou à venir, entendus comme autant de pertes de prise sur le monde, comme dissolution des capacités d'action et de réaction⁴³. Ce qui s'observe en général, face à ce que Dewey (1927/2010 ; 1938/1993) aurait appelé

une « situation problématique », ce sont des processus d'invention de solutions locales, de recompositions et d'alternatives, voire de créations de formes d'expériences (Tsing, 2015 ; Centemeri, 2019). Avant, pendant, ou après les catastrophes se joue toujours la conjonction de séries d'événements mais aussi la tension, souvent vécue de manière tragique, entre des horizons d'attentes et des ouvertures d'avenir (Chateauraynaud & Debaz, 2017).

Profitons de ce premier point sur la sociologie des chocs et des ruptures pour indiquer que deux grandes lignes de partage, longtemps structurantes dans les communautés d'expertise savante, ont été remises en question au cours des dernières décennies : la distinction entre catastrophe naturelle et catastrophe technologique ; le partage entre catastrophe intentionnelle (guerre, génocide) et catastrophe non-intentionnelle (effet domino ou conjonction malheureuse de facteurs et de circonstances). Désormais, il y a des « sorciers du climat », des auteurs d'« écocides »¹⁴, des « irresponsables qui jouent avec la menace nucléaire », des événements extrêmes dont les conséquences sont directement rapportées à des choix politiques et économiques (Katrina en 2005 aux États-Unis, Xynthia en 2010 en France), voire à des conflits d'intérêts ou des processus de corruption (tremblement de terre de l'Aquila en 2009).

La plupart des dossiers traités par la sociologie pragmatique des transformations a concerné des catastrophes lancinantes, graduelles, peu visibles (Beamich, 2012), où les processus non-intentionnels croisent des jeux d'influence et des rapports de pouvoir, comme dans le cas des perturbateurs endocriniens ou de la redéfinition des formes de vie par les biotechnologies (des OGM à CRISPR-Cas9). La catastrophe est alors synonyme de glissement progressif vers un monde cauchemardesque. Lorsqu'un acteur décrète que « les VrTH [Variétés rendues Tolérantes aux Herbicides] vont coloniser les cultures, ce qui va engendrer une catastrophe », le réseau sémantique de la « catastrophe » est très différent de celui de l'énoncé : « Un de ces jours, une centrale nucléaire va lâcher, ce sera la catastrophe. »

Chaque univers d'objets et d'actions définit un espace de catastrophes possibles. Et faute de prendre au sérieux les objets en cause, les querelles sur le catastrophisme finissent par tourner à vide.

Abordées comme événement de rupture propulsant autant de violence que de remise en cause des routines individuelles et collectives, les catastrophes et les crises engagent toujours une dimension « systémique » – un qualificatif de plus en plus sollicité par les acteurs et qu'il convient, en bonne sociologie, de prendre au sérieux. Si les événements marquants rendent visibles des modalités d'agir dramaturgique (humain, non-humain, et même inhumain), des rapports de pouvoir et de savoir, et des capacités de reconstruction et de réparation, engageant les acteurs dans la renégociation des ordres normatifs qui permettent de « faire société », ils mettent aussi à l'épreuve ce qui est désigné sous le terme de « système ». Une façon de penser ces phénomènes consiste à y lire les prémisses d'un nouvel état du monde, l'émergence de pratiques et de normes dessinant un autre « système social ». Les crises et les catastrophes rendent ainsi manifestes des métamorphoses à différentes échelles auxquelles ne répondent plus les solutions scientifiques et techniques de la modernité tardive (Beck, 2017). La critique des technosciences, de Jacques Ellul (1977/2012) ou Günther Anders (2006) à Jean-Pierre Dupuy (2002) ou Dominique Pestre (2013), a très tôt abordé la possibilité de la catastrophe comme une bataille sur la détermination ou l'indétermination du futur (déjà écrit ou pas encore écrit). Mais la question des prises sur le futur ne concerne pas seulement les penseurs. Chez tous les acteurs, l'anticipation de la catastrophe et de la crise engage la dialectique du destin et de l'ouverture des possibles. Il y a, de ce point de vue, une ambiguïté de la thèse du « catastrophisme éclairé » (Dupuy, 2002) puisqu'elle énonce que c'est en considérant l'avènement de la catastrophe comme théoriquement inéluctable que l'on peut l'éviter en pratique. Ce qui est pragmatiquement discutable : si les ingénieurs du nucléaire, les chirurgiens, les pilotes d'avion, les conducteurs de train ou les concepteurs de barrages adoptaient un régime catastrophiste, ils auraient les plus grandes difficultés à organiser

sereinement leur pratique et intervenir adéquatement sur les dispositifs afin d'éviter qu'un événement extrême se produise. La critique radicale des technologies conteste cette version pragmatique, en la renvoyant dans le registre de l'*illusio* et de la croyance, ou encore de la désinhibition (Fressoz, 2012).

C'est précisément en retravaillant les points de jonction des approches critiques – sans lesquelles il est difficile de penser les systèmes et leur double, à savoir les jeux d'influence et de pouvoir – et des approches pragmatiques, au plus près des activités concrètes, que le pragmatisme sociologique peut surmonter les tensions épistémiques de la période contemporaine. Tout n'est pas à réinventer, car beaucoup d'ingrédients sont déjà là : en reliant l'émergence des signes précurseurs ou des signaux faibles, la description fine des incidents et des micro-phénomènes qui préoccupent les acteurs sur le terrain, et l'analyse des jeux d'échelles sociales, temporelles et spatiales, on peut se déplacer le long des chaînes de médiations qui assurent la montée en puissance de causes collectives et de problèmes publics. L'enjeu est bien de montrer comment l'ouverture des arènes publiques, des enquêtes et des mobilisations collectives, et leurs retraductions politiques, modifient, altèrent ou font basculer les « systèmes » auxquels les acteurs imputent l'essentiel de ce qui advient. Les acteurs ne sont pas, ou pas toujours, fatalistes ou déterministes, dès lors qu'ils parviennent à explorer les ressorts, les leviers, les prises de l'action. Cela n'élimine pas du tableau les phénomènes d'inertie ou de dépendance, économique et technologique, mais, du fait des incommensurabilités entre les échelles et les plans d'expérience associés, cela ne condamne jamais les possibilités d'action : des acteurs réellement présents, aux prises avec les dispositifs et les milieux, rendent possible chaque jour, non seulement la non-réalisation du danger et du risque, mais aussi l'invention de micro-mondes et d'alternatives pratiques (Chateauraynaud & Debaz, 2017; Centemeri, 2019). Le pragmatisme sociologique intègre aussi bien les réussites que les échecs. Un cadre d'analyse ouvert prend en compte les espaces de possibles sans exclure les cas où les personnes et les groupes les plus investis

dans des milieux et des dispositifs perdent prise, voire passent sous emprise (Chateauraynaud, 2015). Il ne s'agit pas de recycler une forme d'*hubris* qui attribuerait à des acteurs compétents et outillés une capacité infinie de résolution de problèmes. Le solutionnisme technologique, que Tibon-Cornillot a désigné jadis comme un « déferlement des techniques » (Tibon-Cornillot, 2003), est au cœur des controverses, à la croisée des bifurcations ouvertes par l'indétermination des futurs. Comment trouver une juste distance entre le catastrophisme technologique, qui insiste sur la vulnérabilité intrinsèque des systèmes sociotechniques¹⁵, et la reconnaissance des capacités des acteurs à réaliser en pratique les formules de John Dewey à travers l'identification, la discussion et la résolution des problèmes ? L'entrée en lice de l'auteur de la théorie de l'enquête appelle un autre moment réflexif. Après la sidération suscitée par l'accumulation des chocs, regardons ce qui résiste dans le noyau du pragmatisme, en repartant de sa place dans le champ philosophique (Girel, 2021) dans le but de maintenir à flot le vaisseau sociologique.

2. PHILOSOPHIE PRAGMATISTE ET SOCIOLOGIE PRAGMATIQUE DES TRANSFORMATIONS

Les discussions métathéoriques autour des apports du pragmatisme ont beaucoup fleuri au cours des deux dernières décennies. Il n'est pas question d'en relativiser la portée tant la discussion critique des concepts, saisis dans leur généalogie propre, est indispensable lorsque les notions forgées par des traditions savantes font l'objet de détournements et de manipulations (Girel, 2017). Avec l'enquête au plus près des situations et la mise en histoire des dispositifs, la critique conceptuelle est un des ressorts fondamentaux de la fabrique des raisons d'agir et de réagir. En ce sens, la confrontation aux formes de raisonnement du pragmatisme est d'emblée normative : face à des processus complexes, il est préférable de disposer de concepts et d'outils contribuant à avoir les idées claires, même si le sentier pour y parvenir est escarpé. En effet, le pari selon lequel les

capacités interprétatives ordinaires permettent de traiter la plupart des troubles et des difficultés de la vie quotidienne mérite d'être réinterrogé¹⁶. Car le sens ordinaire de la réalité est lui-même susceptible de variations, et parfois même de variations violentes : du terrorisme au covid en passant par les dérèglements du climat, les épreuves de réalité ne manquent pas. Raison de plus pour fortifier le rapprochement entre la théorie de l'enquête héritée du pragmatisme et la théorie du choc, celle qui conçoit le réel comme ce que l'on se prend dans la figure. La conception des épreuves comme déchaînement de forces est portée par des auteurs divers mais on peut privilégier la philosophie deleuzienne et la réinterpréter à l'aune du pragmatisme – à condition de la dépouiller d'un entrelacement de concepts transformés en autant de ritournelles, surtout dans le champ de l'expérimentation littéraire et de la critique esthétique¹⁷.

Dans un texte de mise au point sur les apports de la sociologie des controverses, une série de maximes pragmatistes, largement présentées et discutées par les philosophes, ont été placées au cœur du dispositif théorique de la pragmatique des transformations : l'expérience, l'enquête, l'abduction, le conséquentialisme, la formation de publics concernés, la réversibilité des capacités d'agir et des prises de pouvoir sur les situations problématiques, le pluralisme. Cet ensemble de maximes soutient un réseau conceptuel permettant des opérations indissociablement descriptives et normatives qui tranchent avec les grandes machines critiques fondées sur des axiomatiques autonomes, comme celles qui se sont inspirées de Michel Foucault (Chateauraynaud, 2015). Il reste cependant à préciser un certain nombre de points compliqués, surtout dans la retraduction qu'en fait une sociologie empirique. « Douter, écrit Mathias Girel en commentant des articles fondamentaux mais difficiles de Peirce, ce n'est pas "écrire sur un bout de papier" que l'on va douter, c'est avoir une raison de douter, c'est *entamer* une enquête. » (Girel, 2021 : 165 ; souligné par lui). Le style de pragmatisme sociologique pratiqué à propos des alertes et des controverses met en pratique le renoncement à la doctrine et la préférence pour l'enquête, le recoupement et la mise en

discussion. Néanmoins, la direction ou l'orientation qui est donnée au doute produit des effets différents selon les scènes d'action, les objets en cause et les contradicteurs potentiels – on retrouve des problèmes soulignés par la théorie de l'argumentation, en particulier celle de Chaïm Perelman (2009), bien qu'il ait incarné un point de vue plus aristotélicien que pragmatiste dans sa traque des procédés rhétoriques dans la plupart des formes de raisonnement. Posons-le clairement : si une enquête pragmatiste contribue à mettre en doute la puissance du capitalisme contemporain ou l'importance du changement climatique, c'est qu'une erreur s'est produite dans le dispositif d'expression ou la scène d'exposition ! Car le doute, l'incertitude ou encore l'incomplétude constitutive de tout raisonnement et de toute enquête doit être pensé en rapport avec la série de maximes rappelées précédemment. Autrement dit, une sociologie empirique qui se nourrit de pragmatisme doit s'exercer à penser les conséquences de ses descriptions et de ses analyses, c'est-à-dire l'espace des possibles et des futurs qui s'y jouent. « Ce qui est important [...] ce ne sont pas nos actions, mais les événements à venir, le fait que toute propriété enveloppe une foule d'événements à venir. » (Girel, 2021 : 183).

S'il faut maintenir et faire revivre des traditions intellectuelles, dont le réengagement procède de traversées pleines de détours et d'inventions, c'est avant tout pour poser un regard lucide sur les temps présents, les drames, les dérégulations et les catastrophes qui s'y jouent, ou qui s'y annoncent, et donc de nouveau sur les avenir possibles qui s'y construisent ou qui s'y déconstruisent. Il ne suffit plus de rappeler comment le pragmatisme s'est démarqué des philosophies classiques, qui avaient investi la question de la rationalité et de la connaissance fondée sur la dichotomie sujet/objet, ainsi que des grandes théories critiques reposant sur la double idée d'aliénation et de réification justifiant de concevoir la pensée comme dévoiement permanent. Lier la question de l'expérience du monde à sa mise à l'épreuve, c'est considérer l'ensemble des expériences comme des processus ouverts dans lesquelles se jouent aussi bien la formation de publics, la production de faits à travers des enquêtes et la

mise en discussion de possibles selon les modes de valuation développés par les personnes et les groupes. La sociologie des problèmes publics (Cefaï, 2016) a rendu visible l'importance d'un sens ordinaire de l'expérimentation, nécessaire à la formation de citoyen·ne·s en démocratie. Dans son archéologie de l'idée d'expérimentation démocratique, Daniel Cefaï (2020) montre comment Jane Addams, John Dewey et George Herbert Mead ont rapproché les formes d'expérimentation développées dans les laboratoires scientifiques et les expériences vécues dans les situations de la vie sociale. L'entrée par les situations d'épreuve (*test situations*) est liée à la formation des problèmes publics et des affaires politiques. Rapprocher l'expérimentation scientifique de la mise à l'épreuve des choses en monde ouvert n'est pas fortuit : « Il s'agit dans tous les cas, écrit Cefaï, de tester en pratique (et pas simplement en discours) des hypothèses de travail (et non pas de simples professions de foi) pour en déterminer un certain type de validité, eu égard à leurs conséquences. » (Cefaï, 2020 : 338 ; Mead, 1899/2020 ; Addams, 1910). Et, encore une fois, le conséquentialisme est un des ressorts majeurs du raisonnement et de l'enquête pragmatiste.

Mais se référer à John Dewey est-il suffisant pour élaborer une sociologie pragmatique adaptée aux enjeux contemporains ? Quel Dewey d'abord ? Selon Stéphane Madelrieux, il y a trois lectures de Dewey qui produisent un cheminement différent dans son œuvre : Dewey métaphysicien de l'expérience, l'expérience étant entendue comme la manière d'interagir avec l'environnement – c'est la version qui s'impose à partir de la lecture de Richard Bernstein ; Dewey logicien, pour qui penser c'est résoudre les problèmes en menant des enquêtes – Sydney Hook a joué un rôle majeur dans la diffusion de la théorie de l'enquête ; Dewey, théoricien de la démocratie – c'est le cadrage choisi par un auteur comme Robert Westbrook (Madelrieux, 2016). Ces différentes lectures ont eu tendance à converger dans les réinterprétations faites par les sciences sociales depuis une vingtaine d'années, retraductions favorisées par la spécificité de la proposition politique de Dewey. Reposant sur sa théorie de l'enquête, la politique

de Dewey, elle-même fondée sur une logique abductive, accorde une place centrale à l'expérimentation et à l'organisation graduelle des connaissances, en opposition à la logique classique fondée sur la classification et l'axiomatique ; à la production de ces connaissances, toutes sortes de publics sont reconnus aptes à concourir, moyennant des processus de formation d'une expérience publique, qui passe par un certain nombre de situations de test. En même temps, n'oublions pas qu'un bon tiers de l'œuvre de Dewey est consacré à l'éducation (en premier lieu, *Démocratie et éducation*, 1916), ce qui nous invite à intégrer les questions d'éducation et de formation dans l'analyse des compétences pratiques et critiques qui nous intéressent. Si le renouvellement du pragmatisme implique une réarticulation entre le travail perceptuel (savoir se saisir des expériences dans le monde sensible), la capacité à mener des enquêtes (à construire et interpréter des faits) et la compétence argumentative (dotée de tous les ressorts critiques pour éviter manipulation et persuasion fondée sur des croyances – et l'on retrouve, ici encore, Perelman), la manière de concevoir éducation et apprentissage est bien évidemment centrale.

Madelrieux rend compte de l'éclipse du pragmatisme, entre 1960 et 1990 environ, par la portée de deux critiques : la critique positiviste, qui exige une pensée et une méthode plus consistantes, Dewey étant perçu comme trop mou ; la critique existentialiste, qui investit fortement le sujet et le récit, en allant jusqu'au personnelisme, et qui trouve Dewey trop dur – politisant ou socialisant tout ce qu'il touche. Or ce qui intéresse la plupart des sociologues dans le noyau pragmatiste incarné par Dewey, ce n'est pas la bataille contre le partage entre logique scientifique et logique de l'expérience, mais l'enquête sur les enquêtes, sur les procédés par lesquels les doutes, les troubles ou les désordres de la vie pratique donnent lieu à des processus de résolution. Madelrieux résume fort bien l'enjeu :

[...] « l'incertain, l'imprévisible, l'incontrôlable, le hasardeux » font partie du monde empirique. Cette incertitude inéliminable de l'expérience a deux visages : le danger et le risque. Le monde

est plein de ressources, mais il est également plein de périls : maladies, accidents ou conflits menacent à tout moment de faire irruption dans l'existence la plus protégée. [...] Même l'action la plus minutieusement planifiée et la plus consciencieusement exécutée peut échouer – en raison des circonstances particulières de situations individuelles qui ne se répètent jamais, de forces étrangères qui font irruption dans la situation ou de la faiblesse et des limites de l'agent. La contingence de l'environnement et l'incertitude de l'action sont liées au changement que l'individu subit ou dont il est l'agent, et la reconnaissance par Dewey du changement comme trait constitutif de l'univers le situe dans la lignée de Peirce et James qui admettaient, contre la pensée déterministe, un univers inachevé, encore en train de se faire, à l'avenir ouvert. Le problème fondamental de l'homme est donc de diminuer autant que possible l'incertitude de l'expérience, car une telle incertitude signifie que le malheur et la défaite sont toujours possibles. (Madelrieux, 2016 : 26-27)

C'est bien la problématique de l'enquête, conçue comme processus, qui reste le centre de gravité du pragmatisme sociologique et qui rend possible des échanges continus avec la philosophie inspirée par Dewey. La discussion des textes fondamentaux a ainsi permis d'intégrer dans les analyses sociologiques la théorie de la signification développée par Peirce et fondée sur l'analyse des conséquences produites dans l'expérience par le fait de tenir quelque chose pour vrai et d'en déduire une logique d'action, ainsi que l'empirisme radical de William James, lequel a mis en place « une ontologie fondée sur les notions de devenir, de flux, de singularité qui résiste à toute sur-détermination théorique externe » (Frega, 2016 : 343). On peut y ajouter la psychologie sociale de Mead qui a développé une version de l'action humaine comme un rapport dynamique et continu entre les habitudes socialement constituées et la créativité des personnes et des groupes (Cefaï & Quéré, 2006).

Loin de résoudre tous les problèmes épistémologiques et méthodologiques de la recherche sociologique, la philosophie pragmatiste s'est surtout révélée compatible avec l'analyse pragmatique des alertes et des controverses. Cette compatibilité repose sur plusieurs lignes de force : d'abord la conception non-intellectualiste de l'expérience, laissant une chance aux épreuves sensibles, sensorielles et perceptuelles dans le monde, du fait de l'importance des interactions continues avec l'environnement ; ensuite, l'importance des processus d'enquête collective et d'organisation des publics concernés par les enquêtes ; enfin la conception ouverte des capacités de transformation, d'adaptation ou d'invention révélées par les acteurs au fil des situations critiques – ou problématiques. Mais les limites sont apparues sur plusieurs plans : le peu de place accordée finalement aux modalités et aux contraintes propres à l'activité argumentative et à la fabrique des dispositifs de preuve ; en dépit d'une pensée relationnelle et ouverte aux échanges entre acteurs et environnements, un propos faible sur les systèmes saisis aux échelles macro ou même méso ; enfin une absence de construction des matrices des futurs sans lesquelles, même empreints de conséquentialisme, les acteurs naviguent en eaux troubles et dans la plus grande obscurité. On pourrait ajouter un détachement presque romantique vis-à-vis des outils, des artefacts et des objets techniques assez peu problématisés en tant que tels – sur ce point, en France, l'intérêt de la sociologie pour les objets et les dispositifs techniques a pu très tôt compléter sa panoplie par le recours à l'œuvre de Gilbert Simondon (1958).

L'enjeu n'est pas de fixer définitivement une forme de raisonnement et d'enquête pragmatiste en cherchant à lire les situations à partir des textes fondateurs, mais d'utiliser ces derniers comme autant de panneaux indicateurs imposant un maximum de réflexivité sur les capacités à saisir ce qui se joue dans les processus critiques contemporains. Cette notion de « processus critique » est préférée à celle de « trouble » qui ne paraît pas caractériser l'intensité et la portée des phénomènes à l'œuvre, ni les affects et les percepts, les chocs émotionnels et intellectuels éprouvés par les personnes et les

groupes. Sous la formule de « processus critique », on couvre aussi bien des alertes, des controverses, des catastrophes que des conflits et des réformes, toutes sortes de processus qui prennent de l'ampleur et qui mettent les acteurs face à des séries de conséquences aussi pré-occupantes qu'incalculables.

3. QU'EST-CE QUE LA PRAGMATIQUE DE LA COMPLEXITÉ ?

Dans leurs usages ordinaires, les mots « complexité » et « complexe » sont employés pour éliminer ou contredire une interprétation jugée réductrice ou simpliste. Mais un mouvement inverse se produit lorsque le recours à la « complexité » devient suspect, comme s'il recouvrait un refus de clarification ou la justification d'une propension à l'inaction. Si le recours argumentatif à la complexité est à prendre au sérieux au même titre que l'ensemble des procédés utilisés pour soutenir ou contrer une thèse, on peut l'entendre plus techniquement, au sens où l'ont utilisé les chercheurs engagés dans les sciences de la complexité, milieu turbulent s'il en est, où se croisent des disciplines multiples. Les théories de la complexité sont en réalité aussi diverses que les groupes de chercheurs placés sous la bannière des systèmes complexes (Li Vigni, 2018 et 2020). Bien qu'il n'y ait jamais eu véritablement de consensus sur la notion même de « complexité » et plus précisément de « système complexe », un certain nombre de caractéristiques formelles s'imposent avec pour conséquence, en sociologie, le refus de tout rabattre sur une échelle de raisonnement ou d'action et la nécessité de penser les phénomènes d'émergence, de rétroaction, d'irréductibilité et d'interdépendance, en vertu desquels les « systèmes sociaux » se révèlent à la fois solides et vulnérables, capables d'autorégulation et en état de crise permanente.

Nous voici de nouveau au cœur de ce qui nous préoccupe : un des enjeux du réaménagement du pragmatisme sociologique est de passer de la simple re-description d'interprétations portées par les acteurs eux-mêmes à la prise en compte de caractéristiques et de propriétés

liées aux processus complexes dans lesquels ils se démènent. Le rapprochement entre sociologie pragmatiste et théorie de la complexité permet d'attaquer autrement les processus critiques, en intégrant des lignes de raisonnement et d'enquête portant sur des systèmes en transformation. Certes, mais comment procéder lorsque l'on a pris l'habitude de tout replacer en contexte et en situation, de coller au plus près des expériences et de ne pas opérer de dévoilement brutal en supposant l'action d'un « système » derrière chaque activité, interaction ou interprétation ? Si le pragmatisme a du mal à penser les effets de système, en retour les théoriciens de la complexité restent peu convaincants lorsqu'il s'agit de se placer à l'échelle des acteurs, individuels ou collectifs, et de saisir les relations entre représentations, dispositifs et milieux. Lancé autour de l'idée de balistique sociologique (Chateauraynaud, 2011), le croisement de la complexité et du pragmatisme a permis de tester plusieurs propositions que l'on peut tenter d'harmoniser.

Mener une réelle archéologie, utile au rapprochement proposé, n'est pas l'objectif de ce texte. En remontant un peu dans le temps, on trouve des éléments précurseurs chez un auteur comme Jean-Louis Le Moigne, bien qu'il défende plutôt une forme de constructivisme et ne se situe pas à proprement parler dans le courant pragmatiste. Pour Le Moigne, fortement influencé par Edgar Morin, l'approche par les systèmes doit rompre avec l'épistémologie néopositiviste : ce qui est embrassé sous le fameux qualificatif « systémique » n'est pas une propriété intrinsèque de l'objet étudié, mais le produit d'une représentation « pragmatiquement utilisable pour l'action ». Selon lui, la théorie des systèmes complexes dont on a besoin est une sorte de « méta-modèle », entendu comme outil de modélisation renvoyant au projet du modélisateur face à la réalité qu'il étudie (Le Moigne 1994, 1995).

Dans un autre cadre, la complexité a été très tôt au cœur des propositions en faveur d'une « science post-normale » portée par Silvio Funtowicz et Jerome Ravetz, pour qui la division du travail scientifique favorisée par l'application du réductionnisme classique rend

impossible la saisie de phénomènes majeurs, comme les questions de risques technologiques et d'environnement. Ce qu'ils écrivaient au début des années 1990 reste d'une brûlante pertinence épistémique :

Les nouveaux enjeux de politiques du risque et de l'environnement sont mondiaux non seulement par leur étendue, mais aussi par leur complexité, leur omniprésence et leur nouveauté en tant que sujets d'enquête scientifique. Jusqu'à présent, avec la domination de la science appliquée, la rationalité de la recherche réductionniste en sciences naturelles a été prise comme modèle pour la rationalité de l'activité intellectuelle et sociale en général. Quel qu'ait été leur succès par le passé, la prise en compte des enjeux de politiques du risque et de l'environnement montre que cet idéal de rationalité n'est plus universellement pertinent. L'activité de la science englobe désormais la gestion d'incertitudes irréductibles en matière de connaissance et d'éthique, ainsi que la reconnaissance de différentes perspectives et de différentes manières légitimes de connaître. Ainsi, sa pratique s'apparente davantage au fonctionnement d'une société démocratique, caractérisée par une participation étendue et une tolérance à la diversité. De même que le processus politique reconnaît désormais nos obligations envers les générations futures, les autres espèces et même l'environnement global, de même la science élargit-elle également le champ de ses préoccupations. (Funtowicz & Ravetz, 1993 : 742 ; traduit de l'anglais pour le présent article)

Plus récemment, on trouve des propositions fort inspirantes chez Christopher Ansell et Robert Geyer (2017), ainsi que dans un numéro de l'*European Journal of Pragmatism and American Philosophy* consacré aux rapports entre pragmatisme et théories de l'émergence (Baggio & Parravicini, 2019), ou encore chez Stéphane Tywoniak et ses collègues, motivés par un rapprochement des sciences du management et du pragmatisme (Tywoniak, Ika & Bredillet, 2021)¹⁸. Dans tous les cas, plusieurs caractéristiques du pragmatisme sont mobilisées qui

entrent en résonance avec une approche ouverte et dynamique des systèmes. La contradiction entre stabilité ou régularité mesurable et hétérogénéité observable ou vécue est une des tensions majeures mise en lumière par les théoriciens de la complexité – tensions explorées également par la sociologie de Niklas Luhmann (voir infra). En partant de cette contradiction, il est possible d'appliquer une maxime qui a de multiples conséquences théoriques et pratiques : il faut être très attentif aux jeux d'échelles et aux dispositifs d'observation à partir desquels on saisit un phénomène.

Posé en toute généralité, cela semble aller de soi. D'autant que la problématique de l'intégration du macro- et du micro- traverse depuis longtemps les réflexions fondamentales des sciences sociales (par exemple Knorr-Cetina & Cicourel, 1981). Mais les réponses apportées sont-elles adaptées aux processus contemporains ? Comment surmonter, dans les pratiques d'enquête, la contradiction entre l'apparente capacité de toutes sortes de systèmes à s'adapter à des chocs et des crises, à faire preuve comme on dit de « résilience », et l'extrême hétérogénéité des éléments qui les composent et dont les interactions multiples génèrent autant de boucles de renforcement, de désastres et de destructions que de phénomènes émergents, générateurs de ruptures et de changements de phase ? D'un côté, on observe une claire propension de tout système à perdurer dans le temps – ce qui permet à la fois les prévisions, les anticipations, les calculs et les modélisations (à l'instar du « système terre », sans lequel il est difficile d'objectiver le changement climatique – Edwards, 2010 ; Grinevald, 2012) ; d'un autre côté et dans le même mouvement, à chaque nœud, chaque connexion, chaque sous-ensemble ou sous-système, on doit prendre en compte une irréductibilité, une imprévisibilité et une forte dimension aléatoire (Grossetti, 2016). De sorte que la stabilité observée à une échelle ne s'observe plus à une autre – un peu comme si observant Paris d'un drone, on décide de se rapprocher pour finir par entrer en contact avec une forme de chaos, aussi ordinaire que phénoménal, celle d'une rue parisienne typique – hors confinement de la population pour cause de covid, bien entendu !

Dès lors que l'on cherche à atteindre, à partir d'un processus d'enquête inspiré du pragmatisme, le niveau des systèmes, une question se pose immédiatement à laquelle il va nous falloir répondre : une fois réinstaurée dans le jeu de langage et l'outillage méthodologique, la logique systémique ne va-t-elle pas tout emporter avec elle, comme la structure sociale ou la structure des champs chez Bourdieu a fini par surdéterminer toutes les formes d'activités pratiques, dont la singularité, l'émergence, la trajectoire chaotique sont définitivement relativisées ? Autrement dit, comment garantir l'irréductibilité des échelles de raisonnement et d'enquête tout en travaillant sur les voies de passage, de transfert, de traduction d'une échelle à l'autre, et tout en reconnaissant l'impossibilité de faire gravir les échelles sans énorme perte de signification et d'intelligibilité du fait de la « non extensibilité » des phénomènes locaux (pour traduire ainsi la « *nonscalability* » d'Anna Tsing, 2012) ?

Pendant très longtemps, la sociologie pragmatique des transformations a défendu l'idée qu'il fallait décrire et analyser les séries d'épreuves, rebaptisées récemment processus critiques, en examinant comment, dans chaque situation ou événement marquant, sont engagés et modifiés, parfois à la marge, des représentations, des dispositifs et des milieux. On a même tenté une formalisation de nature à faire fuir tout sociologue qualitatif : il s'agissait de lier chaque situation $S(i)$, où i indique la position de la situation dans la série des situations S formant un processus P , à la mise en rapport, pour le moins complexe, entre des représentations (R), des dispositifs (D) et des milieux (M), soit entre $R(i-1)/R(i+1)$, $D(i-1)/D(i+1)$ et $M(i-1)/(M(i+1))...$ En termes plus prosaïques, chaque situation engage de manière différentielle des transformations sur trois plans ou trois lignes formées par des représentations, des dispositifs et des milieux. Dans quelle mesure un milieu est affecté par une situation ou un événement ? Est-ce qu'un changement de représentation a un impact direct sur les milieux concernés ? Comment les dispositifs sont-ils renforcés, modifiés, mis en difficulté ? Cette formalisation, satisfaisante un temps pour sortir d'une version statique et univoque de la sociologie des

épreuves et prendre le parti d'une sociologie des processus, a été mise en œuvre concrètement sur plusieurs dossiers d'alertes et de controverses, tout en laissant tomber l'aspect formel, au profit de l'idée de balistique et d'une modélisation graphique de la trajectoire prototypique des causes publiques (Chateauraynaud, 2011).

La prise au sérieux de l'idée de « système » placée au cœur des raisonnements et des enquêtes développées par les acteurs eux-mêmes a conduit à rouvrir les textes de Niklas Luhmann, lus trop vite, avec les *a priori* qui percolaient au sein de la sociologie française de la fin du XX^e siècle. Dans son *Introduction to System Theory*, le sociologue allemand proposait de reprendre le concept de double contingence, qui a traversé la discipline via Talcott Parsons (Luhmann, 2013). D'un côté, prolifèrent des propositions du type « *X is contingent on* », marquant la dépendance vis-à-vis d'un contexte ; de l'autre, « il n'y a rien d'impossible, et rien n'est nécessaire », formule qui provient de la théologie monothéiste, Dieu pouvant concevoir un tout autre monde, sans quoi il ne peut être tout puissant, ce qui est bien handicapant pour un créateur incréé ! Curieusement, il n'y a pas de statut particulier de la catastrophe dans la théorie des systèmes de Luhmann. Du conflit on en trouve presque à toutes les pages, mais point d'événement de rupture faisant sortir des systèmes ou des sous-systèmes de leur trajectoire de manière irréversible, en rendant impossible leur réintégration – ce qui avait suscité une vive controverse avec Ulrich Beck¹⁹.

Aux deux formes de contingence pointées par Luhmann, dépendance au contexte et ouverture des possibles n'excluant jamais l'impossible, le pragmatisme conduit à ajouter une troisième forme. Elle permet de repenser les systèmes en interaction : la rencontre, le croisement, le recoupement, la convergence de séries hétérogènes qui n'étaient pas nécessairement vouées à se télescoper produit ce qu'il est convenu d'appeler une *émergence*, laquelle engendre des boucles de confirmations, de révisions, de reconfigurations. On peut logiquement réduire cette troisième forme de contingence dans les deux précédentes, contextualité et possibilité, mais elle permet de saisir les

choses en devenir, en transformation précisément. D'où l'intérêt de cette branche du pragmatisme, appelée pragmatique des transformations, pour la non-linéarité.

Il est possible de mettre à l'épreuve très concrètement ce projet d'une pragmatique de la complexité, puisque d'un côté les acteurs pointent vers une logique de système (plus ou moins intégré, ce « système » est supposé tout commander ou déterminer, comme par exemple le capitalisme néolibéral), et de l'autre ils s'engagent dans une multitude de milieux, de scènes et de théâtres d'opérations où montent frictions et contestations, mais aussi alternatives et formes de reconstruction. Une manière luhmannienne de s'en sortir est de considérer ledit « système » comme un emboîtement de sous-systèmes évoluant à leur rythme et à leur échelle, et dont on peut saisir les *inputs* et les *outputs*. Or cette forme d'ingénierie, qui a gagné les discours et les dispositifs publics, suppose des équivalences et des réductions, incarnées par une pluralité d'opérateurs de traduction – même la monnaie ne fonctionnant pas toujours comme opérateur général. C'est pourquoi la rébellion des milieux, ou si l'on préfère la résistance de communautés visant l'autonomie ou l'indépendance, ou pour le moins la différence, commence par s'attaquer à la pensée des systèmes : il n'est dès lors pas étonnant que l'incommensurabilité et l'irréductibilité soient les deux topiques sous-tendant les nouveaux mouvements critiques. On retrouve en partie l'opposition entre système et monde vécu (*System/Lebenswelt*) chère à Habermas, opposition qu'il a pensée à partir des œuvres de Schütz, Mead et Garfinkel : il s'agit d'identifier et de défendre l'existence de mondes de savoirs et de normes fondés sur une éthique de l'intersubjectivité supposée résister par elle-même à la « colonisation du système ». Mais il convient d'être plus précis dans ce qui fait tenir les systèmes comme les milieux et surtout d'appréhender dynamiquement la manière dont ils résistent ou rétroagissent lors d'événements à forte criticité – ce qui nous renvoie au point précédent sur les chocs et les catastrophes, et à la question des formes de reconstruction ou de re-totalisation. Pour une approche pragmatiste inspirée de Dewey, l'enjeu est bien

de faire tenir ensemble, dans un même cadre, chocs, frictions, propensions, glissements et processus silencieux, auxquels il convient d'intégrer aussi les routines et les habitudes.

L'idée de processus complexe s'impose dès lors que les acteurs ne peuvent traiter un problème au cœur de leurs activités situées, à l'aide des répertoires d'action et de jugement ordinaires. Ils font face à des phénomènes émergents, des incertitudes durables, des jeux d'échelle, des phénomènes d'instabilité ou de métastabilité des milieux et des dispositifs, autrement dit à un degré élevé de criticité, soit la possibilité d'une réaction en chaîne incontrôlable²⁰. Dans la plupart des situations, il ne s'agit pas à proprement parler de complexité. Des routines ordinaires, des procédés d'enquête, de délibération et de résolution de problèmes fonctionnent – *à condition que les acteurs s'engagent dans la situation pour résoudre le problème en question*. Un défaut d'engagement peut être à l'origine de défaillances, de négligences, d'oublis ou de dénis produisant des conséquences en cascade au point de faire entrer dans une phase de criticité.

C'est l'occasion de faire ici un point rapide sur la notion d'hyper-objet développée par Timothy Morton. Ce concept désigne des entités dont la taille d'espace et de temps défie le concept traditionnel d'objet, en pointant vers des réalités sociales à n dimensions spatio-temporelles. De sorte que l'on ne peut plus leur assigner de contours et de limites. « Ce sont des choses qui sont massivement diffuses [*distributed*] dans l'espace et le temps par rapport aux humains. » (Morton, 2013 : 29). Morton cite pêle-mêle le plutonium, le CO₂, le plastique, le changement climatique. Pour lui, ces hyper-objets sont bien réels et consistants, même si l'on ne peut pas les saisir, ou seulement par quelques-unes de leurs parties. Ce concept a été jugé pertinent pour aborder les questions liées à l'anthropocène, renvoyant à des phénomènes insaisissables avec les grilles et les schémas classiques. Nous serions « désormais immergés dans un bain relationnel avec des réalités qui ne sont pas arraisonnables » (*ibid.*). Un hyper-objet, pour Morton, est visqueux : il est là, il ne nous lâche pas, il nous colle, il est

partout, on ne peut pas le jeter loin de nous. Aucun hyper-objet n'est isolable, tous sont interreliés. Qu'on les appelle « systèmes », « attracteurs », « réseaux », peu importe : ils existent et opèrent en tant que tissus de relations conditionnant les réalités sur lesquels se focalise notre attention. Ce type de méga-concept pointe bien un des problèmes épistémiques majeurs qui travaille en profondeur les sciences sociales du XXI^e siècle. Mais il y a fort à parier que son usage n'embrouille plus qu'il n'aide à clarifier les choses – surtout en invitant à se placer à la verticale d'approches déjà bien chevelues et compliquées comme celles de Bruno Latour (2012) ou Tim Ingold (2011), qui se sont malgré tout efforcés de maintenir un lien avec la logique d'enquête.

Si les théories des systèmes complexes sont insatisfaisantes du point de vue pragmatique, en faisant courir le risque d'une forme de computationnalisme sans limite, comparées à d'autres approches globalisantes, elles ont l'avantage de limiter les effets de rhétorique et de style. En tout état de cause, une pragmatique de la complexité doit plus modestement permettre de saisir les processus contemporains comme des assemblages polyphoniques, multi-échelles, constamment en tension entre alignement et chaos. Les processus contemporains engagent des univers d'expériences irréductibles où se croisent et se superposent des formes radicales d'immersion dans le sensible, des procédés de cartographie et des métrologies toujours incomplètes, ainsi que des transactions fondées sur des accords ou des conventions en mouvement, pour ainsi dire nomades.

4. INTERPRÉTER LES PROCESSUS EN SUIVANT UNE PLURALITÉ DE LIGNES D'ENQUÊTE ET DE RAISONNEMENT

Venons-en au choix d'une représentation polyphonique des processus critiques, idée qui rejoint par certains aspects les propositions développées par Anna Tsing (2015), dont les travaux sont discutés depuis longtemps par la sociologie pragmatique des transformations (Chateauraynaud, 2011; Chateauraynaud & Debaz, 2017). Bien des

sciences sociales contemporaines persistent à tout inférer à partir d'une seule ligne, d'un seul plan de raisonnement et d'enquête. C'est le cas, par exemple, lorsque l'on a tendance à tout rapporter à l'observation d'activités situées, à la formation de problèmes publics et de causes collectives, à la fabrique des discours et des contre-discours, ou encore à l'évolution de grandes variables statistiques permettant l'analyse quantifiée de l'évolution des systèmes. Ce type d'attitude épistémique, produit d'un long processus de division du travail et de spécialisation, a pour contrepartie de fermer l'angle de vision, de réduire l'espace des possibles, et de conduire *in fine* à des pronostics ou des prévisions aussi bancales que mal fondées, en vertu desquelles les chercheurs ne voient rien venir et passent le plus clair de leur temps à courir derrière les phénomènes, chaque rupture ou épreuve marquante provoquant des vagues de conversion thématique.

Pour rendre fécond le croisement entre pragmatisme, théories de la complexité et sociologie des alertes et des controverses, on conçoit l'étude des processus de transformation comme la production d'une partition ouverte, sur laquelle viennent s'inscrire aussi bien des événements marquants, des chocs et des bifurcations, que des régimes discursifs et des répertoires d'action, des lignes instrumentales relativement calibrées et des voix s'élevant de milieux touffus et irréductibles. Ce sont les tensions, les frictions et les interactions continues entre les différentes lignes qui indiquent, tracent, répercutent, amplifient ou déroutent les transformations à l'œuvre dans les mondes sociaux.

Examinons plus avant les conditions de l'articulation de différentes formes de raisonnement et d'enquête, que l'on peut considérer à la fois comme des styles sociologiques et comme des disciplines instrumentales. Le recours à la métaphore musicale déjà utilisée avec la notion de portée (Chateauraynaud, 2011), ou à propos de technologies numériques pour l'analyse de grands corpus évolutifs (Chateauraynaud & Chavalarias, 2017), peut prendre une forme plus systématique, en réassemblant les fragments d'un jeu de langage

qui ne cesse de traverser les discours et les pratiques des sciences sociales : polyphonie, on l'a déjà vu ; interprétation, variation et improvisation, servent depuis longtemps d'appuis critiques face aux versions fonctionnalistes et structuralistes de l'action ; instrument, dissonance, accord et désaccord sont des notions communes en sciences sociales ; mode mineur et mode majeur forment une opposition élémentaire, tirée de la sociologie des cadres de Goffman ; répertoire, standard, scène ou public, pour ne pas parler de rythme et, bien sûr, de voix et de silence... Et sans insister sur l'usage de la ritournelle chez Deleuze et Guattari, on peut penser à la formule de Pierre Bourdieu, celle d'« orchestration sans chef d'orchestre » (Bourdieu, 1972). C'est dire que le langage musical a toujours fourni, l'air de rien et à peu de frais, avec des bémols selon les traditions, toute une série de médiations sémantiques pour parler des situations et des activités sociales – de quoi inciter à briser les codes et à cheminer autrement qu'en réduisant la musique à l'état de simple objet pour une sociologie de la culture (Hennion, 2002).

Arrêtons-nous sur l'usage de la notion de *portée*, fortement investie par la balistique sociologique. Face aux limites des représentations sous forme de graphes et de réseaux, l'idée est allée *crescendo* de déployer les processus critiques sur un ensemble de lignes dont la disposition – la partition – décrit pleinement la portée. Celle-ci dépend des instruments et des voix dont se dotent les acteurs mobilisés. Le nombre de lignes varie au fil de l'entrée en lice de nouvelles entités ; les interactions entre les lignes sont aussi chaotiques que peut l'être, au moins en apparence, une composition de musique contemporaine. Sur ces lignes, le futur n'est jamais totalement écrit, bien que des alertes et des repères y soient déposés, servant de points d'appui ou de balises pour les autres, révélant les formes d'anticipation et les visions du futur en jeu. Ajoutons qu'une énorme part d'improvisation caractérise la formation des lignes et que leur organisation chronologique permet de les lire dans les deux sens. Si l'indétermination du futur domine toujours l'ensemble, les interprètes se font une idée

des degrés de réversibilité qu'il convient d'affecter aux dispositions et aux dispositifs explicitement déployés.

Au-delà de la simple analogie, l'idée directrice consiste à penser les processus contemporains sous la forme d'un ensemble de lignes ouvertes, dont le nombre est indéterminé et évolutif – comme un ensemble orchestral dont la taille et la composition évoluent au fil des séquences musicales, laissant une part décisive à la variation et à l'improvisation²¹. Il s'agit de ne pas se laisser piéger par l'attention exclusive à un nombre réduit de lignes ou d'échelles, en se donnant un angle de vue maximal face aux processus à l'œuvre – ce qui revient à désenclaver le pragmatisme sociologique de la seule observation directe ou de la concentration sur des arènes publiques déterminées. Que devient le mot d'ordre «suivre les acteurs» dans cette proposition ? Tout enquêteur sait, ou apprend très vite, que suivre lesdits acteurs impose de tenir ensemble une pluralité de lignes.

Si l'on prend le dossier des pesticides par exemple, suivi pendant des années dans le cadre d'un observatoire des alertes et des controverses (Chateauraynaud & Debaz, 2017), il se déploie sur plusieurs lignes : celle des pratiques dans les champs et dans les structures du monde agricole ; celle des alertes et des débats d'experts sur la toxicité des produits ; celle des affaires et des procès, avec récemment la condamnation de Monsanto et, dans l'autre sens, et comme en contrepoint, la sanction de procédés d'alerte, comme dans l'affaire Murat vs Centre Interprofessionnel des Vins de Bordeaux ; il y a également la ligne des montées en politique de la question des modèles agricoles et de leurs impacts sanitaires et environnementaux ; ligne politique qui peut se dédoubler sur deux autres portées : celle des négociations de la Politique Agricole Commune ou celle de la formation et de la mise en œuvre des plans «écophyto», dont le degré de réalisme impose très vite un retour sur la première ligne...

Les lignes de transformation suivies ne sont pas choisies arbitrairement : elles s'imposent dès que les acteurs les désignent comme

pertinentes, rendant manifestes les sphères et les réseaux dans lesquels ils se meuvent ou voient d'autres acteurs se mouvoir. N'est-ce pas une manière de retrouver les enquêtes multi-situées qui s'imposent de fait sur tout terrain ethnographique (Revet, 2020) ? La pragmatique des transformations se place en effet à la lisière de ce mouvement, tout en s'efforçant d'intégrer dans le tableau les séries ou les suites les plus macrosociologiques.

Au fil des recherches menées en parallèle sur une multitude de dossiers complexes, du nucléaire aux OGM, de la pollution de l'air aux perturbateurs endocriniens, du changement climatique aux accidents industriels, six lignes se sont imposées. Cela ne signifie en aucun cas que tous les processus critiques de longue durée se déploient sur ces six niveaux, et seulement six : selon les cas de figure, un trio, un quintet ou un octuor fera mieux l'affaire ! Chaque processus crée un nombre de lignes différent, résultant des interactions entre le type de criticité en cause et la problématisation qu'en proposent les personnes et les groupes engagés dans les épreuves – ce qui inclut le chercheur²². Cette forme de représentation dynamique s'impose lorsque des pratiques concernant des milieux précis, par exemple des mondes agricoles, interagissent, sur des pas de temps plus ou moins longs, avec des sphères lointaines – attendant une décision de justice, le vote d'une loi, la renégociation d'un traité ou la politique issue d'un traité. Exerçons-nous à nommer les six lignes retenues à ce jour – en invitant le lecteur à imaginer un septuor :

- *Portée ou Ligne n°1* : les activités situées, saisies en leur milieu.
- *Ligne ou Portée n°2* : l'émergence des alertes et des controverses suivies à travers la trajectoire qu'elles empruntent.
- *Portée ou Ligne n°3* : l'évolution des configurations discursives et des régimes d'énonciation sur différentes échelles spatiales, temporelles et sociales²³.

- *Ligne ou Portée n°4* : la ligne des ruptures, plus accidentée que les autres, et sur laquelle surgissent les catastrophes et les conflits, les changements et les chocs, qui auront des impacts sur les autres lignes.
- *Portée ou Ligne n°5* : les changements de phase ou de régime des systèmes saisis à partir de leurs formes propres de totalisation (« le système terre », le « capitalisme », l'« Europe », les « technosciences », l'« Empire »...) – ici les voix portent énormément. Et un des enjeux de cette approche multiscale est de renouer avec l'analyse des phénomènes macro sans en faire de purs procédés interprétatifs déployés sur les autres portées.
- *Ligne ou Portée n°6* : les formes de pouvoir et d'emprise ; la sociologie pragmatique est très attendue sur cette ligne après tant de critiques concernant sa supposée naïveté politique.

Le propre d'un système est d'échapper aux acteurs qui ne peuvent pas agir ou rétroagir dessus facilement. On pourrait dire qu'il est *hors de portée* et qu'il faut une convergence particulière des différentes lignes pour qu'un système donne prise à des transformations, qu'elles soient engagées par des personnes, des groupes ou des institutions. Un cas pratique : Edward Snowden a-t-il contribué à transformer un système ? Sur la ligne des discours publics et celle de la fabrique des alertes et des causes collectives, son action a eu un impact massif ; mais qu'en est-il du système mis en place par des agences de renseignement embarquées dans une logique de surveillance globale, sans limite (Snowden, 2019) ? Les pratiques imputées à la Maison Blanche et la CIA ne semblent guère avoir évolué depuis – comme en témoigne, entre autres, le cas de Julian Assange²⁴.

De la présentation ci-dessus, on peut dériver un tableau plus complet donnant à voir de manière synoptique la stratigraphie parti-

culière du pragmatisme sociologique et ses conséquences pour aborder les processus complexes.

Le sextuor des logiques d'enquêtes

	Objets d'enquête et de raisonnement analytique	Style de sociologie et d'élaboration conceptuelle
1	Les pratiques situées, les activités ordinaires, par lesquelles les acteurs appréhendent, maintiennent, font évoluer les états de chose, les artefacts et les entités vivantes, les réseaux sociotechniques et les écosystèmes auxquels ils sont liés, avec une attention continue aux marges, aux interstices, aux zones de contact, aux plis et replis, aux micromondes.	Sociologie de la prise. Ethnographie des pratiques saisies dans leurs milieux. Activités et interprétations situées. On étudie la genèse des prises au plus près des acteurs. Forte agentivité humaine.
2	Les processus d'alerte, de controverse et de mobilisation par lesquels se constituent des problèmes et des publics, des solutions et des dispositifs, des mises en variation critique des angles de vision des futurs (climat, OGM, nucléaire, pesticides, amiante, pollutions, gaz de schiste, etc.).	Balistique sociologique, sociologie des alertes et des controverses. Variante de la sociologie des problèmes publics. Forte agentivité des collectifs et des institutions.
3	Les configurations discursives et les mouvements argumentatifs et narratifs qui s'y inscrivent, s'y forment et s'y déforment. Celles-ci peuvent être saisies à travers des corpus évolutifs dans lesquels s'expriment et s'impriment des dossiers complexes.	Socio-informatique et sociologie argumentative. Analyse fine des modalités et des marqueurs. Agentivité des cadres narratifs et argumentatifs.

4	<p>Les interactions, les chocs, les rapports de force ou d'influences entre des milieux, saisis de façon relationnelle ou dynamique, avec immersion, même provisoire (ex. de la pollution à Paris, de la Gironde ou du Rio Doce). En entrant par les milieux en interaction on se place aux points d'articulation et de friction sans substantier l'expérience du milieu.</p>	<p>Phénoménologie de la perception étendue à l'étude des échanges et des frictions dans les milieux. Le concept de prise porté sur des ensembles plus vastes.</p> <p>Forte agentivité non-humaine via les processus bio-physiques.</p>
5	<p>Les systèmes saisis à travers leurs formes de totalisation. La ligne des systèmes est marquée par l'inertie et la persistance dans le temps de codes et de calculs. Il s'agit de prendre au sérieux les échelles macroscopiques en relation avec les autres échelles. Les systèmes complexes ont aussi pour caractéristique une forme de <i>méréologie</i> : chaque système contient des sous-systèmes qui contiennent le système...</p>	<p>Passerelles entre le pragmatisme sociologique et les théories des systèmes dynamiques.</p> <p>Logique de réseau et agentivité systémique.</p>
6	<p>Les formes de pouvoir et d'emprise par lesquelles sont configurés durablement les plans d'expérience, les affects et les catégories de jugement, les outils et les normes de l'action, de sorte que les acteurs ont du mal à s'en libérer et, la plupart du temps, en pâtissent.</p>	<p>Entrepreneur et désentrepreneur. Renvoie vers la ligne 1 et réinterroge tous les autres niveaux, en particulier 4 et 5, réintroduisant de fortes asymétries et des liens d'emprise dans les expériences.</p> <p>Agentivité shakespearienne.</p>

L'enquête sociologique ne se contente plus de suivre les acteurs porteurs d'arguments et de causes dans les controverses publiques : elle met en regard cette ligne de transformations, a priori plus facilement accessible, avec cinq autres lignes de raisonnement et d'enquête, allant, d'un côté, vers l'analyse des activités²⁵ saisies au cœur de milieux en interaction, ce qui engage une forme particulière de complexité, à l'instar des écosystèmes qu'il faut appréhender comme des mondes ouverts, mouvants, irréductibles (voir par exemple l'enquête menée sur l'estuaire de la Gironde entre 2013 et 2016 : Chateauraynaud & Debaz, 2017) ; et, de l'autre côté, vers l'analyse des systèmes, conçus comme des systèmes dynamiques, jamais totalement intégrés ni complètement calculables et contrôlables, et à l'étage encore en dessous vers les jeux de pouvoir et d'emprise – qui supposent des acteurs passés maîtres dans l'exploitation à leur profit des propriétés desdits systèmes (à l'échelle globale, on pense aux formes de pouvoir autoritaires qui ont marqué la dernière décennie, dans de nombreux pays, de la Turquie à la Hongrie, de la Russie au Brésil, etc.). Les interactions continues entre les différents niveaux permettent de rendre compte des points d'impact et de rebondissement des mobilisations collectives et des controverses publiques – que la tradition sociologique a encapsulés sous la formule de « construction des problèmes publics ». Conçues comme des processus non-linéaires, affectant différemment les institutions, les acteurs et leurs mondes, les séries d'épreuves peuvent toujours être analysées pour elles-mêmes, mais elles gagnent à être mises en séries longues, sur plusieurs échelles sociales, temporelles et spatiales. Dans ces épreuves se jouent en effet des mises en rapport et en tension durables de systèmes sur lesquels les acteurs ont peu de prise et de milieux dans lesquels ils sont littéralement pris, immergés, attachés.

Le fait d'introduire d'autres échelles de raisonnement que le suivi pas à pas, rétrospectif ou en temps réel, des protagonistes de conflits, de disputes ou d'affaires, modifie le regard porté sur les événements marquants, et sur les catastrophes en particulier. Enregistrer des récits et des argumentations ne suffit plus : il faut identifier les

caractéristiques des systèmes et les propriétés des milieux qui posent problème aux acteurs, ou qui leur servent d'appuis et de ressources. En opérant ce virage, la sociologie pragmatique des transformations modifie doublement le regard sur les conflits et les catastrophes : il s'agit de les étudier en relation avec des configurations plus globales qui dépassent les seuls sites affectés – par exemple en interrogeant, à partir de la catastrophe de Mariana et du Rio Doce au Brésil, les effets de la dépendance de milieux entiers à l'extractivisme, c'est-à-dire l'industrie minière, dépendance liée à une longue histoire industrielle et politique (Chateauraynaud & Debaz, 2021). Dans le même mouvement, du fait de la distribution inégale des vulnérabilités dans les systèmes complexes, des parties étant parfois sacrifiées pour sauver le tout à partir d'une hiérarchisation des risques, élaborée souvent implicitement par l'invisibilisation des dégâts ou des dommages (comme les cancers chez les travailleurs ou les populations autochtones), il faut changer les termes du « méliorisme » pour reconnaître au conflit, comme à la catastrophe, son potentiel créateur (Hennion & Monnin, 2020) – ce qui conduit à accomplir un pas de côté par rapport au pragmatisme classique (celui de Dewey et de Du Bois mis à part). En un sens, face aux sociétés complexes saturées de tensions et d'inégalités, la pragmatique des transformations considère le conflit violent ou la catastrophe comme hautement probables, voire inévitables. Et de fait, elle œuvre à saisir les formes d'anticipation, de préparation, de précaution, mais aussi de réparation et de reconstruction dont peuvent se doter les milieux humains pour en surmonter les conséquences sur leurs formes de vie.

5. COMMENT LES ALERTES ET LES CONTROVERSES CHANGENT LES PRISES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES SUR LES DISPOSITIFS ET LES MILIEUX

Confortant largement les idées pionnières de Dewey (1927/2010), l'étude des alertes et des controverses a montré comment des publics concernés se forment au fil de processus critiques, s'emparent de

savoirs et d'instruments, parviennent parfois à les transformer et à leur donner une plus grande portée. L'émergence de publics rouvre les futurs en développant, au fil d'épreuves argumentatives, un conséquentialisme hautement réflexif. La réflexivité en jeu ici n'est pas purement intellectuelle : elle relie la discussion des normes et des valeurs aux mises en situations et aux engagements pratiques, au cœur des milieux en interaction. Parfois idéalisée, la figure des citoyens producteurs de savoirs, de formes d'action collective et de nouvelles pratiques de valuation joue un rôle régulateur dans la trajectoire publique des controverses et des conflits : les nombreux dispositifs participatifs en témoignent, mais aussi la fabrique de prises individuelles et collectives sur le monde. Dans les courants ascendants des nouvelles sciences sociales, la supposée « inculture scientifique » des gens ordinaires placée par les rationalistes comme à la racine de tous les maux dont souffrent les démocraties, a été démontée maintes fois. Autour du vaste mouvement des *Science & Technology Studies* (STS), depuis la critique de ce que Michel Callon avait qualifié de « modèle de l'instruction publique », une pluralité d'approches ont germé : avec l'épidémiologie populaire, l'épistémologie civique, la recherche participative, l'expertise d'usage devenue expertise citoyenne jusqu'à la co-construction des savoirs par les sciences citoyennes, le régime monopolistique tenu par une poignée d'organisations professionnelles et d'institutions académiques a volé en éclat. Ce qui a suscité des contre-offensives diverses autour de ce que l'on a appelé les « rationalistes indignés » (Chateauraynaud & Debaz, 2017 ; Laurens, 2019). Au-delà du couple infernal rationalisme borné/constructivisme critique, faire la sociologie des processus d'enquête et de la fabrique des prises communes sur le réel prend appui sur d'innombrables expériences à travers lesquelles des collectifs, des groupes, des publics, des communautés, des milieux se saisissent de questions et de problèmes et produisent de la tangibilité (Chateauraynaud, 2004), en usant de manière réflexive et critique des savoirs et des sciences, des métrologies et des artefacts cognitifs.

Mais il faut aussi prendre au sérieux les limites du premier programme pragmatiste, en particulier lorsque s'imposent aux observations et aux analyses l'inertie de systèmes, l'hétérogénéité de réseaux, la persistance d'acteurs embarqués dans des histoires sans fin, sans oublier la force propre des relations d'emprise dans lesquelles sont empêtrées les personnes et les groupes.

Les terrains effectués au Brésil suite aux ruptures de barrages de Mariana, en 2015, et de Brumadinho, en 2019, ont aidé à mettre à l'épreuve les idées et les hypothèses rapprochant le pragmatisme et les systèmes complexes. Les enquêtes au cœur des milieux ont confirmé l'absence d'un plan unique d'expression des controverses et des conflits : il convient de saisir sur le terrain, les frictions et les contradictions, mais aussi les formes d'articulations entre configurations globales et milieux en interaction. Évidemment, la configuration politique brésilienne a fortement pesé dans la manière de renouer les fils : chaque crise ou catastrophe intensifie ou dévoile des caractéristiques majeures des systèmes politiques, avec toutes les déclinaisons associées sur les systèmes médiatiques, judiciaires, scientifiques, militants.

La sociologie des alertes et des crises n'a pas eu le temps de souffler avec la crise mondiale qui a suivi la dissémination rapide, en février 2020, du coronavirus, d'abord baptisé SARS-CoV-2, puis de la maladie qu'il engendre, le/la Covid-19 et de tous les « variants préoccupants » (*variants of concern*) successifs. Cette rupture sans précédent a engendré une bifurcation historique dans la série des crises sanitaires qui se sont accumulées depuis l'épidémie de VIH dans les années 1980. Ce qui frappe, c'est avant tout l'ampleur de son impact sur les formes de vie et les activités pratiques ordinaires qui ont, pour plusieurs années, cessé de l'être un peu partout dans le monde. Comment nommer un tel macro-événement capable d'affecter tous les milieux humains à l'échelle planétaire – mais aussi, du même coup, la plupart des écosystèmes habituellement soumis à des pressions extrêmes et qui ont parfois eu droit à une sorte de respiration²⁶ ? Faut-il parler de « première

phase de l'effondrement», en reprenant en chœur des antiennes collapsologiques maintenant bien connues (Allard, Monnin & Tasset, 2019)? De « crise sanitaire totale »? Doit-on penser d'abord aux conséquences sur les organisations et les systèmes sociaux, et parler d'une méga crise politique et économique? De par sa magnitude et son éclatement en d'innombrables sous-crisis et controverses, transversales ou consécutives, ayant chacune ses objets, ses acteurs, ses temporalités, ses échelles, il semble bien en effet que la crise ait été « totale ». La mise en réseau des informations et des outils de totalisation, à commencer par le nombre quotidien de personnes affectées, fait interagir de multiples échelles d'action et de jugement. Ce qui, malgré les nombreuses interdépendances qui lient les sphères d'activité, aurait pu rester une crise sectorielle (au sens de Michel Dobry, 1986), spatialement et temporellement circonscrite en dépit de la propagation des signaux d'alerte (comme ce fut le cas du SARS en Asie ou d'Ebola en Afrique), s'est métamorphosé à grande vitesse, défiant nos capacités individuelles et collectives d'adaptation, d'assimilation et d'accommodation (ce qui évoque fortement les problèmes abordés par la sociologie naissante de Park & Burgess, 1921). Une crise totale a ainsi le pouvoir de contaminer à peu près tout sur son passage, en dépassant le virus lui-même, débordant sur les arènes politiques, sociales, économiques, culturelles, numériques, dans le monde entier et pour un temps encore indéterminé – dont la durée probable varie selon la pérennité des solutions adoptées et selon les perspectives d'arrêt, de ralentissement général, ou de reprise partielle des activités.

A priori, on retrouve le sens originel de la catastrophe, entendue comme *tipping point*, générant de l'irréversibilité, et engageant des transformations profondes que nul ne peut fixer avec certitude – en termes prospectivistes, la pandémie relève des scénarios de rupture obligeant à revoir les paramètres fondamentaux de toute projection vers le futur. Dans les premières phases du processus, indépendamment de sa confirmation ultérieure, l'existence d'une bifurcation déjà à l'œuvre est perçue, ou ressentie, par de très nombreux acteurs. On l'a observé lors du premier confinement en France, avec

la multiplication de prises de parole et de tribunes sur le « monde d'après ». Innombrables sont celles et ceux qui, sur les différentes lignes de transformation, engagent des énoncés sur ce qui « ne sera plus jamais comme avant », ce qui « se met en place », ce qu'il faut encore « redouter », ou considèrent « ce qui s'annonce », en engendrant un bloc discursif supposé dépeindre un « avant » dans sa totalité. On lit que la crise « va changer le monde », dont elle a révélé les « limites ». Mais si la bifurcation est bien là, nul ne sait où elle conduira, d'autant que la rupture qui est au cœur des logiques discursives, mais aussi de bien des expériences directes de la maladie et de la mort, n'entraîne pas d'effondrement irrésistible tel qu'annoncé par la plupart des collapsologues (Larrère & Larrère, 2020). Le hiatus entre le régime discursif global et les réinterprétations locales est déjà particulièrement marquant dans la multiplicité des expériences des dérèglements climatiques, particulièrement sensibles aux jeux d'échelle (Hulme, 2009) : les basculements ne se jouent pas seulement au niveau du monde biophysique et du monde économique qui l'exploite, mais aussi et avant tout dans l'agencement des relations sociales et des formes de vie démocratiques dans lesquelles sont mis en discussion les faits et les interprétations qui engagent le sens commun de la réalité et le bloc de valeurs auquel il est adossé.

Si la crise sanitaire ouverte par l'épidémie de Covid-19 a produit des débordements (*spillovers*) irréversibles sur un grand nombre de « sphères », y compris les plus intimes, les personnes et les groupes ont adopté différentes procédures pour affronter ce qu'ils ont vécu comme une rupture profonde, dont l'intensité dépasse le simple « trouble », et réinterroger la portée et le sens de ces événements. Au fil des travaux accumulés depuis plusieurs décennies et dont le mot « alerte » a été en quelque sorte l'étendard, on disait souvent « si tout devient alerte, plus rien ne l'est vraiment » ; ce à quoi on ajoutait parfois : « une alerte qui dure trop longtemps n'est plus une alerte ». C'est d'ailleurs la même chose pour les controverses, et c'est la raison pour laquelle la formule de « processus critique » a fini par s'imposer, renvoyant à l'idée de criticité comme à celles de transformation et de durée. Le

Covid-19 est-il un cas d'école pour la pragmatique des transformations et sa socio-balistique embarquée ? En changeant de portée, l'objet de l'alerte et le motif de la crise se transforment au fil du temps, pesant sur toutes les échelles, des individus à la gouvernance mondiale des grands secteurs d'activité (santé, transports, énergies, etc.), en passant par les systèmes éducatifs, le fonctionnement des entreprises, les activités sportives et culturelles. On assiste ainsi à la réalisation d'un risque systémique sous forme de crise totale, rendant impossible pour les chercheurs-enquêteurs la moindre extériorité : toute quête de mise à distance, de prise de hauteur, implique un intense travail d'objectivation auquel aucun acteur, du scientifique pur et dur au survivaliste le plus aguerri, n'a été préparé. La réarticulation des relations (et de leurs descriptions) entre les causes et les conséquences portées par les individus, les groupes et les sociétés, nous conduit dans une figure d'inclusion impensée jusqu'alors en dépit des nombreux essais sur la mondialisation et les risques globaux²⁷.

L'analyse des dispositions et des mesures, des controverses et des polémiques engendrées par la pandémie prendra des années, mais il est possible d'en tirer dès à présent quelques leçons : si les limites de l'approche pragmatique classique ont déjà été pointées à partir de grands dossiers comme le nucléaire, le climat ou les OGM, il faut désormais aller plus loin et reconsidérer les agencements impliqués dans les procédures d'enquête de la sociologie, et plus globalement des sciences sociales contemporaines. Dès lors que l'on n'entend pas rompre avec le primat de l'expérience pratique du monde tout en affrontant sa complexité, sans se soumettre au nouveau quantitativisme dopé par les outils numériques mobilisés autour des *big data*²⁸, il faut envisager des agencements polyphoniques plus conséquents : en d'autres termes, parvenir, à partir des processus d'alerte et de controverse que l'on a appris à décrire dans leurs dynamiques propres, à intégrer une analyse des systèmes et des milieux, des configurations discursives et des relations d'emprise, l'ensemble étant toujours mis en rapport *in fine* avec des activités et des pratiques situées.

Privilégier la dynamique des causes publiques a conduit à négliger ou faire passer au second rang ce qui résiste aux transformations, ou plutôt à ce qui crée des formes d'inertie ou de permanence, aussi nécessaire à la stabilité du monde social ordinaire qu'à la mesure ou l'appréciation des modifications et des changements. Pour répondre aux objections de la seule prise en compte des transformations, plusieurs instances ont été introduites, d'abord pour penser ce qui fait tenir les situations ou ce qui permet d'éviter les ruptures et les effondrements : le milieu, le dispositif, le réseau, l'institution, le système, le *for* intérieur. Le *milieu* est ce qui sous-tend la possibilité de l'activité en assurant les échanges d'affects et de percepts ; le *dispositif* est ce qui permet à une action de prendre forme et de se déployer dans une direction déterminée, les collectifs étant des dispositifs élaborés chemin faisant ; le *réseau* est ce qui met en relation des entités en passant au-dessus ou à côté des milieux et des dispositifs, puisqu'il affranchit les acteurs des contraintes situées et des prises spécialisées (liées à la maîtrise d'un dispositif et un seul par exemple) en introduisant diversité, hétérogénéité, élasticité, connectivité, réversibilité ; l'*institution* ne se réduit pas au dispositif mais introduit un ensemble de cadres, de codes et de catégories normatives qui fixent les entités et leurs relations pour une certaine durée indépendamment des interprétations qu'elles en font ; on a vu plus haut comment l'entrée par le *système*, cet élément de niveau supérieur, si énigmatique, vise la manière dont les acteurs rendent calculables l'ensemble des relations et des opérations transformées en autant de codes et de fonctions ; le *for intérieur* ou *for* interne est ce qui fait tenir les sujets malgré tous les chocs, les tensions, les mises en variation provoquées par l'ensemble des épreuves qu'ils traversent, surtout lorsque les autres ressorts de stabilité sont en crise.

Si l'on peut trouver une partie de ces éléments fondamentaux dans les textes des philosophes pragmatistes ou dans les interprétations auxquelles ils ont donné lieu, leur réunion dans un cadre d'analyse permet de projeter les recherches dans des univers plus complexes que la résolution des troubles en situation par l'engagement de

publics concernés, capables de mener l'enquête et de réévaluer, par la discussion, le cadre normatif qui s'impose à eux. Cela ne signifie pas que l'on renonce à décrire des activités en contexte, au plus près des situations : dans les travaux antérieurs, en s'inspirant à la fois de Mead et de Dewey, on a pu montrer comment la fabrique des prises et leur socialisation, par le passage de prises individuelles à des prises collectives, engage la perception sensible liée aux cours d'actions et aux interactions entre les personnes et les choses. Les formes de présence et d'attention, de sensibilité, et même d'hypersensibilité, constituent le creuset d'une véritable pragmatique de l'action et du jugement, l'activité perceptuelle portant aussi bien sur des objets et des relations, sur des processus, des propensions et des potentiels (comme dans le cas de l'anticipation ou de l'activité visionnaire).

Les enquêtes pragmatistes suivent minutieusement des individus et des collectifs auxquels sont reconnues des capacités d'enquête. En réalité, on fait plus que les reconnaître : on a tendance à les survaloriser, en s'appuyant sur un des axiomes de John Dewey (1938/1993) dans sa théorie de l'enquête, dans laquelle il examinait les tensions entre logique scientifique et logique démocratique et leur possible résolution par la formation de publics concernés capables de redéfinir problèmes, méthodes et solutions – une vision au fondement des modèles de démocratie participative et d'expertise citoyenne. En partant de la fabrique individuelle et collective des prises sur le monde, on ouvre tout un ensemble de portes : les différentiels de prises se formant au cœur des expériences, cela permet de renouer les liens entre pragmatisme et phénoménologie. On peut, dans la foulée, prendre au sérieux une grande diversité de formes de vie en examinant leurs modalités d'ancrage dans des milieux réfractaires aux représentations et aux dispositifs forgés à distance pour les arraisonner (Bulle, 2020). Si l'on prend le cas emblématique des écosystèmes, on ne peut les saisir qu'à travers une multitude d'interactions, qui engagent une multiplicité d'échelles, des micro-organismes aux territoires les plus étendus. Enfin, l'émergence des prises renvoie aussi et surtout à l'élaboration, par les acteurs eux-mêmes,

de chemins différents, de véritables alternatives, d'autres mondes et d'autres futurs possibles. On peut y ajouter les mille et une façons de s'approprier, de détourner, de littéralement *hacker* les métrologies, les savoirs formels et les objets techniques, qui ne sont pas en soi des sources de réification ou d'aliénation, comme invite à le penser une version (néo)luddite de la théorie critique. Bref, il faut à la fois étendre la sociologie pragmatique de l'attention et de la présence, qui prenait au début une dimension très phénoménologique, pour la déployer dans de multiples sphères d'action, et en particulier vers les sciences, les technologies et les environnements. Un tel programme permet de saisir les asymétries de prises et les différentes façons de les retourner ou de les réduire. Arrivés à ce point du raisonnement, on voit que le maintien d'une zone de contact avec les sociologies dites critiques redevient décisif.

6. QUAND LE DÉVOILEMENT ET LA CRITIQUE S'IMPOSENT À L'ENQUÊTEUR PRAGMATISTE

Dans un « mode d'emploi » de la « sociologie pragmatique », les porteurs d'un courant particulier de la sociologie française défendent un impératif de rupture avec le dévoilement critique (Barthe *et al.*, 2013). En soi, retenir le saut incontrôlé du sociologue dans les joutes polémiques est salutaire. L'exigence de contrôle est d'ailleurs à peu près partagée par tous les courants de la discipline. Mais l'argumentation développée dans le « mode d'emploi » repose sur une interprétation simpliste des notions de « dévoilement » et de « critique » – réduites peu ou prou à la pratique bourdieusienne de la sociologie, jugée à la fois trop objectiviste et trop militante²⁹. Comme toute enquête réussie produit des révélations et conduit à des mises au point normatives, ne serait-ce que sur les conditions de la bonne interprétation des données ou des faits qu'elle apporte, il y a toujours du dévoilement et de la critique dans une recherche sociologique, au moins dans l'énoncé de ses conséquences sur les jeux d'acteurs investis autour d'un objet de controverse ou de conflit (Chateauraynaud, 2011). Très souvent, la dimension critique des enquêtes se loge dans la manière dont acteurs

et enquêteurs entrent dans un processus d'inter-objectivation (Zask, 2004).

S'agissant du rapport du pragmatisme à la critique sociale, beaucoup de points mériteraient d'être examinés et discutés. Sans revenir à Addams, Mead ou Dewey, véritables champions de la réforme sociale, on va s'en tenir à quelques aspects qui concernent au premier chef la pragmatique de la complexité. D'abord la question de la symétrie. Un des effets pervers de la réduction, sans autre forme de procès, du dévoilement à l'état de simple figure de dénonciation est l'usage paradoxal et décalé d'un « principe de symétrie » posé *a priori* et en toute généralité. La pertinence de ce principe, étendu sans filet depuis la fameuse formule de David Bloor à toutes sortes de situations d'enquête, dépend étroitement des objets et des contextes visés. On l'a vu face au climato-scepticisme, à la querelle des OGM, ou encore récemment dans la polémique autour du Professeur Raoult et des remèdes contre le Covid. Dans l'ensemble des processus critiques, toutes les logiques d'enquête menées par les protagonistes ne se valent pas : là où les uns ont forgé des prises solides sur la réalité, d'autres usent et abusent de procédés rhétoriques ou de techniques de production du doute (Chateauraynaud, 2011; Girel, 2017). Dès lors, se contraindre de symétriser à tout prix ne peut que produire de la confusion et, sans basculement critique imposé par les différentiels de compétences et d'expertises, contribue à légitimer, aux yeux de publics éloignés, des formes de manipulation ou d'imposture. Pire : cela fait perdre un temps précieux dans le mouvement de révélation des causes et dans l'organisation des mises en cause. Depuis quand la sociologie, se découvrant perspectiviste, ne devrait plus aider à en finir avec des sources de danger, de risque ou de violence comme avec la production d'inégalités ou de vulnérabilités structurelles³⁰ ?

Comme d'autres courants des sciences sociales contemporaines, le pragmatisme sociologique considère que la plupart des acteurs sont compétents, pertinents et réflexifs en situation. Mener l'enquête sur les enquêtes suppose des acteurs capables d'engendrer les prises

nécessaires à la formulation et la résolution des problèmes, des tensions et des troubles auxquels ils font face. Cependant, l'enquête de sciences sociales, et l'enquête sociologique en particulier, ouvre sur des circulations et des traductions qui changent les représentations initiales des processus, des relations et des entités à l'œuvre dans le monde social. Il se produit des oscillations, des mouvements de balancier, quelque peu asynchrones, au fil desquels les prises développées par les acteurs et les analyses proposées par les chercheurs se recouvrent, s'opposent ou s'enrichissent mutuellement. Il ne s'agit donc pas de réifier une séparation claire et définitive entre un sens commun de l'enquête, de la critique et de la délibération, et une approche formelle des ressorts de l'action et du jugement : ce sont les processus, les trajectoires suivies par les entités qui les portent, les animent ou les affrontent, qui font varier les degrés d'engagement et de distanciation, assurant ou non la convergence entre les perceptions et les représentations des différents protagonistes – ce qui est généralement à l'origine de nouveaux processus critiques³¹. Un processus d'enquête qui fonctionne passe par d'intenses moments de discussion des prémisses, des règles de méthode et des manières de formuler les conclusions. Et il est rare que l'enrichissement de l'objet de l'enquête n'oblige pas à changer d'angle de raisonnement en cours de route – on retrouve l'abduction tirée de la lecture de Peirce. C'est le cas par exemple lorsqu'une enquête change de modalités et conduit à se situer en amont des figures classiques de controverse et de conflit, en remontant vers la fabrique de liens d'emprise, par lesquels des acteurs sont littéralement dépossédés de leur champ d'expérience (Chateauraynaud, 2015). L'attention aux petites asymétries et à leur transformation graduelle, souvent silencieuse, en véritable système, oblige à affiner les modèles sociologiques inspirés par le pragmatisme, et à prendre en charge ouvertement une nouvelle théorie du pouvoir (Wolfe, 2012).

On sait qu'un des problèmes majeurs posés par la sociologie critique dominante est la manière dont elle fixe les dispositions des personnes et des groupes. De ce point de vue, elle rejoint son vis-à-vis

épistémologique, l'individualisme méthodologique, qui tend à naturaliser une ontologie formée d'individus dotés d'intérêts et de croyances parfaitement claires, qu'il suffirait d'enregistrer par l'enquête statistique. Tester le degré de cohérence et de rationalité des pratiques, des choix effectués vis-à-vis de normes et de standards abstraits formerait ainsi le canon de la scientificité sociologique. Mais comment s'assurer que la rationalité de l'action et du jugement n'est pas continuellement réélaborée et réinterprétée en situation ? Un des phénomènes qui s'impose au contact des champs d'expérience des acteurs est le processus constant de révision des intérêts et des croyances. En suivant depuis des années une soixantaine de témoins disséminés dans des milieux fort différents, de manière à faire varier au maximum les expériences, on observe autant de processus de révision critique que de maintien des croyances.

Cas de figure n°1. Prenons rapidement l'exemple de Paul. Ancien chauffeur-routier, qui a « sillonné les routes d'Europe, de la Suède au Portugal, pour un salaire de misère », il s'est installé peu de temps avant sa retraite sur un terrain non bâti, au cœur d'une région forestière du Sud-Ouest. D'abord par défi, puis par résignation, il a décidé de vivre dans des caravanes et de ne pas construire la maison qu'il envisageait : elle était soumise à des normes de construction auxquelles il s'est opposé. Paul arpente la forêt régulièrement comme simple promeneur, et il lui arrive de parler politique aux gens qu'il croise – propension renforcée en période de confinement ou de couvre-feu. Après avoir pendant des années défendu l'idée d'une nécessaire rupture et d'un vote contre « le système », voilà qu'avec l'imposition du « pass sanitaire », il fait machine arrière : anti-Macron résolu, il dit avoir compris que « voter pour Marine Le Pen c'est faire le jeu du système » ; « le piège est grossier », comme d'ailleurs selon lui l'abstention qui « amène au pouvoir des gens sans aucune légitimité ». Ce faisant, notre homme a bien opéré un changement de perspective. Restons malgré tout prudent quant à l'interprétation de ce revirement : quelques semaines à peine après

cette conversation, le phénomène Zemmour rebat les cartes. Impossible de dire à la place de l'intéressé comment il voit la nouvelle configuration. Une nouvelle conversation s'impose. Ce qui est sûr c'est que Paul va en tenir compte, même s'il n'a cessé de répéter que la figure de son père résistant est trop forte pour qu'il se laisse avoir par des « fachos ».

Allons bon ! Voilà une anecdote qui vaudrait démonstration d'une capacité de retournement critique des personnes ordinaires ? Il faut bien sûr être en mesure de suivre les personnes, comme les groupes, sur la durée pour s'assurer de la réalité des changements ou des bifurcations, des retournements et des ajustements permanents en contexte, en fonction des épreuves et des interlocuteurs (Corrêa, 2015). Parfois contre vents et marées !

Cas de figure n°2. Prenons l'exemple de cet ancien haut cadre, sorti au début des années 2000 d'une grande entreprise dont la restructuration a fait beaucoup de bruit et encore plus de dégâts, et qui, ayant voté dès le premier tour pour Emmanuel Macron en 2017, trouve que ce dernier est « à chaque fois meilleur », triomphant de toutes les épreuves, des gilets jaunes à la crise sanitaire. Selon lui, la critique sociale est entretenue par une forme de « ressentiment empêchant les gens d'accéder à la pleine réalisation de leur devoir de résilience » (*sic*) – ce qu'il a lui-même vécu, dit-il, lorsque la restructuration de l'entreprise dans laquelle il avait réalisé une très belle carrière a mis fin à ses espoirs de terminer dans le top 10 ou 20 du haut management³². Selon cet ancien haut cadre de l'industrie française, « l'islamisation de notre société est le nœud du problème ». Il a presque tout lu sur la question, y compris des chercheurs de l'EHESS, et lorsque la polémique sur l'« islamogauchisme » a percolé dans les médias et sur les réseaux sociaux, largement relayée par le gouvernement, il n'a pu résister à la tentation de tester ses proches liés aux milieux universitaires. Au moment où sont écrites ces lignes, aucun argument n'est parvenu à le faire changer de ligne. Comme pour le cas de

figure précédent, l'avènement de Zemmour comme candidat de l'extrême-droite peut-il lui faire quitter la galaxie macronienne pour une version plus dure ?

Avec l'accession au pouvoir de fous furieux complètement décomplexés, de Trump à Bolsonaro, en passant par Erdogan ou Johnson, Xi Jinping ou Poutine – énumération bien incomplète à laquelle on espère éviter d'ajouter les noms de Le Pen ou Zemmour³³ –, il faudrait suivre scrupuleusement le mode d'emploi de la sociologie pragmatique des années 1990 et renoncer à la critique sociale au profit d'une sociologie fondée sur une pensée grammaticale (Kaufmann, 2012) ? On peut bien sûr considérer que les processus critiques extrêmes mettent en danger les « grammaires » au fondement de tout lien social et dont dépend la tenue même de la critique politique. Mais ce n'est pas en scandant une hypothétique « neutralité axiologique » que l'on peut y voir clair. Les formes d'engagement ou d'attachement, les modalités de jugement ou de valuation doivent être explicitées dans le mouvement même de l'enquête et de sa restitution : par exemple, on peut rendre visibles les traits marquants d'une « démocratie des places », faite de mouvements « sans leader » et de « nouvelles formes de citoyenneté », horizontales ou rhizomatiques, déployées en assemblées ou en réseaux, tout en défendant normativement, contre les modèles de pouvoir hiérarchique et autoritaire, une nouvelle réalité politique que les appareils classiques, sciences sociales incluses, ne parviennent pas à cerner (Cohen, 2019). Du moins pas sans un certain inconfort épistémologique. La perturbation d'un cadre épistémologique ou métathéorique est toujours intéressante en soi : plutôt que d'y voir une distorsion de règles de la méthode énoncées *in abstracto*, on peut en faire un levier pour de nouvelles formes de raisonnement et d'enquête, ouvrant d'autres horizons pour la critique sociale. C'est d'autant plus impératif qu'il n'y a jamais eu autant de concentration des pouvoirs et d'inégalités bloquant le traitement de multiples urgences écologiques, économiques et sociales. En explorant ce qui permet à des coalitions d'acteurs de maintenir un ordre social foncièrement injuste et toxique, malgré des crises majeures,

on s'attaque à des niveaux plus fondamentaux que le simple ajustement en situation : il faut en effet viser les procédés d'emprise par lesquels des entités en tiennent d'autres sous leur contrôle dans un savant mélange de manipulation, d'exploitation des asymétries, de jeu avec les contraintes organisationnelles et de servitude volontaire.

On a tendance à penser qu'une crise profonde et durable bouleverse par définition les modes de pensée. Ce n'est que partiellement vrai car il y a toujours des mouvements inverses de durcissement ou de consolidation des systèmes interprétatifs préexistants. Autrement dit, il n'est pas recommandé de projeter, sans discernement et sur tous les acteurs, la version pragmatiste du processus d'enquête idéal, passant par la révision des croyances et des certitudes. On observe en effet la réactivation de matrices critiques et de schèmes interprétatifs tout apprêtés et supposés adaptés aux situations à venir. Que peut bien signifier une formule comme « machines critiques toutes apprêtées » ? On ne compte plus les producteurs de discours critiques, souvent très influents, qui développent et diffusent des matrices rhétoriques, avec deux types de conséquences tangibles, bien que contradictoires en apparence : d'un côté toute machine critique tend à figer les avenir souhaitables, en fixant ce que doit être le « monde d'après » – tout en rapatriant des raisonnements du « monde d'avant » ; de l'autre, elle augmente la criticité des processus en provoquant (ici le verbe n'est pas trop fort) des réactions en chaînes noyant dans la polémique toute tentative d'explicitation argumentée de ce qui est réellement à l'œuvre. Le pragmatisme sociologique prend en compte l'espace de variation dans son ensemble et tient compte des positions les plus radicales (Pereira, 2010). Mais il a pour maxime de ne jamais enfermer les acteurs dans des doctrines ou des systèmes d'interprétation. Les approches critiques apportent souvent des éclairages percutants, mais le risque de réduire l'enquête dans une logique de confirmation de propriétés connues – comme le fait que les dominants s'en sortent mieux que les dominés – élude des propriétés émergentes – qu'une attention à la complexité, aux formes d'incertitude et d'indétermination, permet de prendre en compte. Dès lors, les questions

que préfère poser un pragmatiste sont plutôt celles-ci : dans quelle mesure un processus critique permet-il d'engendrer ou de renouveler des prises individuelles et collectives ? L'ouverture d'une controverse ou d'une crise permet-elle de réviser les appuis de la critique et de transformer le champ des possibles ?

C'est dire à quel point le pragmatisme sociologique ne peut se contenter de la référence obligée à une « neutralité axiologique », traduction discutable et discutée de la formule weberienne de *Wertfreiheit*³⁴. La question n'est pas la neutralité affichée ou revendiquée, mais le chemin parcouru dans un espace de tensions entre trois lignes de forces ou, pour parler savamment, trois gradients : le degré d'explicitation ou d'explicabilité que l'on peut développer autour des conditions concrètes de réalisation d'une enquête ; le degré d'accessibilité des phénomènes et des objets qui ne sont pas tous aisément observables ou constructibles sans immersion et prise de risque ; le degré d'engagement qu'implique la prise en compte et la hiérarchisation des versions ou des visions portées par les différents acteurs concernés.

On ne peut plus s'en tenir à une simple cartographie de relations entre des acteurs et des thèmes. Cette idée de « thème » mérite d'ailleurs d'être abandonnée au profit d'une remise en contexte, en milieu, des activités de production de sens. En sciences politiques, on considère encore l'écologie et l'environnement comme des « thèmes ». Certains auteurs persistent même à qualifier les acteurs qui œuvrent à lutter contre les pires menaces sur les formes de vie humaines et non-humaines d'« entrepreneurs de cause » (Traïni, 2011). Pour toute une littérature, les modalités de prise en charge des réalités en cause se ramènent au fond à une simple affaire de jeu d'acteurs, de cadrage et de mise sur agenda. Une sociologie pragmatique des transformations reste très attentive aux formes narratives et argumentatives, aux jeux d'acteurs et aux scènes d'action publique, mais elle œuvre à remettre les choses sur leur base : non l'environnement n'est pas un thème ! Les épreuves de réalité qui se jouent engagent l'ensemble

des écosystèmes, que l'on peut saisir à différentes échelles, jusqu'à la biosphère dont dépendent toutes les formes de vie. Inutile de chercher le relativisme dans le pragmatisme : il réside plutôt dans l'idée que tous les plans d'expérience peuvent se projeter sur un seul, celui de l'espace politico-médiatique qui impose ses formats, ses cadres, ses grammaires et ses fenêtres d'opportunité. En ce sens, aller chercher dans les milieux, faire des rapprochements entre des expériences qui ne trouvent pas d'expression forte et légitime dans l'espace politique, c'est engager un mouvement critique et contribuer à des dévoilements. Joëlle Zask ne s'y est pas trompée en investissant ces dernières années la question des catastrophes, en reliant les méga-feux à l'avènement d'une catastrophe globale (Zask, 2019). La logique d'enquête qu'elle développe enrichit la conception du pragmatisme : en s'inspirant de Dewey, il n'est pas question de renvoyer les épreuves de réalité à des jeux de langage et des joutes publiques, comme le font tendanciellement les versions routinisées de l'étude des controverses. Pour convaincre de l'importance du déplacement épistémique qui s'impose, changeons brutalement de cadre de référence et regardons ce qu'en dit un spécialiste des sciences de l'information et de la communication. Il ne cache pas la colère que lui inspire le peu d'engagement des médias après la publication du 6^e rapport du GIEC, déjà mentionné plus haut :

Pour celles et ceux qui se soucient du climat, qui travaillent et militent d'arrache-pied afin de faire avancer cette cause historique, la douche est glaciale. La seule instance scientifique internationalement reconnue, qui produit cette année un rapport déterminant pour la suite de l'histoire de l'humanité et de tout le vivant, a vu le fruit de plusieurs années de travail s'échouer lamentablement dans les égouts d'un traitement médiatique et politique totalement irresponsable. Comment ne pas éprouver de la rage face à un naufrage aussi injuste et inique ? Pourtant, on sait que l'écologie est, désormais, un sujet total. C'est bien l'écologie qui déterminera le futur de notre agriculture et de notre capacité à nourrir les populations. C'est aussi l'écologie

qui permettra de répondre dignement aux populations déplacées qui vont devoir migrer de région en région. C'est encore l'écologie qui montrera à quel point le changement climatique générera d'inquiétantes instabilités politiques et militaires dans plusieurs endroits du globe. C'est toujours l'écologie, enfin, qui viendra questionner tous les pans de notre vie quotidienne : de nos choix en matière de santé et d'éducation jusqu'à nos emplois, sans parler de l'effondrement et de l'irruption de secteurs économiques entiers et d'incertitudes financières à l'échelle planétaire. (Wagener, 2021)

Les séquences polémiques dans lesquelles entrent volontiers les acteurs publics, mais aussi les personnes ordinaires dans des conversations peu formelles ou peu contraintes, privilégient deux mouvements critiques : la disqualification des énonciateurs ; les conséquences négatives de la mise en doute d'une position ou d'une argumentation – avec des formules du type « la critique est plus facile que l'action » ou « on peut tout déconstruire sans rien proposer », ou encore « au bout du compte, on ne peut plus se fier à rien ni personne, on ne peut plus croire en rien ». Du point de vue des techniques de gouvernement, c'est souvent l'absorption, l'intégration de la critique dans les discours et les projets qui fonctionne comme opérateurs de désamorçage (cf. sur le nucléaire, Topçu, 2013). Mais il reste une branche que l'entrée par les milieux en interaction et les interstices qu'ils engendrent invite à explorer et sur laquelle se déploie pleinement le pragmatisme sociologique : car le discrédit porté sur la plupart des acteurs critiques, et sur leurs énoncés, invisibilise les pratiques et les usages qu'instaurent ces mêmes acteurs sur les terrains dont ils ont pu se rendre maîtres. C'est d'ailleurs le sens de toute action de résistance : on ne résiste pas, ou pas seulement, en se proclamant publiquement « en résistance », mais en reconquérant des prises sur des milieux et des territoires que l'on dérobe aux ennemis.

CONCLUSION

L'architecture conceptuelle de la sociologie pragmatique des transformations ainsi que les conditions de sa mise en œuvre sur les terrains les plus divers mériteraient de plus amples développements. Mais le point essentiel est *l'impératif de révision des formes de raisonnement et d'enquête associées au pragmatisme* afin de faire face aux processus contemporains. Pas question de faire table rase : pour aiguïser les capacités sociologiques dont nous avons besoin, il faut poursuivre l'effort généalogique nécessaire à la réflexivité sur les origines d'une série de démarcations sociologiques, et entretenir la critique conceptuelle, en maintenant la vigilance analytique sur les usages et les définitions des termes, y compris ceux de pragmatique et de pragmatisme. C'est du côté des outillages et des manières de faire travailler l'immense casuistique développée sous la bannière du pragmatisme qu'il y a du chemin à faire – du moins si l'on partage le diagnostic d'un hiatus phénoménal entre ce que renvoient les descriptions fines issues des terrains les plus divers et l'évolution hypercritique des systèmes sociaux depuis une vingtaine d'années au moins.

La question n'est pas de savoir si le monde contemporain marqué par l'hégémonie d'un capitalisme à double face, financière et technoscientifique, est plus ou moins complexe que celui qui a été dépeint par les historiens ou les anthropologues, mais de réorganiser les appuis du pragmatisme sociologique afin de saisir les transformations à l'œuvre, en révisant les façons de mener les enquêtes et de développer des interprétations. L'idée qui consiste à assembler plusieurs lignes de transformation, congruentes avec les ressorts et les instruments mobilisés par les acteurs eux-mêmes pour y voir plus clair dans les zones critiques, permet d'éviter non seulement d'introduire des interprétations aux mauvais endroits, mais de fermer trop vite l'angle de vision des futurs possibles et des futurs souhaitables. Les lignes sont laissées aux acteurs qui en déterminent les trajectoires et les potentiels ; la sociologie apporte un niveau d'intelligibilité supplémentaire en permettant de mettre en regard les différents

processus à l'œuvre³⁵. Assumer la polyphonie, la non-linéarité, l'indétermination face aux processus critiques est facile à énoncer, plus difficile à réaliser en pratique. La difficulté vient surtout des ruptures et des bifurcations qui heurtent de plein fouet le parcours paisible du sociologue académique, le contraignant à faire des choix, y compris des choix axiologiques ou normatifs, face à l'accumulation des affaires, des controverses et des crises, et des tensions qu'elles font surgir dans les échanges avec les acteurs. Qu'ils représentent des instances officielles, qu'ils portent des causes ou qu'ils se débattent au cœur de milieux menacés ou saccagés par des forces extérieures, lesdits acteurs ont plus que jamais besoin de boucles de réflexivité et d'analyse critique.

Les controverses doivent être pensées en rapport avec les formes de vie, ce qui signifie une attention soutenue aux points de recouplement ou d'articulation avec le monde sensible. La distinction de lignes et de plans qui ne coïncident jamais parfaitement, et entre lesquels se produisent des décalages où s'engouffrent les acteurs, met à distance le fantasme d'une pensée formelle, axiomatique ou grammaticale, capable de contenir par avance l'expression de toute singularité et d'en évaluer la portée *in abstracto*. Réintroduire les systèmes et les milieux dans nos lignes de raisonnement et d'enquête, ce n'est pas renouer avec une forme de déterminisme mais rester pleinement pragmatiste, en doublant les ouvertures d'avenir vers le haut, dans ce que l'on appelle encore le « niveau macro », et vers le bas dans les micro-mondes aussi hétérogènes qu'indénombrables.

Cette proposition a des conséquences sur les prises de la critique. Revenons encore sur les questions d'environnement. Qu'il s'agisse du catastrophisme éclairé (Dupuy, 2002), de l'approche transcendantale des dangers et des risques (Bourg, 2013) ou de la critique de la supposée toute-puissance des technosciences (Pestre, 2013), l'incommensurabilité et l'irréductibilité des lignes de transformation en jeu font apparaître comme essentiellement rhétoriques ou dystopiques des formes de totalisation qui tendent à écraser la pluralité des expériences et des

milieux associés. Les sciences sociales ont maintes fois montré que les échelles ne pouvaient être traitées de manière fractale et que les dynamiques locales sont irréductibles aux processus globaux et réciproquement (Tsing, 2015 ; Kirksey, 2015 ; Chateauraynaud & Debaz, 2017). Cela permet de mieux comprendre, au passage, les tensions internes aux États-nations dans la configuration contemporaine : l'autonomie des politiques publiques, supposée réaliser la souveraineté de l'État, est rognée à la fois par les dynamiques mondiales, les enjeux régionaux et les processus locaux. Les transformations, largement imprévisibles, qui en résultent conduisent à réinterroger les différentes traditions de sciences sociales instaurant le primat d'une échelle sur une autre. Ce qui permet de conclure en citant John Dewey à propos des changements épistémiques incontournables qu'imposent de nouvelles réalités :

Les vieilles idées reculent lentement, car elles sont plus que des formes abstraites et des catégories. Elles sont des habitudes, des prédispositions, des attitudes d'aversion et de préférence profondément enracinées. De plus, la conviction que toutes les questions que l'esprit humain s'est posées peuvent trouver une réponse dans les termes des alternatives contenues dans ces mêmes questions continue à s'imposer, même si l'histoire prouve qu'il s'agit là d'une illusion. Au contraire, le progrès intellectuel se produit généralement par un simple abandon des questions et des alternatives qu'elles supposent. On les abandonne parce qu'elles ont perdu de leur vitalité et que l'urgence de nos intérêts a changé. Nous ne répondons pas à ces questions, nous les dépassons. (Dewey, 1910/2016 : 34)

Comprendre les ouvertures d'avenir et les prises, individuelles ou collectives, sur les processus, c'est faire du pragmatisme sociologique un programme fort, capable de prendre en compte la multiplicité des expériences, dont l'irréductibilité foncière ne cesse de s'imposer à l'enquête. La mise à distance des montées automatiques en généralité a longtemps été une des conditions premières de l'exploration des

futurs possibles, de la création en acte des alternatives et des capacités de reconfiguration du monde, au plus près des pratiques et des milieux. Mais il nous faut pouvoir comprendre l'inertie des systèmes et l'échec de nombre de tentatives de transformation, qu'elles soient fondées en raison ou en justice. Et pour y parvenir, il n'est pas question de s'interdire de remonter dans les échelles auxquelles les acteurs attribuent de multiples propriétés, structurantes ou déstructurantes, dans le but de saisir les modalités de passage, d'interaction ou de traduction, entre les lignes, là où se déploient les processus critiques. L'origine de ces processus importe autant que leur portée, mais, à l'issue des enquêtes, l'essentiel est de pouvoir en tirer des leçons pour la suite de l'histoire.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ALLARD Laurence, MONNIN Alexandre & Cyprien TASSET (2019), « Est-il trop tard pour l'effondrement ? », *Multitudes*, 76, p.53-67.
- ANDERS Günther (2006), *La Menace nucléaire : Considérations radicales sur l'âge atomique*, trad. Christophe David, Paris, Le Serpent à plumes.
- ANSELL Christopher & Robert GEYER (2017), « "Pragmatic Complexity" : A New Foundation for Moving beyond "Evidence-Based Policy Making" ? », *Policy Studies*, 38 (2), p.149-167.
- BAGGIO Guido & Andrea PARRAVICINI (2019), « Introduction to Pragmatism and Theories of Emergence », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, XI-2. Online : (<https://doi.org/10.4000/ejap.1611>).
- BARTHE Yannick, DE BLIC Damien, HEURTIN Jean-Philippe, LAGNEAU Eric, LEMIEUX Cyril, LINHARDT Dominique, MOREAU DE BELLAING Cédric, RÉMY Catherine & Danny TROM (2013), « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, 103 (3), p.175-204. En ligne : (<https://www.cairn.info/revue-politix-2013-3-page-175.htm>).
- BEAMISH Thomas D. (2012), *Silent Spill : The Organization of an Industrial Crisis*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- BECK Ulrich (2017), *The Metamorphosis of the World*, Cambridge, UK et Malden, Mass., Polity Press.
- BESSIN Marc, BIDART Claire & Michel GROSSETTI (dir.) (2009), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte.
- BIDET Alexandra (dir.) (2006), *Sociologie du travail et activité. Le travail en actes, nouveaux regards*, Toulouse, Octarès Éditions.
- BOURDIEU Pierre (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz.
- BOURG Dominique (2013), « Dommages transcendants », in Dominique Bourg, Alain Kaufmann & Pierre-Benoît Joly (dir.), *Du risque à la menace. Penser la catastrophe*, Paris, Presses universitaires de France (« L'écologie en questions »), p.109-126.
- BOYER Robert (2020), *Les Capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, Paris, La Découverte.
- BULLE Sylvaine (2020), *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie. De Bure à Notre-Dame-des-Landes*, Grenoble, UGA Éditions.
- CAILLÉ Alain & Frédéric VANDENBERGHE (2016), *Pour une nouvelle sociologie classique*, Paris, Le Bord de l'eau.
- CALLON Michel (1999), « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégaï : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, 41, p.65-78. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sdt.37417>).
- CEFAÏ Daniel (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ?*, Paris, La Découverte.

- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme? », *Questions de communication*, 30 (2), p. 25-64.
- CEFAÏ Daniel (2020), « La naissance de l'expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme », *Pragmata*, 3, p. 270-355. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-7-cefai.pdf>).
- CEFAÏ Daniel, BIDET Alexandra, STAVO-DEBAUGE Joan, FREGA Roberto, HENNION Antoine & Cédric TERZI (2015), « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations », Introduction du dossier, *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4915>).
- CEFAÏ Daniel & Daniel R. HUEBNER (2019), « Pragmatisme et sociologie aux États-Unis. De Mead, Addams et Du Bois à l'interactionnisme symbolique », *Pragmata*, 2, p. 378-480. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-cefai-huebner.pdf>).
- CEFAÏ Daniel & Louis QUÉRÉ (2006), Introduction de la traduction de George Herbert Mead, *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- CENTEMERI Laura (2019), *La Permaculture ou l'art de réhabiter*, Versailles, Éditions Quae.
- CHAMAYOU Grégoire (2018), *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2004), « L'épreuve du tangible. Expériences de l'enquête et surgissements de la preuve », in Bruno Karsenti & Louis Quéré (dir.), *La Croyance et l'enquête*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 15), p. 167-194. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11215>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2011), *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Pétra.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2015), « L'emprise comme expérience. Enquêtes pragmatiques et théories du pouvoir », *SociologieS* (« Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4931>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2016), « Pragmatique des transformations et sociologie des controverses. Les logiques d'enquête face au temps long des processus », in Francis Chateauraynaud & Yves Cohen (dir.), *Histoires pragmatiques*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 25), p. 349-385. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12327>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2019), « De la criticité des causes environnementales. Saisir les controverses publiques par les milieux en interaction », *Questions de communication*, 37.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2021), « Social Theory and the Logic of Inquiry: Some Pragmatic Arguments for a Convergence of Critical and Reconstructive Approaches », in Alain Caillé & Frédéric Vandenberghe (dir.), *For a New Classic Sociology*, Routledge.

- CHATEAURAYNAUD Francis & David CHAVALARIAS (2017), « L'analyse des grands réseaux évolutifs et la sociologie pragmatique des controverses. Croiser les méthodes face aux transformations des mondes numériques », *Sociologie et sociétés*, 49 (2), p. 137-161.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2017), *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Pétra.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2019), « Prospero Over the Ocean. Corpus Strategies and Pragmatist Complexity », *SocioInformatique et Argumentation*. En ligne : (<https://socioargu.hypotheses.org/date/2019/01>).
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2021), « Plurality of Temporalities, Complexity and Contingency in Repairing after Dam Failures in Minas Gerais », in Laura Centemeri, Sezin Topçu & J. Peter Burgess (dir.), *Rethinking Post-Disaster Recovery. Socio-Anthropological Perspectives on Repairing Environments*, New York, NY et Abingdon, UK, Routledge.
- COHEN Yves (2019), « Les foules raisonnables. Notes sur les mouvements sans parti ni leader des années 2010 et leur rapport avec le XX^e siècle », *Politika*. En ligne : (<https://doi.org/10.26095/H7BP-6K60>).
- CORRÊA Diogo S. (2015), *Anjos de fuzil : Uma etnografia das relações entre tráfico e igreja evangélica na Cidade de Deus, Rio de Janeiro*, Thèse EHESS/Université de Rio de Janeiro.
- CORIAT Benjamin (dir.) (2015), *Le Retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui libèrent.
- CORNU Marie, ORSI Fabienne & Judith ROCHFELD (dir.) (2016), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Presses universitaires de France.
- DARDOT Pierre & Christian LAVAL (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XX^e siècle*, Paris, La Découverte.
- DAVET Gérard & Fabrice LHOMME (2021), *Le Traître et le néant*, Paris, Fayard.
- DEBAÏSE Didier (dir.) (2008), *Vie et Expérimentation. Peirce, James, Dewey*, Paris, Vrin.
- DENOUN Martin (2022), *La construction des scénarios de l'énergie nucléaire au prisme des projets de nouveaux réacteurs. Éléments pour une sociologie des futurs*, Thèse en cours de finition, Paris, EHESS.
- DESROSIÈRES Alain (2008), *Gouverner par les nombres : L'Argument statistique II*, Paris, Presses des Mines.
- DEWEY John (1910/2016), *L'Influence de Darwin sur la philosophie et autres essais de philosophie contemporaine*, trad. Lucie Chataigné Pouteyo, Claude Gautier, Stéphane Madelrieux et Emmanuel Renault, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1916/1975), *Démocratie et éducation*, suivi de *Expérience et éducation*, trad. Gérard Deledalle et Marie-Anne Carroi, Paris, Armand Colin.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, trad. Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique : Théorie de l'enquête*, trad. Gérard Deledalle, Paris, Presses universitaires de France.

- DIANOUX Robin (2021), *Finding the Balance. An exploration of the relations between knowledge transformations and environmental ethics in the implementation of biodiversity offsets policies in Colombia*, Thèse, EHESS/ Universités de Turin et de Milan.
- DOBRY Michel (1986), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP.
- DODIER Nicolas (2003), *Leçons politiques de l'épidémie de Sida*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- DODIER Nicolas & Isabelle BASZANGER (1997), « Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique », *Revue française de sociologie*, 38 (1), p. 37-66.
- DUPUY Jean-Pierre (2002), *Le Catastrophisme éclairé*, Paris, Seuil.
- EDWARDS Paul (2010), *A Vast Machine: Computer, Models, Climate Data and the Politics of Global Warming*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- ELLUL Jacques (1977/2012), *Le Système technicien*, Paris, Le Cherche-midi.
- FREGA Roberto (2016), « Qu'est-ce qu'une pratique ? », in Francis Chateauraynaud & Yves Cohen (dir.), *Histoires pragmatiques*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 25), p. 321-347. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12324>).
- FRESSOZ Jean-Baptiste (2012), *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil.
- FUNTOWICZ Sylvio O. & Jerome R. RAVETZ (1993), « Science for the Post-Normal Age », *Futures*, 25 (7), p. 739-755.
- GAILLAGUET Jérôme (2021), « Comprendre l'expérience critique ordinaire : Enjeux épistémologiques et méthodologiques d'une enquête sur l'hésitation vaccinale », Colloque Éducation aux controverses, 88^e congrès de l'ACFAS, Université de Sherbrooke, 6-7 mai 2020 (à paraître).
- GIREL Mathias (2017), *Sciences et territoires de l'ignorance*, Paris, Quae.
- GIREL Mathias (2021), *L'Esprit en acte. Psychologie, mythologies et pratique chez les pragmatistes*, Paris, Vrin.
- GRANJON Fabien (2012), « La critique est-elle indigne de la sociologie ? », *Sociologie*, 1 (3), p. 75-86.
- GRINEVALD Jacques (2012), « Le concept d'Anthropocène et son contexte historique et scientifique », *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 12, p. 22-38.
- GROSSETTI Michel (2016), « L'imprévisibilité dans le monde social », in Jean-Claude Lévy (dir.), *Complexité et désordre. Éléments de réflexion*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 97-112.
- HACHE Émilie (dir.) (2016), *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*, textes choisis et présentés par Émilie Hache, traduit par Émilie Noteris, avec une postface de Catherine Larrère, Paris, Cambourakis (« Sorcières »).
- HENNION Antoine (2002), « Une pragmatique de la musique : expériences d'écoutes. Petit retour arrière sur le séminaire *Aimer la musique* », *MEI « Médiation et information »*, 17, p. 31-43.

- HENNION Antoine & Alexandre MONNIN (2020), « Introduction au dossier, Du pragmatisme au méliorisme radical : enquêter dans un monde ouvert, prendre acte de ses fragilités, considérer la possibilité des catastrophes », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.13931>).
- HERMITTE Marie-Angèle (2013), *Le Droit saisi au vif. Sciences, technologies, formes de vie*, Paris, Pétra.
- HULME Mike (2009), *Why We Disagree About Climate Change : Understanding Controversy, Inaction and Opportunity*, Cambridge, Cambridge University Press.
- INGOLD Tim (2011), *Being Alive. Essays on Movement, Knowledge and Description*, Londres, Routledge.
- JASPER James (2011), « Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research », *Annual Review of Sociology*, 37 (1), p. 285-303.
- JOUZEL Jean-Noël (2019), *Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait*, Paris, Presses de la FNSP.
- KALINOWSKI Isabelle (2005), « Leçons wébériennes sur la science et la propagande », in Max Weber, *La Science, profession et vocation*, Marseille, Éditions Agone (« Banc d'essais »).
- KAUFMANN Laurence (2012), « Agir en règle. Le pari grammatical de la sociologie pragmatique à l'épreuve de la critique », *Raison publique*, 16, p. 227-263.
- KELLER Reiner, HORNIDGE Anna-Katharina & Wolf J. SHÜNEMANN (dir.) (2018), *The Sociology of Knowledge Approach to Discourse. Investigating the Politics of Knowledge and Meaning-Making*, Londres & New York, Routledge.
- KIMURA Saeko (2016), « La littérature après Fukushima », *Rue Descartes*, 88 (1), p. 32-47.
- KIRKSEY Eben (2015), *Emergent Ecologies*, Duhram & Londres, Duke University Press.
- KITCHIN Rob (2014), « Big Data, New Epistemologies and Paradigm Shifts », *Big Data & Society*, 1 (1). En ligne : (<https://doi.org/10.1177/2053951714528481>).
- KNORR-CETINA Karin & Aaron V. CICOUREL (dir.) (1981), *Advances in Social Theory and Methodology: Toward an Integration of Micro- and Macro-Sociologies*, Boston, Routledge & Kegan Paul.
- LAHIRE Bernard (2021), « Manifeste pour la science sociale », *AOC*, 2 septembre. En ligne : (<https://aoc.media/analyse/2021/09/01/manifeste-pour-la-science-sociale/>).
- LARRÈRE Catherine & Raphaël LARRÈRE (2020), *Le Pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, Paris, Éditions Premier Parallèle.
- LATOUR Bruno (2012), *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes*, Paris, La Découverte.
- LAURENS Sylvain (2019), *Militer pour la science. Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- LE MOIGNE Jean-Louis (1994), *La Théorie du système général. Théorie de la modélisation*, Paris, Presses universitaires de France.

- LE MOIGNE Jean-Louis (1995), *Les Épistémologies constructivistes*, Paris, Presses universitaires de France (« Que sais-je ? »).
- LI VIGNI Guido Fabrizio (2018), *Les systèmes complexes et la digitalisation des sciences. Histoire et sociologie des instituts de la complexité aux États-Unis et en France*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- LI VIGNI Guido Fabrizio (2020), « Normativité des modèles et régimes du futur », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 14 (1). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/rac.4261>).
- LORINO Philippe (2020), *Pragmatisme et étude des organisations*, Paris, Economica.
- LUHMANN Niklas (2013), *Introduction to System Theory*, Oxford, Polity Press.
- MADELRIEUX Stéphane (2016), *La Philosophie de John Dewey*, Paris, Vrin.
- MARTUCCELLI Danilo (2014), *Les Sociétés et l'impossible. Les limites imaginaires de la réalité*, Paris, Armand Colin.
- MASAO Yoshida (2018), *Un récit de Fukushima. Le directeur parle*, compilés à partir d'auditions et commentés par Franck Guarnieri et Sébastien Travadel, Paris, Presses universitaires de France.
- MEAD George H. (1899/2020), « L'hypothèse de travail dans la réforme sociale », *Pragmata*, 3, trad. Daniel Cefaï et Mathias Girel, p. 356-362. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-8-mead.pdf>).
- MEAD George H. (2006), *L'Esprit, le soi et la société*, présenté par Daniel Cefaï et Louis Quéré, Paris, Presses universitaires de France [*Mind, Self, and Society*, C. Morris (ed.), Chicago, University of Chicago Press, 1934, rééd. 2015].
- MEAD George H. (2008), *Self, War, and Society: G. H. Mead's Macrosociology*, Mary Jo Deegan (ed.), New Brunswick, NJ, Transaction Publishers.
- MORTON Timothy (2013), *Hyperobjects: Philosophy and Ecology After the End of the World*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- NICOLINO Fabrice (2019), *Le Crime était presque parfait. L'enquête choc sur les pesticides et les SDHI*, Paris, Les Liens qui Libèrent.
- NOIRIEL Gérard (2021), *Le Venin et la plume. Edouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République*, Paris, La Découverte.
- PARK Robert E. & Ernest W. BURGESS (1921), *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, The University Chicago Press.
- PEIRCE Charles S. (2017), *Écrits sur le signe*, Paris, Points.
- PERELMAN Chaïm avec Lucie OLBRECHTS-TYTECA (1958/2009), *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- PEREIRA Irène (2010), *Peut-on être radical et pragmatique ?*, Paris, Éditions Textuel (« Petite Encyclopédie Critique »).
- PESTRE Dominique (2013), *À contre-science. Politiques et savoirs des sociétés contemporaines*, Paris, Seuil.
- RENET Sandrine (2020), « Les droits du fleuve. Polyphonie autour du fleuve Atrato en Colombie et de ses Gardiens », *Sociétés politiques comparées*, 52.

- REJET Sandrine & Julien LANGUMIER (2013), *Le Gouvernement des catastrophes*, Paris, Karthala.
- ROE Emery (2013), *Making the Most of Mess: Reliability and Policy in Today's Management Challenges*, Durham, Duke University Press.
- SAUNIER Adhémar (2021), *Former des cadres à toutes épreuves*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- SCHROEDER Ralph (2018), *Social Theory after the Internet*, Londres, UCL Press.
- SIMONDON Gilbert (1958), *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier-Montaigne.
- SNOWDEN Edward (2019), *Mémoires vives*, Paris, Seuil.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), « Des "événements" difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 21), p.191-223. En ligne: (<https://books.openedition.org/editionsehess/19592>).
- THOMAS William I. (1918-1920), *The Polish Peasant in Europe and America*, Boston, Richard G. Badger.
- TIBON-CORNILLOT Michel (2003), « En route vers la planète radieuse – déferlement des techniques, insolence philosophique », *Rue Descartes*, 3 (41), p.52-63.
- TOPÇU Sezin (2013), *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Paris, Seuil.
- TRAÏNI Christophe (2011), *La Cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*, Paris, Presses universitaires de France.
- TSING Anna L. (2012), « On Nonscalability: The Living World Is Not Amenable to Precision-Nested Scales », *Common Knowledge*, 18 (3), p.505-524.
- TSING Anna L. (2015), *The Mushroom at the End of the World: On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*, Princeton, Princeton University Press.
- TYWONIAK Stephane, IKA Lavagnon & Christophe BREDILLET (2021), « A Pragmatist Approach to Complexity Theorizing in Project Studies: Orders and Levels », *Project Management Journal*, 52 (3), p. 298-313.
- WAGENER Albin (2021), « Entrer en résistance pour répondre à l'urgence climatique », *Blog de Mediapart*. En ligne (consulté le 12 août 2021): (<https://blogs.mediapart.fr/albin-wagener/blog/120821/entrer-en-resistance-pour-repondre-lurgence-climatique>).
- WOLFE Joel (2012), « Does Pragmatism Have A Theory of Power? », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, IV (1). En ligne: (<https://doi.org/10.4000/ejpap.775>).
- ZASK Joëlle (2004), « L'enquête sociale comme inter-objectivation », in Bruno Karsenti & Louis Quéré (dir.), *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 15), p. 141-163. En ligne: (<https://books.openedition.org/editionsehess/11206>).
- ZASK Joëlle (2019), *Quand la forêt brûle, Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Paris, Éditions Premier Parallèle.

NOTES

1 Je remercie Daniel Cefaï pour sa première lecture très attentive, à laquelle ce texte doit beaucoup, ainsi que les participant-e-s au séminaire *Pragmatisme et conflictualité* de l'EHESS, notamment au cours des années 2019, 2020 et 2021, qui ont vu une grande partie des éléments développés ici dans des versions fort peu présentables, largement révisées grâce à leur vigilance critique.

2 Voir le dossier coordonné par Daniel Cefaï, Alexandra Bidet, Joan Stavo-Debauge, Roberto Frega, Antoine Hennion et Cédric Terzi, sous le titre « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations », dans la revue *SociologieS* (2015).

3 « *Our Common Future* » (Sommet de la Terre, Rio, 2012), « Notre maison commune » (Pape François, Encyclique *Lauda Si*, 2015), « L'avenir en Commun » (France Insoumise, 2017), etc. En valorisant la pensée des communs tirée des relectures successives d'Elinor Ostrom, valorisation légitime dans l'espace des joutes axiologiques, les sciences sociales embrayent sur un vaste mouvement de fond, nourri d'expériences aussi hétérogènes qu'irréductibles, qui ont pour trait commun la critique de l'économie politique néolibérale.

4 La triple exigence de précision, de contact direct et de pluralité des versions ne relève pas du

« relativisme » : il s'agit précisément de ne pas relativiser, à partir d'espaces de raisonnement théoriques autonomes, les épreuves de réalité auxquelles sont confrontés les acteurs, et de comprendre ce que signifie la mise en variations de ces mêmes épreuves par des acteurs différents dans des milieux différents. En liant dans une même démarche irréductibilité, variabilité et intelligibilité, le pragmatisme sociologique refuse aussi bien la fabrique abstraite de lois de la vie sociale, comme dans le scientisme sociologique (Lahire, 2021), que la singularisation des formes de vie bloquant le partage des expériences – « vous n'y avez pas été immergé donc vous ne pouvez pas comprendre ».

5 Voir le sixième rapport d'évaluation du GIEC « AR6 », rendu public en août 2021.

6 Cette catégorie ne rend pas justice aux victimes, qui sont majoritairement des civils et dont les formes de vie sont cruellement détruites pour plusieurs décennies.

7 La notion de reconfigurateur a pris un sens technique dans les analyses socio-informatiques de grands corpus évolutifs. Des algorithmes permettent d'identifier les actants dont le surgissement, ou la montée en puissance dans les configurations discursives, contribuent à redéfinir les cadres ontologiques, épistémiques et axiologiques dans

lesquels (se) débattent les acteurs (Chateauraynaud & Chavalarias, 2017)

8 Voir le sous-chapitre « Mobilisations internationales et manifestations d'impuissance face au chaos irakien » (Chateauraynaud, 2011: 433-450). L'ouverture de l'angle de vision des futurs est rarement intelligible au moment de son énonciation ou de son écriture. C'est une tension épistémique encore vive dans les sciences sociales: la prise au sérieux de phénomènes n'intervient qu'après une crise majeure qui affecte les objets de recherche. On l'a vu avec l'ouverture de programmes par le CNRS sur « le nucléaire en société » après Fukushima, catastrophe qui a provoqué des révisions critiques dans de multiples champs, y compris les champs littéraires et artistiques (Kimura, 2016).

9 Il va sans dire que tous les acteurs « n'encaissent pas » les coups de la même manière. On croise ici la problématique de l'encaissement bien développée dans le « pragmatisme pessimiste » de Joan Stavo-Debaugé (2012).

10 Voir les récits du directeur de la centrale, Yoshida Masao, compilés à partir d'auditions et commentés par Franck Guarnieri et Sébastien Travadel dans *Un récit de Fukushima. Le directeur parle* (Masao, 2018).

11 On a montré comment, au-delà de la critique légitime de l'incurie industrielle et de l'invisibilisation des risques en amont, la rupture des

barrages dans le Minas Gerais au Brésil a donné lieu à une pluralité de processus de reconstruction, les interactions au cœur des milieux affectés ayant brutalement changé de forme et de portée (Chateauraynaud & Debaz, 2021).

12 Un volume de la revue *Multitudes* consacre, à l'automne 2019, un dossier au débat autour de la thèse de l'effondrement. Les discours autour de la collapsologie ont succédé à l'agitation autour de l'anthropocène (Allard, Monnin & Tasset, 2019).

13 Sur le rapport des populations locales aux dispositifs de préparation ou de gestion des catastrophes, voir Sandrine Revet et Jérôme Langumier (2013); sur les manières de lier les questions de biodiversité aux dispositifs de compensation et de restauration voir Robin Dianoux (2021).

14 Dont l'impayable président brésilien, Jair Bolsonaro, montré du doigt par la communauté internationale face aux incendies géants en Amazonie. Voir Valérie Cabanes, « Bolsonaro pourrait un jour se retrouver devant la justice pour écocide », *Médiapart*, 24 août 2019. En ligne: (<https://www.mediapart.fr/journal/international/240819/valerie-cabanes-bolsonaro-pourrait-un-jour-se-retrouver-devant-la-justice-pour-ecocide?onglet=full>).

15 Voir sur ce point les réflexions critiques de Emery Roe, in *Making the Most of Mess: Reliability and Policy*

in Today's Management Challenges (2013).

16 Est-ce qu'il existe encore quelque chose comme le « sens commun » ? La question s'est imposée à force d'observer des processus critiques face auxquels les interprétations divergent systématiquement. Le thème de la fragmentation des publics, des dispositifs d'expression et des manières d'agir est au cœur des préoccupations politiques y compris dans les milieux qui partagent des problématiques aussi constituées que la santé publique, l'écologie ou la recherche scientifique. La réponse un peu simpliste qui consiste à proposer de séparer à nouveaux frais la raison de la passion, le vrai du faux, la science de l'idéologie est non seulement un peu courte, et bien peu pragmatiste, puisqu'elle retombe sur une logique propositionnelle, mais rend manifeste une incapacité à saisir les phénomènes complexes qui sous-tendent les épreuves de réalité.

17 Parmi les tentatives de lier le pragmatisme et la pensée deleuzienne, souvent discutables mais incontournables pour penser ensemble pratique de l'enquête et logique du choc, voir Debaïse (2008).

18 Ce rapprochement a donné lieu à une discussion à propos des travaux de Philippe Lorino (2020). Voir le « symposium » intitulé « Pragmatisme et enquête sur les organisations », *Pragmata*, 2019-2 : 244-295. En ligne : (<https://revuepragmata.files>.

wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-symposium-complet.pdf).

19 Voir « À plusieurs voix sur *La société du risque* », *Mouvements*, 2002/3 (n°21-22), 162-177.

20 Ici s'impose une précision sur le détournement analogique opéré : en physique nucléaire, la criticité désigne la masse à partir de laquelle une matière radioactive provoque une réaction en chaîne « spontanée », c'est-à-dire non provoquée par un dispositif technique dédié. Un niveau bas de criticité signifie par exemple qu'il suffit d'une masse faible de plutonium séparé (en l'occurrence 10 kg) pour que la réaction s'enclenche. La thèse en cours de Martin Denoun (GSPR) sur les futurs – ou les non-futurs – du nucléaire entre très en profondeur dans les contradictions techniques et pratiques des questions de criticité, en particulier autour des projets de réacteurs à neutrons rapides (voir Denoun, 2022).

21 Une présentation plus technique de cette analogie musicale a été développée dans un article co-écrit avec David Chavalarias à propos des défis méthodologiques liés à l'enchevêtrement continu des mondes numériques (Chateauraynaud & Chavalarias, 2017).

22 On l'a vu sur de nombreux dossiers étudiés, des acteurs-enquêteurs produisent des récits et des analyses qui n'ont rien à envier aux travaux universitaires. Ce fut par exemple

le cas sur le dossier de l'amiante, pour lequel, à la fin des années 1990, plusieurs ouvrages furent publiés au moment précis de la fin de nos enquêtes, elles-mêmes enrôlées quelques années plus tard dans des rapports officiels reprenant l'histoire du dossier depuis ses origines et sur différentes échelles, de sites amiantés déterminés à l'échelle internationale.

23 C'est sur cette ligne que l'on croise les différentes écoles d'analyse des discours, dont celle proposée par Reiner Keller sous l'appellation SKAD – *The Sociology of Knowledge Approach to Discourse* qui relie plusieurs traditions dont le constructivisme social, la pensée foucaldienne, le mouvement de la *Critical Discourse Analysis* et la sociologie des sciences, (voir Keller, Hornidge & Shünemann, 2018).

24 Voir, sur ce point, Serge Halimi et Pierre Rimbart, « Si Assange s'appelait Nalvany », *Le Monde diplomatique*, novembre 2021 : 28.

25 Sur la sociologie de l'activité, cf. Bidet (2006).

26 La pression exercée par le tourisme de masse – dont l'économie héritée des trente glorieuses devrait être plus radicalement questionnée –, a été partiellement levée, mais la « respiration » évoquée ici reste aussi provisoire que relative. Le GIEC relève d'ailleurs le peu d'impact de la crise sanitaire de 2020 sur la courbe des émissions de gaz à effet de serre.

27 La littérature est immense, depuis Ulrich Beck et Anthony Giddens jusqu'à Bruno Latour et Peter Sloterdijk, inutile de saturer de références maintenant bien connues. À ces grandes interprétations influentes, on peut préférer le regard plus juridique et plus fin, proposé par Marie-Angèle Hermitte (2013).

28 Des réponses à la « révolution des Big Data », qui contraindrait les sciences sociales à un changement d'échelle radical (Kitchin, 2014), ont été avancées dans une série de textes méthodologiques dont on reformule ici, en les enrichissant, plusieurs propositions (Chateauraynaud & Debaz, 2019).

29 Il y a de ce point de vue beaucoup trop de présentations caricaturales de la « sociologie critique » d'inspiration bourdieusienne, même si la caricature est parfois prise en charge par les épigones eux-mêmes, qui ont un peu de mal avec la logique de controverse (cf. sur ce point Granjon, 2012).

30 Après les précédents fameux du tabac, puis de l'amiante, dossier à la relance duquel la pragmatique des transformations a elle-même contribué, il est temps de sortir de l'auberge, ou plutôt de la tour d'ivoire sociologique. C'est ce que montrent aujourd'hui les dossiers des pesticides, des néonicotinoïdes ou des SDHI (Jouzel, 2019; Nicolino, 2019). Il en va de même lorsqu'il est urgent d'enquêter sur le retour des mouvements d'extrême-droite (voir entre autres, Noiriel, 2021).

31 Michel Callon avait tenté de répondre, il y a fort longtemps, aux critiques de la perspective acritique qui semblait alors être celle de la théorie de l'acteur-réseau (Callon, 1999). À relire au regard des nouvelles configurations problématiques face auxquelles se trouvent les sciences sociales.

32 Sur la diversité des parcours et des manières de répondre aux crises et aux conflits de perspectives chez les cadres dit de « haut potentiel », voir la thèse d'Adhémar Saunier, *Former des cadres à toutes épreuves* (2021).

33 S'agissant de lier folie et pouvoir, le cas de Macron n'est pas en reste (Davet & Lhomme, 2021).

34 Voir la postface d'Isabelle Kalinowski à la nouvelle traduction de la conférence de Max Weber (Kalinowski, 2005) On renvoie également à la critique de Frédéric Vandenberghe dans « Pour en finir avec la neutralité axiologique » (Caillé & Vandenberghe, 2016). Au-delà des conflits de doctrine, l'essentiel est d'éviter de moraliser ou politiser d'emblée toute enquête tout en étant réflexif sur le choix des terrains et à la formulation des questions, en assumant, comme Max Weber, une tension inextricable entre « relation aux valeurs » et « liberté par rapport aux valeurs ».

35 Il n'y a pas vraiment de nouveau « modèle sociologique » dans ce qui précède mais plutôt un degré d'explicitation supplémentaire des conditions d'une compréhension la plus inclusive possible des processus critiques. On trouve par exemple une tentative assez semblable dans la manière dont Nicolas Dodier s'est efforcé de saisir l'épidémie de Sida sur une vingtaine d'années en prenant en compte plusieurs échelles d'analyse, ce qui revenait à déconfiner quelque peu la sociologie pragmatique des épreuves (Dodier, 2003).

UNE CRITIQUE PRAGMATISTE DE L'EXPÉRIMENTATION

DE L'URBAN LIVING LAB
À LA COMMUNAUTÉ
D'ENQUÊTE SOCIALE

MATHIEU BERGER
ET LOUISE CARLIER

Ce texte propose une *critique pragmatiste de l'expérimentation* dans la recherche urbaine, à partir du cas des *urban living labs* qui se sont multipliés récemment dans les métropoles européennes. Les auteurs partent d'une typologie des modes d'expérimentation pour privilégier un « expérimentalisme profond », associé au pragmatisme philosophique de Dewey et à la sociologie écologique de Park. Ils entreprennent alors un récit autocritique du Metrolab, un laboratoire de recherche urbaine, interdisciplinaire et appliquée, installé à Bruxelles. En examinant les pratiques d'expérimentation qui en ont jalonné l'expérience, ils rendent compte de certaines situations problématiques, à différentes phases du projet, qui ont entravé l'enquête et éloigné les chercheurs de leur ligne pragmatiste. À la lumière de ce parcours fait de revers, qui illustre les difficultés d'une application pratique de l'expérimentalisme deweyen, les auteurs concluent par l'esquisse d'une *critique expérimentale du pragmatisme*. Ils visent ici en particulier une rhétorique de l'action présente chez Dewey, et amplifiée par certains commentaires, qui conçoit sur un mode majeur tant les situations problématiques soumises à l'enquête, que ses possibles effets pratiques. À distance de ce pragmatisme héroïque, les auteurs défendent un pragmatisme modeste, dont l'enquête s'accommode du caractère parfois mineur des troubles qui la suscitent et du caractère indirect, différé et imprévisible de ses conséquences pratiques.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; EXPÉRIMENTATION ; ÉCOLOGIE ; ENQUÊTE ; LABORATOIRE ; VILLE.

* Mathieu Berger est professeur à l'UCLouvain, chercheur au CriDIS (UCLouvain) [m.berger@uclouvain.be]. Louise Carlier est chercheuse post-doctorante au CriDIS (UCLouvain) [l.carlier@uclouvain.be].

*«Probably my experimentalism
goes deeper than any other 'ism!」*
John Dewey¹

1. INTRODUCTION

L'expérimentalisme est chez John Dewey l'attitude fondamentale sous-tendant à la fois son épistémologie, son éthique, son esthétique, sa pédagogie et sa politique². Le succès dont jouit aujourd'hui la sémantique de l'expérimentation au sein même de l'action publique représenterait alors une belle victoire pour la pensée pragmatiste. À bien y regarder, cependant, la grande majorité des pratiques soutenues par les politiques publiques pour leur capacité supposée à expérimenter s'en tiennent à flatter le goût des gouvernants pour toute initiative « créative » et « innovante ». C'est une rhétorique creuse de l'expérimentation, plus ou moins articulée à celle de la participation, qui l'emporte, sans que beaucoup de ces initiatives suivent les principes d'un expérimentalisme exigeant ou, pour reprendre l'exergue choisi, un expérimentalisme « profond ». Moins nombreuses encore sont celles qui formulent et posent ces principes, en se référant sérieusement aux travaux des pragmatistes.

Nous voudrions dans ce texte proposer quelques éléments pour une critique pragmatiste de l'expérimentation dans la recherche urbaine, à partir du cas des *urban living labs* qui se sont multipliés récemment dans ces mêmes métropoles. Il s'agira donc également d'une autocritique, puisqu'elle s'appuiera principalement sur notre parcours d'expérimentateurs au sein de Metrolab³, un laboratoire de recherche urbaine interdisciplinaire et appliquée, installé à Bruxelles, que nous avons constitué en 2016⁴. Le cas de Metrolab nous a semblé pouvoir intéresser le lecteur en ce qu'il montre bien les ambiguïtés de l'expérimentalisme contemporain, même quand celui-ci est pratiqué par des chercheurs qui lisent Dewey, souscrivent à « la logique de l'enquête » et se réclament du pragmatisme.

En retraçant différentes étapes clés du projet Metrolab, nous préciserons d'abord le contexte dans lequel l'idée de Metrolab émerge et les motivations qui, en 2014, nous amènent à envisager une initiative de recherche-action explicitement inspirée à la fois par le pragmatisme de Dewey et, dans ses méthodes d'enquête et son lien à l'action publique, par la sociologie écologique de Robert Ezra Park et ses collègues de Chicago. Puis nous reviendrons sur les pratiques de recherche qui ont jalonné l'expérience Metrolab et à travers lesquelles le verbe *expérimenter* a pu prendre un sens très différent, depuis la projection d'une initiative d'expérimentation pragmatiste « sur le papier » (le dossier de candidature remis pour financement et les présentations publiques du projet faites en amont de sa réalisation), en passant par différentes concessions faites à un expérimentalisme plus opportuniste ou bénin, consonant avec cette nouvelle culture de la recherche orientée vers l'innovation au service des politiques publiques, jusqu'à des formes qui nous semblaient plus proches de la perspective deweyenne. C'est le cas, en particulier, de l'enquête sociale *Action Research Collective for Hospitality* (ARCH) menée en 2019 sur la situation des migrants et réfugiés occupant un parc du Quartier Nord de Bruxelles, une enquête improvisée en cours de projet Metrolab et née d'une « impulsion » permettant la « réorganisation des activités, produ[isant] des déviations et donn[ant] de nouvelles directions à d'anciennes habitudes » (Dewey, 1922 : 93). Une aventure sans doute plus en phase, *en tant qu'expérience*, avec l'esprit pragmatiste.

Tout est bien qui finit bien, donc, pour nos expérimentateurs pragmatistes, qui après avoir été « troublés » par les insuffisances de leur pratique initiale, l'ont intelligemment ajustée, via l'enquête, pour développer une pratique plus proche de l'expérimentalisme exigeant des Pères fondateurs ? Pas vraiment. Nous verrons en effet que la spontanéité, la qualité d'ensemble, le fort ancrage écologique d'une expérience d'enquête sociale en train de se faire, aussi galvanisante et pertinente soit-elle, ne garantissent nullement la performance – à entendre ici plutôt au sens de la performativité d'Austin (1962) – de cette expérience dans le monde et sur le monde, sa capacité

à transformer peu ou prou la situation problématique qui l'avait « sollicitée » (Dewey, 1888 et 1920 ; Bidet *et al.*, 2015)⁵. Tout effort de connaissance devant, selon l'adage pragmatiste, être évalué à l'aune de ses conséquences pratiques, nous soulèverons ici un dernier point (auto-) critique : la qualité d'expérience recherchée dans l'enquête (apportée ici par la profondeur des enjeux liés aux conditions inhumaines de séjour des migrants, autant que par la collaboration heureuse et émue entre membres d'une communauté d'enquêteurs bigarrée) et recommandée par le pragmatisme peut faire écran (ou illusion) entre la situation d'enquête et la considération de ses conséquences.

À la lumière de ce parcours fait de revers consécutifs – et donc d'enquêtes consécutives (Stavo-Debaugé *et al.*, 2017) – suite à nos tentatives sincères d'*expérimenter comme il se doit*, c'est enfin cet expérimentalisme exigeant, voire héroïque, qui pourra faire l'objet de réserves. Le pragmatisme est-il praticable ? Telle est la question sur laquelle nous concluons.

2. URBAN LIVING LABS : UNE TYPOLOGIE DES MODES D'EXPERIMENTATION

Le problème général de l'appauvrissement de l'expérimentalisme présenté en introduction s'illustre notamment aujourd'hui dans le domaine des politiques de la ville, à travers la multiplication des *urban living labs* et autres initiatives d'intervention sur la ville qui valorisent l'expérimentation. Cette expérimentation est généralement associée au maître-mot de l'innovation, et elle est habitée par le rêve d'une nouvelle alliance entre les sciences et les politiques publiques (Béjean, 2020). Ces laboratoires partagent différentes caractéristiques : ils revendiquent un ancrage dans les espaces urbains et une certaine pratique du terrain ; ils présentent une dimension pédagogique explicite ; ils impliquent l'engagement des usagers et des modes alternatifs de gouvernance des projets urbains ; ils supposent une recherche transdisciplinaire, collaborative et appliquée (Karvonen & van Heur, 2014 ; Bulkeley *et al.*, 2019 ; Andion, 2021).

Dans nos grandes villes européennes, ils sont souvent financés par des fonds publics visant à contribuer au développement de villes « intelligentes (*smart*) » et « durables (*sustainable*) », et constituent une nouvelle forme de recherche subsidiée, fondée sur des partenariats entre institutions universitaires et politiques, devant l'incertitude caractérisant l'urbanisation contemporaine et son gouvernement.

Si ces nouvelles formes de recherche urbaine à caractère appliqué partagent une série de principes normatifs et de conditions objectives, un air de famille et des appellations (*lab*) dont elles jouent et qui amènent souvent à les confondre, elles font valoir en pratique des conceptions de l'expérimentation très différentes, selon le style cognitif associé aux disciplines scientifiques qu'elles rassemblent (sciences et techniques, architecture-urbanisme, sciences sociales, sciences humaines), et selon la base épistémologique (quand elle existe) à partir de laquelle elles donnent sens à une démarche expérimentale et à une posture expérimentaliste. Nous proposons ici cinq conceptions-types de l'expérimentation – c'est-à-dire aussi autant de conceptions-types du (mi)lieu qu'est le laboratoire – qui semblent prévaloir aujourd'hui dans les *urban living labs* : (i) scientifique, (ii) pédagogique, (iii) esthétisante, (iv) par le projet, et (v) pragmatiste.

(i) D'abord, nombre d'entre eux font valoir une définition de l'expérimentation héritée des « sciences et techniques », qui la conçoivent comme un ensemble d'opérations, de manipulations et de tests pratiqués sur des matériaux, des corps ou des artefacts (digitaux), des modèles ou des programmes, menés « en laboratoire ». La valeur d'expérimentation portée par ces *urban living labs*, en se confondant ici avec le protocole standard des sciences et techniques, y serait alors « vidée de son sens » (Karvonen & Van Heur, 2014). La dénomination « laboratoire urbain » tient ici alors simplement au fait que les pratiques et protocoles de recherche des « sciences dures » ne sont plus conduits dans des campus ou *clusters* technologiques périurbains, mais délocalisés au cœur de la ville ; éventuellement, aussi, au fait que les objets de ces recherches concernent des enjeux rencontrés dans la

ville (mobilité, construction, déchets, énergie, santé, etc.). Les laboratoires demeurent néanmoins, dans ce premier cas de figure, des « espaces d'expérimentation géographiquement délimités et enclavés » (Bulkeley *et al.*, 2019), formant ensemble et combinés à d'autres lieux consacrés aux nouvelles technologiques, une « niche d'innovation » hermétique et introvertie, qui tend à négliger l'environnement urbain qui l'accueille (Coenen, Benneworth & Truffer, 2012). Ici, l'espace urbain alentour est appréhendé comme un champ de possibilités de mises à l'essai « de plein air », de mises à l'épreuve de *real life situations*, lors de phases-tests elles aussi clairement délimitées temporellement.

(ii) Bien que tout *urban living lab* endosse un rôle pédagogique vis-à-vis de la ville environnante, et se conçoive comme l'occasion pour les citoyens de faire des apprentissages au contact de la recherche universitaire, pour certains d'entre eux, la dimension pédagogique est prépondérante, au point que cet enjeu d'apprentissage représente la finalité même de l'expérimentation. Ces pratiques d'expérimentation, directement dirigées vers les citoyens, ou les habitants, ciblent aussi souvent les plus jeunes d'entre eux. Quand elles n'ont pas comme public-cible des jeunes, des étudiants, des adolescents, voire des enfants, c'est généralement pour se rapporter aux publics adultes sur un mode ludico-didactique, plutôt infantilisant (Berger, 2014). Surtout, ce « cadrage » donné aux expérimentations des chercheurs, leur « transformation » pédagogique (Goffman, 1974/1991), soulignant le fait que l'action mineure en cours est à comprendre comme un entraînement ou une répétition (*rehearsal*) en vue d'une action majeure à venir, altère considérablement le sens de ce qui se joue dans ces situations et les attentes concernant leurs conséquences pratiques (Eliasoph, 2011; Berger, 2015). Toutes tendues vers la transformation des citoyens/citoyens (des sujets conçus comme en formation, en « capacitation » dans la participation à ces expérimentations plutôt que comme des interlocuteurs déjà formés et capables), ce n'est qu'au second degré qu'elles abordent le problème de la transformation des environnements concrets de la ville, un problème qui motive

pourtant leur existence et autour duquel elles fondent leur action. La transition écologique, par exemple, peut être réduite au statut de *thème* d'une expérimentation à visée pédagogique.

(iii) On peut repérer parmi les *urban living labs* une troisième série d'initiatives, plutôt issue des sciences humaines et sociales et des arts, consistant à expérimenter pour expérimenter, *for the sake of experimenting*. Dans cette approche esthétisante héritée d'un certain situationnisme, l'expérimentation est à l'action ce que la poésie est au langage ; une déviation créative par rapport à l'agir habituel, valorisée en tant que telle, pour elle-même. En n'étant sollicitée par aucune situation problématique, et donc déconnectée de la logique de l'enquête, en étant guidée dès lors par l'enthousiasme, la curiosité, la « sérendipité », mais aussi par des enjeux personnels de créativité et d'épanouissement, ce troisième mode d'expérimentation a souvent quelque chose d'arbitraire dans les objets qu'il se donne, et quelque chose d'aléatoire dans ses procédures, observations, opérations et résultats. Si l'*urban living lab* scientifique présenté plus haut tend à faire équivaloir l'expérimentation au protocole scientifique classique des sciences et techniques, simplement déplacé et implanté dans un contexte urbain, les pratiques associées à cette troisième famille semblent voir, au contraire, dans l'« *urban* » et le « *living* », des invitations à sortir de la science, à se libérer des contraintes (à la créativité, notamment) qu'impose une démarche d'enquête scientifique. Sans surprise, des initiatives se maintenant indéfiniment dans un « régime d'engagement exploratoire » (Auray, 2011) apportent peu sur le plan scientifique. Plutôt qu'un apport des artistes aux sciences, on constate davantage la tendance inverse : des chercheurs en sciences humaines et sociales négocient, par l'expérimentation urbaine et vivante, leur sortie de la science et la poursuite de leurs aspirations esthétiques.

(iv) La recherche comme expérimentation, si elle est (re)découverte ces dernières années par les sciences sociales, renvoie à des pratiques plus établies en architecture et en urbanisme : *research by design* et « recherche par projet ». Dans ces approches, le projet

d'architecture ou d'urbanisme est pris comme le point de départ d'opérations de diagnostic, de conceptualisation, et de formulation de conjectures sur le futur, par l'étude d'hypothèses de transformation de l'espace. L'entrée par le projet permettrait de travailler dans le cadre de situations trans-scalaires et dans des conditions d'incertitude. Le *design* se fait alors expérimental par la projection de scénarios, interrogeant différents futurs possibles (Vigano, 2014). Dans cette quatrième modalité de l'expérimentation, les figures de l'enquêteur et du *designer* se rejoignent (Abrassart *et al.*, 2015) dans le cadre de ces processus de recherche collaboratifs, visant parfois l'intervention sociale. Si cette approche inclut une dimension propositive susceptible de guider des transformations concrètes, on peut interroger les distorsions apportées à la démarche expérimentaliste par le format « projet » et les valeurs qui lui sont associées (Boltanski & Chiapello, 1999). Dans la recherche par le projet, le chercheur se fait *médiateur* autant que *designer* : il assure la mise en réseau de différentes expertises et acteurs liés au projet, et la mise en équivalence de leurs apports, au risque de minorer leurs différences et leurs potentiels conflits. L'expérimentation vise en effet la production d'une « vision » partagée relative au projet, fondée sur ces processus communicationnels. L'expérimentation s'y trouve alors bornée par le cadre temporel et spatial du projet pris comme objet d'enquête, et par le réseau constitué autour de lui, au risque de négliger la complexité, l'hétérogénéité et l'épaisseur du milieu au sein duquel il s'inscrit.

(v) Si Metrolab est bien lui aussi *urban living lab*, dont il reprend la sémantique dans sa dénomination même et quelques-unes des caractéristiques principales, il a pour particularité d'avoir affirmé dès sa constitution une intention et une orientation explicitement *pragmatistes*, requérant une conception de l'expérimentation à la fois exigeante sur le plan pratique et étayée théoriquement. Il rejoignait en cela d'autres initiatives pragmatistes, non en vertu de vagues concordances entre des éléments de leur action ou de leur discours et l'expérimentalisme deweyen, mais pragmatistes dans l'intention et « dans le texte » ; élaborées en tant que modes d'action à partir de

références directes au pragmatisme philosophique américain et à des pratiques d'enquête au fondement de la sociologie écologique de Chicago, influencées par l'épistémologie de Dewey. Cette conception, que l'on qualifiera – en référence à la citation d'exergue – de *deep experimentalism*, se distingue des types d'*urban living labs* précédents non en ce qu'elle leur serait étrangère, mais plutôt en ce qu'elle totalise en une démarche continue, intégrée et réfléchie les dimensions *scientifique, pédagogique, esthétique* et de *recherche par le projet* que les autres modes d'expérimentation esquissés accentuent à l'excès et isolent. Outre qu'il intègre les qualités des types précédents, l'expérimentalisme profond leur ajoute également ceci de décisif : il exige de prendre en compte l'ancrage écologique des situations observées et le caractère habité et vivant des environnements urbains. L'expérimentation s'y définit comme un processus inhérent à la vie sociale elle-même, qui refuse tout processus de délimitation préalable à l'enquête des « données » et des perspectives à considérer, et qui échappe nécessairement aux tentatives de « mise en niche », voire de « mise en projet ». Ce processus prend pour point de départ une *situation problématique* qui sollicite une démarche d'enquête rigoureuse et orientée vers sa résolution. Cette approche de l'expérimentation trouve des prolongements dans la sociologie de Chicago, largement influencée par cet arrière-plan philosophique pragmatiste⁶ (Joas, 2002 ; Joseph, 2015 ; Cefaï *et al.*, 2015 ; Cefaï, 2016) qui comme on le sait considérait déjà la ville comme un « laboratoire social »⁷ (Park, 1929 ; Gross & Wolfgang, 2005).

L'initiative Metrolab ayant été distinguée d'autres types d'*urban living labs* et d'autres modes d'expérimentation jugés réducteurs (tant du côté des sciences dures que de la recherche urbaine la plus *soft*), puis brièvement positionnée dans une filiation pragmatiste, il nous faut à présent rentrer dans une histoire plus longue et plus compliquée de cette expérience, qui ne soit pas cousue de fil blanc. Depuis ses prémices en 2014 et sa phase de lancement en 2015-2016, jusqu'à sa conclusion en 2021-2022, en passant par ses différents cycles d'enquêtes, notre initiative a en effet oscillé entre un purisme pragmatiste

revendiqué et certaines concessions aux modes d'expérimentation critiqués ci-dessus, des concessions que notre attachement au pragmatisme des Pères fondateurs rendait d'autant plus douloureuses ! Comme annoncé dans l'introduction, nous verrons que la possibilité, pour les chercheurs Metrolab, de renouer plus solidement avec l'esprit de Dewey, à l'occasion d'une enquête imprévue et de l'expérience collective forte et émouvante qu'elle suscita, ne fut malheureusement pas, faute de résultats concrets, l'occasion d'un *happy ending*. Elle ne fit, à nouveau, que rouvrir l'enquête, cette fois sur le réalisme et la praticabilité d'une éthique pragmatiste.

3. METROLAB : CHRONIQUE AUTOCRITIQUE

3.1. DES ARTICULATIONS À TROUVER ENTRE POLITIQUE ET RECHERCHE URBAINES

L'initiative Metrolab prend forme entre 2013 et 2014, dans un contexte où, à Bruxelles, tant les politiques de la ville que la recherche urbaine (et peut-être la sociologie urbaine en particulier) montrent leurs limites.

(i) D'un côté, les instruments des politiques urbaines peinent à se transformer de manière à prendre en charge de nouvelles questions urbaines sur un mode approprié, l'obsolescence manifeste des dispositifs en place n'occasionnant que des réactions rares, timides et tardives du côté du gouvernement régional (Berger, 2019a).

C'est le cas, d'abord, des enjeux de dualisation socio-spatiale que les instruments alors disponibles – dont le plus fiable reste le Contrat de quartier créé en 1993⁸ – ne permettent d'aborder qu'en surface et à travers la multiplication d'interventions micro-locales, au sein de périmètres réduits. Lorsqu'une étude est enfin commandée, en 2011, à des experts urbanistes indépendants⁹ pour transformer les instruments existants et sortir la politique de la ville de son localisme, de ses pratiques routinières voire « automatiques » (Estèbe, 2004), le

nouveau dispositif recommandé par l'étude sera mis en place d'une manière aussi partielle que laborieuse et opaque, laissant de côté les idées réellement novatrices introduites par l'étude. L'instrument créé, le Contrat de Rénovation Urbaine (CRU), déçoit¹⁰. Il est perçu comme un « gros Contrat de quartier » qui maintient dans l'ensemble le logiciel d'intervention des vingt années précédentes, tout en compromettant certains des apports les plus intéressants de Contrats de quartier¹¹ au prix d'un changement d'échelle (« macro-quartiers ») et de la production d'infrastructures de plus grande capacité (dépassant les petits équipements de proximité) (Berger, 2019a : 175-185).

C'est le cas, ensuite, concernant une situation telle que la crise migratoire que traverse Bruxelles durant ces années. Les politiques de la ville menées au niveau de la Région ferment les yeux sur cette situation, s'obstinant, dans la métropole la plus cosmopolite au monde, capitale de l'Europe et carrefour de ses flux migratoires, à envisager leurs bénéficiaires légitimes comme « les habitants » ou « les Bruxellois ». Elles négligent par la même occasion les problématiques socio-spatiales suscitées ou rencontrées par ceux qui ne sont ni tout à fait « bruxellois », ni tout à fait « habitants » (Genard & Berger, 2020), et la possibilité pour les instruments d'aménagement urbain régionaux d'intervenir sur les zones de la ville les plus concernées par l'occupation des migrants, de les équiper d'« infrastructures d'arrivée » (Meeus, Arnaut & van Heur, 2019 ; Felder *et al.*, 2020) et de les apprêter dans le sens d'une meilleure « hospitalité urbaine » (Stavo-Debaughe, 2017, 2018 ; Berger, 2019b ; Carlier 2020 ; Carlier & Berger, 2021).

(ii) Si cette inertie des politiques urbaines de la région bruxelloise – une inertie se traduisant par l'anachronisme de ses instruments et par son aveuglement sur les évolutions d'une « question urbaine » labile – tenait principalement à un système d'action publique souvent présenté comme dysfonctionnel¹², elle bénéficiait aussi de l'inefficacité pratique de la *recherche urbaine* menée sur Bruxelles.

Quels sont, vers 2013, les principaux formats de recherches urbaines et en quoi apparaissent-ils insuffisants? D'un côté, il y a bien sûr la géographie urbaine néo-marxiste, qui dénonce la gentrification des quartiers populaires sans parvenir à proposer un modèle d'urbanisation alternatif crédible et réaliste, ou même projeter une écologie de la ville au sein de laquelle les populations plutôt blanches et dotées en capitaux trouveraient une place légitime. À l'opposé, des recherches échappant à la visée critique des sciences sociales se cantonnent à un registre trop strictement descriptif, au ras du terrain, ou se réfugient dans la sphère éthérée des discussions scolastiques (Lemieux, 2012). De leur côté, les enquêtes microsociologiques sur la ville, quelle que soit leur puissance descriptive, explicative, critique ou propositive, ne permettent pas d'introduire des transformations significatives. Enfin, les travaux qui recourent à des outils d'analyse macro-territoriale s'en tiennent souvent à une expertise au service de stratégies prédéfinies par le gouvernement régional.

Ces pratiques de recherche, y compris souvent la nôtre, il faut bien le dire, pouvaient nous sembler vaines, par leur incapacité à attirer l'attention de la politique de la ville autrement que pour flatter des intérêts ou renforcer des fonctionnements déjà établis. Qu'elles soient critiques mais peu propositives, propositives mais acritiques, trop radicalement empiriques ou descriptives, trop abstraites, spéculatives ou inutilement compliquées, trop « micro », trop positivistes, trop légères ou simplement informatives, ces recherches concernant Bruxelles avaient leur part de responsabilité dans le *statu quo* des politiques urbaines. Si le gouvernement régional se montrait, certes, rarement *réceptif* devant les innombrables suggestions – explicites ou implicites – contenues dans ces recherches, ces dernières considéraient elles-mêmes trop peu souvent le problème de leur *recevabilité* (Berger, 2018).

Des initiatives intéressantes existaient pourtant pour rapprocher la recherche de l'action publique et de la « société civile ». C'était – et c'est toujours – l'un des objectifs du *Brussels Studies Institute* (BSI)¹³.

Créé pour coordonner la recherche sur Bruxelles et offrir une plateforme commune aux chercheurs des différentes universités bruxelloises intéressés par les questions urbaines, il visait aussi à une meilleure diffusion de ces recherches, à travers la revue *Brussels Studies*. La recherche devait être mise au service de la sphère publique bruxelloise, à travers, par exemple, l'expérience des *États généraux de Bruxelles*, en 2008-2009. Elle devait favoriser l'*empowerment* des citoyens, associations et fonctionnaires bruxellois (*Brussels Academy*), ou, plus récemment, faire profiter les acteurs des politiques publiques de conférences de haut niveau (à travers la *Chaire CityDev*). Ces initiatives, en misant sur des communications à sens unique, des exposés, cours ou conférences préparés par des professeurs ou chercheurs (souvent, des figures académiques établies) pour des non-universitaires, s'inscrivaient toutefois dans un cadre qui restait foncièrement académique (jusqu'au logo utilisé, une toque de diplômé coiffant les lettres BSI). Elles présupposaient une forte asymétrie des savoirs et connaissances, entre conférenciers et auditeurs, enseignants et apprenants, formateurs et formés. Le cadrage assez classique donné par le BSI à ces rapports entre observateurs et acteurs laissait imaginer d'autres modes de rapprochements, misant davantage sur l'interaction, créant les conditions d'une plus grande symétrie entre connaissances et savoir-faire (*know that* et *know-how* – Ryle, 1945 ; Berger, 2020) et, surtout, transformant la situation de communication rassemblant acteurs et observateurs, depuis les exposés et questions/réponses menés dans la salle de cours ou de conférence, jusqu'aux expérimentations pratiques menées dans un espace de travail collectif, et souvent à même les sites urbains envisagés. C'est ce que nous avons proposé en 2014 à la Région bruxelloise, via son programme d'investissement FEDER.

3.2. UN EXPÉRIMENTALISME PROFOND, SUR LE PAPIER

Motivée par les situations respectives, à Bruxelles, de la politique de la ville et de la recherche urbaine évoquées à l'instant, l'idée d'une

initiative qui deviendra Metrolab fut esquissée dans un premier temps en 2013, à l'occasion d'un séminaire de notre centre de recherche à l'UCLouvain, le CriDIS (Centre de recherches interdisciplinaires Démocratie, Institutions, Subjectivité), lors duquel nous avons proposé une critique de la notion de *public sociology* promue par Michael Burawoy. Pour rappel, Burawoy, dans son fameux discours de présidence de l'American Sociological Association, « For Public Sociology » (2005 et 2007), propose une typologie distinguant la *professional sociology*, la *critical sociology*, la *policy sociology* et la *public sociology*¹⁴ (voir tableau 1). Il y signifie sa préférence pour la *public sociology*, à la fois réflexive et dirigée vers un public non-académique, là où la *professional sociology* ne serait qu'instrumentale, au service d'un public académique ; la *critical sociology* est réflexive, mais resterait limitée aux seuls universitaires ; et la *policy sociology* ne proposerait à un public d'acteurs non-académique que des savoirs instrumentaux. Cette catégorisation soulève une série de problèmes (Abbott, 2007). En particulier, la démarcation nette, anti-pragmatiste, établie entre savoirs réflexifs et savoirs instrumentaux nous semblait aussi peu convaincante que problématique dans ses possibles effets performatifs sur le métier de sociologue – rappelons que c'est en tant que Président de l'American Sociological Association que Burawoy faisait cet appel à la *public sociology*. Bien entendu, on aurait pu se réjouir d'un appel à une sociologie plus « publique » si, premièrement, celle-ci n'était pas promue aux dépens de la sociologie impliquée dans les politiques publiques (*policy sociology*), une sociologie supposée médiocre au point d'être incapable de réflexivité, encore moins, sans doute, d'intéresser un public universitaire (malgré l'intention de Burawoy de renouveler la discipline, on retrouve ici un mépris de l'action publique et des pratiques d'expertise traditionnellement associé à la sociologie académique américaine !). Et si, deuxièmement, la sociologie publique appelée par Burawoy n'avait pas à renoncer à sa dimension instrumentale pour gagner en réflexivité – que penser en effet d'une sociologie qui, se plaçant aux côtés des « subalternes » et des « dominés », ne chercherait à s'appropriier les apports plus techniques des

experts pour formuler des hypothèses solides et des outils fiables en matière de réforme sociale ?

Tableau 1: Types of Sociology

	Academic Audience	Extra-Academic Audience
Instrumental Knowledge	Professional	Policy
Reflexive Knowledge	Critical	Public

Ces relations entre acteurs universitaires et non-universitaires, et entre réflexivité et instrumentation des connaissances, nous paraissent entièrement à repenser, à partir du pragmatisme. La sociologie publique devait être pensée comme une expérimentation pratique menée dans un monde complexe (« la ville », nous concernant), requérant un appui sur des savoirs instrumentaux et des expertises (pour une large part, non-sociologiques !), et ne tournant pas le dos *a priori* à l'action publique, voire veillant à se coordonner avec elle. La valeur des réflexions et hypothèses de la sociologie publique tenait selon nous à leur potentiel d'instrumentation et d'outillage¹⁵ du public (comprenant les « pouvoirs publics ») constitué autour de la situation visée. Et de même, loin du dualisme marquant le discours de Burawoy, nous pensions que la *policy sociology* (ou la *policy science*, étant donné la perspective interdisciplinaire qui avait notre préférence) pouvait ainsi prendre les traits nobles de l'*enquête sociale* valorisée par Dewey (1938/1993) et être l'occasion d'élaborations conceptuelles et théoriques dignes d'intéresser des sociologues universitaires.

Ces réflexions critiques autour de la distinction entre *public sociology* et *policy sociology*, envisageant plutôt quelque chose comme une *public policy sociology* ou une *policy-driven public sociology*, expérimentale, instrumentale sans se couper des ressources réflexives,

critiques, et du travail de théorisation propres aux sciences sociales, rencontrèrent une opportunité. Début 2014, la Région bruxelloise publiait un appel à projets dans le cadre de sa programmation FEDER 2014-2020. Le Fonds européen de développement régional a pour vocation de financer, dans les régions européennes qu'il soutient (à hauteur de 220 M€ dans le cas de Bruxelles), des infrastructures, des aménagements, des actions et des recherches contribuant à un développement urbain « inclusif », « vert » et « intelligent » (*inclusive, green, smart*). Lors de la programmation FEDER précédente, 2007-2013, Bruxelles avait ainsi bénéficié de la création de diverses infrastructures, implantées à proximité du Canal Bruxelles-Charleroi, qui représentait pour la Région une zone d'intervention prioritaire (ZIP). Outre ce volet « infrastructures », l'appel de 2014 s'ouvrait à d'autres projets, et en particulier, pour la première fois, à des initiatives de recherche.

Mais s'ouvrirait-il pour autant à un projet émanant des sciences sociales ? La rumeur, sur le moment, laissait en effet penser que les projets de recherche éligibles dans le cadre de ce *call* étaient limités à des recherches centrées sur les questions technologiques ou médicales, en principe pas à la « recherche urbaine ». Après nous être entourés de collègues architectes-urbanistes bénéficiant de la crédibilité reconnue aux sciences et techniques par les administrations régionales, après avoir élargi le consortium au-delà de l'UCLouvain, à des centres de recherche issus de l'Université Libre de Bruxelles disposant de compétences complémentaires, d'un ancrage institutionnel et de soutiens politiques solides en région bruxelloise, nous avons longuement cherché l'angle à partir duquel profiler notre projet. Notre collègue architecte Bernard Declève, qui avait du reste soufflé le nom « Metrolab », qu'ils avaient, avec une doctorante sous sa direction (Roselyne de l'Estrange), utilisé une première fois dans le cadre d'une expérimentation de moindre ampleur, avança l'idée suivante. Nous allions demander au FEDER de financer une équipe interdisciplinaire de chercheurs qui s'attacherait à « accompagner », du début à la fin, la programmation FEDER dans son ensemble ainsi que le plus grand nombre possible de la cinquantaine d'autres projets (sociaux,

environnementaux, économiques) sélectionnés pour financement. Autrement dit, nous allions proposer à cette politique de développement régional de s'offrir son propre laboratoire-observatoire. Le projet fut retenu pour financement.

Avant d'être soumise à la Région, cette idée générale avait été approfondie, élaborée et traduite par les sociologues de l'équipe dans des concepts pragmatistes. Le document de candidature déposé au FEDER et le discours d'ouverture du projet (une fois celui-ci financé) présentaient les principes d'un expérimentalisme exigeant, ou profond. Entre autres choses, il proposait de renforcer l'interaction communicative entre les disciplines impliquées dans la prise en charge des problèmes urbains (sociologie, architecture, urbanisme, géographie), la coopération entre recherche universitaire et action publique, et l'articulation entre sciences de la ville et démocratie urbaine. Les opérations d'enquête seraient engagées sur des sites urbains concrets, visés par les nombreux projets du programme FEDER. Différents *urban living labs*, affichant des postures expérimentalistes, étaient en lice. Certains de ces autres projets, tout en nous semblant simplement surfer sur la vague « créativité et innovation » et celle d'un « tournant esthétique dans le regard sur la ville » (Genard, 2018), mobilisaient en effet au passage quelques éléments de langage soutirés à William James (dont l'empirisme radical avait l'avantage de dispenser les chercheurs concernés d'une élaboration théorique de leurs pratiques expérimentales), à Dewey ou à Peirce (dont les concepts d'« expérience », pour le premier, et d'« abduction », pour le second, suffisaient à en faire des chantres de la « sérendipité », dans des démarches de recherche improvisées et déambulatoires, comptant essentiellement sur la sensibilité et la créativité des chercheurs). Face à ceux-ci, nous revendiquions alors un certain purisme pragmatiste, la théorie de l'enquête de Dewey et les méthodes d'enquête de la sociologie écologique de Chicago proposant, à nos yeux, des hypothèses de travail plus robustes, à mettre au travail dans une politique publique comme le FEDER.

Avant de présenter les situations à travers lesquelles ce pragmatisme « pur jus » n'a pu être tenu de bout en bout, prenons un moment pour rappeler quelques-uns de ses principes, qui, associés à nos références à la tradition sociologique de Chicago, dans sa version années 1920, ont guidé la formulation de notre projet « de papier », puis notre pratique concrète de l'expérimentation, non sans quelques concessions importantes à des formes d'expérimentation moins inspirées, que nous aurions sans doute été prompts à critiquer chez d'autres.

3.3. L'INSPIRATION PRAGMATISTE ET ÉCOLOGIQUE INITIALE

a/ Contre le somnambulisme intellectuel et la brutalité de la pratique, l'enquête

Nous avons vu que la critique des voies proposées par Michael Burawoy pour l'engagement sociologique avait été une première motivation dans les discussions qui nous amenèrent à envisager la constitution d'un espace comme Metrolab. Lorsqu'il s'est agi de formuler, positivement, une vision pour ce laboratoire, c'est bien sûr d'abord vers Dewey que nous nous sommes tournés, vers sa théorie et son éthique de l'enquête, principalement, qui devaient guider nos pratiques de recherche. Sa critique du « somnambulisme intellectuel », en particulier, résonnait directement avec notre diagnostic de l'état de la recherche urbaine bruxelloise, notre volonté de mener une sociologie publique à la fois réflexive et instrumentale, et d'inscrire nos réflexions dans une démarche de résolution de problème elle-même née de l'expérience de terrain et de l'observation :

Le premier trait distinctif de la pensée est la prise en compte des faits par l'enquête, l'examen minutieux et approfondi, l'observation. Rien n'a davantage contrarié les desseins de la pensée [...] que cette habitude qui consiste à considérer que l'observation est extérieure et antérieure à la pensée, et la pensée quelque chose qui se passe dans la tête et n'a pas besoin de l'observation

de faits nouveaux pour exister. Toutes les pensées qui répondent à ces caractéristiques participent d'une stratégie d'évitement et d'aveuglement [...]. À une enquête portant sur la situation qui est à l'origine du trouble, elles substituent un enchaînement de significations ordonnées rationnellement s'accompagnant d'affects agréables. Elles mènent à cet Idéalisme particulier que l'on a qualifié – à juste titre – de somnambulisme intellectuel. Elles permettent l'émergence d'un type de « penseurs » sans contact avec la pratique et donc sans contact avec l'épreuve que l'application impose à la pensée, une classe irresponsable et socialement supérieure. Telles sont les circonstances à l'origine de la tragique séparation de la théorie et de la pratique qui conduit d'une part à mettre la théorie sur un piédestal et d'autre part à tenir la pratique en piètre estime. Dans la mesure où cette séparation fait de la pensée et de la théorie une sphère séparée et plus noble, elle conforte la pratique actuelle dans toute sa brutalité et dans sa stérilité routinière. C'est ainsi que l'idéaliste a conspiré avec le matérialiste afin de maintenir la vie réelle dans un état de pauvreté et d'injustice. (Dewey, 1920/2014 : 178-179)

C'est dans ce cadre que se comprenait le processus d'expérimentation : comme une méthode d'observation de situations, ébranlant des croyances et des habitudes d'action, conduisant à proposer certaines hypothèses, qui devaient être testées empiriquement en vue de résoudre les problèmes identifiés et de modifier les conditions existantes (Cefaï, 2019). Éviter l'isolement de la pensée et de la théorie dans une « sphère séparée », tenter au contraire d'aller au contact des acteurs par l'enquête, pour œuvrer avec eux à sortir la pratique de « sa brutalité et sa stérilité routinière » : tels étaient exactement les enjeux pour nous. Dans cette perspective, l'enquête qu'allait mener Metrolab, et qui rassemblerait observateurs et acteurs de la politique FEDER-Bruxelles dans une expérimentation collective, n'était pas conçue comme un processus *décrété* par l'un ou l'autre, mais, comme le dit Dewey plus loin dans le même texte, comme un processus *mandaté* par le trouble subi¹⁶, imposé par les situations problématiques

que rencontrerait FEDER-Bruxelles dans son ensemble, en tant que « public » et « communauté » (Stavo-Debaugé, 2010).

En souscrivant à cette approche, nous faisons la double supposition suivante. Nous supposons qu'étant clairement présentée dans notre dossier de projet (et ensuite validée et financée) comme une démarche de *problem-solving*, une recherche appliquée refusant le somnambulisme intellectuel, l'enquête portée par le Metrolab aurait des conséquences pratiques significatives sur les situations observées et un « impact » sur les projets de la programmation que nous suivions. Et pour cela, nous présupposons que des situations problématiques ne manqueraient pas de se présenter, et qu'il serait possible de les « partager », de se pencher dessus ensemble, de travailler sur elles collectivement, entre chercheurs, porteurs de projets FEDER et administrations régionales. Comme nous le verrons, nous (pré)supposons à tort.

b/ Une approche écologique des espaces urbains, n'ignorant pas leur production

À l'inspiration pragmatiste guidant notre conception de l'enquête et notre posture d'expérimentateurs, s'ajoutait une inspiration écologique guidant notre approche des espaces urbains et nous invitant à en proposer une lecture proprement sociologique, complémentaire ou concurrente à celle des architectes-urbanistes et des gestionnaires, dans la perspective d'une cartographie sociale de la ville, semblable à celle développée par Robert Park et ses collègues *Chicagoans*.

La dimension sociale de l'espace – qui renvoie à la façon dont il est vécu, animé, pratiqué, perçu, par ses usagers, ainsi qu'aux relations de coexistence et de cohabitation qu'ils y entretiennent les uns avec les autres – est souvent négligée dans les politiques urbaines, ou réduite à des données quantitatives. À Bruxelles, les « diagnostics territoriaux » réalisés dans le cadre des programmes de rénovation urbaine menés à l'échelle de quartiers et, à plus forte raison, dans

les « projets urbains » de plus grande ampleur, s'appuient ainsi sur un ensemble d'indicateurs statistiques et démographiques (pyramide des âges, taux de chômage, composition par nationalités, etc.) pour identifier les caractéristiques générales des habitants des territoires de l'action publique et en inférer les problématiques sociales principales qui s'y posent¹⁷. On connaît le point de vue dubitatif de Park sur les statistiques, qui ne suffisent pas à elles seules à comprendre les problèmes sociaux : « Pour parvenir à une explication satisfaisante des faits urbains, une explication qui ouvrirait la voie à une action efficace fondée sur une politique solide, il nous faut quelque chose de moins précis peut-être, et de plus empirique, que les statistiques. » (Park, 1952/2004 : 195).

À Bruxelles, les cartographies fondées sur des données exclusivement quantitatives nous semblaient inadéquates pour saisir la ville comme espace de coexistence de différents milieux en interaction et en tension (Berger & Van Hollebeke, 2017 ; Carlier, Debersaques *et al.*, 2021 ; Carlier, 2022 ; Berger, 2022). Les apports d'une approche écologique méritaient, selon nous, d'être considérés pour décrire, comprendre et visualiser les milieux de vie sociale nichés – voire encapsulés les uns dans les autres – dans les territoires de l'action publique, et les relations de cohabitation qui s'y jouent ; milieux et relations que les politiques urbaines, en remodelant leur environnement physique (mais aussi social, par l'arrivée ou le départ de populations qu'occasionnent leurs interventions), impactent nécessairement. Pour saisir cette dimension sociale des environnements urbains, les sociologues de Chicago développaient des pratiques d'enquête souvent imprégnées par la perspective pragmatiste. En contrepoint de la fabrique de tableaux statistiques et de cartes, ils exploraient les aires naturelles de la ville, et s'attachaient à observer, décrire et comprendre les situations singulières qui s'y jouaient. Dans cette perspective, nous entendions développer au sein du laboratoire de nouveaux outils de description et de visualisation de la dimension sociale des environnements urbains.

Nous souhaitions également, par nos enquêtes sur les environnements urbains, contribuer à leur façonnement par les politiques publiques. Sur ce point, la sociologie écologique des débuts ne nous était pas d'un grand secours. Si les chercheuses et les chercheurs de Chicago, tout en enquêtant sur différents *social problems* (carrières délinquantes, tensions raciales, assimilation des migrants, conditions de logement...), visaient à informer les acteurs de l'action publique et à réorienter leurs moyens d'action sur ces problèmes, les usages politiques de leurs enquêtes leur échappaient entièrement. D'une part, la participation de l'enquête à l'ordre politique, chez les *Chicagoans*, restait assez limitée : elle s'en tenait à « faire part », à restituer l'information aux réformateurs et acteurs locaux. D'autre part, les modifications du milieu habité par les individus affectés par ces *social problems* étaient considérées comme incertaines et soumises à des processus naturels peu contrôlables. Ensuite, la production de l'espace urbain par les paysagistes et les urbanistes – des professions alors émergentes – est laissée de côté afin de ressaisir la dimension « biotique » de l'histoire naturelle de la ville. Curieusement, l'écologie urbaine des années 1920, tout en modélisant des processus géographiques, économiques, démographiques ou technologiques était relativement insensible aux processus politiques d'aménagement des territoires urbains. Mis à part les plus réformateurs, Burgess et Wirth, les sociologues de Chicago à partir des années 1920 n'ont que très peu pris en compte le rôle des acteurs de la fabrique urbaine (Cefaï, 2022), sinon dans le dessin de la carte des communautés locales et, plus tard, la rédaction du *Local Community Fact Book*. N'appliquant pas leur lecture écologique aux processus de circulation des savoirs sur l'urbain, ils se sont peu intéressés aux différents « milieux de réception » de leurs travaux (Berger, 2018, 2020). En témoigne également l'absence de relation entre ce que la postérité a fixé comme « l'école de sociologie » et « l'école d'architecture » de Chicago, pourtant contemporaines, et ayant l'une et l'autre un rayonnement national. On observe donc un décalage entre les méthodes de description et d'analyse adoptées, propres à l'écologie humaine, et les ambitions pratiques et politiques associées aux recherches sociologiques menées, liées aux influences

pragmatistes. Les conséquences pratiques sur les environnements urbains des enquêtes réalisées ont dès lors été peu maîtrisées, voire négligées.

Afin de ne pas connaître ces mêmes travers, nous entendions nous inspirer de l'approche écologique pour saisir la dimension sociale des espaces urbains tout en y intégrant les acteurs engagés dans leur production, leur aménagement et leur façonnement.

c/ Une politique de la ville comme laboratoire social

Au sein de Metrolab, nous souhaitions ainsi développer une approche écologique des espaces urbains tenant compte (et impliquant) des acteurs de la fabrique urbaine, rencontrant les exigences pratiques de l'expérimentation pragmatiste. En prenant pour laboratoire social une politique de la ville – et non une « aire naturelle », comme l'aurait induit une approche écologique plus conventionnelle¹⁸ – le projet de recherche du Metrolab impliquait nécessairement de considérer le rôle de certains acteurs (politiques, institutionnels, socio-économiques, etc.) dans le façonnement des espaces urbains. Cette politique – la programmation FEDER bruxelloise 2014-2020 – finançait une petite cinquantaine de projets très différents, parmi lesquels : l'aménagement à Molenbeek et Anderlecht de centres de soins pour publics vulnérables échappant à la filière de santé officielle (SDF, demandeurs d'asile, trans migrants) ; la transformation, en plein centre-ville, du bâtiment de la Bourse en « palais de la bière » ; le réaménagement et la re-programmation du site des Abattoirs d'Anderlecht en vue de la diversification de leurs activités, dans un quartier de première implantation proche de la Gare du Midi ; le réaménagement, en bord de Canal, d'un vaste entrepôt d'import-export automobile en un « jardin d'hiver » public ; la rénovation-reconversion du site d'une ancienne abbaye en centre culturel et artistique dans un quartier populaire de Forest ; la transformation d'un ancien hippodrome en espace multisport et de détente dans une commune plus

cossue en bord de Forêt de Soignes ; la création d'un laboratoire sur les performances énergétiques et techniques de rénovation du bâti ; des activités de formation et d'*empowerment* entrepreneurial de jeunes en décrochage à Molenbeek ; la mise en place d'un projet d'agriculture urbaine et de soutien aux nouveaux maraîchers à Anderlecht ; un projet d'accompagnement des entrepreneurs du secteur de la mode et du design ; et ainsi de suite.

La programmation FEDER étant structurée par les trois axes stratégiques de la politique européenne (en langue européenne, un développement qui soit *inclusive*, *smart*, et *green*), il fut décidé dès la constitution du laboratoire que les travaux qui y seraient menés s'inscriraient dans ces mêmes axes, les grands enjeux urbains identifiés par les acteurs politiques devenant du même coup autant d'enjeux d'enquête et d'expérimentation. Trois cycles de travail furent ainsi définis, qui devaient scander la vie du laboratoire. Chacun d'entre eux serait l'objet d'une *masterclass*. Les recherches menées par les membres du laboratoire s'articuleraient à l'une de ces trois thématiques¹⁹.

Notre projet proposait ainsi d'enquêter sur cette politique publique en prenant pour cas d'étude les différents projets qu'elle finançait, et présentait le laboratoire comme un dispositif de réflexion, d'accompagnement et d'évaluation de cette politique. Nous étions donc directement amenés à considérer le rôle des acteurs de l'action publique dans la configuration des espaces urbains soumis à l'enquête. Nous entendions jouer un rôle de médiation entre les différents acteurs impliqués dans la fabrique urbaine (administrations, usagers, associations locales, etc.). Enfin, en rassemblant différentes disciplines, nous visions à produire un langage pertinent et recevable pour les acteurs des projets urbains, susceptible d'influer sur leurs pratiques.

3.4. EXPLORATIONS, TESTS : L'AMORCE D'UNE DÉMARCHE D'ENQUÊTE

Une fois le projet Metrolab sélectionné et financé par FEDER, nous nous sommes mis au travail, forts de ces références théoriques dans le pragmatisme et l'écologie humaine, mais tâtonnant encore sur le plan empirique, en l'attente de *réelles situations problématiques* à nous mettre sous la dent. Les projets FEDER que nous nous propositions de suivre en étaient eux-mêmes à leur phase de lancement et ne rencontraient pas encore de problèmes notables, en tout cas à notre connaissance (nous allions en effet réaliser rapidement que notre accès à l'information sur les conditions éventuellement problématiques dans lesquelles ces projets étaient menés avait été surestimé, que ni la grande majorité des porteurs de projets ni l'autorité de gestion garante du bon déroulement de ces projets ne souhaitaient réellement partager leurs problèmes, que ce soit lors de cette phase précoce, ou plus tard).

Quoi qu'il en soit, à défaut de situations problématiques et dans des conditions où, du coup, les enjeux de l'enquête naissante demeuraient incertains et abstraits pour nombre d'entre nous (en particulier pour les jeunes doctorants, a fortiori les doctorants architectes et géographes n'ayant jamais entendu parler de Dewey et, pour certains, de Park), cette phase de démarrage du projet Metrolab fut mise à profit pour expérimenter, sur les modes de l'*exploration* et du *test*, de nouvelles pratiques de recherche collective nourries par l'interdisciplinarité.

Un groupe de travail intégrant les différentes disciplines du labo (sociologie, architecture, urbanisme, géographie) fut formé, dans le but de développer des outils communs de description et de visualisation de la dimension sociale des environnements urbains inspirés de l'écologie humaine, ce en vue de notre intervention par l'enquête sur des sites et dans des situations où des problèmes apparaîtraient. Concrètement, nous avons cherché à explorer et observer ensemble à

nouveaux frais le « croissant pauvre » bruxellois, ce territoire accueillant les projets FEDER qui semblait déjà bien connu des membres de l'équipe, à travers le discours convenu de la dualisation socio-spatiale de Bruxelles autour du Canal Bruxelles-Charleroi, un discours porté tant par les pouvoirs publics que par une sociologie urbaine *mainstream*, et qu'il y avait lieu de redécrire, sous ce regard interdisciplinaire et écologique dont pouvaient émerger de nouvelles formes, de nouvelles cartes (Berger & Van Hollebeke, 2017).

Partant d'une observation fine de la zone, nous nous sommes alors embarqués collectivement dans l'identification et la cartographie des différents milieux y coexistant, dont les contrastes semblaient échapper aux acteurs des politiques urbaines autant qu'à leurs commentateurs. Le développement de tels outils était expérimental au sens où il s'agissait de préparer les moyens d'une nouvelle compréhension des environnements urbains mobilisable ultérieurement, de « travailler sur des faits empiriques en vue de faciliter la formation de nouvelles hypothèses » (Cefaï, 2020 : 279) dont nous pourrions nous saisir le moment venu. À travers cet atelier de conception d'outils interdisciplinaires, l'enjeu était pour chacun, mais aussi collectivement, de se former au contact des autres disciplines. Ces situations étaient conçues comme un *practice*, au sens sportif du terme, une base d'entraînement où nous pouvions tenter de développer des aptitudes que notre pratique mono-disciplinaire de la recherche avait jusque-là négligées. Par exemple, pour nous sociologues, parmi les architectes et les géographes, l'enjeu était de développer des capacités (d'analyse et de production) visuelles, de maîtriser progressivement un langage, ou en tout cas des modes de signification pertinents et recevables pour les acteurs des projets urbains, que l'on sait plus sensibles aux images et aux cartes qu'aux longs discours (Soderstrom, 1996 ; Van Hollebeke, 2021).

Mais à travers ces activités, nous cherchions tout autant à sensibiliser à notre approche sociologique d'inspiration pragmatiste et écologique les membres de l'équipe provenant d'autres disciplines.

Dans ces *workshops* internes, l'expérimentation par exploration, l'expérimentation libre, en tout cas libérée de contraintes importantes, autres que celles consistant à s'entraîner, se former, à constituer un *potentiel* pour l'enquête, représentait donc aussi un médium propice à la socialisation : socialisation entre personnes, socialisation entre disciplines, et entre mo(n)des de significations (Berger, 2020). Le fait que nous bénéficions d'un démarrage en douceur, où nous ne nous trouvions pas brusquement sollicités par un réel tragique ; le fait que l'expérience soit agréable, que nous prenions un certain plaisir à expérimenter ensemble sur un mode presque ludique (les cartes et outils expérimentaux nous rassemblant étant l'équivalent fonctionnel d'un plateau de jeu) ; tout cela intervenait bien sûr dans la possibilité de faire équipe, par-delà les différences de disciplines, de styles cognitifs, de mondes épistémiques de référence.

On retrouvait donc avec cette phase initiale une conjonction de modes d'expérimentation identifiés dans notre typologie : l'expérimentation envisagée comme moyen d'une formation et d'un entraînement, et donc centrée sur les apprentissages ; l'expérimentation de type scientifique, sachant que ces premières activités étaient menées principalement en laboratoire, à l'abri des perturbations des espaces urbains et de leurs acteurs, en vue, dans un second temps, de tester ces nouveaux outils dans des *real life situations* ; mais aussi, à l'occasion, une pratique plus esthétisante de l'expérimentation, « l'expérimentation pour l'expérimentation », tournée vers la possibilité d'une expérience qualitative pour les chercheurs – un job agréable, faits d'échanges enrichissants et variés avec de chouettes collègues !

Si ces modalités trouvaient un certain sens en début de projet, nous étions évidemment conscients qu'elles ne pouvaient se prolonger sans produire certaines dérives. Nous étions prêts à passer aux choses sérieuses, à tenter d'activer ce potentiel de recherche collective et ces outils conçus en commun dans des situations où il n'était plus seulement question de mieux comprendre les environnements urbains,

mais de contribuer à leur amélioration, en associant à l'enquête les acteurs en charge de leur façonnement.

L'un des projets FEDER visés, situé dans la commune de Forest, consistait en la reconversion d'un ancien site abbatial en un futur pôle culturel. Nos premières explorations autour du projet, antérieures à toute collaboration avec ses acteurs, avaient relevé la faible participation des publics concernés par la réalisation du projet dans les espaces formels de discussion liés à sa mise en place. Partant de ce constat, une cellule de chercheurs fut formée pour approfondir l'enquête sur l'Abbaye et le quartier de Forest qui l'accueillait (Saint-Denis), en vue de mieux comprendre et visualiser l'environnement social de ce projet, tout en produisant des outils mobilisables par les acteurs impliqués dans sa conception et sa réalisation. Nous étions convaincus que l'enquête collaborative entre architectes, urbanistes, géographes, sociologues, permettait non seulement de produire des outils de visualisation de la dimension sociale des environnements urbains, mais aussi d'exercer un travail de médiation efficace entre – pour reprendre la distinction lefebvrine (1974) – les *espaces vécus*, qui ne se « disent » pas dans les assemblées publiques, et les *espaces conçus*. Nous nous sommes attachés à inventorier et décrire les usages du site et des espaces publics environnants, et les perceptions que s'en faisaient différents publics qui les fréquentaient quotidiennement (Carlier, Debersaques *et al.*, 2021). Plusieurs ateliers cartographiques furent organisés avec différents publics amenés à être directement affectés par la transformation de leur milieu²⁰. À partir de ces ateliers, nous avons produit des cartes sociologiques du territoire investigué, qui permettaient d'identifier les espaces y accueillant le « domaine public » (Lofland, 1998), les logiques de connexion ou de séparation (Strauss, 1960) entre les différents « espaces de vie » (Muchow & Muchow, 2022 ; Berger, 2022) des publics enquêtés, les tensions de cohabitation et les pratiques d'accommodation à l'œuvre (Carlier, 2019).

Les résultats de nos enquêtes furent pris en considération par les bureaux en charge de la conception des lieux et en charge de la participation, comme un outil complétant les diagnostics de territoire existants, et permettant de tenir compte, dans le processus de projet, d'usagers et de besoins qui n'avaient jusqu'alors pas été identifiés. L'approche écologique était ainsi mobilisée pour proposer aux acteurs de la fabrique urbaine d'autres modes de lecture et de compréhension des environnements, susceptibles d'influer sur leurs pratiques et de contribuer à leur façonnement. Nous étions parvenus, suite à nos explorations de départ et à nos échanges en laboratoire, à esquisser les principes d'un outil cartographique qui fut ensuite testé sur un site FEDER, saisi par les acteurs du projet, et enfin formalisé dans un ouvrage à visée pratique, susceptible d'être mobilisé dans d'autres situations de projet urbain, à Bruxelles ou ailleurs (Carlier, Debersaques *et al.*, 2021).

3.5. AJUSTEMENTS (GRINÇANTS) DES MODALITÉS D'EXPÉRIMENTATION

Ces premières expérimentations, formatrices pour l'équipe de recherche et qui apportèrent des résultats sur le terrain, laissaient augurer des collaborations constructives sur d'autres sites, et la possibilité pour Metrolab de diriger son enquête vers des situations plus épineuses, où elle semblait davantage requise. C'est ici que les choses se sont compliquées, les acteurs engagés dans des projets FEDER problématiques, contestés ou « en souffrance », ne reconnaissant généralement pas notre légitimité à les suivre, à enquêter avec eux – encore moins sur eux – et initier une démarche de *problem-solving*. Accepter la main tendue par une équipe de *problem-solvers* universitaires semblait avoir quelque chose de stigmatisant pour les porteurs de projet, craignant par-là d'être exposés – peut-être même publiquement – comme « mauvais élèves » de la programmation FEDER, alors qu'ils étaient déjà fragilisés à différents niveaux. Quand le contact se faisait néanmoins et que les chercheurs Metrolab s'immisçaient comme ils le pouvaient sur les sites concernés ou sur les différentes scènes du

processus de projet, leur présence était souvent perçue comme une perturbation. Les comptes rendus et analyses qu'ils produisaient, dans leur teneur réflexive ou plus critique, étaient reçus comme des interruptions dans la progression déjà difficile du projet visé. Autant dire que, plus les situations s'avéraient problématiques – et donc plus l'enquête interdisciplinaire avait des raisons de se produire! –, plus les lieux et les acteurs concernés se faisaient inhospitaliers à l'enquêteur.

Ces quelques cas montraient combien une recherche-action du type de celle poursuivie par Metrolab est affaire d'«épreuves de réception», qui engagent «simultanément la *réceptivité* de l'ensemble auquel on prend part et la *recevabilité* de celui qui vient prendre part, ou de ce qu'il avance» (Berger, 2018 et 2020). Ce moment ultime dans la «triple hélice de l'enquête publique», selon Cefaï (2010 et 2022b), qui reprend les catégories de l'herméneutique pour rendre compte des activités d'application, de réception et d'appropriation par les acteurs des résultats de l'enquête, est souvent négligé par les philosophes, même pragmatistes. Il est pourtant crucial puisque c'est vers lui qu'est orienté tout le processus de l'enquête et que les «épreuves de réception» ancrent pleinement l'enquête dans le réel²¹. Toujours est-il que ces difficultés nous ont progressivement contraints à ajuster nos démarches, et ont même mené à un recadrage de nos activités par les autorités de gestion, vers des formes d'*expérimentalisme soft*, des pratiques collaboratives où les exigences de l'enquête au sens deweyen, et notamment l'expérimentation qu'elle suppose, devenaient plus difficiles à honorer.

Ce réajustement des modalités de l'enquête s'est produit dans le courant de la deuxième année du projet, en 2017, à la suite d'une critique d'un projet de la programmation FEDER formulée par certains chercheurs du laboratoire ; une critique qui, via la presse, devint publique. Ce projet, retenu comme l'un des quatre cas d'étude pour la première *masterclass* relative à l'inclusion urbaine, était porté par un partenariat public-privé. Il consistait à réaménager un espace vert régional situé dans une zone assez cossue de la ville – un ancien

hippodrome, situé en lisière d'un bois, qui accueillait jusqu'alors en son sein un club de golf – en espace de loisirs, comprenant restaurant, salles pouvant être privatisées pour des événements, patinoire, accrobranche, plaine de jeux, dojo de médiation, « maison de la forêt », etc. La critique avancée par des membres de notre équipe dans un texte présenté lors d'un séminaire portait sur la réduction drastique des parties du site accessibles gratuitement au public ; une réduction liée à la prise en charge de son réaménagement, de son activation et de sa gestion par un opérateur privé. Cette critique, présentée dans un document de travail à usage interne, mais néanmoins disponible sur Internet, fut reprise dans un article de presse, puis saisie par une coalition d'associations et riverains, qui étaient déjà mobilisés contre le projet pour d'autres raisons et étaient parvenus à bloquer l'obtention des permis nécessaires à sa réalisation. Cette situation entraîna des tensions importantes (susceptibles, à ce que nous avons compris, de prendre une tournure judiciaire) entre Metrolab et les porteurs du projet en question, mais aussi entre Metrolab et l'autorité régionale bruxelloise en charge de la gestion des fonds structurels européens finançant tant le *lab* que le projet de parc visé.

Suite à cet épisode, la Région nous imposa un « recadrage », fixant des limites claires à deux niveaux. D'une part, elle serait désormais attentive à la nature des projets sur lesquels Metrolab proposait d'intervenir et de se prononcer publiquement. Ceux-ci devaient être peu controversés et surtout pas explosifs. D'autre part, notre implication dans les projets devait servir directement les intérêts des acteurs qui les portaient, et selon la compréhension que ces acteurs avaient de leurs intérêts. Notre travail « d'accompagnement » ne devait pas entraver le bon déroulement (entendu comme la conformité au phasage d'exécution et à l'écoulement budgétaire convenus en amont) des projets. Enfin, notre rôle ne pouvait en aucun cas consister à remettre en question les finalités des projets, validées au moment de leur sélection par le gouvernement régional.

En fixant une série de limites au processus d'enquête, ce recadrage nous montrait les difficultés de laisser libre cours aux dynamiques de problématisation et de publicisation qu'il suppose, dans un contexte institutionnel, où de forts intérêts économiques et politiques sont en jeu. Mais il faut reconnaître qu'il pointait aussi, à juste titre, la nécessité pour un projet comme le nôtre de mieux apprécier les conditions de recevabilité de nos critiques, et de prolonger l'analyse faite de la situation problématique associée à un projet, par la proposition de « façons raisonnables de la traiter » (Dewey, 1927/2003). Le texte critique commis par des chercheurs Metrolab et rendu public n'avait sans doute pas ces qualités. Quoi qu'il en soit, ce différend nous a contraints à une série de concessions jugées sur le moment nécessaires au prolongement de l'existence du laboratoire, et à un ajustement – non sans réticence, ni sans grincement – de nos pratiques d'enquête, selon deux tendances majeures.

3.6. DÉVOIEMENTS DE L'ENQUÊTE : UN REPLI SUR LA CONSULTANCE ET LA PÉDAGOGIE

D'une part, ce différend nous a amenés à recadrer nos pratiques de recherche vers des formes – si nous suivons toujours la typologie proposée plus haut – « d'expérimentation par le projet », mises en place au service des acteurs. Dans ce cas, les effets pratiques des recherches menées sont favorisés, mais le processus d'enquête fortement réduit et clairement délimité. Les porteurs de projets contactent les chercheurs pour leur faire part d'un « problème » précis et largement prédéterminé, dont la résolution requiert une certaine expertise et une capacité de conseil. Les chercheurs-consultants mettent donc en place un dispositif méthodologique *ad hoc*, permettant d'accompagner les acteurs dans la résolution de leur problème, tout en rencontrant les finalités du projet concerné et en s'adaptant à sa temporalité. Des pratiques d'expérimentation menées sur ce mode ont été mises en place, par exemple, afin d'accompagner les porteurs de projets dans la réflexion relative à la conception d'un lieu, notamment un centre de santé destiné à accueillir des patients particulièrement

précaires et vulnérables. Les chercheurs ont alors joué tantôt le rôle de médiateur, tantôt celui de *designer*, en organisant des ateliers pour prendre en compte les besoins et les attentes des différents usagers potentiels, et pour en dégager différents principes de conception et scénarios d'aménagement (Vignes & Ranzato, 2022).

D'autre part, ce recadrage nous a aussi conduits à privilégier pour un temps les pratiques d'enquête où l'expérimentation prend une forme pédagogique, au risque, à l'inverse de la modalité précédente, d'amoindrir sa finalité pratique. Il s'agit, par exemple, des travaux réalisés lors de *masterclasses*, orientées vers une thématique donnée, où les participants, parmi lesquels nombre d'étudiants et de doctorants, enquêtent sur une série de situations et de projets pré-identifiés par l'équipe Metrolab. Ils sont amenés à travailler en combinant une première phase de description et de compréhension permettant d'identifier différents points problématiques, et une seconde phase de formulation de propositions pour y répondre – propositions relatives aux modes d'aménagement, de gestion ou de mise en œuvre du projet. Si les acteurs, souvent publics, qui portent les projets pris comme cas d'étude sont invités à participer aux ateliers qui ponctuent ces phases de travail, les conséquences pratiques directes des propositions formulées par les participants des *masterclasses* sont souvent minimes.

Malgré l'inspiration pragmatiste initiale, ces différents réajustements qui ont été opérés au sein du Metrolab ont ainsi révélé les limites de nos capacités d'action, et le caractère mineur ou très indirect des conséquences pratiques de nos recherches. Nous nous rapprochions des modalités d'expérimentation « par le projet » ou d'expérimentation pédagogique, plutôt que rigoureusement pragmatistes. Il ne s'agissait pas de constituer une communauté d'enquête incluant ceux qui étaient directement affectés et concernés par une situation problématique, « mandatant » des chercheurs pour les accompagner dans sa résolution et la transformation de leurs conditions. Les situations qui sollicitaient nos travaux ne présentaient par ailleurs

nullement la même intensité que celle des *social problems* à laquelle étaient confrontés les observateurs de Chicago à l'époque.

Pour Dewey, pourtant, « dans l'enquête sociale, les véritables problèmes ne sont fixés que par des situations sociales réelles qui sont elles-mêmes conflictuelles et confuses. Les désordres et les conflits sociaux existent en fait avant même que les problèmes n'existent pour l'enquête. Ces derniers sont des intellectualisations dans l'enquête de ces troubles et difficultés pratiques. » (1938/1993 : 498 ; notre traduction). De plus, la réflexion manque à son but et n'est pas sincère si l'enquête est « intéressée » et que son objectif lui est assigné d'avance, si diverses contraintes sont imposées quant aux fins et aux modalités de la recherche, si le champ de l'expérience et des problèmes est délimité par ailleurs – toutes choses qui, selon lui, présentent des « entraves à la liberté de l'enquête » (1920/2014 : 202).

Le laboratoire rencontrait finalement, ici, des difficultés et ambiguïtés communes à bien des *urban living labs*, quelles que soient leurs orientations épistémologiques ou méthodologiques. Les finalités pratiques et normatives y sont souvent formulées par les financeurs eux-mêmes, et généralement limitées dans leur capacité à engendrer des problématisations critiques (Bulkeley *et al.*, 2019) ou à agir sur les situations observées. Cette critique, souvent adressée aux *urban living labs*, porte d'ailleurs sur le flou entourant les raisons de leur émergence (ces dispositifs seraient guidés plus souvent par des stratégies politiques dépassant de loin l'échelle des situations et des problèmes concrets qui s'y posent) et sur la faiblesse de leur contribution « à une meilleure gouvernance urbaine » (*ibid.*). C'est d'ailleurs dans le cadre de cette critique que Dewey en vient à être évoqué pour rappeler l'orientation fondamentalement pratique de l'enquête que ces dispositifs tendent pourtant à manquer.

3.7. RETROUVER L'EXIGENCE PRAGMATISTE

Courant 2018, alors même qu'en cette troisième année de fonctionnement du laboratoire nos pratiques d'enquête s'éloignaient de leur inspiration initiale, une situation, pour le moins troublante, s'est jouée « en bas de chez nous », nous interpellant et nous amenant à déborder du cadre auquel nous (nous) étions astreints.

Le bâtiment qui abritait Metrolab se situe dans le Quartier Nord à Bruxelles, à proximité du Parc Maximilien. Depuis quelques années, ce dernier était occupé par des centaines de migrants en transit²², à défaut d'infrastructures adéquates pour les accueillir. Le parc constitue un repère et une étape importants dans le flux des migrations internationales, autant qu'un point de focalisation politique et médiatique dans le contexte de la « crise migratoire » que traversait alors la Belgique. Les conditions déplorables, voire indécentes, de l'accueil des migrants se dévoilent donc d'une façon particulièrement manifeste dans cet espace public occupé, à travers des situations quotidiennes sollicitant fortement notre sens moral – ces liens entre espace public, visibilité et engagement moral et politique ayant été mis en évidence chez Goffman (1963/2013) et dans d'autres recherches d'inspiration pragmatiste (Joseph, 2005 ; Cefaï, 2013 ; Bidet *et al.*, 2015). Face au manque de services, aux problèmes de l'accueil et à l'urgence des besoins, différents acteurs citoyens et associatifs (principalement la Plateforme Citoyenne BxlRefugees) se sont progressivement mobilisés pour mettre en place des services à destination des migrants – ainsi en est-il du *hub humanitaire*, conçu comme un lieu sanctuarisé centralisant des services de première ligne à proximité des lieux occupés²³ (Deleixhe, 2018 ; Daher & d'Auria, 2018), qui accueille chaque jour des centaines de personnes parmi les huit cents migrants et réfugiés présents dans ce quartier de la ville.

Alors même que s'étaient multipliés les années précédentes les plans et projets de rénovation urbaine dans le Quartier Nord, et que l'attention de nombreux acteurs urbains se focalisait sur ce territoire,

on constatait une faible prise en compte de cette problématique migratoire. Ces projets et ces plans partageaient l'objectif de modifier ce quartier de bureaux, hérité du zonage fonctionnaliste des années soixante, sa monotonie liée à sa mono-fonctionnalité, son caractère peu attachant en tant qu'espace de transit. Les politiques urbaines qui y étaient alors mises en œuvre visaient expressément à attirer dans ce quartier d'autres usagers que ceux majoritairement présents – les employés des administrations et sociétés installées dans les nombreuses tours de bureaux présentes dans cette zone, principalement navetteurs, aux horaires fixes, quittant les lieux à la fin de leur journée de travail, laissant derrière eux des espaces mornes et vides. La situation humanitaire qui s'y manifestait était ignorée ou minimisée, en tout cas considérée comme très secondaire dans les espaces de réflexion et de débat – essentiellement *urbanistiques* – relatifs au développement du quartier ; la perspective des acteurs de l'accueil et de l'hospitalité y étant, elle, tout simplement absente. Il en était de même dans les espaces de réflexion relatifs au développement urbain mis en place par des acteurs issus de la société civile. Ainsi, une coalition d'acteurs, proche des principaux promoteurs immobiliers du quartier autant que des administrations régionales en charge de sa rénovation, s'était mise en place pour réfléchir à son devenir, associant des architectes, *designers*, artistes, et autres jeunes créatifs occupant temporairement une tour aux pieds de laquelle se situait le Parc Maximilien. En dépit de leur proximité immédiate avec les migrants occupant ce dernier, la situation humanitaire du quartier fut à peine abordée lors des nombreuses soirées de débats, d'animation et d'exposition organisées.

L'occupation du quartier par les migrants tendait donc à être considérée, par ces différents acteurs, comme un épisode transitoire avec lequel il n'était pas nécessaire de composer. Pourtant, le Quartier Nord, comme quartier de gare, est historiquement un quartier d'arrivée et de première installation pour les nouveaux venus à Bruxelles – un « quartier de transition » d'un point de vue écologique (Burgess, 1925) – à partir duquel se joue leur inclusion progressive

dans différents domaines de la vie sociale et urbaine. La présence des migrants dans cet environnement urbain avait donc une dimension historique et structurelle, renvoyait à une problématique permanente de la ville prenant des formes renouvelées, qui questionnait profondément ses qualités d'hospitalité.

C'est dans ce contexte qu'en janvier 2019 le collectif ARCH (*Action Research Collective for Hospitality*) vit le jour, dans la poursuite des travaux menés au Metrolab autour de la thématique de l'inclusion urbaine et dans la volonté de poursuivre des observations, analyses et réflexions pratiques sur les qualités d'hospitalité des espaces urbains bruxellois, là où cette problématique apparaissait la plus pressante. ARCH s'est constitué progressivement comme communauté d'enquête par l'implication volontaire de toute une série de chercheurs (certains d'entre eux étant membres du Metrolab, d'autres non) et de praticiens aux profils divers (sociologues, architectes, urbanistes, artistes, activistes, anthropologues). Témoins directs des conditions déplorable de l'accueil et de la vulnérabilité extrême des migrants du Quartier Nord – à partir d'une diversité de postes d'observation, celui de l'habitant, du voisin, de l'hébergeur, de l'utilisateur, du travailleur associatif ou du chercheur universitaire – tous s'accordaient sur le caractère indigne et insupportable de la situation. Comme le conçoit Dewey, l'enquête a donc trouvé sa source dans un trouble, souvent indissociablement affectif, perceptif et moral (Quéré & Terzi, 2015; Bidet *et al.*, 2015); elle s'est nourrie d'une critique – l'absence de concernement du milieu des politiques urbaines régionales (Berger, 2019b) et l'hostilité institutionnalisée par les politiques migratoires au niveau fédéral – et a endossé une intention morale – rappeler un devoir d'hospitalité urbaine et réaffirmer une commune humanité (Carlier, 2016a, 2016b; Stavo-Debaughe, Deleixhe & Carlier, 2018).

Le collectif ARCH a ainsi tenté, avec les limites inhérentes à un engagement volontaire dans une recherche menée sur un temps court face à une situation d'urgence, de mobiliser l'enquête comme un outil susceptible de contribuer à la compréhension de cette situation; de

mettre les connaissances et expertises des chercheurs rassemblés dans ARCH au service des acteurs et bénéficiaires de l'hospitalité; de relayer des voix et des expériences aujourd'hui absentes des espaces de débat; et de faire valoir à Bruxelles une politique d'hospitalité urbaine – cette dernière étant entendue comme la disposition d'un milieu urbain à s'ouvrir et à recevoir les nouveaux venus qui s'y avancement (Stavo-Debaugé, 2017). Si la sociologie pragmatiste, selon Quéré et Terzi (2015: 2), « se donne pour tâche d'observer et de décrire, au plus près des pratiques, le déroulement des enquêtes publiques », avec ARCH il s'agissait moins d'observer et de décrire que de s'engager dans cette enquête avec les personnes affectées et concernées par la situation considérée, et de contribuer à publiciser le problème sur des scènes où il n'était jusque-là que marginalement abordé. Et donc, de déplacer le sens même de l'enquête publique.

Si l'on suit Dewey, « la définition d'une situation problématique (*i.e.* la manière dont elle est identifiée, caractérisée, analysée, élucidée, résolue) et la composition des communautés concernées (*i.e.* l'apparition d'un concernement à l'égard de la situation, le travail pour déterminer en quoi consiste son caractère problématique, le développement et la mise en œuvre d'actions pour y faire face, et ainsi de suite) sont deux aspects d'un seul et même processus » (Cefaï & Terzi, 2012: 10). ARCH s'est donc engagé dans la « redéfinition » d'un problème et d'une situation qui, du côté des pouvoirs publics, était ramenée à une crise épisodique – la « crise migratoire » – à laquelle répondait, plutôt qu'une réelle prise en charge politique, un traitement dans l'urgence, par le renforcement des frontières et des politiques d'expulsion et par l'évacuation des migrants des lieux qu'ils occupaient. La redéfinition du problème, en vue d'offrir une autre compréhension et intelligibilité de la situation, s'imposait donc, pour les membres d'ARCH, comme une condition à d'autres modalités de prise en charge politique à l'échelle de la ville, autrement dit à l'émergence d'une politique d'hospitalité urbaine.

3.8. UNE COMMUNAUTÉ D'ENQUÊTE « MANDATÉE »

C'est sans doute avec ARCH que les pratiques de recherche de Metrolab se sont le plus rapprochées de la perspective deweyenne de l'enquête comme expérimentation sollicitée par une situation problématique, tenant compte de son caractère écologique, et soucieuse de ses prolongements pratiques. Si ce collectif a émergé du laboratoire, il s'est aussi tenu à ses marges et s'en est écarté à différents égards. Il a inclus des individus non affiliés au laboratoire ; la recherche n'a pas porté sur des projets indiqués par la politique FEDER²⁴, mais s'est attaquée à une situation médiatisée et fortement controversée ; les outils de l'enquête étaient directement à disposition des acteurs associatifs et des citoyens qui contestaient les politiques d'accueil mises en place. Nous nous retrouvons face à une situation dont le caractère problématique présentait une intensité qui sautait aux yeux et qui contrastait avec le caractère à la fois moins tangible et moins urgent des « quasi-problèmes » qui avaient motivé nos « enquêtes », les mois précédents. Ces écarts, signes du débordement par la dynamique de problématisation et de publicisation, n'ont pas été sans susciter un certain flou logistique et administratif. Mais cette enquête « *en off* » a du même coup permis d'échapper provisoirement aux contraintes qui pesaient jusqu'alors sur le processus de recherche officiel du Metrolab, et de retrouver dans une certaine mesure les dimensions à la fois critique et pratique de nos recherches.

Certes, la communauté d'enquête constituée autour d'ARCH ne pouvait compter à son bord ceux qui étaient le plus directement affectés par cette situation : les (trans)migrants d'une part et les acteurs associatifs de l'hospitalité. Ces derniers, pris par l'urgence des problèmes, n'avaient pas le temps de « mener l'enquête » sur les enjeux d'hospitalité urbaine et concentraient leur action sur l'aide humanitaire au quotidien, dédiée aux besoins fondamentaux (distribution de nourriture, accès aux soins médicaux, installation d'équipements sanitaires, hébergement). Ils étaient toutefois systématiquement

invités à nos réunions de travail, nous les accompagnions régulièrement sur le terrain, et entretenions avec eux un dialogue conséquent.

Quant aux migrants, qui consacraient leurs faibles ressources et énergies à survivre, on peut aisément imaginer leurs difficultés à se constituer en public sur ces enjeux. Lorsque face à une situation problématique, les personnes affectées ne se constituent pas en « publics », l'apport potentiel de la recherche consiste à jouer un rôle de « médiation », à condition que le chercheur ne soit pas « [coupé] de la connaissance des besoins qu'il est censé servir » (Dewey, 1927/2003 : 309). C'est ce rôle de médiation qu'avec ARCH nous avons tenté d'endosser, afin de faire valoir auprès des acteurs des politiques urbaines la voix des migrants et des acteurs de l'hospitalité. Si ARCH ne rassemblait pas les personnes directement affectées, il tentait cependant de servir leur action. À cette fin, pour Dewey, « la problématique de l'enquête doit coïncider avec les problèmes auxquels les acteurs sont confrontés » (*ibid.*). C'est pourquoi les lignes de l'enquête furent co-définies avec les membres de la Plateforme Citoyenne, c'est-à-dire les acteurs de l'hospitalité chaque jour confrontés à la situation de détresse qui se jouait dans le parc et qui tentaient inlassablement d'y apporter des réponses.

De cette façon, le collectif ARCH se trouvait « mandaté », pour son enquête, par les publics directement affectés et concernés par la situation problématique. Ses lignes d'enquête²⁵ consistaient principalement à identifier et cartographier les ressources formelles et informelles du quartier pour les migrants ; à comprendre les qualités qui contribuaient à leur caractère (in)hospitalier ; à appréhender les troubles suscités par l'occupation et les controverses relatives à leur présence ; ainsi qu'à contribuer à l'amélioration des qualités d'hospitalité du *hub humanitaire* mis en place par la Plateforme, qui devait déménager de la Gare du Nord vers un nouveau bâtiment consacré à cette fonction – la présence du *hub* dans la gare suscitant trop de troubles et de tensions²⁶.

Pour ce faire, le collectif a pu s'appuyer sur différentes méthodes et pratiques de recherche qui avaient été testées précédemment au sein du laboratoire (Carlier & Berger, 2021) : un travail ethnographique basé sur l'observation des lieux occupés ; une participation aux maraudes et au travail « militant » – distribution des repas, « comptage » des présences, communication d'informations importantes aux migrants au sein du parc (qu'il s'agisse de prévenir de l'arrivée de brigades chargées d'évacuer la gare ou le parc, ou d'expliquer où se trouvaient les différents services) ; l'organisation de groupes de discussion (*focus groups*) au sein du *hub* ou du parc, à la demande de la plateforme également, sur des thématiques spécifiques (cartographie des espaces de vie, lieux et moments de l'insécurité, qualités d'hospitalité du *hub* et du quartier Nord) ; des ateliers de *design social* pour concevoir l'aménagement du *hub*.

Dans une perspective pragmatiste, l'expérience d'un problème ne relève pas de « représentations » subjectives ou intersubjectives, mais elle s'ancre dans un environnement matériel. Autrement dit, les processus de définition et de résolution des problèmes sont à ressassir depuis une perspective écologique (Cefaï, 2019) : l'enquête et l'expérimentation ne font pas que transformer des représentations, des imageries ou des symboliques, elles tendent aussi à modifier le milieu de vie où se joue la situation problématique qui les impulse. Inspirés par cette approche, nous avons donc cherché à considérer le caractère écologique du problème et de l'expérience des migrants – pour reprendre les mots de Mead, nous nous sommes penchés sur leur « "habitat expérientiel" (Mead, 1934/2006 : 90), à savoir les transactions que des formes de vie entretiennent avec leurs environnements » (Cefaï, 2015 : 5). Nous avons tenté, à la manière des *Chicagoans*, de nous immerger dans un monde social afin de le comprendre de l'intérieur, et de le ressaisir comme un milieu de vie collective (Cefaï et al., 2022). L'ouvrage *The Hobo*, de Nels Anderson, répondant à ces codes, a par exemple constitué une référence particulièrement inspirante pour guider une écologie du monde social des migrants, malgré le décalage temporel et spatial²⁷ (Carlier, 2020).

La compréhension de l'écologie du monde des migrants permettait d'identifier leurs « espaces de vie » (Muchow, 1935/2022 ; Berger, 2022), et, au-delà, de décrire et de comprendre les qualités d'hospitalité qui leur étaient associées²⁸ (Carlier & Printz, 2019 ; Carlier, 2020). Cette approche écologique était également essentielle pour que le collectif puisse contribuer au réaménagement du *hub* *humanitaire*, dont les qualités d'hospitalité étaient perçues en miroir de l'environnement au sein duquel il était implanté. Via l'organisation de différents ateliers avec les migrants, les bénévoles et les professionnels concernés, ses principes d'aménagement furent dégagés (Lemaître d'Auchamp & Ranzato, 2019), et directement mis en pratique²⁹. Les pratiques d'expérimentation par le projet, qui avaient été développées pour d'autres situations au sein du laboratoire, se trouvaient ainsi mobilisées face à un problème pratique et urgent, et articulées à une perspective écologique.

L'enquête participait donc, de cette façon, à l'amélioration des qualités d'hospitalité d'un lieu central de la vie quotidienne des migrants à Bruxelles. Elle se prolongeait dans une capacité d'action et d'intervention sur l'environnement, au cœur de la logique pragmatiste. Cette capacité participe en effet, selon Dewey, à la réduction de la précarité, qu'il comprend comme une adaptation à son environnement en l'absence de capacité d'action et de transformation (2014). Par notre contribution au réaménagement du *hub*, nous contribuions dès lors, *de façon marginale mais directe*, à la réduction de la précarité du monde des migrants.

3.9. L'EXPÉRIMENTATION FACE AUX ÉPREUVES DE RÉCEPTION

Le réaménagement du *hub* *humanitaire* fut le moment où l'enquête menée par le collectif ARCH trouva ses prolongements pratiques les plus immédiats. Cependant, la tâche s'annonça plus ardue lorsque l'on tenta de contribuer, via nos enquêtes, à la politique de la ville, et à agir sur le territoire qui accueillait le *hub* *humanitaire*. Cette

capacité d'action supposait la réception de nos travaux par les autorités publiques régionales en charge du réaménagement du Quartier Nord.

Les enquêtes menées par ARCH se prolongeaient par des propositions et des recommandations en vue d'une politique d'hospitalité urbaine, à destination des acteurs de la ville. L'enquête, dans une perspective pragmatiste, « désigne des acteurs autorisés à prendre en charge le problème, elle spécifie la nature des troubles, des dommages ou des préjudices et fournit un mode d'emploi sur comment les réparer. En attribuant des causes, en interprétant des motifs, en prévoyant des conséquences, en évaluant des risques, en imputant des responsabilités et en imaginant des solutions, *l'enquête organise un champ d'intervention*. » (Cefaï, 2016 : 36-37). Il est clair que nos enquêtes soulignaient leur responsabilité dans la prise en charge du problème (Gusfield, 1981/2009), condamnaient leur aveuglement et leur apathie, et les exhortaient à s'impliquer dans sa résolution. Les acteurs de la ville renvoyaient, quant à eux, la responsabilité du problème de l'accueil aux politiques fédérales – ce que nous critiquions³⁰. Il est clair, également, que nous avions consacré plus de temps à établir les conditions d'un dialogue avec les acteurs de l'aide humanitaire, qu'avec les responsables politiques. Afin de les interpeller, nous nous sommes cependant engagés dans un processus de publication et de diffusion des résultats de l'enquête – étape importante et nécessaire de la démarche pragmatiste, qui suppose de fournir aux acteurs décisionnels, les « officiers publics » (Dewey, 1927/2010), des informations leur permettant d'agir sur la situation problématique. Ce processus a pris forme par la parution de notre enquête sous la forme d'un ouvrage (ARCH, 2019) et de capsules vidéo, l'organisation de deux journées d'exposition de nos travaux, d'ateliers et de tables-rondes avec les acteurs de l'hospitalité, ainsi que d'une soirée de présentation publique de l'ouvrage.

Les acteurs des politiques urbaines, bien qu'invités, étaient peu présents lors des moments publics que nous organisions. Si ARCH

visait à jouer un rôle de médiation entre différents milieux, et de catalyseur de situations de coopération et de communication, force est de reconnaître que nous ne sommes pas parvenus à configurer, autour des enjeux d'hospitalité urbaine, une « arène publique » – qui « ouvre transversalement des *mondes sociaux et institutionnels* les uns aux autres » et qui « engendre de nouvelles connexions entre eux » (Cefaï, 2016 : 45). D'autre part, lorsque nous étions conviés dans les espaces de participation liés au Quartier Nord, nous étions invités en tant que membres d'association ou citoyens et non en tant que collectif d'enquête, et cela dans des espaces de communication où les cadres topiques et l'arrangement écologico-institutionnel posés par les autorités limitaient fortement nos possibilités d'intervention. Nos apports potentiels se trouvaient ainsi réduits à des contributions élémentaires selon un format de prise de parole identique à celui du « citoyen ordinaire » (Berger, 2008). Nous souhaitions la possibilité d'un autre arrangement, accordant aux chercheurs en sciences sociales une place comparable à celle reconnue aux experts des questions environnementales ou architecturales, par exemple. Peut-être étions-nous alors, tant en raison du ton qu'en raison du fond de notre propos, perçus comme des activistes plutôt que comme des scientifiques. Forts de notre travail d'enquête et du relatif engouement qu'avait suscité la démarche d'ARCH à Bruxelles dans les milieux des métiers de la ville, nous nous attendions avec une certaine naïveté à avoir l'attention des autorités en charge de la mise en projet du Quartier Nord, et à une plus grande hospitalité du « milieu de réception » (Berger, 2018) propre aux acteurs des politiques urbaines qui étaient, *in fine*, ceux qui pouvaient donner à nos enquêtes des prolongements pratiques conséquents. Autrement dit, alors même que la communauté d'enquête formée par ARCH s'engageait à faire valoir une hospitalité urbaine, elle fut elle-même confrontée à des épreuves d'(in)hospitalité.

Du coup, si les membres de ARCH s'étaient attachés à identifier différentes façons d'agir pratiquement pour améliorer les qualités d'hospitalité urbaine du Quartier Nord, ils trouvèrent peu de prises pour

modifier substantiellement la situation problématique pour la résolution de laquelle ils s'étaient engagés. Les conséquences pratiques de nos enquêtes furent restreintes aux espaces dont les acteurs de l'hospitalité (collectif citoyen, associations et ONG) étaient en charge de la conception et de la gestion. La communauté d'enquête que nous formions fut ainsi privée de sa pleine capacité d'action. Et les pouvoirs publics que nous cherchions à interpeller n'ont nullement manifesté la volonté de poursuivre l'enquête ou de « s'emparer du problème ». Ces différentes difficultés ont progressivement affaibli l'engagement du collectif, qui s'est peu à peu étiolé, ses membres renouant avec d'autres modalités d'engagement.

Ainsi donc, si le processus d'enquête réalisé dans le cadre de ARCH nous semble s'être rapproché de la perspective pragmatiste de l'expérimentation, force est de constater qu'*in fine*, nous avons de nouveau manqué à ses exigences. La qualité de l'enquête qui fut menée dans ce cadre, et de l'expérience à laquelle elle a donné lieu, n'ont que faiblement contribué à la résolution du problème qui l'avait sollicitée. On peut même penser que l'intensité et l'authenticité ressentie de cette expérience d'enquête – la conviction que nous avions de prendre part à une aventure importante et riche de sens – ont pu nourrir certaines *illusions* quant à ses conséquences pratiques et nous amener à des erreurs stratégiques.

4. LE PRAGMATISME EST-IL PRATICABLE ?

Dans ce texte, partant d'une typologie des modes d'expérimentation poursuivis ces dernières années dans ce que l'on a appelé les *urban living labs*, et après avoir signifié notre préférence pour l'« expérimentalisme profond » associé au pragmatisme philosophique de Dewey et à la sociologie écologique de Park, nous avons entrepris le récit autocritique de notre propre initiative, menée à Bruxelles depuis 2016 : Metrolab. Nous l'avons vu, observer une *éthique de l'enquête* et un programme fort en matière d'expérimentation n'est pas une mince affaire. Pourtant sincèrement engagée dans cette voie dès le départ,

l'enquête Metrolab n'a eu cesse de sortir de la démarche pragmatiste, pour la retrouver un peu plus tard, puis en ressortir à nouveau.

Que ce soit dans la phase préparatoire du projet, lors de laquelle l'expérimentation profonde est envisagée « sur le papier », contemplée en tant qu'idée sans être contrôlée par une situation effective ; que ce soit dans la phase de lancement, lorsque, toujours dans l'attente de situations problématiques, l'expérimentation pragmatiste sert de modèle à un entraînement, une simulation, un « jeu scientifique » orienté vers la production d'outils nouveaux et la constitution d'un potentiel à enquêter, mais aussi vers une expérience agréable, un plaisir à travailler ensemble, à construire une équipe ; que ce soit, dans une phase ultérieure de « recadrage », où contraintes institutionnelles et considérations déontologiques pèsent dans le sens d'un repli de l'enquête sur une consultance au service direct de projets partenaires, et sur une pédagogie visant des étudiants et doctorants internationaux ; enfin, que ce soit dans une phase de ré-engagement, où quelques membres du laboratoire marquent un écart avec le processus officiel et voient dans la situation problématique plus tangible, plus pressante et plus publique de la crise humanitaire constatée dans le Quartier Nord un appel et un mandat à enquêter, à « avoir une expérience » (Dewey, 1934/2010) forte et collective en matière d'enquête, sans néanmoins se donner les moyens suffisants pour « faire atterrir politiquement » cette dernière... difficile de dire si, quand et à quel point l'initiative Metrolab a honoré, en pratique, son inspiration pragmatiste.

S'essayer à pratiquer l'expérimentalisme deweyen, plutôt que gloser sans fin à son sujet, est sans doute un bon début en matière de pragmatisme. Pour autant, l'engagement pragmatiste ne peut se limiter à une déclaration d'intention. Il se teste dans la durée et la progression de l'enquête, à travers « l'épreuve que l'application impose à la pensée » (Dewey, 1920/2014 : 178). Sur ce plan, Metrolab n'a pas toujours satisfait. Toutefois, faire preuve de réflexivité et d'autocritique devant les insuffisances ou dévoiements de l'enquête, « enquêter à propos de l'enquête » et des situations problématiques sur lesquelles

elle butta, développer une conscience nette de ces moments et phases lors desquelles notre entreprise échappa à une logique pragmatiste ; tout ceci nous rapproche peut-être, paradoxalement, de la voie deweyenne.

C'est d'ailleurs sur un commentaire concernant la théorie de l'enquête de Dewey que nous voudrions conclure. S'il semble aller de soi qu'une application pratique de l'expérimentalisme deweyen ne pourra jamais tout à fait être à la hauteur de la théorie, on peut, pourquoi pas, se poser la question inverse, se demander si la théorie est bien à la hauteur de la pratique. Cette question n'est-elle pas, finalement, la question pragmatiste par excellence, dès les textes pionniers de Peirce (1878/1992) et de James (1907/2011) ?

Plus qu'à toute autre théorie normative, il importe en effet à la théorie pragmatiste que les idéalizations qu'elle formule soient des guides fiables pour la pratique. Plus que toute autre, elle est alors, censément, ouverte aux *retours d'expérience*, à la possibilité d'une auto-critique de la théorie par la prise en compte des faits, l'examen minutieux et approfondi de pratiques concrètes. Rappelons-le, rien d'aussi trompeur, selon Dewey, que « cette habitude qui consiste à considérer que la pensée [...] n'a pas besoin de l'observation de faits nouveaux pour exister », et cela vaut naturellement en premier lieu pour la pensée pragmatiste elle-même. Concrètement, cela signifie que si le pragmatisme philosophique est une source d'inspiration pour des enquêtes concrètes et des expérimentations en sciences sociales comme celle narrée dans ce texte, celles-ci sont de nature à inspirer en retour les développements apportés aujourd'hui à la théorie pragmatiste³¹. Nous proposons ainsi de prolonger la *critique pragmatiste de l'expérimentation* sur laquelle s'est centré notre article, par l'esquisse d'une *critique expérimentale du pragmatisme*.

Quels sont alors les éléments critiques, d'importance théorique, qui peuvent être dégagés de l'expérimentation retracée dans cet article ? Ils concernent principalement une certaine *rhétorique de*

l'action, déjà présente chez Dewey, mais amplifiée par certaines lectures de l'œuvre, une tendance à penser tant l'action que le problème (auquel l'action vient apporter une réponse ou une solution) *sur un mode majeur*.

On a ici en tête, par exemple, ses lignes sur Chicago :

Chicago, c'est l'enfer qui se défait, plus tout à fait l'enfer, simplement le matériau d'une création nouvelle... Tout ce qui est concevable est là pour vous solliciter : la ville semble submergée de problèmes qui s'offrent à vous et vous demandent de les résoudre, ou sinon de les noyer dans le lac. Je n'imaginai pas que les choses fussent à ce point phénoménales et objectives [...]. Elles vous collent à la peau au lieu de vous laisser le temps d'y réfléchir... On peut ici apprécier à chaque coin de rue l'occasion absolue, telle que le chaos en propose : pure matière sans aucune norme. Le premier effet est plutôt paralysant mais le contrecoup est stimulant, subjectivement au moins, et c'est peut-être à cela que sert le chaos dans le monde, bien plus qu'à faire qu'on s'en occupe. (Lettre à Alice Dewey, citée et traduite par Joseph, 2002 : 84)

Il est certain que, dans l'examen des situations rencontrées par les chercheurs Metrolab dans le cadre de la politique FEDER, ceux-ci ne se trouvaient pas plongés en plein chaos, submergés de problèmes phénoménaux les sollicitant avec urgence, leur collant à la peau sans leur laisser le temps d'y réfléchir, etc. C'est une telle conception des situations problématiques, insistant sur leur caractère majeur et leur dimension sensible, à la fois affective et phénoménale, qui nous fit nous tourner vers la situation de l'occupation du Parc Maximilien par les réfugiés se jouant en bas de chez nous, et par la même occasion nous détourner d'autres situations issues de la politique FEDER, sur lesquelles nous aurions eu davantage prise, mais dont l'aspect problématique ne nous sautait pas aux yeux. Se pose ici la question des troubles et des problèmes *mineurs*, en tout cas moins tangibles

ou moins visibles, produisant moins d'affects, et de leur légitimité à faire l'objet d'une enquête.

Au problème appréhendé sur un mode majeur, dramatique, correspond chez Dewey une action en mode majeur, quasi héroïque. Ceci apparaît notamment dans la sémantique de la « transformation », ce mode majeur de l'agir associé à l'enquête. L'enquête – comme toute quête, dirait le narratologue (Greimas, 1966) – aboutit par une transformation :

L'enquête est la transformation contrôlée ou dirigée d'une situation indéterminée en une situation [qui soit] si déterminée dans ses distinctions et relations constitutives qu'elle transforme les éléments de la situation initiale en un tout unifié. (Dewey, 1938/1993 : 169)

Dans le cas de l'enquête Metrolab – mais en irait-il tout autrement dans la grande majorité des enquêtes en sciences sociales « appliquées », à visée « d'intervention », ou recherchant un « impact sociétal » ? – l'agir transformateur attendu de l'enquête manque de se produire sur un plan pratique, concernant la situation problématique dans sa matérialité. L'absence de *transformation pratique* est alors d'autant plus insupportable à la communauté des enquêteurs qu'une *transformation cognitive et éthique* a bien eu lieu. Par l'enquête, la situation confuse initiale est à présent clairement définie, déterminée, forme un tout unifié ; le problème a été posé, puis dénoué et résolu dans la pensée et le discours. C'est avec l'initiative ARCH que cet écart entre le recadrage de la situation et l'absence de transformation pratique s'est montré le plus manifeste et le plus pénible.

Bien entendu, nous pouvions nous réfugier dans la diabolisation des pouvoirs publics, les accuser d'une totale insensibilité à la situation humanitaire en cours ; de fermer intentionnellement les yeux sur les enjeux en présence, en particulier sur l'importance de maintenir à Bruxelles un « quartier de gare » susceptible d'offrir aux

nouveaux venus précaires un espace d'arrivée et de transition dans la ville ; ou encore de faire la sourde oreille aux appels répétés à transformer leurs outils d'intervention urbaine – dont certains apparaissaient obsolètes (Berger, 2019a) – et à ajuster leur compréhension de la « question urbaine » contemporaine, devenue celle de l'hospitalité. Mais au lieu de cela, nous aurions sans doute gagné, à nouveau, à faire notre auto-critique, non seulement en tant que groupe d'enquêteurs bruxellois, mais plus généralement en tant que *pragmatistes*. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, l'enquête d'ARCH produisit des résultats scientifiques, une clarification progressive de la situation à l'étude, des pistes de solutions pratiques, mais aussi une *aventure*, une expérience collective très forte, qui conduisit à un certain emballement, et peut-être à des illusions. On peut penser ici que le primat accordé par le pragmatisme à l'expérience, à la qualité d'expérience, a joué contre notre enquête et la possibilité pour elle d'aboutir à des résultats plus importants concernant à la fois les espaces visés et les politiques en place. Stimulés par cette expérience collective, certains du sens de notre entreprise, fiers de la qualité du travail réalisé ensemble, nous étions alors aussi confiants dans l'idée que cette élaboration cognitive, argumentative et expérientielle, rendue possible par le cours de l'enquête, devait aboutir à des transformations pratiques. Une certaine esthétisation de l'expérience collective nous a, en cours de route, éloignés du réel (ce réel que nous pensions être de notre côté!), de la rationalité en moyens et de l'agir stratégique qui, sans doute, s'imposaient à ce stade de la traduction politique et pratique de résultats de notre enquête.

Toujours est-il que, dans le cas d'ARCH comme pour les autres lignes de recherche suivies par les chercheurs Metrolab, si l'enquête eut des effets pratiques, ceux-ci furent plutôt *mineurs, indirects, différés, parfois inattendus, voire involontaires*.

Ainsi, le travail mené avec les réfugiés et les acteurs de l'hospitalité n'a pas abouti à une « transformation » de leur environnement inadapté. À défaut d'être parvenus à avoir l'attention des autorités

publiques sur la question en vue d'infléchir la politique de la ville dans le sens d'une hospitalité urbaine accrue, les « formes » de l'accueil sont restées les mêmes, ou similaires. Est-ce à dire que nous n'avons rien *fait* ? Par exemple, à travers l'accompagnement du démenagement du *hub* humanitaire et le travail de codesign proposé aux acteurs concernés, le milieu d'accueil a fait l'objet d'ajustements et gagné quelque peu en qualité. S'il est excessif (et indécent) de prétendre que, par cette enquête, nous avons « transformé » leur environnement, nous avons contribué à l'améliorer quelque peu. Quel sens ces conséquences *mineures* peuvent-elles trouver dans la logique pragmatiste ?

Le caractère indirect et différé de ces conséquences représente une autre difficulté, une autre possibilité pour les enquêteurs maintenus dans l'idée d'un pragmatisme héroïque de voir leurs attentes déçues, et de perdre leur motivation. Ainsi, selon l'un de nos chercheurs les plus frustrés par l'expérience Metrolab, notre enquête n'avait « pas d'impact » sur les projets FEDER. Si, au vu de ce qui a été présenté, nous ne pouvons pas lui donner entièrement tort, il nous semble cependant inapproprié d'envisager les conséquences pratiques d'une enquête à partir de la notion d'« impact », et, si nous avons pu faire preuve de naïveté à différentes occasions, nous n'avons pas eu celle de penser, dans la conception de l'initiative Metrolab, que nos recherches transformeraient une politique de la ville ou qu'elles auraient des effets directs et percutants – ce type d'effet que dénote l'idée d'impact – sur les projets suivis. Le pragmatisme sémiotique de Peirce (Peirce, 1878/1992 ; Hoopes, 1991 ; Short, 2007) nous apprendait en effet qu'une enquête ne produit que des signes, qui n'agissent que dans la mesure où ils sont saisis, reçus et interprétés par qui dispose des moyens d'action, et deviennent des « interprétants pratiques ». Le lien de l'enquête aux actions concrètes passe par de nombreuses médiations. Il était entendu, de notre côté, que l'enquête Metrolab ne pouvait « agir », au mieux, qu'indirectement.

À la différence de *speech acts* élémentaires (Austin, 1962; Searle, 1969), la «performativité» des productions et résultats d'une enquête comme celle-ci n'a par ailleurs rien d'immédiat; elle suit un processus de diffusion incertain et une sémiose complexe et opaque, progressant au gré de chaînes d'interprétations et portant ses modestes fruits de manière incrémentale. Un exemple tiré de l'enquête Metrolab illustre bien cela: alors que nous avions mis au point le concept socio-urbanistique d'«enclave inclusive» et pensé sa formalisation spatiale (Berger & Moritz, 2018; Berger, 2020) à partir d'observations et analyses menées sur des sites bruxellois concernés par la politique FEDER et en vue de servir immédiatement certains des projets de cette même politique, cette notion a connu une diffusion et un parcours compliqués, porteurs d'effets différés et imprévus. En 2021, nous apprenions en effet que les architectes-urbanistes en charge des stratégies et *designs* d'aménagement du site Saint-Vincent-de-Paul à Paris mobilisaient notre concept pour définir et présenter leur projet – une intervention urbaine conséquente concernant un terrain de 3,4 hectares. «Nous voulons créer ce que les Belges appellent une enclave inclusive», déclarait alors Yannick Beltrando dans la revue d'architecture AMC. La situation est à la fois amusante et intéressante, puisque le principe d'aménagement que l'urbaniste français brandit pour désigner son projet parisien n'est en fait aucunement – en tout cas pas encore! – une «spécialité belge», la politique FEDER bruxelloise pour laquelle ce principe avait été formulé ne s'en étant, au final, que très peu servi pour orienter ses propres projets. Le fait d'avoir inspiré un projet d'ampleur et «à dimension sociale» à Paris, même s'il tient à des effets indirects, différés et involontaires de notre travail, n'en est pas moins un résultat important et gratifiant. De même, alors que nous sommes arrivés au bout de ce projet de six ans, l'expérience Metrolab donne lieu ces derniers mois à toute une série de publications ayant une visée pratique, visant à outiller les politiques urbaines bruxelloises *à venir*. Les chercheurs du laboratoire qui jugent avoir peu influencé le cours de projets FEDER échus, ceux sur lesquels ils avaient directement travaillé, ont, par leur contribution à la mise au point de ces outils publiés en fin de parcours,

peut-être servi la conception et la mise en œuvre de projets futurs, à Bruxelles ou ailleurs.

Il y a quelques années, partant d'une enquête empirique, Joan Stavo-Debaugue montrait que les troubles et situations problématiques n'étaient pas nécessairement l'occasion d'enquêtes, et invitait à envisager un « pragmatisme pessimiste » (2012). La tentative de « sociologie publique appliquée » qui a été détaillée dans notre article pointe, elle, vers l'exploration d'un pragmatisme réaliste, modeste, « incrémental » (Lindblom, 1959 ; Berger, 2019a : 199-212) ; un pragmatisme susceptible d'orienter et motiver des entreprises scientifico-pratiques, suivant dans ses grandes lignes la logique de l'enquête, mais s'accommodant du caractère parfois mineur ou secondaire des problèmes dont il s'empare, de la qualité variable des expériences auxquelles elles donnent lieu, et de la possibilité qu'elles aboutissent à des ajustements partiels, différés, ou à des évolutions par palier, plutôt qu'à des transformations manifestes.

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT Andrew (2007), « For Humanist Sociology », in Dan Clawson, Robert Zussman, Joya Misra, Naomi Gerstel, Randall Stokes & Douglas L. Anderton (dir.), *Public Sociology. Fifteen Eminent Sociologist Debate Politics and the Profession in the Twenty-first Century*, Berkeley, University of California Press, p.195-209.
- ABRASSART Christophe, GAUTHIER Philippe, PROULX Sébastien & Marie D. MARTEL (2015), « Le design social : une sociologie des associations par le design ? Le cas de deux démarches de codesign dans des projets de rénovation des bibliothèques de la Ville de Montréal », *Lien social et Politiques*, 73, p. 117-138.
- ADAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ANDERSON Nels (1923), *The hobo. The Sociology of the Homeless Man*, Chicago, University of Chicago Press.
- ANDION Carolina (2021), « L'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis, Santa Catarina, Brésil. Enquêter et expérimenter au cœur de la vie civique », *Pragmata*, 4, p. 624-667. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/14-pragmata-4-andion.pdf>).
- ARCH (dir.) (2019), *Whose Future is Here ? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Bruxelles, Metrolab Series.
- AURAY Nicolas (2011), « Les technologies de l'information et le régime exploratoire », in Van Andel Pek & Daniele Boursier (dir.), *La Sérendipité. Le hasard heureux*, Paris, Hermann, p. 329-343.
- AUSTIN John L. (1962), *How To Do Things With Words*, Oxford, Clarendon Press.
- BEJEAN Mathias (2020), « Expérimentation, enquête, expérience : les politiques publiques à l'épreuve de la science », *Cahiers du GRM*, 16. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/grm.2251>).
- BERGER Mathieu (2008), « Répondre en citoyen ordinaire. Pour une étude ethnopragmatique des engagements profanes », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 15. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/traces.773>).
- BERGER Mathieu (2014), « La participation sans le discours », *Espaces Temps.net* (« Travaux »). En ligne : (<http://www.espacestemp.net/articles/la-participation-sans-le-discours>).
- BERGER Mathieu (2015), « Des publics fantomatiques. Participation faible et démophilie », *SociologieS* (« Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations »). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4935>).
- BERGER Mathieu (2018), « S'inviter dans l'espace public. La participation comme épreuve de venue et de réception », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.6865>).

- BERGER Mathieu (2019a), *Le temps d'une politique. Chronique des Contrats de quartier bruxellois*, Bruxelles, CIVA (Centre International de la Ville et de l'Architecture).
- BERGER Mathieu (2019b), « Brussels-North: City Policies Challenged by Hospitality », in ARCH (dir.), *Whose Future is Here? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p.205-216.
- BERGER Mathieu (2020), « Écologie des savoirs urbains. Épreuves de la recherche-action au Metrolab Brussels », *Pragmata*, 3, p. 430-488. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-12-berger.pdf>).
- BERGER Mathieu, (2022, à paraître), « Topologie des espaces de vie. Apports gestaltistes à l'écologie urbaine (K. Lewin, M. Muchow) », in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- BERGER Mathieu & Sarah VAN HOLLEBEKE (2017), « Bruxelles sous tension. Quelques pistes pour une conceptualisation des formes et enjeux de la "mixité sociale" », in Bernard Declève & Priscilla Ananian (dir.), *Bruxelles et Montréal en projet(s)*, Louvain-La-Neuve, Presses de l'Université de Louvain, p.175-188.
- BERGER Mathieu & Benoit MORITZ (2018), « Inclusive Urbanism as gatekeeping », in Mathieu Berger, Benoit Moritz, Louise Carlier & Marco Ranzato (dir.), *Designing Urban Inclusion : Metrolab Brussels MasterClass I*, Brussels, Metrolab Series, p.145-157.
- BERGER Mathieu, MORITZ Benoit, CARLIER Louise & Marco RANZATO (dir.), (2018), *Designing Urban Inclusion : Metrolab Brussels MasterClass I*, Brussels, Metrolab Series.
- BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole & Erwan LE MÉNER (2015), « Publicité, sollicitation, intervention », *Sociologie*S. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4941>).
- BOLTANSKI Luc & Ève CHIAPELLO (1999), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BULKELEY Harriet, MARVIN Simon, PALGAN Voytenko Yuliya, MCCORMICK Kes, BREITFUSS-LOIDL Marijia, MAI Lindsay, VON WIRTH Timo & Niki FRANTZESKAKI (2019), « Urban Living Laboratories: Conducting the Experimental City? », *European Urban and Regional Studies*, 26 (4), p. 317-335.
- BURAWOY Michael (2005), « 2004 ASA Presidential Address: For Public Sociology », *American Sociological Review*, 70 (1), p. 4-28.
- BURAWOY Michael (2007), « The Field of Sociology: Its Power and its Promise », in Dan Clawson, Robert Zussman, Joya Misra, Naomi Gerstel, Randall Stokes & Douglas L. Anderton (dir.), *Public Sociology*, Berkeley, University of California Press, p.241-258.
- BURAWOY Michael (2009), « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1 (176-177), p. 121-144.

- BURGESS Ernest W. (1925), « The Growth of the City: An Introduction to a Research Project », in Robert E. Park & Ernest W. Burgess, *The City: Suggestions for Investigation of Human Behavior in the Urban Environment*, Chicago & London, The University of Chicago Press, p. 47-62.
- CARLIER Louise (2016a), *Le Cosmopolitisme, de la ville au politique. Enquête sur les mobilisations urbaines à Bruxelles*, Bruxelles, Peter Lang.
- CARLIER Louise (2016b), « Les apports de R. E. Park pour une approche sociologique du cosmopolitisme », *Espaces Temps*. En ligne : (www.espacestemp.net/articles/les-apports-de-park-pour-une-approche-sociologique-du-cosmopolitisme/).
- CARLIER Louise (2019), « S'accommoder, ou taire les différends pour tenir ensemble. L'écologie d'un espace public ordinaire à Bruxelles », *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2) (« Problèmes, expériences, publics: Enquêtes pragmatistes »), p. 149-175.
- CARLIER Louise (2020), « Experience of Urban Hospitality: An Ecological Approach to the Migrants' World », *Urban Planning*, 5 (3), p. 241-251.
- CARLIER Louise (2022), « L'écologie humaine et la coexistence urbaine: quelques malentendus dans sa réception », in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- CARLIER Louise & Antoine PRINTZ (2019), « Espaces d'hospitalité dans le Quartier Nord », in ARCH (dir.), *Whose Future is Here? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p. 81-90.
- CARLIER Louise & Mathieu BERGER (dir.) (2021), *Design social et enquête collective. Les espaces d'accueil et de soin*, Brussels, Metrolab Logbook III.
- CARLIER Louise, DEBERSAQUES Simon, DECLÈVE Marine, RANZATO Marco & Sarah VAN HOLLEBEKE (2021), *Cartographier l'environnement social d'un projet urbain*, Brussels, Metrolab Logbook I.
- CARLIER Louise, DECLÈVE Marine, DESSOUROUX Christian, RANZATO Marco, SANCHEZ TRENADO Corentin, CORNEJO ESCUDERO Romina, RETOUT Mathilde, VARLOTEAUX Pauline, CESARI Sara, PROUTEAU Louise, DECROLY Jean-Michel & Geoffrey GRULOIS (dir.) (2021), *(Designing) Urban Production: Metrolab Brussels MasterClass III*, Brussels, Metrolab Series.
- CEFAÏ Daniel (2002), « Qu'est-ce qu'une arène publique? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 51-82.
- CEFAÏ Daniel (2010), « Un pragmatisme ethnographique. L'enquête coopérative et impliquée », in Daniel Cefaï (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 449-472.
- CEFAÏ Daniel (2013), « L'ordre public. Micropolitique de Goffman », in Erving Goffman, *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris, Economica, p. 207-288.

- CEFAÏ Daniel (2015), « Mondes sociaux », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4921>).
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (« Arènes du débat public »), p. 25-64.
- CEFAÏ Daniel (2019), « Les problèmes, leurs expériences et leurs publics : une enquête pragmatiste », *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2), p. 33-91.
- CEFAÏ Daniel (2020), « La naissance de l'expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme », *Pragmata*, 3, p. 270-355. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-7-cefai.pdf>).
- CEFAÏ Daniel (2021), « Politique pragmatiste et *social settlements*. De nouveaux publics aux États-Unis à l'ère progressiste », *Pragmata*, 4, p. 342-518. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/7-pragmata-4-cefai.pdf>).
- CEFAÏ Daniel (2022), « La ville comme milieu de vie. Entre enquête urbaine et aménagement urbain à Chicago », in Daniel Cefai, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- CEFAÏ Daniel (2022b), « Public Inquiry: The Pragmatist Way », in Vando Borghi & Lavinia Bifulco (dir.), *Research Handbook of Public Sociology*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing (à paraître).
- CEFAÏ Daniel & Cédric TERZI (dir.) (2012), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 22). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19522>).
- CEFAÏ Daniel, BIDET Alexandra, STAVO-DEBAUGE Joan, FREGA Roberto, HENNION Antoine & Cédric TERZI (2015), « Introduction du Dossier "Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations" », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4915>).
- CEFAÏ Daniel, BERGER Mathieu, CARLIER Louise & Olivier GAUDIN (dir.) (2022), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- COENEN Lars, BENNEWORTH Paul & Bernhard TRUFFER (2012), « Towards a spatial perspective on sustainability transitions », *Research Policy*, 41, p. 968-979.
- CORK Jim (1949), « John Dewey, Karl Marx, and Democratic Socialism », *The Antioch Review*, 9 (4), p. 435-452.
- DAHER Racha & Viviana D'AURIA (2018), « Enacting Citizenship in an Urban Borderland: the Case of Maximilian Park in Brussels », *European Journal of Creative Practices in Cities and Landscapes*, 1 (1), p. 53-72.
- DECLÈVE Bernard, GRULOS Geoffrey, DE LESTRANGE Roselyne, BORTOLOTTI Andrea & Corentin SANCHEZ TRENADO (dir.) (2020), *Designing Brussels Ecosystems. Brussels Masterclass II*, Brussels, Metrolab Series.

- DELEIXHE Martin (2018), « L'événement de la rencontre. La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés en Belgique », *Esprit*, 446, p.130-138.
- DEWEY John (1888/1902), *Leibniz's New Essays Concerning The Human Understanding*, Chicago, Scott, Foresman and Company.
- DEWEY John (1920/2014), *Reconstruction en philosophie*, trad. fr. Patrick Di Mascio, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct : An Introduction to Social Psychology*, New York, Henry Holt and Company.
- DEWEY John (1927/2003), *Le Public et ses problèmes*, trad. fr. Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, trad. Jean-Pierre Cometti et al., Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique : Théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- ELIASOPH Nina (2011), *Making Volunteers : Civic Life after Welfare's End*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- ESTÈBE Philippe (2004), « Les quartiers : une affaire d'État, un instrument territorial », in Pierre Lascoumes & Patrick Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, p. 47-70.
- FELDER Maxime, STAVO-DEBAUGE Joan, PATTARONI Luca, TROSSAT Marie & Guillaume DREVON (2020), « Between Hospitality and Inhospitability: The Janus-Faced "Arrival Infrastructure" », *Urban Planning*, 5 (3), p. 55-66. En ligne : (<https://doi.org/10.17645/up.v5i3.2941>).
- GENARD Jean-Louis (2018), « Un tournant esthétique dans le regard sur la ville », *Rhuthmos*. En ligne : (<https://rhuthmos.eu/spip.php?article2424>).
- GENARD Jean-Louis & Mathieu BERGER (2020), « Politics, Aesthetics, Economics : Imaginaries of Urban Public Space and Their Reshaping Through The Transformation of Brussels City Centre », in Sofie Vermeulen, Aniss M. Mezoued & Jean-Philippe De Visscher (dir.), *Towards A Metropolitan City Centre For Brussels*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p.163-192.
- GOFFMAN Erving (1963/2013), *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris, Economica.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*, Cambridge, Harvard University Press.
- GREIMAS Julien A. (1966), *Sémantique structurale. Recherche de méthode*, Paris, Larousse.
- GROSS Matthias & Wolfgang KROHN (2005), « Society as Experiment : Sociological Foundations for a Self-Experimental Society », *History of the Human Sciences*, 18 (2), p. 63-86.
- GUSFIELD Joseph (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'Alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.

- HEMELEERS Nicolas (2012), « Transversalité, qualité et dialogue dans le projet urbain. Une histoire de Bruxelles par ses échelles d'intervention et ses régimes de gouvernance », *Opinions. Pour une architecture critique*, 1, p. 13-21.
- HOOPES James (1991), *Peirce on Signs. Writings on Semiotic*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- JAMES William (1907/2011), *Le Pragmatisme. Un nouveau nom pour d'anciennes manières de penser*, Paris, Flammarion.
- JOAS Hans (2002), « Pragmatisme et sciences sociales. L'héritage de l'École de Chicago », in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Paris, Éditions de l'Aube, p. 18-61.
- JOSEPH Isaac (2002), « Pluralisme et contiguïtés », in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Paris, Éditions de l'Aube, p. 83-105.
- JOSEPH Isaac (2005), « Aspects cosmopolitiques de l'errance urbaine : l'ethnographie des SDF », *Tumultes*, 24 (1), p. 111-143.
- JOSEPH Isaac (2015), « L'enquête au sens pragmatiste et ses conséquences. Vulnérabilité du public, observation coopérative et communauté d'exploration », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4916>).
- KARVONEN Andrew & Bas VAN HEUR (2014), « Urban Laboratories: Experiments in Reworking Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, 38 (2), p. 379-392.
- LEFEBVRE Henri (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- LEMAÎTRE D'AUCHAMP Marie & Marco RANZATO (2020), « Moving out/Fitting in : Penser ensemble le déplacement du Hub Humanitaire », in ARCH (dir.), *Whose Future is Here? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p. 145-155.
- LEMIEUX Cyril (2012), « Problématiser », in Serge Paugam (dir.), *L'Enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, p. 27-51.
- LINDBLOM Charles E. (1959), « The Science of "Muddling Through" », *Public Administration Review*, 19 (2), p. 79-88.
- LOFLAND Lynn H. (1998), *The Public Realm : Exploring the City's Quintessential Social Territory*, New York, De Gruyter.
- MEAD George Herbert (1934/2006), *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- MEEUS Bruno, ARNAUT Karel & Bas VAN HEUR (dir.) (2019), *Arrival Infrastructures : Migration and Urban Social Mobilities*, Londres, Palgrave Macmillan.
- MITCHELL Don (2003), *The Right to the City : Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, The Guilford Press.
- MUCHOW Martha & Hans MUCHOW (2022), « La ville que l'enfant vit », in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).

- PARK Robert E. (1929), « The City as Social Laboratory », in Thomas Vernor Smith & Leonard Dupee White (dir.), *Chicago : An Experiment in Social Science Research*, Chicago, University of Chicago Press, p. 1-19.
- PARK Robert E. (1929/2004), « La ville comme laboratoire social », in Yves Grafmeyer & Isaac Joseph (dir.), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Flammarion, p. 167-184.
- PARK Robert E. (1952/2004), « La ville comme phénomène naturel », in Yves Grafmeyer & Isaac Joseph (dir.), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Flammarion, p. 185-196.
- PEIRCE Charles S. (1878/1992), « How To Make Our Ideas Clear », in Nathan Houser & Christian Kloesel (dir.), *The Essential Peirce. Selected Philosophical Writings – Vol. 1 (1867-1893)*, Bloomington, Indiana University Press, p. 124-141.
- QUÉRÉ Louise & Cédric TERZI (2015), « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4949>).
- RYLE Gilbert (1945), « Knowing How and Knowing What: The Presidential Address », *Proceedings of the Aristotelian Society*, 46, p. 1-16.
- SEARLE John (1969), *Speech Acts*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SHORT Thomas L. (2007), *Peirce's Theory of Signs*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SNOW David A. & Léon ANDERSON (1993), *Down on Their Luck : A Study of Homeless Street People*, Berkeley, University of California Press.
- SODERSTROM Ola (1996), « Sélectionner et projeter », *Espace-Temps*, 62-63, p. 104-113.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2010), « Dé-figurer la communauté? Hantises et impasses de la pensée (politique) de Jean-Luc Nancy », in Laurence Kaufmann & Danny Trom (dir.), *Qu'est-ce qu'un collectif politique?*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 20), p. 137-171. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11538>).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), « Des événements difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 22), p. 191-223. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19592>).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2017), *Qu'est-ce que l'hospitalité? Recevoir l'étranger à la communauté*, Montréal, Éditions Liber.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2018), « The Qualities of Hospitality and the Concept of "Inclusive City" », in Mathieu Berger, Benoit Moritz, Louise Carlier & Marco Ranzato (dir.), *Designing Urban Inclusion : Metrolab Brussels MasterClass I*, Brussels, Metrolab Series, p. 165-175.
- STAVO-DEBAUGE Joan, ROCA I ESCODA Marta & Cornelia HUMMEL (2017), « Enquêter. Rater. Enquêter encore. Rater encore. Rater mieux », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.6084>).

- STAVO-DEBAUGE Joan, DELEIXHE Martin & Louise CARLIER (2018), « Hospitalité. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.6785>).
- STRAUSS Anselm (1960), « Spatial Representation and the Orbits of City Life », *The Sociological Quarterly*, 1 (3), p.167-180.
- VAN HOLLEBEKE Sarah (2021), *Professionnels du discours et spécialistes de l'image dans le projet urbain. Enquête à Bruxelles sur une asymétrie des collaborations entre experts de la ville*, thèse de doctorat en sciences sociales et en urbanisme, dirigée par Mathieu Berger et Jean-Paul Thibaut, Louvain-La-Neuve/Grenoble, UCLouvain et Université Alpes Grenoble.
- VIGANO Paola (2014), *Le Projet comme producteur de connaissance. Les territoires de l'urbanisme*, Lausanne, Metis Press.
- VIGNES Maguelone & Marco RANZATO (2021), « Repenser ensemble les espaces de santé », in Louise Carlier & Mathieu Berger (dir.), *Design social et enquête collective. Les espaces d'accueil et de soin*, Brussels, Metrolab Logbook III, p.15-32.
- WESTBROOK Robert (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.

NOTES

1 Extrait d'une lettre à Jim Cork (Cork, 1949 : 451).

2 Les auteurs remercient Daniel Cefaï pour ses relectures et précieux commentaires, ainsi que tous ceux et celles qui ont participé à l'aventure Metrolab.

3 Mathieu Berger est coordinateur général de Metrolab, et l'un des cinq responsables académiques du laboratoire ; Louise Carlier, l'une des quatre coordinateurs scientifiques. Le laboratoire compte une vingtaine de chercheurs (doctorants et post-doctorants, coordinateurs scientifiques, professeurs) de différentes universités belges (Université Catholique de Louvain et Université Libre de Bruxelles), issus de quatre centres de recherche de disciplines différentes (sociologie, architecture, urbanisme, géographie).

4 Pour une présentation et une analyse détaillée de Metrolab, de certaines de ses enquêtes et des épreuves liées à la recherche-action, voir Berger (2020). Le présent article prolonge ce premier texte.

5 Élaborant la notion de « sollicitation » dans une perspective pragmatiste et deweyenne, Alexandra Bidet, Carole Gayet-Viaud et leurs collègues (2015) ne relèvent pas que le philosophe américain mobilise lui-même le terme dans différents textes : dès son livre de 1888 (p. 112) sur les *Nouveaux essais sur l'entendement*

humain de Leibniz (« Notre nature doit toujours travailler pour se libérer de ses entraves et atteindre son objectif de développement complet. Mais elle n'y parviendra pas s'il n'y a quelque stimulus, quelque sollicitation qui l'incite à surmonter ses limites. Il y a donc dans chaque condition un sentiment de [...] "malaise" ») ; mais aussi dans une lettre de 1894 souvent citée (Westbrook, 1991 ; Joseph, 2002 ; Stavo-Debaugé, 2012), où il raconte à sa femme son arrivée à Chicago (« Chicago, c'est l'enfer qui se défait [...]. Tout ce qui est concevable est là pour vous solliciter ») ; ou encore dans *Reconstruction en philosophie* (1920/2014 : 133) (« Les sensations ne participent d'aucune sorte de connaissance [...]. Il s'agit bien plutôt de provocations, d'incitations, de sollicitations visant un acte d'enquête qui doit se terminer en connaissance »).

6 « Le pragmatisme propose une conception de la démocratie centrée sur des problèmes (Ansell, 2011) qui a son pendant universitaire dans la sociologie des problèmes sociaux, laquelle remonte au début du XX^e siècle à Chicago et se confond pratiquement avec la naissance de la sociologie comme discipline. » (Cefaï, 2016 : 27).

7 Park empruntait sa métaphore de « laboratoire » aux recherches accomplies par les *social settlements* qui, les premiers, avaient pris

l'environnement urbain, ses contraintes écologiques et ses forces collectives, comme objets d'investigation, orientés vers la transformation de la ville comme milieu de vie (Cefaï, 2020 et 2021). Metrolab, à sa mesure, hérite ainsi d'une articulation entre philosophie pragmatiste, sociologie et politique qui remonte à l'ère progressiste américaine (Addams, 1910).

8 Le « Contrat de quartier » est un dispositif de rénovation et de revitalisation urbaine conçu dans la foulée de la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989 et mis en place en 1993. Influencée par la politique de « Développement social des quartiers » française, cette politique régionale d'aide aux communes bruxelloises a visé, aux quatre coins d'un espace prioritaire d'intervention appelé aujourd'hui ZRU (Zone de rénovation urbaine), à une action intégrée combinant rénovation et production de logements, requalification d'espaces publics, création d'infrastructures collectives, et développement social et économique des zones concernées, à travers des subsides aux communes et au milieu associatif. Depuis bientôt trente ans, il représente en RBC l'instrument principal d'intervention publique sur le cadre urbain, le plus efficace en tout cas, ce malgré (ou peut-être en raison de) la modestie de ses interventions (Berger, 2019a; Hemeleers, 2012).

9 MSA, Idea Consult, IGEAT, Marcel Smets Consultants, 2013, « Plan-guide de rénovation urbaine durable », Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Rénovation Urbaine.

10 Récemment, des corrections ont été apportées à l'outil CRU : notamment la possibilité d'interventions autres que physiques, bâties, ainsi qu'un intérêt accru pour des diagnostics territoriaux interdisciplinaires et pour la participation. Cette dernière se limita cependant pour l'essentiel à des modes de rassemblement en ligne, tant pour le potentiel des outils numériques à mobiliser et coordonner des publics concernés par des territoires plus vastes que les anciens contrats de quartier, qu'en raison de l'apparition de la pandémie COVID-19 et des restrictions sanitaires à l'organisation d'une participation en présence.

11 C'est-à-dire la participation citoyenne, d'une part ; la possibilité d'intervenir sur le territoire autrement que par « la brique », à travers le financement d'actions de développement social et économique, d'autre part.

12 Faible alternance politique dans le pilotage des instruments de planification, d'aménagement et de rénovation urbaine ; réticence à faire face à une strate de complexité supplémentaire, sociologique par exemple, dans une ville jugée déjà trop complexe institutionnelle ; réticence à l'évaluation approfondie

des quelques instruments clés, de leur possible stérilité voire de leurs effets pervers en termes de changement social ; conception positiviste et quantitativiste de l'expertise territoriale ; anti-intellectualisme ; etc.

13 Le Brussels Studies Institute est un réseau scientifique multilingue et pluridisciplinaire qui regroupe des chercheurs, de différentes universités et centres de recherche, travaillant sur Bruxelles. Le BSI organise différents événements publics (colloques, journées d'études, etc.), sur des problématiques politiques et sociales.

14 Pour information, ces catégories ont été traduites dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* (Burawoy, 2009 : 126) de la façon suivante : « La sociologie publique s'inscrit au sein d'une division plus globale du travail sociologique, qui comprend également l'expertise sociologique [*policy sociology*], la sociologie académique [*professional sociology*], et la sociologie critique [*critical sociology*]. »

15 « Les notions, les théories, les systèmes, même lorsqu'ils sont très élaborés et très cohérents, n'en doivent pas moins être considérés comme de simples hypothèses. On les accepte non pas comme des fins, mais comme autant de points de départ pour des actions qui se chargeront de les mettre à l'épreuve. Comprendre cela, c'est débarrasser le monde de tous les dogmes rigides, c'est reconnaître que les conceptions, les théories et les systèmes de

pensées sont toujours ouverts au développement par l'usage, c'est mettre en pratique la morale selon laquelle nous devons être attentifs à des raisons de les modifier tout autant qu'à des raisons de les affirmer. Ce sont des instruments comme tous les instruments ; leur valeur ne réside pas en eux-mêmes, mais dans leurs capacités de travail, telles qu'elles se révèlent dans les conséquences de leur utilisation. » (Dewey, 1920/2014 : 183).

16 Cet autre paragraphe de *Reconstruction en philosophie* nous avait en effet particulièrement marqués (Dewey, 1920/2014 : 180) : « Penser n'est pas une divagation hasardeuse et confuse. Penser reçoit son but, sa spécificité et son mandat de la nature singulière du trouble subi. Le but est de clarifier la situation confuse et troublée pour que des façons raisonnables de la traiter puissent être suggérées. »

17 Ces données quantitatives, dans les politiques urbaines bruxelloises, se fondent sur un critère de résidence, qui ne permet que la prise en compte des « habitants » d'un territoire, et ignore du même coup ses autres usagers. En agrégeant des données sur des individus, elles sont peu ajustées pour saisir comment ces derniers participent à des mondes sociaux partageant certaines pratiques et usages de l'espace ; et se montrent inadéquates pour rendre compte de la pluralité des usages sur un territoire (notamment ceux des publics vulnérables, qui occupent

l'espace sans y résider officiellement, et dont l'invisibilité pour les outils de connaissance territoriale ne fait que renforcer la vulnérabilité : sans abri, migrant-e-s, travailleur-se-s du sexe, etc.).

18 Si la ville est un laboratoire social, l'espace d'investigation du sociologue pour les *Chicagoans* est plus spécifiquement délimité par les contours d'une aire naturelle, qui doit son existence en dehors de toute planification (l'aire naturelle se distingue du territoire administratif ou politique), et qui joue une fonction dans l'écologie de la ville – comme dans le cas du *slum* (Gross & Wolfgang, 2005).

19 Metrolab a donc travaillé par cycles sur trois thématiques majeures : l'inclusion (Berger *et al.*, 2018), l'écologie (Declève *et al.*, 2020), et la production urbaines (Carlier, Declève *et al.*, 2021).

20 Il s'agissait d'un groupe de primo-arrivants engagés dans un « parcours de citoyenneté » organisé par un centre culturel ; des jeunes adolescentes d'une école des devoirs ; quelques membres d'une association congolaise ; quelques habitants d'un comité de quartier ; un groupe de jeunes adolescents participant aux activités d'une Maison de Jeunes ; un groupe d'habitants des logements sociaux situés à proximité du projet ; un groupe de parents dont les enfants participent aux activités d'une maison de quartier ; quelques

habitants engagés localement sur des enjeux environnementaux.

21 Nous avons décrit pour un numéro précédent de *Pragmata* (Berger, 2020) quelques-uns des troubles, des interruptions, des retards dans les cours d'action des acteurs, susceptibles de mettre à mal l'inclusion du chercheur dans leur monde et d'entraver la possibilité même, pour lui, d'une contribution pratique significative.

22 En 2015, la file d'attente des réfugiés devant l'Office National des Étrangers, alors installé dans la tour World Trade Center II aux lisières du parc, se transforme progressivement en une occupation du Parc Maximilien.

23 Le *hub* accueillait alors chaque jour entre deux cents et trois cents personnes, qui s'y rendaient pour bénéficier des soins médicaux, d'une aide administrative, d'un suivi psychologique, de vêtements, etc. Entre trente et quarante permanents, bénévoles et professionnels y travaillaient chaque jour.

24 Comme il l'a été précisé précédemment, les projets pris comme cas d'étude par les chercheurs du Metrolab consistaient en des projets financés dans le cadre de la programmation FEDER 2014-2020 en Région bruxelloise.

25 Voir les différentes contributions dans l'ouvrage ARCH (2019). Cette publication est divisée en plusieurs

parties, qui correspondent à différentes démarches. La première partie reprend les analyses cartographiques relatives aux espaces d'hospitalité à l'égard des migrants, à différentes échelles (de l'échelle régionale à celle de l'espace public). La seconde partie présente les résultats des recherches menées à partir d'une démarche ethnographique sur les qualités hospitalières des espaces urbains. La troisième partie présente la contribution du collectif au réaménagement du *hub humanitaire*. Différents récits et témoignages, propres à des personnes directement engagées dans le Quartier Nord, sont également intégrés dans l'ouvrage afin de donner place à leur voix. Enfin, la conclusion revient sur les apprentissages de cette expérience, sous forme de propositions et de recommandations adressées plus spécifiquement aux acteurs engagés dans le développement du Quartier Nord.

26 Lorsque nous avons commencé l'enquête en 2019, le *hub* se situait dans la Gare du Nord, à proximité du parc Maximilien, au premier étage. Un espace clôturé, situé au sous-sol de la gare, était réservé à la population migrante, où elle se trouvait confinée. Une indication à l'attention des navetteurs était inscrite sur les portes d'entrée de cet espace : « Nous espérons par cette action offrir plus de sécurité et de propreté dans le bâtiment. » Des centaines de migrants y dormaient, chaque nuit, sur des cartons, dans des conditions très

précaires. La gare constituait donc un espace clé dans la vie des migrants, qu'ils occupaient en masse, où ils passaient le temps et tentaient de s'abriter. Leur présence dans la gare entraînait cependant directement en tension avec les qualités de bonne accessibilité et circulation attendues d'une telle infrastructure. Les conflits avec les navetteurs, le personnel des transports, les tenanciers et employés des commerces situés dans la gare a amené à l'évacuation des migrants par la police locale et régionale, et au déménagement du *hub* dans un bâtiment uniquement dédié à l'aide humanitaire.

27 Nels Anderson se concentre en effet sur l'écologie des *homeless bohemians*, « figures de la frontière » (1923 : 21) caractérisées par leur mobilité, leurs conditions de vie déplorables, leur dégradation physique et psychologique, leur ségrégation écologique et leur exclusion sociale et politique. Les *hobos* faisant partie de cette « classe d'indésirables » (*ibid.* : 150) qui suscitent l'hostilité et la suspicion, considérés comme des « parasites » par l'opinion publique et n'ayant pas leur place dans la communauté et sa vie sociale – sinon dans leur monde social, *Hobohemia*.

28 La prise en compte de ces qualités par les acteurs en charge de la rénovation et du réaménagement des espaces publics occupés paraissait d'autant plus nécessaire que, pour les migrants, l'espace public constitue une ressource primordiale à la survie

– ce que partagent par ailleurs de nombreux groupes sociaux dont les conditions de vie sont marquées par la précarité et la vulnérabilité (Mitchell, 2003 ; Joseph, 2005 ; Snow & Anderson, 1993)

29 Trois ateliers ont été mis en place. Deux d’entre eux se sont déroulés dans le *hub* alors situé dans la gare, d’une part avec les professionnels des différents services qui y étaient rassemblés, et d’autre part avec ses usagers. Il s’agissait, pour chaque espace (entrée, salle d’attente, salle de consultation psychologique/juridique, toilettes, espace de distribution des vêtements, etc.) d’identifier ce qui aurait dû être amélioré pour augmenter les qualités d’hospitalités spatiales. Sur la base de ces données, des principes d’aménagement ont été dégagés pour chaque espace. Un atelier a ensuite été mis en place lors du déménagement du *hub* dans le nouveau bâtiment qu’il allait occuper, avec les professionnels, pour fixer la distribution des espaces, leur aménagement compte tenu du matériel disponible, et l’organisation des flux (pour plus de détails, voir Lemaître d’Auchamp & Ranzato, 2020).

30 En effet, le gouvernement fédéral est compétent en matière de droit d’asile ; tandis que la région est compétente en matière d’accueil et d’intégration autant que d’aménagement du territoire. La conclusion dans la publication de ARCH revient sur ce point comme ceci : « La Région n’est pas

compétente sur la question des migrations, mais peut être davantage responsabilisée sur l’interaction entre ces phénomènes et les matières d’aménagement du territoire et de planification urbaine qui sont bien les siennes. [...] [L]a politique de la ville bruxelloise doit aujourd’hui à nouveau adapter ses formes et ses moyens pour répondre à une “nouvelle question urbaine” : celle de la responsabilité et de la décence devant l’aspect tragique du réel, celle de l’hospitalité donnée par la ville à celui ou celle qui s’y réfugie et doit y survivre. » (Berger, 2019b : 216).

31 La revue *Pragmata* joue un rôle important de ce point de vue en ouvrant un espace de communication entre philosophie et sciences sociales, dans une perspective pragmatiste.

LA « LIBERTÉ DE CONSCIENCE » EN CROISADE CONTRE L'HOMOSEXUALITÉ

LES EMBARRAS D'UN
RÉFÉRENDUM POPULAIRE
EN SUISSE

PHILIPPE GONZALEZ ET
MARTA ROCA I ESCODA

En 2020, le peuple suisse est invité à se prononcer sur la décision du Parlement d'étendre la loi antiraciste aux actes homophobes. Ce référendum est le fait de l'Union démocratique fédérale, une micro-formation politique d'inspiration évangélique, qui a fait campagne contre le changement législatif en invoquant la « liberté de conscience » et le péril de « censure ». Ce cas offre un éclairage particulier sur le concept de *croisade morale*, emprunté à la sociologie des problèmes publics, et ici mis en regard d'une conception deweyenne du *public*. La *croisade* est appréhendée au prisme de l'*embarras* qu'est susceptible de rencontrer une parole religieuse qui prétend compter dans les débats politiques contemporains. L'enquête met à l'épreuve l'impératif de *traduction* proposé par les théories post-séculières, une notion qui vise à élucider les conditions auxquelles les voix des acteurs religieux doivent se conformer afin de peser sur les délibérations démocratiques dans des contextes sécularisés. L'analyse fait apparaître que cette *traduction* constitue un critère insuffisant pour désamorcer le rapport absolutiste que la *croisade* noue vis-à-vis des valeurs qu'elle promeut. Ces valeurs procèdent en réalité d'une double détermination : souvent rapportées à un fondement surnaturel, elles sont fixées à l'avance, et visent à protéger le statut symbolique, à visée hégémonique, qu'un groupe particulier – ici des chrétiens conservateurs – occupe au sein de la société.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; CROISADE MORALE ; DROITE RELIGIEUSE ; HOMOPHOBIE ; SOCIOLOGIE DES PROBLÈMES PUBLICS.

* Philippe Gonzalez est maître d'enseignement et de recherche en sociologie à l'Université de Lausanne et membre du laboratoire Théorie sociale, enquête critique, médiations, action publique (THEMA) [philippe.gonzalez@unil.ch]. Marta Roca i Escoda est maître d'enseignement et de recherche en sociologie à l'Université de Lausanne et membre de l'unité de recherche en études genre (CEG) [marta.rocaescoda@unil.ch].

Le 7 avril 2019¹, contre toute attente, la Radio Télévision Suisse annonce que l'Union démocratique fédérale s'apprête à déposer les 50 000 signatures nécessaires à la tenue d'un référendum intitulé « Contre la loi de censure² ». Le chapô de l'article explicite cet intitulé : le référendum s'oppose en réalité à « la révision de la norme antiraciste qui sanctionne l'homophobie ». Quelques mois auparavant, début janvier, au moment où la formation communique officiellement son intention de lancer son référendum, la presse généraliste relaie l'information et ne manque pas de signaler que l'UDF « se veut le défenseur des valeurs chrétiennes » ou qu'il « se fonde “sur la Bible et la parole de Dieu” pour ses actions et prises de position ». La première description est le fait du *Temps*, le quotidien généraliste francophone de dimension nationale, qui titre pour l'occasion « Le référendum polémique³ » ; la seconde est conjointement publiée par *24 Heures* et *La Tribune de Genève*, des quotidiens populaires cantonaux (centrés respectivement sur Vaud et Genève), qui accordent une pleine page à Mathias Reynard, le député socialiste artisan du projet de loi visant à lutter contre l'homophobie, ainsi qu'aux organisations de défense LGBT+, sous le titre « Ils veulent garder le droit d'insulter les homosexuels »⁴ – ce « ils » renvoyant à la formation chrétienne (plus précisément, évangélique).

Lorsque tombe la nouvelle, en avril 2019, que le référendum risque de se tenir, elle fait l'effet d'une bombe. La surprise provient du fait que l'UDF constitue une micro-formation qui peine souvent à décrocher un siège au Parlement fédéral. Mais l'étonnement se rapporte aussi au positionnement très conservateur de cette formation, qui se veut le « parti des valeurs éthiques⁵ », et dont les options morales sont tellement en décalage avec la société helvétique que les médias généralistes se voient contraints d'en rendre compte en les rapportant à leur motif religieux. Cette situation d'*outsider* politique n'empêche pas l'UDF de se saisir des instruments de la démocratie directe pour tenter d'imposer ses thèmes de prédilection dans le débat public et l'agenda politique. Elle y était parvenue avec succès en 2009, lors de l'initiative contre les minarets, dont elle fut l'une des principales

initiatrices (Gonzalez, 2015 ; Terzi, 2016). À l'époque, l'UDF partait en campagne contre « l'islamisation rampante », au nom d'une Suisse conçue comme une « nation chrétienne ». Dix ans après, le parti prétend combattre « des concepts à peine compréhensibles tels que l'« orientation sexuelle » » en invoquant la « liberté de conscience », ainsi que la « société libérale et tolérante⁶ ».

Prenant appui sur un corpus historique et médiatique appréhendé au travers d'une démarche socio-énonciative de la constitution des problèmes publics (Widmer, 2010 ; Cefaï, 2013a, 2013b ; Gonzalez, 2016a), notre contribution revient sur cette campagne dont les affiches affirmaient que « la protection des minorités n'a pas besoin de censure ». Elle porte sur la sécularisation des arguments dans un contexte où l'invocation d'une norme religieuse ne suffit plus à établir une évidence morale pour les citoyens. Ce que nous appelons un contexte d'embarras énonciatif pour la parole religieuse⁷. L'enquête nous permet notamment de critiquer la conception, véhiculée par les théories post-séculières, selon laquelle il suffirait, pour participer au débat démocratique et législatif, que les acteurs *traduisent* leurs convictions religieuses en énoncés séculiers. Pour mener à bien cette critique, nous définissons cette mobilisation comme une *croisade morale*, un concept que nous empruntons à la sociologie des problèmes publics, tout en procédant à quelques réaménagements, notamment en le comparant à la notion de *public* proposée par John Dewey : il s'agit dans les deux cas de mobilisations opérées par des tiers, mais – et ce sera notre proposition – leur rapport à la composition des valeurs diffère singulièrement.

Dans une première partie, conceptuelle, nous discutons les notions de *croisade morale* et d'*embarras* de la parole religieuse. Puis, après avoir évoqué la composition de notre corpus médiatique et le type d'analyse empirique que nous déployons, nous abordons la constitution du problème public de l'« homophobie », auquel prétendent répondre des initiatives parlementaires déposées en 2013 contre les discriminations relatives à l'orientation sexuelle, et qui donneront

lieu au projet de loi approuvé par le Parlement en 2018⁸. C'est justement à l'encontre de cette loi que l'UDF lance son référendum. Ce qui nous permet de présenter ses arguments, le parti et ses alliés, parmi lesquels les organismes représentatifs de l'évangélisme suisse. En conclusion, nous critiquons l'idée selon laquelle il suffirait, pour garantir le cadre séculier d'une société libérale et démocratique, que les acteurs religieux (ou porteurs d'une vision idéologique forte) qui proposent un changement législatif se contentent de *traduire* leurs arguments dans les termes de la raison publique. Nous avançons que la seule transformation sémantique constitue un critère insuffisant pour désamorcer le rapport absolutiste – et donc anti-pluraliste – à des valeurs que promeut la *croisade morale*, celle-ci se caractérisant notamment par le fait de défendre le statut symbolique qu'un groupe particulier – ici des chrétiens conservateurs – occupe au sein de la société.

QUELLE CROISADE MORALE ?

Le concept de *croisade morale*, originaire du monde anglophone, est aujourd'hui largement mobilisé par des chercheurs et chercheuses francophones issus de différents champs disciplinaires des sciences humaines et sociales. Avant de revenir sur ses origines, passons en revue certaines de ses mobilisations récentes. La notion est parfois utilisée selon une acception ordinaire, sans faire l'objet d'une définition ou être rapportée à un courant théorique : c'est l'usage neutre qu'en propose le politiste Jean-Louis Briquet (2009), pour évoquer l'effet des scandales dans la lutte anticorruption de l'Italie des années 1990, ou négativement connoté du criminologue Frédéric Ocqueteau (2019), qui ressaisit les politiques publiques promouvant la « guerre contre le terrorisme » comme un cas de croisade morale qu'il importe de soumettre au « regard critique des sciences sociales ». D'autres recours proposent une définition plus ou moins élaborée renvoyant tantôt à Joseph Gusfield (1963), tantôt à Howard Becker (1963/1985), ou encore aux deux, ces auteurs pouvant être ressaisis au travers de la lecture qu'en proposent Lilian Mathieu (2005 ; 2009 ; 2015) ou Daniel

Cefaï (2009), les travaux de ces derniers ayant participé à introduire la notion dans l'aire francophone. Inscrite dans le champ disciplinaire des sciences de l'éducation, Florence Vallade (2015) décrit par exemple la « construction du problème public » de l'autisme en France, et cela en convoquant les notions gusfieldienne de *croisade symbolique* et beckerienne d'*entrepreneur de morale*, avec une attention particulière, informée par les travaux de John Dewey, à l'*expérience des problèmes publics* (Cefaï & Terzi, 2012). Si cette approche tente de restituer comment un enjeu trouve une figuration publique, et cela dans une arène conflictuelle où des acteurs luttent pour la « propriété du problème », c'est-à-dire la capacité à en fixer la définition, tout comme les tenants et les aboutissements, elle ne thématise pas une dimension centrale de *croisade morale* : le fait que cette lutte symbolique renvoie à des enjeux statutaires, et notamment au statut que les membres d'un *groupe*, par opposition à ceux d'une *classe sociale*, occupent au sein de la société – nous y reviendrons. *Croisade* serait alors un synonyme de « mobilisation », et *entrepreneur* d'« activiste ». Le sociologue Frédéric Nicolas (2016), qui enquête sur une « croisade morale inachevée » dans le monde agricole, se montre quant à lui plus vigilant eu égard à la façon dont la promotion d'une figure morale, celle du « petit paysan » contre l'agriculteur professionnel, est portée par des agents, des médecins et des prêtres qui exercent une domination traditionnelle sur les mondes ruraux et tentent de la conserver au travers de leurs interventions dans l'arène publique. Plus proche de la thématique qui nous occupe, Céline Béraud (2013) consacre une enquête aux mobilisations catholiques à l'encontre de « la problématique du genre ». Attentive à la présence de cette thématique dans les manuels scolaires, elle restitue à la fois l'absolutisme qui caractérise la *croisade morale*, opposée à toute forme de pluralisme ou de relativisme, et pointe un courant particulier au sein du monde catholique, cette frange que les spécialistes qualifient de « catholicisme d'identité ». Il n'est pas anodin que cette intransigeance soit le fait d'un groupe religieux, la religion ayant fort à voir avec l'origine même du concept de *croisade morale* – ce dont ne semblent pas avoir conscience les travaux cités jusqu'à présent.

Ce rapide passage en revue de certains usages académiques contemporains de la notion qui nous occupe appelle quelques clarifications ; il impose en particulier de revenir sur sa généalogie tant scientifique qu'ordinaire. Pour ce faire, il nous faut remonter en amont de J. Gusfield et de H. Becker, afin de montrer comment ils héritent d'un auteur qui les précède de près d'une décennie. Remarquons d'emblée que la notion de *croisade morale* se trouve à la croisée d'approches entretenant d'importantes affinités et se donnant pour objet les mobilisations socio-politiques qui agitent les États-Unis au cours du XIX^e siècle et du XX^e siècle (Cefaï, 2007). De fait, c'est l'historien Richard Hofstadter (1952-1965/2012) qui forge le concept de *politiques statutaires* (*status politics*) pour décrire le comportement des classes blanches, bourgeoises et protestantes, « WASP », alors qu'elles appréhendent leur déclin dans la société⁹. Ce groupe socio-ethnique, qui au départ portait des causes progressistes, répond à son déclassement en adoptant un « style paranoïaque ». Ce style conduit ses membres à entretenir un rapport intransigeant et antilibéral à l'activité politique, refusant tout compromis au nom de la pureté des valeurs dans lesquelles ils se reconnaissent et dont ils souhaitent garantir l'hégémonie. Ces valeurs seraient en déclin alors qu'elles devraient dicter l'ordre moral auquel serait censée se conformer la société. D'où l'idée d'une lutte *symbolique*, se déroulant dans des arènes publiques, qu'une analyse économique en termes de « luttes des classes » ne serait pas en mesure de pleinement ressaisir.

Joseph Gusfield enquête sur les ligues de tempérance protestantes des XIX^e et XX^e siècles à l'aune d'une sociologie des problèmes publics. Dans un premier temps, il les décrit comme des « réformes morales » (Gusfield, 1955). Il note toutefois que les réformateurs qui portent ces causes décrivent leur engagement en recourant au vocabulaire de la « croisade », car ils tentent de moraliser la société en accord avec leurs valeurs religieuses – qu'ils imposent à des groupes migrants. Leur mobilisation est « désintéressée » au sens où ils ne sont pas directement affectés par l'activité qu'ils prétendent réguler, mais entendent néanmoins réformer l'activité de tiers. J. Gusfield, lecteur

de R. Hofstadter, reprend bientôt les analyses de ce dernier, relatives à la lutte symbolique qui se joue autour des politiques statutaires¹⁰. Combinant ce double apport, à mi-chemin entre notion ordinaire et concept théorique, il élabore l'idée de *croisade symbolique* (Gusfield, 1963). Le sociologue distingue ainsi deux types de réforme : *assimilatrice* lorsque, forte du soutien des élites, elle dicte ses valeurs à des groupes subordonnés ; *coercitive* lorsque ce soutien fait défaut, mais que les réformateurs s'efforcent d'imposer leur vision exclusive de la morale à l'ensemble de la société par la polarisation et le conflit.

Howard Becker (1963/1985) s'intéresse à la déviance. Développant une sociologie dans la veine interactionniste, il reprend les travaux de Gusfield pour décrire l'intransigeance et le prosélytisme du « croisé de la morale » (*moral crusader*)¹¹. Dans la réception subséquente d'*Outsiders*, la figure du « croisé » tend à être éclipsée par celle de l'« entrepreneur de morale ». Un tel déplacement, de la religion vers l'économie, n'est pas anodin, d'autant plus qu'il n'est jamais explicité, même s'il semble constituer la stratégie qu'emprunte H. Becker pour transformer une notion ordinaire, « le croisé », en un concept théorique, « l'entrepreneur ». Ce geste tend toutefois à obscurcir l'origine mondaine du concept, évacuant la dimension religieuse, et affaiblissant au passage, si ce n'est le rapport doctrinaire aux normes défendues, du moins la spécificité de certaines normes, et en particulier leur mode de composition. Il convient de noter que J. Gusfield (1967) reprend la théorie beckerienne de l'étiquetage, qui fait de la déviance, non une propriété de l'acte ou de la personne, mais un effet de la qualification par des tiers. C'est précisément depuis cette position tierce qu'est lancée la *croisade morale*.

Cette notion se trouve donc à la confluence d'une histoire sociale conçue en termes de politiques statutaires (Hofstadter), d'une sociologie des problèmes publics (Gusfield) et de la déviance (Becker). Certaines critiques seront adressées à la théorie, notamment le fait que ce type de mobilisation ne vise pas tant à défendre le prestige d'un groupe social en déclin, mais plutôt à protéger un mode de vie.

La *croisade morale* se donnerait alors pour objectif de définir, par le recours à la loi, la culture tenue pour « correcte ». Elle impliquerait la (re)prise des lieux de socialisation et de production culturelle : la famille, l'enseignement, les médias, l'Église (Leahy, Snow & Worden, 1983 ; Heinz, 1985). Ces mises au point n'ôtent rien à la force du paradigme inauguré dès les années 1950 par l'étude de mouvements ayant basculé du progressisme vers la réaction.

DES VALEURS ET DES TIERS À COMPOSER ?

Il convient désormais de s'intéresser au rapport aux normes que campent les croisades morales et au type de mobilisation qu'elles figurent. H. Becker attribue une « coloration humanitaire marquée » à ces mouvements qui visent à défendre une certaine définition du bien pour l'imposer au reste de la société ; il assied son constat en citant un extrait d'un article que J. Gusfield publie en 1955 : « "On reconnaît dans ce type de réformisme moral le mode d'approche d'une classe dominante vis-à-vis de ceux qui occupent une position moins favorisée dans la structure économique et sociale". » (Becker, 1963/1985 : 173). Entre 1955 et 1963, J. Gusfield aura intégré le concept proposé par R. Hofstadter de *status politics*, ce qui lui permettra d'affiner son analyse en termes de *groupes sociaux* (en le distinguant des *classes*), et de distinguer entre réforme *assimilatrice*, menée depuis une position dominante, et son pendant *coercitif*, conduit depuis les marges. Les croisades morales constituent ainsi des mobilisations visant, à l'encontre du pluralisme moral de nos sociétés, à reconstruire l'ordre social selon des principes éthiques absolutistes qui consacrent le statut culturel privilégié d'un groupe au sein de la société. Et c'est à juste titre que D. Cefaï souligne combien il serait hasardeux de réserver le terme de *croisade morale* aux seuls mouvements conservateurs : cette forme traduit non pas un positionnement déterminé au sein de l'éventail politique, mais une orientation jusqu'au-boutiste vis-à-vis des normes promues.

Certains mouvements sociaux ont adopté le style de communication des « croisades » et transforment chaque conflit en guerre sainte du bien contre le mal. Les héros mènent le combat contre les agents maléfiques et le font au nom d'une cause juste – pour les pauvres, les fous, les femmes, contre les trusts, les esclavagistes, les communistes. Ils sont sans contestation possible à leurs yeux des *do-gooders* et des *stop-baders*. [...] L'histoire des États-Unis est peuplée de mouvements sociaux qui poussent le moralisme aux extrêmes, qui en font le noyau d'un projet politique, qui se sentent investis d'une mission qui les dépasse et qu'il leur faut mener à bien, qui prétendent incarner le bien, le droit ou le juste et stigmatisent un mal dont la définition ne se prête pas à discussion. Ils doivent réveiller le monde, endormi ou aliéné, et lui révéler une vérité cachée, n'ont aucune flexibilité par rapport à leur entreprise, au détriment même du pragmatisme, du pluralisme et du sens du compromis politique. La « croisade » est une forme dans laquelle se coulent certains mouvements sociaux. Elle requiert un fort degré d'engagement militant, qui peut aller jusqu'à la conversion de soi, une conviction absolutiste et prosélyte plutôt qu'un sens de la tolérance et de la discussion, un jusqu'au-boutisme qui verse à l'occasion dans l'usage de la violence et le déni des règles de droit, un *pathos* de la souffrance et du sacrifice où se mélangent victimisme et héroïsme. (Cefaï, 2007 : 176)

Notre approche s'inscrit dans le fil des analyses relatives à la façon dont ces croisades morales mettent à mal le pluralisme de nos sociétés¹². Nous souhaitons toutefois prolonger le geste, afin de nous interroger sur les *modalités de composition* des valeurs. L'absolutisme de ces croisés ne tient pas uniquement au fait qu'ils refuseraient de composer avec les valeurs d'autrui : il s'affirme aussi dans le refus de l'idée même que ces valeurs seraient à *composer* au travers d'une exploration commune (Dewey, 1918-1944/2011). Cette intransigeance est liée à l'origine historique de cette forme de mobilisation, celle-ci ayant un arrière-plan religieux très particulier que J. Gusfield documente

en détail (et que H. Becker présuppose) : « *crusade* » est une catégorie émique issue des courants évangéliques anglophones¹³. Cette notion désigne d'abord une « campagne d'évangélisation » (similaires à celles pratiquées par l'évangéliste Billy Graham) visant à galvaniser les fidèles, raviver la foi des distancés, convertir les incroyants et à rechristianiser la nation. Par extension, ce terme décrit la mobilisation de ces mêmes acteurs, notamment sous la bannière de la Droite chrétienne, afin d'imposer leurs valeurs au reste de la société¹⁴.

Symbolic Crusade décrit ainsi l'avènement du fondamentalisme, dans les années 1910-1920, comme un tournant décisif pour la cause de la tempérance : « L'abstinant [*the Dry*], le protestant, le fondamentaliste, le néo-populiste, le nativiste étaient de plus en plus [confondus dans] la même personne. [...] les prohibitionnistes dirigèrent de plus en plus leur cause à l'encontre de l'urbanisation, de l'immigration et du catholicisme. » (Gusfield, 1963 : 125 ; notre traduction). La cristallisation s'opère autour d'une figure, le tribun populiste et démocrate William Jennings Bryan, défenseur de la cause fondamentaliste, et d'un moment, le procès Scopes (dit « Procès du singe »), qui se tient à Dayton en 1925. Ce procès s'inscrit dans le prolongement des offensives législatives – couronnées de succès dans les États du Sud – visant à interdire l'enseignement de la théorie de l'évolution dans les écoles publiques, afin de préserver la moralité de la jeunesse. La stratégie légale était calquée sur celle mise en œuvre lors de la campagne prohibitionniste (Lienesch, 2009 ; Stavo-Debaugé, 2019a). Cette forme de mobilisation, en faveur de la cause antiévolutionniste, deviendra la matrice des croisades morales lancées depuis lors par la Droite chrétienne aux USA (Gonzalez & Stavo-Debaugé, 2015).

Ce détour historique permet de mettre en regard la *croisade morale* et le *public*, tel que le définit J. Dewey (1927/2003). Ces deux formes de mobilisation ont ceci en commun qu'elles entendent réguler l'activité de tiers. Toutefois, elles se distinguent dans le rapport qu'elles nouent aux valeurs et par la façon dont elles appréhendent la mise en commun. Les valeurs défendues par les *croisés* sont généralement

soustraites à l'exploration méthodique collective, au débat et à la délibération ; elles sont fixes, leur origine surnaturelle (dans le cas d'un ancrage religieux), ayant pour effet de les *arrêter* en amont : « Les religions ont été saturées par le surnaturel – et le surnaturel signifie précisément ce qui se trouve au-delà de l'expérience. Les codes moraux ont été alliés à ce surnaturalisme religieux et y ont cherché leur fondement et leur sanction. » (Dewey, 1930/2018 : 351)¹⁵. La *croisade* se présente dès lors comme l'antithèse de la méthode de l'*enquête* (Dewey, 1938/1993), tant scientifique que sociale ou morale, par laquelle un *public* de citoyens se forme pour élucider de manière empirique, réflexive et non dogmatique les modalités de la vie en société (Cefaï & Terzi, 2012). Cette fixation en amont des valeurs – qui constitue une modalité absolutiste de la croyance (Peirce, 1878/2014) – se répercute sur la composition du commun. Les analyses en termes de *status politics* pointent vers le fait que ce ne sont pas seulement les valeurs qui sont données à l'avance, mais aussi l'extension du groupe, celui-ci étant d'emblée clos sur lui-même¹⁶. De ce fait, les revendications de ce dernier ne sont pas publiques, mais *hégémoniques*¹⁷.

Malgré tout, les doléances portées par la *croisade morale* doivent s'énoncer au sein d'une arène publique, car elles constituent une revendication symbolique destinée à s'étendre à des tiers. Comment s'y prennent des groupes repoussés aux marges de la société qui, de ce fait, optent pour une posture *coercitive* ? La question nous conduit au contexte d'énonciation de la mobilisation : ses tenants se trouvent souvent pris en tension entre le caractère localisé de leur base, un groupe restreint de convaincus, et la prétention à l'universalité des normes dont ils se font les prosélytes. Ils doivent s'adresser au cercle des convaincus autant qu'à l'opinion publique. Ce qui induit des stratégies de présentation de soi visant à éviter de trop localiser la cause, afin de permettre une montée en généralité justifiant le caractère universel des normes défendues. Cette observation nous permet d'aborder les *embarras* contemporains de la parole religieuse.

EMBARRAS ET TRADUCTION

Les débats relatifs au « post-séculier » évoquent de façon oblique les *embarras* que rencontre la parole religieuse lorsqu'elle s'énonce dans l'espace public de pays européens largement sécularisés. Ces discussions s'interrogent à propos des contraintes qui devraient peser sur la contribution publique des religions aux enjeux de société, tant en regard de l'élucidation raisonnée des orientations normatives que des délibérations politiques, voire de leur participation au processus législatif⁸. Dans son chapitre « Religion et sphère publique », Jürgen Habermas pointe certaines raisons de cet embarras.

Il ne peut y avoir conflit entre des convictions religieuses personnelles et politiques ou des propositions de loi étayées par des « justifications séculières » que parce que le citoyen concerné a aussi, en marge de la foi religieuse qu'il professe, accepté pour de bonnes raisons la constitution de l'État séculier. Il ne peut plus prétendre vivre au sein d'une population religieusement homogène dans un ordre politique soumis à la légitimité religieuse. Ses certitudes religieuses, ses certitudes de foi, sont par conséquent tissées avec des convictions faillibles de nature séculière et elles ont donc en tant que telles depuis longtemps perdu – sur le mode des « moteurs non mus, mais non immuables » – leur prétendue immunité face à ce qu'impose la réflexion. De fait, les certitudes de foi, dans l'architecture différenciée des sociétés modernes, sont exposées à la pression croissante de la réflexion. (Habermas, 2005/2008a : 187-188)

La parole religieuse affronte nombre d'obstacles au moment où elle tente de résonner dans la sphère publique : prétendant parler au nom d'une transcendance qui régirait l'humanité dans son ensemble, elle n'est plus en mesure d'engager l'entier de la communauté politique, qui est caractérisée par une pluralité des opinions et des modes de vie. Il lui faut accepter la transformation – qui peut être vécue comme une « dégradation » – de la « conviction » en une « préférence »,

et donc en une « opinion » susceptible d'être soumise à débat (Stavo-Debauge, 2012). Ce qui s'accompagne d'un « embarras médiatique à l'égard de la question religieuse » (Douyère & Antoine, 2018, §59), qui grève tant le pôle de l'*énonciation*, par des acteurs religieux, que celui de la *réception*, par un public profane (Gonzalez, Stavo-Debauge & Roca i Escoda, 2020 ; Stavo-Debauge, 2020).

Soucieux de redynamiser le débat démocratique en incluant des citoyennes et des citoyens plus divers, J. Habermas s'efforce de penser comment ceux-ci pourraient légitimement mobiliser des arguments religieux dans leur participation à la délibération collective. Le philosophe commence par poser que, « (d)ans un État constitutionnel, toutes les normes légalement applicables doivent pouvoir être formulées et publiquement justifiées dans une langue intelligible pour tous » (2008b : 14). Cette clause n'exclut pas la recevabilité de prises de position religieuses, pour autant que ces dernières fassent l'objet d'une *traduction sémantique* :

La « séparation de l'Église et de l'État » requiert entre ces deux sphères la présence d'un filtre, qui ne laisse que des contributions « traduites », c'est-à-dire séculières, sortir de la confusion babylonienne des voix dans l'espace public et accéder aux ordres du jour des institutions étatiques. (*Ibid.*)

Cette exigence de traduction demeure toutefois circonscrite à certaines institutions démocratiques que sont le Parlement, les tribunaux, les ministères et les administrations. Au-dehors, J. Habermas soutient que des voix religieuses peuvent participer au débat public et argumenter à partir de leur fonds traditionnel, sans que l'impératif de traduction s'exerce automatiquement. Cette hospitalité au discours religieux vise à garantir que la société ne se prive pas « de ressources précieuses pour la constitution d'un sens et d'une identité », des ressources certes communautaires, mais en attente d'être traduites dans le cadre universel de la raison publique, car « (l)es traditions religieuses ont la faculté de formuler d'une manière convaincante

des intuitions morales concernant, en particulier, certains domaines sensibles de la vie sociale » (*ibid.* : 15). Cette hospitalité s'accompagne d'un coût pour les citoyens non-croyants : ces derniers doivent être en mesure de « pr[endre] au sérieux » les arguments de leurs concitoyens religieux, et les traiter « d'égal à égal » (*ibid.*).

RÉFÉRENDUM *LOST IN TRANSLATION*

Une interview, intervenue durant l'édition vespérale du journal télévisé de la chaîne locale genevoise, donne à voir l'embarras d'une représentante de l'UDF au moment de justifier le lancement du référendum en janvier 2019. Cette gêne s'accompagne d'une tentative malheureuse de traduire ses arguments selon une formulation recevable dans l'arène publique. L'infélicité tient notamment à la réception que le journaliste fait du propos de son interviewée¹⁹. Nous reproduisons quelques extraits significatifs d'une séquence qui dure un peu plus de trois minutes. La politicienne, candidate au Parlement fédéral en 2019, Sylvie Guignard-Ruffieux [SGR], y est malmenée par un présentateur [P] pugnace qui n'hésite pas à pousser son interlocutrice dans ses retranchements, notamment en lui coupant la parole ou en signalant le caractère inapproprié de ses propos²⁰.

P : Vous êtes vice-présidente de l'UDF, section Genève. Pourquoi partir au combat contre ce qui semble être une évolution ?

SGR : Nous, on combat surtout par liberté de conscience. C'est vraiment – ça nous pose un problème déjà avec l'autre loi sur le racisme. Il y a des termes qui sont un peu flous. Par exemple, « l'honneur ». Qu'est-ce que c'est ? Où commence l'honneur et finit l'honneur ? La « honte ». C'est la même chose. Où commence – c'est le texte de loi que je vous lis !

[...]

P : Mais des attaques homophobes, par exemple, est-ce que ça c'est réellement s'exprimer ? Est-ce que c'est vraiment donner un avis ?

SGR : Ça dépend de ce qui est dit, hein. Je ne sais pas. Mais nous, ce qu'on veut faire, c'est qu'on veut avoir la liberté de pouvoir exprimer certaines choses quand – qu'on veut essayer de nous écraser –

P : – Quoi, par exemple ? Qu'est-ce que vous voudriez continuer à dire ?

SGR : Alors l'exemple qui est pour moi le plus frappant, je vais peut-être choquer, mais certaines personnes sont sorties de l'homosexualité. Et ça, on n'ose pas le dire parce que tout de suite, on nous traite d'homophobe.

P : Mais quel est le rapport ?

[...]

P : Mais est-ce qu'au fond, vous n'auriez pas, vous UDF, un problème avec la communauté LGBTIQ ?

SGR : Bah moi, j'ai des amis qui sont comme ça. Et qui étaient comme ça, homosexuels. Alors pour nous, c'est ce qu'on n'ose jamais dire –

P : – « Comme ça » ! « Ça » !

SGR : Qui étaient – qui avaient des pratiques sexuelles comme ça. Qui le disent ouvertement. Mais certains ne disent pas. Voilà. Et qui ont changé, qui sont maintenant mariés avec des enfants, et tout ça. Ça, on n'ose pas le dire –

P : – Vous parlez de « ça » comme si c'était une maladie.

[...]

L'interview fait grand bruit. Elle est amplement relayée sur les réseaux sociaux et par la presse généraliste, qui adopte une posture analogue à celle du journaliste sur le plateau. *20 Minutes*, le quotidien gratuit à large diffusion, revient sur la prestation de S. Guignard-Ruffieux et titre « Homosexualité : l'interview qui met le feu au web ». En chapô, l'article signale que « [s]ur le plateau de Léman Bleu, une politicienne genevoise a tenu des propos qui enragent internautes et associations²¹ ». Dès la seconde phrase, l'article rappelle le caractère religieux de la formation politique ; à nouveau, cet élément constitue une information pertinente pour élucider – auprès d'un public

profane – les motivations de cet acteur (et de sa représentante): «L'Union démocratique fédérale, petit parti défendant des valeurs chrétiennes, a décidé de lancer un référendum contre la pénalisation de l'homophobie, récemment adoptée par le Parlement.» La description de l'interaction entre la vice-présidente de la section genevoise et son interlocuteur «médusé» explicite le caractère surréaliste de la proposition politique et de l'étiologie qu'elle avance pour expliquer l'homosexualité.

«Là, vraiment, pour nous, on ne peut plus s'exprimer», explique l'invitée face au journaliste médusé. Elle cite en exemple l'impossibilité de parler des personnes qui sont «sorties de l'homosexualité». En effet, cette orientation est selon elle liée à des circonstances, à une éducation, un environnement voire à un type de physique.

Dans la foulée, le quotidien électronique à large audience, *LeMatin.ch*, publie un éditorial: «L'homophobie peut-elle être populaire en Suisse?²²». Et c'est en cette circonstance que les quotidiens cantonaux la *Tribune de Genève* et le vaudois *24 Heures*, qui partagent une part de leur rédaction, proposent une pleine page intitulée «“Ils veulent garder le droit d'insulter des homosexuels”». Nous l'avons vu lors de l'introduction, ces articles recourent également au motif religieux – une certaine compréhension de la Bible – pour expliquer les motivations qui animent cette formation politique.

Cette interview et sa réception nous donnent l'occasion d'explicitier notre démarche méthodologique et de la connecter à une sociologie des problèmes publics attentive aux enjeux symboliques, tels que Gusfield tente de les ressaisir, notamment dans *Symbolic Crusade* (1963) et, par la suite, en adoptant l'approche dramaturgique et rhétorique qui caractérisera son travail dans *La Culture des problèmes publics* (1981/2009). Une réflexion en termes de *status politics* s'interroge sur la façon dont la notoriété des groupes, leurs attributs et leurs prérogatives, sont faits et défaits à l'échelle d'une collectivité. De

même, pour être en mesure d'appréhender les enjeux qui la traversent, une société doit se doter de lieux de visibilité qui lui permettent de procéder à une triple opération de mise en forme, en scène et en sens de ces enjeux (Cefai, 2013a, 2013b). Les médias constituent l'une des scènes centrales précisément où se publicisent et s'affrontent les tentatives de définir des situations problématiques, se font et se défont tant les réputations, les responsabilités ou les marges d'action des protagonistes, que les collectifs. Il n'est dès lors pas étonnant que les enquêtes contemporaines citées dans notre revue de la littérature se donnent, pour la plupart d'entre elles, un corpus médiatique afin d'observer l'action, dans la sphère publique, des *croisades morales* qu'elles tentent d'appréhender. C'est la raison pour laquelle nous mettons en œuvre une approche *socio-énonciative* capable de saisir comment l'enjeu référendaire a été cadré, au travers de quelles catégories, ainsi que la façon dont cette ressaisie a contribué à qualifier ou dégrader certains acteurs sociaux, à redéfinir les frontières du droit et de la morale à l'échelle de la nation (Verón, 1973, 1995; Acklin *et al.*, 2007; Widmer, 2010; Bovet & Terzi, 2012; Thomas, 2021).

La couverture médiatique de la campagne lancée par l'UDF donne à voir l'embarras dans lequel se trouvent les partisans et partisanses, tout en faisant apparaître comment la presse généraliste, effarée par les arguments avancés, revient sur la dimension religieuse de ces *croisés de la morale*. Pour notre enquête, nous avons notamment collecté un corpus de 63 articles parus dans les principaux quotidiens romands²³, entre le 7 janvier 2019, moment où la formation politique annonce son intention de susciter un référendum, et le 10 février 2020, lendemain de la votation populaire. Le corpus présente un éventail de genres allant du reportage au courrier de lecteurs en passant par les dépêches d'agence, les éditos, ou encore les interviews d'acteurs engagés dans la campagne. Ces articles paraissent généralement dans la rubrique « Suisse » (30 occurrences), avec des sous-rubriques pouvant varier : « discrimination » (7), « homophobie » (3), mais surtout une déclinaison de « votations » (20)²⁴, qui démontre que l'enjeu est

d'abord appréhendé dans sa dimension démocratique, raison pour laquelle il fait la Une à cinq reprises.

La restitution des titres des cinq éditoriaux compris dans le corpus, accompagnée du contexte de parution de ces billets, offre un raccourci saisissant sur la couverture médiatique. Un tel survol donne à voir combien la presse, quel que soit le média, est unanime dans son appréhension de cette campagne intitulée « Contre la loi de censure ». Ces éditos exhibent le positionnement normatif qu'adopte chacun de ces quotidiens durant la campagne. Le premier de ces billets, déjà évoqué, paraît le 8 janvier 2019 dans l'édition web du *Matin* ; il répond à la nouvelle du lancement de la collecte des signatures par une question rhétorique : « L'homophobie peut-elle être populaire en Suisse ? » Quelques mois plus tard, à la mi-mars, alors que la formation peine à récolter les signatures nécessaires et que le temps semble jouer en sa défaveur, *24 Heures* diagnostique : « L'UDF perd un combat d'arrière-garde²⁵. » C'était sans compter le rebondissement qui interviendra quelques jours plus tard, au moment où la formation annonce qu'elle est sur le point d'atteindre les réquisits légaux pour obtenir la tenue du référendum, et donnera lieu à une polémique sur des modalités controversées de collecte de signatures. Ce dont témoigne un édito plus tardif, paru lui aussi dans *24 Heures* en décembre 2019, « Non à la “cheap” démocratie », alors qu'une autre campagne (relative au congé parental) suscite la même indignation dans les méthodes douteuses mises en œuvre pour recueillir des paraphes de citoyennes et citoyens²⁶. Entre ces deux moments, en plein été, *Le Temps* accorde un large reportage à la *Gay Pride*, qu'il assortit d'une prise de position parue en Une, où le référendum est sévèrement tancé : « Droits LGBTIQ+ : le retard suisse n'est plus tolérable²⁷. » Finalement, à un mois de la votation, le journaliste Boris Busslinger, qui couvrira l'ensemble de la campagne pour *Le Temps*, publie à nouveau en Une, « Haïr n'est pas une option », aux côtés d'un dessin de Chappatte ayant pour légende : « L'homophobie à l'épreuve des urnes. »

L'UDF décrit l'extension de la norme antiraciste comme une forme de « censure », la presse n'y voit que mésusage de la démocratie et combat d'arrière-garde pour couvrir l'homophobie. Derrière l'argumentaire démocratique se cacheraient des convictions fort problématiques. Dans les articles présents dans le corpus, de même que dans les productions médiatiques du service public que nous aborderons bientôt, revient de façon systématique ce geste critique consistant à rapporter une action politique à des motifs religieux, ce qui contribue à miner la position de l'UDF. Pourtant, la formation s'est efforcée de traduire ses arguments dans le format d'une raison séculière, invoquant la « liberté de conscience » ou « d'expression ». Sa campagne ferait-elle l'objet d'un dénigrement inhospitalier – car séculariste – aux raisons religieuses dans l'élucidation des valeurs que se donne une société démocratique ? Cette interrogation nous accompagnera dans la suite de notre enquête. Et, pour commencer à y répondre, il nous faut revenir sur la genèse du projet de loi auquel prétend s'opposer le référendum.

« NON À LA BANALISATION DE L'HOMOSEXUALITÉ ! »

Un incident semble avoir été le déclencheur du processus législatif qui conduira, en 2013, au dépôt de deux initiatives parlementaires visant à pénaliser les discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Cet incident survient à l'occasion de la journée mondiale contre l'homophobie, le 17 mai 2009. Il est le fait des Jeunes UDC valaisans (et francophones), rattachés à l'Union démocratique du centre. Deux rappels sont nécessaires à ce point : tout d'abord, l'UDC est un parti souverainiste qui, depuis 2003, constitue la principale force politique en Suisse, ses scores aux élections fédérales oscillant depuis lors entre 25,5 et 29,4 % des voix²⁸. Par ailleurs, le Valais est un canton fortement marqué par le catholicisme, 75,44 % de sa population se déclarait catholique en 2010 (par comparaison, les catholiques représentaient à la même époque 38,56 % des habitants de la Suisse)²⁹.

Revenons à ces Jeunes UDC qui, en mai 2009, publient sur le site Internet de la section cantonale de leur parti un texte intitulé «NON à la banalisation de l'homosexualité!³⁰». Cette prise de position est accompagnée d'une illustration présentant une régression (par un détournement des codes d'une iconographie caractéristique, et désormais datée, de certains manuels de biologie): à un homme avachi sur son ordinateur, à gauche de la page, succèdent des hominidés toujours plus velus et voûtés, jusqu'à atteindre le singe, situé tout à droite. Un texte en gras souligne le dessin, le dernier mot prenant un tiers de l'illustration, « Prochaine étape: L'AMIBE ». La cause de cette régression est indiquée dans un encadré situé au-dessus des hominidés: «Dépénalisation des drogues, avortement, PACS, U[nion] E[uropéenne], perte d'identité, insécurité: STOP!»

Il vaut la peine de s'arrêter sur la prise de position, tant sa rhétorique condense nombre de tropes présents dans les campagnes lancées depuis une vingtaine d'années par les droites conservatrices – en Suisse ou ailleurs – en matière d'évolution des mœurs et de droits sexuels.

À l'occasion de la Journée mondiale du 17 mai en faveur de l'homosexualité, les Jeunes UDC du Valais romand rappellent leur attachement au droit naturel et chrétien et condamnent fermement la banalisation de ce comportement déviant.

En effet, la nature de l'homme est régie par des lois qu'une conscience droite découvre sans difficulté. Une d'elles montre que la différence des sexes a pour but principal la procréation. C'est notamment par le respect de cet ordre que les êtres humains trouvent leur épanouissement.

Il est dès lors regrettable et scandaleux que des institutions publiques, tout comme malheureusement la majorité de la classe politique et l'État, se mettent à promouvoir un choix de vie qui s'inscrit contre la famille, lieu de perpétuation de la génération humaine et donc de la survie d'une nation.

En conséquence, les Jeunes UDC du Valais romand condamnent fermement la reconnaissance de cette... vicieuse Journée mondiale. Cette dernière ne vise en effet qu'un seul but : la banalisation d'un comportement qui s'inscrit contre la famille et également contre l'équilibre psychique et moral de la jeunesse.

Le chapô opère un singulier raccourci, qualifiant le droit simultanément de « naturel » et de « chrétien », dans un geste d'appropriation communautariste. Ce qui signale l'arrière-plan théologique et religieux des rédacteurs, un catholicisme romain marqué par la conceptualité thomiste présente dans les documents officiels de l'Église relatifs à l'éthique sexuelle (Boussinesq, 1988). C'est ce qu'indique notamment l'usage, dans le second paragraphe, de la notion de « conscience droite », celle-ci étant, écrit Paul VI dans *Humanae Vitae*, « la fidèle interprète » de « l'ordre moral objectif, établi par Dieu » (§10)³¹. Les Jeunes UDC établissent ainsi une équivalence entre divers ordres – naturel, moral, mais aussi religieux – qui trouvent tous leur principe dans le Dieu chrétien, même si celui-ci n'est pas nommé. Et c'est au nom du « respect de cet ordre » (ces ordres n'en formant en réalité qu'un seul, immuable) que ces militants dénoncent l'action des pouvoirs publics et de la classe politique, au moment où ces derniers sensibilisent la population au problème de l'homophobie. En réalité, la promotion de ce « comportement déviant », l'homosexualité, mettrait en péril, outre « l'équilibre psychique et moral de la jeunesse », la famille et, avec elle, la pérennité de la société, selon un argumentaire classique dans les milieux catholiques anti-libéraux, de part et d'autre de l'Atlantique, et qui a su gagner – nous le verrons bientôt – la faveur des évangéliques, au point de permettre la formation d'un front théo-conservateur (Chelini-Pont, 2013 ; Iglesias-Cavicchioli, 2013 ; Gonzalez, 2016b ; Kuhar & Patternote, 2018).

Cette dénonciation se voulant satirique du « comportement déviant » porte cependant à conséquences. Le 15 juillet 2009, l'édition principale du journal télévisé de la Radio Télévision Suisse annonce que « Les associations suisses d'homosexuels et de lesbiennes ont

déposé plainte pénale en Valais contre un texte de jeunes UDC valaisans³²». Pas moins de vingt-neuf plaignants se disent prêts « à faire entendre leur voix jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme ». Lors du reportage consacré à ce sujet, Maître Philippe Currat, avocat des plaignants, explique le caractère particulier de cette affaire, et notamment les raisons pour lesquelles il a fallu recourir à des plaintes individuelles : « Cette injure est dirigée là contre un groupe particulier de personnes, qui sont *les* homosexuels. Et c'est contraire à nos obligations internationales en matière de lutte contre toute forme de discrimination. » L'avocat poursuit en pointant un vide juridique : « Si ces propos étaient dirigés contre un groupe racial, contre un groupe religieux, ils seraient clairement et immédiatement poursuivis. » Le propos est aussitôt explicité par le journaliste commentant le reportage : « La loi antiraciste ne s'applique donc pas dans ce cas de figure. »

Le 29 mars 2010, le Tribunal cantonal valaisan donne gain de cause aux Jeunes UDC au motif que « les propos litigieux visent de manière générale l'ensemble des homosexuels », l'honneur des plaignants demeurerait donc sauf, ceux-ci ne pouvant être identifiés personnellement³³. En novembre de la même année, le Tribunal fédéral confirme la décision. Pour Grégory Logean, conseiller communal UDC et principal signataire du texte contentieux, il s'agit d'une double victoire, en faveur de la « liberté d'expression » et contre « le lobby homosexuel ».

« Cet arrêt constitue une victoire de la liberté d'expression. Le Tribunal fédéral a remis les pendules à l'heure ! Il est rassurant que malgré tout le poids du lobby homosexuel qui semble vouloir faire de l'homosexualité une norme, la Justice ne se soit pas laissé [sic] instrumentaliser par ceux qui, sous couvert de lutte contre la discrimination raciale, espèrent nous museler et nous empêcher de rappeler et de réaffirmer des principes élémentaires de la vie en société³⁴. »

20 Minutes, qui donne la parole au Jeune UDC, rapporte la réaction de l'avocat des plaignants. Celui-ci souligne combien cette décision met en évidence une lacune juridique, la plus haute instance judiciaire ayant considéré que « les homosexuels en tant que groupe ne sont pas protégés par le droit suisse ». Si G. Logean se réjouit que la justice n'ait pas mobilisé l'arsenal disponible pour lutter contre la discrimination raciale, cela n'empêche pas le quotidien de proposer à ses lecteurs, sur la page présentant l'article, un encadré intitulé « Sur ce sujet », où figure un article paru moins d'une semaine auparavant, « Grégory Logean attaque "l'islam sanguinaire"³⁵ », dont le chapô signale les prises de position nationalistes et religieuses de l'élu : « Le co-président des jeunes UDC du Valais romand redoute que "le Coran se substitue à la Bible en nos terres". »

CONVERGENCES ÉVANGÉLIQUES, OU LA TRADUCTION À REBOURS

Les prises de position de Grégory Logean, qui prônent un christianisme exclusiviste comme socle moral et politique de la nation suisse, le rendent proche des milieux évangéliques. On le retrouve ainsi en mai 2012, s'exprimant dans un article intitulé « "Les milieux gays ont gagné"³⁶ », que publie l'un des principaux magazines de l'évangélisme francophone, *Christianisme Aujourd'hui*³⁷. D'emblée, le chapô de l'article pointe la menace qui pèserait sur la « liberté d'expression ».

Peut-on aujourd'hui avoir un avis critique sur la question homosexuelle ou est-ce devenu un sujet tabou ? La liberté d'expression est-elle encore une réalité dans ce domaine ? Un changement des mentalités et le lobbyisme gay ont transformé l'opinion publique en profondeur, nous disent les experts. Enquête.

L'article, qui donne la parole à des « experts », notamment évangéliques (parmi lesquels Werner Loertscher, de l'association Torrents de Vie), inscrit l'affaire suscitée par le texte des Jeunes UDC dans

une série d'événements censés répondre (positivement) à la question posée par l'intertitre « La liberté d'expression bafouée ? »

En novembre 2011, des associations gays avaient appelé à une manifestation devant une Église évangélique où Torrents de Vie voulait organiser un séminaire pour restaurer les personnes homosexuelles dans leur identité sexuelle. En 2010, les jeunes UDC valaisans avaient été l'objet d'une plainte après avoir publié un document intitulé « Non à la banalisation de l'homosexualité ». Le Tribunal fédéral avait cependant donné tort aux plaignants, puisque les « propos discriminatoires » à l'égard de l'orientation sexuelle ne sont pas encore punis par l'article 261 bis du Code pénal.

Évangéliques et Jeunes UDC (pour lesquels notre analyse a mis en lumière le caractère catholique conservateur) affronteraient la même opposition, celle des « associations gays », alors que ces acteurs (religieux) tenteraient de « restaurer les personnes homosexuelles dans leur identité sexuelle³⁸ » ou de s'opposer à « la banalisation de l'homosexualité ». La narration établit une continuité entre les deux actions, sous l'interprétant « la liberté d'expression bafouée ». La même continuité entre évangéliques et UDC (catholique) se retrouve dans les paragraphes suivants de l'article, au moment de donner la parole aux acteurs.

Grégory Logean, alors président des jeunes UDC valaisans, qualifié régulièrement d'homophobe, réagit : « Si être homophobe c'est défendre la famille traditionnelle, il y a beaucoup d'homophobes. La discrimination ne se fait plus contre la communauté homosexuelle, mais contre ceux qui osent encore s'exprimer avec bon sens. Nous n'avons jamais attaqué des personnes, mais un mode de vie. »

Cette distinction paraît essentielle à Philippe Auzenet, permanent de l'association Oser en parler, qui regrette que toute mise en question de la pratique homosexuelle soit vue comme de

l'homophobie. « Or nous ne faisons pas la guerre à des personnes, qui pour beaucoup souffrent dans leur identité, mais au péché. Il y a confusion dans notre société. »

G. Logean revient sur la catégorie « homophobe », qu'il requalifie par l'activité – valorisée dans ce contexte – de « défendre la famille traditionnelle », une notion commune aux mobilisations conservatrices en matière de mœurs et de droits sexuels. Le politicien procède ensuite à une inversion du stigmat, se disant victime de « discrimination » parce qu'il ferait partie de ceux qui « osent encore s'exprimer avec bon sens ». Il propose de distinguer entre le fait de s'en prendre à un mode de vie ou à des personnes. Cette distinction est reprise par Philippe Auzenet, de l'association évangélique Oser en parler – qui se veut une « antenne d'écoute auprès des personnes homosexuelles en mal-être³⁹ » –, et reformulée dans un lexique religieux connoté de façon négative : le « mode de vie » devient alors le « péché » auquel « nous faisons la guerre », un « nous » qui semble englober, au-delà de ces quelques activistes, l'ensemble des évangéliques, comme on le verra avec la fin de l'article. Pourtant, ce type de nuance entre « personnes » (sous-entendu, « pécheurs ») et « péché » n'est plus audible dans la société, ce qui conduira Ph. Auzenet, quelques lignes plus loin, à énoncer la phrase qui donne son titre à l'article : « Les milieux gays ont gagné. »

Dans cette *traduction* à rebours, la couche superficielle d'un libéralisme censé tolérer le pluralisme des « modes de vie » révèle rapidement un noyau absolutiste qui ressaisit la liberté sexuelle comme l'expression d'une faute morale commise à l'encontre de Dieu. Dans cet imaginaire théologique, un tel péché revêt le caractère d'une révolte originaire et ontologique exigeant la mise en œuvre d'une justice divine. Toutefois, pour qu'il y ait traduction, allant du lexique séculier à son pendant religieux, il est nécessaire de chaîner les propos de G. Logean à ceux de Ph. Auzenet : il s'agit de les appréhender comme deux moments d'un même geste, le premier dirigé vers l'extérieur, la sphère publique, alors que le second est orienté vers

l'intérieur, les communautés chrétiennes. Et c'est bien ainsi que les ressaisit le rédacteur évangélique de l'article. Ce faisant, il rappelle – en les mobilisant comme allant de soi – les présupposés moraux sur lesquels sont censés s'accorder catholiques (conservateurs) et évangéliques, mais aussi la façon ajustée pour parler publiquement de ces normes auxquelles sont supposés tenir les croyants fidèles, qui seraient par ailleurs des citoyens responsables. Il n'est dès lors pas étonnant que l'article se termine en abordant cet enjeu que constitue le discours public, sous l'intertitre « Continuer de parler... mais de manière intelligente ».

Mais Michel Johnner [présenté comme « professeur d'éthique à la Faculté Jean Calvin »] invite les chrétiens à garder leurs positions : « Sous la pression ambiante, les Églises ne doivent pas renier ce qu'elles croient être l'enseignement biblique. Mais elles gagneraient en audience si elles savaient exprimer leurs convictions de façon plus positive, en demandant : qu'est-ce qu'un couple ? Quel est le sens de l'altérité exprimé au travers d'une conjugalité hétérosexuelle ? »

Ne rien « renier » sur le fond, car « l'enseignement biblique » est tenu par ces croyants – et mobilisé ici par ce professeur de théologie évangélique – comme l'immuable « révélation » divine⁴⁰. Ne pas bouger sur le plan moral, tout en proposant un discours plus attractif, afin de « gagn[er] en audience ». Ce qui vide de son sens l'idée de participer à une « délibération » rationnelle et ouverte visant à élucider en commun les valeurs morales, et réduit le débat public à un exercice de rhétorique publicitaire – tout le contraire de ce qu'envisagent tant J. Habermas que J. Dewey. En revanche, cette mobilisation autour de valeurs arrêtées, à propos desquelles il n'y a pas à transiger, esquisse la posture morale qui se tient à l'arrière-plan de la *croisade*. Et, illustration du fait que cette mobilisation concerne les évangéliques de tous horizons, quelles que soient leurs orientations politiques, le même numéro de *Christianisme Aujourd'hui* signale, en brève, que l'UDF et le Parti évangélique suisse (PEV, une formation

qui se présente de « centre-gauche ») « combattront l'adoption pour les couples homosexuels », si son acceptation, « par une courte majorité », à la chambre haute du Parlement (le Conseil des États), était confirmée par la chambre basse (le Conseil national)⁴¹.

INITIATIVE PARLEMENTAIRE, ET RÉACTION

Au printemps 2013, le conseiller national Mathias Reynard, socialiste et valaisan, dépose l'initiative parlementaire « Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle⁴² ». Son initiative fédère une cinquantaine de parlementaires (sur un total de 200 sièges pour la chambre basse). Dans l'argumentaire qu'il soumet au législateur, le député souligne le vide juridique notamment révélé par le jugement du Tribunal fédéral concernant le texte litigieux des Jeunes UDC : « Nous pouvons donc conclure que le fait de tenir des propos homophobes exprimés en termes généraux n'est pas réprimé en l'état actuel de notre législation⁴³. » Le projet consiste à ajouter la catégorie « orientation sexuelle » à l'article 261 bis du Code pénal qui punit déjà l'incitation à la haine ou la discrimination en raison de l'« appartenance raciale, ethnique ou religieuse ».

S'expliquant dans les médias sur les raisons de son initiative, M. Reynard revient sur l'affaire des Jeunes UDC et se dit soucieux du caractère rétrograde du Valais, un territoire fortement marqué par le catholicisme et dont il est l'un des représentants : « Mon appartenance à un canton qui a une image extrêmement conservatrice et où l'homophobie est plus forte qu'ailleurs renforcera d'autant mon message⁴⁴. » Ce message est largement repris par la presse, comme ici par le quotidien généraliste libéral, *Le Temps*, qui rapporte les propos du député sans y opposer de contradicteur, ou encore dans son pendant populaire, *Le Matin*, qui titre « Les Romands unis contre l'homophobie », soulignant que la mobilisation transcende les clivages politiques⁴⁵.

Après un long parcours parlementaire et de nombreux débats, un projet de modification du Code pénal est adopté par les deux

chambres en décembre 2018⁴⁶. L'UDF lance aussitôt un référendum populaire visant à contrer la modification de la loi au motif que celle-ci briderait la liberté d'expression des citoyens, leur imposant une censure, alors que les bases légales existantes permettraient déjà de punir la discrimination et la haine⁴⁷.

Minuscule formation comptant 3 000 adhérents, l'UDF est marginale sur la scène politique suisse. Depuis les élections fédérales de 2019, un député (sur 200) siège à nouveau dans la chambre basse du Parlement, après huit ans d'absence dans cet organe législatif. Par ailleurs, l'UDF ne compte aucun membre dans les organes exécutifs cantonaux et totalise deux maires pour l'ensemble du pays (1 146 communes). Cette faible représentation sur la scène politique conduit le parti à régulièrement mobiliser les instruments de la démocratie directe. Depuis un quart de siècle, la formation a usé de l'outil référendaire à plusieurs reprises en réaction à des évolutions législatives concernant l'homosexualité. En 1992, l'UDF lance un référendum contre la dépénalisation de l'homosexualité (Delessert, 2020). En 1996, la formation récolte une pétition intitulée « Pour une famille saine et contre l'égalité juridique des couples homosexuels », dont le Parlement devra tenir compte au cours de ses délibérations (Roca i Escoda, 2010). À la suite de l'approbation de la Loi sur le partenariat par les deux chambres, en 2004, l'UDF obtient la tenue d'un référendum contre le partenariat des couples homosexuels ; la loi sera finalement acceptée par une votation populaire l'année suivante. En 2016, la formation échoue à récolter suffisamment de signatures pour s'opposer à une réforme permettant aux conjoints homosexuels d'adopter l'enfant de leur partenaire. La sauvegarde de la famille et « de la vie », qui s'accompagne de la lutte contre l'homosexualité, figure parmi les « thèmes fondamentaux » de ce parti soucieux « [d]es valeurs biblico-chrétiennes [qui] ont influencé positivement notre pays et d'innombrables générations⁴⁸ ».

L'un des ressorts essentiels des mobilisations de l'UDF relève d'une indignation relative au déclin d'une certaine moralité, caractéristique

d'un groupe social particulier (ici, les « chrétiens »), et qui devrait définir les mœurs du pays et les droits qui les encadrent. On se situe bien dans l'ordre de la *croisade morale* et des *politiques statutaires*, ces croisés souhaitant imposer à des tiers, par la voie légale, une morale qui n'a plus cours et qu'ils lient étroitement à leur groupe, celui-ci se posant en détenteur d'une « révélation » divine à caractère universel. Le système politique suisse permet de traduire cette indignation en des *contre-mobilisations* (Roca i Escoda, 2010 ; Stavo-Debaugue & Roca i Escoda, 2015) qui, grâce aux instruments de la démocratie directe, opposent le peuple au Parlement, afin d'enrayer des projets de loi actant l'évolution des mœurs, et notamment une reconnaissance des sexualités et des minorités sexuelles.

Mais revenons à la campagne de l'UDF s'opposant à l'initiative parlementaire « Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle », dont la première étape consistait à récolter en cent jours les 50 000 signatures nécessaires au dépôt d'un référendum populaire. L'élément principal qui retient notre attention porte sur la façon dont le parti gomme les aspects problématiques de son message au moment de se lancer dans la bataille. Ainsi, le jour même de l'approbation de l'initiative M. Reynard par la chambre basse du Parlement, la formation publie un communiqué sur son site web intitulé « L'UDF Suisse envisage un référendum contre une dictature étatique en matière d'expression⁴⁹ ». La page s'accompagne d'une illustration, un drapeau arc-en-ciel sur lequel figure (en blanc) le sigle « LGBT ». Le texte se réfère explicitement au christianisme.

Cette extension de loi irréfléchie n'est pas la moindre des attaques graves contre des personnes qui s'opposent publiquement à l'idéologie de genre et aux revendications d'associations homosexuelles sur la base de l'éthique chrétienne. Doit-on interdire à l'avenir tous les groupes qui, basés sur l'Évangile, ne sont pas d'avis que l'homosexualité soit « tout à fait normale » ? Où se trouve la protection contre la discrimination de cette minorité ?

[...]

Beaucoup de gens en Suisse préfèrent le modèle familial traditionnel au mariage homo. Il n'est plus acceptable que le lobby des LGBTI cultive, avec beaucoup d'efforts, la caricature d'une société prétendument homophobe.

Les valeurs et les acteurs à défendre en recourant à l'argument de « liberté d'expression » sont clairement identifiés, de même que leurs opposants. Il s'agit d'une part du « modèle familial traditionnel » et, d'autre part, des « groupes basés sur l'Évangile » qui dénoncent le caractère déviant de l'homosexualité. Quant à « l'homophobie », elle serait une invention du « lobby des LGBTI », un crime imaginaire. Nous nous trouvons en amont de la campagne. Pour l'instant, la présidence du parti, qui signe le communiqué, fait part d'un projet à ses adhérents.

Deux mois plus tard, le 21 janvier 2019, l'assemblée des délégués de l'UDF confirme la proposition de la présidence. La campagne est engagée, avec le slogan « La protection des minorités n'a pas besoin de censure⁵⁰ ». Le visuel a changé : trois silhouettes (une femme et deux hommes) se détachent d'un fond rouge et blanc, leurs bouches sont barrées par du ruban adhésif rouge. La page présente deux « arguments essentiels » :

La protection des minorités n'a pas besoin de censure. Au lieu de criminaliser les opinions légitimes et de risquer des vagues de plaintes, disons : Non à cette loi de censure inutile !
Déjà aujourd'hui la haine et la discrimination n'ont pas leur place en Suisse. Il n'y a pas besoin d'interdiction de parler. La liberté d'expression doit être préservée.

Ce nouveau visuel – destiné à la campagne – traduit la disparition, dans l'argumentaire, des acteurs concrets (certains « groupes chrétiens ») et de leurs opposants (le « lobby des LGBTI »), ainsi que des valeurs spécifiques (l'« éthique chrétienne », l'« Évangile ») que cette préservation de la « liberté d'expression » est censée protéger.

Les déclarations relatives à la déviance de l'homosexualité se prétendant fondées sur la Bible sont devenues des « opinions légitimes » que l'on aurait tort de criminaliser. Le geste se prétend libéral dans sa façon de convoquer une liberté fondamentale et de transformer des convictions en des opinions. En réalité, cette invocation et cette transformation visent à immuniser ces croyances (désormais problématiques) contre la critique, et refusent de subir les conséquences de propos (perçus comme dégradants ou haineux) pour lesquels il s'agirait de rendre des comptes.

Nous l'avons vu, le positionnement des médias sur cet enjeu montre à quel point les arguments de l'UDF ne passent pas. Pour ne prendre que l'exemple du *Temps*, en avril 2019, un chroniqueur dénonce la « manipulation » que constitue le référendum de l'UDF. « L'homophobie n'est pas une opinion, ce sont des actes qui parfois peuvent tuer » peut-on lire en chapô⁵¹. Ce point de vue est repris dans les articles d'information, tel ce reportage de janvier 2020 consacré à « L'UDF, "le bouclier chrétien" suisse » dont le chapô, à nouveau, restitue la perspective⁵² :

Qui se cache derrière le comité référendaire opposé à une meilleure protection des lesbiennes et homosexuels en Suisse ?
Portrait d'un petit parti remuant, qui se bat pour « un ordre politique fondé sur les valeurs bibliques » et « une guérison de la Suisse dans le domaine spirituel ».

Une semaine auparavant, *Le Temps* avait publié un débat en forme d'interview croisée entre le socialiste Mathias Reynard et l'UDF Marc Früh (présentés dans cet ordre). Une citation du premier tenait lieu de titre à l'article – et de positionnement du journal : « "La haine homophobe n'est pas un avis comme un autre"⁵³. »

QUEL DÉBAT DANS LA SPHÈRE RELIGIEUSE ?

Un aspect de la campagne permet de restituer de façon nuancée les embarras d'une parole religieuse se prononçant sur l'enjeu que constitue l'homophobie : il s'agit des prises de position des représentants religieux et, surtout, de l'identité confessionnelle que choisissent d'exhiber (ou non) les politiciens qui portent le débat. Cette dimension est parfaitement illustrée par le face-à-face entre Mathias Reynard et Marc Fröh.

Si, au moment du dépôt de son initiative, M. Reynard ne joue pas la carte confessionnelle, il ne tarde pas à s'afficher, dès 2014, comme un « catholique », « fan du nouveau pape »⁵⁴. Cette identité – de même que son « hétérosexualité » –, il la revendique jusqu'au vote populaire de février 2020⁵⁵, ce qui contribue à brouiller les pistes et oblige les Églises à se positionner. Début 2019, la Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS) prend position en faveur de « l'extension de la protection contre la discrimination »⁵⁶. La Conférence des évêques suisses (CES) opte quant à elle pour la neutralité : par la voix de son président, elle se positionne « sans exception contre tout appel à la haine et à la discrimination de personnes ou de groupes », déléguant « aux citoyennes et aux citoyens [la responsabilité] de juger si ce principe [la protection des personnes ou des groupes] est déjà suffisamment ancré dans la législation en vigueur ou s'il faut l'élargir »⁵⁷. À cet égard, la prise de position de M. Reynard, si elle se réclame du catholicisme, ne s'en trouve pas moins en tension avec les instances officielles de son Église. Nous verrons bientôt que le politicien promeut une compréhension progressiste de la tradition chrétienne.

Le même article qui, en 2014, met en lumière le positionnement religieux de M. Reynard donne la parole au secrétaire du Réseau évangélique suisse (RES)⁵⁸, Michael Mutzner. Ce dernier évoque la « liberté d'expression » et avance : « Si critiquer le mode de vie homosexuel devenait punissable, on serait face à un gros problème de droits de l'homme. » Cinq ans plus tard, alors que le référendum est

lancé, le Réseau évangélique suisse et son pendant alémanique, la Schweizerische Evangelische Allianz, reprennent le même argumentaire et, sans le dire explicitement, se rangent aux côtés de l'UDF. Le chapô de leur prise de position, « Contre la haine – pour la liberté d'expression », invoque les droits libéraux et aurait pu figurer sur le site de campagne en faveur du référendum :

L'extension de la protection pénale contre la haine et la discrimination aux membres des minorités sexuelles est problématique et superflue. D'une part, la loi existante offre déjà des possibilités suffisantes de sanction et, d'autre part, un conflit avec la liberté d'expression est prévisible. Pour ces raisons et d'autres encore, l'Alliance évangélique suisse SEA-RES rejette l'extension du droit pénal votée par le Parlement, sur laquelle le peuple suisse se prononcera le 9 février prochain⁵⁹.

Ce positionnement de l'organisme représentatif rend difficile le débat au sein du milieu évangélique, les croyants favorables à l'extension de la norme pénale étant contraints de s'exprimer à la marge. Ainsi le site d'information de la plus grosse dénomination romande, la Fédération romande d'Églises évangéliques (FREE)⁶⁰, offre une tribune à M. Früh pour exposer ses idées, alors qu'un pasteur de la FREE opposé à la campagne de l'UDF en est réduit à avancer ses arguments dans la section consacrée aux commentaires⁶¹. Après avoir indiqué qu'il intervient « [à] titre personnel », le contradicteur – qui signe en nom propre⁶² – poursuit : « je m'étonne de cette opposition marquée à l'extension de la norme pénale antiraciste aux propos homophobes. Pouvons-nous vraiment nous opposer à ce que des propos *ad hominem* et ouvertement haineux soient sanctionnés (s'il le faut en précisant des lois existantes) ? » Malgré l'argumentaire serré, tant théologique que citoyen, qu'il déploie par la suite, le pasteur n'est pas convié à produire un billet servant à alimenter le site. L'espace est proposé à un collègue qui s'inquiète « des craintes légitimes » que peut susciter la « norme pénale antihomophobie » dans ses usages abusifs. Le cadrage du média (tant dans le choix du titre que du chapô) tend toutefois à

minimiser la conclusion plus dérangeante du billet, qui met à mal l'argument principal porté par les référendaires : « la liberté d'expression a des limites, et ceux dont le seul argument est la liberté d'expression sont souvent les porteurs des idées les plus nauséabondes⁶³. » Dépité par cette prise de position critique, M. Früh répond en commentaire : « L'extension de l'orientation sexuelle s'étendra aussi aux pédophiles, à la zoophilie et [à] d'autres relations sexuelles réprouvées par la loi de Moïse. »

Ainsi, paradoxalement, la mobilisation « contre la censure » portée par les milieux évangéliques s'assortit d'un musellement interne, les voix soucieuses de composer avec les évolutions sociétales se voyant reléguées aux marges. La dynamique de la croisade morale n'affecte pas seulement la sphère publique, mais se fait ressentir dans la sphère religieuse, comme un verrouillage du débat qui force l'alignement et la polarisation à l'endroit de la société dans son ensemble.

« LA BIBLE [...] ÇA POURRAIT VOUS INSPIRER » : AFFICHER OU OCCULTER SA RELIGION

Le représentant de l'UDF se montre toutefois beaucoup plus discipliné lors de ses interventions dans les médias généralistes, évitant de recourir à des arguments religieux. Les seules entorses à cette discipline répondent à des sollicitations provenant des journalistes. C'est le cas de *Mise au point*, le magazine politique hebdomadaire de la première chaîne télévisée du service public. En avril 2019, l'émission diffuse un reportage intitulé « Homophobie⁶⁴ », alors que l'UDF vient d'annoncer avoir collecté les signatures nécessaires au dépôt du référendum, ce que rappelle la présentatrice au moment d'introduire le sujet. Le reportage interroge tour à tour M. Früh et M. Reynard, notamment à propos de leur identité religieuse, le jeu du montage donnant l'impression que leurs propos se répondent, alors qu'ils sont filmés chacun dans des lieux différents, M. Reynard dans les locaux

d'une association LGBT+ valaisanne (Alpagai) et M. Früh à son domicile, dans le canton de Berne.

L'extrait qui nous intéresse débute avec la narration de la journaliste qui revient sur les arguments de M. Reynard relatifs au vide juridique que la modification de la loi vise à combler⁶⁵. Le socialiste évoque l'incapacité des tribunaux à « condamner des incitations à la haine contre des homosexuels », citant des exemples de propos échappant à une sanction légale : « “L'homosexualité est une infamie. Ce sont des malades. Il faut éradiquer...” » Le montage insère alors une séquence où M. Früh [MF], tenant une bible ouverte devant lui, lit un passage de l'Épître de Paul aux Romains, dont le titre est visible pour le spectateur.

MF : « Et de même, les hommes abandonnant l'usage naturel de la femme se sont enflammés dans leur désir les uns pour les autres, commettant homme avec homme des choses infâmes et recevant en eux-mêmes le salaire que mérite leur égarement. » – C'est un texte de la Bible. Et ce texte doit être disponible pour tout le monde. La nouvelle loi peut tout à fait interdire cela. Donc, la Bible serait un livre interdit.

Le plan change à nouveau, avec un cadrage serré sur le visage de M. Reynard [MR]. La journaliste [J], hors champ, lui demande, parlant d'un « ils » dont le spectateur comprend qu'il fait référence aux images précédentes, et donc à M. Früh, ainsi qu'à ses partisans :

J : Et quand ils disent qu'ils pourront plus lire des passages de la Bible ?

MR : Je suis chrétien, je suis chrétien. Ça m'arrive de lire la Bible. Aucun problème. Dans la Bible, on a déjà toute une série de passages qui – on le sait bien – doivent pas être pris littéralement. On a des choses aussi qui parfois peuvent être contradictoires. Donc, pas du tout. Ce qui serait interdit, c'est d'avoir quelqu'un qui incite à la haine en fonction de l'orientation sexuelle.

La médiation journalistique joue un rôle essentiel ici tant sur le plan interactionnel, par le genre de questions adressées aux politiciens, que par la façon de monter les images. La séquence dans son ensemble oblige les interlocuteurs à répondre en mobilisant leur identité religieuse. Si les deux se prononcent en tant que « chrétiens », le cadrage diffère de l'un à l'autre. Prétendant évoquer l'homosexualité, la lecture de M. Früh évoque « “des choses infâmes” », et énonce précisément le type de propos problématiques dénoncé peu avant par M. Reynard, « “l'homosexualité est une infamie” ». M. Früh abolit toute distance entre le texte et la compréhension qu'il s'en fait, faisant équivaloir la remise en question de sa lecture des Écritures avec le fait d'« interdire » la Bible. À l'opposé, M. Reynard plaide pour une lecture distanciée. On se trouve en présence de deux figures de croyants, et donc de modalités différenciées d'articuler la tradition chrétienne avec des enjeux de société. Quant au montage, il exhibe une préférence pour la compréhension de M. Reynard : en rapportant l'engagement politique de ce dernier à ses convictions religieuses, la médiation journalistique renforce l'argument du socialiste, montrant qu'il est possible de se dire chrétien et de militer pour la cause LGBT+.

Il est même arrivé, durant la campagne, que l'argument religieux soit invoqué par M. Reynard, aux dépens de M. Früh, obligeant ce dernier à botter en touche – ce qui démontre que cette invocation ne suscitait aucun embarras pour le député socialiste, mais renforçait au contraire son argument. La passe d'armes se déroule lors d'un débat qui oppose les deux politiciens en janvier 2019, au moment où l'UDF se lance dans la récolte des signatures nécessaires au lancement du référendum. Elle a pour scène le plateau de *Forum*, la principale émission d'actualité de la première chaîne de radio du service public. Le socialiste répond à une interpellation de l'UDF qui avance qu'il « n'y a absolument rien à craindre » d'un référendum, car il s'agirait « simplement [de] donne[r] la parole au peuple, et c'est ce que chaque politicien désire. N'est-ce pas, Monsieur Reynard ? ». Le journaliste relance l'interpellation⁶⁶ :

J : Rien à craindre de ce référendum, Mathias Reynard ? Sinon que ça peut quand même rallonger le moment de l'entrée en vigueur.

MR : Nous, c'est ça surtout qui nous inquiète. Parce qu'il y aura vraisemblablement, si le référendum aboutit, pas de votation en 2019, mais on repousse à 2020, avec peut-être une entrée en vigueur en 2021. Vous voyez, j'ai déposé ça en 2013. On aimerait bien que ça avance, surtout qu'il y a une large majorité politique. Après, c'est vrai, on verra s'ils arrivent à récolter 50 000 signatures en disant aux gens : « on a envie de pouvoir continuer à insulter, à discriminer, à inciter à la haine. » Je suis pas sûr que ça va prendre, mais on verra bien. Ce qui est sûr, c'est que je l'incite plutôt à relire la Bible : « Aimez-vous les uns les autres », « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » –

MF : – Et mettez-le en pratique –

MR : – Voilà, ça peut être quelque chose qu'il peut être bien de relire. Ça pourrait vous inspirer.

J : Voilà. Bon, Mathias Reynard.

MF : Moi je pense qu'il y a quand même quelque chose qui est beaucoup plus profond que ce que vous dites, Monsieur Reynard.

La liberté d'opinion, la liberté d'avoir son opinion –

MR : – La liberté d'insulter –

MF : – personnelle.

[...]

Cette brève interaction est significative. M. Früh, qui essaie de se poser en garant de la souveraineté populaire, est piqué au vif par la réprimande – à la fois religieuse et morale – que lui adresse M. Reynard en lui enjoignant de relire la Bible. L'UDF coupe brièvement la parole à son interlocuteur pour signaler l'importance qu'il accorde à l'Écriture. Le journaliste rappelle M. Reynard à l'ordre, l'évocation intempestive de la Bible semblant constituer un écart, mais se voit débordé par M. Früh qui, sans s'être vu accorder la parole, revient sur « quelque chose qui est beaucoup plus profond », « la liberté d'opinion » – une affirmation paradoxale pour un parti prétendant défendre « les

valeurs biblico-chrétiennes [qui] ont influencé positivement notre pays et d'innombrables générations ». L'embarras du politicien UDF est maximal : dans le feu de la controverse, il accorde davantage de poids aux libertés démocratiques qu'à la Bible – alors que sa stratégie vise à immuniser sa compréhension des Écritures contre la critique publique en invoquant ces mêmes libertés.

CONCLUSION

Le 9 février 2020, les citoyennes et les citoyens suisses rejettent à 63,1 % le référendum « Contre la loi de censure », et se disent donc favorables à l'extension de la norme pénale antiraciste à l'homophobie⁶⁷. La tentative de traduction opérée par l'UDF n'aura convaincu ni les médias généralistes, ni le peuple. Au lendemain de la votation, les titres de presse soulignent « [l]e triomphe en arc-en-ciel » (*Le Temps*)⁶⁸, tout comme le fait que « [l]e fort oui des Suisses donne de l'élan aux combats LGBTIQ+ » (*24 Heures*)⁶⁹, au premier rang desquels le mariage pour tous. L'UDF annonce aussitôt son intention de lancer un nouveau référendum à l'encontre de l'extension du mariage civil aux couples de même sexe. Le référendum aboutira et sera défait par les urnes le 26 septembre 2021, 64,10 % des Suisses approuvant cette modification de l'union matrimoniale (Delessert & Roca i Escoda, 2022)⁷⁰.

Jusqu'ici, les croisades morales menées par l'UDF visant à empêcher que le législateur acte des changements intervenus dans les mœurs et consacre des droits sexuels ont échoué, qu'il s'agisse d'enjeux liés à l'avortement, à l'homosexualité ou aux programmes scolaires d'éducation sexuelle. En revanche, ses mobilisations ont davantage porté à conséquence lorsqu'elles visaient à empêcher l'intégration des populations musulmanes, et notamment à traiter des personnes de cette confession comme des citoyennes et des citoyens à part entière. L'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se voiler le visage » recourait à un lexique libéral, mais visait bien les femmes musulmanes et était décrite par les médias comme « l'initiative

“anti-burqa”⁷¹ ». Elle a obtenu 51,42 % des suffrages lors de la votation du 7 mars 2021⁷². L’UDF figurait parmi ses principaux artisans. De même, cette minuscule formation joua un rôle central lors de l’initiative « anti-minarets » : loin de se montrer embarrassés, ses partisans revendiquaient haut et fort le caractère « chrétien » de la Suisse, un statut hégémonique qu’ils prétendaient menacé par « l’islamisation rampante » (Gonzalez, 2015).

Ces remarques conclusives invitent à une prise en compte nuancée de l’*embarras*. Celui-ci s’avère indissociable tant de l’enjeu abordé que de la position adoptée dans le débat public. Le face-à-face entre M. Reynard et M. Früh illustre ces variations. Les médias rabattent systématiquement le ténor de l’UDF et son camp sur leurs convictions, décrites comme rétrogrades ; ce geste a pour effet de miner la tentative de ces derniers visant à faire passer leur inquiétude en matière de « liberté religieuse » pour de la « censure ». À l’inverse, lors de ses interventions médiatiques, le socialiste peut librement se catégoriser comme un « chrétien », sous-entendu progressiste, c’est-à-dire capable d’instaurer une distance critique à l’endroit de passages problématiques figurant dans la Bible, et cela sans se préoccuper de la position officielle de l’Église catholique en la matière.

Surtout, la réflexion à partir d’une appréhension dense du concept de *croisade morale* a permis de revenir sur un ensemble de thématiques centrales, car touchant à la vie démocratique de nos sociétés. Ce concept ne figure guère dans les réflexions des pragmatistes. Pourtant, il n’est pas étranger à leurs inquiétudes, à commencer par celles de J. Dewey (1893-1950/2019), relatives à l’emprise qu’exerce le fondamentalisme au début du xx^e siècle, ce mouvement étant l’héritier de mobilisations politico-religieuses qui basculent du progressisme à la réaction. Dewey l’a bien vu : ces campagnes revivalistes impliquent une certaine conception, arrêtée, de ce que serait une collectivité politique, adossée à une manière particulière de fonder les valeurs, en les rapportant à un principe surnaturel immuable. Le concept de *croisade morale*, s’il intervient plus tard, dans les années 1950 et 1960, à

la jonction entre une histoire sociale conçue en termes de politiques statutaires, d'une sociologie des problèmes publics et d'une sociologie de la déviance, n'en renvoie pas moins à la même période, celle, notamment, du mouvement anti-esclavagiste, des ligues de tempérance et de la campagne anti-évolutionniste. Ce qui explique que la greffe puisse prendre avec le pragmatisme, même si les auteurs qui ont contribué à son élaboration – R. Hofstadter, J. Gusfield, H. Becker – ne se revendiquent pas de ce courant philosophique.

Surtout, l'usage que nous proposons de *croisade morale*, attentif au double mode de composition des valeurs (arrêtées ou ouvertes) et des collectifs (hégémoniques ou publics), permet d'aborder la question de la participation des acteurs religieux au débat citoyen de manière plus efficace que le concept de *traduction sémantique* proposé par J. Habermas. Les partisans du référendum ont fait un usage stratégique de la reformulation libérale, celui-ci prétendant sauvegarder – tout en les escamotant – des valeurs arrêtées, ne tolérant aucune discussion critique (comme cela est apparu au sein de la sphère religieuse), et encore moins d'être soumises à une enquête ouverte et non-dogmatique (Douyère & Gonzalez, 2020). Seule l'interrogation relative à la double composition des collectifs et des valeurs est en mesure de s'assurer si le principe de traduction n'est qu'une simple façade rhétorique, masquant des revendications hégémoniques, ou une véritable tentative de composer avec une pluralité d'interlocuteurs, ce qui implique de s'expliquer avec sa propre tradition, y compris pour en réviser certains aspects.

Simultanément, cette manière d'envisager le problème ouvre la voie à une participation féconde des acteurs religieux au débat citoyen. Enquête et tradition religieuse ne s'opposent pas nécessairement, mais sont susceptibles de s'articuler, comme en témoignent des expériences civiques contemporaines où des responsables de communautés sont invités à composer avec des interlocuteurs issus

d'autres communautés, et cela avec le souci de participer à des missions de service public (Gisel & Gonzalez, 2022 ; Gisel, Gonzalez & Ullern, 2022).

Cette étude de cas a permis, à notre sens, de démontrer la fécondité du concept de *croisade morale*. Appréhendé en regard de la notion deweyenne de *public*, il nous semble ouvrir un champ de recherche prometteur, afin de ressaisir des mobilisations prônant des valeurs absolutistes qui font peser leurs revendications et leurs exigences sur les sociétés sécularisées. À cet égard, la démocratie semi-directe qui caractérise les institutions helvétiques nous a amenés à considérer la Suisse comme un laboratoire privilégié pour poursuivre notre enquête.

BIBLIOGRAPHIE

- ACKLIN MUJI Dunya, BOVET Alain, GONZALEZ Philippe & Cédric TERZI (2007), « De la sociologie à l'analyse de discours, et retour », *Réseaux*, 144, p. 267-277.
- ADÉNOR Jean-Loup & Timothée DE RAUGLAUDRE (2019), *Dieu est amour. Infiltrés parmi ceux qui veulent « guérir » les homosexuels*, Paris, Flammarion.
- ALUMKAL Antony W. (2017), *Paranoid Science: The Christian Right's War on Reality*, New York, New York University Press.
- BALMER Randall H. (2004), *Encyclopedia of Evangelicalism*, Waco, Baylor University Press.
- BECKER Howard S. (1963/1985), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, tr. Jean-Pierre Briand & Jean-Michel Chapoulie, Paris, Métailié.
- BELL Daniel (dir.) (1955/2002), *The Radical Right*, New Brunswick, Transaction Publishers.
- BRIQUET Jean-Louis (2009), « Les conditions de félicité d'une croisade morale. Lutte anticorruption et conflits politiques dans l'Italie des années 1990 », *Droit et société*, 72 (2), p. 285-301.
- BÉRAUD Céline (2013), « Les catholiques contre le genre. L'épisode des manuels de SVT », in Florence Rochefort & Maria Eleonora Sanna (dir.), *Normes religieuses et genre*, Paris, Armand Colin, p. 109-122.
- BOUSSINESQ Jean (1988), « Les raisons des Églises », *Raison présente*, 85 (1), p. 25-36.
- BOVET Alain & Cédric TERZI (2012), « D'une catastrophe naturelle à une réussite humanitaire : le traitement public des événements de Gondo en Suisse », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p. 239-319. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19612>).
- CEFAÏ Daniel (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte (« M.A.U.S.S. »).
- CEFAÏ Daniel (2009), « La fabrique des problèmes publics. Boire ou conduire, il faut choisir ! », in Joseph Gusfield, *La Culture des problèmes publics*, Paris, Economica, p. 219-318.
- CEFAÏ Daniel (2013a), « L'expérience des publics : institution et réflexivité. Sur la sociologie des problèmes publics 1/2 », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://www.espacestemp.net/articles/lexperience-des-publics-institution-et-reflexivite/>).
- CEFAÏ Daniel (2013b), « Opinion publique, ordre moral et pouvoir symbolique. Sur la sociologie des problèmes publics 2/2 », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://www.espacestemp.net/articles/opinion-publique-ordre-moral-et-pouvoir-symbolique/>).
- CEFAÏ Daniel & Cédric TERZI (dir.) (2012), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19522>).

- CLAYMAN Steven & John HERITAGE (2002), *The News Interview: Journalists and Public Figures on the Air*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CHELINI-PONT Blandine (2013), *La Droite catholique aux États-Unis: de la Guerre froide aux années 2000*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DE FLAUGERGUES Amélie & Yvon CSONKA (2018), *La religion, une histoire de famille? Analyse des données de l'Enquête sur la langue, la religion et la culture*, Neuchâtel, Office fédéral des statistiques (OFS).
- DELESSERT Thierry (2020), *Sortons du ghetto! Histoire politique des homosexualités en Suisse, 1950-1990*, Genève, Seismo.
- DELESSERT Thierry & Marta ROCA I ESCODA (2022), *Mariage pour toutes et tous. La reconnaissance des couples de même sexe en Suisse*, Lausanne, Presses de l'EPFL.
- DEWEY John (1893-1950/2019), *Écrits sur les religions et le naturalisme*, recueil de textes traduits et introduits par Joan Stavo-Debaugue, Genève, les éditions.
- DEWEY John (1918-1944/2011), *La Formation des valeurs*, trad. Alexandra Bidet, Louis Quéré & Jérôme Truc, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte.
- DEWEY John (1922/2015), « Interventions sur la religion et le naturalisme. 1. La frontière intellectuelle américaine », in Joan Stavo-Debaugue, Philippe Gonzalez & Roberto Frega (dir.), *Quel âge post-séculier? Religions, démocraties, sciences*, Paris, Éditions de l'EHESS, (« Raisons Pratiques », 24), p. 41-46. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12136>).
- DEWEY John (1927/2003), *Le Public et ses problèmes*, trad. Joëlle Zask, Tours, Farrago et Pau, Presses de l'Université de Pau.
- DEWEY John (1930/2018), « Ce que je crois », trad. Joan Stavo-Debaugue, *Pragmata*, 1, p. 348-369. En ligne : (https://revuepragmata.files.wordpress.com/2018/09/pragmata-2018-1_dewey.pdf).
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. La théorie de l'enquête*, trad. Gérard Deledalle, Paris, Presse universitaires de France.
- DOUYÈRE David & Frédéric ANTOINE (2018), « Penser l'entrelacs des religions et des médias », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 13. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/rfsic.3756>).
- DOUYÈRE David & Philippe GONZALEZ (2020), « Le contact et l'écart : penser la religion sous le regard du tiers », *Questions de communication*, 37 (1), p. 7-62.
- EZREN Tanya (2006), *Straight to Jesus: Sexual and Christian Conversions in the Ex-Gay Movement*, Berkeley, University of California Press.
- GISEL Pierre & Philippe GONZALEZ (2022), « Quelle foi dans la démocratie? Former des acteurs religieux à l'aune de la reconnaissance vaudoise », in Pierre Gisel, Philippe Gonzalez & Isabelle Ullern (dir.), *Former des acteurs religieux: entre radicalisation et reconnaissance*, Genève, Labor et Fides, p. 57-82.
- GISEL Pierre, GONZALEZ Philippe & Isabelle ULLERN (dir.) (2022), *Former des acteurs religieux: entre radicalisation et reconnaissance*, Genève, Labor et Fides.

- GONZALEZ Philippe (2015), « Montrer les minarets pour imposer une Suisse "chrétienne". Les sources évangéliques d'une initiative populaire », in Joan Stavo-Debaugé, Philippe Gonzalez & Roberto Frega (dir.), *Quel âge post-séculier? Religions, démocraties, sciences*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 24), p. 249-284. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12169>).
- GONZALEZ Philippe (2016a), « Le créationnisme à l'école, une affaire privée? Révélation médiatique, "malaise" politique et régulations du religieux », *Communication & langages*, 189, p. 63-84.
- GONZALEZ Philippe (2016b), « La Manhattan Declaration, ou "l'œcuménisme des tranchées" : catholiques conservateurs et évangéliques dans la Droite chrétienne américaine », in Joseph Famérée, Pierre Gisel & Hervé Legrand (dir.), *Évangile, moralité et lois civiles*, Münster, LIT Verlag, p. 307-336.
- GONZALEZ Philippe & Joan STAVO-DEBAUGE (2015), « "Dominez la terre !" Le créationnisme, du fondamentalisme à la désécularisation », *Archives de sciences sociales des religions*, 169 (1), p. 351-376.
- GONZALEZ Philippe, STAVO-DEBAUGE Joan & MARTA ROCA I ESCODA (2020), « S'aventurer en ethnographes dans les arcanes d'une "base de données" », *Ethnographiques.org*, 39. En ligne : (<https://doi.org/10.25667/ethnographiques/2020-39/009>).
- GUSFIELD Joseph R. (1955), « Social Structure and Moral Reform: A Study of the Woman's Christian Temperance Union », *American Journal of Sociology*, 61 (3), p. 221-232.
- GUSFIELD Joseph R. (1963), *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press.
- GUSFIELD Joseph R. (1967), « Moral Passage: The Symbolic Process in Public Designations of Deviance », *Social Problems*, 15 (2), p. 175-188.
- GUSFIELD Joseph R. (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, trad. Daniel Cefaï, Paris, Economica.
- HABERMAS Jürgen (2005/2008a), *Entre naturalisme et religion. Les défis de la démocratie*, trad. Christian Bouchindhomme & Alexandre Dupeyrix, Paris, Gallimard.
- HABERMAS Jürgen (2008b), « Qu'est-ce qu'une société "post-séculière"? », trad. par Pierre Rusch, *Le Débat*, 152 (5), p. 4-15.
- HARRIS Harriet A. (1998/2007), *Fundamentalism and Evangelicals*, Oxford, Oxford University Press.
- HEINZ Donald (1985), « Clashing Symbols: The New Christian Right as Countermythology », *Archives de sciences sociales des religions*, 59 (1), p. 153-173.
- HOFSTADTER Richard (1952-1965/2012), *Le Style paranoïaque : théories du complot et droite radicale en Amérique*, trad. Julien Charnay, Paris, François Bourin.
- IGLESIAS-CAVICCHIOLI Manuel (2013), « Le mouvement théoconservateur en Espagne : pensée, organisation et influence politique », *Pôle Sud*, 39 (2), p. 79-98.

- KUHAR Roman & David PATERNOTTE (dir.) (2018), *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- LEAHY Peter J., SNOW David A. & Steven K. WORDEN (1983), « The Antiabortion Movement and Symbolic Crusades: Reappraisal of a Popular Theory », *Alternative Lifestyles*, 6 (1), p. 27-47.
- LIENESCH Michael (2009), *In the Beginning Fundamentalism, the Scopes Trial, and the Making of the Antievolution Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- MATHIEU Lilian (2005), « Repères pour une sociologie des croisades morales », *Déviance et société*, 29 (1), p. 3-12.
- MATHIEU Lilian (2009), « Croisades morales », in Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 167-173.
- MATHIEU Lilian (2015), « Croisade morale et politique de statut : quelques hypothèses à propos du mouvement abolitionniste », *Croisades privées et problèmes publics. L'héritage sociologique de Joseph Gusfield*, Paris, France. En ligne : (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01326648>).
- NICOLAS Frédéric (2016), « Une croisade morale inachevée. La représentation des mondes agricoles dans le journal agriculture et vie », *Études rurales*, 2 (198), p. 97-114.
- OCQUETEAU Frédéric (2019), « “Guerre au terrorisme” : une croisade morale sous le regard critique des sciences sociales », *Revue française d'administration publique*, 170 (2), p. 475-492.
- PEIRCE Charles Sanders (1878/2014), « Comment se fixe la croyance », in Gérard Deledalle, Michel Balat & Janice Deledalle-Rhodes (dir.), *À la recherche d'une méthode*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, p. 137-154.
- QUÉRÉ Louis (2015), « Religion et sphère publique au prisme du naturalisme pragmatiste », in Joan Stavo-Debaugé, Philippe Gonzalez & Roberto Frega (dir.), *Quel âge post-séculier ? Religions, démocraties, sciences*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 24), p. 113-147. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehes/12151>).
- QUÉRÉ Louis (2018), « La religion comme expérience de la valeur », *ThéoRèmes*, 13. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/theoremes.2038>).
- ROCA I ESCODA Marta (2010), *La Reconnaissance en chemin. L'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*, Genève-Zurich, Seismo.
- ROYCE Josiah (1913/2001), *The Problem of Christianity*, Washington, Catholic University of America Press.
- SMITH Christian (2011), *The Bible Made Impossible. Why Biblicalism Is Not a Truly Evangelical Reading of Scripture*, Grand Rapids, Brazos Press.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), *Le Loup dans la bergerie. Le fondamentalisme chrétien à l'assaut de l'espace public*, Genève, Labor et Fides.

- STAVO-DEBAUGE Joan (2015), « Mauvaise foi. Du revival de la philosophie analytique de la religion à l'introduction de l'objection intégraliste en théorie politique », in Joan Stavo-Debauge, Philippe Gonzalez & Roberto Frega (dir.), *Quel âge post-séculier ? Religions, démocraties, sciences*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 24), p. 151-182. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12157>).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2019a), « L'hommage (oublié) de John Dewey à Mgr Brown, l'évêque des athées et des bolchéviques, pendant la croisade anti-évolutionniste des années 1920 », *Pragmata*, 2, p. 296-368. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-stavo-debauge.pdf>).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2019b), « Introduction. Un contre-point aux discours post-séculiers », in *John Dewey, Écrits sur les religions et le naturalisme*, recueil de textes traduits et introduits par Joan Stavo-Debauge, Genève, les éditions, p. 9-56.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2020), « L'expression publique des embarras de la parole religieuse. De bavardages prosélytes en inhibition de la critique, l'invention d'une inédite "méthode de fixation des croyances" », in Laurence Kaufmann & Louis Quéré (dir.), *Les Émotions collectives*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 29), p. 339-380. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/29497>).
- STAVO-DEBAUGE Joan, GONZALEZ Philippe & Roberto FREGA (dir.) (2015), *Quel âge post-séculier ? Religions, démocraties, sciences*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 24). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12100>).
- STAVO-DEBAUGE Joan & Marta ROCA I ESCODA (2015), « Le post-sécularisme nuit-il aux femmes... et aux homosexuel-le-s ? », *Sextant*, 31, p. 59-74.
- TAYLOR Charles (2007/2011), *L'Âge séculier*, trad. par P. Savidan, Paris, Seuil.
- THOMAS Matthieu (2021), « Faire interdire le concert de l'"islamiste" Médine : les ressorts de la publicité pour la cause anti-islam », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.16569>).
- TERZI Cédric (2016), « Peut-on construire des minarets en Suisse ? Les errements de la démocratie directe face à une question déplacée », *Esprit*, 11, p. 100-114.
- VALLADE Florence (2015), « Autisme : l'écran des évidences éducatives », *Éducation et sociétés*, 36 (2), p. 35-49.
- VERÓN Eliseo (1973), « Postface : vers une "logique naturelle des mondes sociaux" », *Communications*, 20 (1), p. 246-278.
- VERÓN Eliseo (1995), « Médiatisation du politique : stratégies, acteurs et construction des collectifs », *Hermès*, 17-18 (3), p. 201-214.
- WIDMER Jean (2010), *Discours et cognition sociale : une approche sociologique*, Paris, Archives contemporaines.

NOTES

1 Nous remercions Daniel Cefaï, Thomas Matthieu, Joan Stavo-Debauge, ainsi que deux évaluateurs anonymes pour leurs remarques si incisives, qui nous ont permis d'expliciter les affinités qu'entretiennent le concept de *croisade morale* et une approche pragmatiste de la démocratie. Nous leur en sommes profondément reconnaissants, tout en demeurant seuls responsables des faiblesses qui subsistent dans cet article.

2 Stéphanie Jaquet, 7 avril 2019, « L'UDF va déposer son référendum "Contre la loi de censure" lundi à 16h », RTS Info, Radio Télévision Suisse. En ligne : (<https://www.rts.ch/info/suisse/10348035-l-udf-va-deposer-son-referendum-contre-la-loi-de-censure-lundi-a-16h.html>), (consulté le 8 avril 2019).

3 LT, 8 janvier 2019, « Le référendum polémique », *Le Temps*.

4 Julien Wicky, 9 janvier 2019, « Ils veulent garder le droit d'insulter les homosexuels », *24 Heures* et *La Tribune de Genève*.

5 « L'UDF entend stimuler la réflexion et le débat éthiques, et participer ainsi à la construction de notre société de demain. Les valeurs chrétiennes constituent la base de réflexion des chrétiens engagés à l'UDF. Elles sont autant de repères sûrs dans un monde secoué par de profonds changements. » Il s'agit de la

présentation que l'UDF donne d'elle-même sur son site Internet (et que ses représentants déclinent lors de leurs apparitions médiatiques). En ligne : (<https://www.udf-suisse.ch/de/parti.html>), (consulté le 8 avril 2019).

6 Argumentaire du comité référendaire. En ligne : (<https://www.censure-non.ch/argumentaire/>), (consulté le 8 avril 2019).

7 Cet article participe d'une investigation plus large, quantitative et qualitative (Gonzalez, Stavo-Debauge & Roca i Escoda, 2020), financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, qui tente d'appréhender les résistances que rencontre la parole religieuse lorsqu'elle s'énonce dans l'espace public de pays européens sécularisés : « Embarras de la parole religieuse, débats radiophoniques et controverses autour du genre : Suisse et France, 2006-2016 » (FNS n° 100017_165652).

8 Quelques jours avant le dépôt de l'initiative « Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle » par le député Mathias Reynard, le canton de Genève lance une initiative analogue visant à modifier la Constitution fédérale et la norme pénale contre la discrimination raciale. Elle sera classée par la suite. Notre analyse se focalise sur la seconde initiative, qui a abouti à une modification législative et suscité la mobilisation de l'UDF.

9 L. Mathieu (2005 ; 2015) commet une imprécision en imputant à Gusfield la création du concept de *status politics*, alors que ce dernier écrit le contraire : « Cette distinction entre *politique de classe* et *politique statutaire* a été développée par Richard Hofstadter et [le sociologue] Seymour Lipset dans le but d'analyser les différents mouvements associés au sénateur McCarthy et aux organisations politiques d'extrême droite dans les années 1950. Ils ont tous deux affirmé que deux processus différents, bien qu'interdépendants, sont à l'œuvre dans la politique américaine. Dans la politique de classe (Hofstadter utilise le terme "politique d'intérêt"), nous avons le conflit entre les objectifs matériels et les aspirations des différents groupes sociaux, comme on le trouve dans la droite et la gauche traditionnelles. Dans la politique statutaire, le conflit naît des aspirations et des mécontentements liés au statut. » (1963 : 17 ; notre traduction). R. Hofstadter et S. M. Lipset publient respectivement leurs analyses dans le collectif dirigé par D. Bell (1955/2002). Il nous est impossible, dans le cadre du présent article, de revenir sur la part qui revient à S. M. Lipset dans la genèse du concept de *status politics*.

10 Dans sa postface à *La Culture des problèmes publics* de Joseph Gusfield, D. Cefaï (2009) revient sur les *status politics*, explorant l'origine wébérienne du concept, mais sans faire le lien avec les travaux de R. Hofstadter.

11 L. Mathieu (2005 ; 2009 ; 2015) décrit les liens entre J. Gusfield et H. Becker, mais n'évoque pas non plus R. Hofstadter, malgré les emprunts conséquents de J. Gusfield à l'historien.

12 L. Mathieu propose une compréhension analogue : « diamétralement opposées aux revendications relativistes s'inscrivant dans les registres du "droit à la différence" ou de la reconnaissance d'identités minoritaires, [les croisades morales] tendent dans une logique missionnaire parfois agressive à une conversion généralisée à une vision de l'ordre naturel ou social dont la prétention à l'universalité est explicite – justifiant ainsi l'emploi du terme à la fois religieux et guerrier de "croisade" pour les désigner. » (2005 : 7).

13 Une dimension qu'omet la discussion de L. Mathieu.

14 Ce spectre sémantique est présent dans l'*Encyclopedia of Evangelicalism* de l'historien Randall Balmer (2004), qui use de « *crusade* » à 141 reprises (pour 790 pages), sans jamais prendre la peine de définir l'expression, tant elle semble aller de soi pour un lectorat américain, familier du protestantisme.

15 À propos de la posture de J. Dewey concernant les religions et sa compréhension d'une « attitude religieuse », cf. les travaux de Louis Quéré (2015 ; 2018) et, de Joan Stavo-Debauge, notamment

son introduction aux écrits que le philosophe pragmatiste consacre à ces questions (Dewey, 1893-1950/2019 ; Stavo-Debaugé, 2019b).

16 Les propositions de Josiah Royce (1913/2001), et notamment sa relecture de la sémiotique peircienne, font apparaître que l'absolutisme n'est pas le seul rapport qu'une communauté religieuse peut entretenir à ses valeurs : le philosophe idéaliste passé au pragmatisme met en avant le rôle émancipateur que peut générer une herméneutique collective des expériences et des symboles, celle-ci se répercutant sur l'ouverture de la communauté.

17 C'est ce qu'avait clairement identifié J. Dewey dans la critique qu'il adresse au tribun démocrate, W. J. Bryan, qui mena la croisade antiévolutionniste. Pour le pragmatiste, cette mobilisation est le fait des « classes allant assidûment à l'église », « sous l'influence du protestantisme évangélique », qui « incarnent et expriment un esprit de douce bienveillance à l'égard des classes économiquement désavantagées » ; une population, toutefois, qui « n'a jamais eu d'intérêt pour les idées comme telles, ni pour ce que la science et les arts pourraient apporter à la libération et à l'élévation de l'esprit humain » (1922/2015 : 42). La conclusion de J. Dewey constitue l'une des rares utilisations négatives de la notion de « croisade », dans laquelle le philosophe revient sur l'illibéralisme qui se loge dans cette forme de libéralisme, en raison

notamment des « revivalistes » (Bryan, Roosevelt, Wilson) qui ont porté de telles mobilisations, qu'elles soient progressistes ou conservatrices, « des mouvements qui incarnent des émotions morales plutôt que la perspicacité et la politique de l'intelligence » (*ibid.* : 46).

18 Pour une discussion critique de la notion de « post-séculier » telle qu'avancée notamment par Jürgen Habermas (2005/2008a) ou Charles Taylor (2007/2011), voir notamment J. Stavo-Debaugé (2012) et J. Stavo-Debaugé, Ph. Gonzalez & R. Frega (2015).

19 « Loi contre l'homophobie, un parti veut annuler le texte », *Le Journal, Léman Bleu*, 7 janvier 2019. En ligne : (<http://www.lemanbleu.ch/fr/News/Loi-contre-l-homophobie-un-parti-veut-annuler-le-texte.html#>), (consulté le 8 avril 2019).

20 Le présentateur déploie ce que l'analyse conversationnelle décrit comme un *questionnement contradictoire* (*adversarial questioning*) (Clayman & Heritage, 2002, chap. 6).

21 Pauline Rumpf, 9 janvier 2019, *20 Minutes*. En ligne : (<https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/homophobie-20738075>), (consulté le 15 avril 2020).

22 Eric Felley, 8 janvier 2019, *LeMatin.ch*. En ligne : (<https://www.lematin.ch/suisse/homophobie-peutelle->

populaire-suisse/story/24068983), (consulté le 15 avril 2020).

23 Les populaires cantonaux *La Tribune de Genève* (23) et *24 Heures* (16) ont déjà été mentionnés, tout comme le généraliste national *Le Temps* (14) et le gratuit *20 Minutes* (4). Il convient d'inclure le national *Le Matin*, dans ses deux déclinaisons: la version généraliste dominicale (5), l'édition populaire web (1). Les articles de la presse papier ont été collectés via la base de données Europresse avec les mots-clefs « udf + censure », « udf + référendum », « référendum + homophobie ». Pour les articles web, la recherche s'est effectuée au travers de Google en accolant les mots-clefs au nom du titre (par exemple « "Le Matin" + udf + référendum »).

24 On trouve, par nombre d'occurrences: « votation[s] fédérale[s] » (5), « votation[s] du 9 février » (4), « votation[s] » (3), « démocratie » (2), « élections fédérales » (2), « référendum » (2), « droits populaires » (1), « scrutin » (1).

25 Patrick Monay, 12 mars 2019.

26 Lucie Monnat, 6 décembre 2019.

27 Virginie Nussbaum, 29 juin 2019.

28 Cf. « Évolution de la force des partis: Suisse » sur la page du Parlement. En ligne: (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/elections-federales-2019.assetdetail.8286219.html>), (consulté le 15 avril 2020).

29 « Appartenance religieuse selon les cantons: population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus », Office fédéral de la statistique, chiffres publiés le 24.01.2022 pour la période d'observation 2010-2020. En ligne: (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/langues-religions/religions.assetdetail.20944900.html>), (consulté le 25 janvier 2022).

30 La page n'est plus accessible sur le site de la section cantonale, mais il demeure visible sur webarchive.org: (<https://web.archive.org/web/20090804161457/http://www.udc-valais.ch/?p=854>), (consulté le 15 avril 2020).

31 Paul VI, 25 juillet 1968, « *Humanae Vitae*. Lettre encyclique de sa sainteté le pape Paul VI sur le mariage et la régulation des naissances ». En ligne: (https://www.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_25071968_humanae-vitae.html), (consulté le 25 janvier 2022).

32 Rafaël Poncioni, Erwan Jagut, 15 juillet 2009, « Les associations suisses d'homosexuels et de lesbiennes ont déposé plainte pénale en Valais contre un texte de jeunes UDC valaisans », *19h30*, Radio Télévision Suisse. En ligne: (<https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/les-associations-suissees-dhomosexuels-et-de-lesbiennes-ont-depose-plainte-penale-en-valais-contre-un-texte-de-jeunes-udc-valaisans?id=1506344>), (consulté le 15 avril 2020).

33 ATS, 30 mars (modifié le 28 juin) 2010, « Plainte contre l'UDC : homosexuels déboutés », *RTS Info*, Radio Télévision Suisse. En ligne : (<https://www.rts.ch/info/suisse/1737290-plainte-contre-l-udc-homosexuels-deboutés.html>), (consulté le 16 avril 2020).

34 GCO, 9 novembre 2010, « «Une victoire contre le lobby homosexuel !» », *20 Minutes*. En ligne : (<https://www.20min.ch/ro/news/romandie/story/-Une-victoire-contre-le-lobby-homosexuel---24882505>), (consulté le 16 avril 2020).

35 Raphaël Pomey, 3 novembre 2010, *20 Minutes*. En ligne : (<https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Gregory-Logean-attaque--l-islam-sanguinaire--21193682>), (consulté le 16 avril 2020).

36 Jérémie Cavin, mai 2012, *Christianisme Aujourd'hui*, 5: 8-9. Cet article est aussi paru en ligne (le 23 avril 2012) : (<http://www.christianismeaujourd'hui.info/articles.php/les-milieus-gays-ont-gagné-7014.html>), (consulté le 16 avril 2020).

37 Ce magazine, diffusé au Canada, en France et en Suisse, appartient au groupe Alliance Presse dont le siège principal se trouve à Aubonne, à quelques kilomètres de Lausanne (Suisse). Il comptait à l'époque 3 700 abonnés et un lectorat de 10 000 personnes, selon les chiffres communiqués par son directeur de l'époque, Christian Willy. Entretien du 30 mars 2012 avec Philippe Gonzalez.

38 À propos de ces « thérapies » mises en œuvre pour « restaurer les personnes homosexuelles » (l'hétérosexualité étant posée comme l'idéal à atteindre), voir les enquêtes sociologiques de Tanya Ezren (2006), Antony Alumkal (2017, chapitre 2) et journalistique de Jean-Loup Adénor & Timothée de Raglaudre (2019).

39 Philippe Auzenet, 2 juin 2012, « Une écoutante de “personnes homosexuelles en mal-être” écrit une lettre ouverte au Premier Ministre », *Actu-chrétienne.net*. En ligne : (<https://actualitechretienne.wordpress.com/2012/06/02/une-ecoutante-des-personnes-homosexuelles-en-mal-etre-ecrit-une-lettre-ouverte-au-premier-ministre/>), (consulté le 21 avril 2020).

40 La Faculté Jean Calvin d'Aix-en-Provence met un point d'honneur à enseigner la doctrine de l'« inerrance » de la Bible (qui durcit la notion d'« inspiration » et la tire vers une acception fondamentaliste), telle que formulée dans la déclaration de Chicago de 1978. À propos de cette herméneutique, voir les travaux de Harriet Harris (1998/2007) et, dans une veine confessante assumée, du sociologue Christian Smith (2011). Quant à la déclaration, elle figure parmi les « textes confessionnels » que promeut la *Revue réformée* publiée par la Faculté Jean Calvin, aux côtés du *Catéchisme de Genève* de Jean Calvin en 1545, ou de la *Confession de foi de la Rochelle*, de 1559 : (<https://larevuereformee.net/articlerr/n212/textes-confessionnels>),

(consulté le 22 avril 2020). À cette première déclaration de 1978, s'en sont ajoutées deux portant respectivement sur « l'herméneutique biblique » (1982) et sur « l'application de l'enseignement biblique » (1986). Cette dernière, qui constitue un projet de société conservateur, classe l'homosexualité parmi les « déviations sexuelles » (art. VIII) et avance notamment : « Nous rejetons l'opinion selon laquelle le comportement homosexuel pourrait être agréé par Dieu. [...] Nous rejetons l'opinion selon laquelle il serait impossible d'espérer la délivrance d'un comportement homosexuel ou de toute autre forme de déviation sexuelle. » L'article suivant, consacré à « L'État sous la seigneurie de Dieu » (art. IX) affirme entre autres : « Nous affirmons qu'il est bon et désirable que des chrétiens participent au gouvernement civil et recommandent, pour le bien de tous, la promulgation de lois qui soient en accord avec la loi morale de Dieu. [...] Nous affirmons que les gouvernements ont la responsabilité devant Dieu de promulguer et de faire respecter des lois qui, en matière de relations humaines, s'accordent avec la loi morale de Dieu. » Ces affirmations revêtent une orientation absolutiste qu'il vaudrait la peine d'analyser finement en regard d'autres énoncés présents dans le même article, par exemple : « Nous rejetons l'opinion selon laquelle une foi religieuse serait requise pour participer au gouvernement civil, son absence rendant illégitime l'autorité de ceux qui gouvernent. » Cette

déclaration est elle aussi accessible sur le site de la *Revue réformée* parmi les « textes confessionnels ».

41 *Christianisme Aujourd'hui*, mai 2012, 5: 15.

42 Le texte de l'initiative (13.407) et les divers rapports la concernant se trouvent sur le site du Parlement. Cf. (<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20130407>), (consulté le 15 avril 2020).

43 *Ibid.*

44 Albertine Bourget, 6 mars 2013, « “Les homosexuels doivent pouvoir se défendre” », *Le Temps*.

45 Eric Felley, 23 mars 2013, *LeMatin.ch*. En ligne : (<https://www.lematin.ch/suisse/romands-unis-homophobie/story/15090422>), (consulté le 15 avril 2020).

46 La chambre basse (Conseil national) a adopté le projet par 121 voix contre 67 et 8 abstentions, et la chambre haute (Conseil des États) par 30 voix contre 12 et une abstention.

47 Voir le dossier « Interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle » sur le portail du Gouvernement suisse. En ligne : (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20200209/divieto-della-discriminazione-basata-sull-orientamento-sessuale.html>), (consulté le 15 avril 2020).

48 UDF, page «Thèmes fondamentaux: notre pays – nos valeurs». En ligne: (<https://www.udf-suisse.ch/fr/themes/positions/notre-pays-nos-valeurs.html#c11104>), (consulté le 28 avril 2020).

49 En ligne: (<https://www.udf-suisse.ch/de/actualites/nouveautes/newsdetail/news/ludf-suisse-envisage-le-referendum-contre-une-dictature-etatique-en-matiere-dexpression.html>), (consulté le 29 avril 2020).

50 En ligne: (<https://www.udf-suisse.ch/de/actualites/nouveautes/newsdetail/news/la-protection-des-minorites-na-pas-besoin-de-censure.html>), (consulté le 28 avril 2020).

51 Yves Petignat, 14 avril 2019, «Homophobie: la manipulation», *Le Temps*.

52 Boris Busslinger, 28 janvier 2020, *Le Temps*.

53 Philippe Boeglin, Boris Busslinger, 22 janvier 2020, *Le Temps*.

54 Raphaël Pomey, 27 février 2014, «Son idée fait peur aux Églises», *LeMatin.ch*. En ligne: (<https://www.lematin.ch/story/son-idee-fait-peur-aux-eglises-668205094017>), (consulté le 23 avril 2020).

55 C'est notamment le cas dans le reportage que *Mise au point*, le magazine politique de la première chaîne de la télévision de la Radio Télévision Suisse, consacre à

«l'homophobie» le 7 avril 2019. En ligne: (<https://www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/homophobie?id=10356068>), (consulté le 23 avril 2020).

56 FEPS, 7 janvier 2019, Communiqué «Orientation sexuelle: oui à l'extension de la protection contre la discrimination». En ligne: (<https://www.evref.ch/fr/orientation-sexuelle-oui-a-lextension-de-la-protection-contre-la-discrimination/>), (consulté le 23 avril 2020).

57 Jacques Berset, 6 décembre 2019, «Les évêques suisses veulent "lutter ensemble pour renouveler l'Église"», *Cath.ch*. En ligne: (<https://www.cath.ch/newsf/les-eveques-suissees-veulent-lutter-ensemble-pour-renouveler-leglise/>), (consulté le 23 avril 2020).

58 Le Réseau évangélique suisse «regroupe 11 unions d'Églises, 200 Églises évangéliques locales, 80 organisations chrétiennes ainsi que [40 000] membres individuels en Suisse romande». Avec sa contrepartie alémanique, la Schweizerische Evangelische Allianz, il prétend «représent[er] ensemble quelque 250 000 chrétiens de conviction évangélique». Ce chiffre dépasse les 1,7 % d'évangéliques recensés par l'Office fédéral des statistiques: soit 144 500 personnes pour huit millions et demi d'habitants (de Flaugergues & Csonka, 2018: 5); il englobe 1 % supplémentaire de la population qui, tout en se déclarant «réformé», serait de tendance

évangélique. Voir (<https://evangelique.ch/portrait/>), (consulté le 9 juin 2020).

59 SEA-RES, 9 janvier 2020, « Contre la haine – pour la liberté d’expression ». En ligne : (<https://evangelique.ch/contre-la-haine-pour-la-liberte-dexpression%E2%80%8B/>), (consulté le 9 juin 2020).

60 La FREE « compren[d] environ 4 500 membres répartis dans une cinquantaine de communautés ». En ligne : (<https://lafree.ch/a-propos>), (consulté le 9 juin).

61 Marc Früh, 11 décembre 2019, « “Norme pénale anti-homophobie : la liberté d’expression est menacée ! », *LaFree.Info*. En ligne : (<https://lafree.ch/info/opinion/norme-penale-anti-homophobie-la-liberte-d-expression-est-menacee-par-marc-fruh>), (consulté le 9 juin).

62 Il s’agit de Philippe Henchoz, pasteur de l’Église évangélique de Meyrin (Genève), rattachée à la FREE. Désireux de s’exprimer sur le sujet, le pasteur s’est vu invité à exposer sa position dans les commentaires, sous le texte de Marc Früh, par le communicant en charge du site *LaFree.Info*. Échange du 9 juin 2020 avec Philippe Gonzalez.

63 Jean-René Moret, 3 janvier 2020, « “Norme pénale antihomophobie : des craintes légitimes” », *LaFree.Info*. En ligne : (<https://lafree.info/info/opinion/norme-penale-antihomophobie-des-craintes->

[legitimes-par-jean-rene-moret](https://lafree.info/info/opinion/norme-penale-antihomophobie-des-craintes-legitimes-par-jean-rene-moret)), (consulté le 9 juin).

64 Marion Faliu, 7 avril 2019, « Homophobie », *Mise au Point*, Radio Télévision Suisse. En ligne : (<https://www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/homophobie?id=10356068>), (consulté le 13 janvier 2020).

65 La séquence intervient dans la plage temporelle située entre 07:29 et 09:11.

66 La séquence intervient entre 09:23 et 10:13. « L’UDF s’oppose à l’extension de la norme pénale antiraciste : débat entre Marc Früh et Mathias Reynard », *Forum*, 7 janvier 2019. En ligne : (<https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/ludf-soppose-a-lextension-de-la-norme-penale-antiraciste-debat-entre-marc-frueh-et-mathias-reynard?id=10105647>), (consulté le 10 juin 2020).

67 La participation aura été de 41,69 %, cf. (<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/20200209/det630.html>), (consulté le 10 juin 2020).

68 Boris Busslinger, 10 février 2020.

69 Lise Bailat, 10 février 2020.

70 « Mariage pour tous », Département fédéral de justice et police. En ligne : (<https://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/themes/abstimmungen/ehe-fuer-alle.html>), (consulté le 26 janvier 2022).

71 ATS/CAB, 7 mars 2021, « L’initiative “anti-burqa” adoptée avec une courte majorité en Suisse », *RTS Info*, Radio Télévision Suisse. En ligne : (<https://www.rts.ch/info/suisse/12027049-linitiative-antiburqa-adoptee-avec-une-courte-majorite-en-suisse.html>), (consulté le 26 janvier 2022).

72 « Initiative populaire “Oui à l’interdiction de se dissimuler le visage” », Département fédéral de justice et police. En ligne : (<https://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/themes/abstimmungen/verhuellungsverbot.html>), (consulté le 26 janvier 2022).

LA CONFIANCE DANS L'ACTION COLLECTIVE

AUTOUR DE
L'ENTERREMENT
D'EUROPACITY, AU
TRIANGLE DE GONESSE

STÉPHANE TONNELAT

Le compte rendu ethnographique de la cérémonie d'enterrement d'EuropaCity montre comment le Collectif pour le Triangle de Gonesse, une association dédiée à la protection de terres agricoles menacées par l'urbanisation, célèbre sa victoire contre ce grand projet de centre commercial et de loisirs en bordure de Paris. Les militants reviennent sur leurs actions qui s'appuient sur une forme de confiance, dans les personnes et dans certaines institutions comme la justice, dont les effets peuvent être puissants. Ces observations tendent à réhabiliter les moyens utilisés par les mobilisations dites non-violentes – manifestations, participation aux enquêtes et débat publics, contre-projet, mais aussi occupation et blocage de chantier –, à condition que les militants soient capables de discuter les idéaux qui les poussent et qu'ils déploient leurs actions simultanément dans plusieurs arènes complémentaires. C'est ainsi que la lutte contre EuropaCity multiplie les interventions sur le terrain contesté en l'occupant et en y jardinant, en y développant des activités symboliques et artistiques ; dans les médias, en promouvant sa lutte et son projet alternatif ; au tribunal, en multipliant les recours juridiques ; et dans l'espace public urbain, lors d'événements organisés à Paris. Lorsqu'elles sont bien coordonnées, ces actions nourrissent une forme de « libéralisme radical » – une notion élaborée à partir de la pensée de John Dewey – qui caractérise les mobilisations attachées à l'idée de démocratie en acte (*democracy in the making*).

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ETHNOGRAPHIE ; ARTIFICIALISATION ; TERRES AGRICOLES ; MOBILISATION ; CONFIANCE.

* Stéphane Tonnelat est chargé de recherche au CNRS au laboratoire UMR LAVUE à l'Université Paris-Nanterre [stephane.tonnelat@cnrs.fr].

Les associations locales qui luttent pour la protection de l'environnement passent souvent auprès de militants plus revendicatifs pour des regroupements de naïfs rêveurs, mal équipés face aux menaces portées par les industries, apparemment toujours soutenues par le gouvernement et ses administrations (Pruvost, 2019). Pourtant, certaines luttes réussissent à stopper des projets qualifiés de Grands Projets Inutiles et Imposés sans recours à la violence. L'exemple du Collectif pour le Triangle de Gonesse (ci-après le Collectif ou CPTG), tombeur en 2019 du mégaprojet de centre commercial et de loisirs EuropaCity, dans les terres agricoles de la périphérie parisienne, est intéressant pour comprendre les ressorts de la puissance que peuvent développer malgré tout ces petites associations sans grands moyens¹.

Dans cet article, je voudrais montrer comment les actions menées par le Collectif s'appuient sur une forme de confiance dans les personnes et dans les institutions, dont les effets peuvent être puissants. Ces observations tendent à réhabiliter les moyens utilisés par les mobilisations dites non violentes, à condition qu'elles déploient leurs actions simultanément dans plusieurs arènes complémentaires. À chaque action, c'est un type de problématisation et de publicisation qui se met en place, auquel est attachée une configuration d'acteurs, et un type de public qui va agir en conséquence (Cefaï & Terzi, 2012). Lorsqu'ils sont coordonnés, ces moyens mènent à une forme de libéralisme radical² exemplaire pour les mobilisations attachées à l'idée de démocratie en acte.

L'ENTERREMENT D'EUROPACITY : UNE VICTOIRE ET UN MOMENT RÉFLEXIF DANS LA LUTTE

Le temps est maussade, humide et froid. C'est la première « Zadimanche » depuis l'annonce, il y a dix jours, le 8 novembre 2019, de l'abandon du mégaprojet de centre commercial et de loisir EuropaCity par la ministre de l'écologie Élisabeth Borne, à sa sortie

du troisième conseil de défense écologique de la présidence Macron. Pour les militants rassemblés sur le petit terrain, au milieu des terres agricoles du Triangle de Gonesse, dans lequel nous nous retrouvons depuis 2017 pour les défendre contre la bétonisation, c'est l'occasion d'un retour sur ce qui a mené à cette victoire. Nous sommes une quarantaine à nous réchauffer autour d'un feu de planchettes, de champagne servi dans des verres en plastique et d'une petite fosse creusée pour la tombe d'EuropaCity.

À midi, vers la fin de la pause déjeuner improvisée sous le barnum blanc où chacun·e dépose ce qu'il ou elle a apporté sur une table pliante, Bernard Loup, le président du Collectif, reconnaissable à sa grande silhouette couverte de la casquette aux couleurs verte, jaune et blanche de la lutte, est le premier à prendre la parole. Sa voix éraillée de septuagénaire grésille dans le petit mégaphone. Le café chaud qu'il a apporté dans son thermos, comme à chaque fois, nous réchauffe les mains à travers les écocup « Alternatiba Gonesse 2014 », comme un rappel de l'ancienneté de la lutte. Il remercie alors successivement plusieurs personnes et groupes de soutien qui ont mené à la victoire. Ce discours de quelques minutes, ainsi que les débats qui le suivent, sont, pour l'ethnographe, une occasion rare d'accéder, dans un espace-temps réduit, à un moment réflexif collectif de ces militants environnementalistes mobilisés depuis une dizaine d'années contre le projet Europacity.

Dans cet article, je présente une version commentée de ce discours et de ses à-côtés, en montrant comment il décline une partie du répertoire des moyens d'action et exprime des valeurs centrales (Dewey, 1939/2011) de la mobilisation, comme l'enquête, l'intelligence collective et le respect du vivant, organisées autour du concept de confiance. Je propose ainsi la description d'une « scène ethnographique » menant au sens que les militants mettent dans leur engagement (Emerson, Fretz & Shaw, 1995/2010). Nous parlerons successivement d'enquête, de projet alternatif, de recours en justice, d'occupation et d'action artistique, et nous verrons comment ces actions

éclaircent des facettes complémentaires de la confiance : cognitive et normative, interpersonnelle et institutionnelle, consciente et irréflechie. Toutes ces actions mises ensemble dessinent une forme de mobilisation que je qualifie de *libéralisme radical*. Dans la perspective de ce dernier, les institutions politiques et administratives se doivent d'agir de façon plus démocratique, au sens de Dewey – plus participative et plus innovante, plus fondée sur l'enquête et l'expérimentation collectives –, mais aussi plus radicale au sens où elles devraient être capables de prendre en compte des revendications de changement paradigmatique de leur action, ici l'aménagement du territoire.

Outre, cette scène, l'analyse s'appuie sur un terrain ethnographique de quatre ans au sein du Collectif, qui m'a amené à participer à des dizaines d'événements qui ont décliné tout un répertoire d'actions collectives non-violentes (Tilly, 1984). Suivant une méthode de description ethnographique inspirée de l'analyse de l'action située (Mills, 1940 ; Goffman, 1964 ; Quirós, 2016), je présente les paroles et les gestes comme des actions significatives, inscrites dans un contexte local et plus général. Cela me mène à introduire progressivement de nouveaux éléments de contexte absents des situations de coprésence et néanmoins cruciaux pour comprendre ce qui s'y passe. Je ne donne donc qu'un petit nombre d'éléments d'histoire et de géographie en introduction, parce que je souhaite plutôt accompagner l'expérience des acteurs et leur façon de cadrer des situations de coprésence. Cet accompagnement est facilité par la place qui m'est accordée. Ma présence au sein du Collectif en tant que chercheur engagé (Broqua, 2009) – au sens où je suis directement impliqué dans la mobilisation, en ai une expérience de première main et en partage un certain nombre de valeurs et d'objectifs – a été immédiatement acceptée. Cet accueil est en soi révélateur d'une aspiration non seulement à faire connaître les revendications, mais aussi à faire reconnaître des moyens d'action conçus comme légitimes. On m'a ainsi laissé prendre des notes dans toutes les situations et enregistrer des débats sans que cela ne pose problème, première attestation heuristique de la confiance accordée par le Collectif au chercheur, fondée

sur la conviction que la lutte gagne à être connue et rendue publique. Les citations sont toutes tirées de notes prises ou enregistrées sur place. Les situations notées après coup ne sont pas restituées sous la forme de dialogue pour ne pas distordre les paroles des membres.

LA MOBILISATION DU TRIANGLE DE GONESSE : UNE LUTTE CITOYENNE QUI DURE

Le nom « Triangle de Gonesse » désigne un espace de 670 hectares de terres cultivées aux portes de l'agglomération parisienne. Sa forme est délimitée par l'autoroute A1 à l'est et la départementale 317, une autre voie rapide, à l'ouest (figure 1). Ainsi découpé, ce périmètre est resté agricole alors que les terres alentour se sont urbanisées au cours des cinquante dernières années. Une raison en est qu'il est bordé par deux aéroports, Roissy-Charles-de-Gaulle et Le Bourget : les avions survolent le site toutes les minutes environ en journée (toutes les quatre minutes entre minuit et 5 heures du matin). Les plans d'exposition au bruit interdisent tout habitat, expliquant la conservation de ce havre agricole entre autoroutes, zones logistiques et commerciales.



Figure 1. Le Triangle de Gonesse à 15 km du centre de Paris. © CARMA.

Malgré le lobbying politique des militants, le Schéma directeur de la Région Île-de-France, établi en 2008 et révisé en 2013, autorise l'urbanisation de la moitié sud du Triangle, à condition que le site soit desservi par une ligne de transport. En 2010, le groupe Auchan réussit à obtenir un projet de gare du Grand Paris Express, en déviant le tracé de la future ligne 17 nord, afin d'y construire EuropaCity. Ce projet, porté par sa filiale immobilière Ceetrus (ex-Immochan), devait combiner le plus grand centre commercial d'Europe (500 boutiques) avec des parcs de loisirs hyperconnectés, dont un centre aquatique et une piste de ski, selon la théorie du « marketing expérientiel » (Carù & Cova, 2015). Il devait occuper 80 des 280 ha d'une zone d'aménagement concertée (ZAC), planifiée par l'opérateur public Grand Paris Aménagement, qui prévoyait aussi un ensemble de 800 000 m² de bureaux. Ainsi, dans l'ensemble, près de la moitié des terres agricoles du Triangle de Gonesse auraient été urbanisées.

Pour les pouvoirs publics, ainsi que pour le maire de Gonesse, la promesse de 10 000 emplois faite par le groupe Auchan justifie le sacrifice des terres agricoles. On ne refuse pas un investissement privé de trois milliards d'euros, se plaisent-ils à répéter. À l'inverse, pour les militants environnementalistes, ces promesses sont non seulement creuses, dans la mesure où les villes alentour sont déjà suréquipées en centres commerciaux, mais dangereuses, car elles promeuvent un mode de consommation effréné qui détruit les ressources essentielles comme les terres agricoles fertiles qui ont nourri la capitale depuis des siècles. Le Collectif, formé pour s'opposer au projet dès son annonce en 2010, rassemble des associations du territoire comme France Nature Environnement IDF, les Amis de la Terre Val d'Oise, le Mouvement National de Lutte Pour L'Environnement 93, ainsi que des personnes individuelles. L'association compte environ 200 membres, dont une vingtaine siège au conseil d'administration qui se retrouve tous les mois, dans une salle municipale de Villiers-le-Bel, ville voisine de Gonesse, dont le maire interdit l'accès à ses équipements. Le Collectif s'appuie aussi sur un réseau de soutien, appelé la convergence, qui se réunit une fois par mois à Paris. Enfin, depuis 2017, le

groupe se retrouve un dimanche sur deux, pour des « zadimanches », au milieu des terres menacées, dans le petit terrain prêté par un agriculteur neutre où nous sommes aujourd'hui. Les autres exploitants agricoles n'habitent pas à proximité et, comme la chambre d'agriculture, ils soutiennent le projet d'urbanisation car ils bénéficient de fortes indemnités d'expropriation et d'éviction (Tonnelat, 2022).

Pour arriver à la victoire, l'action du Collectif s'est appuyée sur plusieurs moyens complémentaires au fil des ans : des manifestations et des fêtes à Gonesse et à Paris rassemblant souvent plus de 1 000 personnes, le *lobbying* auprès des élus, la communication, la participation à un débat public et aux enquêtes publiques précédant les déclarations d'urbanisme, les recours en justice et l'élaboration d'un projet alternatif. En 2019, peu avant l'abandon du projet, le Collectif a ajouté à son répertoire des actions de désobéissance civile, comme le blocage temporaire de chantier ou l'occupation du hall de la Société du Grand Paris, chargée de construire le futur métro. Cette stratégie s'est révélée payante. Les grands médias se sont montrés bien disposés vis-à-vis de cette cause, relayée par ailleurs par d'autres initiatives comme la Convention citoyenne pour le climat, qui recommande un moratoire sur l'artificialisation des terres agricoles. En 2019, après 9 ans de mobilisation, le projet EuropaCity est devenu un symbole national de l'artificialisation des terres par la grande distribution et le gouvernement a finalement jeté l'éponge. On a donc ici un cas de processus de publicisation réussi d'un problème public (Terzi & Tonnelat, 2017), dans lequel les citoyens ont réussi à faire entendre raison aux pouvoirs publics.

La mobilisation n'est cependant pas terminée, puisque dans la même annonce d'abandon du projet, la ministre de la Transition écologique a assuré que la ligne de métro qui devait le desservir devrait malgré tout être construite. À quoi sert une station de métro dans les champs, si ce n'est à urbaniser, se disent les militants ? On découvre alors ce que l'on savait déjà : que la lutte n'était pas seulement dirigée contre EuropaCity, mais aussi contre l'artificialisation des terres

agricoles. L'objectif concret de prévenir l'émergence de ce complexe de consommation aux portes de Paris est tendu vers un autre objectif, plus englobant, celui de préserver une agriculture de proximité, lequel est habité par un idéal moral et politique de cité écologique. La cérémonie d'enterrement d'EuropaCity acte la victoire contre le centre commercial et ouvre une nouvelle étape de la lutte. Les prises de parole ont ainsi une visée à la fois réflexive, récapitulative et prospective d'un moment charnière pour la mobilisation.

LES REMERCIEMENTS DE BERNARD AUX ABSENTS : RETOUR SUR LES MOYENS D'ACTION

Ce dimanche midi, alors que la brume se lève et qu'un coin de ciel bleu pointe en direction de Paris, les militants se rassemblent en cercle autour du feu pour participer aux prises de paroles rituelles lors des zadimanches. Il y a là une vingtaine de personnes, parmi les plus impliquées, celles que l'on retrouve dans toutes les actions, mois après mois, plus quelques têtes moins habituelles. Certaines sont assises sur des bouts de bois récupérés, mais la plupart restent debout, en cercle. Bernard est le premier à parler dans le petit mégaphone. Il est attendu, car c'est sa première expression publique depuis l'annonce de l'abandon d'EuropaCity, le projet dont il est devenu l'opposant iconique. Va-t-il fêter la victoire ou continuer la lutte ? Entre militants, par courriel et par téléphone, la question de savoir s'il faut crier victoire a été vivement débattue. D'un côté, cet abandon a quelque chose d'historique : nous avons défait le groupe Auchan et le gouvernement. De l'autre, les terres ne sont pas encore sauvées. En criant victoire, ne risquons-nous pas de perdre le soutien populaire en laissant croire que la lutte est finie ? La bataille était-elle contre EuropaCity ou pour autre chose plus difficile encore à obtenir ? S'agit-il de sauver les terres agricoles ou d'autre chose encore ?

Bernard entame son discours par un hommage à quelques absents qui ont joué un rôle important dans l'obtention de l'abandon. Il marque ainsi une étape dans la lutte, sans utiliser le mot de « victoire ».

Bonjour à toutes et à tous, merci d'être là. Il y en a beaucoup qui se sont excusés et qui ne pouvaient pas venir. Je voulais quand même en citer trois. Je pense d'abord à Jacqueline Lorthiois qui ne peut pas être là, compte tenu de son handicap et qui nous a, par ses compétences et ses connaissances, appris énormément de choses qui nous ont permis de combattre les faux propos, les fausses idées et les faux arguments qu'avaient ceux qui, depuis des dizaines d'années, veulent urbaniser le triangle de Gonesse. Sur différents aspects, aussi bien les questions d'emploi, les politiques d'aménagement, que les questions de transport. Elle n'est pas avec nous, mais elle détourne son handicap de façon tout à fait exceptionnelle. C'est dommage qu'elle n'ait pas le plaisir d'être là. Mais on lui a envoyé une photo et je crois qu'elle est un peu avec nous.

À travers cet hommage, Bernard pointe l'enquête comme le premier et principal moyen mis en œuvre par les militants pour gagner la lutte. Jacqueline Lorthiois est une urbaniste et économiste qui a longtemps travaillé dans les cabinets ministériels et qui, depuis qu'elle a pris sa retraite, s'est mise à son compte. Handicapée par une scoliose grave qui la plie en deux et lui coupe le souffle, elle travaille de chez elle à Cergy. Son hyperactivité intellectuelle, par où elle dit compenser son absence aux manifestations sur le terrain, est devenue exemplaire du sérieux des arguments du CPTG, à la fois dans les présentations qui sont faites par ses membres aux nouveaux venus, mais aussi aux journalistes et aux médias, et dans les enquêtes publiques et le dialogue avec les institutions. Ses enquêtes quantitatives ont la force de transformer l'évaluation de la situation locale, de déceler les failles dans l'argumentaire du projet de développement et de faire apparaître que d'autres solutions sont possibles (Dewey, 1927/2010).

Jacqueline a, par exemple, montré que la ville de Gonesse (20 000 hab.) avait accueilli de nombreux emplois pendant les mandatures successives du maire Jean-Pierre Blazy, premier soutien d'EuropaCity, mais qu'ils n'avaient pas bénéficié aux habitants de sa ville à cause d'un déficit de formation. Les emplois promis par EuropaCity auraient appartenu à des métiers en tension, d'agent et hôtesse d'accueil, de logistique ou de gardiennage, pour lesquels les employeurs auraient été obligés de recruter jusqu'à 50 kilomètres à la ronde, comme le fait déjà l'aéroport de Roissy CDG. Vu la présence de plusieurs grands centres commerciaux à proximité, elle a aussi montré que de nombreux emplois supposément créés seraient en fait contrebalancés par des suppressions dans les commerces avoisinants. Les emplois promis seraient alors simplement déplacés, mais pas créés. Elle a aussi montré que la future gare du métro, construite dans les champs à 1,7 km des premières habitations, ne serait pas utile aux habitants pour aller à Roissy ou Paris et qu'elle allait plutôt les mettre en compétition avec d'autres travailleurs qui prendraient le métro pour venir travailler dans la nouvelle zone d'aménagement (Lorthiois, 2021).

L'enquête pour trouver les bons arguments et avancer dans la critique du projet EuropaCity et sa ZAC est centrale pour le CPTG. C'est grâce à elle que le groupe éclaire le trouble qui l'habite à la découverte du projet et suspend la confiance qu'il avait pu avoir dans les aménageurs en démontrant la fausseté de leurs arguments (Terzi & Tonnelat, 2017). C'est aussi grâce à elle qu'il se convainc de la justesse de sa cause, qu'il présente comme telle à toutes les personnes rencontrées : ses enquêtes sont de véritables armes de persuasion massive. Elles renforcent la confiance des militants dans leurs engagements réciproques, leur donnent l'énergie de continuer la lutte et les rendent capables de défendre publiquement leur point de vue, comme ils l'ont fait lors du débat public de 2016, organisé à reculons par les promoteurs, en raison du montant important de l'investissement prévu. Évidemment, Jacqueline n'est pas seule dans l'enquête : elle est un chaînon crucial dans des réseaux d'intelligence

collective auxquels elle apporte sa contribution spécialisée. Elle produit du savoir de contre-expertise et donne au Collectif une assurance forte : c'est ce que l'on pourrait appeler une forme de confiance en soi, ou plutôt, collective, dans le « nous » du Collectif.

Bernard continue ensuite ses remerciements en parlant du projet alternatif :

Robert Spizzichino qui est quand même le président de CARMA et fait tout l'aspect du projet alternatif et qui là nous donne une longueur d'avance. Ceux qui voulaient bétonner, ben ils n'ont pas de projet, et ça nous donne quand même une bonne longueur d'avance dans la mission qui a été confiée à Francis Rol-Tanguy.

Par cette phrase, Bernard ajoute aux arguments « contre », apportés par Jacqueline, des arguments « pour ». Suite à l'abandon d'Europa-City, ils prennent une nouvelle importance pour la mobilisation en dessinant un projet à défendre auprès du préfet Rol-Tanguy, haut fonctionnaire mandaté par le gouvernement pour revoir le projet. Appelé CARMA (Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir), le projet alternatif conteste l'urbanisation et propose une nouvelle agriculture bio tournée vers la ville et respectueuse de l'environnement (Le Roy, 2019). Il a été conçu par un groupe d'urbanistes, architectes et agronomes distinct du Collectif, mené par Robert, absent ce jour. C'est un urbaniste à la retraite qui, à la faveur de sa cessation d'activité professionnelle, est devenu écologiste. Habitué des réunions techniques et des rapports de pouvoir, il est assez directif et a souvent du mal à gagner la confiance des militants. C'est pourquoi Bernard dit qu'il est « quand même » le président de CARMA. Jusqu'à l'abandon du projet EuropaCity, le projet CARMA a surtout servi de contre-modèle au centre commercial et de loisir, opposant la production agricole à la consommation des terres et des marchandises. Il permettait de montrer que les militants ne sont pas des gens qui disent non à tout et qu'ils sont aussi prêts à penser en termes de projet. Aujourd'hui, cependant, le projet CARMA acquiert

un nouveau statut de projet en soi. Il fait passer le Collectif de l'opposition à la proposition. Pourtant, le projet est encore très flou pour les membres et sympathisants du Collectif présents. Nous verrons dans les discussions à suivre que cela pose à nouveau la question de la confiance qui lie le groupe.

Bernard évoque ensuite un troisième moyen d'action : « Et aussi autour d'Étienne, le groupe juridique qui a permis de marquer des points. » Étienne est l'avocat principal du Collectif. Il a rassemblé autour de lui un groupe d'avocats, juristes et spécialistes du territoire. Cette courte phrase mentionne l'énorme travail accompli par ce « groupe juridique » pour porter des recours en justice qui ont beaucoup ralenti le projet d'aménagement (Tonnelat, 2022) et ont fait connaître la lutte aux médias, lui donnant ainsi un statut de controverse publique. Nous reviendrons dessus.

Enfin, Bernard termine ses remerciements par des soutiens émanant de cercles de concernement (Véniat, 2019) plus lointains :

Au-delà, on sait qu'on a été soutenus de plus loin et je voudrais vous lire le message qu'on a reçu de Notre-Dame des Landes. « La coordination des organisations soutenant le projet de la ZAD de Notre Dame des Landes, réunie ce jour, a appris avec grand plaisir l'annonce faite par l'Élysée de l'abandon du projet de mégacentre de loisirs et commercial EuropaCity. Nous nous réjouissons avec vous tous et toutes, les militantes et les militants du Collectif pour le triangle de Gonesse, qui avez œuvré depuis des années pour mettre une fin à ce grand projet inutile et à ses conséquences sur l'artificialisation des terres agricoles qu'aurait entraînée le projet, ainsi qu'à l'étalement urbain qu'il aurait poursuivi. Nous sommes bien sûr conscients que cette victoire n'est qu'un premier pas. À l'heure des combats pour le climat et pour une autre société, l'urbanisation du triangle de Gonesse est une aberration. La préservation des terres agricoles au nord de Paris et ailleurs est essentielle. Nous saluons

votre détermination et vous assurons de toute notre solidarité. Les organisations de la coordination. » D'autres organisations, comme la Fédération des terres pas d'hyper, nous ont écrit aussi. On leur a répondu en disant que c'est eux qui nous ont montré la voie et je pense que la lutte qu'ils ont menée nous a beaucoup servis. (*Applaudissements*).

Cette dernière partie des remerciements précise quelque chose de fondamental pour cette lutte et qui, à mon sens, la rend exemplaire : le CPTG se place autant dans l'héritage de mobilisations légalistes, comme celles menées par des associations de quartier ou des ONG comme France Nature Environnement, que dans celui des ZADs, plus marqué par une défiance envers les institutions et le recours à des actions illégales (Bulle, 2020). Bernard ne le mentionne pas, mais le Collectif a été l'invité d'honneur d'un festival de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, et il a pratiqué à quelques occasions la désobéissance civile, comme évoqué précédemment, sous la forme d'un blocage de chantier et d'une occupation du hall de la Société du Grand Paris, chargée de construire la ligne de métro qui doit urbaniser les terres agricoles du Triangle. Ce double positionnement, à la fois légaliste et contestataire, prêt à se battre sur le terrain du droit tout comme à recourir à la désobéissance civile, mais non-violente, n'est pas évident à tenir, comme le dit Bernard pour conclure ses remerciements :

Il faut quand même être conscient que parmi les grands projets inutiles, c'est quand même la première fois où on voit l'issue positive du projet sans qu'on soit obligé de passer par la phase d'affrontement avec la police. Dans tous les grands projets inutiles comme Notre-Dame-des-Landes, Sivens et d'autres, il y a régulièrement affrontement avec la police. Est-ce que c'est quelque chose qui va devenir une règle et un fonctionnement démocratique plus satisfaisant ou est-ce que c'est une exception qui est liée à EuropaCity ? Je n'en sais rien, mais en tous les cas, jusqu'à maintenant on l'a évité et on craignait fort qu'avec les

travaux de la gare on rentre dans cette phase qu'on a connue dans les différents grands projets inutiles qui ont été abandonnés. Je pense sincèrement que cette phase-là, on va l'éviter et je pense que personne ici ne regrettera d'avoir évité cette phase d'affrontement avec la police.

Pour citer un texte de John Dewey, « Autorité et résistance au changement social » (1936/2019), on pourrait dire que le CPTG est un mouvement qui à la fois conteste et reconnaît l'autorité de l'État. Il revendique un pouvoir d'action et d'innovation, fondé sur la reconnaissance des libertés individuelles et collectives par le public, le gouvernement et les institutions. Or, comme le rappelle Dewey dans une rapide fresque historique, ces valeurs, autorité d'un côté et liberté de l'autre, sont le plus souvent présentées comme antithétiques. Pour Dewey, il faut dépasser cette opposition stérile et même dangereuse. Selon lui, la méthode est celle de l'enquête scientifique, caractérisée par une intelligence collective et coopérative des citoyens. Seule cette intelligence serait capable de concilier autorité et liberté en concevant des institutions capables d'entendre les revendications de leurs administrés. Comme l'admet Dewey, ce n'est pas une tâche aisée tant les administrations ont tendance à devenir rétives à tout changement au fil de leur longue carrière. Mais le succès contre EuropaCity montre qu'il est possible, au prix d'efforts soutenus pendant presque dix ans. De quelle nature sont-ils ?

Thibaud, un trentenaire ancien employé syndicaliste en reconversion dans l'éducation populaire a des idées sur ce qui a facilité la lutte. Voici ce qu'il déclare à l'assemblée ce jour-là suite au discours d'ouverture de Bernard :

On a aussi des retours de gens qui nous ont dit, le Collectif de Gonesse c'est chouette, parce que, quand on vient avec vous, en fait, c'est ouvert, n'importe qui peut venir. Si on peut venir qu'une heure, on vient une heure, si on peut pas, on repart. Pour moi, il y a quatre choses symboliques dans cette lutte : la première, c'est se

faire confiance, je l'ai souvent dit et je remercie le Collectif pour le triangle de Gonesse d'avoir fait confiance. Moi je suis arrivé avec un groupe d'éducation populaire qui était plutôt en début de cortège de tête et habillé en noir et on nous a fait confiance, donc merci encore une fois, merci de votre confiance. Mettre les égos de côté, je pense que c'est très important. Aussi mettre les étiquettes de côté. Et on a une lutte aujourd'hui où on a plein de gens qui sont venus ici, peu importe leur couleur politique, et ça aussi je tenais à le souligner parce que c'est possible, oui, d'avoir plein de gens complètement différents. Des gens qui ont parfois des idées qui sont complètement à l'opposé de certaines autres et c'est assez fort de pouvoir faire ça. Et la dernière chose, qui est assez importante aussi, c'est le « veillons les uns sur les autres ». Je pense qu'on arrive à le faire sur cette lutte. Comme je le dis souvent, on est dans de l'humain, et l'humain il est fragile.

On entend ici qu'une des forces de la mobilisation serait l'accueil confiant et bienveillant de personnes issues de divers horizons militants à la condition qu'elles se gardent de prosélytisme ou d'ambitions personnelles.

LE RECRUTEMENT À LA CONFIANCE, CIMENT DU COLLECTIF

La confiance fonctionne surtout entre individus dans des relations interpersonnelles. Comme le dit Thibaud, « le Collectif » lui a fait confiance. Il a proposé des initiatives, comme l'animation des « zadi-manches », qu'on l'a encouragé à mener et pour lesquelles il a été reconnu. Cette remarque insiste sur la dimension normative de la confiance que Louis Quéré a beaucoup défendue. J'aime penser que le Collectif recrute à la confiance. C'est-à-dire qu'en faisant a priori confiance aux personnes qui se montrent intéressées par la cause, il reconnaît son besoin d'aide, se dévoile et leur transmet une obligation morale envers laquelle elles se sentent redevables (Simmel, 1908/1999 : 382 ; repris par Quéré, 2017). De ce point de vue, la confiance oblige, au

moins les personnes qui y sont sensibles. C'est une sorte de pari performatif, comme dit Niklas Luhmann (2006)³. C'est aussi une forme de reconnaissance (Quéré, 2011). Thibaud a trouvé une place dans le Collectif et, si sa carrière militante (Agrikoliansky, 2001) le rend plutôt défiant des institutions comme la justice ou la participation à une enquête publique, il a choisi de respecter ces modes d'action, tout en enrichissant le répertoire du Collectif par de la désobéissance. Il est vrai qu'une forme de retenue critique forte s'exerce dans le Collectif qui a du mal à tolérer les avis catégoriques et non argumentés. Pour les théoriciens de la confiance comme Quéré (2001), la confiance a d'abord une dimension cognitive. Elle a quelque chose à voir avec les limites de l'enquête : jusqu'à quel point doit-on savoir quelque chose avant de pouvoir faire confiance ? Dans ce cas, la confiance que les militants ont les uns dans les autres est liée à l'enquête qu'ils mènent pour renforcer et défendre leurs opinions. Cela ne signifie pas qu'ils soient complètement sûrs de tous leurs arguments. Loin de se croire infaillibles, ils savent la part d'incertitude qui est le propre du type de politique à mener, dont tous les paramètres sont impossibles à maîtriser et qui peut se transformer rapidement dans le temps. Mais ils font le pari, dans la confrontation aux expertises qu'ils combattent, qu'ils sont malgré tout les plus raisonnables pour le futur du triangle de Gonesse. Ils s'appuient pour cela sur des raisonnements rationnels qu'ils opposent à ce qu'ils montrent et démontrent être des contrevérités dans la bouche des promoteurs et des élus. Ils s'accordent ainsi pour valoriser l'enquête logique et la discussion publique, aussi factuelle et rationnelle que possible (Dewey, 1938/1967). Et, de fait, cette valeur vaut aussi pour les discussions internes au Collectif, dans lequel les décisions sont prises au consensus informel. Cela signifie que les propositions d'action sont acceptées tant qu'aucun argument ne convainc l'assemblée du contraire et que des membres se portent volontaires pour les mener à bien. On pourrait ainsi parler d'une confiance a priori, une attitude pratique pour laquelle, à vrai dire le risque est faible, puisqu'à l'inverse de la confiance nécessaire aux sociétés secrètes, discutée par Simmel (1999), il n'y a ici rien à cacher. Autrement dit, la confiance au sein

du Collectif ne s'oppose pas à la méfiance (Quéré, 2017), comme cela peut-être le cas dans d'autres mobilisations qualifiées d'autonomes (Allavena, 2020), mais plutôt à l'indifférence. Celles et ceux qui ne se sentent pas convaincus par la cause et qui ne ressentent pas l'aiguillon moral de l'engagement risquent de ne pas revenir. Il n'empêche que, tout comme pour les sociétés secrètes de Simmel, cette confiance n'est pas fondée sur une enquête sur les nouvelles recrues. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle est efficace : en écartant le soupçon et en reconnaissant d'emblée la valeur de l'engagement potentiel d'une personne, elle se traduit par une confiance en soi qui l'engage à agir à hauteur des attentes. La confiance est ainsi une attitude pratique dotée d'une certaine logique naturelle. En l'occurrence, il paraît efficace de montrer de la « foi dans les personnes » (Simmel, 1999), sans pour autant que cette attitude n'ait de dimension religieuse. C'est une dimension « irréfléchie » (Quéré, 2017) de la confiance qui paraît pourtant relativement rationnelle.

Par ailleurs, la confiance a des effets performatifs. Elle est liée à l'entraide qu'elle renforce et qui la nourrit en retour (Tov & Diener, 2009 ; Servigne & Chapelle, 2019 : 170). Les membres du Collectif sont le plus souvent prêts à donner un coup de main aux nouveaux et nouvelles venu-e-s qui ont besoin d'aide pour mener une action, comme cela s'est produit ce matin même pour creuser la tombe d'Europa-City, monter le barnum et organiser l'événement, ou tout simplement pour aider un-e membre dans le besoin. C'est peut-être ce qu'il veut dire par « veillons les uns sur les autres ». Quant aux autres personnes, celles qui ne répondent pas à cette confiance, ou en abusent, l'expérience montre qu'elles ne restent pas longtemps. C'est que cette confiance est avant tout désintéressée. Personne n'y a d'intérêt personnel autre que l'avancement de la cause présentée d'emblée comme d'intérêt général. C'est peut-être ce que Thibaud veut dire par « laisser les égos de côté » et « laisser les étiquettes de côté ». Pas de place pour les intérêts de partis ou de syndicats, ou pour les petits narcissismes individuels⁴. La récompense existe ailleurs, dans le plaisir d'avancer ensemble dans la bonne direction.

On pourrait ainsi dire que la confiance est à la fois un moyen, comme nous l'explique Thibaud, et une fin, comme nous le laisse comprendre le mode d'action qui consiste à vouloir faire entendre raison aux institutions. Le but n'est-il pas d'obtenir des institutions plus démocratiques, c'est-à-dire auquel on puisse faire confiance ?

LES LIMITES DE LA CONFIANCE

Le problème, en ce jour de victoire, est justement de définir une nouvelle bonne direction. Maintenant que l'hydre de la consommation a été défaite, pourquoi continuer à se mobiliser ?

La discussion qui suit sur le projet CARMA porte justement là-dessus. Le président de l'association qui porte le projet n'est pas présent aujourd'hui, mais deux plus jeunes membres de ce groupe sont là pour en parler. Pierre est un jeune agronome, tout juste diplômé, en recherche de projet professionnel et trésorier de l'association CARMA. Comme ce groupe est distinct du CPTG et des militants sympathisants et se réunit la plupart du temps à Paris, il se lève pour expliciter le projet. L'enjeu est de convaincre et de susciter l'adhésion des personnes présentes :

Apparemment, il y a eu pas mal de protestations pour dire que CARMA, c'était un peu flou et qu'on ne savait pas trop vers quoi ça allait et pourquoi on disait aveuglément : « Oui au projet CARMA », ce qui est légitime en soi. Alors, un peu d'historique. Le projet CARMA est apparu en 2016 [en réponse à] un appel à projets [Inventons la métropole du Grand Paris]. Que dit-il ? « On n'artificialise rien, on utilise le mitage urbain autour et on privilégie de faire de la production sur le Triangle ». Ça a été reconnu par le jury comme la proposition la plus originale [...]. Donc c'est production, transformation, récupération des déchets et valorisation. Ça permet de boucler le cycle. L'association CARMA est un groupement avec des ingénieurs, des responsables d'association de défense de l'environnement, des paysagistes, des

architectes [...] L'association essaie de développer la vision d'une ceinture maraîchère sur tout le nord de Paris qui irait de Roissy à Montmorency et qui créerait cette interface vivrière pour la ville de Paris. Donc voilà, CARMA, pour l'instant c'est un grand fantasme : le fantasme d'aménager le Triangle de Gonesse en mettant des agriculteurs qui feraient du maraîchage, de l'agroforesterie, de la permaculture, sans qu'on ait le découpage aux parcelles près ou qu'on sache quels seront les agriculteurs ou même comment on obtient les terres. Mais c'est surtout le travail de lobbying pour un changement des pratiques d'agriculture et des pratiques d'urbanisme pour mettre en place cette ceinture vivrière. Donc voilà, j'espère que c'est un peu plus clair. Si vous avez des questions, allez-y !

La première question, posée par un homme aux cheveux blancs porte sur l'emploi, dont on a vu que c'était le principal argument des promoteurs du projet d'urbanisation :

Est-ce que ce projet CARMA qui est super, et j'espère qu'il prendra vraiment corps à Gonesse, est-ce que vous allez l'approfondir de manière à avoir des arguments par rapport à tous ceux qui vont vous dire que c'est pas bon pour l'emploi, etc. ?

Pierre : La question de l'emploi est un sujet un peu *touchy* (délicat). On sait que l'agriculture n'est pas forcément le plus gros vivier d'emplois. Il y a des manques dans la formation et des problèmes dans la transmission des terres qui font que c'est très lent. Des documents produits par la Commission Européenne montrent que sur les éco-activités – j'aimerais bien que Carine puisse en parler car elle a bien potassé le sujet – toutes ces éco-activités peuvent faire émerger beaucoup d'emplois sur ces villes qui se structureraient à partir de la production agricole, mais aussi la gestion de l'eau, l'écotourisme, enfin, tout un panel de métiers qui existent et sont à inventer. Mais c'est très compliqué de faire un chiffrage, parce que c'est déjà un pourcentage très faible du taux d'emploi en France, entre 1,5 et 3 % à peine, et on

n'a pas de capacité de modélisation pour estimer ce chiffre. On peut faire des avances au doigt mouillé, comme a fait EuropaCity, mais ça ferait pas avancer. C'est un sujet compliqué sur la bataille des arguments.

L'homme : Mardi, il y a une réunion à Montmorency. J'aurai affaire au directeur de cabinet de la mairie de Gonesse [aussi élu municipal à Montmorency], et j'aimerais bien pouvoir lui dire que CARMA ben oui, c'est quelque chose de concret, il va y avoir de l'emploi. Bien sûr, il y aura pas 10 000 emplois, mais quand on fait du maraîchage, on multiplie... Ici il y a un mec tout seul dans son tracteur en train de labourer. Si on fait du maraîchage, on multiplie l'emploi par 20, 30, 40, 50. Et si j'ai bien compris, le projet CARMA, il irait jusqu'à Montmorency, tu viens de le dire, et on n'était pas au courant.

Carine est aussi membre de CARMA. Titulaire d'une licence de psychologie, elle a 26 ans et habite dans le Val d'Oise. Elle est en recherche de formation et éducatrice pour des camps de vacances :

Moi je pense qu'il va falloir argumenter autour du concept de bio-région et d'ailleurs l'Atelier International du Grand Paris y a déjà réfléchi. La question, c'est comment le Triangle de Gonesse va devenir un hub nourricier pour le Grand Paris avec tout ce que ça engrange derrière. C'est vraiment pas que du maraîchage. [...] il faut un changement de paradigme.

Pierre : Le point, c'est le changement de paradigme. Si vous défendez un projet différent en mairie en termes de point de PIB, c'est faire fausse route. C'est ça ?, demande-t-il à la ronde
Oui, oui, général.

Femme d'une soixantaine d'années que je n'ai encore jamais vue : On peut s'appuyer sur des choses qui existent déjà, par exemple ce qui se passe aux États-Unis et au Québec avec Jean-Martin Fortier et qui s'appuie sur ce qui se faisait au XIX^e siècle en Île-de-France. La production était tellement abondante qu'on nourrissait l'Angleterre. Les chiffres, on les a. Sur un hectare, on nourrit

250 personnes, on donne du travail à sept personnes. Mais surtout, c'est un travail de qualité, qui prend en compte la personne et qui respecte la qualité de la terre. Ensuite, les outils sont zéro pétrole. Il peut y avoir des ateliers de fabrication et d'entretien des outils. Et comme vous l'avez dit, la transformation des aliments, la distribution en local, en fait c'est très très riche en restant sur des choses qui sont humainement valorisantes, et ça on sait faire et on a les chiffres.

Pierre : Il faut communiquer sur ces ressources-là.

Il note les références dont la femme a parlé (Fortier, 2015). Les mains se lèvent pour parler... Le projet CARMA est ainsi mis en débat au milieu des terres où il pourrait prendre forme. Des doutes sont exprimés, mais un accord se fait autour d'une vision alternative de l'aménagement et de l'alimentation. La question suivante porte sur la pollution des sols, qui, selon les promoteurs, justifierait que l'on arrête de cultiver ces terres.

Gérard, 70 ans, membre du conseil d'administration du Collectif:

La présidente du conseil départemental et Blazy [maire de Gonesse pro-urbanisation] disent : « On ne peut pas concevoir de faire pousser des fruits et légumes sous les avions parce que c'est pollué. » Qu'est-ce qu'on peut répondre à ça ?

Carine : Il y a beaucoup de choses qu'on peut répondre à ça. Déjà, l'aménageur était censé faire un test du sol depuis une éternité et le test on l'attend toujours. Tant que ce test-là ne sera pas fait, on ne pourra pas être sûr à 400 % que le sol n'est pas pollué. La deuxième chose est d'après ce que j'ai compris, que la pollution qui pose le plus de problème, c'est les bagnoles plus que les avions [Plusieurs « oui » et signes d'approbation dans l'assemblée.] [...] Tous les légumes ne vont pas assimiler pareil les pollutions... Il faut faire des études. Et puis cette question, elle n'est pas qu'ici, elle est globale et il y a plein de recherches qui sont en train d'être faites là-dessus, beaucoup sur la question des potagers en ville, un peu moins sur les champs à proximité urbaine, à la fois

sur comment déterminer la pollution et sur quelles solutions y apporter. Pour moi, c'est un argument, mais c'est une question qu'il faut se poser d'une façon bien plus globale. Pour moi, c'est pas un argument qui justifie qu'on bétonne.

Cette conversation est un exemple d'intelligence collective basée sur la logique et le débat par lequel les militants ont, je l'espère, déjà répondu à quelques-unes des questions des lecteurs. Elle est ici au service de la défense d'un projet encore flou, mais dont tout le monde perçoit bien qu'il représente un changement paradigmatique dans la façon de concevoir la ville et l'agriculture (Paddeu, 2021). Pour reprendre certains des mots prononcés, on pourrait retenir qu'il s'agit de créer un nouveau rapport aux terres agricoles, à l'alimentation et au travail : préserver les terres pour produire des aliments sains et locaux tout en créant des emplois qui ont du sens pour les agriculteurs.

Cette première discussion sur le projet alternatif permet de réfléchir plus avant à l'usage de la confiance par le Collectif. On perçoit, dans ces échanges, que le projet CARMA a un peu de mal à s'inscrire dans l'imaginaire collectif des villes alentour, y compris chez certains militants comme l'homme de Montmorency. À l'inverse, la lutte contre EuropaCity a rencontré moins de difficultés, tant le projet paraissait anachronique. Pour Pierre, une des raisons est qu'il est difficile d'intéresser les habitants des quartiers populaires alentours. Il a certainement raison, mais même les militants qui sont là aujourd'hui ont des doutes sur le projet CARMA. Ils ont donc plus de mal à servir de relais dans leurs cercles de fréquentations locales, où on leur oppose des arguments classiques comme le développement économique contre l'écologie. Pourtant, il me semble que les arguments ne font pas tout, et que par ailleurs ils existent, même s'ils demandent à être travaillés. Une autre question émerge donc : pourquoi les militants devraient-ils faire plus confiance aux propositions de CARMA qu'à celles des élus et des aménageurs ? Visiblement, les dimensions cognitives de l'enquête ne suffisent pas.

Dans la conversation, le partage de valeurs autour de la construction d'un futur désirable donne à la confiance entre les militants une dimension supplémentaire essentielle qualifiée de normative. Comme l'explique Louis Quéré dans plusieurs textes (Quéré, 2001; 2005; 2011), faire confiance consiste à attribuer à l'autre une disposition à agir en fonction d'intérêts communs. C'est donc une forme de partage de valeurs. La personne à laquelle on accorde sa confiance, si elle l'accepte, consent aussi à considérer les valeurs qui devraient dès lors sous-tendre ses actions vis-à-vis de l'intérêt de celle qui lui témoigne sa confiance. Ici, il s'agit d'adhérer à la défense d'un environnement pour une alimentation saine, contre la destruction des terres par l'aménagement. Quand les membres du CPTG s'engagent collectivement à défendre la terre de Gonesse, ils s'accordent sur les valeurs dégagées par l'enquête et se projettent dans un horizon idéal partagé, où chacun s'engage à tenir ses engagements. C'est pourquoi on dit que la confiance oblige. Cela implique une forme de confiance dans ses propres expériences, capacités et croyances, dans la possibilité de contrôler collectivement l'advenir du futur, dans le Collectif dont on se rend partie prenante et dans une politique écologique de développement rural. La confiance n'est alors pas orientée vers les institutions, elle est une confiance en Nous, une confiance dans la prévisibilité des choses et une confiance dans la possibilité de résoudre certains problèmes.

Il faut de la confiance, et un certain type de confiance, autre que celle de la famille, du clan, de la caste ou de la nation, une confiance d'ordre public, pour que les citoyens puissent «se former une expérience commune, s'indigner de concert et se mobiliser en public» (Cefaï, 2016: 34). De cette confiance dépend aussi la «capacité de sentir et de ressentir en commun (*sensus communis*) qui se réalise à travers l'action collective» (*ibid.*). Si les membres du CPTG se rassemblent, discutent, enquêtent, expérimentent, évaluent, imaginent, rêvent et se battent, s'ils actualisent un «pouvoir sentir, pouvoir juger et pouvoir agir ensemble» (*ibid.*; et Follett, 1924) et qu'ils

se rallient à des leaders qui les représentent, c'est qu'ils sont liés par de la confiance.

Mais comment convaincre les populations des alentours de rejoindre le projet alternatif? Carine a quelques idées qu'elle soumet au groupe rassemblé :

Pour les actions à venir, on pense à un ensemble de visites pour faire venir les gens sur le Triangle. [...] Un projet que j'aimerais énormément monter, j'ai trouvé un moyen de construire des serres avec des bouteilles en plastique. J'avais l'idée de s'associer avec le clean-challenge, des jeunes des banlieues qui nettoient leurs banlieues et qui se lancent des défis entre cités. L'idée est d'aller chercher ces jeunes, par exemple une semaine aux vacances d'avril, genre une ici à Gonesse, une à la Maladrerie à la Courneuve. Avec ces serres qui se montent, ça fait un partenariat, ça fait des serres jumelles et établit des liens entre le Triangle et d'autres lieux!

Quelqu'un chante, sur l'air des Demoiselles de Rochefort de Jacques Demy: « Nous sommes des serres jumelles, nées sous le signe du CARMA! »

Carine enchaîne: Exactement, tu as trouvé le jingle! L'enjeu évidemment est de dire que la banlieue, c'est aussi un territoire qui peut être agricole. L'intérêt aussi, c'est de redonner une identité à ce territoire. De mon vécu de banlieusarde, j'ai l'impression que nous les banlieusards, on passe notre temps à regarder vers Paris!

L'intervention de Carine me rappelle une conférence de la présidente de la Commission du Débat Public sur EuropaCity qui a eu lieu en 2016: « L'identité du territoire est fondamentale pour la façon dont les gens vont ou ne vont pas s'intéresser au projet. Quand l'identité est faible, il y a indifférence. Par exemple à EuropaCity, ils savaient que l'objet allait leur échapper⁵. » Mes quelques rencontres avec des habitants de Gonesse m'ont donné le sentiment que leur degré de confiance dans les politiques locales n'était pas élevé. Le taux

d'abstention aux municipales de 2020 a atteint 57 % et le maire a été réélu à vingt voix près pour son cinquième mandat. On a souvent invoqué en science politique (Putnam, 1993) le manque de « rendement institutionnel » ou de « performance gouvernementale », la faiblesse des liens de réciprocité et de confiance mutuelle entre les citoyens, la faiblesse de leurs croyances et de leurs engagements civiques et la faiblesse de leur confiance dans les lois et les institutions publiques. Mais on pourrait aussi constater que pas mal de promesses politiques ont été déçues, en particulier sur l'emploi. Dernier centre commercial ouvert en 2015 en bordure de Gonesse, Aéroville en a promis des milliers qui ne se sont pas matérialisés. Le manque de confiance des uns est en miroir du manque de fiabilité des autres.

Le problème est que, souvent en politique, la confiance est dévoyée de son sens interactionnel et normatif pour lui donner un sens substantiel qui la rapproche des conceptions cognitives de l'information par des réductions naturalistes. Mathias Girel (2018) a avancé l'idée de concepts zombies. Le signifiant est encore là, mais le sens est figé, mort. Or, l'utilisation « zombifiée » de mots revient à faire des promesses qui sont le plus souvent déçues. Ceux qui leur accordent une mesure de confiance ont toutes les chances de se sentir trahis et de tomber dans la défiance ou la résignation. En politique, les catégories zombies, que l'on pourrait aussi appeler néolibérales, au sens de la novlangue de George Orwell dans *1984*, sont dangereuses, car elles utilisent les mots du libéralisme pour signifier autre chose. Elles vident les mots de leur engagement et de leur charge normative. Ainsi les promesses d'emploi et de développement durable n'ont plus guère de crédibilité. Ces promesses convoquent une confiance zombie qui appelle à croire sans échange, comme si elle n'était qu'une chose à accepter. Selon cette interprétation, seule la personne qui fait confiance prend un risque. Il ne reste donc que la dimension calculatrice. C'est ainsi que certains formulent cette maxime de la politique telle qu'elle se fait, à savoir que les promesses n'engagent que ceux qui y croient. C'est pourtant une fausse confiance que ces promesses convoquent, car elle n'est présente que chez celui qui l'accorde et pas chez celui

qui la demande. Mais c'est une vraie confiance qu'elles trahissent chez celles et ceux qui y ont cru, ne laissant plus grand-chose auquel se raccrocher en dehors de distinctions essentialistes ou identitaires (confiance catégorielle) qui nourrissent le cynisme et la division, et favorisent des partis capitalisant sur les fractures de la société. À Gonesse, les habitants que j'ai rencontrés ont perdu confiance. Ils ne croient plus aux promesses de leur maire. Ils ne s'intéressent pas non plus au projet alternatif des militants. Ils semblent indifférents. Le projet CARMA a donc encore du travail devant lui.

Carine voit bien que ce n'est pas seulement en expliquant qu'elle va réussir à intéresser les habitants des villes alentour, c'est pourquoi elle propose d'autres moyens d'engagement comme les promenades naturalistes ou le projet des serres jumelles. Elle cherche à construire une relation faite d'expérience commune, d'interactions lors desquelles une confiance peut naître avant de pouvoir donner lieu à une mobilisation. Elle tente donc de construire quelque chose qui va au-delà de la simple connaissance, qui touche à l'expérience et au partage de valeurs. Malheureusement, le premier confinement COVID de l'hiver 2020, ainsi qu'un intérêt limité des membres dirigeants de CARMA pour l'action locale auprès des habitants, aura raison de ces projets. C'est une première limite interne à la mobilisation : la confiance ne peut s'établir entre les membres de CARMA et les militants et le public plus large par le seul pouvoir des études. Comme les promesses des candidats politiques, elles manquent de relations interpersonnelles et de discussions par lesquelles la confiance s'accorde et s'accepte. Mais plus encore, l'absence de ces relations masque des désaccords entre les militants mêmes. Pour certains, il n'est en effet pas question de projet, mais simplement de bloquer l'urbanisation, car tout projet courrait le risque de reproduire les défauts du projet urbain auquel on s'oppose, sans pour autant que l'on puisse saisir ce pour quoi on se mobilise (Cefaï, 2007).

LA CONFIANCE SÉLECTIVE DANS LES INSTITUTIONS

Pour quelques personnes comme Bernard, qui a remercié l'avocat de la lutte juste après avoir parlé du projet CARMA, la lutte s'est déplacée sur le terrain juridique. Maintenant que le projet est abandonné, les recours devraient suffire à casser des documents d'urbanisme caducs.

Au moment de l'abandon, le PLU (Plan local d'urbanisme) de la ville a été annulé par le tribunal administratif de Cergy. Pas plus tard que la semaine précédente, le tribunal administratif de Montreuil a suspendu les travaux de la ligne 17 N du Grand Paris Express, dont sa gare du Triangle au milieu des champs. Il a estimé, en s'appuyant sur le code de l'environnement, que l'étude d'impact de la ligne n'avait pas calculé le cumul de ses effets avec ceux de la zone d'aménagement concertée (ZAC) du Triangle de Gonesse. Il a aussi estimé que les mesures prévues pour compenser la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats n'étaient pas assez précises pour assurer au public qu'il n'y aurait pas de pertes nettes.

Avec ce recours, et les autres, le CPTG s'appuie sur le droit pour retarder les projets et faire reconnaître sa cause. Ce régime d'action montre une relative confiance dans la justice administrative, grâce aux codes de l'urbanisme et de l'environnement, et dans les juridictions de première instance pour les appliquer.

Cela signifie-t-il que le Collectif a confiance dans les institutions de la république ? De fait, les militants n'ont pas confiance au même degré dans tous les échelons des pouvoirs publics et des services administratifs. Ils ne croient pas, par exemple, aux promesses du maire, qu'ils ont suffisamment fréquenté pour penser que sa parole ne vaut rien. Mais ils n'ont pas pour autant abandonné l'action politique. Dans ce cas, la trahison de la confiance dans les élus et les services publics mène à une sélection fine entre des institutions dignes de confiance

et d'autres non. Cette réaction préserve la possibilité d'une confiance restreinte, mais sur laquelle on peut encore compter pour réduire les coûts de transactions et, par-là, s'engager en public et en politique. C'est ce que le CPTG essaie de faire en essayant non seulement de se montrer digne de confiance, à la différence de la mairie de Gonesse qui fait des promesses sans teneur normative, mais aussi de faire le tri entre les engagements qui le méritent et ceux qui ne le méritent pas. S'ils ont participé au débat public en témoignant un minimum de confiance à la commission particulière qui l'a organisé, ils ont refusé de participer à la concertation organisée à sa suite par les promoteurs d'EuropaCity, et ce, malgré la présence de garants nommés par la commission. Par contre, ils se sont beaucoup investis dans des recours en justice.

Tout d'abord, le Collectif a une grande confiance dans son groupe juridique et dans son avocat qualifié par Bernard Loup de « militant, » souvent présent lors des événements. Les discussions du groupe, rapportées ensuite dans les réunions du conseil d'administration et de la convergence, comme aujourd'hui la présentation du projet CARMA, assurent aux militants que ce moyen d'action est compatible avec les autres actions et ne dépossède pas la lutte de sa cause ou de ses moyens financiers. Elle les rassure ainsi sur le fait que le droit n'est pas uniquement écrit pour les dominants et que l'on peut, à force de travail et d'insistance, le faire jouer en faveur de la cause. Ce mécanisme participatif mis en place par le Collectif permet de parer aux critiques habituellement adressées au « *cause lawyering* » (Israël, 2009) et renforce la confiance envers le groupe juridique de la part des militants, ce qui n'est pas le cas du groupe porteur du projet CARMA. Cette confiance les oblige et le groupe déploie de gros efforts pour essayer d'être à la hauteur des attentes sans pour autant promettre de succès.

Reste la confiance dans la justice. Quand la confiance est accordée à une institution de service, comme la RATP et le métro (Tonnelat, 2012), elle lui prête moins des valeurs que des façons de faire relativement prévisibles. Celles-ci ne demandent pas que l'institution

en question croie en certains principes, mais plutôt qu'elle les ait incorporés dans des dispositifs organisationnels qui garantissent leur respect. On parle alors parfois de fiabilité (*trustworthiness*) (Hardin, 2002) plutôt que de confiance. Mais cela fonctionne moins bien avec les institutions politiques ou juridiques, pourtant supposées travailler pour l'intérêt général et la justice. Louis Quéré, à propos des thèses de Claus Offe (1999), discute justement les « idéaux normatifs » affichés dans les missions officielles des institutions et qui sont censées guider leur travail. Il est vrai que certains membres du Collectif ont tendance à penser que certains élus ou hauts fonctionnaires sont susceptibles d'avoir suffisamment de sens du service public pour être sensibles à leurs appels. Mais cela est loin d'être suffisant. Comment s'assurer que le travail des institutions sera fidèle aux idéaux normatifs dont elles se réclament ? D'où, pour expliciter la confiance, une troisième dimension chez Louis Quéré (1982), qu'il matérialise par le « tiers symbolisant ». Elle fonctionne aux deux niveaux, interpersonnel et institutionnel, mais de façon différente. Au niveau personnel, le tiers est représenté par les réputations qui se font et se défont sur fond de culture publique. Au niveau institutionnel, et surtout en ce qui concerne les instances de gouvernance politique, ce tiers est surtout matérialisé par les médias. Ils fonctionnent comme un milieu d'organisation de l'expérience publique, un lieu d'expression et de représentation d'une opinion publique – et tout en ayant une forme d'autonomie par rapport à l'État, ils transcendent la scène des actions ordinaires. C'est là que se fait sentir l'aiguillon moral et civique de l'opinion publique. C'est pourquoi il est étonnant que, dans son discours de remerciements, Bernard n'ait pas mentionné le groupe communication du Collectif. À sa décharge, il faut dire que plusieurs membres de ce groupe sont présents ce jour-là. Il est d'ailleurs important, composé de trois sous-groupes. L'un est chargé de la lettre d'information et du site web, un second prépare les communiqués de presse et entretient les relations avec les journalistes, le troisième s'occupe des réseaux sociaux (Facebook et Twitter, essentiellement). Chaque sous-groupe est relativement autonome et bénéficie d'une grande liberté d'action. Si les communiqués de presse sont approuvés par

le conseil d'administration, les post Facebook et Twitter, ou les discussions avec les journalistes par des membres, ne sont pas encadrés, même si des publications sur les réseaux sont parfois critiquées. Les efforts de ces personnes ont beaucoup contribué à l'abandon du projet EuropaCity par le gouvernement. En effet, les médias ont largement suivi et relayés les revendications du Collectif au point que le projet est devenu indéfendable. Le gouvernement ne pouvait plus le soutenir au risque de révéler au grand jour les contradictions de son action avec les affichages normatifs en faveur de la transition écologique et ses intérêts partisans (Corler, 2020). Malgré une perte de confiance générale dans les médias eux-mêmes, que déplore Quéré, ceux-ci jouent donc le rôle de « dispositif de confiance ». La confiance est donc un moyen de pression fort sur les autorités décisionnelles, au sens où, par l'entremise des médias, elle les enjoint publiquement à prendre des décisions alignées avec les missions affichées des institutions. Elle est aussi susceptible d'exposer leurs déviations par rapport à ces normes. Par ailleurs, certaines institutions sont plus perméables que d'autres à l'actualité. C'est le cas des tribunaux administratifs relativement ouverts et apparemment sensibles aux revendications citoyennes, qui trouvent une résonance dans les dispositions des codes de l'environnement et de l'urbanisme.

Mais les recours ne font pas tout. De fait, suite à des appels portés par la mairie de Gonesse, le ministère et les aménageurs, les Cours Administrative d'Appel de Versailles et de Paris se montreront beaucoup moins ouvertes aux arguments du CPTG que les tribunaux de première instance, qu'elles contrediront systématiquement dans des arrêts laconiques. La Cour Administrative d'Appel (CAA) de Versailles cassera ainsi deux jugements du Tribunal Administratif de Cergy qui avait annulé l'arrêté de création de la ZAC (Zone d'Aménagement Concertée) du Triangle de Gonesse et la révision du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de Gonesse classant les terres agricoles en zone à urbaniser. La CAA de Paris cassera ensuite la décision du TA de Montreuil de suspendre les travaux de la ligne 17 N pour insuffisances des mesures de protection environnementales.

En suivant Quéré (2007), on pourrait dire que les cours de première instance offrent de meilleurs « dispositifs de confiance », en étant plus ouvertes sur leur fonctionnement, en ayant des audiences plus longues et en justifiant plus leurs arrêts que les cours d'appel dont les mécanismes de décision apparaissent plus opaques. L'incertitude quant aux décisions et l'opacité introduisent des doutes quant à « la conformité de l'institution à l'idée normative qui la constitue – ici la justice et l'équité – et le bon usage de la délégation [de pouvoir] » (Quéré, 2007 : 151). L'opacité ajoute une suspicion de « manipulation stratégique dans l'exercice du pouvoir » (*ibid.*) dont il est difficile de se défaire. Suite aux jugements de la cour d'appel, plusieurs militants me confieront leur sentiment d'un manque flagrant d'indépendance de la justice par rapport au pouvoir politique. La confiance dans la justice diminue donc avec les niveaux institutionnels, un phénomène qu'Anthony Giddens (1994) avait noté en écrivant que, lorsque les « guichets » où se manifeste cette confiance se font plus rares, le doute s'installe. Toujours est-il que le Collectif est certain d'être dans son bon droit, et tente avec les recours, non seulement de ralentir le projet d'urbanisation des terres agricoles, mais aussi de faire reconnaître une justice plus à l'écoute des citoyens, à laquelle on puisse faire plus confiance. C'est que la confiance n'est pas seulement un moyen, mais aussi une valeur à teneur politique.

Il faut ainsi comprendre que le droit est un terrain institutionnel contesté qui reste intéressant à mobiliser pour gagner du temps, mais qui ne suffit pas à bloquer un projet. Le Collectif ne s'en remet donc pas aux décisions de justice comme des vérités ultimes. Il a une relation plus instrumentale du droit comme un moyen parmi d'autres. Plus que les décisions de justice, c'est l'enquête qu'il mène qui le persuade de la justesse de sa cause, d'autant plus qu'elle est alignée avec sa représentation des idéaux normatifs des institutions publiques.

CONTRE EUROPACITY ET SON MONDE

La confiance n'est ni naïve, ni aveugle, comme le montre la suite des événements de la journée. Après les remerciements et les discussions, la petite troupe se déplace vers une fosse creusée le matin même pour y enterrer EuropaCity (Photo 1). Un rituel funéraire est ainsi mimé, qui rend sensible (Tonnelat, 2012) la mort du projet. Chacun y lance une pelletée de terre sur le fond de gravillon blanc, puis une épitaphe y est plantée : « Ci-gît Europacity. » La cérémonie est sobre, mais le coup est marqué : EuropaCity, c'est fini ! Le rituel sert à nous convaincre nous-mêmes de cette victoire en laquelle nous avons encore du mal à croire et à tourner la page. Tout le monde sait que la lutte n'est pas terminée. Le gouvernement a annoncé vouloir construire la gare du Triangle en plein champ, malgré l'abandon du projet qu'elle devait desservir. C'est pourquoi, après l'enterrement, nous plantons des bâtons décorés par les personnes présentes afin de marquer notre détermination à continuer la mobilisation. Ce geste est une référence à un épisode de la lutte de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Peu de temps avant l'abandon du projet d'aéroport en 2018, des centaines de personnes étaient venues planter des bâtons dans un terrain au milieu de la ZAD en jurant qu'ils et elles viendraient les déterrer si jamais les travaux venaient à reprendre.

Thibaud reprend alors la parole : On parlait des ZADs. Vous savez pour ceux qui me connaissent un peu que ça me tient énormément à cœur, je l'ai souvent dit. Il y a des gens qui ont perdu des membres, il y a des gens qui sont décédés pour défendre des zones à défendre et du coup on sait que grâce à tout ce travail qui a été fait, ça nous a énormément aidés. Et puis aussi parce qu'ils ont peur d'une zone occupée en permanence et on est toujours prêts pour le faire. Même si c'est dans un an, il y a aucun souci par rapport à ça, si la décision de faire cette gare et l'urbanisation autour est malheureusement prise.



Photo 1: la tombe d'EuropaCity (© Tonnelat 2019).

Cette dernière phrase sonne comme un ultimatum lancé au gouvernement. C'est aussi la déclaration d'un engagement renouvelé : il ne s'agit plus de lutter contre EuropaCity, mais contre « EuropaCity et son monde ». Par ce slogan, quelques militants plutôt issus de la tendance autonome annoncent encore une autre valeur autour de laquelle se mobiliser : celle de bloquer la machine de l'aménagement urbain débridé en Île-de-France, ici l'artificialisation des terres par une ligne de métro inutile. Ce n'est d'ailleurs pas une parole en l'air, car elle sera mise à exécution un an plus tard, lorsque, excédés par la politique du fait accompli de travaux dont ils sont les témoins et les victimes, les militants décideront d'ouvrir la première ZAD d'Île-de-France (Tonnelat, 2021). Comme quoi la confiance dans les institutions n'est pas tenue pour acquise. Elle est plutôt un but à atteindre, si besoin en leur résistant.

LA LUTTE POUR LE VIVANT : UNE NOUVELLE VALEUR ?

Le recours au droit a, par ailleurs, des effets sur la mobilisation. On parle souvent, en sociologie, du droit comme d'un opérateur de constitution du collectif (Chappe & Keyhani, 2018). Ici, ce n'est pas vraiment le cas, car la mobilisation s'est constituée avant les recours pour défendre un environnement et pas une classe de victimes. Par contre, le procès sur les espèces protégées a révélé au groupe une face jusqu'ici relativement peu connue des valeurs de la lutte : la défense de la vie animale et végétale.

Ce jour-là, sur le triangle, Aline, la cinquantaine, a apporté la déesse de la fertilité. C'est une artiste arrivée dans la mobilisation par le biais du jeune mouvement Extinction Rébellion (XR), qu'elle a quitté pour cette lutte plus concrète et surtout plus accueillante. Elle me dira une autre fois ce qui l'a retenue dans cette mobilisation, où l'on retrouve la confiance déjà discutée :

J'ai trouvé que c'était très divers et que chacun avait sa place. On peut proposer des choses et les faire avec celles et ceux qui veulent y participer. Et puis c'est une organisation à taille humaine. Aussi, c'est une lutte ancrée dans un territoire. On sait pourquoi on se mobilise. Mais ce qui m'a le plus plu, c'est la diversité : des jeunes, des vieux, une diversité de classe aussi. Quand j'étais à XR, c'était vraiment des CSP+. Et puis, les discussions n'étaient pas les mêmes. Par exemple, ils défendent la non-violence d'une façon qui me paraît en fait assez violente ! C'est une façon d'imposer les choses sans discuter, ce qui a tendance à écarter des gens. Après, j'ai des amis à XR, et je rejoins toujours des actions, mais je ne fais plus partie d'un groupe.



Photo 2 : la déesse des terres du Triangle lors de la marche de Gonesse à Matignon, le 4 octobre 2020 (© Tonnelat).

La déesse est une grande effigie de trois mètres de haut, qu'elle et quelques autres ont construite pour la marche de Gonesse à Matignon, qui nous a pris deux jours en octobre, juste avant l'annulation d'EuropaCity (Photo 2). Avec ses trois paires de mamelles, elle représente la fertilité des terres agricoles nourricières. Aline considère qu'elle a bien rendu service et que, maintenant que le projet EuropaCity est abandonné, elle peut retourner à la terre. Elle propose donc de la brûler comme un geste symbolique. Celui-ci n'est pas compris par tout le monde. Renaud, un médecin du travail à la retraite, trouve que ce n'est pas un bon symbole. Mais Aline surenchérit :

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que la fertilité repose sur des cycles de mort et de renaissance, et que la vie et la mort sont intimement liées et que donc, à mon avis, il n'y a absolument pas de contradiction. Par ailleurs, c'est une œuvre qui est fragile et qui risque de périr tristement.

La déesse est ainsi brûlée ce jour, sous les applaudissements. Mais elle reviendra sous une autre forme plus sauvage, celle des génies du Triangle.



Photo 3: un génie du Triangle, lors de la fête des 24 heures de Gonesse, 19 septembre 2020 (© Tonnelat).

Un an plus tard dans le même terrain, Aline et son groupe de travail ont apporté des dizaines de génies pour la 4^e fête des Terres du

Triangle. Il me fait penser à un feu follet échappé de la terre (Photo 3). Je comprends que c'est un esprit du Triangle sorti pour protéger les terres. Elle m'explique :

La déesse s'est transformée en génie. J'ai trouvé ça intéressant que des gens ne veuillent pas détruire la déesse. Il faut avoir l'habileté de les prendre comme des représentants. C'est des symboles et pas des icônes. La démarche est de représenter quelque chose pour pouvoir le remettre en jeu, en discussion, et éventuellement s'en libérer. La libération, ce n'est pas de la brûler ou pas, mais d'en discuter. C'est intéressant pour des gens qui se revendiquent rationnels. Il y a des grandes luttes symboliques. Il y a la tentation de substituer une mythologie à une autre, la dette par exemple, pour faire appel aux affects et à une certaine forme de mythologisme que je trouve ambiguë. Car substituer une mythologie à une autre, ça pose problème. Je lutte pour une méta-mythologie. Le problème, c'est l'hégémonie. Ça veut dire qu'il n'y a plus de réflexion critique possible. Proposer une contre mythologie, c'est très bien, mais pas hégémonique, sinon on est dans des rapports à la croyance et à la foi.

Ce petit intermède montre combien Aline conçoit son art comme une activité rationnelle qui ne dépare pas avec les enquêtes du Collectif et contribue à son intelligence collective. Le plaisir partagé que nous avons eu à fabriquer, transporter et même brûler la déesse, nous indique que nous sommes d'accord sur un quelque chose encore à déterminer (Dewey, 1934/2010). Il y aurait comme une vie là-dedans et elle serait même capable de se manifester à travers ces apparitions. Reste au Collectif de déterminer cette vie et ce qu'elle nous signifie. La déesse nous invite ainsi à considérer « ce à quoi nous tenons » (Hache, 2019) de façon plus large que les simples terres agricoles et leur valeur agronomique.

Le jour où nous brûlons la déesse, Étienne, le naturaliste est là. Il attire notre attention sur des vols de vanneaux huppés au-dessus des

champs alors quasiment nus où passe le tracteur. Ils ont le dos noir et le ventre blanc. Les nuées d'oiseaux passent et repassent au-dessus des cultures en traçant des courbes d'un trait d'épaisseur variable. Suivant qu'ils nous tournent le dos ou nous font face, la nuée clignote du blanc au noir. Le spectacle nous fascine. Est-ce pour cela que nous nous mobilisons aussi ? Les inventaires faunistiques et floraux établis par Étienne pour le Collectif ont contribué à peupler le triangle de nouvelles espèces inconnues des militants. Il y a quelques jours, avec le jugement du Tribunal Administratif de Montreuil, c'est l'œdicnème criard, un oiseau qui niche dans les terrains pierreux, qui nous est soudainement apparu, non pas seulement comme un être à défendre, mais comme nouvel allié. C'est en son nom, et en celui de la linotte mélodieuse, que les juges ont décidé la suspension des travaux de la ligne 17 N du Grand Paris Express et de sa gare en plein champ du Triangle de Gonesse, juste en dessous du vol de vanneaux.

Le recours en justice contribue ainsi, comme l'inventaire du naturaliste et l'art du groupe d'Aline, à introduire de nouveaux motifs de discussion et de mobilisation. Mais comme le disent Étienne, l'avocat, Étienne, le naturaliste, ou Aline, l'artiste, il ne s'agit pas de changer entièrement de valeur, mais de complexifier notre perspective afin d'avancer ensemble sur ce qui nous tient à cœur. Les paroles d'Aline sur l'hégémonie de la mythologie pointent dans la même direction que celles du naturaliste. Nous cherchons à nous lier à ce territoire et à une forme de vie plutôt qu'à une économie qui tend à nous aliéner. Cela passe par une forme de confiance étendue au vivant, non seulement comme nature à défendre, mais aussi comme entité qui se défend (Morizot, 2020). L'action artistique essaie ici de mobiliser de nouveaux alliés improbables auxquels accorder un pouvoir de cohésion de la mobilisation, d'autant plus nécessaire que l'épouvantail rassembleur d'EuropaCity a disparu. Dans un sens, cette attitude est plus de l'ordre de l'acte de foi que de la confiance (Quéré, 2017). Mais elle y ressemble dans la mesure où elle place des attentes normatives sur les militants en les exhortant à se mobiliser pour une nouvelle

cause (Blanc & Lolive, 2009) : un environnement doté de sa propre agentivité (Manceron, 2016).

Ainsi, la formation des valeurs ne naît pas que de la mise à l'épreuve d'arguments ou d'hypothèses, elle se fait aussi à travers l'activité artistique et manuelle (Dewey, 1934/2010). L'expérience esthétique a une puissance de perturbation et de décentrement de nos points de vue, et, de surcroît, selon Dewey, peut ouvrir à de nouveaux horizons de bien. Mathias Girel a bien analysé la relation entre art et politique chez Dewey. Il écrit :

S'il y a une fonction morale de l'art, ce n'est pas parce que l'art illustrerait une morale déjà existante, ce qui en ferait un instrument au service d'une fin déjà fixée, on l'a vu. C'est parce qu'il actualise la puissance de l'imagination, et que cette imagination-là, qui n'est pas une faculté psychologique mais une virtualité dans l'expérience, est la seule dimension par laquelle du « mieux » est possible : « L'imagination est le principal instrument du bien. » (Girel, 2013 : 35)

De fait, la déesse et les génies sont une façon, pour Aline, d'élargir le débat sur ce pour quoi on se mobilise. Est-ce seulement pour protéger les terres agricoles de l'urbanisation et faire du maraîchage ou est-ce pour plus que cela ? Ne serait-ce pas pour une forme de respect du vivant dans un sens politique, c'est-à-dire une coopération respectueuse avec les êtres de notre environnement, y compris nous-mêmes ?

UN LIBÉRALISME RADICAL : RESPECTER LE VIVANT ET LA DÉMOCRATIE

La cérémonie d'enterrement d'EuropaCity et les prises de parole qui l'accompagnent témoignent d'un moment réflexif dans la lutte pour les terres du Triangle de Gonesse. Au lieu de crier victoire, les participants cherchent de nouveaux motifs de mobilisation pour

continuer leur lutte. Mais la lutte pour quoi ou contre quoi ? Devant l'effacement du motif représenté par la fuite en avant consumériste du projet de centre commercial et de loisirs, les militants présents évaluent leurs forces et considèrent les valeurs susceptibles de les rassembler. Ils reconnaissent l'importance de la confiance comme ciment et moteur de leurs modes d'action et ils explorent les pistes à suivre mêlant projet alternatif, recours juridique, appel aux forces de la nature et action directe. Cette posture, nous la qualifions de « libéralisme radical », suivant en cela l'interprétation que Joëlle Zask et Jean-Pierre Cometti (2018) ont donnée de leur collection des écrits politiques de John Dewey, et la lecture que Stéphane Madelrieux (2016) avait lui-même proposée du dernier essai de Cometti (2016) sur la démocratie radicale. Le dernier paragraphe de l'article de Dewey, « Autorité et résistance au changement social », déjà mentionné résume assez bien ce positionnement politique.

Piqués au vif par l'échec des autres méthodes et par la désespérante situation actuelle, d'aucuns seront poussés à faire de leur mieux pour rendre effective l'extension de la méthode de l'intelligence. Ils savent que préjuger par avance que le succès est impossible ne constitue qu'un moyen de condamner l'humanité à cette oscillation futile et destructrice entre le pouvoir autoritaire et la liberté individuelle non régulée – oscillation à laquelle on peut à juste titre attribuer la plupart des peines et des revers du passé. Conscients des lents processus de l'histoire et de l'amplitude des temps qui s'ouvrent devant l'humanité, ils ne s'attendent pas à une victoire rapide dans l'exécution de la tâche la plus difficile que les êtres humains aient jamais tenté d'accomplir. Cependant, dans ces mises à l'épreuve et aussi léger en soit l'effet immédiat, ils sont galvanisés par l'assurance d'être eux-mêmes l'illustration exemplaire de l'un des premiers principes de la méthode de l'intelligence scientifique : projeter expérimentalement une grande idée englobante au sein des événements, au moyen de méthodes qui corrigent et font mûrir la méthode et l'idée dans le processus même de leurs mises à l'épreuve. Pour

eux, le fait que la situation semble désespérée est une incitation à redoubler d'efforts et à se montrer courageux.

L'enterrement d'Europacity nous permet de saisir cette « grande idée englobante », que l'on pourrait plutôt appeler les « idéaux » de la lutte. Le principal idéal est celui de concilier un engagement écologiste avec une démocratie fondée sur les publics et basée sur la confiance. Cet engagement écologique se réalise dans l'action de bloquer la fuite en avant d'un développement urbain destructeur par tous les moyens possibles et de protéger les terres agricoles où développer une agriculture respectueuse du vivant. À l'aune de ces idéaux, la méthode et les buts sont les mêmes : se reposer sur l'intelligence collective. Elle est fondée sur une foi dans l'enquête et l'expérimentation, qui met en œuvre la plus grande publicité possible. Elle n'a pas peur des innovations qu'engendre l'imagination collective et requiert en même temps une confiance entretenue par l'expérience collective. Elle engage une confiance en soi et en nous, mais nourrie par les enquêtes des militants. Elle renforce leur détermination à se mobiliser. Elle engage aussi une confiance interpersonnelle, qui se développe entre les militants et entre les militants et leurs auditoires, par l'intermédiaire des médias. Elle s'appuie sur un fond de culture commune d'hospitalité. Elle est à la fois un moyen de recruter et de fidéliser et une fin, comme modèle de relations respectueuses des humains entre eux et des humains et de leur environnement. Elle demande bienveillance et humilité, deux qualités souvent opposées à celle des meneurs politiques. Sans le formaliser, le Collectif pratique ainsi une « politisation du moindre geste » (Pruvost, 2015), dans le sens où son action préfigure un monde idéal vers lequel il tend. Enfin, la confiance se déploie vers les institutions dites positives (Quéré, 2017). Là aussi, elle est autant un moyen qu'une fin en soi dans la mesure où les actions ont pour but de rendre plus vertueuses les institutions qui le méritent, en exposant au public les décalages entre leurs actions effectives et l'idéal normatif censé les guider. Elles maintiennent un lien entre éthique collective et institutions politiques. Si les institutions réussissent à protéger les terres agricoles

au lieu de les urbaniser, alors le Collectif aura non seulement gagné la lutte, mais il aura aussi rendu ces administrations plus dignes de confiance. Il aura fait advenir une dimension de cette « communauté morale idéale » dont Gregory Pappas (2008/2020) nous dit qu'elle est au cœur de l'expérience démocratique.

Le libéralisme radical serait ainsi une confiance dans l'intelligence collective issue des individualités des participants. Il est radical non seulement parce qu'il s'autorise à donner une place aux individualités dans la politique, à l'inverse de pensées qui ne voient le salut que dans la communauté ou la masse, mais aussi parce qu'il ne réduit pas le libéralisme au respect de droits individuels séparés de leur contexte social, politique et environnemental, en bref, historique. Cela lui permet d'élaborer une critique sévère du capitalisme contemporain, ici dans ses manifestations urbanistiques, sans pour autant abandonner les prétentions aux libertés individuelles et collectives revendiquées au nom du bien commun et de l'intérêt général. Le libéralisme radical du Collectif ne cherche pas (encore) à remplacer notre système institutionnel et social par un autre. Il essaie plutôt de le forcer à prendre en compte les aspirations collectives issues de l'engagement de ses participants, afin de changer de paradigme de l'aménagement du territoire et de nos relations au vivant.

BIBLIOGRAPHIE

- AGRIKOLIANSKY Éric (2001), « Carrières militantes, et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1), p.27-46.
- ALLAVENA Julien (2020), *L'Hypothèse autonome*, Paris, Éditions Amsterdam.
- BLANC Nathalie & Jacques LOLIVE (2009), « Vers une esthétique environnementale : le tournant pragmatiste », *Natures Sciences Sociétés*, 17 (3), p.285-292.
- BROQUA Christophe (2009), « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, 75 (2), p.109-124.
- BULLE Sylvaine (2020), *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à Notre-Dame-des-Landes*, Grenoble, UGA-Éditions (« Écotopiques »).
- CARÙ Antonella & Bernard COVA (2015), « Expériences de consommation et marketing expérientiel », *Revue française de gestion*, 41 (253), p.353-367.
- CEFAÏ Daniel (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (« Arènes du débat public »), p.25-64.
- CEFAÏ Daniel & Cédric TERZI (2012), « Présentation », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p.9-47. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19537>).
- CHAPPE Vincent-Arnaud & Narguesse KEYHANI (2018), « La fabrique d'un collectif judiciaire. La mobilisation des cheminots marocains contre les discriminations à la SNCF », *Revue française de science politique*, 68 (1), p.7-29.
- COMETTI Jean-Pierre (2016), *La Démocratie radicale*, Paris, Gallimard.
- CORLER Théa (2020), « Écologie et néolibéralisme vert : une approche sémantique du conflit autour d'Europacity (2011-2019) », Mémoire de M2, Paris, EHESS.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, trad. Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1967), *Logique Théorie de l'enquête*, trad. Gérard Deledalle, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1936/2019), « Autorité et résistance au changement social », in *Écrits sur les religions et le naturalisme*, trad. Joan Stavo-Debaugé, Genève, ies Éditions.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, trad. Alexandra Bidet, Louis Quéré & Gêrôme Truc, Paris, La Découverte-Les Empêcheurs de penser en rond.

- EMERSON Robert M., FRETZ Rachel I. & Linda L. SHAW (1995/2010), « Prendre des notes de terrain. Rendre compte des significations de membres », in Daniel Cefaï, Paul Costey, Edouard Gardella, Carole Gayet-Viaud, Philippe Gonzalez, Erwan Le Méner, & Cédric Terzi (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p.129-168 (traduction et présentation par Philippe Gonzalez).
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green and Co.
- FORTIER Jean-Martin (2015), *Le Jardinier-maraîcher*, Montréal, Écosociété.
- GEERTZ Clifford (2003), « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », in Daniel Cefaï (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, p. 73-105.
- GIDDENS Anthony (1994), *Les Conséquences de la modernité*, trad. Olivier Meyer, Paris, L'Harmattan.
- GIREL Mathias (2013), « John Dewey, l'existence incertaine des publics et l'art comme critique de la vie », in Bruno Ambroise & Christiane Chauviré (dir.), *Le Mental et le social*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 23), p.331-347. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12081>).
- GIREL Mathias (2018), « The Long Echo of "Sound Science" », in Marie Gaille (dir.), *Pathologie environnementales. Identifier, comprendre, agir*, Paris, CNRS éditions, p.185-224.
- GOFFMAN Erving (1964), « The Neglected Situation », *American Anthropologist*, 66 (6/2), p.133-136.
- HACHE Émilie (2019), *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, La Découverte.
- HARDIN Russell (2002), *Trust and Trustworthiness*, New York, Russell Sage Foundation.
- ISRAËL Liora (2009), « Cause Lawyering », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu & Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 94-100.
- LE ROY Alice (2019), « Terres fertiles contre projet stérile : la lutte contre EuropaCity », *Métropolitiques*, 3 octobre. En ligne : (<https://metropolitiques.eu/Terres-fertiles-contre-projet-sterile-la-lutte-contre-EuropaCity.html>).
- LICHTENSTEIN Peter M. (1985), « Radical Liberalism and Radical Education », *American Journal of Economics and Sociology*, 44, p. 39-53.
- LORTHIOIS Jacqueline (2021), « Les zadistes de Gonesse ont-ils raison de s'opposer à une gare en plein champ ? », *L'Obs*, 11 février.
- LUHMANN Niklas (2006), *La Confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, trad. Stéphane Bouchard, Paris, Economica.
- MADELRIEUX Stéphane (2016), « Pour un alter-libéralisme », *La Vie des idées*, juillet. En ligne : (<https://laviedesidees.fr/Pour-un-alter-liberalisme.html>).
- MANCERON Vanessa (2016), « Exil ou agentivité ? Ce que l'anthropologie fabrique avec les animaux », *L'Année sociologique*, 66 (2), p.279-298.

- MILLS C. Wright (1940), « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review*, 5 (6), p. 904-913.
- MORIZOT Baptiste (2020), *Raviver les braises du vivant*, Arles, Actes Sud (« Domaine du possible »).
- OFFE Claus (1999), « How Can We Trust our Fellow Citizens », in Mark E. Warren (dir.), *Democracy and Trust*, New York, Cambridge University Press, p. 42-88.
- PADDEU Flaminia (2021), *Sous les pavés, la terre. Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*, Paris, Seuil-Anthropocène.
- PAPPAS Gregory F. (2008/2020), « La démocratie comme communauté morale idéale », traduit et présenté par Alexandra Bidet et Carole Gayet-Viaud, *Pragmata*, 3, p. 16-86. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-2-pappas.pdf>).
- PRUVOST Geneviève (2015), « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57 (1), p. 81-103.
- PRUVOST Geneviève (2019), « Quotidien politique. Des boulanger-e-s-paysan-n-es vivant en yourte au 21^e siècle », Habilitation à diriger des recherches, Institut d'Études Politiques de Paris.
- PUTNAM Robert D. (1993), *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.
- QUÉRÉ Louis (1982), *Des Miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier-Montaigne.
- QUÉRÉ Louis (2001), « La structure cognitive et normative de la confiance », *Réseaux*, 108 (4), p. 125-152.
- QUÉRÉ Louis (2005), « Les “dispositifs de confiance” dans l'espace public », *Réseaux*, 132 (4), p. 185-217.
- QUÉRÉ Louis (2007), « Principe de publicité et confiance dans les institutions », in Daniel Cefaï & Carole Saturno (dir.), *Itinéraires d'un pragmatiste. Hommages à Isaac Joseph*, Paris, Economica, p. 135-152.
- QUÉRÉ Louis (2011), « Confiance et reconnaissance », *Social Science Information*, 50 (3-4), p. 375-390.
- QUÉRÉ Louis (2017), « La confiance sans le savoir. De Simmel à Dewey et Wittgenstein », in Denis Thouard & Bénédicte Zimmermann (dir.), *Simmel, le parti-pris du tiers*, Paris, CNRS éditions, p. 249-265.
- QUIRÓS Julieta (2016), *La Politique vécue. Péronisme et mouvements sociaux dans l'Argentine contemporaine*, Paris, L'Harmattan.
- SERVIGNE Pablo & Gauthier CHAPPELLE (2019), *L'Entraide : L'autre loi de la jungle*, Paris, Les liens qui libèrent.
- SIMMEL Georg (1908/1999), *Sociologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- TERZI Cédric & Stéphane TONNELAT (2016), « The Publicization of Public Space », *Environment and Planning A*, 49 (3), p. 519-536.
- TILLY Charles (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4, p. 89-108.

- TONNELAT Stéphane (2012), « Confiance et émotions dans le métro de New York », in Catherine Espinasse & Eloi Le Mouél (dir.), *Lieux et liens, 1. Des lieux qui créent des liens*, Paris, L'Harmattan.
- TONNELAT Stéphane (2012b), « La dimension sensible des problèmes publics. La plate-forme d'observation du bayou et la viabilité d'un quartier de la Nouvelle-Orléans », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS, (« Raisons Pratiques », 22), p.163-190. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19587>).
- TONNELAT Stéphane (2021), « Comment le Triangle de Gonesse devint une ZAD », *Métropolitiques*, 25 février. En ligne : (<https://metropolitiques.eu/Comment-le-Triangle-de-Gonesse-devint-une-ZAD.html>).
- TONNELAT Stéphane (2022), « Un contentieux microclimatique : ethnographie d'un référé sur l'occupation de terres agricoles en voie d'urbanisation », *Droit et société*, 110 (à paraître).
- TOV William & Ed DIENER (2009), « The Well-Being of Nations : Linking Together Trust, Cooperation, and Democracy », in Ed Diener (dir.), *The Science of Well-Being : The Collected Works of Ed Diener, Social Indicators Research Series*, Dordrecht, Springer Netherlands, p.155-173.
- VÉNIAT Céline (2019), « Se mobiliser contre l'expulsion d'un bidonville en région parisienne. Émotions, négociations informelles et processus de publicisation », *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2) (« Problèmes, expériences, publics : enquêtes pragmatistes »), p.93-122.
- WARREN Mark E. (dir.) (1999), *Democracy and Trust*, New York, Cambridge University Press.
- ZASK Joëlle & Jean-Pierre COMETTI (2018), « Présentation de l'édition française », in *John Dewey, Écrits politiques*, Paris, Gallimard, p. 3-84.

NOTES

1 Je remercie Daniel Cefaï, Louis Quéré et Cedric Terzi pour leur lecture critique du manuscrit et leurs conseils avisés. Cet article a été présenté au séminaire « Pragmatisme et conflictualité » de Francis Chateauraynaud et Jean-Michel Fourniau à l'EHESS, que je remercie également. Je remercie Joan Stavo-Debaugue pour m'avoir suggéré le texte de Dewey cité en conclusion. Enfin, merci aux personnes rencontrées sur le terrain, citées et non citées, pour leur confiance et leurs retours sur cet article.

2 La notion de libéralisme radical convoquée ici s'inscrit dans l'héritage de pensées de la démocratie ancrées dans la défense des libertés publiques et privées. Elle est distincte du libéralisme économique qui défend la liberté des forces du marché indépendantes des individus et de leurs mobilisations collectives. Voir, par exemple, Lichtenstein (1985).

3 D'ailleurs, aujourd'hui, Thibaud pratique une forme de promotion de la confiance, son discours ayant aussi une dimension performative.

4 Si c'est un principe des mouvements d'occupation des places, notamment Nuit Debout, Thibaud ne fait pas que le réciter, son intervention constate que la même règle s'applique au sein du Collectif et la renforce.

5 Intervention du 25 janvier 2018 lors du séminaire de Marie-Vic Ozouf Marignier à l'EHESS.

ORDURES ET DÉMOCRATIE

UNE CAMPAGNE
D'ORGANISATION
COMMUNAUTAIRE
À CHICAGO DANS
LES ANNÉES 1890

LOUISE W. KNIGHT

Dans les années 1890, avant que le développement communautaire n'existe en théorie ou en tant que profession, un certain nombre de citoyens de Chicago se sont engagés dans un mouvement de réforme sociale à l'échelle de la ville. Leur objectif était d'obliger le gouvernement municipal à régler le problème des ordures dans les rues et de renforcer la démocratie dans les quartiers et dans la ville tout entière. Deux nouvelles organisations ont été créées et se sont attaquées au problème des ordures, en recourant à des stratégies de *self help* et en ciblant les pouvoirs publics. La première organisation, la Ligue pour l'ordre municipal (Municipal Order League), a invité les femmes à multiplier les « clubs d'amélioration » (*improvement clubs*), à enquêter sur les dysfonctionnements du service des éboueurs et à faire pression sur les fonctionnaires de la mairie. Mais leur lobbying s'est avéré inefficace. La seconde organisation, la Fédération civique (Civic Federation), a réuni des femmes et des hommes. Jane Addams, devenue inspectrice, y a joué un rôle crucial. Cette campagne s'est avérée plus efficace, même si les ouvriers et les migrants n'y ont pas été impliqués après la première année. Les femmes des classes moyennes y ont, par contre, considérablement renforcé leur capacité d'action civique et politique.

MOTS-CLEFS : DÉMOCRATIE ; JANE ADDAMS ; CHICAGO ; ORGANISATION COMMUNAUTAIRE ; SANTÉ PUBLIQUE ; ORDURES.

* Louise (Lucy) W. Knight est écrivaine et historienne. Visiting Scholar, Gender and Sexuality Studies Program, Northwestern University, Evanston, Illinois (USA) [lwk@louisewknight.com].

Les premières manifestations d'une profession, celles qui se donnent à voir avant que l'on ne s'y prépare par une éducation formelle, donnent des indices intéressants sur l'évolution de ses méthodes¹. Tant que théories et pratiques n'y ont pas encore été élaborées, les leaders se caractérisent par leur inventivité, des vocations d'une grande diversité, des préjugés de classe involontaires et une certaine naïveté. Premièrement, ils sont susceptibles de montrer beaucoup de souplesse dans le choix de leurs méthodes, du moins dans les limites du champ des possibles dessiné par leurs héritages personnels et culturels. Deuxièmement, parce qu'ils opèrent à un stade préprofessionnel et sont donc bénévoles, ils sont susceptibles de provenir d'une grande variété de milieux, allant du gouvernement au journalisme, en passant par les syndicats, les entreprises et les organisations associatives. Troisièmement, la plupart des leaders, du moins dans le cas des mobilisations à l'échelle municipale des États-Unis à la fin du XIX^e siècle, comme l'était le cas de la campagne pour la propreté de Chicago, décrite dans cet article, provenaient des classes moyennes supérieures : ces personnes avaient le temps de prendre part à un activisme civique et elles croyaient dans la perfectibilité d'un système qui, dans l'ensemble, les avait plus favorisées que lésées. En somme, les leaders au stade préprofessionnel sont plus disposés à expérimenter, apportent une grande variété de compétences dans leurs engagements, sont relativement peu conscients de la façon dont les différences ethniques et culturelles, de genre (rôles sexuels) et de classe (statuts socio-économiques) façonnent les agendas de réforme. Et ils montrent une forme d'idéalisme vis-à-vis de la démocratie.

Les premiers efforts de développement communautaire, tout au long des années 1880 et au début des années 1890, donnent une bonne illustration de ces remarques générales. Un bon nombre de grandes villes américaines ont alors bataillé sur la meilleure façon de gérer le problème grandissant des ordures. Certaines en ont fait un travail à assumer par les employés du gouvernement, d'autres ont embauché des compagnies de sous-traitance, d'autres, encore, ont abandonné la

prise en charge du problème à des entreprises privées (Melosi, 1981:30). Les citoyens des villes offrant les services les plus médiocres se sont souvent indignés et se sont organisés pour faire pression sur leurs gouvernements afin d'améliorer les services d'enlèvement et d'élimination des ordures. Chicago avait opté pour le système de sous-traitance par des compagnies sous contrat², qui s'est avéré ne pas bien fonctionner. En 1892, un groupe diversifié de citoyennes des classes moyennes et travailleuses, inquiètes des risques de maladie, ont pris l'initiative de recourir à une forme de démocratie participative, extra-partisane et extra-gouvernementale, afin de vraiment nettoyer la ville. Leurs efforts ont ensuite été englobés par une deuxième organisation inter-classes de citoyens, dont le mandat de réforme était plus large et qui comprenait des hommes et des femmes.

Les deux groupes ont utilisé des stratégies de *self-help* communautaire tout en ciblant le secteur public. À mesure que leur leadership s'est transformé, leurs tactiques ont évolué au cours des quatre années ici examinées, de 1892 à 1896. Les différents leaders ont mis en jeu des compétences différentes. Les journalistes ont su comment enrôler la presse dans la campagne. Les femmes des clubs se sont montrées particulièrement habiles à fournir des informations éducatives et à créer une pression sociale dans les quartiers. Les femmes du monde du travail ont su tirer parti des meetings de masse. Les hommes d'affaires, en tant qu'électeurs, ont pu exercer une pression politique directe sur l'Hôtel de ville, ce qui était impossible pour les femmes, le droit de vote leur étant interdit.

Il vaut la peine de noter la diversité des origines ethniques des personnes qui ont participé à la campagne. Dans les années 1890, le leadership civique à Chicago était principalement entre les mains d'élus irlandais-américains de première génération et de bénévoles anglo-saxons (c'est-à-dire britanniques et allemands). Pourtant, la grande majorité des citoyens de la ville avaient d'autres origines ethniques³ et avaient migré récemment. En 1890, 78 % des habitants de Chicago étaient nés à l'étranger ou étaient les enfants de personnes nées à

l'étranger, provenant du monde entier, y compris de Chine, d'Inde et du Mexique, mais surtout d'Europe, en particulier d'Europe du Sud et de l'Est (Knight, 2005 : 179). En outre, 1,8 % de la population de la ville était afro-américaine (*ibid.* : 195). Que les leaders de la campagne pour le ramassage des ordures en fussent conscients ou non, ils organisaient une communauté internationale. Sans surprise, il y avait un écart crucial entre les organisatrices et les organisateurs de classes moyennes qui contrôlaient la direction de la campagne et la grande majorité de la population immigrée de la ville. Alors que les premiers tiraient leurs idées sur l'organisation de leurs héritages démocratiques anglo-saxon et américain, et croyaient en la possibilité de perfectionner le gouvernement par l'action des citoyens, de nombreux habitants de Chicago, arrivés récemment aux États-Unis, n'avaient aucune expérience de ces cultures civiques et entretenaient une profonde méfiance à l'égard du gouvernement, fondée sur leurs histoires personnelles de persécution ou de corruption.

Un autre défi provenait du fait que 68 % de la main-d'œuvre de la ville appartenait à la classe ouvrière, dont la majorité était constituée d'immigrants (*ibid.* : 186-187). À l'époque, cette main-d'œuvre, auparavant dédiée au travail des champs, débarquait aux États-Unis avec ses seules compétences paysannes. Dans la ville très urbaine de Chicago, seuls ceux qui avaient une expérience industrielle pouvaient obtenir des emplois correctement rémunérés ; les autres étaient condamnés à des emplois non qualifiés, exposés à des licenciements réguliers et cherchaient, souvent désespérément, des moyens de subvenir aux besoins de leur famille. Leur vulnérabilité économique les obligeait à compter sur les *aldermen*⁴ de leur circonscription, élus au conseil municipal, pour bénéficier d'aides, d'emplois et autres avantages, en échange, pour les hommes, d'un paiement en retour par leurs votes. Pendant ce temps, les *aldermen* que les hommes élaient et ré-élaient gagnaient de l'argent en recevant des pots-de-vin des compagnies de transport d'ordures de la ville, entre autres sources, et distribuaient les emplois d'éboueurs (*scavengers*), de conducteurs de tombereaux de ramassage des ordures, par les voies du patronage politique

(Melosi, 1981: 29; Knight, 2005: 340). Les différences de classe, tout comme les différences d'héritages ethniques, déterminaient la façon dont les citoyens de Chicago réagissaient à la campagne de ramassage des ordures.

Comme dans de nombreuses campagnes d'organisation communautaire, la mobilisation pour l'enlèvement des ordures de Chicago n'a connu que des progrès sporadiques et irréguliers. Néanmoins, elle a été un moment fort de l'histoire du développement communautaire, dans sa phase préprofessionnelle. Les citoyens d'une grande ville américaine ont lutté avec ténacité et créativité pour résoudre en pratique les questions difficiles de la relation appropriée entre action citoyenne, démocratie et État. Cet article explore cette campagne fascinante. Ce faisant, il documente le fait que le développement communautaire, d'inspiration démocratique, conçu pour impliquer tous les secteurs d'une communauté, est antérieur au XX^e siècle. Il se veut également une contribution à la littérature sur l'histoire de l'activisme des femmes (pour une excellente bibliographie des écrits sur l'histoire des femmes, voir Evans, 1989/1997: 387-395).

CONTEXTE : LE PROBLÈME DES ORDURES

En 1892, les ruelles (*alleys*)⁵ de la 32^e circonscription, un quartier prospère de Chicago, une section de la ville qui n'avait été annexée que trois ans auparavant et qui avait longtemps fait partie de la ville (*township*) de Hyde Park, étaient jonchées d'ordures et devenues impraticables. Les ménages étaient censés acquérir de grands bacs en bois avec couvercle, les placer dans les ruelles et y verser les déchets ménagers; la ville était ensuite supposée enlever ces dépôts d'ordures trois fois par semaine. Mais ce système ne fonctionnait pas. De nombreuses boîtes n'avaient pas de couvercle, ou tombaient en morceaux après s'être dégradées; et, intactes ou non, elles étaient remplies à ras bord, non seulement de légumes pourris et de viande putride, mais aussi de cendres, de papiers, de vieux paniers et de cageots de fruits. L'inspecteur sanitaire de la ville pour le quartier, William Congdon,

a déclaré dans un article du *Chicago Tribune* que les résidents ne se préoccupaient pas assez de maintenir en bon état leurs bacs à ordures et ne formaient pas leurs employés de maison à brûler les papiers, les cageots et les paniers. Il a parlé aux premiers, qui ont promis de parler aux seconds, a-t-il dit, mais la situation ne s'est pas améliorée. De plus, a-t-il déploré, de nombreux habitants laissaient ordures et détritiques traîner sur leur propriété au lieu de s'en débarrasser. La ville a des lois contre de telles pratiques, rajoutait-il. Mais les appliquer n'allait pas sans difficultés. L'inspecteur devait intenté un procès, puis un juge devait rendre une décision, et une amende pouvait alors être infligée au contrevenant. Selon Congdon, les procès étaient rarement intentés et ceux qui l'étaient étaient souvent classés sans suite parce que les «gens d'argent», ceux dont les ménages avaient enfreint la loi, menaçaient de faire suspendre l'inspecteur en jouant de leur «influence» (*pull*) à l'Hôtel de ville (*Chicago Tribune*, 4 décembre 1892: 10).

Le problème n'était pas seulement celui des habitants et de leur négligence. La ville n'enlevait pas assez souvent les ordures, non seulement à Hyde Park, mais dans toute la ville. Dans la 19^e circonscription, dont la partie orientale était peuplée de familles d'immigrants de la classe ouvrière, la situation était particulièrement grave. Au lieu de faire leur tournée trois fois par semaine, les éboueurs passaient une ou deux fois par mois (Knight, 2005: 244). Une résidente du quartier, travailleuse au *settlement* de Hull House, Florence Kelley⁶, écrit ainsi, dans une lettre adressée au rédacteur en chef du *Chicago Tribune* (3 juillet 1892: 19): «Des montagnes d'abats et d'ordures empestent et fermentent dans la tempête et sous le soleil.» Étant donné que les propriétaires, absents, dont beaucoup tiraient de l'argent de leurs propriétés délabrées sans y investir davantage, étaient les plus nombreux dans cette partie du quartier, le parc immobilier était moins susceptible d'être raccordé aux canalisations d'eau et aux égouts de la ville (*Chicago Tribune*, 3 juillet 1892: 19, et 30 août 1892: 9). De surcroît, certaines rues pavées et ruelles non pavées de Chicago se trouvaient sur des terrains non-aménagés, souvent noyés sous le niveau

de l'eau. Selon Kelley, « Desplains Street, de Polk à Taylor, est depuis des mois un marécage, humide et nauséabond ; ses pavés en bois s'entrevoient, enfoncés, pourris, loin sous ses eaux troubles ». Les ruelles étaient profondément boueuses et couvertes d'ordures, de fumier et de papier la plus grande partie de l'année. Les tombereaux des éboueurs n'en troublaient pas la quiétude fétide (*Chicago Tribune*, 3 juillet 1892 : 19). Dans toute la ville, les quartiers empestaient au plus haut point, et dans les zones les plus pauvres, les enfants jouaient dans les ruelles au milieu des immondices. Bien que beaucoup de gens ne s'en rendent pas compte à l'époque, les maladies incubaient et se propageaient dans de telles conditions. La fièvre typhoïde et la variole faisaient déjà rage dans la ville. Le choléra n'était pas encore arrivé, mais on craignait qu'il ne fût en route.

Les organisations locales s'étaient révélées être des ressources potentielles pour une action locale sur la question de la propreté dans les quartiers les plus riches. Reprenant une tradition de la Nouvelle-Angleterre, les femmes résidentes avaient formé des « clubs d'amélioration », à base géographique, parmi leurs concitoyennes, pour garder leur propriété en bon état (Hoy, 1995 : 74). La 32^e circonscription, par exemple, comptait une Lake Avenue Improvement Association, une Oakenwald Improvement Association et une Bowen Avenue Improvement Association (*Chicago Tribune*, 4 décembre 1892 : 10). Ces organisations offraient aux femmes de Chicago un rôle civique très localisé, qui était une extension du contrôle que les femmes avaient traditionnellement exercé dans les petites villes et qui ne se prêtait donc pas à la controverse. Dans les quartiers les plus pauvres, peuplés d'immigrés, où les gens louaient pour l'essentiel leurs appartements, les organisations locales ne se préoccupaient pas, en revanche, de projets d'amélioration matérielle. Principalement organisées par groupe ethnique et religieux et dirigées par des hommes, elles se concentraient sur les besoins religieux de la famille, les besoins sociaux des hommes et l'éducation religieuse des enfants, et avaient peu d'intérêt pour l'état physique du quartier (Lissak, 1989).

La situation des ordures a atteint un stade critique à Chicago en 1892 pour une bonne raison : la récente croissance rapide de la ville. Non seulement des milliers de personnes s'y sont installés dans les années 1880, à la recherche d'emplois industriels, mais les limites de Chicago ont été considérablement étendues en 1889 pour inclure les agglomérations voisines de Hyde Park, Jefferson, Lakeview et Lake. Au total, Chicago a gagné 125 miles carrés et s'est accrue de 225 000 habitants, devenant ainsi la plus grande ville du pays sur le plan géographique et la deuxième en termes démographiques (Cain, 2004 : 23). En tenant compte des ajouts de 1889, la taille de Chicago a doublé au cours des années 1880, passant d'un demi-million à un million d'habitants (Nugent, 2004 : 233). Les prélèvements fiscaux n'ont pas suivi le rythme, pas plus que les services municipaux de la ville en général qui se sont retrouvés gravement dépassés en 1892.

Pendant cette période d'expansion intense, les méthodes d'élimination des ordures n'avaient pas changé. Depuis la fondation de Chicago, dans les années 1830, dans une zone marécageuse, les ordures et les cendres s'étaient révélées utiles comme matériaux de remblai⁷. Mais au fur et à mesure de l'extension de la ville, la frontière des terres marécageuses a été repoussée vers l'extérieur, obligeant les éboueurs à conduire leurs tombereaux sur des distances toujours plus longues pour déverser les déchets. Souvent, il ne leur était pas possible d'effectuer plus que deux voyages par jour. La seule décharge officielle se trouvait loin au sud-ouest de la ville d'avant 1889, à l'angle de la 35^e rue et de la Western Avenue ; et seul un vieil incinérateur était opérationnel. Il en aurait fallu beaucoup plus.

PREMIÈRE PHASE : LES FEMMES PRENNENT LES CHOSES EN CHARGE

Au début de l'année 1892, les habitants de Chicago étaient absorbés par la préparation de l'Exposition universelle colombienne⁸, dont l'inauguration était prévue en mai 1893. Un certain nombre de femmes réformatrices, membres de clubs et de syndicats, ont décidé

de profiter de l'occasion pour réorganiser la ville et s'attaquer au problème des ordures. Le 12 janvier 1892, le Comité pour l'ordre municipal (Municipal Order Committee, MOC) de la branche féminine de la cellule chargée d'organiser des congrès mondiaux en parallèle à l'Exposition (World's Congress Auxiliary)⁹ a publié une déclaration dans le *Chicago Tribune*, signée par un certain nombre de citoyennes éminentes, dont Frances Willard, présidente de l'Union chrétienne des femmes pour la tempérance (Women's Christian Temperance Union, WCTU), Julia D. Harvey, présidente du Club des femmes de Chicago (Chicago Women's Club), Corinne Brown, présidente de l'Alliance des femmes de l'Illinois (Illinois Women's Alliance), une fédération réformatrice inter-classes pro-travail, Jane Addams, cofondatrice de Hull House, et Ada Sweet, une femme d'affaires qui était auparavant journaliste au *Chicago Tribune*¹⁰. Selon le compte rendu de presse, la déclaration appelait à « un nettoyage complet des rues et ruelles de Chicago, etc., comme une sorte de ménage en attente des visiteurs de l'Exposition universelle » (*Chicago Tribune*, 12 janvier 1892 : 6). La propreté serait la valeur sociale initialement mise en avant pour justifier la campagne.

En dépit des apparences, les dirigeants passés et présents du Chicago Woman's Club (CWC) et de l'Illinois Woman's Alliance (IWA) étaient à la tête de cet effort. Un grand nombre des signataires éminents de la déclaration de janvier – Willard, Brown, Harvey, Addams et Sweet – étaient membres du club ; Harvey en était la présidente en exercice et Sweet allait le devenir à son tour en 1894 (Frank & Jerome, 1916). L'IWA, coprésidée par Brown, une ancienne enseignante et directrice d'école, avait été fondée en 1888 par le CWC et des dirigeantes syndicales en tant que fédération inter-classes d'organisations principalement féminines qui militaient pour l'amélioration des conditions de travail des femmes et des enfants (Gordon, 2001 : 123 ; Knight, 2005 : 245 ; Frank & Jerome, 1916 : 88, 69). Brown était mariée, fille d'une mère immigrante et d'un père artisan de la Nouvelle-Angleterre, et enseignante d'école (Gordon, 2001 : 123). Sweet était une femme célibataire qui travaillait et qui avait subvenu

aux besoins de ses quatre jeunes frères et sœurs depuis le décès de ses parents de classe moyenne, alors qu'elle avait une vingtaine d'années. En 1892, elle avait travaillé pour la Caisse des retraites des États-Unis, elle avait été gestionnaire d'entreprise, rédactrice littéraire pour le journal *Chicago Tribune* et elle travaillait alors dans une caisse de retraite privée (Hoy, 2001).

Tout le monde savait, bien sûr, qu'une déclaration, fut-elle liée à l'Exposition universelle, ne suffirait pas à régler un problème qui durait depuis longtemps et qui s'était, jusque-là, montré insurmontable. À la mi-mars, Sweet s'était imposée comme la présidente d'une nouvelle organisation de femmes créée pour s'attaquer au problème des ordures. Le 19 mars, l'ancien journal de Sweet, le *Chicago Tribune*, annonçait en première page que le Comité pour l'ordre municipal (MOC) et l'Alliance des femmes de l'Illinois (IWA) fusionnaient pour engendrer la Ligue pour l'ordre municipal (Municipal Order League) (MOL)¹¹. L'article expliquait que cette nouvelle ligue se donnait deux objectifs : d'une part, éduquer et inciter les gens à assumer leur devoir de prendre soin de leurs déchets, de leur collecte et de leur élimination, et à garder propres leurs propriétés privées, d'autre part, exiger avec insistance que la ville fournisse des services plus complets et plus économiques (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892). À l'époque, le commissaire à la santé était responsable du nettoyage des ruelles tandis que le nettoyage des rues incombait au commissaire aux travaux publics.

Pourquoi ces femmes ont-elles décidé de prendre les choses en main ? Dans son premier discours de présidente de la MOL, prononcé lors de la réunion d'organisation du 18 mars 1892, Sweet affirmait que leur initiative s'était imposée parce que les hommes avaient échoué. Dans le régime actuel de gouvernement par les partis, avec son système de patronage (*spoils system*)¹², disait-elle, « la rage d'accumuler de l'argent étouffe l'esprit public chez les hommes ». Les femmes « doivent prendre l'initiative » (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892 : 1). L'idée n'était pas complètement nouvelle. Ces mêmes femmes avaient – avec un certain succès – déjà fait pression depuis quatre ou cinq ans

sur l'Hôtel de ville de Chicago et sur l'assemblée législative de l'Illinois pour que ces instances politiques adoptent de meilleures lois sur l'éducation obligatoire et le travail des enfants (Knight, 2005). Mais ces questions pouvaient trouver des solutions par voie légale. Le problème des ordures était bien plus compliqué à résoudre, étant donné qu'il n'était pas la conséquence d'une cause unique, mais de crédits insuffisants, tout comme de la négligence des citoyens, de la corruption des élus politiques et de mauvaises pratiques de gestion.

Neuf jours plus tard, un dimanche, la MOL était officiellement lancée par un meeting de masse au Central Music Hall¹³. À même de contenir plus de 2000 personnes, l'auditorium a accueilli une foule débordante. La plupart des spectateurs étaient des femmes de la classe ouvrière : comme le journaliste du *Tribune* le dit de façon pittoresque, « ce n'était pas un auditoire à la mode ». Les dirigeantes de la nouvelle Ligue se sont assises sur l'estrade, rejointes par quelques leaders civiques de sexe masculin, comme le banquier Lyman J. Gage¹⁴, William R. Harper, le président de l'Université de Chicago¹⁵, sur le point d'ouvrir ses portes, et Thomas J. Morgan, un dirigeant de l'Assemblée du travail et des métiers de Chicago (Chicago Trades and Labor Assembly)¹⁶. Parmi les discours prononcés à la tribune, celui de Morgan a reçu un accueil particulièrement enthousiaste (*Chicago Tribune*, 28 mars 1892 : 1).

Le discours de Sweet, ce jour-là, n'a été que brièvement rapporté dans le *Tribune*, mais dans les remarques publiées qu'elle en a faites en juin, elle a pleinement exprimé la fureur qui a nourri ses efforts : « Chicago est assise là, satisfaite d'elle-même, avide de louanges et de flatteries, attendant une réponse du monde entier [qui a été] invité à lui rendre visite, alors que ses places publiques suppurent sous la pluie et le soleil et que ses habitants sont confrontés à la maladie et à la pollution sans qu'aucune tentative ne soit faite pour les réduire... Ce spectacle est sans équivalent dans le monde civilisé. » (*Chicago Tribune*, 28 juin 1892 : 8).

Le plan de Sweet pour l'organisation – et il est clair, d'après les articles de presse, qu'elle était la visionnaire aux manettes de la campagne – était d'éduquer les ménages sur leurs responsabilités et de faire pression sur la mairie en recourant à trois méthodes : 1) en recrutant des femmes dans les quartiers pour recueillir des faits sur la médiocrité des services publics afin d'en rendre compte dans le *Tribune*, 2) en demandant aux femmes des quartiers de déposer des plaintes auprès de l'Hôtel de ville, qui seraient également publiées, et 3) en faisant elle-même directement pression, par un lobbying visant les fonctionnaires, afin qu'ils réalisent des changements spécifiques. Pour mettre en œuvre la première et la deuxième méthode, les femmes devaient organiser des « clubs d'amélioration » (*improvement clubs*) dans chaque quartier en tant que sections de la MOL et l'organisation devait nommer un inspecteur bénévole pour faire un rapport hebdomadaire sur les conditions de chaque quartier et sur le travail des inspecteurs sanitaires (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892 : 1). Les membres des « clubs d'amélioration » devaient également s'engager à améliorer leurs propres pratiques d'élimination des ordures. Quoique les risques pour la santé aient pu être soulignés, les preuves indiquent que Sweet a préféré motiver ses volontaires avec un argument plus sentimental et moins scientifique. Dans un discours prononcé quelques mois plus tard, Sweet a exhorté ses membres à « commencer par la maison, en en faisant un lieu propre et net (*a spot of cleanliness and neatness*) » (*Chicago Tribune*, 24 mai 1892 : 8).

Sweet avait compris que les fonctionnaires corrompus étaient la raison sous-jacente de la mauvaise surveillance des compagnies sous-traitantes par le gouvernement municipal. Ses tactiques laissent à penser qu'elle était convaincue que les citoyens pouvaient changer le comportement de ces fonctionnaires, de sorte que même les employés municipaux corrompus, s'ils étaient suffisamment embarrassés, traiteraient les désirs des citoyens – y compris ceux de femmes – avec respect. Dans l'un de ses premiers discours, elle est même allée plus loin, proposant que la ville élimine complètement le système des éboueurs sous contrat et engage ses propres travailleurs pour remplir

leurs tâches (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892 : 1). Mais elle ne considérait pas la municipalisation du ramassage des ordures comme un objectif réalisable. Elle concentra donc ses énergies sur le réveil de l'opinion publique et sur le recours aux procédures de plaintes officielles pour obliger les fonctionnaires à remplir plus consciencieusement leurs fonctions de surveillance. En ce sens, elle et ses partisans ont témoigné de leur confiance en une théorie de la démocratie selon laquelle le peuple est souverain.

Cette foi d'Ada Sweet en la démocratie et son regard extérieur sur le fonctionnement des machines politiques faisaient partie de son héritage culturel rural anglo-saxon. Née dans une petite ville de l'ouest de l'État de New York, elle s'était installée à Chicago après la Guerre de Sécession. De nombreux membres de la communauté anglo-américaine de Chicago, dont Jane Addams et Lyman Gage, étaient issus du même milieu. Ils avaient grandi dans des villes situées à la Frontière ou dont le souvenir de la vie à la Frontière était encore frais, des villes où les citoyens se réunissaient chaque année pour refaire les routes et où le gouvernement n'était pas un roi lointain, mais le conseiller municipal qui vivait la porte d'à côté (Addams, 1910). Avec la croissance de Chicago, les citoyens provenant de ces milieux n'ont pas abandonné le sens de la démocratie participative de leur jeunesse. Au contraire, ils avaient l'intention de la recréer et de la greffer dans un autre contexte, celui de l'innovation la plus étonnante du siècle, la grande ville industrielle.

LE MODÈLE *TOP-DOWN* D'ADA SWEET

Ada Sweet avait la particularité d'être une ancienne employée du gouvernement fédéral. Les relations de son père l'ont aidée à trouver une place dans ce secteur d'activité. Il avait été responsable de l'antenne de Chicago de la Caisse des retraites des États-Unis, pour le district nord de l'Illinois. Plus tard, il a été superviseur fédéral du Service des affaires fiscales (Internal Revenue) pour l'État de l'Illinois, enfin, premier commissaire adjoint de l'Internal Revenue à

Washington, D. C. Après sa disparition, Ada a repris son ancien poste à la Caisse des retraites des États-Unis pour le district nord de l'Illinois (Hoy, 2001). Lorsqu'elle a commencé à organiser la campagne de collecte des ordures, elle travaillait en tant qu'agent de retraite privé, mais, comme elle avait été auparavant une fonctionnaire consciencieuse, elle ne voyait aucune raison pour que les employés de la mairie et les entrepreneurs n'agissent pas de la même manière. Son expérience professionnelle l'a amenée à concentrer ses efforts d'organisation sur l'amélioration de leurs performances et à mettre en place un modèle hiérarchique *top-down* pour son organisation bénévole.

Sweet s'est immergée dans le travail, rencontrant des groupes dans toute la ville pour encourager les femmes à se joindre à sa campagne et convoquant les membres de la Ligue pour l'ordre municipal (MOL) tous les mois, entre avril et août, pour les informer des progrès réalisés – s'assurant que le journaliste du *Tribune* était toujours présent. Mais les choses ne se sont pas déroulées sans heurt. Tout d'abord, les femmes n'ont pas noyé l'Hôtel de ville sous des torrents de plaintes. Sweet a plus tard identifié ce qu'elle croyait en être la raison : les femmes manquaient de colonne vertébrale. Elle rappelait ce qui s'était passé en 1892 dans une lettre envoyée à Elizabeth Cady Stanton¹⁷, éminente militante du droit de vote des femmes, qui l'a à son tour retransmis dans sa propre lettre au rédacteur en chef du *Woman's Journal* pour publication. Sweet avait constaté à plusieurs reprises que des femmes qui formaient un comité et se mettaient au travail avec beaucoup d'énergie, souffraient quelques jours plus tard, lorsqu'elles se réunissaient à nouveau, d'« une baisse marquée de leur enthousiasme et de leur confiance... due au fait qu'elles en avaient parlé avec leurs maris ou leurs amis, qui les avaient découragées et ridiculisées » (Stanton, 1893 : 1). Un autre problème était le dédain avec lequel les conseillers municipaux considéraient les plaintes déposées par les femmes. Un éditorial du *Chicago Tribune* qui plaidait pour la construction d'incinérateurs mentionnait ce problème. Si cinq cents électeurs, c'est-à-dire des hommes, demandaient l'abandon du système actuel d'élimination des déchets et la construction

d'incinérateurs, « ces conseillers municipaux voteraient pour le changement, même s'ils y étaient personnellement opposés... [L']*alderman* ordinaire veille à l'opinion publique dans son quartier plus attentivement qu'un chat ne surveille un trou de souris. Il ne prête aucune attention aux réunions des femmes et à leurs protestations, car les femmes ne votent pas. » (*Chicago Tribune*, 29 juin 1892 : 3).

Sweet n'a pas eu beaucoup plus de succès dans ses efforts de lobbying personnel, probablement pour la même raison que les *aldermen* ignoraient les plaintes des femmes du quartier. Elle a demandé au commissaire à la santé de licencier dix-huit inspecteurs sanitaires incompetents, ce qu'il a refusé ; elle a réclamé au maire qu'il renvoie les dix inspecteurs sanitaires incompetents dans les quartiers où la fièvre typhoïde était épidémique, et celui-ci a répondu qu'il ne pouvait pas (*Chicago Tribune*, 26 juillet 1892 : 8, et 30 août 1892 : 9). Et bien qu'elle et ses amis du *Tribune* aient publié de nombreuses informations sur le triste état des services d'ordures de la ville, entre avril et août, les choses ne se sont guère améliorées (*Chicago Tribune*, 26 avril 1892 : 3 ; 24 mai 1892 : 8 ; 28 juin 1892 : 8 ; 26 juillet 1892 : 8 ; 30 août 1892 : 9).

Un autre problème – que Sweet n'a apparemment jamais reconnu – est que les immigrants électeurs (de sexe masculin) se retrouvaient pris dans un conflit d'intérêts dès lors qu'il s'agissait de soutenir leurs épouses dans les efforts d'organisation locale autour de la question des ordures. Si Sweet ne comprenait pas ce problème, Florence Kelley, *settlement worker*¹⁸ à Hull House, dans la 19^e circonscription, en avait conscience. Au cours de l'été 1892, Kelley, fille d'un membre du Congrès de Philadelphie et socialiste marxiste par vocation, coordonne les efforts de dépôt de plaintes auprès du MOL dans le quartier et réussit à convaincre ses voisins d'en déposer 1 037 auprès de l'Hôtel de ville, probablement le nombre le plus élevé de tous les quartiers (Knight, 2005 : 244). Avec un autre habitant du quartier, elle avait aidé les gens à remplir les formulaires, car beaucoup étaient illettrés et/ou ne comprenaient pas l'anglais. Kelley, dégoûtée par le fait que la

politique du gouvernement municipal exigeait des plaintes pour assurer l'enlèvement des ordures, a décrit la situation avec sarcasme dans une lettre qu'elle a écrite cet été-là au rédacteur en chef du *Chicago Tribune* : « Imaginez un paysan russe ou italien qui ne sache ni lire ni écrire dans quelque langue que ce soit, déposant une plainte à l'Hôtel de ville concernant les ordures ! » D'autres citoyens du quartier, souligne-t-elle, refusent de déposer parce qu'ils souhaitent éviter tout contact avec le gouvernement. Imaginez un « couturier d'atelier clandestin, avec son repaire d'écoliers absentéistes, en situation de violation de la loi, demandant au commissaire à la santé de nettoyer sa ruelle à l'arrière de son immeuble ! Ces habitants... chérissent l'oubli auquel ils sont condamnés. Ils ne molesteront aucun fonctionnaire en faute tant que durera le siècle actuel. » (*Chicago Tribune*, 3 juillet 1892 : 19).

Les efforts visant à éduquer les femmes sur leurs responsabilités en matière de traitement des ordures ont-ils été plus fructueux ? Il est difficile de le savoir, car le *Chicago Tribune* n'était pas porté à faire de reportages sur ces questions. Mais les articles de presse laissent entendre que la portée géographique du MOL est restée limitée. Seule une poignée des trente-quatre circonscriptions de Chicago est mentionnée dans les rapports sur les comptes rendus des activités des quartiers du MOL (*Chicago Tribune*, 1^{er} novembre 1892 : 6).

En août, Sweet savait que ses méthodes d'organisation *top-down* ne fonctionneraient pas. Sentant la rébellion dans ses rangs et désespérant de pouvoir rallier ses troupes à sa vision, elle proposa à la réunion mensuelle du MOL une nouvelle approche, plus démocratique : les femmes devraient s'organiser par quartier, comme auparavant, mais chaque circonscription devrait décider par elle-même des mesures qu'elle souhaitait prendre pour s'attaquer au problème des ordures. Les femmes pourraient former des classes pour étudier les sujets liés à l'assainissement, que ce soit la façon de gérer sa propre maison ou les lois municipales, ou elles pourraient organiser des sociétés d'aide au nettoyage des rues (populaires, alors, à New York),

ou autre chose, encore. « Chacune devrait choisir sa propre méthode de travail », disait-elle, et se donner ses propres dirigeants (*Chicago Tribune*, 30 août 1892 : 9 ; 13 septembre 1892 : 2). Il est clair qu'il était devenu stratégique pour elle de décentraliser le contrôle. Elle commençait à comprendre la différence entre l'administration des employés des retraites fédérales et la direction d'un groupe de volontaires.

Elle commençait également à perdre son intérêt pour la campagne. À l'automne, elle s'est présentée comme candidate au Conseil de l'éducation de la ville de Chicago et, en janvier 1893, elle s'est engagée dans une commission montée par une coalition d'organisations pour rédiger un nouveau projet de loi sur l'éducation obligatoire dans l'État (*Chicago Tribune*, 15 octobre 1892 : 14 ; 24 janvier 1893 : 6). Ses intérêts, initialement centrés sur les ordures, s'élargissaient pour porter sur la réforme du gouvernement municipal en général. Dès le mois de juillet, elle avait commencé à réaliser, comme elle l'a dit aux membres de la MOL, que « l'ennemi le plus massif du progrès dans les affaires municipales est l'esprit de parti. Tant que ce fantôme n'aura pas disparu, les réformateurs n'obtiendront que peu de gains substantiels. » (*Chicago Tribune*, 26 juillet 1892 : 8). Bientôt, elle était embarquée dans la campagne pour les élections municipales en faveur du candidat républicain, Samuel W. Allerton (Stanton, 1893 : 1). En mars 1893, Ada Sweet démissionne de la présidence de la MOL.

Dans sa lettre à Elizabeth Cady Stanton, Sweet partage son analyse de ce que la campagne MOL a accompli et des erreurs qu'elle a elle-même commises. Au compte des résultats positifs, elle note que « l'opinion publique n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui en faveur de la propreté publique. Les gens eux-mêmes prennent mieux soin de leurs propriétés personnelles. » Mais la stratégie du genre unique n'est pas judicieuse, conclut-elle, étant donné la sensibilité des femmes aux critiques, notamment celles des hommes. Récemment, expliquait-elle, le MOL a adopté « un système différent de tactique : nous travaillons davantage entre nous [les femmes] pour nous renforcer, avant

d'entrer à nouveau dans l'arène du travail public ». Elle notait également : « Je pense que les clubs sanitaires devraient être [...] composés d'hommes autant que de femmes, afin qu'ils puissent découvrir et s'entendre, conjointement, sur ce qu'ils apprennent et désirent faire. » (Stanton, 1893 : 1).

SECONDE PHASE : LES FEMMES ET LES HOMMES COOPÈRENT DANS L'ACTION CIVIQUE

Pendant les six mois d'ouverture au public de l'Exposition universelle, les ordures et la Ligue pour l'ordre municipal ont presque disparu de la couverture médiatique du *Chicago Tribune*, peut-être parce que l'attention de tout le monde était focalisée sur l'événement. Mais plus tard, au cours de l'automne, l'activisme civique s'est réveillé avec une intensité renouvelée. Un programme de réforme élargie a été mis en avant. Les personnes qui ne tiraient pas profit de la machine politique¹⁹ étaient désespérées par l'état de leur gouvernement. Il était de notoriété publique, grâce aux histoires racontées par la presse, que la mairie détournait les yeux et les oreilles du quartier du « péché » de la ville et que la police feignait d'ignorer le commerce illégal de la prostitution. Dans toute la ville, le gouvernement semblait avoir abandonné les ruelles à un processus naturel de puanteur et de pourrissement. À mesure que l'effets de la dépression de 1893-1897²⁰ se sont faits sentir, cet automne-là, la frustration des citoyens face à l'attitude de laisser-faire du gouvernement n'a cessé d'augmenter. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'incapacité de la ville à créer des emplois de travaux publics pour les chômeurs affamés et sans abri.

Lors d'un meeting de masse trans-classes, organisé dans un Central Music Hall bondé et explosif, en novembre 1893, un comité composé de cinq leaders civiques, dont Jane Addams, a été nommé pour monter une nouvelle organisation de réforme municipale à l'échelle de la ville. Elle prendra pour nom la Fédération civique (Civic Federation) de Chicago²¹. Son objectif, comme le comité allait

bientôt l'annoncer, était de concentrer « dans un centre non politique et non confessionnel toutes les forces qui travaillent actuellement à la promotion de nos intérêts municipaux, philanthropiques, industriels et moraux, et de dynamiser la conscience de Chicago ». Des personnes de tous les quartiers de la ville, de toutes les professions, de différentes « nationalités » et « croyances » seraient les bienvenues (Knight, 2005 : 302). Le premier président de la Fédération, le banquier Lyman Gage, était fier du projet « nourrir une citoyenneté avisée et tolérante » (*ibid.*).

La Fédération était organisée d'une manière mathématiquement plus représentative que le MOL. Les membres appartenaient à leur conseil de *precinct* local, qui élisait des représentants à son conseil de circonscription (*ward*), et chacun des 35 conseils de circonscription envoyait un représentant élu pour siéger au Conseil central (*ibid.* : 304). L'ensemble de cette structure hiérarchique, grandiose et systématique, reflétait la façon dont ces premiers progressistes pensaient qu'un système politique démocratique urbain devait fonctionner. La source devait en être le peuple souverain, tous les postes étant soumis à l'élection et à tous les titulaires de postes incombant la responsabilité d'être représentatifs.

La Fédération civique a officiellement pris en charge la question des ordures au mois de juin suivant, en 1894, lorsque la Commission d'assainissement (Sanitation Committee) a été organisée. Jane Addams en était l'une de ses membres. Ses méthodes étaient initialement celles du MOL, qui, bien qu'existant encore, avait perdu son élan lorsque Sweet avait démissionné. La Commission d'assainissement proposait de mettre en place un inspecteur des ordures bénévole dans chaque circonscription, qui rédigerait des rapports sur les conditions locales ; les citoyens étaient à nouveau encouragés, par le biais de brochures imprimées par la Fédération civique, à se plaindre si leurs ordures n'étaient pas collectées correctement.

Addams est ainsi devenue l'inspectrice du 19^e district pour le compte de la Fédération. La situation des ordures continuait d'y être désastreuse. Cet été-là, neuf tombereaux de ramassage étaient censés collecter les ordures des 1 691 bacs, trois fois par semaine, mais, de fait, ils ne faisaient leur tournée que deux fois par mois. Addams fit alors appel à l'aide du Club des femmes (Woman's Club) de Hull House – un club inter-classes composé de femmes de la classe moyenne, extérieures au quartier, et d'immigrantes de la classe ouvrière, vivant à proximité. Plus de sept cents plaintes furent déposées. Addams, consciente des impressionnants monceaux d'ordures qui encombraient les ruelles du quartier, restait sceptique. Elle déclarait alors à un journaliste : « Il faudra dix fois cinq ans pour faire lever cette masse. »²² (Knight, 2005 : 337-338).

L'INDIVIDU MODÈLE

La compréhension par Addams des dangers inhérents aux amoncellements d'ordures dans les rues s'était approfondie depuis son arrivée dans le 19^e arrondissement en 1889. Pleine de ressources, créative et déterminée, elle avait adopté une nouvelle stratégie, qui n'avait pas encore été tentée par le MOL, consistant à montrer par l'exemple comment les fonctionnaires du gouvernement devraient s'acquitter de leur tâche. Elle a décidé, avec le soutien du Commission d'assainissement, de lancer un appel d'offres pour le contrat d'enlèvement des ordures du 19^e arrondissement. Elle deviendrait elle-même le contractant pour les services de ramassage des ordures du quartier.

Comme l'a noté Alvin Zander (1990), l'une des façons dont les agents du changement peuvent promouvoir l'action sociale est de servir de modèles. Addams était particulièrement enthousiaste à l'idée de faire progresser le changement social par le pouvoir de l'exemple. Cette stratégie était au cœur de la méthode des *social settlements* et elle l'avait à l'esprit lorsqu'elle a ouvert Hull House en 1889. Elle y voyait un moyen de transformer une communauté, personne par personne (Knight, 2005 : 182-183).

L'accent qu'elle mettait sur le changement de l'individu et sa méthode de modélisation du comportement désiré faisaient partie intégrante de son héritage culturel et de son éducation de classe moyenne supérieure. D'origine anglo-allemande, elle avait absorbé dès l'enfance la passion féroce de son père pour la formation de son caractère et sa méthode d'enseignement par l'exemple : elle ne recevait de lui que peu d'instructions explicites. Elle avait également beaucoup pratiqué la littérature britannique et américaine du XIX^e siècle, en particulier les écrits des auteurs britanniques Thomas Carlyle et John Ruskin et de l'auteur américain Ralph Waldo Emerson, qui soulignaient tous l'importance de former son caractère et d'être un modèle pour les autres. Son éducation chrétienne a renforcé le même message.

Dans le cas de sa stratégie de campagne pour la propreté des rues de Chicago, Addams ne fabriquait pas un modèle de la façon dont ses voisins devaient agir, mais un modèle à suivre pour un entrepreneur de collecte des ordures. Cela lui permettait d'atteindre deux objectifs de développement communautaire. Comme ses efforts étaient largement diffusés par le *Chicago Tribune*, lequel s'était révélé être un partenaire loyal dans cette entreprise réformatrice, elle montrait aux résidents des autres quartiers les tâches qu'un entrepreneur responsable, appointé par le gouvernement, devait accomplir ; elle stimulait leur frustration lorsque les performances de l'entrepreneur étaient médiocres et elle suscitait davantage de dépôts de plaintes de leur part. Au gouvernement de la ville, elle a démontré les standards sur lesquels ses entrepreneurs devraient s'indexer dans chacun des quartiers de Chicago.

Addams a décidé de lancer un appel d'offres pour la 19^e circonscription qu'elle a préparé avec un soin scrupuleux. Désireuse d'incorporer dans ses plans toutes les idées les plus récentes, y compris de nombreuses recommandations antérieures du MOL, comme l'utilisation généralisée des poubelles métalliques et des incinérateurs, elle soumet une offre inhabituellement élevée de 13 238 dollars (le contrat

de l'année précédente pour le quartier était de 9 430 dollars). Bien que le *Tribune* ait approuvé son plan, elle n'a pas obtenu le contrat, car, selon les responsables, elle avait commis une erreur technique dans le dépôt de son offre. En réalité, l'*alderman* local, John Powers, s'y était opposé (Knight, 2005 : 338-339).

Mais Addams n'en avait pas fini avec la campagne des ordures. Une nouvelle occasion de servir de modèle s'est bientôt présentée. Ce printemps-là, les différents clubs d'amélioration de la Fédération civique ont encouragé avec détermination des candidats non-partisans, non-républicains ou non-démocrates, à se présenter aux élections municipales. Douze *aldermen* en place, notables corrompus, en majorité des démocrates, ont perdu leur siège et un candidat réformateur, George Bell Swift, a été élu au poste de maire (*ibid.* : 341). Swift a nommé un nouveau commissaire des travaux publics. Le nettoyage des ruelles est alors passé du département de la santé au département des travaux publics ; ce dernier a nommé de nouveaux inspecteurs des ordures dans sept circonscriptions, dont, parmi les deux personnes recommandées par la Fédération civique, Jane Addams (1910 : 285).

Addams a accepté le poste rémunéré. Immédiatement, avec son assistante, Amanda Johnson²³, elles ont commencé à parcourir le quartier dans leur carriole trois fois par semaine, suivant les tombeaux d'ordures dans leurs tournées jusqu'à la décharge de la ville à l'angle de la 35^e et de Western Street. Elles ont également persuadé l'entrepreneur de rajouter huit camions supplémentaires à sa flotte. Au bout du compte, les ruelles du quartier se sont retrouvées remarquablement propres (Knight, 2005 : 343 ; *Chicago Tribune*, 21 mars 1896 : 3). La nouvelle fut accueillie avec enthousiasme et proclamée non seulement par le *Chicago Tribune*, mais aussi par les autres journaux de Chicago, notamment le *Chicago Herald*, le *Chicago Journal* et le *Chicago Evening Post*. Avec le temps, en raison de la renommée nationale d'Addams, d'autres journaux, dont le *New York Times*, ont repris l'histoire (Knight, 2005 : 343 ; *New York Times*, 12 mai 1895 : 27).

Les habitants de la 19^e circonscription, cependant, n'ont pas été impressionnés pour autant. Ils ne trouvaient pas acceptable qu'une femme soit inspectrice des ordures. Dans ses mémoires, *Twenty Years at Hull House*, Addams écrit que certaines de ses voisines se disaient « choquées par cette brusque adoption des manières des hommes » (Addams, 1910 : 287). Ils s'attendaient également à ce qu'elle soit corrompue. Addams a pris un plaisir particulier à démontrer qu'elle rompait avec ces habitudes de corruption et qu'elle était un nouveau type d'employé, consciencieux et minutieux, au service du gouvernement de Chicago. « Ce que nous vivons au quotidien (*such daily living*) », écrit-elle dans *Twenty Years* (*ibid.* : 288), en faisant référence à son travail d'inspectrice des ordures, « a infiniment plus de valeur que de nombreux discours sur l'instruction civique. [...] Nous croyons plus facilement ce que nous voyons. » Elle n'était pas, bien sûr, la seule résidente de Hull House à recourir à la force de l'exemple. Avant même la nomination d'Addams à l'inspection des rues et des ruelles, Hull House avait été la base régulière d'inspectrices du gouvernement, comme par exemple lorsque Florence Kelley et Alzina Stevens avaient mené leur enquête sur les usines et les ateliers clandestins, ou quand Julia Lathrop parcourait, pour les contrôler, les institutions charitables de l'État. Mais le génie d'Addams pour attirer la publicité a fait d'elle l'inspectrice de l'administration publique la plus célèbre du *settlement* (Knight, 2005 : 344).

LA CIRCONSCRIPTION MODÈLE

Tous les quartiers ne pouvaient pas avoir un réformateur pour inspecteur des ordures. En moins d'un an, la Fédération civique avait lancé un autre type de modèle – la circonscription modèle. Harriet A. Shinn, résidente de la 4^e circonscription, et secrétaire adjointe de la Fédération, menait campagne pour faire de son quartier prospère la « circonscription modèle de la ville » (*Chicago Tribune*, 18 février 1896 : 10). Elle devint présidente d'un sous-comité entièrement féminin de la commission municipale de la Fédération pour la 4^e circonscription. Les femmes, à en juger par leurs noms de famille, leurs noms

d'épouses imprimés dans les reportages sur la campagne du quartier, étaient pour la plupart d'origine anglo-américaine. Célibataire, Shinn était à la fois une femme d'affaires prospère dans le domaine de la sténographie et une cheffe de file parmi ses pairs professionnels, en tant que présidente de l'Association nationale des femmes sténographes (National Association of Women Stenographers) (*Chicago Tribune*, 4 janvier 1894 : 2). Tout comme Sweet, elle a apporté à l'association une formidable énergie d'organisation et ses talents administratifs.

Dans une large mesure, l'approche de Shinn était la même que celle de Sweet et de la Ligue pour l'ordre municipal. Le problème était, d'une part, que les propriétaires ne nettoyaient pas leur propriété privée et n'entretenaient pas leurs bacs à ordures et, d'autre part, que les inspecteurs ne signalaient pas les infractions à la ville. Fait remarquable, la plupart des femmes participant aux travaux de cette sous-commission ne s'étaient jamais rendues à l'arrière de leur maison ou n'avaient jamais mis les pieds dans les ruelles. Cette zone était réservée aux domestiques et aux livreurs (*Chicago Tribune*, 22 mars 1896 : 2 ; Conzen, 2004). À présent, elles acceptaient d'inspecter leurs propres domaines, y compris les ruelles à l'arrière. Elles se disaient choquées de constater que leurs propres foyers ne s'étaient pas montrés à la hauteur (*Chicago Tribune*, 17 mars 1896 : 6). La sous-commission de Shinn se réunissait deux fois par mois dans des salons privés et, à chaque séance, les femmes étaient informées des meilleures méthodes pour garder propres leurs maisons et leurs cours. Elles assistaient à des conférences sur les meilleurs désinfectants et sur la façon d'utiliser les poubelles métalliques, agréées par la Fédération civique pour remplacer les vieux bacs à ordures en bois.

À la différence de Sweet, cependant, Shinn mettait davantage l'accent sur la menace que représentait la saleté pour la santé de la famille (et de la ville). Les femmes ont appris à prévenir la diphtérie par le nettoyage. Elles ont découvert « la connexion étroite entre entretien négligent des ruelles et mauvaise santé ou maladie » (*Chicago Tribune*, 22 mars 1896 : 2). Grâce à leur compréhension nouvelle de la

façon dont les maladies incubent dans les ordures en décomposition et à leur connaissance de l'état des ruelles bordant leurs propriétés, les femmes ont saisi tout le bénéfice qu'elles avaient à tirer d'une campagne d'hygiène publique. Comme l'a souligné Mancur Olson (1965/1978), les gens se joignent à une action collective en partie parce qu'ils anticipent les bénéfices qu'ils pourront en tirer en s'y investissant. Shinn avait réussi à établir un lien intime et crucial entre politique publique et réalisation d'un intérêt personnel.

L'effort d'inspection des quartiers était le second objectif de la sous-commission. L'une des femmes le raconterait plus tard, « dans la 4^e circonscription, nous nous sommes transformées en inspectrices et substituées au travail de l'inspecteur » (*Chicago Tribune*, 22 mars 1896 : 2). Les femmes ont divisé le quartier en sections et chacune d'entre elles a pris la responsabilité de faire un rapport sur la situation de sa section à chaque réunion. Pendant deux mois, au printemps, elles se sont réunies toutes les deux semaines et ont présenté leurs rapports, qui étaient enregistrés. Forte de ces informations, une délégation du conseil du quartier comprenant Harriet Shinn, deux femmes de la sous-commission, par ailleurs médecins dans la vie civile, et le mari d'une autre habitante du quartier, a rencontré le 31 mars 1896 le commissaire des travaux publics pour lui demander de licencier l'inspecteur du quartier, défaillant. Ils ont été accueillis chaleureusement et, avant même d'avoir exposé leurs arguments, se sont vus annoncer que l'inspecteur avait été congédié la veille (*Chicago Tribune*, 1^{er} avril 1896 : 1).

Le travail d'organisation des femmes de la 4^e circonscription s'était ainsi montré fructueux. Même si ses membres apprendraient plus tard que les progrès en matière d'ordures n'étaient jamais définitifs, la sous-commission de Shinn avait dû éprouver de la fierté de son travail ce printemps-là. Les femmes se sentaient habilitées de plusieurs points de vue : en tant que maîtresses de maison, elles avaient appris à assumer la responsabilité de l'état de leur propriété et de la santé de leur communauté ; en tant que citoyennes de leur quartier, elles

savaient désormais qu'elles pouvaient influencer leur administration municipale; et, en tant qu'activistes, elles s'érigeaient comme modèles pour les citoyennes et les citoyens des autres quartiers. Shinn a rapidement été « assiégée » par des femmes provenant de tous les coins de la ville, désireuses de savoir comment fonctionnait le groupe de la 4^e circonscription. Le *Chicago Tribune* (22 mars 1896 : 2), toujours complaisant, a publié un article détaillé citant longuement Shinn sur les principes et les méthodes de sa campagne.

CONCLUSIONS

Entre 1892 et 1896, la campagne de collecte des ordures de Chicago a permis d'accomplir des progrès graduels. En 1898, la ville avait abandonné l'utilisation des bacs à ordures en bois et adopté les poubelles en métal et, bien que le système de sous-traitance avec des entreprises fût toujours utilisé, un nouveau plan a été mis en œuvre cette année-là pour conclure des contrats de cinq ans pour l'enlèvement et l'élimination des ordures. L'objectif était de réduire les risques de favoritisme (*Chicago Tribune*, 1^{er} janvier 1898 : 12). Ces réformes avaient été mises en place par un nouveau maire et par un conseil municipal gagnés à la réforme sociale, élus grâce aux efforts politiques de la Fédération civique et de son organisation dérivée, la Ligue des électeurs municipaux (Municipal Voters League). Le nouveau commissaire des travaux publics devait garder les ruelles propres et était embarrassé de reconnaître qu'elles ne l'étaient pas, quand c'était le cas (*Chicago Tribune*, 6 octobre 1898 : 3). La campagne pour le traitement des ordures ne s'est pas arrêtée, à Chicago, à la fin de la décennie. Eileen McGurty (1998) a raconté les phases ultérieures de cette mobilisation, entre 1898 et 1917, où Mary McDowell s'est particulièrement distinguée²⁴.

D'un point de vue organisationnel, cependant, la campagne a eu un bilan quelque peu mitigé. La méthode *top-down* utilisée pour justifier le projet a posé un problème. Comme cela arrive souvent, ce qui apparaissait comme un problème évident pour les leaders ne l'était

pas pour ses partisans. Sweet partait du principe que les femmes de toute la ville seraient d'emblée d'accord sur la nécessité d'améliorer la situation des ordures, tout simplement parce que la propreté était un bien commun en soi et que les femmes devaient s'en sentir particulièrement responsables. Les difficultés de Sweet à motiver ses bénévoles ont montré que ce n'était pas le cas. Lorsque Shinn a dirigé les efforts de la Fédération civique dans la 4^e circonscription, elle a compris que les femmes de sa classe (et par conséquent de toutes les classes) devaient être informées du lien existant entre les matières animales et végétales en décomposition dans les ruelles et la santé de leurs familles ; et elle a compris que sans la prise de conscience de cette relation de causalité, personne ne se sentirait concerné par l'urgence de la réforme des ordures. Cela fut également compris à Hull House, dont un résident s'est chargé d'informer les femmes de la 19^e circonscription (Addams, 1910 : 284). La stratégie aurait peut-être été plus efficace si la campagne avait éduqué les citoyens dès le départ sur la menace sérieuse que les conditions existantes représentaient pour leur santé. Une telle connaissance leur aurait donné une puissante motivation personnelle pour s'attaquer au problème des ordures.

L'idéal de la démocratie se diffracte dans diverses directions de la campagne. Lorsqu'Ada Sweet et Lyman Gage ont présenté leurs organisations respectives, la Ligue pour l'ordre municipal et la Fédération civique de Chicago, comme le moyen de renforcer les capacités démocratiques des citoyens de Chicago, ils ne faisaient pas qu'user d'une rhétorique désinvolte : ils étaient sérieux. Au lieu de se rallier aux institutions existantes ou de limiter leur action à la portion des citoyens les plus dépourvus de pouvoir, ils ont créé deux nouvelles organisations à l'échelle de la ville, qui ont tenté de toucher toutes les classes sociales, et qui se sont imposées comme centres de pouvoir indépendants. Leur foi dans le « pouvoir du peuple », comme on pourrait l'appeler, était à l'origine de cette formidable approche démocratique.

Et certaines personnes – les femmes au foyer de la classe moyenne – ont acquis un sentiment neuf de pouvoir agir en politique en dépit de leur exclusion du droit de vote. Lorsque ces femmes se sont mises à inspecter les allées, peut-être même, pour certaines, en défiant leurs maris, elles ont découvert qu'elles pouvaient influencer sur les politiques publiques. En même temps, la lutte pour les ordures a éduqué les femmes les plus engagées sur le lien entre leur programme de réforme et le pouvoir du vote (Knight, 2005 : 366 et 379-380). Ce n'est pas par hasard si certaines de ces femmes, qui ont été des leaders de la campagne pour la propreté de la ville – Ada Sweet, Jane Addams et Harriet Shinn –, ont été également actives ou le sont bientôt devenues dans le mouvement pour le droit de suffrage des femmes. La même vision réformatrice du type de citoyennes que les femmes pouvaient être imprégnait les deux entreprises (Hoy, 2001; Knight, 2005; *Chicago Tribune*, 12 février 1894 : 12).

Cependant, malgré l'idéalisme des dirigeants, la démocratie n'était pas au rendez-vous dans leur campagne. À l'exception d'un meeting de masse en 1892, elles n'ont jamais réussi à mobiliser la plus grande part des citoyens de Chicago, à savoir les immigrants, les hommes et les femmes de la classe ouvrière. Cela n'est pas si surprenant, étant donné les problèmes d'alphabétisation notés par Florence Kelley. De nombreux immigrants doutaient que le gouvernement pût fonctionner en toute honnêteté (*above board*) et les ouvriers non qualifiés avaient surtout le besoin économique d'être aidés par les *aldermen* et leurs machines politiques. Sweet et Gage, organisateurs issus des classes moyennes supérieures, de background anglo-saxon, ne s'attendaient pas à cet échec de la mobilisation. Leur foi aveugle en la démocratie ne les avait pas préparés à une situation où leur point de vue sur un « mal évident » ne serait pas partagé par la plupart de leurs concitoyens. Leurs stratégies visionnaires, inclusives, de développement communautaire ne tenaient pas compte des expériences vécues par les travailleurs, ni de la façon dont les cultures des immigrants façonnaient leurs attentes à l'égard des agences du gouvernement et de la réceptivité du gouvernement à leurs plaintes. En d'autres termes, les

dirigeants de la campagne avaient péché par manque d'anticipation des contextes de réception de leurs propositions ou par manque de connaissance des formes d'expérience des autres citoyens.

Il y a un aspect de la campagne, cependant, où le potentiel de la démocratie a été pleinement actualisé. Lorsque la Fédération civique a découvert que la clé d'un véritable changement sur le front de la bataille des ordures se trouvait entre les mains d'élus peu enclins à se laisser persuader, elle a fait pression pour élire de meilleurs candidats. En revanche, selon Robert Fisher (1993), ces dernières années, de nombreux groupes d'organisation communautaire ont évité de cibler le secteur public. Au fil des ans, l'organisation communautaire et le développement communautaire, le *community building* et *community organizing*, ont pris de nombreuses formes, de l'action sociale de type *grassroots* à la planification fondée sur la communauté, en passant par la création de coalitions, l'amélioration de la qualité de vie des résidents, le développement économique des quartiers, la stratégie de *self-help* par les citoyens ordinaires et leur implication dans des dispositifs de décision participative (Austin & Betten, 1990; Smock, 2004; Fisher & Shragge, 2000; Hardina, 2003; Wenocur & Reisch, 1989; Yan, 2004). Mais, pour les besoins de la campagne des ordures de Chicago, la définition de l'organisation communautaire proposée par Michael Austin et Neil Betten (1990 : 18) semble la plus pertinente, à savoir « un effort conscient de la part de la communauté pour contrôler démocratiquement ses affaires ».

Il semble utile de se demander dans quelle mesure l'organisation communautaire ne devrait pas se réapproprier davantage ses racines démocratiques. Alors que nombre de ses efforts assimilent aujourd'hui la « démocratie » à « l'*empowerment* des personnes dans une communauté », il est rare que l'organisation communautaire se donne pour objectif le renforcement de la démocratie, par restauration du rôle souverain du peuple dans la détermination des décisions du gouvernement. La campagne des ordures de Chicago dans les années 1890, bien que dépourvue d'un grand nombre des idées sophistiquées

développées par la suite par les professionnels de l'organisation communautaire, a sincèrement adopté cet objectif et a réussi à le faire progresser, tout au moins avec un certain succès.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- AUSTIN Michael J. & Neil BETTEN (1990), «The Intellectual Origins of Community Organizing», in Neil Betten & Michael J. Austin (dir.), *The Roots of Community Organizing, 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press, p.16-31.
- BETTEN Neil & Michael J. AUSTIN (dir.) (1990), *The Roots of Community Organizing, 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press.
- CAIN Louis P. (1972), «Raising and Watering a City: Ellis Sylvester Chesbrough and Chicago's First Sanitation System», *Technology and Culture*, 13 (3), p. 353-372.
- CAIN Louis P. (2004), «Annexation», in *The Encyclopedia of Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, p. 21-23.
- CHICAGO TRIBUNE [historical], Electronic version.
- COLTEN Craig E. (1994), «Chicago's Waste Lands: Refuse Disposal and Urban Growth, 1840-1990», *Journal of Historical Geography*, 20 (2), p. 124-142.
- CONZEN Michael P. (2004), «Alleys», in *The Encyclopedia of Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, p. 15-16.
- EVANS Sara M. (1989/1997), *Born for Liberty: A History of Women in America*, New York, Free Press/Simon and Schuster.
- FISHER Robert (1993), «Grass-Roots Organizing Worldwide: Common Ground, Historical Roots, and the Tensions Between Democracy and the State», in Robert Fisher & Joseph Kling (dir.), *Mobilizing the Community: Local Politics in the Era of the Global City*, *Urban Affairs Annual Review*, 41, p. 3-27.
- FISHER Robert & Eric SHRAGGE (2000), «Challenging Community Organizing: Facing the 21st century», *Journal of Community Practice*, 8 (3), p. 1-19.
- FRANK Henriette Greenebaum & Amalie Hofer JEROME (dir.) (1916), *Annals of the Chicago Woman's Club for the First Forty Years of Its Organization, 1876-1916*, Chicago, Chicago Woman's Club.
- FRINK Fred Goodrich (1902), *The Garbage Problem in Chicago*, MA Sociology, University of Chicago.
- GORDON Ann D. (2001), «Corinne Stubbs Brown», in Rima Lunin Schultz & Adele Hast (dir.), *Women Building Chicago: A Biographical Dictionary*, Bloomington, Indiana University Press, p. 123-125.
- HARDINA Donna (2003), «Linking Citizen Participation to Empowerment Practice: A Historical Overview», *Journal of Community Practice*, 11 (4), p. 11-38.
- HOWE Frederic C. (1906), *The City: The Hope of Democracy*, New York, Charles Scribner's Sons.
- HOY Suellen (1995), *Chasing Dirt: The American Pursuit of Cleanliness*, New York, Oxford University Press.

- HOY Suellen (2001), «Ada Celeste Sweet», in Rima Lunin Schultz & Adele Hast (dir.), *Women Building Chicago: A Biographical Dictionary*, Bloomington, Indiana University Press, p. 862-864.
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen: Jane Addams and the Struggle for Democracy*, Chicago, University of Chicago Press.
- LISSAK Rivka (1989), *Pluralism & Progressives: Hull House and the New Immigrants, 1890-1919*, Chicago, University of Chicago Press.
- MCGURTY Eileen M. (1998), «Trashy Women: Gender and the Politics of Garbage in Chicago, 1890-1917», *Historical Geography*, 26, p. 27-43.
- MELOSI Martin V. (1981), *Garbage in the Cities: Refuse, Reform, and the Environment, 1880-1980*, Chicago, Dorsey Press.
- NEW YORK TIMES [historical], Electronic version.
- NUAGENT Walter (2004), «Demography», in James R. Grossman, Ann Durkin Keating & Janice L. Reiff (dir.), *The Encyclopedia of Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, p. 233-237.
- OLSON Mancur (1965/1978), *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France.
- PELLOW David N. (2002), «Garbage Wars the Struggle for Environmental Justice in Chicago», *Urban and Industrial Environments*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- SCHULTZ Stanley K. & Clay MCSHANE (1978), «To Engineer the Metropolis: Sewers, Sanitation, and City Planning in Late-Nineteenth Century America», *The Journal of American History*, 65 (2), p. 389-411.
- SMALL Albion W. (1895), «The Civic Federation: A Study in Social Dynamics», *American Journal of Sociology*, 1 (1), p. 79-103.
- SMOCK Kristina (2004), *Democracy in Action: Community Organizing and Urban Change*, New York, Columbia University Press.
- STANTON Elizabeth Cady (1893), «Women and Street Cleaning», *The Woman's Journal*, 24 (33), 19 août 1893.
- TAYLOR Lea D. (1954), «The Social Settlement and Civic Responsibility: The Life Work of Mary McDowell and Graham Taylor», *Social Service Review*, 28 (1), p. 31-40.
- WENOCUR Stanley & Michael REISCH (1989), *From Charity to Enterprise: The Development of American Social Work in a Market Economy*, Urbana, University of Illinois Press.
- YAN Miu Chung (2004), «Bridging the Fragmented Community: Revitalizing Settlement Houses in the Global Era», *Journal of Community Practice*, 12 (1/2), p. 51-69.
- ZANDER Alvin (1990), *Effective Social Action by Community Groups*, San Francisco, Jossey-Bass.

NOTES

1 Louise W. Knight (2006), « Garbage and Democracy », *The Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 7-27 (doi:10.1300/J125v14n03_02) (traduction de l'anglais au français et notes de fin de texte par Daniel Cefai). Nous remercions Louise Knight de ses encouragements à traduire ce texte et la revue *Journal of Community Practice* et les éditions Taylor & Francis, de nous avoir autorisés à une publication libre de droits.

2 *Contractors* : les entreprises de sous-traitants liées par contrat avec la Ville de Chicago et chargées d'une mission de service public – ici, assurer le ramassage, le stockage et la destruction des ordures.

3 L'ethnicité dont il est ici question renvoie aux origines culturelles ou nationales.

4 *Aldermen* : échevins d'une circonscription ou d'un arrondissement (*ward* – sous-divisé en plus petites unités, les *precincts*), les *aldermen* étaient d'office membres du Conseil municipal de la ville, électeurs du maire de la ville, qui jouissent, aujourd'hui encore, d'un énorme pouvoir dans leur quartier. Les *wards* étaient au nombre de 35 depuis l'annexion de 1889 (ils passeront au nombre de 50 en 1923 – le nombre actuel).

5 Nous traduisons *alley* ou *back alley* par « ruelle », qui est le terme en usage dans une ville nord-américaine

francophone comme Montréal. Il s'agit de ruelles de service qui passent à l'arrière des maisons et des immeubles, en parallèle aux rues principales.

6 Florence Kelley, traductrice d'Engels en anglais, membre de la New Century Guild à Philadelphie, où elle donnait des cours à des femmes ouvrières, empêchée d'étudier le droit à l'Université de Cornell parce qu'elle était une femme, commence par militer à Chicago pour que des femmes soient nommées inspectrices du travail. Elle rejoint Hull House en 1891 et en sera résidente jusqu'en 1899. En 1892, quand elle écrit au *Tribune*, elle est déjà liée au Chicago Woman's Club par Jane Addams et Julia Lathrop. Elle mène son enquête pour le compte du Bureau des statistiques du travail de l'Illinois (Illinois Bureau of Labor Statistics) sur le *sweating system* (les ateliers de couture) et sur l'exploitation des enfants et fait voter en 1893, avec le soutien du gouverneur Altgeld et à une énorme majorité aux assemblées législative (108 contre 6) et sénatoriale (40 contre 0) de l'État, le State Factory Inspection Bill qui instaure la journée de 8 heures et la semaine de 48 pour femmes et enfants et qui interdit le travail des enfants de moins de 14 ans. Plus tard, à partir de 1899, résidente du Henry Street Settlement à New York, elle dirigera la Ligue nationale des consommateurs et participera à la création de la National Association

for the Advancement of Colored People en 1909.

7 « Les déchets des premiers temps de Chicago comprenaient les cendres du bois brûlé par les ménages et les entreprises, les excréments des chevaux dans les rues et les écuries, et des quantités relativement faibles de déchets alimentaires, de journaux, etc. La plupart de ces déchets semblent avoir été facilement biodégradables. En 1849, la ville de Chicago a nommé ses premiers éboueurs municipaux. Les déchets étaient souvent déversés dans des zones marécageuses en bordure de la ville. Sur le terrain plat de Chicago, la transformation des terres basses en blocs urbanisés, adaptés au développement de la ville, a souvent impliqué l'élévation du niveau du terrain par le déversement des déchets, et ainsi, l'élimination des eaux stagnantes. De nombreux bâtiments et rues de Chicago reposent aujourd'hui sur une douzaine de pieds [env. 3,65 m] de déchets datant du XIX^e siècle. L'embouchure de la rivière Chicago a été transformée par les déchets mis en décharge, et les débris du Grand Incendie [Great Fire de 1871] ainsi que de nombreux déchets ordinaires, ont été utilisés pour agrandir le Lake Park (aujourd'hui Grant Park). » (Christopher Thale, « Waste Disposal », *Encyclopedia of Chicago*, <http://www.encyclopedia.chicagohistory.org/pages/1322.html>). Sur cette extension du territoire de Chicago, Craig E. Colten (1994), « Chicago's Waste Lands : Refuse Disposal and

Urban Growth, 1840–1990 », *Journal of Historical Geography*, 20 (2) : 124–142. Sur la mise en place du système d'égouts et d'adduction d'eau du lac : Louis P. Cain, 1972, « Raising and Watering a City : Ellis Sylvester Chesbrough and Chicago's First Sanitation System », *Technology and Culture*, 13 (3) : 353–372.

8 *La World's Fair : Columbian Exposition* a duré du 1^{er} mai au 30 octobre 1893. Elle couvrait 690 acres (environ 3 km²) dans le South Side de Chicago, au Jackson Park et sur Midway Plaisance. Elle a reçu plus de 27 millions de visiteurs. Elle a mis en scène une ville idéale, organisée selon des canons néoclassiques, the White City, sortie de l'imagination d'architectes, paysagistes et designers urbains : John Wellborn Root, Daniel Burnham, Frederick Law Olmsted et Charles B. Atwood. Elle sera souvent revendiquée par le mouvement pour l'embellissement des villes et est restée dans les mémoires comme un moment d'intensification de l'imagination civique.

9 *Le World's Congress Auxiliary* (WCX) de l'Exposition universelle de 1893 consistait en une série de congrès mondiaux parallèles sur presque tous les sujets scientifiques et culturels des années 1890. Ils prenaient place dans le nouvel Art Institute of Chicago – le Memorial Art Palace avait été fini en urgence pour pouvoir accueillir deux auditoriums de 3 000 places chacun, trente-trois salles de réunion et six salles de comité. Ils se sont déroulés

en même temps que l'Exposition, chaque semaine, du 15 mai au 28 octobre 1893. Les Auxiliaires étaient répartis en 19 départements : Woman's Progress, Public Press, Medicine & Surgery, Temperance, Moral & Social Reform, Commerce & Finance, Music, Literature, Education, Engineering, Art, Government, Science & Philosophy, Labor, Religion, Sunday Rest, Religious Societies, Public Health, et Agriculture. La branche féminine des auxiliaires était dirigée par Bertha Honore Palmer, présidente, et Ellen Henrotin, vice-présidente.

10 Outre Jane Addams, Frances Willard, présidente de la WCTU de 1879 à 1898, était une suffragiste, luttant pour les « ordonnances sur les usines » et la réforme des prisons, et qui a développé au service de la cause de la tempérance toutes sortes de techniques de pétition, lobbying, manifestation. En 1892, elle venait de rejoindre le People's Party. Julia Plato Harvey était, en 1891-92, la présidente du Club des femmes de Chicago (Chicago Woman's Club, CWC). Corinne Stubbs Brown, présidente de l'IWA, était socialiste et militait pour les lois sur le travail des enfants et pour l'école obligatoire jusqu'à 14 ans. Ada Celeste Sweet a été de 1867 à 1885 la première femme à diriger un Bureau des retraites pour le gouvernement fédéral, et a mis en place un bureau modèle à Chicago. Puis elle a été éditrice littéraire au *Chicago Tribune*. En 1892, elle s'occupait d'un bureau de réclamations de pensions militaires

de soldats et elle venait d'être nommée au Conseil de l'éducation de Chicago (Chicago Board of Education).

11 Sarah Hackett Stevenson, médecin, présidente de la commission des bains publics de la MOL, plaide dans une lettre ouverte au *Chicago Tribune* du 26 juillet 1892 pour le droit des « pauvres » de se baigner dans le lac Michigan, « cette grande baignoire que la nature a construite pour Chicago, alors que trois personnes viennent d'être inculpées pour ce délit, et pour autoriser de tels bains en certains lieux à certaines heures (afin d'éviter les attentats à la pudeur) et appelle à une souscription pour bâtir une piscine sur fonds privés, étant donné que le maire et le conseil municipal refusent une telle dépense » (voir l'article sur le développement des plages publiques et privées à des fins récréatives dans « [Shoreline Development](#) », *Encyclopedia of Chicago*) dans le chapitre « Water and Urban Life », par Ann Durkin Keating et Gwenn Hoerr Jordan pour l'interprétation photographique). La première plage publique de Chicago a été créée en 1895 à Lincoln Park, grâce aux efforts de la Free Bath and Sanitary League (précédemment Municipal Order League). Dans la bataille pour l'hygiène publique, propreté des voies publiques et droit à des plages publiques étaient donc liés. Dr Stevenson finit son article par un « *Yours in behalf of clean streets and clean people* ».

12 Le *spoils system*, parfois traduit par «système des dépouilles», est le nom donné au favoritisme ou patronage politique selon lequel un parti victorieux aux élections redistribue les postes du service civil (ou fonction publique) à ses supporteurs, ses parents ou ses amis (*nepotism*, *cronyism*). Il était combattu par les mouvements réformistes qui demandaient que soient appliqués des critères méritocratiques.

13 Le Central Music Hall (1879-1900) était un théâtre et un centre commercial, conçu par Dankmar Adler, situé à l'angle sud-est de State et de Randolph Street. Son emplacement, après sa destruction en 1900, a accueilli les grands magasins de Marshall Field & Company.

14 Lyman J. Gage (1836-1927) était alors président de la First National Bank of Chicago (la première entreprise aux États-Unis à créer un plan de retraites d'entreprise en 1899) et il sera le président du Conseil de l'Exposition universelle. C'est à ce titre qu'il prendra la direction de la Fédération civique. Il deviendra entre 1897 et 1902 le secrétaire du Trésor (ministre des Finances) des présidents William McKinley et Theodore Roosevelt et fera passer la Loi sur l'étalon-or (Gold Standard Act) (votée le 14 mars 1900).

15 L'Université de Chicago est inaugurée en 1891. William R. Harper, spécialiste d'études sémitiques, baptiste, qui avait été président de la vieille Université de Chicago (fermée

en 1886) avant de rejoindre Yale, avait été recruté par John D. Rockefeller comme premier président de la nouvelle Université – ce qu'il sera de 1891 à 1906.

16 Fondée en 1864, la General Trades Assembly serait rebaptisée Fédération du travail de Chicago (Chicago Federation of Labor) et recevrait sa Charte de la Fédération américaine du travail (American Federation of Labor) le 9 novembre 1896. Thomas Morgan avait lancé le Chicago Council of Trades and Labor Unions, une fédération de syndicats à l'échelle de la ville, en 1877, avait candidaté aux élections d'*alderman* en 1879 et 1881, puis avait rejoint en 1884 une organisation syndicale plus radicale, la Chicago Central Labor Union. Après les événements de Haymarket, en 1886, il est aux avant-postes de l'United Labor Party qui envoie sept membres à l'Assemblée législative de l'Illinois et un à son Sénat. Il est candidat aux élections de maire en 1891 pour le Parti ouvrier socialiste (Socialist Labor Party) et rejoindra plus tard, avec la grève Pullman, le Parti social-démocrate d'Eugene V. Debs.

17 Elizabeth Cady Stanton (1815-1902) est l'une des féministes historiques, co-organisatrice de la Convention de Seneca Falls en 1848 sur les droits des femmes et principale rédactrice (avec Lucretia Mott, Martha C. Wright et Mary Ann McClintock) de la *Declaration of Sentiments* (1848), copiée sur le modèle de la Déclaration d'Indépendance. Avec

Susan B. Anthony, elles se lancent dans la campagne pour l'abolition de l'esclavage et créent la Women's Loyal National League à cette fin pendant la Guerre de Sécession, puis à la fin de celle-ci, pendant la Reconstruction, l'American Equal Rights Association, qui plaidait pour l'égalité de droits politiques pour les Noirs et les femmes. Le 3 février 1870, le 15^e Amendement est ratifié. Il interdit au gouvernement fédéral et à chacun des États fédérés de refuser le droit de vote à un citoyen en raison de sa « race, couleur ou condition antérieure de servitude » – mais pas du genre. Stanton devient la présidente de la National Woman Suffrage Association, puis après la réunification du mouvement, de la National American Woman Association. Stanton et Anthony ont publié un hebdomadaire, *The Revolution* (1868-1872), puis ont été très impliquées dans la préparation des trois premiers volumes de l'*History of Woman Suffrage* (1881-1922) et la réinterprétation des textes sacrés, afin d'aller contre le principe de soumission ou d'asservissement (*subservience*) des femmes dans *The Woman's Bible* (1895 et 1898).

18 *Settlement workers* : l'expression renvoyait à l'expérience différente des « *settlers* », pour la plupart installés dans les quartiers déshérités, qui ne se limitaient pas à venir en aide à des familles à problèmes, comme les dames patronnesses, puis, plus tard, comme les professionnels du travail social, mais qui inscrivaient leur effort d'assistance dans une perspective

d'organisation communautaire, en coopération avec les habitants des quartiers, dans le cadre d'un projet politique démocratique.

19 En octobre 1893, John Patrick Hopkins, premier de la série des maires catholiques irlandais de Chicago, prend ses fonctions. Il sera impliqué dans de nombreux scandales – celui, politico-financier, de l'Ogden Gas Company et de la Cosmopolitan Electric Company (dont Roger C. Sullivan, leader du Parti démocrate de l'Illinois, était le maître d'œuvre et auquel Hopkins n'a pas opposé son veto), celui de l'omniprésence des salles de jeux, attaqué par la Fédération civique, celui du détournement de fonds de campagne du Parti démocrate, sans compter son attitude au moment de la grève Pullman (dont il avait été le *paymaster*). Hopkins avait été précédé par Carter Harrison Sr., accusé, comme les *aldermen* « Bathhouse » John Coughlin et Edward F. Cullerton (dit « Foxey Ed »), restés dans les mémoires, d'avoir laissé se développer le quartier des saloons, music-halls, salles de jeu et maisons closes de la Levee. Harrison avait été assassiné deux jours avant la clôture de l'Exposition Universelle.

20 La crise de 1893-1897 (*Panic of 1893* en anglais) a été rapportée à un certain nombre de causes, du crash et d'un coup d'État échoué en Argentine à l'effondrement des prix du blé sur les marchés nationaux et internationaux, de la surproduction d'argent aux États-

Unis où beaucoup de mines avaient été ouvertes (ce qui conduira au choix de l'étalon-or) à la bulle financière autour des investissements dans les chemins de fer. La bourse a chuté, environ 500 banques ont fermé, les mondes des affaires, de l'industrie et de l'agriculture (nourrissant le « populisme » du People's Party dans les campagnes) ont connu beaucoup de faillites. Les taux de chômage ont atteint des records (43 % dans le Michigan). C'est au moment le plus fort de la crise que Kelley a fait passer dans l'Illinois les lois sur le travail des femmes et des enfants et qu'elle mène les premières enquêtes sur les *sweatshops*.

21 Pour un compte rendu d'activités de la première année de la Fédération civique, voir l'article « The Civic Federation », d'Albion W. Small (1895), qui était par ailleurs le fondateur et directeur du département de sociologie de l'Université de Chicago.

22 Louise Knight nous donne l'explication suivante (courriel du 23 août 2021) : « Addams, en écrivant "It will take ten times five years to leaven this lump", se réfère à un verset de la Bible : "Purgez donc le vieux levain, afin que vous soyez une pâte nouvelle, comme vous êtes sans levain." (Corinthiens, 5 : 7). Le levain pouvant vieillir, il peut être préférable de s'en débarrasser et de tout recommencer à zéro. Dans le contexte chrétien, ce verset signifie qu'il est bon de se purifier en se débarrassant du péché. Par analogie, Addams déclare ainsi qu'il faut se

débarrasser des ordures et purifier la ville. En même temps, lorsqu'elle dit que les ordures doivent être "levées" (*leavened*), elle fait d'abord une plaisanterie sur le fait que les ordures sont une masse solide, sans air, mais elle invoque aussi deux autres versets de la Bible dans lesquels le levain est assimilé au Royaume des Cieux présent parmi les hommes (Matthieu 13 : 33, et Luc 13 : 20-21) : il fermente et rectifie la "masse" entière – l'homme tout entier. On pourrait dire que le nettoyage de la ville apportera une forme de rédemption civique. »

23 Amanda Johnson était une jeune étudiante de l'Université du Wisconsin qui avait rejoint Hull House comme *settlement worker*. Elle allait accompagner Addams pendant une année avant d'être elle-même nommée pour deux ans comme fonctionnaire publique. « La perte de ce salaire, qui avait été considéré comme un "bon plan" politique (*political plum*), a naturellement fait grand bruit parmi les politiciens. Ce poste n'était pas une sinécure, qu'il s'agisse de se lever à six heures du matin pour veiller à ce que les hommes se mettent tôt au travail, de suivre les tombereaux chargés d'ordures, qui laissaient tomber leur contenu par intermittence, jusqu'à leur triste destination, la décharge. Il fallut encore insister pour que l'entrepreneur augmente le nombre de ses tombereaux de neuf à treize et de treize à dix-sept, bien qu'il eût assuré qu'il perdait de l'argent sur chacun d'eux et que l'inspecteur précédent ne lui en avait laissé que

sept. Il fallut poursuivre en justice les propriétaires négligents qui ne fournissaient pas les poubelles appropriées ; ou arrêter les locataires qui essayaient de faire transporter le contenu de leurs écuries par les services de la ville. Avec les deux ou trois habitants qui se sont noblement joints à nous, nous avons installé six de ces tristes incinérateurs, censés brûler les ordures avec le combustible recueilli dans la ruelle elle-même. La seule usine de la ville qui pouvait utiliser de vieilles boîtes de conserve était une usine de contrepoids pour fenêtres, et nous l'avons inondée de dix fois plus de boîtes de conserve qu'elle ne pouvait utiliser et payer. Nous avons fait des tentatives désespérées pour faire enlever les animaux morts par l'entrepreneur qui était payé très généreusement par la ville à cet effet mais qui, nous l'avons découvert peu à peu, faisait toujours effectuer le travail par les fourgons de la police. Ceux-ci expédiaient les carcasses sur des wagons de marchandises à une usine de savon dans l'Indiana où elles étaient vendues à un bon prix, bien que l'entrepreneur lui-même fût le plus grand actionnaire de l'entreprise. Notre plus grande réussite a sans doute été la découverte d'une voie pavée à 18 pouces [45 cm] sous la surface d'une rue étroite – après coup, triomphalement, nous avons retrouvé trace de son existence dans les archives de la ville. Les Italiens qui vivaient dans la rue se montraient très intéressés, mais manifestaient peu d'étonnement, peut-être parce qu'ils étaient habitués à voir exhumers des

villes enterrées. Ce trottoir est devenu le *casus belli* entre le commissaire des rues et moi-même lorsqu'après avoir enlevé les huit premiers pouces d'ordures, j'ai insisté sur le fait que sa restauration lui incombait. L'affaire fut finalement réglée par le maire lui-même, qui me permit de le conduire jusqu'à l'entrée de la rue dans ce que les enfants appelaient mon "phaéton à ordures" et qui prit ma défense dans la controverse... » (Addams, 1910 : 285-287).

24 Mary McDowell, qui dirigeait le University of Chicago Settlement, dans le quartier des Stock Yards, est restée dans les mémoires pour la bataille qu'elle a menée pour la suppression du dépôt d'ordures situé à proximité, et qui attirait des rats dans tout le quartier (elle y gagne le titre de « Garbage Lady »). En 1913, la mairie a créé la Commission de Chicago sur les déchets, qui a donné l'occasion à McDowell de voyager dans plusieurs pays pour s'informer sur les méthodes de collecte des ordures et de recommander l'acquisition et l'administration par la ville d'un incinérateur. Elle se batta également pour l'assainissement de Bubbly Creek – un bras de la rivière Chicago transformé en décharge de déchets des industries environnantes, en particulier des abattoirs et usines de conditionnement de la viande (on l'appelle alors la « duchesse de Bubbly Creek »). Elle deviendra Commissaire au bien-être social sous la mandature du maire William Emmett Dever, de 1923 à 1927 (Taylor, 1954).

**QUELQUES
QUESTIONS
PRAGMATISTES
QUI TRAVERSENT
« GARBAGE AND
DEMOCRACY » DE
LOUISE KNIGHT**

BARBARA J. LOWE

Cet essai, écrit à la demande de *Pragmata*, est une relecture féministe-pragmatiste de l'article de Louise W. Knight « Ordures et démocratie ». Il fait apparaître la matrice pragmatiste de sa conception de sa théorisation éthique, en éclairant ses idées directrices et en mettant en évidence les relations entre celles-ci et le récit historique de la mobilisation collective pour le nettoyage des rues de Chicago dans les années 1890. Knight rend compte la conception de l'enquête de Jane Addams, centrée sur des problèmes (*problem-centered*), ancrée dans des lieux déterminés (*place-based*), appliquée à des situations de vie. Addams cultive une compréhension empathique ou sympathique des personnes directement affectées par le problème pour éclairer la recherche et l'action. Elle croit dans la possibilité du changement par étapes graduelles, chaque étape déterminant la suivante, avec une dynamique de codétermination des moyens et des fins, sans prédétermination des objectifs. Elle insiste sur une conception relationnelle du soi (*relational self*), qui se traduit dans le développement d'une éthique sociale, ce qui va de pair avec la nécessité d'une proximité (*propinquity*) avec les personnes concernées pour mettre en œuvre un véritable changement social. Cette pratique de la démocratie participative d'Addams est couplée, par Lowe, à l'analyse par Knight de la mobilisation pour le ramassage des ordures. Elle permet de mieux comprendre la promesse et le défi d'une approche pragmatiste qui cherche à régler des problèmes sociaux aujourd'hui.

MOTS-CLEFS: PRAGMATISME; PRAGMATISME FÉMINISTE; FÉMINISME PRAGMATISTE; PROBLÈMES SOCIAUX; COMPRÉHENSION SYMPATHIQUE; CHANGEMENT SOCIAL.

* Barbara J. Lowe est Professeure-associée au département de philosophie de St. John Fisher College (SJFC) à Rochester, New York [blowe@sjfc.edu].

Le pragmatisme philosophique peut être lu comme une philosophie progressiste de réformes sociale¹. Jane Addams (1860-1935) a théorisé et pratiqué ce pragmatisme en tant que militante sociale, organisatrice communautaire et cofondatrice de la Hull House à Chicago. « Garbage and Democracy », un essai écrit par Louise Knight (2006/2021), présente les efforts de différents leaders communautaires, dont Jane Addams, pour résoudre le problème des ordures à Chicago à la fin du XIX^e siècle. Knight, en tant que biographe de Jane Addams (Knight, 2005 et 2010) et historienne indépendante, connaît bien les défis auxquels étaient confrontés les leaders communautaires de Chicago à l'ère progressiste. Elle-même a souvent mis en évidence la proximité d'Addams et de Dewey – mais aussi leurs divergences sur la question de la guerre (Knight, 2014) – et elle a souligné la parenté de la vision des choses d'Addams avec celle des pragmatistes de Chicago. Dans l'introduction qui suit, je propose une vue d'ensemble de l'approche pragmatiste d'Addams, en soulignant les idées directrices qui sous-tendent cette perspective et en indiquant les liens qui existaient entre ces idées et le travail des leaders communautaires, tels que Knight les présente dans son essai. Cette introduction se donne pour objectif de clarifier la manière dont « Garbage and Democracy » illustre les promesses et les défis d'une approche pragmatiste pour réaliser un changement social dans une communauté.

L'œuvre d'Addams, d'une extrême densité, n'est pas réductible à cette dimension philosophique. « Il serait superficiel de s'en tenir à dire qu'elle a été la cofondatrice de Hull House à Chicago, l'un des premiers *settlements* aux États-Unis. Elle a été une pionnière dans les domaines du travail social et de la sociologie, elle a participé à la création du premier syndicat de femmes à l'échelle nationale, elle a été l'une des premières organisatrices itinérantes de mouvements *grass-roots*, elle a été l'une des leaders du mouvement pour le suffrage et une leader internationale des mouvements pour la paix et les droits des femmes, et enfin, elle a été la première Américaine à recevoir le Prix Nobel de la paix². » Mais elle est à présent reconnue comme une philosophe sociale de plein droit et l'une des intellectuelles de

ce que Charlene H. Seigfried (1996 : 44) a appelé le « pragmatisme de Chicago ». L'essai de Knight, qui détaille les stratégies auxquelles ont eu recours les organisateurs communautaires, dont Jane Addams, pour résoudre le problème urgent des ordures dans la 19^e circonscription (et de là, dans tout Chicago), au tournant du siècle, illustre implicitement les idées directrices de ce pragmatisme de Chicago. On peut citer cinq d'entre elles, que nous développerons dans la suite de l'article, paragraphe par paragraphe :

- une approche de l'enquête centrée sur des problèmes (Dewey, 1910)³ et ancrée dans des lieux, appliquée aux faits comme aux normes (Mead, 1899/2020 ; Dewey, 1927/2010 et 1938/1967) – avec la réserve d'Addams (1910) qui refuse de comparer les situations de vie et d'enquête des citoyens à des laboratoires scientifiques ;

- une insistance sur une conception sociale du soi (*social self*), qui se traduit dans le développement d'une « éthique sociale » (Addams, 1902/2002 ; Dewey & Tufts, 1932/2021), ce qui va de pair avec la nécessité d'une proximité (*propinquity*) avec les personnes concernées pour opérer un véritable changement social ;

- une pratique de la démocratie participative qui permette d'identifier, de comprendre et de traiter les problèmes de façon appropriée, en particulier ceux qui paraissent à première vue insolubles ou inextricables (*wicked, untractable*) (Lake, 2014) tel que celui des ordures dans un pays nouvellement industrialisé ;

- la nécessité de cultiver une compréhension empathique ou sympathique (Addams, 1902/2002) pour éclairer la recherche et l'action, ce qui va de pair avec une forme de bienveillance et de camaraderie dans la coopération et la communication avec les personnes directement affectées par le problème ;

- une croyance dans la possibilité du changement par étapes graduelles, chaque étape déterminant la suivante, avec une dynamique

de codétermination des moyens et des fins – et non pas de prédétermination des objectifs – qui ouvre les canaux le long desquels le progrès peut trouver son chemin.

William James (1904) sera le premier à saluer l'existence d'une « école de pensée », que l'on a depuis fixée comme une « école de pragmatisme de Chicago » (Shook, 2000). Celle-ci était familière, à la fin des années 1890, aux activistes sociaux et aux organisateurs communautaires de Chicago. De fait, Jane Addams a participé activement au développement de cette perspective pragmatiste, qui continue de nous guider aujourd'hui, à travers ses liens forts avec Dewey, Mead ou Tufts ; et avec les femmes de Hull House, elles ont développé une espèce de « pragmatisme féministe », tout à fait originale. Il n'est donc pas surprenant qu'un engagement envers ces idées directrices se retrouve dans le récit de Knight sur la façon dont Ada Street, Florence Kelley, Jane Addams et Harriet A. Shinn se sont emparées du problème des ordures. Afin de montrer ces liens, je commencerai par une brève explication de chacune des idées directrices et, dans chaque cas, je montrerai comment elle est appliquée et comment elle se manifeste (*applied to/revealed in*) dans l'essai de Knight. Je terminerai en abordant les implications qui découlent de cette analyse, en particulier sur la puissance de progrès du pragmatisme et sur ses limites.

1. OÙ EST DÉVELOPPÉE UNE APPROCHE DE L'ENQUÊTE CENTRÉE SUR UN PROBLÈME ET ANCRÉE DANS UN LIEU

La démarche pragmatiste part d'un problème communautaire spécifique, formule des hypothèses de travail pour tenter de lui donner une explication et une solution, les teste, puis les révisé ou les abandonne en fonction des conséquences que ces hypothèses vont produire dans la situation communautaire. Conformément à la tradition pragmatiste, y compris ses proches associés et amis John Dewey et George Herbert Mead⁴, Jane Addams a adopté cette approche et en a fait une conduite de vie. Pour Addams, le processus de recherche est

déclenché par ce qu'elle appelle souvent des « perplexités ». Selon elle, toutes les perplexités sont situées, ancrées dans des situations particulières. Lorsqu'une personne fait l'expérience de la perplexité, sa compréhension du monde, ses croyances et ses habitudes sont déverrouillées (*ajar*) et ne correspondent plus à la situation actuelle. Ces moments peuvent nous inciter à modifier notre vision du monde. Les perplexités nous motivent à examiner de plus près la situation qui nous laisse perplexe. Elles nous poussent à nous arrêter et à réfléchir, ce qui peut nous amener à localiser d'éventuels problèmes. Un examen plus approfondi peut révéler un problème qui requiert une enquête. L'expérience de la perplexité se transforme alors en connaissance d'un problème à définir et à résoudre, et elle nous offre en parallèle une occasion de « modifier nos attitudes » (Addams, 1892 : 54), ce qui est rendu possible si nous nous engageons avec les autres dans l'action tout en nous efforçant de les comprendre à partir de leur propre perspective.

Cette approche, fondée sur une méthode analogue à celle des « hypothèses de travail dans la réforme sociale » (Mead, 1899/2020), est axée sur la définition et la résolution de problèmes, afin de dissiper des perplexités éprouvées. Elle caractérise la méthode des *settlements* adoptée par Addams à Hull House et elle est manifeste dans la manière dont elle et les autres personnes mentionnées dans l'essai de Knight se sont occupées du problème spécifique des ordures dans la ville. Cette approche offre l'occasion à des individus, « si éloignés soient-ils dans les circonstances extérieures [...] de se rencontrer en tant qu'individus sous un toit amical, d'ouvrir leur esprit à chacun » et de voir leurs « théories de classe insensiblement modifiées par l'attrition bienveillante (*kindly attrition*) d'une connaissance personnelle » (Addams, 1892 : 54). Pour assurer « le progrès de l'humanité », affirme Addams, nous devons « partir des expériences quotidiennes » et les corriger en fonction des interactions que nous avons avec les personnes concernées par un problème ; c'est depuis ces expériences que nous devons former et tester des hypothèses, les mettre à l'épreuve et en tirer des conséquences ; ce sont elles que nous devons incorporer

pour comprendre la perspective des autres et pour déterminer avec eux les actions à engager (1902/2002:79). Cette approche d'expérimentation progressiste n'est autre que la méthode pragmatiste. Addams l'adopte dans « Une fonction du *social settlement* » (1899/2021)⁵. Elle y préconise une expérimentation orientée vers le développement d'une sorte d'intelligence collective. Plutôt que de chercher à opérer des changements ou à tester des solutions à distance, Addams insiste pour être sur le terrain et s'engage personnellement dans le processus d'invention et d'évaluation de solutions possibles au problème, en commun avec les habitants du quartier. Pour cette raison, le type de connaissances mises au point dans les *settlements* n'était pas de type académique. Il s'agissait plutôt de connaissances pratiques, axées sur la résolution de problèmes, produites par le biais d'expériences partagées, d'enquêtes et d'expérimentations coopératives avec les « voisins ».

COMMENT CETTE VUE S'APPLIQUE ET SE MANIFESTE DANS « GARBAGE AND DEMOCRACY »

Dans son essai, Louise Knight montre comment les dirigeants communautaires ont utilisé cette approche scientifique pour résoudre le problème des ordures à Chicago. Comme elle l'explique, en 1892, les ruelles des quartiers aisés comme des quartiers en difficulté de Chicago débordaient de déchets. Ils étaient impraticables et insalubres. C'était un véritable défi, non seulement parce que les habitants ne prenaient pas soin de leurs ordures, mais aussi parce qu'il fallait leur faire respecter la loi – ce que ni les agents de la ville, ni les représentants élus de la circonscription ne faisaient. En outre, les infrastructures étaient défectueuses et vétustes. À cela s'ajoutait la corruption, les *aldermen* n'abordant la question des ordures que si la chose leur était profitable financièrement ou politiquement. Knight met en lumière tous ces problèmes dans son essai et, grâce à son analyse, nous pouvons voir comment les organisatrices de la communauté – outre Jane Addams, Ada Sweet, une femme d'affaires qui était auparavant journaliste au *Chicago Tribune*, Florence Kelley,

une travailleuse et résidente de Hull House, et Harriet A. Shinn, résidente de la prospère 4^e circonscription et secrétaire adjointe de la Fédération civique – ont toutes adopté une approche focalisée sur le problème urgent des ordures tel qu’il se posait, littéralement, dans leur propre cour et ruelle arrière. Ce problème urgent a servi de motivation pour leur travail, et leur expérience en la matière a inspiré les propositions avancées.

L’analyse de Knight nous aide à comprendre, comme les leaders communautaires qu’elle présente en étaient également convaincus, que la recherche scientifique est un processus collectif, et que les réformateurs ont conçu des moyens de travailler collectivement, en s’appuyant sur les opérations et les résultats de chacun, en tirant parti des idées et des défis de tous les autres, à mesure qu’ils révisaient et proposaient de nouvelles voies. Il s’agit d’un processus de perfectionnement progressif, impliquant une chaîne d’enquêtes dont chacune s’appuie sur les leçons tirées des efforts précédents. Aucune initiative visant à résoudre le problème des ordures n’a réussi en soi. Les organisateurs communautaires ont appris les uns des autres, en s’appuyant sur les mises à l’épreuve des hypothèses précédemment testées, en les adaptant si nécessaire. Les progrès ont été irréguliers et non linéaires, mais ils ont néanmoins eu lieu.

Par exemple, le compte rendu de Knight sur les divers efforts, distincts quoique interconnectés, visant à résoudre le problème des ordures, commence avec Sweet qui mobilise les femmes pour cette cause. Bien qu’il s’agisse d’une excellente approche en termes d’adoption de la démocratie participative (voir ci-dessous), Sweet elle-même en est venue à constater les limites de cette approche, en particulier dues à l’absence d’inclusion des hommes. Dans cet esprit, Addams, à la suite de Sweet, a cherché à impliquer non seulement les femmes, mais aussi les hommes, en rassemblant un groupe plus inclusif qui investisse le problème en impliquant les résidents, plutôt que par l’approche *top-down* de Sweet. Shinn s’est appuyée à la fois sur Sweet et Addams. Shinn, comme Addams, insiste sur la nécessité d’éduquer sur

les effets néfastes sur la santé de conditions de vie insalubres. De plus, Shinn, tout comme Sweet, met l'accent sur l'information et l'éducation des femmes, et plus particulièrement sur celles du quartier aisé de la 4^e circonscription. Elle les amène à voir que le problème des ordures et de l'assainissement concerne également leur arrière-cour et non pas les seuls quartiers déshérités. Il s'agit donc d'un problème partagé par tous. Collectivement, Sweet, Addams et Shinn ont fait progresser la question des ordures en s'inspirant de ceux et celles qui les avaient précédées.

Ce que nous voyons, à chaque extension et modification de l'approche du problème des déchets, ce n'est pas seulement une approche centrée sur le problème et ancrée dans un lieu, mais une façon pour ces activistes d'aborder le problème comme un processus scientifique : nommer le problème, chercher des hypothèses et les mettre en œuvre dans des solutions, évaluer les conséquences en termes d'amélioration, réviser, abandonner ou amplifier l'approche si nécessaire. Ainsi, plutôt que de considérer que leur travail était terminé, ces organisateurs communautaires ont vu leur échec comme une nouvelle occasion de s'attaquer au problème en cours, en se mettant en relation avec ceux qui avaient travaillé sur le problème auparavant, si nécessaire. En d'autres termes, ces organisateurs communautaires ont réagi en adoptant « l'attitude du scientifique », en commençant par la formulation d'une hypothèse de travail, en examinant la façon dont la compréhension d'un problème s'éclaircit et se transforme à l'épreuve de cette hypothèse, et en révisant à la fois les façons d'appréhender ce problème et les solutions qu'il est possible de lui apporter à mesure que progresse sa compréhension (Mead, 1899/2020)⁶.

2. OÙ L'ACCENT EST MIS SUR UNE CONCEPTION SOCIALE DU SOI ET DE L'ÉTHIQUE ET SUR LA NÉCESSITÉ DE LA PROXIMITÉ POUR ACCOMPLIR UN CHANGEMENT SOCIAL POSITIF

Le pragmatisme d'Addams, comme de Mead ou de Dewey, embrasse une conception sociale du soi. Le soi comme un être nécessairement social qui naît, existe, croît, s'exprime et s'épanouit dans des relations de co-constitution avec d'autres soi, avec l'environnement et avec le contexte local dans lequel il se trouve. Nous devenons ce que nous sommes et les communautés deviennent ce qu'elles sont, pour le meilleur ou pour le pire, dans le *back-and-forth* de transactions itératives. Comme le formule Addams, « aucun de nous ne peut se tenir à l'écart : nos pieds sont embourbés dans le même sol et nos poumons respirent le même air » (1902/2002 : 112). Pour cette raison, « toutes les parties de la communauté sont liées entre elles dans un [même] développement éthique » (*ibid.* : 115, 117). En raison de ces liens inhérents, un code d'éthique individualiste est insuffisant pour être capable de percevoir pleinement l'existence d'un problème. Addams note : « [u]ne grande partie de notre désajustement éthique dans les affaires sociales provient du fait que nous agissons selon un code d'éthique adapté aux relations individuelles, mais inadapté aux relations sociales élargies auxquelles il ne s'applique que de manière bancal. De surcroît, en plus des tensions et des difficultés qui en résultent, [ce code d'éthique conduit à] un manque de perception véridique de ce que la situation exige. » (*Ibid.* : 98).

COMMENT CETTE VUE S'APPLIQUE ET SE MANIFESTE DANS « GARBAGE AND DEMOCRACY »

Il existe de nombreuses façons dont l'essai de Knight révèle implicitement une conception sociale du soi et de l'éthique et la nécessité de proximité pour accomplir un changement social. Une excellente illustration de cette conception est cependant liée à la prémisse

sous-jacente de la section que Knight a intitulée « L'individu modèle ». Knight relate l'approche d'Addams, qui cherche à modeler ce à quoi peut et doit ressembler un excellent service à la communauté afin de « transformer une communauté, une personne à la fois » (Knight, 2006 : 20). Cette approche, adoptée par Addams et décrite en détail par Knight, entraîne des changements par la « force de l'exemple ». Elle était « au cœur de la méthode des *settlements* » et, plus précisément, de la méthode de Jane Addams en tant que leader communautaire de la 19^e circonscription de Chicago (*ibid.* : 21). Addams a été nommée inspectrice sanitaire et a entrepris de faire voir comment les fonctionnaires devraient remplir leurs fonctions de manière éthique. Elle a « montré aux résidents des autres quartiers ce qu'un entrepreneur responsable, sous contrat public, devrait faire » et elle a « démontré [au gouvernement municipal] la norme à laquelle il devrait soumettre ses entreprises sous-traitantes dans chaque quartier » (*ibid.*).

Cette méthode fonctionne parce qu'elle prend sa source dans les liens sociaux que nous entretenons les uns avec les autres au sein de communautés et dans les actions réciproques que les communautés peuvent avoir les unes sur les autres. En introduisant une nouvelle conception et un nouveau modèle de ce que pourrait être un travailleur communautaire dans l'expérience de son quartier, et pour que cette expérience inédite soit visible depuis les autres quartiers et pour les représentants de la ville, Addams a pu modifier les hypothèses et les attentes de ce qui paraissait possible et de ce que l'on aurait légitimement pu attendre de chacun. Pour ce faire, elle ne s'est pas contentée de pontifier et de prêcher du haut d'une stérile position d'autorité, mais elle s'est plutôt plongée au cœur de la vie commune (*on the thronged and common road*), là où l'on faisait l'expérience des problèmes à régler.

L'accent toujours plus fort mis sur la nature sociale du soi est également évident dans les sous-titres que Knight utilise dans son essai. Dans la première étape, « les femmes ont pris les choses en main » alors que dans la deuxième étape, « les hommes et les femmes coopè-

rent dans l'action civique ». Sweet a reconnu que les efforts de la première étape ont échoué en partie parce que les hommes n'étaient pas inclus et, comme Florence Kelley l'a noté à l'époque (Knight, *supra*: 294), parce que la stratégie de Sweet, un « modèle *top-down* », supposait un niveau d'alphabétisation et un désir de participation que les autres membres de la communauté ne partageaient pas. En raison de sa proximité à cette communauté, en tant que résidente à Hull House, d'où elle avait directement accès aux problèmes de ses voisins, de première main, Kelley a pu développer une « stratégie *bottom-up* ». Elle a commencé par s'attacher aux compétences limitées en matière d'alphabétisation des nombreux voisins en offrant son aide pour remplir les formulaires, ce qui a permis de renforcer l'engagement démocratique et l'investissement communautaire. Ces efforts ont été augmentés et étendus au cours de la deuxième étape, au cours de laquelle Addams a ajouté l'élément susmentionné de modélisation du leadership tout en faisant des efforts supplémentaires pour écouter les membres de la communauté et s'engager directement avec eux. Cette stratégie a eu pour résultat important d'accroître la démocratie participative.

3. OÙ SONT MIS EN AVANT LES BIENFAITS DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE POUR COMPRENDRE ET TRAITER LES PROBLÈMES DE MANIÈRE ADÉQUATE

Cette conception sociale des êtres humains va de pair avec une prise de conscience de « l'interdépendance de toutes les personnes dans les sociétés, du local au global, et de la nécessité de la coopération et de la responsabilité mutuelle si les êtres humains doivent réaliser leur potentiel » (Addams, 1902/2002, introduction de Seigfried : xi). Cette prise de conscience a pour implication l'idée pragmatiste de la démocratie participative. Avec la démocratie participative, l'accent est mis sur ce que Addams appelle « l'esprit démocratique » (1902/2002 : 7), selon lequel tous les êtres humains sont égaux et ont droit à une voix égale dans les prises de décisions qui affectent leurs vies.

La démocratie participative exige davantage que la démocratie représentative, comprise comme un système de gouvernement fondé sur l'élection (« une personne, une voix »). Elle est, comme l'a décrite John Dewey, un « mode de vie » (*way of life*)⁷. Avec la démocratie comme « mode de vie », la réalisation de l'égalité de tous les êtres humains passe par le développement de l'expérience personnelle en compagnie de personnes différentes de soi, par l'attention à et l'écoute d'une pluralité de voix. C'est à travers la diversité des expériences que se développe la compréhension empathique. Cette dernière est au fondement de la démocratie, même si elle n'est pas suffisante pour la réaliser. En fait, la démocratie en tant que « mode de vie » est un idéal vers lequel nous devons constamment tendre, tout en sachant qu'elle ne sera jamais parfaitement réalisée. Ce « mode de vie », tout en étant un idéal, est un présupposé nécessaire de tout ce qui fait l'éthique sociale et la participation civique. Sans lui, il n'y a pas de discussion possible. C'est grâce à lui que nous pouvons suivre le cours des arguments des uns et des autres, afin d'apprendre et de mettre nos expériences en commun, de valider des faits et de nous entendre sur des valeurs.

COMMENT CETTE VUE S'APPLIQUE ET SE MANIFESTE DANS « GARBAGE AND DEMOCRACY »

L'accent mis sur la démocratie participative pour résoudre au mieux des problèmes est clairement mis en évidence dans l'essai de Knight, et ce de plusieurs manières. Knight elle-même met souvent l'accent dans son récit sur la façon dont la question des ordures a été abordée par les divers organisateurs communautaires. Il est peut-être plus exact de dire que l'essai de Knight offre divers exemples de leaders communautaires qui s'efforcent d'instaurer une démocratie participative, mais qui constatent que leurs efforts pour atteindre cet idéal tournent court. Néanmoins, il convient de noter que chaque organisateur communautaire présenté dans l'essai de Knight (par exemple Sweet, Addams et Shill) a travaillé à l'amélioration du processus démocratique tel qu'il le concevait et, sans doute, à chaque étape,

s'est rapproché d'une condition plus durable de la démocratie comme mode de vie.

En fait, un aspect important du travail que Knight met en lumière concerne la corruption, l'affaiblissement de la démocratie qu'elle engendre, et les façons dont les dirigeants ont cherché à injecter une meilleure représentation et de meilleures pratiques démocratiques en cours de route. Elle met en évidence les problèmes de représentation partielle (par exemple quand les femmes n'ont pas le droit de vote et que les hommes ne sont pas impliqués dans la première génération d'organisations communautaires) et de représentation corrompue (par exemple lorsque les *aldermen* n'agissaient que dans le sens de leurs intérêts politiques à titre personnel), ainsi que les barrières socio-psychologiques auxquelles se heurtent les membres de la communauté désireux de s'engager pleinement (par exemple, les femmes sont paralysées par leur déférence envers leur conjoint, et les immigrants, se sentant en situation précaire, sont réticents à s'engager). C'est pourquoi, comme elle le souligne dans la partie «L'individu modèle», Addams choisit de donner l'exemple d'un comportement approprié de femme d'État plutôt qu'elle n'essaie de l'imposer.

Addams recourt à la «force de l'exemple» pour montrer aux membres de la communauté le type de leadership qu'ils sont en droit d'attendre de leurs dirigeants (proximité, méthode centrée sur la résolution de problèmes, compréhension empathique et progrès graduel). Un leader doit assumer la responsabilité de représenter les besoins et les souhaits de la communauté, une compréhension qui ne peut être obtenue qu'en s'engageant auprès d'elle, en s'immergeant en elle. Parce qu'Addams vit dans le quartier et qu'elle se fait un devoir d'accompagner les tombereaux des éboueurs dans leurs déplacements, elle est mieux à même de connaître, de première main, les problèmes tels qu'ils sont vécus par les membres de la communauté dont elle est également résidente. Elle est donc mieux placée que quiconque pour comprendre les problèmes, partager les expériences de ses voisins et défendre les intérêts qu'ils ont en commun.

4. OÙ LA CULTURE DE LA COMPRÉHENSION EMPATHIQUE ET LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE INFORMENT L'ENQUÊTE ET L'ACTION

Cette approche centrée sur les problèmes, nourrie d'enquêtes sociales, attentive à la nature sociale du soi, plaidant pour les bienfaits de la proximité dans l'action et pour la pratique de la démocratie comme mode de vie, appelle une conception de la « compréhension empathique ». Addams parle de la nécessité de l'empathie de différentes manières. Certaines fois, elle parle d'empathie en tenant le discours de l'imagination, d'autres fois, elle recourt à la terminologie de son époque, celle de la « sympathie » ou de la « compréhension sympathique ».

La compréhension empathique est nécessaire pour mettre en œuvre la démocratie participative et pour permettre la croissance et la maturation durables des personnes et des communautés auxquelles elles sont liées. Elle est nécessaire non seulement pour que nous laissions chaque point de vue s'exprimer, mais aussi pour que nous soyons capables d'imaginer et, en un sens, de ressentir ce que c'est que de prendre le point de vue de l'autre. C'est dans la mesure où nous avons cette capacité que nous pouvons matérialiser, plus pleinement et plus profondément, la démocratie participative. Addams soutient ce point de vue lorsqu'elle affirme qu'« une grande partie de l'insensibilité et de la dureté du monde est due au manque d'imagination qui empêche de prendre conscience des expériences des autres » (1902/2002 : 8). Elle soutient également que nous avons une obligation morale « dans le choix de nos expériences, du fait que le résultat de ces expériences doit en fin de compte déterminer notre compréhension de la vie » (*ibid.*). Comme le montre cette analyse, les différentes idées directrices exposées ici sont liées les unes avec les autres : l'empathie est liée à la capacité et à la nécessité d'aborder l'enquête centrée sur des problèmes tout en permettant à cette enquête d'être informée et révisée par la compréhension accrue qu'offre la

culture de l'empathie. C'est autant une affaire de connaissance que de morale, nous dit Addams. Il est indispensable « de connaître la vie de nos contemporains, non seulement pour croire en leur intégrité, ce qui n'est après tout que le tout premier pas de la moralité sociale, mais pour atteindre une quelconque intégrité mentale ou morale pour nous-mêmes ou un tel espoir pour la société » (*ibid.* : 79). Nos efforts, y compris ceux qui sont inspirés par l'éthique, ne sont couronnés de succès et soutenus dans le temps que s'ils donnent lieu à une sorte de « camaraderie » (*fellowship*). Cette camaraderie ne peut naître que d'une compréhension empathique et d'une connexion avec les personnes les plus directement touchées par le problème. Il est important, insiste Addams, que les tentatives de résolution des problèmes se fassent « avec » les personnes concernées plutôt que « pour » elles (*for and to*). Sans cette sorte de camaraderie, même s'ils sont bien intentionnés, les efforts seront insuffisants, car ils ne disposent pas de la compréhension empathique des personnes, « au milieu » d'elles, et du problème en question. Ce type de camaraderie, et la compréhension empathique qui va avec, sont une caractéristique de la démocratie comme « mode de vie ». Elles permettent d'aller au-delà de la démocratie conçue sur un mode individualiste – « une personne, un vote » – pour mettre en œuvre une démocratie sociale, où les droits d'un individu ne sont forts que s'ils le sont pour tous. Elles sont aussi une condition de possibilité des enquêtes sociales qui permettent de connaître les vrais problèmes, de les décrire et de les analyser, et de trouver des solutions avec les principaux intéressés.

COMMENT CETTE VUE S'APPLIQUE ET SE MANIFESTE DANS « GARBAGE AND DEMOCRACY »

Nous pouvons voir la valeur accordée à la compréhension empathique dans l'essai de Knight de plusieurs façons. Tout d'abord, c'est la compréhension empathique qui permet à Florence Kelley de comprendre que le manque d'alphabétisation peut, pour certains, être un obstacle à une pleine participation. En tant que résidente à Hull House, située dans la 19^e circonscription, Kelley avait la proximité et la

familiarité requises pour entrer dans la vision du monde des résidents et comprendre que l'action relativement courante consistant à écrire des lettres était hors de portée de nombreux immigrants, car ils ne savaient pas vraiment lire et écrire en anglais. Ils avaient besoin de soutien et aussi d'une éducation informelle sur le fonctionnement des processus de gouvernement aux États-Unis. Grâce à sa compréhension empathique, elle a pu déterminer une stratégie pour engager et impliquer les résidents d'une manière plus complète que l'approche politique « démocratique », *top-down*, poursuivie par Sweet. La compréhension empathique de Kelley pour les membres de la communauté, acquise uniquement en vivant dans la communauté, lui a permis de comprendre les problèmes, les barrières qui se dressaient sur le chemin de leur résolution et, partant, de mettre en œuvre la démocratie « à la base », « sur le terrain » (*on the ground*), comme un « mode de vie », plutôt que de se limiter à faire entendre sa voix, comme le préconisait Sweet.

Deuxièmement, la compréhension empathique est la clé du succès que Harriet A. Shinn manifeste dans son approche de la question des ordures à Chicago. Shinn, comme l'explique Knight dans la partie de son essai intitulée « La circonscription modèle » (*The Model Ward*), était une résidente de la 4^e circonscription et la secrétaire adjointe de la Fédération civique, une organisation de réforme municipale à l'échelle de la ville, composée de représentants de chaque quartier. La démarche de Shinn ressemblait beaucoup à celle de Sweet, à une exception près. Alors que Sweet se concentrait sur les responsabilités particulières de chaque résident pour faire sa part dans la gestion du problème des ordures et sur la responsabilité de la ville pour ramasser les ordures et les éliminer de façon appropriée, Shinn a ciblé son appel plus près du cœur et de l'expérience vécue des résidents. Pour ce faire, elle a mis en valeur le lien entre santé et assainissement, et elle a reconnu l'importance de l'intérêt personnel comme motivation pour un changement de comportement individuel, associé à une action collective. Shinn a compris que les femmes, en particulier, seraient motivées pour agir et exprimer leurs préoccupations si elles « compre-

naient que leurs familles avaient un bénéfice à tirer d'un meilleur entretien des ruelles, par elles-mêmes et par la ville ». Comme le note Knight, « Shinn avait réussi à établir un lien intime et crucial entre politique publique et intérêt personnel » (*supra*: 291). C'est la compréhension empathique de Shinn, se mettant à la place des habitants de son quartier, qui lui a permis de comprendre que l'intérêt personnel des mères de famille était très directement de préserver la santé de leurs proches.

5. OÙ EST RÉAFFIRMÉE LA CROYANCE EN UN PROGRÈS GRADUEL, PAR DES MESURES CUMULATIVES, OUVRANT DES « CANAUX » OÙ LES RÉFORMES FUTURES PEUVENT S'ENGOUFFRER

Avec cette approche de résolution des problèmes et d'organisation communautaire, on peut s'attendre à des progrès irréguliers. En effet, le progrès, comme la conception sociale du soi et le développement de l'identité, est itératif et se produit dans le va-et-vient des transactions au sein de la communauté. Bien que le changement puisse survenir relativement rapidement, les progrès seront le plus souvent graduels. Cela s'explique en partie par le fait que cultiver la compréhension empathique, assurer la démocratie participative et le faire à proximité des autres et en coopérant avec eux, sont des tâches ardues, qui prennent du temps. Quoique difficile, cette démarche est nécessaire. Elle permet d'acquérir une compréhension plus nuancée des problèmes qui se posent et, par conséquent, une meilleure idée de la manière d'aller de l'avant en tenant compte des besoins et des souhaits des membres de la communauté. La clarté, la compréhension et un sens salutaire de l'humilité scientifique sont acquis en cours de route et permette de réviser son approche, si nécessaire. Comme l'affirme Addams elle-même, l'objectif n'est pas tant de résoudre le problème sur le moment, que de créer des canaux par lesquels un changement et une croissance positive peuvent se produire. Elle explique dans *Twenty Years* : « Dans le flux et le reflux incessants de la justice et de l'oppression,

nous devons tous creuser des canaux du mieux que nous pouvons, afin qu'au moment propice, une partie de la marée montante puisse être conduite vers les lieux arides de la vie.» (1910: 25). Les progrès réalisés sont graduels, mais le travail ouvre des voies par lesquelles les progrès futurs pourront s'écouler plus facilement et sans heurt.

COMMENT CETTE VUE S'APPLIQUE ET SE MANIFESTE DANS « GARBAGE AND DEMOCRACY »

C'est cet état d'esprit que l'on retrouve dans l'essai de Knight. Un fil conducteur, qui traverse la perspective des leaders communautaires, est la croyance en la « perfectibilité » (*supra*: 268), en la possibilité d'amélioration ou de changement progressif des comportements des responsables. Leur travail est mû par l'idée qu'ils vont pouvoir « transformer une communauté », « personne par personne, une à la fois » (*ibid.*: 286). L'accent mis sur la « modélisation » dans les deux dernières sections de l'essai de Knight mérite également d'être souligné. Cette stratégie d'une modélisation du comportement présuppose non seulement que nous sommes des êtres sociaux et des communautés sociales, affectés et informés par les autres individus et communautés avec lesquels nous sommes en transaction, mais aussi qu'en modélisant le changement, nous créons les « canaux » par où il va pouvoir passer. Ce changement est souvent lent, voire douloureux, parfois même problématique, toujours graduel. Il lui arrive d'être erratique, prenant parfois des voies latérales quand il ne fait pas des bonds en arrière, avant finalement, avec un peu de chance, d'aller de l'avant. Addams écrit que « le progrès a été plus lent [dans son cheminement] perpendiculaire, mais incomparablement plus grand parce que latéral ». [La personne qui progresse de cette manière] « n'a pas appris à ses contemporains à escalader des montagnes, mais elle a persuadé les villageois de se déplacer quelques pieds plus haut ; en plus de quoi, elle a sécurisé son progrès » (1902/2002: 69). Nous apprenons cela de l'analyse de Knight dans « Garbage and Democracy ». Chaque leader communautaire acquiert une compréhension de plus en plus large et complète des gens et des problèmes, apprenant à mieux informer et influencer

le public, développant les stratégies plus efficaces et creusant les canaux où les « forces morales » vont permettre d'atteindre un « bien réalisable » (*feasible right*) (faute de conditions idéales) (*ibid.*).

CONCLUSION

Dans une perspective pragmatiste, on doit se demander quelle est la valeur du récit de Knight sur le problème des ordures et sur la façon dont les leaders communautaires ont tenté de le résoudre à Chicago dans les années 1890. Et en tant que philosophe pragmatiste, je me demande dans quelle mesure le fait de proposer une analyse de ce récit peut contribuer à l'amélioration de la société. La réponse à ces questions est pragmatiste de part en part. Tant l'essai de Knight que mon analyse mettent en valeur des idées sur les meilleures pratiques d'organisation et de leadership lorsque l'on tente aujourd'hui de résoudre des problèmes aussi inextricables et insolubles (Lake, 2014) que l'inégalité et l'injustice sociales, les pandémies mondiales et hélas, plus que jamais, la collecte et le traitement des déchets (qu'il s'agisse de multiplication de la quantité d'ordures domestiques et de rebus industriels, de dissémination de perturbateurs endocriniens dangereux pour la santé, de déversement des engrais et des pesticides agricoles dans les terres et les nappes phréatiques, les fleuves et les océans, et de toutes sortes de nouvelles formes de pollution chimique, plastique, électronique, radioactive). Knight nous aide à comprendre que pour qu'une mobilisation collective réussisse, les efforts ne peuvent être réalisés à distance ou télécommandés depuis une bulle au-dessus ou en dehors de la situation problématique. Nous n'apprenons que par une démarche expérimentale, par essais et erreurs, sur des problèmes concrets. Cet apprentissage coopératif est au cœur de notre héritage du pragmatisme. Pour nous orienter dans ces situations, il nous est nécessaire d'adopter une approche centrée sur les problèmes (*problem-focused*) et ancrée dans un lieu (*place-based*), qui favorise une compréhension empathique, en proximité (*proximity*), de la situation telle qu'elle est vécue par les membres d'une communauté et qui rende possible, en toute confiance, de discuter,

d'enquêter et d'expérimenter avec les membres de cette communauté. C'est cette démarche qui nous permet de nous approprier des problèmes tels qu'elles et ils les perçoivent et les évaluent et de nous engager avec elles et eux dans un travail conjoint d'identification, de compréhension et de résolution de ces problèmes. Comme c'était le cas pour Sweet, Kelley, Addams et Shinn, une perspective pragmatiste reconnaît que, tout en s'efforçant d'atteindre le « meilleur idéal » (*best ideal*), le progrès sera le plus souvent de nature graduelle et que, dans cette dynamique progressive (*incremental*) et souvent irrégulière (*uneven*) en direction de l'amélioration des conditions, il ira parfois jusqu'à se déplacer latéralement pour avancer. C'est la leçon que l'on peut tirer de l'analyse de Knight et celle qu'Addams a clairement formulée dans *Democracy and Social Ethics* (1902), à savoir qu'un leader qui « prend l'amélioration de l'humanité comme objectif et finalité doit aussi partir des expériences quotidiennes de l'humanité pour corriger continûment son processus. Il doit non seulement tester et guider ses réalisations en fonction de l'expérience humaine, mais il doit réussir ou échouer dans la mesure où il a incorporé ou non cette expérience à la sienne [y compris l'expérience des autres leaders et acteurs de la communauté]. » (1902/2002 : 79). Le récit de Knight offre divers exemples de la manière dont cela pourrait être réalisé, en cohérence avec le cadre pragmatiste que nous en avons reconstruit ; et la mobilisation des années 1890 décrite dans « Garbage and Democracy » reste une source d'inspiration vivante pour aborder les problèmes sociaux et politiques d'aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1892), « The Objective Value of a Social Settlement », in *Philanthropy and Social Progress : Seven Essay by Miss Jane Addams, Robert A. Woods, Father J. O. S. Huntington, Professor Franklin H. Giddings and Bernard Bosanquet*, New York, Thomas Y. Crowell & Company.
- ADDAMS Jane (1899/2021), « Une fonction du *social settlement* », *Pragmata*, 4, p. 520-553. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/8-pragmata-4-addams.pdf>).
- ADDAMS Jane (1902/2002), *Democracy and Social Ethics*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press (introduction par Charlene Haddock Seigfried).
- ADDAMS Jane (1907), « Utilization of Women in City Government », in Id., *Newer Ideal of Peace*, New York, The Macmillan Company, chap. VII.
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House with Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- DEEGAN Mary Jo (1988/1990), *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*, New Brunswick, Transaction Publishers.
- DEWEY John (1910), *How We Think*, Lexington, Mass., D. C. Heath & Co.
- DEWEY John (1917/1978), « The Need for the Recovery of Philosophy », in *The Middle Works : 1899-1924, vol. 10*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press (MW.10.3-48).
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/1985), « Dewey's 1932 Contributions to *Encyclopaedia of the Social Sciences* », in *The Later Works, 1933, Volume 8*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press (LW.8.3-39).
- DEWEY John (1938/1967), *Logique : Théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1939/1980), « Creative Democracy : The Task before Us », in *The Later Works, Volume 14 : 1939-1941*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press (LW.14.224-230).
- DEWEY John & James H. TUFTS (1932/2021), *Éthique*, Paris, Gallimard.
- FISCHER Marilyn (2019), *Jane Addams's Evolutionary Theorizing : Constructing "Democracy and Social Ethics"*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HUNTER Robert (1901), *Tenement Conditions in Chicago*, Chicago, City Homes Association.
- JAMES William (1904), « The Chicago School », *Psychological Bulletin*, 1, p.1-5.
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen : Jane Addams and the Struggle of Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KNIGHT Louise W. (2006), « Garbage and Democracy : The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s », *Journal of Community Practice*, 14 (3), p.7-27.
- KNIGHT Louise W. (2010), *Jane Addams : Spirit in Action*, New York, W. W. Norton & Company.

- KNIGHT Louise W. (2014), « John Dewey and Jane Addams Debate War », in Brian Jackson & Gregory Clark (dir.), *Trained Capacities: John Dewey, Rhetoric, and Democratic Practice*, Columbia, University of South Carolina Press, p. 106-124.
- LAKE Danielle L. (2014), « Jane Addams and Wicked Problems: Putting the Pragmatic Method to Use », *The Pluralist*, 9 (3), p. 77-94.
- LOWE Barbara J. (2005), « Beyond Recognition: A Feminist-Pragmatist Account of Aesthetic Moral Agency », Ph. D. Dissertation, Department of Philosophy, Fordham University.
- MEAD George Herbert (1899/2020), « L'hypothèse de travail dans la réforme sociale », *Pragmata*, 3, p. 356-362. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-8-mead.pdf>).
- PLATT Harold L. (2000), « Jane Addams and the Ward Boss Revisited: Class, Politics, and Public Health in Chicago, 1890-1930 », *Environmental History*, 5 (2), p. 194-222.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1996), *Pragmatism and Feminism: Reweaving the Social Fabric*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SHOOK John R. (dir.) (2000), *The Chicago School of Pragmatism*, Bristol, UK, Sterling, VA, Thoemmes Press.

NOTES

1 Ce texte original a été commandé par *Pragmata* à Barbara Lowe, professeure-assistante de philosophie à St. John Fisher College, Rochester, New York, afin de présenter, en lui donnant un cadrage pragmatiste, l'article « Garbage and Democracy » de Louise Knight, publié dans ce même numéro (traduction de l'anglais au français par Daniel Cefai).

2 Le lecteur pourra consulter son site web : <http://www.louisewknight.com/about-jane-addams.html>.

3 Dewey décrit l'impulsion donnée au processus de pensée par l'expérience de la perplexité dans *How We Think* (1910). « La réflexion commence dans ce que l'on peut appeler à juste titre une *situation de bifurcation* (*forked-road situation*), une situation ambiguë, qui présente un dilemme, qui propose des alternatives. Tant que notre activité glisse sans heurt d'une chose à l'autre, ou tant que nous laissons notre imagination se livrer à des fantaisies selon son bon plaisir, il n'y a pas lieu de réfléchir. Une difficulté ou un obstacle sur la voie d'une croyance nous amène cependant à faire une pause. Dans le suspens de l'incertitude, nous grimpons métaphoriquement à un arbre. Nous essayons de trouver un point de vue à partir duquel nous pouvons examiner des faits supplémentaires et, en nous donnant une perspective plus avantageuse sur la situation, nous pouvons décider comment les faits sont liés les uns

aux autres. *L'exigence de dissipation d'une perplexité est le facteur qui oriente et stabilise tout le processus de réflexion.* Là où il n'y a pas de problème à résoudre ou de difficulté à surmonter, le cours des suggestions s'écoule au hasard [...] Mais une question à laquelle il faut répondre, une ambiguïté à résoudre, fixent une fin et maintiennent le courant des idées dans un canal défini. Toute conclusion avancée est testée par référence à cette fin régulatrice, eu égard à sa pertinence par rapport au problème posé. Ce besoin de résoudre une perplexité détermine également le type de recherche que nous entreprenons. Un voyageur dont la finalité est de découvrir la promenade la plus belle cherchera d'autres considérations et testera les suggestions qui lui parviennent à partir d'un autre principe que s'il veut connaître un itinéraire vers une ville donnée. *Le problème fixe la fin de la pensée et la fin commande le processus de la pensée.* » (Dewey, 1910 : 11-12 ; souligné par l'auteur).

4 Dewey a par exemple soutenu que « le rôle principal de la philosophie est de faire advenir à la conscience [...] les chocs les plus importants et les troubles inhérents à des sociétés complexes et changeantes » (1934/1985 : LW.8.30). Il est important, selon Dewey, d'éviter d'adopter un « point de vue de spectateur de la connaissance » et, au contraire, de s'engager dans les spécificités du problème considéré, dans la

situation effective. Il avait été précédé par George Herbert Mead : « La conception d'un monde différent nous est toujours donnée comme le résultat d'un problème particulier qui implique un réajustement du monde tel qu'il est, non pas pour correspondre à l'idéal d'un univers parfait, dans tous ses détails, mais pour pallier une difficulté présente. » (1899/2020 : 361-362).

5 On peut ici renvoyer au dossier « *Social settlements* : le pragmatisme en action », publié dans le numéro 4 de la revue *Pragmata* : (<https://revuepragmata.wordpress.com/les-numeros/4-2021>).

6 On peut ici renvoyer au dossier « Expérimenter en démocratie à l'ère progressiste », publié dans le numéro 3 de la revue *Pragmata* : (<https://revuepragmata.wordpress.com/les-numeros/3-2020>).

7 John Dewey, 1939/1980, « Creative Democracy » : 368, cité par Seigfried, 2002, « Introduction to the Illinois Edition », Jane Addams's *Democracy and Social Ethics* : xi.

SYMPOSIUM

ROBERTO FREGA
LE PROJET
DÉMOCRATIQUE.
UNE APPROCHE
PRAGMATISTE

PARIS, ÉDITIONS DE LA
SORBONNE, 2020

HERVÉ DUMEZ
JÉRÔME RAVAT
EVA DEBRAY
MANUEL CERVERA-MARZAL

Envisager la démocratie comme forme de société plutôt que comme régime politique. Comprendre l'ontologie sociale complexe, faite d'habitudes, schèmes d'interaction et formes d'organisation qui lui sont propres et qui, seuls, donnent tout son sens à la démocratie en tant que régime politique. Telle est la perspective que déploie *Le Projet démocratique*, de Roberto Frega. En s'appuyant sur la tradition philosophique du pragmatisme américain, intégrée à la théorie critique et à l'héritage toquevillien, il développe une théorie sociale de la démocratie. L'idée de démocratie doit être entendue comme visant à décrire un état désirable des interactions sociales parmi les individus, en tant que citoyens, mais aussi en tant que participants à la vie sociale sur leur lieu de travail, dans leur famille, au sein de l'espace public. La question est alors : quelles sont les conditions normatives qui favoriseront la démocratisation des marchés, des entreprises, des associations, des églises, des bureaucraties et autres institutions sociales ? Ce faisant, ce livre nous aide à mieux comprendre la signification, la portée et l'étendue du projet démocratique. Ce projet, ancré dans la vision émancipatrice qui caractérise le monde moderne, se propose d'instaurer une société fondée sur le principe de coopération entre individus libres et égaux. L'idée de démocratie, dès lors, n'acquiert sa signification politique qu'en lien avec cette vision primordiale d'une forme de société qui n'a pas d'équivalent dans toute l'histoire humaine.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; DEWEY ; TOCQUEVILLE ; THÉORIE POLITIQUE ; DÉMOCRATIE SOCIALE ; DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE.

* Roberto Frega est directeur de recherche au CNRS au Centre d'étude des mouvements sociaux [fregarob@gmail.com].

En ces temps sombres où les institutions démocratiques semblent vaciller, où la démocratie représentative est plus que jamais exposée à la critique et à la démagogie et où la démocratie participative est, à peine mise à l'essai, déjà remise en cause comme technique de gouvernement, l'ouvrage de Roberto Frega, *Le Projet démocratique*, tombe à pic¹. Il nous invite à ne pas renoncer à ce « projet démocratique », qui paraît si discrédité aux yeux de beaucoup, et, au contraire, à le réactiver et à le revitaliser, dans une perspective pragmatiste. Il y a dans son livre une foi dans la dynamique démocratique, qui nous la présente comme un processus historique au long cours. On se souvient de l'hypothèse de Tocqueville sur la révolution démocratique, qui se serait enclenchée il y a quelques siècles, sans doute avec le mouvement communal au XII^e siècle, qui aurait progressivement conduit à une dissolution des hiérarchies de statuts dans les communautés, les corporations ou les universités d'Ancien Régime, qui, après avoir affranchi le pouvoir temporel du pouvoir spirituel, aurait fait naître « la société » tout en faisant de l'État son émanation et son expression, et qui, loin d'être achevée, se poursuivrait vers une plus grande « égalité des conditions » et une quête toujours plus forte de liberté, de droit et de justice. Le travail de désincorporation du corps théologico-politique, qui a conduit à la constitution de l'État moderne, du marché économique et de la société civile, qui a désenchâssé les individus des systèmes d'ordres et de castes pour qu'émergent les figures individuelles des sujets juridique et philosophique, de l'entrepreneur et du travailleur, du citoyen et du consommateur, est toujours en cours... La conquête des droits politiques, civils, économiques, sociaux et environnementaux, qui a progressivement forgé la notion de citoyenneté qui est la nôtre, doit toujours être poussée plus avant – dans une société où les repères de la loi, du savoir et du pouvoir sont irrémédiablement indéterminés et où s'est imposé le « droit à avoir de nouveaux droits », jusqu'à l'emballement, parfois. Et les batailles des femmes et des enfants, des LGBTQ+, des personnes en situation de handicap, des patients devenus acteurs de la médecine, et des déclarés « empêchés » de tous bords, se poursuivent – la revendication d'un droit à avoir des droits en venant à s'étendre

aujourd'hui aux droits des animaux, des vivants, des fleuves, de la Terre... Cette aventure démocratique que Claude Lefort (1981) nous avait appris à décrypter, dans ce qu'elle peut avoir d'illimité, on la retrouve, sous certains aspects, dans *Le Projet démocratique* de Frega.

La société démocratique, marquée par la dissolution des repères de la certitude (Dewey, 1929 ; Lefort, 1986 : 30), où l'absence de fondation dans le règne divin ou le droit naturel nous condamne à l'enquête et à l'expérimentation, où la discussion ne peut se clore sur une et une seule conception du Bien, du Droit, du Vrai, du Juste, est bien celle que les auteurs pragmatistes avaient tenté de comprendre. Quelles formes prendraient aujourd'hui leurs réflexions sur la démocratie urbaine et la démocratie industrielle, qui étaient deux de leurs chevaux de bataille, il y a un peu plus d'un siècle ? Que peuvent-ils encore nous apprendre, ces militants progressistes, par-delà le passage du temps ? Quel tour doit prendre le pragmatisme pour répondre à des problèmes contemporains, s'actualiser, se reformuler, réagir à et être responsable face à de nouveaux enjeux ? Et comment opérerait-il avec les demandes actuelles des citoyens ? Il y a une série de défis nouveaux auxquels le projet démocratique doit faire face : l'aggravation du réchauffement climatique et la multiplication des catastrophes écologiques, ainsi que les tensions, les conflits et les guerres qui vont en découler ; l'intensification des flux migratoires, pour des raisons économiques, politiques ou climatiques, et les politiques des camps et des frontières qui se mettent en place ; la réapparition des maladies de la pauvreté comme la tuberculose, et le développement d'épidémies à l'échelle internationale dont la pandémie de Covid 19 serait le prélude ; l'omniprésence de dispositifs de surveillance, de traçage et de sécurité de la part des États et des entreprises, dans un monde reprogrammé par le web ; et la montée de mouvements sociaux et de régimes politiques, légitimés par le scrutin électoral, ouvertement autoritaires, nationaux, racistes et xénophobes, menaçants pour les libertés publiques et privées, sinon habités par un culte du marché, décidés à détruire ce qui reste de politiques sociales, de santé et d'éducation dans le cadre d'un État-providence...

À quelques-unes de ces questions, déjà présentes il y a un siècle, le pragmatisme historique a encore des choses à nous dire – c’est ce que les explorations menées dans les colonnes de *Pragmata* et les interrogations politiques sur des objets contemporains ont commencé à nous montrer. Dans cette veine, ce qui intéresse avant tout Frega, c’est plutôt un modèle de démocratie qui nous permette d’en repérer les indices – ou leur absence – dans l’expérience des situations concrètes que nous vivons, et qui, dans le même mouvement, nous aide à faire renaître, en pratique, un idéal au cœur des pratiques civiques et politiques, dans la famille et à l’école, en art et en science, dans la ville et en entreprise. Un fil directeur de cet effort est la notion de « démocratie sociale ». « La démocratie politique, écrit Frega, devait être conçue comme une simple “étape” d’une révolution sociale plus globale encore, largement en cours de réalisation, et donc loin d’être achevée. Cela est certainement vrai pour John Dewey, le “philosophe de la démocratie” par excellence, mais aussi pour ses contemporains Jane Addams, George Herbert Mead, Charles Horton Cooley, Arthur Bentley et Mary Parker Follett, ainsi que pour des théoriciens pragmatistes plus tardifs comme Harold Lasswell, Sidney Hook, Philip Selznick, Richard Rorty et Richard Bernstein. » (Frega, 2020d : 8). Quel est le sens de ce « social » et quelles implications a-t-il, aujourd’hui, pour le fonctionnement de la représentation politique ou de l’organisation industrielle ? Pour Jane Addams (1902) et les femmes de Hull House, c’est la découverte de l’interdépendance croissante entre humains, de ce que l’on appelait en France à la même époque la « solidarité sociale », quoiqu’elle eût d’autres tenants et aboutissants. Ce constat nourrit l’épreuve de la compréhension sympathique pour les autres, un désir de coopération et de communication entre groupes (de classe et de genre, raciaux, religieux, nationaux), une vision sociale de la science, du pouvoir et du droit, et un sens de la discussion, de l’enquête et de l’expérimentation à travers lesquelles des communautés parviennent à s’auto-gouverner et des individus à avoir le contrôle sur leurs milieux, leurs espaces et leurs histoires de vie. Certaines de ces dimensions se retrouvent dans le livre de Frega, mais on lui demandera quelles nouvelles pratiques, aujourd’hui, viennent

donner corps à l'idée de « démocratie sociale » qu'ont défendue en leur temps Addams, Dewey, Mead, et quelques autres. À quoi ressemble le « social » dans un monde fait d'un enchevêtrement de multiples chaînes de responsabilité, de plus en plus équipé et médiatisé par des outils numériques ? Quelle place y accorder aux élus et aux experts, et à la « volonté collective » des citoyens, comme s'en inquiétaient déjà Follett (1924) ou Dewey (1927/2010) ? Quelles sont les conséquences de la « démocratie sociale » sur les questions de discrimination de genre ou de race, ou sur les perspectives d'une urgence écologique ? Comment élargir le pragmatisme pour qu'il devienne pertinent eu égard à ces (plus ou moins) nouveaux problèmes ?

D'autres questions se pressent à la lecture du livre de Frega. Comment, là encore avec une certaine fidélité à la démarche des pragmatistes du début du XX^e siècle, traiter de la question des « intérêts » et comment aborder celle des « vertus », des « croyances » et des « habitudes », en dialogue avec les sciences sociales et politiques ? Quels emprunts Frega opère-t-il lui-même à des approches descriptives des transactions sociales, interactionnistes ou ethnométhodologiques, entre autres, à la façon de Goffman ou de Garfinkel ? Comment informe-t-il sa philosophie morale et politique par la lecture d'enquêtes empiriques – qu'y prend-il et qu'y laisse-t-il ? Et comment ce détour lui permet-il d'affiner sa connaissance des « créatures normatives » (Frega, 2014) que nous sommes ? On peut, en outre, présumer que *Le Projet démocratique* s'inscrit dans la continuité d'un parcours. Comment articuler les propositions de Frega sur la « démocratie sociale » avec celles qu'il avançait sur l'épistémologie de Dewey (Frega, 2006), ou avec son interrogation sur les « pratiques normatives » (Frega, 2012 et 2014) ? Surtout, en quoi Frega nous aide-t-il à mieux déchiffrer la démocratie réellement existante, celle qui est notre lot quotidien ? Quelles leçons pouvons-nous tirer des visions de la « démocratie des groupes » de Follett (1918) ou de celle des « publics » (Dewey, 1927/2010) ? Et que dire de la transnationalisation de la sphère publique, pointée par toutes les études sur la globalisation, qui nous impose, selon Frega, de nous projeter au-delà de l'État-nation – une

idée que les pragmatistes de l'époque avaient trouvée dans le modèle de la *Great Society* de Graham Wallas (1914), et tout simplement dans les enquêtes sur les flux internationaux ou dans les critiques de l'anti-impérialisme de l'époque ?

Quelle place, encore, accorder aux nouvelles formes d'inégalité et de discrimination auxquelles nous sommes sans cesse confrontés qui, dans un monde où l'égalité prévaut pourtant de plus en plus, réintroduisent toutes sortes de chasses gardées et de zones exclusives, accentuent les asymétries économiques, sociales et politiques de façon brutale, à la faveur du démantèlement des États-providence et de la fragilisation des États garants de libertés privées et publiques ? Comment les logiques contemporaines des économies capitalistes, des circulations migratoires ou des contrôles politiques font renaître des populations de surnuméraires, de plus en plus vulnérables, de moins en moins protégées, et de façon, semble-t-il, durable ? En quoi les propositions pragmatistes de discussion publique, adossée à l'enquête et à l'expérimentation par des publics, pourraient-elles transformer nos façons de gouverner, et de faire des politiques publiques, des lois et des institutions ? Et sommes-nous assurés que la menée de bonnes enquêtes, couplées à un effort d'éducation populaire, mises à l'épreuve d'expérimentations sociales, suffirait à réveiller la croyance en une réalité commune et à restaurer l'articulation entre croyance et action ? Ou encore qu'elle rendrait accessible des « informations » garanties par des institutions officielles, non gangrenées par la logique du mensonge et du soupçon et se traduirait par un sens raffermi du pluralisme et une disposition à s'incliner devant le bien public ? Comment répondre à ces défis qui étaient déjà présents à l'époque de Dewey, Mead, Addams ou Follett, de méga-trusts face auxquels les États démocratiques ont peine à faire le poids, de groupes de pression qui minent plus que jamais l'intérêt général en infiltrant et en s'implantant dans les lieux de la haute-administration, de l'exécutif et du législatif, de mouvements « populistes » qui se nichent dans la machinerie démocratique pour mieux la pervertir et s'en débarrasser, ou, à l'échelle internationale, des pratiques d'élites criminelles qui

n'hésitent pas à se retourner contre leurs populations et à réprimer par le sang toute demande de droit ou de liberté?

Telles sont quelques-unes des questions que nous nous posons tous les jours et que nous nous sommes posées en lisant le livre de Roberto Frega. Pour le symposium, quatre chercheurs d'horizons différents, des sciences de gestion à la philosophie en passant par les sciences politiques, ont accepté de commenter *Le Projet démocratique*. Hervé Dumez, Jérôme Ravat, Eva Debray et Manuel Cervera-Marzal se livrent ici à un débat exigeant avec l'auteur. Nous les en remercions, tout comme nous remercions Roberto Frega de s'être prêté de bonne grâce à l'exercice.

Daniel Cefai et Alvin Panjeta

*

ÉLARGIR LA DÉMOCRATIE : ÉCOLE, SCIENCE, ART, FAMILLE

Jérôme Ravat

Dans cet ouvrage ambitieux, dense et passionnant, Roberto Frega s'interroge sur les principes et les méthodes d'une authentique démocratisation de la vie politique et sociale. Pareille tâche s'inscrit dans la continuité des travaux menés par l'auteur dans le cadre de la philosophie sociale d'inspiration pragmatiste.

Le lecteur ne peut être qu'impressionné par l'abondance des références, non seulement chez les auteurs directement associés au pragmatisme (Dewey, Peirce, Bohman...), mais aussi en raison du dialogue entre cette tradition et d'autres courants de pensée (comme le néo-républicanisme ou l'école de Francfort).

Le « projet démocratique » qui donne son titre à l'ouvrage est assurément enthousiasmant : loin de se borner à déplorer un quelconque

déficit démocratique des sociétés contemporaines, l'auteur s'attache plutôt, dans la continuité de la philosophie pragmatiste, à traiter les problèmes qui affectent ce projet démocratique. Il s'interroge, ce faisant, tout au long de l'ouvrage sur les modalités d'une démocratisation politique, mais également sociale, que cette démocratisation touche l'entreprise, la famille ou encore les marchés.

Dans cette optique, la démocratie est ici définie non pas simplement comme un mode d'organisation politique, mais comme une *norme* traversant l'ensemble de l'espace social, permettant à la fois d'évaluer des situations concrètes (« normativité de conformité ») et des domaines de l'expérience (« normativité paradigmatique »).

La normativité démocratique repose à cet égard sur trois principes fondamentaux exposés par l'auteur dès l'introduction de l'ouvrage (p. 16) : « 1) la parité relationnelle ; 2) l'autorité inclusive ; et 3) l'engagement social. » Selon le principe de parité relationnelle, les relations entre individus doivent tenir compte le moins possible du statut social, « chaque individu sans sa relation avec d'autres est traité d'une manière qui ne dépend pas de son statut social ». Il y a autorité inclusive quand les individus sont « les auteurs des décisions dont ils subiront les conséquences plutôt que leurs destinataires passifs ». L'engagement social désigne « la capacité d'une unité sociale à impliquer ses membres dans une pluralité de pratiques ».

Le modèle théorique proposé par Roberto Fregas'avère prometteur. Il permet en effet de juger du caractère démocratique d'une institution ou d'une pratique à partir des principes précédemment énoncés. Mais ce modèle soulève plusieurs interrogations.

LE PROBLÈME DE L'ARTICULATION ENTRE PRINCIPES DÉMOCRATIQUES

En premier lieu, quelles sont les relations susceptibles de se tisser entre les trois principes démocratiques ? Sont-ils équivalents, ou

peut-on envisager des liens de *hiérarchisation* et de *subordination* entre eux, sinon d'*opposition*? John Rawls affirme dans *Libéralisme politique* (1993/1995), au sujet des principes de justice, que le principe de différence est subordonné au principe d'égalité des chances selon ce qu'il nomme un « ordre lexical ». Un tel « ordre lexical » s'applique-t-il également aux trois principes démocratiques énoncés par Roberto Frega? Par exemple, le critère d'« engagement social » peut-il, dans certaines circonstances ou dans certains domaines, suffire au succès d'une organisation démocratique, même si le critère d'autorité inclusive n'est que faiblement satisfait?

Il est dommage, par ailleurs, que l'auteur n'ait pas davantage appliqué ces trois principes démocratiques dans une perspective critique afin d'évaluer la légitimité démocratique de pratiques ou d'institutions existantes ou ayant existé. Prenons ici, pour illustrer ce point, un exemple qui a été il y a peu de temps au centre de l'actualité: le Grand Débat National organisé en janvier 2019 par le gouvernement dans le sillage des revendications propres au mouvement des Gilets Jaunes. Il aurait pu être intéressant, en particulier dans le chapitre 7 de l'ouvrage consacré à l'expérimentalisme démocratique, de confronter les modalités d'organisation du Grand Débat aux trois grands principes démocratiques énoncés par l'auteur. Dans quelle mesure ces modes d'organisation ont-ils satisfait la parité relationnelle, dans le cadre des interactions entre participants? Quelle a été l'implication effective des citoyens sur le plan discursif et décisionnel, durant les délibérations? Quels effets ce débat a-t-il eus sur l'implication démocratique des citoyens dans la vie sociale?

Ce travail critique (que l'on est tout à fait en droit d'attendre d'une réflexion philosophique d'inspiration pragmatiste) aurait pu, par ailleurs, se nourrir de travaux conduits en sciences politiques (songeons par exemple aux recherches de Loïc Blondiaux (2008) sur la démocratie participative et à toutes les recherches publiées dans la revue *Participations*). En bref, il est dommage que la question de l'adéquation entre, d'une part, les structures juridiques et institutionnelles

effectives de la démocratie et, d'autre part, l'ensemble de croyances et de normes qui irriguent le mode de vie démocratique, ne soit pas davantage développée. On oppose souvent la démocratie comme régime formel et la démocratie comme «vie commune» (Bidet & Gayet-Viaud, 2020) dans une «communauté morale idéale» (Pappas, 2020) : mais comment ces deux visions de la démocratie se rejoignent-elles ?

Par ailleurs, même si l'ouvrage de Roberto Frega ne saurait prétendre à l'exhaustivité, force est de constater que certains domaines sont davantage explorés que d'autres lorsqu'il s'agit de préciser la teneur du projet démocratique. L'aspect politico-économique demeure prédominant dans l'analyse, par l'auteur, des manifestations du processus démocratique. Ainsi, l'auteur consacre des développements à la question de la démocratisation des entreprises (par exemple le *knowledge management* ou le *benchmarking*, développés par les entreprises privées) en mettant en avant l'épistémologie pragmatiste qui sous-tend ces dynamiques (s'agissant notamment de la correction des erreurs). Toutefois, il est dommage que l'extension du projet démocratique à d'autres domaines fondamentaux n'ait pas été explorée. L'avantage d'une approche par domaines aurait comme mérite de mettre en avant l'importance respective (et variable) que peuvent avoir les trois principes démocratiques définis par l'auteur. Pensons ici à quatre domaines : l'école, la science, l'art, la famille.

ÉTENDRE LA SPHÈRE D'APPLICATION DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES

On peut s'étonner, d'abord, du peu d'attention que l'auteur accorde à la question de l'école et de l'éducation. À bien des égards, et comme le souligne Dewey (1916), l'école peut être considérée comme un véritable laboratoire pour le projet démocratique. En particulier, une réflexion détaillée sur l'école aurait été la bienvenue dans les passages sur les habitudes démocratiques (chapitre 5 de la troisième partie). Deux traits principaux de l'habitude coopérative, à savoir le règlement non violent des conflits et le faillibilisme sur le plan épistémique, trouvent

en effet leurs racines à l'école, et il aurait été intéressant de s'interroger sur les dispositifs permettant la démocratisation de cette institution, et notamment son ouverture à l'autorité inclusive (on pense ici à la méthode de la classe inversée, défendue par Eric Mazur, 1997). Ces dispositifs ne sont pas sans susciter débats et controverses, ce qui devrait permettre d'envisager les limites des principes de parité relationnelle, d'autorité inclusive, et d'engagement social. Jusqu'où ces trois principes peuvent-ils être étendus à la relation ancestrale entre le maître et l'élève ?

Se pose également la question de la démocratisation de la science. Comment démocratiser le savoir scientifique, souvent perçu comme hermétique par les citoyens, afin de le rendre plus inclusif ? Le thème des *controverses* pourrait ici fournir une piste de réflexion judicieuse. Songeons par exemple aux recherches de Francis Chateauraynaud et de Didier Torny sur les lanceurs d'alerte (Chateauraynaud & Torny, 1999/2013 ; et Chateauraynaud, 2020). Les débats houleux entourant le coronavirus témoignent en ce sens d'une appétence du public pour les questions d'ordre scientifique et toute l'importance d'une démocratisation dans ce domaine. De la même manière, c'est toute la question de la production de l'ignorance en relation à certains problèmes publics ou de la circulation de *fake news* qui pervertissent l'espace public qui aurait pu être posée (Girel, 2017).

Le champ artistique, absent de l'ouvrage (à l'exception d'une référence rapide au concept d'« industrie culturelle » chez Adorno) ouvre également des réflexions intéressantes. L'art contemporain, bien souvent perçu comme « élitiste », témoigne de ce problème. Comment promouvoir l'inclusivité de l'art, à l'encontre de la dichotomie traditionnelle entre « culture savante » et « culture populaire » ? Comment Dewey lui-même a-t-il traité la question dans *L'Art comme expérience* (1934/2010) ? Quelle forme a-t-elle prise dans les expérimentations qui ont pu en découler (par exemple au Black Mountain Institute : Gaudin, 2021) ? Songeons aux travaux d'un auteur comme Richard Shusterman (1992), figure importante de l'usage du pragmatisme en

esthétique, ou à ceux de Stuart Hall dans le cadre des *cultural studies* (Hall, 2017).

La question de la démocratisation de la famille, bien qu'évoquée au début de l'ouvrage, est également peu présente *in fine* dans la réflexion de l'auteur. Cela est dommageable, dans la mesure où l'auteur lui-même insiste sur l'ancrage des expérimentations démocratiques dans des structures sociales de petite taille. Quelles seraient les modalités d'une démocratisation de la structure familiale, et plus généralement de la sphère *privée*? Pour Dewey, la famille est une « institution sociale » et une « communauté éthique », et il s'inquiète très tôt, dès les années 1880, de problèmes de santé et de sexualité, de relations entre hommes et femmes (Dewey, 1888 : EW.1.247), tandis que dans « Creative Democracy » (1939 : LW.14.231), il parle de « l'intérêt du public à discuter de questions de morale sexuelle telles que l'utilisation de contraceptifs, la stabilité de la vie familiale, l'éducation sexuelle directe et indirecte des enfants ». La vie de famille est une affaire de démocratie. Les travaux de Susan Moller Okin (1989/2008), entre autres, auraient permis d'amorcer pareille réflexion.

Les passages sur l'interactionnisme et l'ethnométhodologie s'avèrent particulièrement intéressants, d'autant que cet effort de confrontation entre philosophie morale et science sociale s'avère assez rare. Ils indiquent selon quelles modalités concrètes, étudiées par les sciences sociales, le projet démocratique peut s'enraciner dans les pratiques les plus ordinaires. Il est dommage toutefois que, lorsque Roberto Frega reprend les thèses de Goffman, il s'en tienne pour l'essentiel au concept de « face » et aux « rites d'interaction », néglige certains de ses livres où le problème de la constitution de l'ordre moral est posé clairement (Goffman, 1963/2013) et n'expose pas un autre concept fondamental de cet auteur, celui de « cadre de l'expérience » (Goffman, 1974/1991). Comment organiser l'expérience des situations, comment les cadrer et les définir pour qu'elles satisfassent à des exigences démocratiques? Quel vocabulaire, impliquant une enquête forte sur les métaphores et les analogies favorisant une authentique

démocratisation du langage, faut-il mobiliser afin de rendre compte de l'expérience démocratique?

De toute évidence enthousiasmé par le projet démocratique, l'auteur consacre en définitive peu de pages à analyser les obstacles que ce projet est susceptible de rencontrer. Considérons à ce titre la question du numérique. Éminemment ambivalent, le web peut être perçu à la fois comme une passerelle et comme un frein pour le projet démocratique. L'auteur privilégie une approche globalement positive du web, laissant de côté les freins au processus de démocratisation. En témoigne le cas des « communs numériques » qui « contribue à élargir de plus en plus la portée des modèles non marchands et non étatiques de production et de consommation ». (p. 356). Certes, Roberto Frega reconnaît à la fin du chapitre 8 sur les publics démocratiques, notamment au sujet des projets collaboratifs entre pairs sur internet, qu'il « est fort possible que ces pratiques créent aussi des espaces où se développent de nouvelles formes d'inégalité et d'exploitation » (p. 361). Toutefois, il ne développe pas cette idée. À l'ère des bulles de filtre, des *fake news* et des algorithmes, l'expansion de la communication sur internet ne joue-t-elle pas en défaveur du projet démocratique? Dans ce cadre, quels outils mettre en place pour maintenir vivace le projet démocratique face aux multiples dangers qui le menacent? À cet égard, la confrontation avec un ouvrage comme *La Démocratie des crédules*, du sociologue Gérard Bronner (2013), pourrait s'avérer intéressante, notamment pour mettre en lumière les obstacles tant psychologiques que technologiques qui font du numérique un immense défi pour le projet démocratique. Et plus intéressantes encore, les enquêtes menées sur les usages du web et sur leurs conséquences, que ce soit par les nouvelles méthodes quantitatives qui se développent d'analyses de données de Twitter, ou par les analyses très fines d'échanges conversationnels dans des espaces publics virtuels (dans la revue *Réseaux*, par exemple).

Enfin, puisque définir un objet implique aussi d'énoncer ce qu'il n'est pas, il nous semble que l'auteur aurait pu délimiter l'idéal

démocratique en soulignant davantage ce à quoi, selon lui, cet idéal est susceptible de s'opposer. Roberto Frega aurait pu, en particulier, approfondir la question (évoquée trop brièvement au début de l'ouvrage) de la relation entre l'idéal démocratique et les formes d'organisation dites « populistes ». Le populisme soulève la question fondamentale du caractère inclusif de la démocratie. Jusqu'où l'inclusion peut-elle s'étendre ? Quels sont les critères légitimant l'exclusion du projet démocratique ? Nombre de mouvements dits « populistes » affirment en effet, et souvent avec virulence, leur attachement au projet démocratique (accusant les « élites » de nuire à ce projet). L'idée que ce type d'organisation est anti-démocratique est présentée comme un postulat qu'il importe pourtant grandement d'interroger.

À bien des égards, l'ouvrage de Roberto Frega s'avère très prometteur. Revêtant une dimension foncièrement programmatique (qui suffit à elle seule à rendre ce projet passionnant), un tel travail pourrait être creusé selon nous de deux manières. Premièrement, en approfondissant l'articulation entre les trois principes démocratiques. Deuxièmement, en envisageant l'application de ces trois principes à des domaines peu explorés dans l'ouvrage : quelles seraient les modalités spécifiques d'une démocratisation de l'art, de la science, de la famille ou de l'école ? Pareilles interrogations ne manqueront pas, nous en sommes convaincus, d'alimenter les réflexions futures de l'auteur.

*

LA DÉMOCRATIE COMME PROBLÈME : EXPERTISE, INSTITUTION, MÉDIATION

Hervé Dumez

Le projet de Roberto Frega est ambitieux. Il consiste à repenser la démocratie dans ses fondements et ses fonctionnements. Son originalité me paraît reposer sur trois propositions.

Proposition 1. La démocratie ne se réduit pas au descriptif et à l'analytique (décrire et analyser ce que sont les démocraties). Il s'agit d'un concept enchevêtré au sens de Putnam (2004), à la fois descriptif *et* normatif. On analyse une démocratie en l'évaluant (est-elle plus ou moins démocratique et que devrait-elle être pour être plus démocratique?). Les aspects descriptif (et analytique) et normatif sont enchevêtrés au sens où on ne peut pas les séparer en pratique.

Proposition 2. La démocratie ne se réduit pas à la démocratie politique. Elle touche à toutes les dimensions de la société et notamment, par exemple, à l'entreprise. En combinant les deux premières propositions, on peut se demander comment introduire de la démocratie dans l'entreprise, et comparer des entreprises comme étant plus ou moins démocratiques. Sur ce point, Mary Parker Follett (1918 et 1924) est un auteur charnière puisque, venue de la science politique sur laquelle elle a écrit, elle s'est intéressée aussi à l'entreprise (Follett, 1941), faisant un lien entre les deux que l'ouvrage de Roberto Frega souligne.

Proposition 3. Sur le plan politique, la démocratie ne se réduit pas aux institutions démocratiques. L'approche traditionnelle de la philosophie politique met l'accent sur les institutions (le contrôle du parlement sur l'exécutif, par exemple, l'indépendance du judiciaire, etc.). Mais l'analyse de la démocratie doit aller bien au-delà et s'intéresser aux « pratiques démocratiques normatives » (p. 99). Cette troisième proposition est bien évidemment liée aux deux premières (le descriptif/normatif enchevêtré et la non-réduction de la démocratie à son volet politique).

Une fois ces trois propositions posées, Roberto Frega identifie trois principes descriptifs/normatifs des pratiques démocratiques : (a) la parité relationnelle, (b) l'autorité inclusive et (c) l'engagement social. Mes questions vont porter sur la nature de ces trois principes, puis examiner chacun d'entre eux de façon plus détaillée.

LES TROIS PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE : DESCRIPTIFS OU NORMATIFS ?

La première question (qui se distribue en une série de sous-questions) porte sur les relations qu'entretiennent ces trois principes fondamentaux : sont-ils indépendants les uns des autres ? Peut-il, par exemple, y avoir autorité inclusive sans qu'il y ait une forme d'engagement social et/ou sans qu'il ait parité relationnelle ? L'engagement social peut-il se réaliser en l'absence de parité relationnelle ? Autrement dit, la parité relationnelle n'est-elle pas une condition fondamentale, sans laquelle les deux autres principes ne peuvent pas fonctionner ? Les deux premiers principes ne conditionnent-ils pas le troisième, l'engagement social ?

Toujours sur ce plan des trois principes, la seconde question porte sur la manière dont on peut les utiliser, les manier, concrètement, pour évaluer les pratiques. Existe-t-il un continuum du moins démocratique au plus démocratique, ce continuum étant structuré par les trois principes ? Prenons le cas que je connais le mieux, celui de l'entreprise. L'organisation ou l'entreprise est analysée par les économistes comme une forme de coordination opposée au marché en cela qu'elle doit être considérée comme une hiérarchie. De ce point de vue là, par nature, l'entreprise semble ne pas pouvoir vérifier le premier principe, celui de la parité relationnelle. Dans l'entreprise, certains sont les supérieurs des autres. Mais, des entreprises peuvent essayer (et peut-être essaient-elles toujours...) de pratiquer l'autorité inclusive. Follett a montré que l'on donnait peu d'ordres dans un univers pourtant hiérarchique tel qu'est celui de l'entreprise. Et la question de l'engagement est centrale : beaucoup d'études mettent en évidence des comportements de non-engagement qui minent les fonctionnements organisationnels. Des modèles extrêmes sont donc apparus, comme l'entreprise libérée ou l'holocratie (Getz & Carney, 2012 ; Robertson, 2016). Ces modèles remettent en cause la hiérarchie et prônent la parité relationnelle, pratiquent une inclusion totale dans la prise de décision et demandent l'engagement de tous. A-t-on là le modèle extrême du

continuum de la démocratie dans l'entreprise ? Avec des modèles intermédiaires maintenant la hiérarchie (pas de parité relationnelle) mais essayant d'inclure mieux dans la décision et de susciter un peu plus d'engagement ? Mais comment pondérer en pratique les trois principes pour positionner une entreprise sur le continuum ? Est-ce que la parité relationnelle et l'engagement social ne sont pas des conditions faibles, la condition la plus forte étant l'autorité inclusive ? Ou a-t-on des types différents de pratiques démocratiques dans l'entreprise qui combinent à chaque fois les trois principes ou conditions sous des formes différentes ?

LA QUESTION DE LA PARITÉ RELATIONNELLE ET DE L'EXPERTISE

Dans l'entreprise, on l'a vu, et dans le monde organisationnel en général, ce qui constitue une part écrasante du monde social, le phénomène hiérarchique fait problème au niveau du principe de parité relationnelle. Mais le problème le plus fondamental pour les pratiques démocratiques est sans doute celui de la non-parité dans les savoirs. Le débat a opposé Dewey (1927) et Lippmann (1922), et Roberto Frega en rend compte dans le livre. Follett avait bien noté le problème dans l'entreprise en analysant, à son époque, la montée en puissance de spécialistes : « [...] la séparation entre le conseil et la décision ne peut être rigide, car l'information donnée par l'expert au décideur (*executive*) est rarement pure. La plupart des experts interprètent les faits et les mettent en relation, et les décisions sont largement déterminées par l'interprétation des faits et la manière dont ils sont mis en relation. » (Follett, 1941/2013 : 255). La crise de la Covid 19 a illustré plusieurs phénomènes inquiétants du point de vue des fonctionnements démocratiques. Certains dirigeants ont considéré que la pratique démocratique consistait à se passer de l'expertise scientifique ; certains experts scientifiques ont considéré que leur expertise devait dicter (ou quasiment) la décision politique ; l'expertise scientifique elle-même est sortie du débat entre pairs pour être mise aux voix, comme si elle pouvait et devait faire l'objet d'une pratique démocratique, la majorité pouvant

et devant décider de la vérité scientifique, appliquant un principe proche de l'autorité inclusive dans le domaine scientifique. Est-ce que les trois principes de la pratique démocratique formulés par Roberto Frega permettent réellement de penser les relations complexes entre démocratie et expertise ? Notamment, comment appliquer le principe de parité relationnelle lorsque la démocratie a besoin de l'expertise qui, par définition, introduit une disparité de savoirs dans les relations ? Comment pratiquer de manière optimale l'autorité inclusive lorsque la disparité dans les savoirs est forte ? La critique des « élites » comme faussant le jeu démocratique a certes des fondements, mais la démocratie suppose-t-elle d'ignorer le savoir des experts et de prendre des décisions au risque d'ignorer tout savoir scientifique complexe donc non-susceptible de parité ? Peut-on pratiquer l'enquête au sens des pragmatistes, l'enquête démocratique, en se passant de l'expertise ? Mais si l'on tient compte de l'expertise scientifique dans l'enquête, l'enquête peut-elle être démocratique au sens des trois principes identifiés par Roberto Frega ? Comment, alors, résoudre cette quadrature de l'enquête ?

LA QUESTION DE L'AUTORITÉ INCLUSIVE ET CELLE DES INSTITUTIONS

Roberto Frega insiste sur le fait (proposition 3) que la démocratie ne se réduit pas aux institutions de la démocratie. Cette insistance est à la fois pertinente et féconde. Mais peut-on penser les pratiques démocratiques normatives sans les institutions qu'elles peuvent bousculer mais qui les permettent ? La démocratie peut-elle subsister et fonctionner quand les institutions démocratiques n'assurent plus l'autorité inclusive ? Les taux d'abstention aux élections sont de plus en plus élevés, et la revendication de démocratie de plus en plus forte. Comme si les institutions ne permettaient plus l'expression de la démocratie et comme si les pratiques démocratiques ne se développaient – et ne pouvaient se développer – qu'en dehors des institutions démocratiques. Le divorce entre institutions et pratiques semble aujourd'hui maximal. Une interprétation peut être que les pratiques

démocratiques normatives vont jouer leur rôle exploratoire et faire évoluer les institutions, c'est-à-dire qu'elles vont redémocratiser ces dernières. Une autre interprétation peut être que la démocratie est en danger lorsque le respect pour les institutions disparaît. « Être capable de respect est aujourd'hui presque aussi rare que d'en être digne », note Joseph Joubert (1954 : 199). Certes, les pratiques démocratiques normatives dans leur dimension critique peuvent et doivent faire évoluer les institutions, mais le rejet de toute institution démocratique au nom de pratiques démocratiques est-il viable ? Peut-il y avoir des pratiques démocratiques normatives sans institutions qui les rendent possibles et à partir de quelles formes d'enquêtes les institutions démocratiques doivent-elles évoluer, sachant que la Constitution américaine, par exemple, est restée à peu près inchangée depuis 1787-1789, alors que les pratiques démocratiques aux États-Unis ont connu d'importantes évolutions ? Le pragmatisme permet-il de penser l'articulation entre institutions et pratiques démocratiques ?

LA QUESTION DE L'ENGAGEMENT SOCIAL ET LA VOLONTÉ D'IMMÉDIATÉTÉ

La question des institutions est liée à celle des formes d'engagements actuels. Les institutions organisent des formes d'enquête au sens pragmatiste du terme. Le parlement, fondé sur la représentation des citoyens, fonctionne via des commissions ou comités spécialisés, permanents ou temporaires, qui élaborent des solutions aux problèmes mis à l'agenda, en auditionnant des experts scientifiques ou praticiens. Le processus est lent et coûteux, ce qu'avait bien vu Peirce quand il évoquait l'abduction, pour lui le cœur du pragmatisme. Selon lui, l'enquête a un coût, qu'il faut prendre au sens très concret. Il mentionne ainsi l'argent, le temps, l'énergie, l'investissement en travail intellectuel (*thought*) (Peirce, 1958 : § 220).

Mais on a vu récemment des formes d'engagement, qui se réclament de la démocratie, reposer sur une tout autre approche. Elles se veulent instantanées et directes, sans intermédiation. Elles manipulent de

l'information sans la vérifier, se méfient de l'expertise et de tout intermédiaire, se passent du temps, de l'énergie, de l'investissement en travail intellectuel nécessaires à l'enquête au sens pragmatiste. N'est-on pas en train de vivre la crise de l'enquête démocratique ? Traditionnellement, un marché est la réunion en un même lieu et pendant des horaires définis de l'offre et de la demande qui s'y trouvent concentrés. Aujourd'hui, les marchés fonctionnent en continu d'une extrémité de la planète à l'autre, ce qui peut produire des phénomènes de déstabilisation forte comme l'avait prédit Maurice Allais (1999), prix Nobel d'économie. De même, traditionnellement, la démocratie a un rythme, celui des élections, celui des sessions et des commissions parlementaires. Des pratiques démocratiques reposant sur l'instantanéité des réactions peuvent produire de très fortes déstabilisations. Elles mettent en cause également les formes de la civilité dont Roberto Frega, dans la lignée de Goffman, pense qu'elles sont à la base de la pratique démocratique. Peut-on qualifier de démocratiques de tels engagements sociaux tellement en marge des institutions et qui se réclament d'une démocratie directe et instantanée, donc « pure » ? Si on les voit comme un danger potentiel pour la démocratie elle-même, doit-on faire la distinction entre des engagements sociaux non démocratiques et d'autres démocratiques ? Si oui, comment faire cette distinction en pratique et qui la fait ? Des experts ? Des individus éclairés ? Mais par définition, n'est-on pas alors renvoyé au problème de l'expertise et à l'existence d'institutions d'arbitrage ? Les constituants américains ont confié aux juges d'une cour suprême en position d'experts le fait d'arbitrer sur les pratiques démocratiques positives et celles qui peuvent avoir des effets négatifs. La richesse des questions que pose l'ouvrage de Roberto Frega témoigne de son importance.

*

HABITUDES ET CONTRÔLE SOCIAL EN DÉMOCRATIE

Eva Debray

Avec *Le Projet démocratique*, Roberto Frega signe un ouvrage ambitieux. Le philosophe ne se contente pas d'explorer, dans une perspective d'histoire des idées, les ressources qu'offre la pensée sociale et politique pragmatiste pour penser la démocratie. D'une part, il mobilise en effet ces ressources dans un dialogue serré constant avec des approches classiques et contemporaines de la démocratie, mettant de la sorte en évidence un *besoin ou un manque théorique* auquel la pensée pragmatiste serait selon lui à même de répondre. D'autre part, il entend proposer une véritable *théorie* pragmatiste de la démocratie, en se livrant lui-même à un important travail de reconstruction à partir de diverses sources de la pensée pragmatiste. L'ampleur de cette tâche n'est, selon l'auteur, que l'envers d'une urgence : repenser, de fond en comble, ce qu'est la démocratie, afin de pouvoir, en cette période de « déclin démocratique » (p. 11), disposer d'un outil critique qui puisse nous permettre, d'abord et avant tout, de nous orienter dans la pensée : c'est-à-dire d'identifier ce qui peut contribuer aux progrès de la démocratie, ou au contraire les freiner.

Je poserai deux questions générales sur le projet intellectuel porté par l'auteur dans cet ouvrage et son objet, pour ensuite proposer une discussion sur le concept d'habitude qu'il mobilise de manière centrale et l'exploitation de la pensée pragmatiste qu'il propose dans ce cadre.

AU-DELÀ DE LA DÉMOCRATIE ?

Roberto Frega, dans son ouvrage, prend ses distances avec des approches de la démocratie centrées sur la « sphère des institutions politiques formelles » ou le « fonctionnement formel des institutions politiques ». Ces approches s'en tiendraient, selon l'auteur, à une conception formelle de la démocratie comme *régime*, caractérisé par

une « division constitutionnelle des pouvoirs », l'existence de « partis » et la participation des citoyens à des « élections générales » (p. 199). Se démarquant d'une telle perspective, Roberto Frega entreprend pour sa part de définir les contours d'une conception « élargie » de la démocratie. Pour concevoir adéquatement la démocratie, souligne l'auteur, il faut la penser comme une norme dont les champs d'application « ne sont pas seulement les institutions politiques formelles, mais tous les schémas d'interaction sociale, les structures organisationnelles et les arrangements institutionnels qui caractérisent une société » (p. 15).

De ce point de vue, l'auteur se démarque d'ailleurs également, tout le long du livre, d'un certain nombre de travaux et théories qui, selon lui, s'inscrivent dans une perspective à certains égards similaire à la sienne, sans pour autant réussir à proposer une « conception suffisamment large de la démocratie » (p. 38). Roberto Frega souligne ainsi, par exemple, les limites des approches de la démocratie qui mettent seulement en exergue l'importance de « pratiques politiques informelles », comme la désobéissance civile, le boycott, la grève, ou encore les campagnes de communication, qui « visent directement à changer un ordre normatif tout en se situant à l'extérieur de la sphère politique [formelle] » (p. 100). Sur ce point précis, Roberto Frega propose quant à lui d'adopter une conception de l'action politique encore plus large, « pour y inclure des types d'activités qui ne sont pas ordinairement compris dans les analyses classiques de la vie politique » (p. 101). Cette analyse prend place au sein d'une entreprise théorique qui vise à proposer une conception de la démocratie qu'il qualifie de « sociale » et qui ne saurait être identifiée à une conception « purement politique » de la démocratie (p. 39).

La question que l'on peut cependant alors se poser est de savoir si cette « vision élargie » que propose Roberto Frega, et qui marque une rupture forte avec un grand nombre de théories ou approches de la démocratie, renvoie bien au concept de démocratie. En d'autres termes, l'auteur prend ses distances avec la conception classique de la

démocratie, qui est somme toute relativement courante et partagée, mais également avec des théories qui s'éloignent de cette conception. Mais *continue*-t-il à penser, en le faisant mieux, la démocratie, ou pense-t-il *autre chose* que la démocratie (auquel cas il faudrait alors employer ou créer un autre concept)? Dans le premier cas, on assume malgré tout un héritage, et donc une forme de *continuité* avec les usages premiers ou courants du mot. Qu'en est-il pour l'auteur du *Projet démocratique*? Quel est le noyau commun, notamment, à la conception « classique » de la démocratie et la sienne?

DÉMOCRATIE ET ÉGALITÉ

L'auteur entend développer, dans cette perspective, une théorie de la démocratie ayant une dimension ou portée *normative*: il s'agit, à l'aune du modèle de démocratie, plus précisément de *société* démocratique qu'il élabore, de pouvoir notamment évaluer la « contribution positive ou négative à la démocratisation de la société » (p. 361) d'anciens mais également de nouveaux schémas d'interaction et formes d'organisation. Roberto Frega pose de la sorte les jalons ou critères de ce type d'entreprise évaluative, et se prête lui-même à cette dernière lorsqu'il aborde, par exemple, en fin d'ouvrage, le bénéfice des « nouvelles pratiques de production collaborative, occasionnées par les conditions particulières issues de la transformation de la connaissance et de l'information en facteurs de production dominants grâce à Internet » (p. 356). Une société démocratique – l'ouvrage, on l'a compris, s'attache à développer en quoi elle consiste – se caractérise par une configuration d'habitudes, de schémas d'interaction et de formes d'organisation s'accordant, selon l'auteur, avec trois principes: la parité relationnelle, l'autorité inclusive et l'engagement social.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, la démocratie est un projet: tout d'abord, elle l'est au sens où les trois principes évoqués ne sont pas *encore* (complètement) observés. Mais elle constitue également un projet car elle *doit* rester un projet de démocratisation inachevé, c'est-à-dire ouvert. Le modèle de société démocratique promu par l'auteur

est, en son fond, expérimentation, et par là même accorde une place à la nouveauté et l'imprévu dans les solutions qu'elle apporte aux différents problèmes sociaux rencontrés. De ce point de vue, on comprend qu'il ne saurait être question pour l'auteur d'ériger un idéal de société définie dans ses moindres détails. Néanmoins, la théorie développée dans l'ouvrage doit au moins permettre d'évaluer l'état actuel de la démocratisation de notre société, à l'aune des trois principes mentionnés – sans quoi, les outils proposés ne seraient guère mobilisables. À cet égard, Roberto Frega souligne à plusieurs reprises la dimension délétère de la montée des inégalités ou encore de phénomènes d'accélération sociale (p. 112 par exemple). Mais en quoi ces phénomènes contredisent-ils les principes que doit observer une société proprement démocratique ? Un certain nombre de travaux soulignent, par exemple, la manière dont les inégalités économiques entravent le fonctionnement démocratique. Comment l'auteur se positionne-t-il sur ce point ? Cette question me semble d'autant plus importante que l'auteur lui-même, même s'il s'insurge contre un « réductionnisme économique qui est en train de redevenir à la mode » (p. 5), renvoyant ici à ces pensées qui « met[tent] en avant la base socioéconomique des régimes démocratiques », comme celles de Marx ou de Polanyi (p. 23), rappelle que la question de l'égalité se trouve à la base du projet démocratique tel qu'il s'est historiquement défini (p. 113). Et quelle place accorde-t-il alors à cette question de l'égalité dans sa relecture des classiques, notamment de la pensée pragmatiste ? Une réponse sur ce point permettrait sans doute au lecteur de se représenter plus encore comment cette démocratie que l'auteur appelle de ses vœux peut s'incarner.

LA FORCE DES HABITUDES

J'aimerais, en troisième lieu, interroger l'auteur sur son approche des « habitudes démocratiques », qu'il place au cœur du projet démocratique.

L'auteur considère qu'une conception large de la démocratie doit rendre compte de la nature des habitudes proprement démocratiques, car ces dernières permettent d'expliquer notamment « la manière dont un ensemble de valeurs démocratiques se renouvelle et se réalise à tous les niveaux de la vie sociale » (p. 41). Cela implique cependant de les penser, précisément, en relation avec le « contexte social dans lequel elles se déploient », contexte qui les rend « signifiantes et effectives ». Ces habitudes démocratiques, d'après l'approche pragmatiste présentée et défendue par Roberto Frega, entreraient dans trois « catégories », ou du moins posséderaient trois caractéristiques. Tout d'abord, elles favoriseraient « les interactions coopératives et les pratiques non violentes de résolution des conflits » (p. 243). Elles présenteraient, en outre, une dimension épistémique spécifique : leur transformation obéirait aux principes d'une « éthique de l'enquête scientifique » (p. 143). La démocratisation de la société impliquerait pour cette raison la diffusion d'un « esprit de laboratoire ». Enfin, une dimension fondamentale de ces habitudes serait qu'elles découleraient elles-mêmes de, ou consisteraient fondamentalement en une « habitude du changement » (p. 144), c'est-à-dire une habitude qui traduirait une forte capacité d'adaptation aux circonstances changeantes. De ce point de vue, la pensée pragmatiste accorderait plus d'importance à la plasticité des habitudes qu'à leur pesanteur, sur laquelle insisterait *a contrario*, par exemple, la théorie bourdieusienne de l'*habitus*.

Roberto Frega esquisse, dans ce cadre, des pistes pour penser la transformation des habitudes au sein des sociétés démocratiques. Leur transformation ou contraction doit par définition se faire en accord avec les principes de base d'une démocratie, et, à ce titre, elles ne sauraient, selon l'auteur, être inculquées « par le moyen de la pression sociale » (p. 145). La société démocratique se caractériserait de ce point de vue elle-même par une « réduction du poids des contraintes sociales sur l'action individuelle » : c'est une société où les individus seraient « libres de choisir leur vie ». Cette idée selon laquelle il faudrait désarticuler habitude et pression ou contrainte sociale ne va

cependant, selon moi, pas de soi au sein d'une entreprise se réclamant, comme le fait celle de Roberto Frega, de la pensée pragmatiste, et en particulier des pensées de Dewey et de Mead. J'attirerai ici l'attention sur certains aspects de ces dernières pour discuter la proposition théorique de l'auteur du *Projet démocratique*.

Dans *Human Nature and Conduct* (1922 : 58), Dewey refuse, à l'encontre de la *doxa*, l'idée que les habitudes sociales se constitueraient par la *consolidation* d'habitudes individuelles, c'est-à-dire l'idée que les habitudes individuelles pourraient se former *antérieurement* aux habitudes collectives. Dewey part, à cet égard, d'un constat : les individus forment leurs premières habitudes (notamment langagières) dans des conditions fixées par des coutumes collectives qui leur pré-existent. Sans cela, ce serait leur capacité même à participer à des activités communes au sein du groupe où ils naissent, et même leur aptitude à faire connaître leurs besoins élémentaires, qui se verraient entravées, incapables qu'ils seraient de véritablement communiquer avec le groupe. Reste la question de savoir comment se réalise la contraction de *nouvelles* habitudes, c'est-à-dire la *transformation* des habitudes. Dewey ne semble pas considérer que cette dernière obéirait à une autre logique². C'est bien d'abord sur la transformation des *habitudes collectives* qu'il faut se pencher selon lui, pour penser la transformation des habitudes individuelles, et non l'inverse. Roberto Frega semble, quant à lui, tendre à mettre de côté ce geste théorique deweyen. En effet, il reconnaît aux « habitudes individuelles » la capacité de « stabilis[er] la conduite humaine » et de se « fond[er] en habitudes collectives » (p. 95), ou encore il considère que certaines « habitudes d'actions » pourraient « se répand[re] *d'abord* », pour ensuite « acqu[érir] un pouvoir normatif et se transformer en normes sociales partagées » (p. 95 ; je souligne) : les habitudes individuelles pourraient, selon l'auteur, être premières et donner lieu *ensuite* à la formation d'habitudes collectives et de normes collectives correspondantes. On notera que c'est d'ailleurs la dimension intrinsèquement sociale de nos habitudes que l'auteur tend en fait à évacuer de la sorte. Or,

pourquoi Dewey ne peut-il pas envisager la transformation des habitudes collectives comme la pense Roberto Frega ?

Pour Dewey, la transformation des habitudes collectives ne peut pas découler d'une transformation des habitudes individuelles, car les habitudes collectives possèdent une *force* qui vient de, ou du moins est essentiellement articulée à, la pression exercée par les manifestations d'approbation et de désapprobation du groupe. Comme le souligne Dewey (1922 : 19), pour modifier ses propres habitudes d'action ou celles d'autrui, il faut s'attaquer aux « conditions objectives constitutives de [c]es habitudes (*objective conditions which enter into his habits*) ». Et il précise : « Notre système de jugement, d'après lequel nous blâmons ou approuvons des actions, infligeons des peines ou accordons des récompenses, fait partie intégrante de ces conditions. » (*Ibid.*). L'individu, de par ses propres forces, ne peut pas contrer la force de ces habitudes collectives. La transformation de ces habitudes individuelles ne peut donc passer que par une transformation des habitudes collectives.

Au passage, on peut se demander si Dewey, et d'autres auteurs pragmatistes comme Mead (1934/2015)³, ne livrent pas ainsi une clef essentielle pour comprendre d'où provient cette « force » que l'on tend à reconnaître à l'habitude (et, plus fondamentalement, pour prendre véritablement au sérieux cette force de l'habitude), précisément lorsqu'ils soulignent le rôle joué par les habitudes collectives dans la formation des habitudes individuelles, et dans ce cadre les réactions affectives collectives d'approbation et de désapprobation, et la contrainte qu'elles exercent sur l'individu. La référence à cette dernière permet d'ailleurs bien de comprendre pourquoi les habitudes ne peuvent pas être envisagées « à la manière d'outils attendant sagement dans leur boîte, et pouvant être employés comme de simples moyens au service de résolutions conscientes » (Dewey, 1922 : 25) : leur contraction et leur transformation échappent à la volonté. C'est dans cette perspective que Mead, lorsqu'il pense l'évolution des pratiques sociales, se concentre sur les modalités de transformation de l'opinion

publique elle-même – ces attitudes évaluatives du groupe vis-à-vis de la conduite de ses membres et qui déterminent cette dernière –, et non sur les projets, carrières ou parcours individuels en tant que tels. Que l'on pense notamment à son analyse de la transformation de « l'attitude de la communauté vis-à-vis du crime » au cours du temps, rapportée dans les *Movements of Thought in the Nineteenth Century* (1936 : 377), qui propose un examen subtil des modalités de cette transformation, laquelle ne saurait découler de simples altérations des attitudes et habitudes individuelles.

La question de la transformation des habitudes devient alors celle de la transformation de ces orientations affectives collectives, partagées au sein du groupe. On peut se demander si Roberto Frega n'occulte pas, de ce point de vue, la dimension affective de l'existence sociale (les réactions collectives affectives et le désir des individus d'attirer sur eux l'approbation du groupe). Mais surtout, si l'on prend au sérieux l'importance de ces réactions affectives collectives, la pression qu'elles exercent sur l'individu, et donc le fait qu'une transformation des pratiques sociales consiste en fait fondamentalement en une transformation des contraintes sociales pesant sur l'individu, et non en une libération vis-à-vis d'elles, la désolidarisation entre habitude et pression sociale à laquelle Roberto Frega procède peut questionner.

Dans le même ordre d'idées, on peut se demander également s'il fait sens d'accorder aux pratiques de « prises de décision » en tant que telles un rôle central dans les processus démocratiques de transformation sociale, comme le fait l'auteur du *Projet démocratique* (p. 86). La pensée deweyenne semble de ce point de vue inviter à envisager plutôt la transformation des pratiques sociales, et donc des habitudes, bel et bien comme un *problème*, une question qu'il importe d'explorer : cette transformation ne peut, en effet, en aucun cas découler de la *volonté* de les transformer et, à ce titre, il importe de réfléchir à la manière dont nous pouvons avoir *prise* sur ces transformations, c'est-à-dire exercer un contrôle, rationnel, sur les processus de changement social.

QUE PEUT LA PHILOSOPHIE PRAGMATISTE POUR LA DÉMOCRATIE ?

Manuel Cervera-Marzal

Le désenchantement des citoyens à l'égard de la démocratie, ou de ce qu'ils tiennent pour telle, est l'une des tendances lourdes de notre époque. Comment continuer à croire à la promesse d'égalité quand les écarts de richesse ne cessent de se creuser ? Comment faire confiance à la représentation politique quand la césure sociologique et idéologique entre élus et électeurs devient si criante ? Que vaut l'idée de liberté lorsqu'elle est réduite à la liberté de s'enrichir sur le travail d'autrui, sacrifiant toutes les autres libertés sur l'autel de la propriété privée ?

La méfiance envers la démocratie ne se répand pas seulement parmi les citoyens ordinaires. Elle empoisonne également la réflexion théorique. Qu'ils soient historiens, philosophes, sociologues ou politistes, un nombre croissant d'universitaires estime que le projet démocratique est voué à l'échec, en raison de ses contradictions internes et/ou des forces externes qui le menacent. Le temps serait venu de la post-démocratie.

Roberto Frega refuse de céder à la désillusion ambiante. La démocratie peut et doit être revitalisée. La tâche est loin d'être évidente mais elle en vaut la peine car il en va, à plus ou moins court terme, de l'existence même de la démocratie. Cette dernière, en effet, n'est jamais définitivement acquise. Elle ne s'institue et ne perdure que s'il existe des citoyens prêts à « se battre [pour elle], en particulier face à d'autres solutions institutionnelles promettant de mieux répondre, même si de manière plus autoritaire, aux attentes et aux désirs des individus » (p.12).

Comment s'y prendre ? Comment défendre ce à quoi nous tenons en tant que démocrates ? Il existe schématiquement deux stratégies. La première relève d'une forme d'ingénierie institutionnelle. Il s'agit de traiter séparément les problèmes – la montée des inégalités, le tournant sécuritaire des États de droit, la xénophobie, le dérèglement climatique, le populisme d'extrême-droite – auxquels la démocratie est confrontée afin de trouver des réformes qui solutionneraient concrètement chaque problème. Cette voie n'est pas celle empruntée par Roberto Frega. En tant que théoricien politique, il opte pour une deuxième stratégie, qui relève de son domaine de compétence spécifique : repenser la démocratie à son niveau le plus fondamental, c'est-à-dire à son niveau ontologique. Qu'est-ce que la démocratie ? La question est massive, mais l'affronter est une nécessité. Car pour sauver le projet démocratique, il faut en avoir une compréhension adéquate. Or, précisément, cette compréhension fait aujourd'hui défaut.

La thèse centrale de Roberto Frega, que je résume ici à l'extrême, est que la pensée occidentale contemporaine (dans ses tendances dominantes) réduit la démocratie à un régime politique, c'est-à-dire à un type de gouvernement, à un mode de sélection des gouvernants, à un dispositif de prise de décision. Même la théorie critique, à travers les promoteurs du modèle participatif ou du modèle délibératif, reste prisonnière de cette conception étroite de la démocratie. Pour élargir notre conception de la démocratie, l'auteur, spécialiste du pragmatisme américain, propose de se replonger dans les écrits des principales figures de cette tradition philosophique.

John Dewey est en France, avec William James, le plus connu des pragmatistes dans le domaine philosophique, éthique et politique. Mais l'auteur de *Public et ses problèmes* (1927) n'a pas œuvré seul. Il est au cœur d'une constellation de pensée à laquelle se rattachent plusieurs de ses contemporains (Mary Parker Follet, Charles Horton Cooley, Jane Addams). Par ailleurs, ces auteurs ont eu une descendance parmi les générations suivantes (Sidney Hook, Richard Rorty, Hilary Putnam, Roberto Mangabeira Unger, etc.). Ces auteurs sont

avidement convoqués par Roberto Frega, qui les met au service de sa démonstration, et qui ne fait pas mystère de la tradition de pensée à laquelle il appartient. *Le Projet démocratique* est davantage qu'une réactualisation – au regard des défis contemporains – de la philosophie pragmatiste. L'auteur puise aussi son inspiration du côté d'Alexis de Tocqueville et de Claude Lefort (1981, 1986). Cet attelage hybride entre le pragmatisme américain et une certaine philosophie française permet à Roberto Frega d'élaborer sa conception sociale de la démocratie.

À ses yeux, la démocratie n'est pas (uniquement) un régime politique. Elle est aussi une « forme de vie » (pour le dire dans un langage pragmatiste) et une « forme de société » (pour le dire dans un langage tocquevillo-lefortien) (Lefort, 1978). Bien comprise, la démocratie concerne donc autant l'État que l'école, les entreprises, les églises, les administrations, les associations et tous les autres lieux de vie, qu'ils soient formels ou informels.

La tâche d'une théorie de la démocratie est alors de spécifier le contenu normatif de cette idée de démocratie, afin de dégager les principes ayant vocation à s'appliquer à tout espace de vie sociale. Ces principes sont, pour Roberto Frega, au nombre de trois : la parité relationnelle, l'autorité inclusive et l'engagement social. La parité relationnelle signifie que, dans ses relations à autrui, chaque individu est traité d'une manière qui ne dépend pas de son statut social, de sa religion, de son genre, de sa race ou de sa classe – ce qui implique en particulier l'absence de stigmatisations et de discriminations. L'autorité inclusive suppose que les individus participent activement à l'élaboration des décisions auxquelles ils sont soumis. Cela ne signifie pas l'abolition de toute autorité hiérarchique, mais l'obligation d'inclure les subalternes dans les processus de décision. Enfin, l'engagement social signifie que les individus prennent part – moralement et socialement – aux communautés (de vie, d'habitat, de loisirs, d'études, de discussion) auxquelles ils appartiennent. Ces trois principes sont indissociablement descriptifs et normatifs. Ils décrivent le

fonctionnement effectif des sociétés démocratiques et l'idéal à l'aune duquel il est permis d'évaluer la qualité (plus ou moins) démocratique de telle pratique ou de telle institution réellement existante.

Face à un ouvrage d'une telle portée théorique (rien de moins qu'une reconstruction de la théorie de la démocratie), d'une telle richesse conceptuelle (le résumé des paragraphes précédents ne rend pas justice à l'épaisseur du propos) et d'une telle érudition (une force du livre est de faire dialoguer le pragmatisme avec d'autres courants philosophiques et de faire dialoguer la philosophie avec les sciences humaines et sociales), toute discussion est nécessairement partielle et arbitraire. Je m'arrêterai pour ma part sur trois points, qui prennent la forme de trois questions : 1) Les élections et, plus largement, la représentation politique sont-elles compatibles avec l'idée de démocratie ? 2) La démocratie a-t-elle vocation à instaurer une forme d'harmonie sociale ou, au contraire, à garantir la possibilité d'une conflictualité ? 3) Quelles sont les implications théoriques du geste consistant à penser la démocratie sous la forme d'un *projet* ?

QUE FAIRE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ?

Dans la sphère publique comme dans l'espace universitaire, la démocratie est avant tout assimilée aux élections. Cette assimilation, comme on le sait, est contestable. Durant plus de deux millénaires, les élections étaient synonymes d'une logique aristocratique. C'est depuis un peu plus de trois siècles que, par un formidable tour de force sémantique, les thuriféraires du gouvernement représentatif ont réussi à faire passer pour démocratique un dispositif qui ne l'était pas.

Roberto Frega élude ce débat. Le terme d'« élections » n'apparaît qu'à sept reprises dans son livre et ne fait l'objet d'aucun développement. Implicitement (mais est-ce vraiment le cas ?), l'auteur laisse donc supposer qu'il adhère à la thèse du caractère démocratique des élections.

En tout cas, il ne la conteste pas. Bien sûr, Roberto Frega ne réduit pas la démocratie aux élections. Tout son livre s'efforce d'élargir la conception de la démocratie, afin de montrer que cette dernière va au-delà des élections, et même au-delà de la délibération et de la participation. La démocratie, comme on l'a dit plus haut, suppose un engagement social. Mais une chose est de dire « les élections ne sont qu'une composante (minime) de la démocratie » (et je crois comprendre que c'est la position de Roberto Frega) et une autre est de dire « les élections sont un dispositif antidémocratique et aristocratique ».

Roberto Frega propose un élargissement (social et pragmatiste) de la démocratie libérale-électorale-représentative. Ce geste est intéressant et, au fond, j'y souscris. Mais il n'est pas assez radical à mes yeux. En tant que défenseur de la démocratie directe, j'estime que le véritable enjeu n'est pas d'élargir (ni d'approfondir, ni de démocratiser) la démocratie libérale, mais d'en *sortir*.

À plusieurs reprises, afin de donner de la chair à son propos, Roberto Frega cite positivement les exemples des Indignados espagnols et d'Occupy Wall Street. Je partage son enthousiasme à l'égard de ces mouvements sociaux. Mais, me semble-t-il, ces occupations de place publique ont instauré une forme de démocratie qui rejette le modèle représentatif (fût-il « élargi »). Ces occupations ont exhumé les vieux outils de la démocratie directe : tirage au sort, autogouvernement, mandat impératif, rotation des tâches, déprofessionnalisation de la politique. Que pense Roberto Frega de ces dispositifs ? L'entendre là-dessus permettrait, je crois, de clarifier son positionnement philosophique et politique.

LA PART DU CONFLIT ET DU DROIT

Ma deuxième question peut se formuler ainsi : quelle place Roberto Frega accorde-t-il au conflit dans sa théorie de la démocratie ? De même qu'il se revendique d'une tradition pragmatiste, je me revendique d'une tradition agonistique. En m'inspirant de Rancière, Abensour,

Lefort, Castoriadis, Mouffe et Balibar, j'essaie de penser la démocratie sous le signe du conflit. Ce dernier n'est pas une pathologie démocratique. Il n'est pas non plus un phénomène transitoire ou accidentel. Le conflit est au cœur de la dynamique démocratique.

L'objet de la démocratie, écrit d'ailleurs Roberto Frega, « n'est pas la résolution des conflits » (p. 9). Pourtant, plus loin, il ajoute « qu'une organisation est démocratique dans la mesure où [...] elle encourage des pratiques intégratives de résolution des conflits » (p. 160) et où elle permet « d'atteindre un niveau supérieur d'efficacité dans la résolution des problèmes sociaux » (p. 279). L'auteur semble ici hésiter sur la place que la démocratie doit aménager aux conflits : faut-il les résoudre (donc viser leur diminution, leur domestication), ou les exprimer (donc garantir leur déploiement sans nécessairement chercher à les régler) ? D'un côté, Frega conçoit le conflit comme une ressource épistémique. À ses yeux, la diversité des intérêts et des opinions est productrice de connaissance. D'un autre côté, il estime que la démocratie correspond à « l'idéal d'une société harmonieuse » (p. 9) qui favorise « des relations de coopération mutuelle » (p. 10). On semble ici se rapprocher d'une vision consensualiste de la démocratie, qui exclut les formes « sauvages » (Claude Lefort, 1979) de conflit et n'accepte la conflictualité que sous une forme édulcorée (la diversité, la différence, la pluralité).

Derrière la question du conflit se trouve aussi celle de l'État de droit. Les conflits démocratiques ont-ils lieu à l'intérieur du cadre fixé par l'État ou *contre* l'État, comme le suggèrent Miguel Abensour (1997) et Jacques Rancière (2005), auxquels Roberto Frega accorde quelques pages qui, à mon sens, n'épuisent pas la discussion ?

Je pose ces questions (sur les élections, la démocratie directe, le conflit, l'État de droit) non pour contester la conception pragmatiste de la démocratie élaborée par Roberto Frega mais pour comprendre dans quelle mesure des hybridations sont possibles entre la théorie pragmatiste et la théorie agonistique. Roberto Frega – c'est une autre

force de son livre – est ouvert à ce type d’hybridation. Sur la question du conflit, il accorde par exemple une place de choix à l’œuvre de Claude Lefort et il s’efforce d’ériger des passerelles entre la philosophie pragmatiste et le républicanisme civique.

LA DÉMOCRATIE : UN ACQUIS OU UN PROJET ?

Ma dernière remarque a trait à la notion de *projet*, qui orne la couverture de l’ouvrage mais qui n’est explicitée qu’à la toute dernière page. Si la démocratie est un projet, explique alors l’auteur, c’est « parce que dans son idée même [elle] incorpore le principe de sa propre transformation et ajustement constants en réponse aux circonstances sociales changeantes » (p. 403). Cette piste est prometteuse mais lapidaire. Elle laisse le lecteur sur sa faim. Faut-il lier la notion de projet à la conception *expérimentaliste* des institutions démocratiques, développée dans le septième chapitre ? L’idée de ce chapitre est qu’une institution démocratique évolue en interaction permanente avec son environnement. Elle s’ajuste aux conditions afin d’intégrer la nouveauté en son sein. On entrevoit ici la possibilité de penser conjointement la dimension instituante et la dimension instituée de la démocratie. Mais alors, de quel côté faire pencher la balance ? Si la démocratie est une forme de société qui remonte aux XVII^e et XVIII^e siècles pour l’Angleterre, les États-Unis et la France, peut-on vraiment la qualifier de *projet* ? Ne s’agit-il pas plutôt d’un *acquis* des révolutions passées, qu’il convient de protéger contre les menaces présentes et d’approfondir en raison de son caractère nécessairement inachevé, mais qui, fondamentalement, se situe davantage du côté de l’institué que de l’instituant ?

*

RECONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE : LE PROJET PRAGMATISTE

RÉPONSES DE ROBERTO FREGA

Je voudrais commencer par dire toute ma gratitude pour Daniel Cefaï et Alvin Panjeta pour avoir organisé ce symposium autour de mon dernier livre. La longue liste de questions et d'enjeux de leur texte d'ouverture récapitule bien l'essentiel des motivations qui m'ont poussé à rechercher dans la tradition pragmatiste une voie nouvelle pour aborder les enjeux d'aujourd'hui : tous les problèmes d'exclusion, de discrimination, d'inégalité ou de manque de liberté et d'autonomie, dont la cause majeure n'est, au fond, que l'actualisation insuffisante du projet démocratique. Le pragmatisme nous invite précisément à voir dans la poursuite de ce projet la seule manière possible pour réinventer des manières d'être ensemble qui puissent convenir aux êtres libres et égaux que nous sommes et devons être. Comme les pragmatistes l'avaient bien compris, la démocratie est et ne peut être qu'un projet, toujours à faire (Dewey, 1939/1997), car avec les transformations de la société, de la culture, de la technologie ou de l'économie, les formes d'interaction convenant à des êtres libres et égaux changent sans cesse. À nous, dès lors, de réinventer les modèles d'interaction, les procédures, les pratiques, et les institutions qui donnent forme à nos manières d'être ensemble. La démocratie pragmatiste comme projet n'est pas seulement une quête de formes institutionnelles, légales et légitimes. Elle est, de plus, une recherche incessante de manières d'être et d'agir ensemble. La politique démocratique se joue dans la recherche de formes de vie collective, aux équilibres temporaires et précaires. Il y a là une intuition que la philosophie politique contemporaine a souvent perdue de vue, soit pour s'égarer dans une quête stérile d'arguments formels, soit pour s'engager dans une critique qui trouve en soi-même sa propre fin, et qui se retrouve, de ce fait, dépourvue de toute capacité de transformation et de réforme. C'est ce pouvoir constructif – et reconstructif au sens de John Dewey (1920) – que j'ai cherché à réactiver dans ce livre.

Plusieurs commentateurs soulignent dans mon propos un manque de prise de position explicite vis-à-vis de questions typiques d'une certaine tradition de philosophie politique : le conflit, la critique, le pouvoir. Bref, tout ce travail de la négativité qui a longtemps constitué l'usine du philosophe. Comme je l'explique plus loin, une partie de mon propos consiste précisément à remettre en question ces *topoi* classiques. Et cela non pas par souci de conservatisme, loin s'en faut, mais parce qu'il me semble que l'une des leçons essentielles du pragmatisme consiste précisément à mettre davantage en avant la dimension *reconstructive* de la philosophie. Faire le pari de la reconstruction contre la critique ne signifie pas accepter le *statu quo*, bien au contraire (Frega, 2017). Dewey l'a très bien expliqué dans son article intitulé « La démocratie est radicale » (1937/2015) : ce qui doit être radical dans le projet démocratique, ce ne sont tout d'abord pas les gestes de rupture ou d'antagonisme, mais la capacité à préfigurer des possibles qui soient en même temps désirables et faisables. Erik Olin Wright appelait cela « utopie réaliste » (2010/2017). Or il me semble qu'aujourd'hui la forme plus urgente et radicale d'utopie réaliste consiste précisément à réinventer le projet démocratique, et que, pour ce faire, ce dont on a besoin ce n'est plus prioritairement le travail de la négativité – critique, opposition, protestation – mais celui de la reconstruction : *création, invention, proposition*. La reconstruction au sens pragmatiste passe toujours par une analyse empirique approfondie du réel et de ses limites qui inclut nécessairement ce moment de négativité, mais elle dépasse rapidement ce moment pour se tourner vers la dimension constructive de l'action. Quelles réformes désirables et faisables pouvons-nous envisager pour améliorer la qualité démocratique de nos sociétés ? Avec quelles forces sociétales devons-nous nous allier pour y parvenir – ce qui implique que les groupes les plus novateurs ne sont pas forcément prédéterminés, comme l'imaginent certaines conceptions de la domination ? Quelles transitions sont porteuses d'innovation et d'amélioration ? Quelles expérimentations devrions-nous mettre en place pour atteindre ces objectifs ? C'est ce type de questions qui inspire mon travail et qui guide ma tentative de repenser le projet démocratique à partir du socle du pragmatisme américain.

RÉPONSE À JÉRÔME RAVAT

Jérôme Ravat prend son point de départ dans ce qui est le véritable noyau théorique du livre, à savoir l'articulation des trois principes de parité relationnelle, autorité inclusive et engagement social, que je propose comme articulation du noyau normatif du concept de démocratie. Jérôme se demande quels sont les rapports entre ces trois concepts : ont-ils la même pertinence, doivent-ils être entendus à égalité, ou existe-t-il une relation de subordination entre eux ?

Il me semble indispensable de garder entre ces trois concepts une relation de stricte équivalence, car c'est justement le fait d'en privilégier l'un ou l'autre qui défait la force normative du concept de démocratie. L'histoire de la pensée politique en est ici témoin, que l'on songe à la priorité que la tradition libérale accorde à la liberté au détriment de l'égalité, ou, à l'inverse, à la priorité que la tradition socialiste accorde à l'égalité sur la liberté.

La possibilité de faire du concept de démocratie un concept paradigmatique, c'est-à-dire capable de nous orienter dans l'ensemble de la vie sociale, demande de penser ensemble ces trois concepts. Dans une formulation simplifiée, mais parlante, je dirais que la démocratie est le système de coopération sociale qui convient à des hommes libres et égaux. Ce système de coopération réclame que les trois principes normatifs – de parité relationnelle, autorité inclusive, engagement social – soient tous réalisés, car chacun d'eux articule une intuition fondamentale de ce système : une conception de l'autorité qui reconnaît des formes d'asymétrie légitimes ; une conception ni formelle, ni distributive, mais relationnelle de l'égalité ; et une conception non libérale, mais sociale de la liberté, qui n'est pas sans rappeler ce que Dewey (1930/1984) appelait le « nouvel individualisme ».

Jérôme remarque également que le projet démocratique a vocation à s'étendre à une très large palette de débats, pratiques, situations de la vie sociale ordinaire. Il cite comme exemple possible le Grand

Débat national de 2019. Mon livre a en effet vocation de proposer une série d'outils et une démarche de recherche qui pourraient s'appliquer à tout domaine d'interactions sociales. Dans *Le Projet démocratique*, je me suis essentiellement consacré à proposer une généalogie pragmatiste de ma démarche et à offrir des outils de recherche et réflexion. Mais dans une série de travaux ultérieurs (Frega, 2019, 2020a, 2020b, 2022; Frega, Herzog & Neuhäuser, 2019; Frega & Herzog, 2020), parus depuis, j'ai mis à profit cette méthodologie dans l'analyse de la démocratie d'entreprise, et développe une approche qui s'appuie sur la conception élargie de la démocratie développée dans ce livre. Il serait sans doute intéressant de voir comment d'autres pourraient se l'approprier et explorer les implications du projet démocratique pour la réforme de l'éducation scolaire, de la participation urbaine, du droit de famille... L'enjeu est d'actualiser les propositions du pragmatisme dans différents domaines, renouant ainsi avec l'esprit de collaboration interdisciplinaire qui irriguait des rapports féconds entre philosophie, action réformiste et sciences sociales à l'âge d'or du pragmatisme.

RÉPONSE À HERVÉ DUMEZ

Hervé Dumez pose lui aussi la question du statut des trois principes qui composent le concept de démocratie. Il prend le cas de l'entreprise pour justement s'interroger sur leur statut et le rapport entre eux. C'est justement le cas sur lequel je me suis penché dans mes recherches récentes sur la démocratie au travail (en particulier Frega 2019 et 2020b), où je montre comment il serait possible de démocratiser l'entreprise au sens d'en faire un lieu d'interactions inspirées par les trois principes d'autorité inclusive, égalité relationnelle, et engagement social.

Dans mon travail, j'adopte une approche similaire à celle de Dewey et Follett (1942) : il ne s'agit pas, dès lors, de critiquer une institution sociale pour son insuffisance normative, mais d'envisager des espaces d'amélioration possible. De ce point de vue la démarche pragmatiste

s'avère très utile pour repérer des stratégies *transitionnelles* (Frega, 2009 : 145-178) – je pense ici aux « rationalités transitionnelles » de Charles Taylor (1993). Il s'agit de stratégies qui, au lieu d'exacerber la tension entre un réel inadéquat et une norme idéale inatteignable, envisagent des démarches d'amélioration concrète. Comme le dit Taylor, une stratégie transitionnelle « vise à établir non pas qu'une position quelconque est absolument correcte, mais plutôt que telle position est supérieure à telle autre » (Frega, 2019 : 165-166). Il s'agit d'une manière de pratiquer la philosophie sociale et politique qui, loin de se lancer dans une attitude de critique radicale, cherche à proposer un choix pour l'ici et maintenant, entre des options réelles (*living*, au sens pragmatiste du terme), de manière à orienter l'action vers un but atteignable. Pour donner un exemple, dans un article récent (Frega, 2020b), je montre comment l'organisation du travail par petites équipes plutôt qu'à la chaîne produit des effets de démocratisation importants, et cela eu égard aux trois principes normatifs évoqués. Dans ce que l'on appelle « *self-managed teams* », l'organisation du travail est véritablement démocratique au sens pragmatiste. D'abord, les superviseurs sont élus par les membres de l'équipe et occupent cette fonction à tour de rôle (autorité inclusive). Ensuite, la division du travail y est organisée selon le principe de la compétence, et non pas de l'ancienneté ou de la position dans la hiérarchie (parité relationnelle). Troisièmement, la rotation dans les fonctions permet de limiter des formes d'exclusion et de marginalisation (inclusion sociale). Il va sans dire que la mise en place de « *self-managed teams* » n'est pas la réponse définitive à la question de la démocratisation, mais elle pointe néanmoins de manière très claire vers une solution organisationnelle qui augmente grandement la qualité démocratique du lieu de travail. Elle met l'accent sur le potentiel de démocratisation qui provient de la transformation des interactions réelles qui ont lieu sur le lieu de travail. Que cela ne suffise pas à faire d'une entreprise un lieu de démocratie est certes vrai, mais il en va de même pour la démocratie politique. On peut toujours faire mieux et plus : plus de participation directe, plus de représentation, plus d'*accountability* et plus de transparence.

Ce sur quoi la méthode pragmatiste met l'accent, ce sont donc ces stratégies d'augmentation transitionnelle. Les trois principes opèrent ici comme des critères permettant d'évaluer la qualité démocratique d'un régime d'interaction. Comment cela se fait-il ? Dans une perspective comparative, ou transitionnelle, il ne s'agit pas de mesurer des quantités – et d'ailleurs, comment le faire ? – ni de hiérarchiser les trois principes. Comme je l'ai dit plus haut, cela n'aurait pas grand sens de dire que l'autorité inclusive est plus importante que l'égalité relationnelle. Les trois, au contraire, tiennent ensemble : une forme d'interaction n'est pleinement démocratique que s'ils sont tous réalisés.

Ce que la méthode permet, c'est plutôt de mettre l'accent sur les raisons pour lesquelles une pratique ou interaction peut être dite démocratique. Prenons encore le cas des « *self-managed teams* ». On peut très bien y voir ce qui fait la différence par rapport à d'autres formes d'organisation du travail : si le superviseur est élu par les membres plutôt qu'imposé par le management, nous avons là un plus démocratique. Mais le même manager, qu'il soit élu ou nommé, pourra se conduire de différentes manières : il pourra mettre en valeur les compétences de chacun, ou privilégier certains membres de son équipe, il pourra donner des ordres en usant de son autorité, ou les justifier par des arguments. Là, nous avons d'autres indices d'une qualité démocratique plus ou moins élevée, car c'est la parité relationnelle qui est en jeu. Enfin, une équipe pourra faire en sorte que les travaux plus humbles soient accomplis à tour de rôle, ou réservés aux plus jeunes, aux femmes, aux immigrés, aux travailleurs précaires, etc. Nous voyons là encore une fois comment la mise en place de règles et procédures spécifiques trahit des degrés différents de qualité démocratique. La démarche pragmatiste que je propose est une invitation à examiner en détail ces règles et procédures, à évaluer leur qualité transitionnelle, tout en élaborant un concept de démocratie.

Hervé Dumez évoque aussi la question épistémico-politique du statut du savoir expert en démocratie, où la tension entre voix populaire et expertise est toujours présente, que ce soit au niveau

politique, en entreprise, ou dans toute autre institution sociale. La réponse pragmatiste à ce défi me paraît claire : c'est celle de l'expérimentalisme démocratique (par exemple Sabel & Simon, 2017). Il s'agit notamment de tabler sur la connaissance et l'implication de ceux qui sont concernés par un enjeu, tout en mobilisant les experts dans le processus d'enquête. D'un point de vue méthodologique, le cas des jurys citoyens ou des processus participatifs est un bon exemple : il montre comment mettre en place des parcours complexes de facilitation sans que des solutions *a priori* puissent être proposées.

Les asymétries dans la connaissance existent et ne peuvent pas être niées ou refoulées, pas en tout cas dans une perspective pragmatiste. Faute de cela, on tomberait immédiatement dans une forme régressive et dangereuse de populisme. La question est plutôt celle des formes et des modalités de l'inclusion. Dewey a insisté à maintes reprises sur le fait que les citoyens ordinaires, les employés, les consommateurs sont ceux qui connaissent le mieux les problèmes à traiter, car ce sont eux qui en subissent les conséquences. Toute la méthodologie pragmatiste de l'enquête vise à mettre en place des dispositifs décisionnels capables de prendre en charge le parcours de la réflexivité qui va de la perception confuse d'un problème à son articulation conceptuelle, à la recherche de solution, à l'évaluation de leurs mérites et coûts comparatifs, à la prise de décision, et à sa mise en place. Il ne s'agit pas donc de délibérer à partir d'une formulation du problème faite par d'autres, mais justement de mettre en place un processus qui soit inclusif dès le début.

Hervé Dumez semble penser que la démarche pragmatiste remplace les institutions de la démocratie par les pratiques démocratiques. Ce point est inexact. La question n'est jamais celle du remplacement, mais plutôt celle de l'intégration, de l'approfondissement et de l'enrichissement. Pratiques et institutions se renforcent les unes les autres. C'est une faute de penser que pour démocratiser une société ou une organisation il suffirait de la doter d'institutions démocratiques (qu'il s'agisse du suffrage universel, du droit de vote, de la division

des pouvoirs ou de quelque autre formule). Dewey le remarquait en 1939 à propos de l'Allemagne nazie : l'effondrement totalitaire n'était pas dû au fait d'une insuffisance institutionnelle à laquelle on aurait pu remédier par la réforme des institutions politiques, mais d'abord au manque d'une véritable culture démocratique, ce qu'il appelait la « démocratie comme mode de vie ». Mon livre consiste précisément à articuler en termes à la fois sociologiques (théorie de la société) et normatifs (théorie de la démocratie) plus précis cette intuition que la démocratie est toujours en excès par rapport aux seules institutions politiques.

RÉPONSE À EVA DEBRAY

Eva Debray ouvre son commentaire en se demandant si ma démarche d'élargissement du concept de démocratie n'irait pas trop loin, jusqu'à faire perdre de vue sa signification politique la plus élémentaire. Il s'agit d'une question très pertinente, et la question du rapport entre conception sociale et conception politique demeure en effet cruciale et délicate. Comme le rappelle par exemple Pierre Rosanvallon (1993), après la Révolution française, le concept de démocratie sociale a pu être mobilisé par les monarchistes pour limiter les concessions politiques : si nous avons déjà la démocratie sociale, à quoi bon lui rajouter la démocratie politique ? Ma démarche est différente : elle consiste à élargir pour renforcer, car comme je l'évoquais dans mes réponses à Hervé Dumez, les institutions politiques n'existent pas dans un vide social et culturel, mais elles sont encastées dans un système de pratiques, de valeurs et de croyances qui leur donnent leur sens et qui orientent les interprétations des événements et des actions. Dans un monde où l'inégalité sociale et le manque de liberté sont des faits établis, la démocratie ne pourra jamais évoluer au-delà d'un système simplifié pour la sélection des élites. Au contraire, dans une société fondée sur l'idée que les individus sont libres et égaux, le mouvement d'expansion de l'idée démocratique ne pourra pas rester confiné au seul domaine de l'autorité politique. Cela est, me semble-t-il, l'enseignement le plus important que nous

pouvons tirer des mouvements sociaux des années 1960 et 1970. Ces mouvements ont tiré avec force les conséquences sociales du principe démocratique, en affirmant que les inégalités fondées sur l'âge, le genre, la race ou la religion étaient tout à fait incompatibles avec l'idée démocratique, et cela non pas seulement au niveau des droits politiques et civils, mais plus en profondeur dans les manières d'organiser la vie sociale. Le mouvement étudiant a revendiqué avec force l'idée que les étudiants étaient porteurs d'une connaissance qu'il était temps de reconnaître ; le mouvement féministe a revendiqué la nécessité de porter le principe d'égalité de la sphère politique à la sphère de la vie privée, sur les lieux de travail, à l'école et dans la famille. Nous avons là la réalisation plus claire et explicite du fait que les conceptions sociale et politique de la démocratie se tiennent ensemble. Ainsi, des modèles autoritaires d'entreprise, de famille ou d'école au sein d'un État démocratique engendrent un conflit normatif que les individus sont amenés, tôt ou tard, à percevoir comme tel.

Dans le même sillon, Eva Debray se demande comment articuler ensemble égalité sociale et égalité économique, et s'interroge sur la place que cette dernière occupe dans mon concept de parité relationnelle. Si dans cet ouvrage je m'occupe peu de l'inégalité économique, ce n'est pas parce que j'en dénie l'importance, mais parce qu'il me semble que la théorie politique, surtout celle proche de la théorie critique, est restée prisonnière d'un réductionnisme économique qui tend à sous-estimer l'importance d'autres dimensions du projet démocratique. Comme je l'explique dans un article consacré aux transformations de la social-démocratie (Frega, 2021), la priorité accordée à la perspective économique nous fait perdre de vue les dimensions expérientielles qui sont essentielles pour les orientations de vote des « classes populaires », dont la vie ne s'organise et ne s'oriente pas seulement en raison du revenu matériel ou de la mobilité sociale, mais aussi de nouvelles façons de bâtir leur identité. On aurait autrement du mal à s'expliquer la défaite cuisante de Bernie Sanders et de Jeremy Corbyn, tout comme la montée d'Emmanuel Macron et du Rassemblement national en France ou, pour de tout

autres raisons, des Verts en Allemagne. La gauche a une vision des « classes populaires », de leurs inquiétudes et de leurs aspirations, qui est souvent à côté de la plaque. Mon propos avec ce livre est aussi d'essayer d'ouvrir vers des thématiques et des perspectives qui sont très largement ignorées dans les débats théoriques d'aujourd'hui.

Le dernier point évoqué par Eva Debray concerne la place des habitudes dans la théorie démocratique, notamment lorsque l'on se réclame de l'héritage pragmatiste. Il me semble que le statut des habitudes prend son sens dans le cadre d'une ontologie sociale, de la démocratie notamment, qui voit dans les habitudes, mais aussi dans les modèles d'interaction et dans les formes d'organisation, des stabilisateurs des interactions sociales. La question est celle de la double signification de tout système d'inertie. D'un côté, il s'agit de donner à la vie sociale cette stabilité qui lui est indispensable ; de l'autre, il s'agit de mettre en place des mécanismes de réforme et d'ajustement pour éviter l'obsolescence de ces stabilisateurs. Ce qu'Eva Debray appelle la « désolidarisation entre habitude et pression sociale » renvoie à mon sens à la nécessité d'articuler cette double exigence qui crée une tension inévitable. Plus que de désolidarisation, on devrait parler d'une tension inéliminable, car cette inertie est à la fois la force et la limite de tout processus d'institutionnalisation. Les pragmatistes, Dewey (1922) notamment, décrivaient cette dynamique en la rapportant à un modèle pulsionnel qui serait sans doute à réviser, et Eva a tout à fait raison de dire que les émotions devraient jouer un rôle central dans cette mise à jour. La question serait alors de savoir jusqu'à quel point les émotions peuvent jouer ce rôle de déclencheur de processus de rupture de ces stabilisateurs, rôle que Dewey assignait plutôt à l'impulsion en tant que source individuelle de production du nouveau.

RÉPONSE À MANUEL CERVERA-MARZAL

Manuel Cervera-Marzal met l'accent sur l'enjeu central de mon projet, à savoir le fait que la défiance envers la démocratie ne cesse de s'étendre. Et cela non seulement parmi les citoyens, mais aussi,

comme il le rappelle, parmi nos collègues universitaires. Nous en sommes presque revenus à la méfiance qui dominait les intellectuels entre-deux-guerres, et la sympathie avec laquelle une partie remarquable des élites intellectuelles a salué le populisme n'en est qu'une sombre confirmation (Frega, 2020c). Perçue comme une pratique abstraite et intermittente, la démocratie électorale n'est pas à elle seule en mesure de donner aux citoyens un sens vécu de la valeur de la démocratie, surtout dans un monde dans lequel les libertés fondamentales ne sont plus en danger. Les intellectuels tout autant que les citoyens semblent pourtant oublier que ce que nous appelons démocratie ne renvoie pas seulement aux pratiques de sélection des élites, mais également à la possibilité de faire l'expérience ordinaire de son propre statut d'être libre et égal dans toute interaction sociale. Sur ce point, le projet démocratique est loin d'être achevé, comme en témoigne l'organisation des bureaucraties, des entreprises, des écoles et des universités, ainsi que de la plupart des corps intermédiaires. C'est là, il me semble, qu'une injection de démocratie sociale permettrait à tout un chacun de faire l'expérience directe de ce que signifie vivre dans une société démocratique. Les exemples que l'on pourrait donner sont sans fin. Au sein de l'Université, on pourrait multiplier les pratiques d'apprentissage coopératif en petit groupe sur le modèle du séminaire ou du Kolloquium allemand. On pourrait remplacer le système actuel de nomination des présidents d'université par un système d'élection, comme c'est le cas en Italie, où le président d'université est élu collégialement par les professeurs des différents rangs (dans certaines universités, le corps électoral inclut même les employés de l'administration). On pourrait également donner plus de voix aux étudiants sur la qualité et l'offre de formation. À l'échelle de l'entreprise, on pourrait promouvoir des chartes démocratiques sur le modèle des systèmes de certification qualité, rendre obligatoire la consultation des parties prenantes (*stakeholders*) au-delà d'un certain seuil (quantité d'employés ou d'investissements, chiffre d'affaires), et prévoir des solutions pour favoriser la création de sociétés coopératives. Au niveau de la politique territoriale, il serait possible de multiplier les pratiques consultatives, réformer la bureaucratie de manière à rendre

obligatoire la consultation citoyenne dans la mise en place de certains services, décentrer davantage les pouvoirs de l'État. Ce qui est essentiel dans tout projet de ce type, c'est le fait de transformer la qualité des interactions qui composent notre vie quotidienne, et de prendre au sérieux cette idée de coopération entre individus libres et égaux. Une des idées centrales de la tradition politique libérale inspirée par John Stuart Mill est que cela déclencherait un effet de débordement (*spillover effect*), renforçant ainsi les bases sociales et culturelles de la démocratie politique. Cette affirmation doit à mon sens être précisée car elle contient différents éléments normatifs.

Dans sa formulation originale, elle implique que la confiance dans la démocratie politique est renforcée lorsque nous faisons l'expérience de ce même principe dans d'autres domaines de vie. Ce fait permettrait de contrer les déficits démocratiques grâce au fait de donner un sens plus concret et vécu à ce que démocratie veut dire. C'est de cette manière, par exemple, que je comprends le propos de Carole Pateman (1970) sur la démocratie en entreprise. Dans un second sens, l'effet majeur d'une extension des pratiques démocratiques serait d'éliminer le conflit entre principes normatifs opposés dont nous faisons l'expérience, lorsque nous sommes soumis à l'autorité despotique d'un chef au travail, tandis qu'en tant que citoyens nous faisons l'expérience de l'autonomie. Cette cohérence violée nuit à la légitimité de la démocratie en tant que principe politique, car elle met les individus face à un conflit insupportable entre deux modèles de légitimation de l'autorité (Eckstein & Gurr, 1975). Mais la question de la démocratisation des autres sphères de la vie sociale s'impose aussi par la force conceptuelle propre de la démocratie : l'idée de démocratie, tout comme celles de justice ou de non-domination, décrit une norme dont l'application ne peut ni ne doit pas être limitée au préalable à un domaine spécifique de la vie sociale.

Manuel Cervera-Marzal estime que la démocratie représentative serait un dispositif « antidémocratique et aristocratique » et qu'il faudrait la remplacer par des formules de démocratie directe. Sur ce

point nous sommes en désaccord, et Manuel a bien raison de dire que, d'après moi, les élections sont une composante nécessaire, même si non suffisante de la démocratie. Plus spécifiquement, je pense que la démocratie directe fonctionne bien dans certaines circonstances, mais pas dans d'autres. J'aurais à ce sujet une position tout à fait contextualiste, car la prise de décision collective est un moyen pour une fin, qui est l'action en commun en vue de la résolution d'un problème. Il me semble que l'ossature institutionnelle de la démocratie moderne ne puisse pas se passer du dispositif représentatif, et cela pour des raisons que Nadia Urbinati (2006) a, entre autres, formulé de manière claire et, à mon avis, définitive. À ce propos, il me semble que l'élargissement du concept de démocratie représentative, accompli par les théories de la démocratie délibérative, de la sphère publique et de la société civile, nous permet d'enrichir le sens de cette pratique en faisant du moment des élections tout simplement le point final de pratiques d'action, de discussion et de décision bien plus riches et complexes.

Le rejet du modèle représentatif tel qu'on a pu le voir dans certains mouvements évoqués par Manuel ne me semble pas pouvoir aller beaucoup plus loin que cette forme de témoignage existentiel, propre au commencement d'une action collective qui demandera peu après des formes structurées d'organisation et de médiation. C'est peut-être la différence majeure entre Occupy Wall Street et Indignados que le second a su (et voulu) se donner une forme organisée sous la forme « parti », alors que le premier s'est renfermé dans une forme presque « pure » de témoignage de protestation. Que serait-il resté de cette expérience si Podemos n'était pas né du sein des Indignados pour tirer les conséquences politiques du mouvement ? Et comment aurait-il pu le faire autrement que par le jeu de la représentation et des élections ?

La dernière question soulevée par Manuel Cervera-Marzal concerne la place du conflit. Je souscris, comme lui, à l'idée que le conflit est un élément essentiel de la démocratie, et c'est bien ainsi que la tradition pragmatiste l'a compris. S'il y a une différence, sur ce

point, elle concerne la place et la signification qu'on lui accorde. Toute une tradition de théorie politique, dont la dernière version sont les théories agonistiques de la démocratie (Mouffe, 2014), a tendance à glorifier *le conflit pour le conflit*, à en faire l'essence de la démocratie et son moment de vérité. Il en va de même pour les théories événementielles ou insurrectionnelles de la démocratie, qui voient la vérité de cette dernière dans ces moments uniques où le Peuple (toujours avec un grand P) se soulève, rompt ses chaînes, et fait l'expérience souveraine de la liberté.

Personnellement, je trouve ces théories un peu trop romantiques, et teintées par une nostalgie excessive pour le modèle et le moment de la révolution. Les humains recherchent la stabilité et la prévisibilité, non pas la mobilisation permanente. Je trouve que sur ce point la tradition libérale – c'est aussi un enseignement du pragmatisme – nous donne une vision plus réaliste de la vie en société que les traditions politiques dont Manuel se revendique, et que les conceptions radicales de la démocratie trahissent parfois, paradoxalement, un élitisme intellectuel sur lequel il faudrait réfléchir davantage.

Le pragmatisme cherche à articuler cette vision d'une démocratie de l'ordinaire. Il estime que le conflit est coûteux, qu'il produit de la souffrance, mais qu'il est parfois inévitable, car capable d'ouvrir sur du neuf et de briser une situation sociale de souffrance et d'injustice. La démocratie est le régime politique le plus tolérant vis-à-vis du conflit, et c'est sa force, car le conflit n'y est pas simplement conçu comme un rapport de force ou de domination, mais il y est pris comme source de créativité. Cela est, me semble-t-il, un fait incontestable. La question du conflit, alors, me paraît être celle des conditions auxquelles son exercice devient créatif et non pas destructeur. Il en va du conflit, me semble-t-il, comme de la critique : l'un et l'autre ont atteint dans la culture politique actuelle un statut de fétiche. Il en faut toujours plus, sans que la question de leurs conséquences ne soit jamais posée. C'est là une culture de la négativité qui me paraît opposée à la culture du « méliorisme » qui caractérise la tradition pragmatiste.

Pour cette tradition, la négativité, si on veut qualifier ainsi le conflit et la critique, n'est qu'un moyen. Ce sur quoi il faudrait toujours porter son attention, toujours revenir, ce sont les résultats visés – et évaluer dans quelle mesure une action engendre des conséquences qui nous rapprochent de ces résultats visés (Dewey, 1927/2010).

Cela nous fait peut-être revenir à la question initiale de la méfiance envers la démocratie : si dans un passé bien plus autoritaire, la critique de la critique et la suppression du conflit constituaient des menaces réelles à la démocratie – et c'est toujours le cas dans un certain nombre de pays –, ne serions-nous pas entrés en Europe dans une phase dans laquelle l'un des pires ennemis de la démocratie serait devenu sa radicalisation, ou plutôt *le discours de sa radicalisation* ? Je veux dire par là qu'une attitude *a priori* agonistique, conflictuelle, destructrice devient incapable de voir le potentiel d'émancipation présent dans des pratiques et institutions qui ne sont pas certes idéales, mais qui promeuvent néanmoins un certain degré d'égalité, justice, liberté. La critique pour la critique ne nous aide pas à penser ces processus transitionnels de réforme qui permettraient de rendre le monde meilleur. Sans ce rapport constructif à la réforme (ce que les pragmatistes appelaient la reconstruction), la critique tourne à vide. De l'autre côté, la réforme sans critique se réduit à de l'ingénierie sociale sans véritable pouvoir d'émancipation. Nous nous trouvons dès lors face au paradoxe d'une critique autoréférentielle incapable de tout pouvoir de proposition, et de l'autre côté d'un discours technocratique et managérial qui confond l'émancipation avec la parole des experts.

C'est ce qui se passe aujourd'hui dans les études politiques, où nous nous trouvons aujourd'hui, surtout en France, dans une situation paroxystique où les sciences politiques se cantonnent soit à une description de la réalité dépourvue de toute ambition normative, soit à un discours technocratique qui soude élites intellectuelles et politiques, et où la philosophie politique, quand elle n'est pas embarquée dans des formes de dénégation ou de sarcasme, est pour une bonne part prise dans une dynamique de radicalisation incapable, par

manque de réalisme, de concevoir des propos de réforme faisables. C'est un état de choses déplorable, dont, je pense, l'hyper-radicalisation du discours critique porte une large partie des responsabilités, car il devient sourd à tout propos de réforme qui ne soit pas radical et absolu.

Le pragmatisme adopte une attitude profondément différente qui vise à dépasser ce clivage entre radicalisme et conservatisme à la recherche d'alternatives qui soient à la fois désirables et faisables. Le problème est de redonner aux citoyens le pouvoir d'agir en disposant des ressources, des outils, des lois et des institutions appropriés pour le faire ; et ce n'est pas, en passant, une simple affaire discursive, mais bel et bien pratique. Comme je le disais à la fin de mon livre, l'enjeu est de « (a) favoriser les processus de formation des publics ; (b) encourager les processus d'enquête collective ; (c) prendre en compte les besoins du public ; (d) contribuer à la résolution de problèmes partagés ; (e) munir les publics de nouvelles instrumentalités et leur ouvrir de nouvelles possibilités d'action collective » (2019 : 253). Actuellement, je poursuis un programme international d'enquête sur la démocratie industrielle en ce qu'elle peut changer drastiquement les conditions de vie des travailleurs (qui sont aussi des citoyens, des consommateurs, des électeurs, etc.). C'est cette attention aux formes de vie ordinaire et cette foi dans les chances de les améliorer qui constitue le trait distinctif du projet pragmatiste de démocratie, dans le panorama contemporain de la philosophie politique.

BIBLIOGRAPHIE

- ABENSOUR Miguel (1997), *La Démocratie contre l'État*, Paris, Félin.
- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan.
- ALLAIS Maurice (1999), *La Crise mondiale d'aujourd'hui : pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires*, Paris, C. Juglar.
- BIDET Alexandra & Carole GAYET-VIAUD (2020), « Remettre la démocratie sur ses pieds : une ethnographie de la citoyenneté comme vie commune », *Pragmata*, 3, p.250-266. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-6-symposium.pdf>).
- BLONDIAUX Loïc (2008), *Le Nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil.
- BRONNER Gérard (2013), *La Démocratie des crédules*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2020), *Alertes et lanceurs d'alerte*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Didier TORNÉ (1999/2013), *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- DEWEY John (1888), « The Ethics of Democracy », *Michigan Philosophical Papers* (EW.1.227-249).
- DEWEY John (1916), *Democracy and Education*, New York, The Macmillan Company.
- DEWEY John (1920/2014), *Reconstruction en philosophie*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct*, New York, Henry Holt and Company.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1929), *The Quest for Certainty : A Study of the Relation of Knowledge and Action*, New York, Minton, Balch.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1937/2015), « La démocratie est radicale », in Roberto Frega (dir.), *Le Pragmatisme comme philosophie sociale et politique*, Lormont, Le Bord de l'Eau.
- DEWEY John (1939/1977), « Creative Democracy : The Task Before Us », *Later Works (1925-1953)*, vol. 14, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press, (LW.14.224-231).
- DEWEY John & James Hayden TUFTS (1908/1932), *Ethics*, New York, Henry Holt and Company.
- DUMEZ Hervé (2020), « De l'avenir de la démocratie considéré sous l'angle du pragmatisme. À propos de *Le Projet démocratique* de Roberto Frega », *Le Libellio d'Aegis*, vol. 16, – série spéciale Coronam semaine 3, p.15-28.
- ECKSTEIN Harry & Ted GURR (1975), *Patterns of Authority : A Structural Basis for Political Inquiry*, New York, Wiley.

- FOLLETT Mary Parker (1918/1998), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co (NS) (nouvelle édition, Philadelphie, Pennsylvania University Press).
- FOLLETT Mary Parker (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOLLETT Mary Parker (1941/2013), *Dynamic Administration. The Collected Papers of Mary Parker Follett*, ed. by Henry C. Metcalf & Lyndall F. Urwick, New York et Londres, Harper & Brothers Publishers [réédition Mansfield Centre, CT, Martino Publishing].
- FOLLETT Mary P. (1942), *Dynamic Administration : The Collected Papers of Mary Parker Follett*, ed. by H. C. Metcalf & Lyndall F. Urwick, New York, Harper & Brothers Publishers.
- FREGA Roberto (2006), *John Dewey et la philosophie comme épistémologie de la pratique*, Paris, L'Harmattan.
- FREGA Roberto (2012), *Practice, Judgment, and the Challenge of Moral and Political Disagreement : A Pragmatist Account*, Lanham, Lexington.
- FREGA Roberto (2013), *Les Sources sociales de la normativité*, Paris, Vrin.
- FREGA Roberto (2014), « The Normative Creature: Toward a Practice-Based Account of Normativity », *Social Theory and Practice*, 40 (1), p. 1-27.
- FREGA Roberto (2017), « Pragmatizing Critical Theory's Province », *Dewey Studies*, 1 (2), p. 4-47.
- FREGA Roberto (2019), « Democratic Patterns of Interaction as a Norm for the Workplace », *Journal of Social Philosophy*, 51 (1), p. 27-53.
- FREGA Roberto (2020a), « Against Analogy : Why Analogical Arguments in Support of Workplace Democracy Must Fail », *Democratic Theory*, 7 (1), p. 1-26.
- FREGA Roberto (2020b), « Employee Involvement and Workplace Democracy », *Business Ethics Quarterly*, 2020 (online first).
- FREGA Roberto (2020c), « Il populismo come l'altro della social-democrazia », in Antonio Masala (dir.), *L'Età dei populismi*, Rome, Carocci, p. 227-254.
- FREGA Roberto (2020d), *Le Projet démocratique*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- FREGA Roberto (2021), « The Fourth Stage of Social Democracy », *Theory and Society*, 50 (3), p. 489-513.
- FREGA Roberto (2022), « Firms as Coalitions of Democratic Cultures: Towards an Organizational Theory of Workplace Democracy », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, à paraître.
- FREGA Roberto & Lisa HERZOG (dir.) (2020), « Workplace Democracy », *Review of Social Economy*, 78 (3).
- FREGA Roberto, HERZOG Lisa & Christopher NEUHÄUSER (2019), « Workplace Democracy – The Recent Debate », *Philosophy Compass*.
- GAUDIN Olivier (2021), « Apprendre à apprendre : vers une pédagogie de la créativité ? John Dewey, le Bauhaus et le Black Mountain College », *Pragmata*, 4, p. 104-154. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/3-pragmata-4-gaudin.pdf>).

- GETZ Isaac & Brian CARNEY (2012), *Liberté & Cie : Quand la liberté des salariés fait le bonheur des entreprises*, Paris, Fayard.
- GIREL Mathias (2017), *Science et territoires de l'ignorance*, Versailles, Éditions Quae.
- GOFFMAN Erving (1963/2013), *Comment se conduire dans les lieux publics ?*, Paris, Economica.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- HALL Stuart (2017), *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, Paris, Éditions Amsterdam.
- JOUBERT Joseph (1954), *Pensées*, Paris, Le Club français du Livre.
- LEFORT Claude (1978), *Les Formes de l'histoire*, Paris, Gallimard.
- LEFORT Claude (1979), *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard.
- LEFORT Claude (1981), *L'Invention démocratique*, Paris, Fayard.
- LEFORT Claude (1986), *Essais sur le politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Seuil.
- LIPPMANN Walter (1922), *Public Opinion*, New York, Harcourt, Brace, and Company.
- MAZUR Eric (1997), *Peer Instruction : A User's Manual*, Upper Saddle River, NJ, Prentice Hall.
- MEAD George Herbert (1934/2015), *Mind, Self, Society*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MEAD George Herbert (1936), *Movements of Thought in the Nineteenth Century*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MOUFFE Chantal (2014), *Agonistique : Penser politiquement le monde*, Paris, ENSBA.
- OKIN MOLLER Susan (1989/2008), *Justice, genre et famille*, Paris, Flammarion.
- PAPPAS Gregory F. (2020), « La démocratie comme communauté morale idéale », *Pragmata*, 3, p. 16-87. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-2-pappas.pdf>).
- PATEMAN Carole (1970), *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PEIRCE Charles Sanders (1958), *Collected Papers of Charles Sanders Peirce. Vol. 7: Science and Philosophy*, Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press.
- PUTNAM Hilary (2004), *Fait/Valeur : la fin d'un dogme, et autres essais*, Paris/Tel Aviv, Éditions de l'Éclat.
- RANCIÈRE Jacques (2005), *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
- RAWLS John (1993/1995), *Libéralisme politique*, Paris, Presses universitaires de France.
- ROBERTSON Brian (2016), *La Révolution Holacracy*, Paris, Alisio.
- ROSANVALLON Pierre (1993), « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne », in Pierre Rosanvallon, Pierre Manent & Marcel Gauchet (dir.), *Situations de la démocratie*, Paris, Gallimard, p.11-29.

- SABEL Charles F. & William H. SIMON (2017), « Democratic Experimentalism », in Justin Desautels-Stein & Christopher Tomlins (dir.), *Searching for Contemporary Legal Thought*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, p. 477-498.
- SHUSTERMAN Richard (1992), *L'Art à l'état vif: la pensée pragmatiste et l'esthétique populaire*, Paris, Minuit.
- TAYLOR Charles (1993), « Explanation and Practical Reason », in Martha Nussbaum & Amartya Sen (dir.), *The Quality of Life*, Oxford, Oxford University Press, p. 208-231.
- URBINATI Nadia (2006), *Representative Democracy: Principles and Genealogy*, Chicago, University of Chicago Press.
- WALLAS Graham (1916), *The Great Society*, New York, Macmillan.
- WRIGHT Erik Olin (2010/2017), *Utopies réelles*, Paris, La Découverte.

NOTES

1 Ce symposium a été coordonné et édité par Alvin Panjeta et Daniel Cefaï.

2 Pourquoi, du reste, Dewey insisterait-il sur ces modalités de formation des premières habitudes pour ensuite considérer que la transformation des habitudes obéirait à une autre logique ?

3 George H. Mead (1936 : 377) articule les habitudes sociales à un ensemble d'attitudes du groupe, attitudes qui exercent un contrôle social sur l'individu, dans la mesure où ce dernier adopte ces attitudes vis-à-vis de son propre comportement.

**PRIX GÉRARD
DELEDALLE
2020**

« EXPÉRIENCER » LA MÉMOIRE : LE PRAGMATISME EN HÉRITAGE

ENQUÊTE AU RIZE
DE VILLEURBANNE

BENJAMIN TREMBLAY

Exigence descriptive, extension des domaines d'objets, déplacement de la critique, attention portée à la continuité épistémologique entre enquêteurs professionnels et « profanes » : le « style pragmatique » a des implications considérables sur la conduite d'une investigation sociologique. Mais comment l'acquérir ? À partir d'un réexamen des déplacements analytiques opérés au cours d'une thèse consacrée à « la mémoire » et à ses modes de traitement par une « institution » culturelle (le Rize de Villeurbanne), cet article propose d'envisager le devenir-pragmatiste comme legs du terrain. En retraçant une série d'événements empiriques et d'opérations effectuées à tâtons durant l'enquête (en particulier au cours de l'écriture du manuscrit), il s'agit de revenir sur le processus par lequel les ressources du pragmatisme universitaire sont devenues pertinentes non seulement pour expliciter le déroulé effectif du travail sociologique, mais aussi pour saisir, à nouveaux frais, un thème amplement labouré par les approches formelles : le « travail de mémoire ».

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ETHNOGRAPHIE ; ETHNOMÉTHODOLOGIE ; MÉMOIRE PUBLIQUE ; THÉORIE DE L'ENQUÊTE ; VILLEURBANNE.

* Benjamin Tremblay est docteur en sociologie (Université Lumière-Lyon2), membre de l'équipe Politiques de la connaissance (POCO) du Centre Max Weber (CMW) et actuellement ATER à l'Université Aix-Marseille [benjamintremblay69@gmail.com].

*« Il faut que la pensée de science – pensée de survol,
pensée de l'objet en général – se replace dans un "il y a"
préalable, dans le site, sur le sol du monde sensible et du
monde ouvert tels qu'ils sont dans notre vie. »*

(Merleau-Ponty, 1964/2014 : 9)

« Nous devons commencer par les actes qui sont accomplis, non par les causes hypothétiques de ces actes, et considérer leurs conséquences. » (Dewey, 1927/2010 : 91). Ce principe récurrent du *Public et ses problèmes* constitue, pour peu qu'il soit suivi au pied de la lettre, une entrée commode pour présenter le geste auquel le présent texte voudrait s'essayer¹. Ce dernier n'est-il pas, en effet, la conséquence la plus immédiatement observable d'actes accomplis antérieurement et subsumés sous l'expression : « faire une thèse » ? Mais alors, en quoi ces actes recèlent-ils une teneur pragmatiste telle qu'il soit justifié d'en rendre compte ici même ? C'est le caractère improbable de cette qualité de « pragmatiste » qui a tout l'air de m'être désormais accordée que je souhaiterais mettre au travail ici, en relançant pour ainsi dire une enquête sur l'enquête à partir de la question suivante : de quoi le pragmatisme est-il la conséquence ?

Car voici, en quelques mots, l'affaire : de 2011 à 2016², j'avais mené une enquête ethnographique au Rize – ou « Centre mémoires et société » – de Villeurbanne, une « institution » municipale inaugurée en 2008 et dont le mot d'ordre avait de quoi interpellier un chercheur : « avec nos mémoires, faire société. » Ensuite, en 2017, il s'était agi d'écrire sur la base des matériaux que j'avais agglomérés, avec, pour tout horizon, celui du « ça peut toujours servir » (Lévi-Strauss, 1962 : 31). Leur abondance et leur disparité m'avaient alors plongé dans un désarroi d'autant plus grand que les théories disponibles en matière de mémoire s'avéraient inopérantes pour les appréhender, que j'ignorais à peu près tout du pragmatisme universitaire et que, pour couronner le tout, le programme de recherche dans le sillage duquel j'étais néanmoins invité à m'inscrire stipulait qu'« une approche pragmatiste de la mémoire ne peut se prévaloir d'une tradition d'études dans ce

domaine ni même d'un équipement conceptuel déjà élaboré et prêt à l'emploi [...] en sorte qu'il appartient à ceux qui empruntent cette voie de devoir reconstruire une armature théorique *ad hoc* » (Peroni & Belkis, 2015). Et si c'est bien une *Pragmatique de la mémoire* que j'allais présenter (Tremblay, 2020), cela n'avait été toutefois qu'au terme de sa rédaction qu'il avait été possible de l'introduire et de la nommer comme telle. C'est dire si « la revendication d'un lien avec le pragmatisme » (Cefaï & Huebner, 2019 : 460) a été tardive. D'où cette question : comment devient-on, finalement et presque malgré soi, un « pragmatiste » ?

Ma proposition vise à retracer ce devenir en dépliant le faisceau des « actes accomplis » durant l'enquête, et en procédant à un examen de leurs conséquences successives en termes de spécification de l'analyse sociologique. Chaque inflexion théorique sera ainsi comprise comme corrélative d'événements empiriques et d'opérations effectuées durant la rédaction, le tout devant conduire à une conception du pragmatisme comme legs du terrain plutôt que comme référentiel intellectuel susceptible d'être convoqué *a priori* et en toutes circonstances. Cet argument, puisqu'il est conséquent de l'enquête publique sur la mémoire menée de longue date à Villeurbanne, supposera pour être étayé de revenir sur les ressorts de celle-ci, et sur la façon dont elle m'a conduit à ajuster mes méthodes, mes analyses et mes narrations à celles qui étaient à l'œuvre sur le terrain. Pour ce faire, je proposerai une série de sept *Déplacements*³ qui correspondent, dans les grandes lignes, à ceux opérés au fil d'une thèse, dont le découpage séquentiel⁴ visait à sauvegarder dans le texte la dynamique endogène des activités locales, mais qui devenait aussi, en même temps qu'elle s'écrivait et à mesure que les activités en question étaient (ré)examinées, un moyen de « s'inspirer du pragmatisme » (*ibid.*) des acteurs eux-mêmes. En ce sens, c'est quelque chose comme une « propriété » de l'enquête sociologique et de l'« être pragmatiste » que je vais tâcher de documenter : dire que « la question “qui est pragmatiste ?” ne trouve de réponse que dans le processus social en train de se faire » (Huebner, 2019 : 17), c'est s'engager à saisir le pragmatisme

comme une émergence qui, dans mon cas, doit davantage aux investigations activées autour du Rize qu'à la lecture des grands auteurs.

Puisque cet article porte sur le devenir-pragmatiste, le « pragmatisme » au sens de « courant de pensée universitaire » n'apparaîtra que progressivement dans les pages qui suivent, selon des modalités expérimentales ; de même, les discussions théoriques qui vont s'ouvrir et qui touchent à une « sociologie de la mémoire » n'ont pas vocation à être achevées. Enfin, la teneur exacte du Rize ne s'élucidera que peu à peu et partiellement : il restera ici, dans une certaine mesure et comme dans la thèse, insaisissable comme « totalité » pour le lecteur. Cette absence de contextes généraux, de présentations génériques, et cette incomplétude essentielle seront thématisées pour elles-mêmes, mon objectif étant moins de synthétiser des « résultats » que de décrire quelque chose comme un échec-veau de solutions partielles, comme un mouvement délicat qui correspond à ce que j'entends comme étant une enquête pragmatiste en sciences sociales. Et pour y plonger, la meilleure chose à faire est probablement de commencer par le moment critique de la page blanche.

DÉPLACEMENT 1: DES CONTEXTES RASSURANTS AUX PHÉNOMÈNES PERDUS

Cette page vide qui se tient là, devant nous, donne à l'entame de l'écriture une coloration dramatique dans la mesure où elle détonne avec l'abondance textuelle qui forme notre environnement familier. Ces bibliothèques débordantes, ces cartons lourds d'articles savants, ces disques durs regorgeant de matériaux, ces bribes de réflexions ébauchées sur des feuilles volantes, il nous revient désormais d'en faire quelque chose. Mais quoi ? *Quoi faire de cette enquête*, de tout ce fatras ? Telle était la question que je me posais en janvier 2017, après des années passées au sein du Rize de Villeurbanne à faire « provision de souvenirs pour les jours à venir, pour le temps voué aux souvenirs » (Ricoeur, 2000 : 46) qu'est celui de la rédaction.

Chaque jour sur place avait, en effet, permis de provisionner la « mémoire » de mon enquête. J'avais suivi les réunions des équipes⁵, la conception des « temps forts⁶ » et les investigations – ethnographiques, historiques, sémiologiques – constitutives du « faire-exposition » (Tremblay, 2022) ; j'avais passé des jours entiers dans les bureaux des Riziens à observer leur travail routinier tout en partageant avec eux cafés, repas, fêtes et autres confidences au détour des couloirs ; je m'étais également rendu aux événements organisés par ou avec le Rize, et avais pérégriné dans Villeurbanne aux côtés de passionnés de mémoire qui m'avaient ensuite invité dans leurs salons. J'avais donc sous la main, au sortir du terrain, des tas de transcriptions d'entretiens et de situations publiques ; des carnets retraçant ma résidence sur site et mes excursions dans la ville ; des téraoctets de documents internes ; mais aussi des centaines d'heures d'enregistrements réalisés à la volée afin de pouvoir, au besoin, retrouver les « termes, types et typologies des membres » (Emerson, Fretz & Schaw, 2010 : 144). Il n'allait cependant pas de soi que cet empilement tous azimuts relève d'une « minutie extrême dans la collecte » (Cefaï, 2003 : 523), puisque j'avais enquêté, semblait-il, sans protocole, me laissant porter par les indications données par les gens. Tout au moins le précepte consistant à « ne pas trop se hâter de généraliser » (*ibid.*) avait-il été respecté, et pour cause, puisque les deux entités que j'envisageais de clarifier me semblaient encore plus obscures au terme de l'investigation qu'elles ne l'étaient au départ : d'un côté, je n'avais pas trouvé « la mémoire » ; de l'autre, je ne voyais pas comment totaliser « le Rize ». Par où entamer alors le compte rendu ? Que faire de cette sensation d'avoir été éconduit par sa propre enquête ?

Commençons par revenir sur cette déroute pour lui donner un traitement sociologique adéquat. Quoiqu'il puisse être vécu subjectivement sur le mode de l'angoisse, le sentiment d'être perdu, d'être ou d'avoir été défaillant, procède en effet d'un parti-pris épistémologique qui consiste à placer le chercheur en seul comptable de l'enquête (il la « mène », la « dirige »). Cette prévalence de la forme active a deux conséquences majeures : la déroute, si elle advient, est un

problème auquel il faut remédier coûte que coûte ; ensuite, le caractère « imparfait » de l'investigation devra être mis sur le compte de « biais » qu'il s'agira de prendre en charge *via* force socioanalyses et autocritiques, alimentant ainsi la boucle infinie de ce que l'on nomme « réflexivité ». Autrement dit, le chercheur mal en point doit redoubler d'héroïsme en réalisant une série de prouesses épistémiques qui doivent lui permettre de trouver un ordre sous l'apparence confuse de ses matériaux et sous les doutes qui l'assaillent : un ordre *malgré tout*. Pour ce faire, on lui recommande d'accomplir des « actes d'appauvrissement des données » (Dodier, 2001 : 323), qui consistent essentiellement en des « mises en perspective théoriques » et autres « contextualisations socio-historiques ». Soit, en l'occurrence, le Rize : il se présente⁷ en première approche, et en des termes pratiquement inchangés depuis 2008, comme une « institution unique au service du travail de mémoire » adossée à « un projet voulu par la municipalité de Villeurbanne au début des années 2000 », dont la vocation est « de transmettre un récit commun de la ville, construit à plusieurs voix » pour contribuer « à la cohésion sociale et au “vivre ensemble” dans la ville contemporaine ». Se fier à cette définition invite alors à le « replacer » dans une histoire des « politiques mémorielles » dont on attend qu'elle « éclaire », d'emblée, ce qui se joue ici, dans cette ville. Une mise en contexte de ce type revient donc à établir des liens entre l'objet conceptuel qu'est « le Rize » et d'autres objets du même acabit (les « institutions mémorielles »), dont on présume qu'ils partagent avec lui des caractéristiques analogues, pour l'analyser ensuite au prisme des théories disponibles en la matière.

Je développerai plus bas des propositions étayées empiriquement concernant ces logiques de contextualisation et de mise en ordre, qui posent la question épineuse de la disponibilité des objets auxquels elles trouvent à s'appliquer (D4). De fait, la question est rarement posée de savoir *ce* qu'il s'agit de contextualiser, alors que toute contextualisation repose sur une identification préalable et même *a minima* de l'objet (c'est à condition de voir celui-ci comme une occurrence d'un certain type que l'on pourra le « rattacher » à un contexte adéquat).

Pour l'instant, disons simplement que ces opérations de généralisation *par le haut* (auxquelles j'opposerai celles de généralisation *par le bas* – D5 – et *par le côté* – D6) semblent vertueuses : elles permettent de « construire des équivalences » (Dodier, 2001 : 321) entre les sites et les situations, et donc de rassurer le chercheur déboussolé en l'autorisant à désingulariser son expérience par recours à des abstractions qui, parce qu'elles participent d'un « processus cumulatif de perte de données » (Piette, 1996/2020 : 23), ne peuvent qu'aider à « y voir clair ». La page blanche peut, dès lors, être nourrie par des entrées en matière conventionnelles, dans lesquelles sont élaborés contextes, états de l'art et confessions réflexives ; il y a même fort à parier que le lecteur soit, plus tard, gré de ces préambules (D2) qui confèrent une lisibilité à l'ensemble du manuscrit et, par ricochet, au terrain. Le trouble du chercheur (et du lecteur) sera ainsi « résolu » (il faudrait dire : éludé) d'emblée dans la mesure où l'ethnographie sera « cadrée par la théorie » (Smith, 2005/2018 : 87) et où les matériaux deviendront des « illustrations de catégories pré-données » (*ibid.* : 82). Leur sens sera indexé à celui du modèle mobilisé. Seulement, en dépit des mois passés à épilucher encore la littérature savante, à identifier et à numéroter des éléments récurrents dans les transcriptions, à construire des index et des tableaux qui puissent, à terme, donner une « vision d'ensemble » du Rize, mes matériaux résistaient à ce forçage que je tentais de leur faire subir.

En effet, bien qu'ayant été immergé dans l'« institution » qu'est le Rize et dans le réseau des acteurs de la mémoire à Villeurbanne, il n'y avait aucun rapport entre les activités que j'avais observées et les travaux universitaires consacrés à « la mémoire ». Que trouvait-on, en première approche, dans ces derniers ? Une mémoire posée en « objet-cause » (Latour, 1996 : 33), auquel étaient associés des prédicats comme « médusée » (Dujardin, 1996 : 100), ou « aveugle » (Dosse, 1998 : 8) ; une mémoire dont on pouvait décrire les méta-fluctuations à l'échelle dite sociohistorique – la « vague mémorielle » de Nora (2011 : 13), la « frénésie mémorielle » de Chivallon (2012 : 27), ou l'« inflation mémorielle » de Lavabre (2000 : 50), etc. ; une mémoire dont on

pouvait énumérer les propriétés intrinsèques (marquées du sceau de la faillibilité : « reconstruction », « oubli », « amnésie », etc.), et dont on expliquait ensuite qu'elle était « manipulée », *a fortiori* dans les institutions qui « y ont recours et en abusent afin d'obtenir un profit symbolique » (Gensburger, 2002 : 314). Et face à ce « paradigme de la mémoire stratégique » (*ibid.* ; et Michel, 2010), la seule alternative formulée par les sociologues consistait à « revenir à Halbwachs » (Lavabre, 2007 : 147) afin « d'ouvrir la boîte noire, de penser les interactions entre usage du passé et souvenirs, de vérifier empiriquement ce que sont les représentations partagées du passé et donc de répondre à la question qui devrait se poser en amont : peut-on influencer la mémoire, et à quelles conditions ? » (*Ibid.* : 146). Seulement, en fait de boîte noire, ces perspectives n'étaient pas en reste puisqu'elles se contentaient souvent de réchauffer la sémantique durkheimienne prévalente chez Maurice Halbwachs. Je proposerai plus loin quelques pistes en faveur d'une relecture pragmatiste de ce dernier : pour l'heure, il s'agit simplement de faire état du désarroi dans lequel me plongeaient ces « vagues abstractions » et « brillantes généralités » (Dewey, 1939/1955 : 39). En effet, mes matériaux documentaient des choses combien plus triviales : des réunions où se déterminait le titre d'une exposition ; des journées de travail où l'on triait et annotait des photographies ; des repérages en ville pour préparer une balade, etc. De surcroît, la notion de « mémoire » n'apparaissait que marginalement dans ces activités et, le cas échéant, c'était soit comme catégorie applicable à n'importe quel objet (un arbre, une personne ou un immeuble pouvant être décrit comme « de la » ou comme « une » mémoire) et amplement interchangeable avec d'autres (« histoire », « patrimoine », « passé » – D5), soit dans son association avec celle de « travail », de sorte que sous l'expression « travail de mémoire » étaient subsumées des activités qui n'avaient pourtant, sur le plan de leurs résultats objectivés, pratiquement rien à voir les unes avec les autres (D6). Bref, le réexamen des matériaux auquel je procédais, loin de régler la déroute, faisait se renforcer l'impression d'un abîme séparant mon enquête du champ thématique dans lequel je pensais devoir l'inscrire.

Cela dit, cette recherche avait également vocation à s'affilier au programme de pragmatique de la mémoire formalisé par Michel Peroni et Dominique Belkis quelques années auparavant. Il s'agissait de saisir la mémoire « comme quelque chose qui se détermine, se spécifie dans le cours d'activités pratiques en train de se faire et qui, par conséquent, est observable et descriptible [...] [et de] postuler que nous ne savons pas a priori ce qu'il peut en être de cette entité puisqu'il s'agit précisément d'interroger la manière, pour une part idiomatique, dont elle est instanciée dans des contextes variés » (Peroni & Belkis, 2015). Ces termes qui m'avaient semblé abscons en première lecture formaient cette fois-ci, en 2017, un écho saisissant avec ce que j'avais eu sous les yeux (des activités pratiques), ce que j'avais sous la main (des traces d'activités pratiques), et ce que je connaissais désormais de Villeurbanne : le programme scientifique apparaissait comme congruent et coextensif à celui du Rize, et ma connaissance pratique du second venait éclaircir les termes théoriques du premier. En devenant « Rizien », j'avais en effet été constitué en partie prenante de l'enquête publique menée à Villeurbanne (D3) et, s'il est vrai que je n'avais défini aucun protocole sociologique *a priori*, j'avais en revanche été initié sans relâche aux méthodes que les acteurs locaux déployaient pour problématiser « la mémoire » quitte à en abandonner la sémantique, et quitte à ne jamais « la » saisir une fois pour toutes dans sa « réalité antérieure et indépendante de la connaissance » (Dewey, 1929/2014 : 62). Bref, la mémoire n'était pas mon objet, mais le leur : restait à savoir quoi faire de ce retournement !

À ce stade, en tout cas, mes matériaux apparaissaient sous un nouveau jour. Leur hétérogénéité n'était pas assimilable à une pagaille résultant d'une enquête menée au petit bonheur : elle était à l'image d'un terrain dont il s'agissait de préserver le caractère composite tout en tâchant d'identifier quelque chose comme un fil conducteur, comme une logique endogène. Y avait-il un lien entre les différents sites que j'avais explorés, entre les histoires que j'avais entendues, entre les situations que j'avais enregistrées ? Et si oui, lequel ? Répondre à ces questions supposait de reconsidérer la

déroute : ce qui posait problème, ce n'était pas tant la complexité du terrain que l'inaptitude des théories disponibles à en rendre compte. Au lieu d'écrire – de décrire –, je m'étais épuisé à vouloir rationaliser mes *a priori* objets (« la mémoire » et « le Rize ») sur la base de leurs définitions nominales et dans l'espoir de pouvoir les contextualiser à l'avenant. Mais ce travail d'abstraction, que je croyais être indispensable pour faire œuvre scientifique, n'avait fait que « barrer l'accès aux phénomènes, et empêch[é] leur définition réelle » (Quéré, 2004b : 32). D'où un déplacement qui n'avait rien d'évident : renoncer à ce que l'on m'avait essentiellement appris à faire en sociologie – « appliquer avec soin et rigueur des représentations génériques des phénomènes, fondées sur des théories » (Garfinkel, 2001 : 35) – sous peine de faire « disparaître les phénomènes » (*ibid.*) en les remplaçant par des « objets conceptualisés » (Quéré, 2004b : 30). Et, en définitive, le problème venait de ce que la quasi-intégralité des textes consacrés à la mémoire concourait à faire de celle-ci un « objet théorisé à foison par la théorie sociale et par le discours socio-politique, mais comment au juste, et sous quelle forme apparaît-il dans les conduites des membres d'une collectivité ? Quelle médiation exerce-t-il dans leur organisation ? Quel objet y constitue-t-il ? On ne le sait pas, et pour le savoir, il faudrait revenir au “champ phénoménal” plutôt que spéculer sur des abstractions. » (Quéré, 2004a : 133). Voilà quel était désormais le programme.

DÉPLACEMENT 2 : DU SUJET CONNAISSANT AU NARRATEUR INDIGNE

Ce renversement n'était pas tout à fait fortuit. Il s'est fait à l'épreuve de la lecture de textes de Louis Quéré consacrés au « “voir comme” en termes d'affiliation à un “contexte de description” et d'appréhension “sous une description” » (Quéré, 1994 : 21 ; Quéré, 1995). Cette lecture m'avait amené à ébaucher une réflexion sur le « savoir voir » (Tremblay, 2014a) à partir de ce que je vivais quotidiennement sur le terrain : des situations au cours desquelles les gens me révélaient ce qu'il en était « en fait » de ce qui est – en l'occurrence de ce qu'il en

était de Villeurbanne et de son passé, j'y reviendrai. Mais cette fois-ci, en 2017, le « programme descriptiviste » (Quéré & Hoarau, 1992: 42) et la sociologie « radicale » (de Fornel, Ogien & Quéré, 2001) qu'est l'ethnométhodologie m'apparaissaient plus clairement comme des alternatives aux théories nébuleuses qui, dans leur surabondance, n'avaient fait que m'éloigner de mes matériaux. Sans savoir exactement comment m'y prendre pour « sauver les phénomènes », une chose au moins était sûre : il était exclu d'amorcer le récit en confectionnant des cadres et des contextes, pour éviter de « remplace[r] d'emblée les phénomènes par des objets dociles, dont [on] peut dire à l'avance quels traits essentiels les constituent, et en quoi consiste leur structure d'ordre ou de sens » (Quéré, 2006a : 401).

Mais alors, par où entrer en matière ? « *In media res*, par le milieu des choses » (Latour, 2005/2007 : 41) : sur le parvis du Rize, *via* la remise en scène d'une visite commentée du lieu que j'avais enregistrée aux premiers jours de la recherche doctorale. Que voyions-nous, « nous » (D5) qui formions le public ? Des *choses*, soit presque rien : cet arbre qui se tenait là, ce bâtiment massif du Rize, cette dalle de béton sur laquelle nous avions pris place. Des choses sur lesquelles notre guide attirait cependant notre attention en les pointant du doigt (« vous voyez, ici... ») et en procédant à un travail de requalification tel que même les espaces vides s'en trouvaient modifiés, car gratifiés d'un passé (« il y avait la maison du gardien qui était là, dans l'angle... »). Par suite, nous déambulions dans les espaces du Rize – salle d'exposition, Archives, amphithéâtre, médiathèque, café, patio – et écoutions ses membres nous raconter l'histoire, le projet, le fonctionnement du site. Bref nous étions *mis en contexte* et comprenions que la possibilité de notre présence ce jour-là, dans ce lieu-ci, était la conséquence d'une histoire qui nous était contée, certes, par bribes, mais dont la richesse pouvait désormais être entrevue.

Avant de déplier quelques-unes des implications théoriques de ces situations de guidage et de renégocier du même coup cette affaire de contexte (D5), ce qui m'intéresse pour l'instant est de prendre la

mesure des conséquences d'un « choix » narratif qui consiste à tirer pleinement parti de cette idée selon laquelle « la connaissance analytique issue du travail d'enquête est à réfléchir depuis son implication incarnée, pragmatique et contextualisée dans des opérations d'investigation » (Cefaï, 2001 : 49). En effet, troquer les cadrages sociohistoriques pour une mise en situation immédiate suppose du lecteur qu'il accepte de ne pas « comprendre » d'emblée ce dans quoi on le plonge : de ne pas savoir du départ dans quelle histoire « globale » s'inscrirait le Rize, d'ignorer ce qu'il en est de ce lieu, et de n'avoir aucune problématique *a priori* à lui soumettre ; de ne pas voir où on va l'emmener en lui faisant revivre une visite guidée, etc. Il se trouve donc sollicité à l'extrême puisqu'il est placé dans une position analogue à celle du sociologue-narrateur : celle d'un spectateur ignorant (mais en passe de ne plus l'être ou de l'être moins) qui passe d'un personnage à l'autre, d'un espace à l'autre, qui prend des notes à la hâte, et ainsi de suite. Le texte vise en ce sens à « accroître la passibilité » (Peroni, 2006 : 27) du lecteur, à performer une ignorance en imposant un « retard délibéré à l'interprétation [...] en nous interdisant de prendre trop vite la parole à la place des acteurs observés » (Hennion, 2012 : 180), laissant à cette fin la part belle, dans le corps de texte, à des matériaux dont l'analyse est soit embryonnaire, soit reportée à plus tard – si tant est qu'elle puisse trouver, dans cet hypothétique futur, son lieu.

En procédant de la sorte, l'auteur/chercheur peut apparaître comme un « narrateur indigne de confiance qui dérègle [les] attentes, en laissant le lecteur dans l'incertitude sur le point de savoir où il veut finalement en venir » (Ricoeur, 1991 : 295). Ce pacte peut connaître différentes issues selon ses contractants puisque, en l'absence de vue d'ensemble et de théories clés-en-main, rien ne permet au lecteur de s'extirper des méandres dans lesquels il se trouve, à moins d'abandonner la lecture et de renoncer aux rugosités de l'investigation. Mais cette approche, aussi inhabituelle soit-elle, répond à l'exigence de transparence et d'explicitation qui devrait s'imposer dans tout compte rendu scientifique. Tandis que le canevas narratif standardisé des sciences sociales présuppose qu'il est possible de traiter à

part ce qui relèverait de la « méthodologie », de la « théorie » ou d'une « réflexivité » bien comprise, une perspective « émique » permet non seulement de rendre compte du caractère incertain et troublant de l'enquête empirique, mais aussi de configurer une expérience de lecture qui soit elle-même incertaine et troublante. Elle fait du lecteur un témoin de ce qui a été vécu « à hauteur d'homme et à visage découvert » (Bensa, 2008 : 37) sur le terrain, et du pari que l'auteur se formule à lui-même. Car c'est bien d'un pari qu'il s'agissait : celui d'aller, selon l'impérissable consigne durkheimienne, « des choses aux idées » (Durkheim, 1894/1988 : 109) en espérant que la réexploration de l'enquête par ses traces conduirait quelque part.

DÉPLACEMENT 3 : DU CHERCHEUR HÉROÏQUE À L'ENQUÊTEUR PASSIBLE

Résumons : le sociologue en déroute face à ce qu'il a accompli, pantois devant ses matériaux, mais n'en ayant pas moins à rédiger son texte, peut envisager « l'écriture ethnographique comme enquête » (Cefaï, 2016a). Plutôt que de « construire l'objet » sur des bases livresques et d'éluder ses difficultés en menant une « enquête socio-historique, qui interprète des singularités en les contextualisant, [et qui] préjuge en général des phénomènes qu'elle rencontre » (Quéré, 2004a : 136), il se doit de « circuler entre différentes parties du corpus de données, de les examiner, de les organiser et de les analyser à l'épreuve des formes explicatives ou interprétatives qui se profilent en elles » (Cefaï, 2016a : 17) tout en embarquant le lecteur à ses côtés, afin que le compte rendu sociologique préserve les propriétés des « différentes phases [de la recherche], entrelacées l'une en l'autre, d'observation, de participation et de description, de lecture, de raisonnement et d'écriture » (*ibid.* : 10). Et ce n'est qu'après m'être lancé dans ce régime d'écriture que s'éclaircissait, en retour, la conception deweyenne de l'enquête, et notamment cette idée selon laquelle « la situation indéterminée devient problème dans le cours même du processus qui la soumet à l'enquête » (Dewey, 1938/1993 : 172) : en somme, j'écrivais « en pragmatiste », alors même que « le pragmatisme »

me restait obscur. Mais comment s'est effectué, concrètement, le passage de la situation indéterminée, dans un état d'ignorance, à la situation *problématique*? Comment s'est spécifié le sens de ma recherche? Et d'où venait ce « pragmatisme pratique », puisqu'il n'était pas lié d'abord à des lectures?

Répondre à ces questions supposait de se pencher sur la façon dont l'enquête sociologique avait été engrenée dans l'enquête publique villeurbannaise. En effet, je ne m'étais engagé en thèse ni par curiosité pour « la mémoire », ni par passion du travail empirique, mais plutôt par goût de la théorie et de la déconstruction tous azimuts : pour saisir le tour que prenait mon travail, il me fallait donc me demander ce qu'il devait aux modalités d'exercice du « travail de mémoire » tel que je l'avais observé au Rize. Demander *comment* le Rize m'avait fait tenir à lui, et considérer le renouveau de la pratique sociologique comme une conséquence d'un attachement particulier, distinct d'une relation de sujet à objet. Partant, et si le fait du *tenir-à* devait être envisagé comme corrélat de l'enquête plutôt que comme condition préalable à celle-ci, il devenait nécessaire de s'éloigner des termes de Michel Callon : « Le choix des acteurs avec lesquels le sociologue décide de travailler est stratégique. À qui s'attacher? » (Callon, 1999 : 75). Une telle formulation pose le sociologue en « sujet intentionnel auquel on attribue des intentions, des motifs et des raisons d'agir » (Quéré, 2004c : 89-90), en sujet avide de savoir qui, grâce à ses compétences stratégiques et tactiques, *s'attache* aux gens qu'il *choisit* et auxquels il *tient* par avance, ne serait-ce que par une sorte de curiosité intellectuelle, d'acointance politique, ou en vertu d'une présomption d'originalité imputée aux acteurs. Mais cette optique empêche de penser l'éventualité dans laquelle je me trouvais être, à savoir celle où le chercheur n'a pas d'« intention » autre que d'honorer, pour le dire vite, son contrat de travail, et qui se surprend finalement d'avoir été attaché malgré lui. D'où l'adoption d'une perspective « ignorante », qui permettait précisément de basculer de la voix active (*je me suis attaché*) à la voix passive (*j'ai été attaché*) ; de raconter la recherche d'un enquêteur *passible* ayant eu affaire à un terrain *attachant*, et

donc de se mettre en mesure de documenter la dynamique socio-génétique à l'œuvre à Villeurbanne. Tandis que le chercheur acquis à « la méthode conceptuelle ou à la réflexion abstractive » (Barthélémy & Quéré, 2007 : 17) incarne, fort de ses « vues globales », la figure de l'impassible – « celui qui n'est pas susceptible d'être touché, affecté, troublé, ému par ce qui lui arrive, et donc de subir, d'endurer, de souffrir quoi que ce soit » (Quéré, 2006b : 199) –, le passible, lui, « fait de la confrontation aux événements une expérience, c'est-à-dire une transaction et une traversée dans laquelle [il] s'expose, court des risques, met en jeu son identité » (*ibid.*). Mais comment ? Et d'où viennent ces « vertus pratiques de réceptivité (*sensitivity*), de rigueur, de minutie et de patience » (Cefaï, 2003 : 523) si elles ne peuvent être posées comme qualités *a priori* du chercheur ? C'est ce que je découvrais justement en replongeant dans les premières étapes de l'enquête, dont je vais donner un aperçu à partir de trois situations exemplaires.

Une première étape de ce faire-(s')attacher nous situe en janvier 2012 en compagnie de Sonia, alors adjointe au maire Jean-Paul Bret. Elle avait dirigé, durant son premier mandat, la délégation mémoire, patrimoine et anciens combattants, et avait été sollicitée pour la préfiguration du Rize dès 2001 ; c'est à ce titre que son contact m'avait été donné au Rize. Elle avait commencé par clarifier « les contours » de notre échange : « Jean-Paul Bret, en 2001, a pensé qu'il fallait ouvrir un lieu [...] dont l'idée était peut-être indéfinie, dont les contours étaient peut-être indéfinis. Mais on savait qu'on ne voulait pas perdre la naissance de l'ère moderne de cette ville-là. » Un maire qui m'était présenté comme continuateur du geste d'un de ses prédécesseurs, « le docteur Lazare-Goujon », « cet homme qui n'oublie pas non plus ses origines » et qui « crée un cœur de ville » destiné aux ouvriers. Le Rize était donc une conséquence (« indéfinie », notons-le) de cette préoccupation séculaire de Villeurbanne pour sa mémoire ; mais puisqu'il était aussi l'objet de notre échange, c'était que « mon » enquête ne devait de se tenir que grâce à son existence préalable. Ainsi étais-je fait continuateur, et pas simplement d'une histoire abstraite puisque mon interlocutrice m'organisait un programme de découverte en me

confiant tel fascicule « qui va vous intéresser énormément », en me situant tel lieu où il « serait bien que vous alliez », mais aussi en ouvrant ses placards muraux : « Vous voyez tout ça ? Ce sont les dossiers sur la mémoire [...]. Je n'ai pas voulu m'en débarrasser, j'ai voulu garder tout ça. Tout ça, c'est donc ces années de préfiguration. » La masse de matériaux qu'elle me dévoilait signalait l'ampleur de l'héritage qu'elle me proposait d'endosser : c'était là les fruits d'années de travail, qui me seraient utiles pour « arpenter la ville à reculons ». Car tout en prélevant ça-et-là des documents afin de m'en livrer la quintessence dans une pochette cartonnée, l'élue m'expliquait la méthode d'investigation qu'elle avait déployée par le passé : « Il faut mettre beaucoup de soi physiquement, vous savez. [...] C'est-à-dire que c'est vraiment, se montrer, sur une place, dans une rue, au cours d'un rassemblement de personnes. On se parle, on s'échange, je me souviens très bien que j'ai passé mon temps à faire ça. [...] Le boulot intellectuel est un boulot physique. [...] Il faut y aller, frapper des portes, il faut partir chercher des infos, il faut être son propre grand reporter, vous voyez ? Voilà, être toujours dans cette dynamique-là, en sachant très bien qu'on n'y arrivera pas ! » Sans rentrer ici dans davantage de détails, remarquons que cette rencontre – prototypique de celles que j'étais appelé à multiplier – procédait d'un sensibiliser à l'enquête sur la mémoire : à la valeur de son objet (« C'est une course [...]. Parce que plein de choses vont partir »), à sa méthodologie (« se montrer, se déplacer »), à son incomplétude fondamentale (« s'occuper des questions de mémoire et de patrimoine, c'est prendre le fil d'une pelote et qui n'en finirait plus [...]. Oui, il faut le raconter comme un conte imaginaire qui n'en finirait pas de finir... Mais en même temps il n'y a rien de plus concret. ») En quittant Sonia, j'emportais donc avec moi bien davantage qu'un entretien sociologique : je disposais désormais d'un contexte, d'une méthode, d'un programme, et de ressources pour – selon ses termes – « faire un bon travail ».

Une autre étape d'enrôlement eut lieu en juin 2013 : la responsable des expositions et de la recherche au Rize, Delphine, m'invitait à « faire partie des lieux ». Cette proposition était justifiée, m'expliquait-elle,

par les conséquences qu'avait eues mon rapport de Master²⁸ sur l'équipe : il avait permis de mesurer les « choses qui ont bougé », de visibiliser le quotidien « hyper concret » des Riziens, et donc de le clarifier en aidant à y « voir plus clair » (car « on ne peut pas faire et se regarder faire »). Fallait-il en conclure que les qualités intrinsèques de ce travail étaient les causes de cette « ouverture » du terrain ? C'est là ce que le chercheur tend à se dire sur le coup, satisfait qu'il est de voir sa peine et sa prose avoir des intérêts autres que purement spéculatifs. Mais, en réalité, si ce rapport me valait d'entrer au Rize, c'était moins en vertu de sa qualité sociologique que pour ce qu'il témoignait d'une préoccupation pour la mémoire et pour Villeurbanne : celle-là même qui animait les dizaines d'autres personnes que j'avais vues entrer, d'année en année, en résidence (et qui étaient loin d'être toutes « scientifiques », j'y reviendrai). Aussi le texte sociologique n'était-il qu'une ressource parmi celles que l'équipe collectait et recensait dès lors qu'elles concernaient de près ou de loin la mémoire et Villeurbanne. Les comptes rendus savants étaient donc, pour le Rize, « des outils plus que des mots » (Callon, 1999 : 68), et ne disposaient d'aucun privilège *a priori* sur d'autres types de matériaux : on en faisait provision « au cas où », parce que « ça peut toujours servir ». C'est dire si « l'entrée sur le terrain » n'a pas eu lieu à la forme active : l'enquête sociologique était, parmi d'autres, appelée par le Rize, et c'est le Rize qui, par la voix de Delphine, me restituait ce que cette enquête était au sens pragmatiste, c'est-à-dire les conséquences qu'elle avait eues.

En septembre 2013, je déposais donc mes valises dans un des quatre bureaux (le n°3) du « pôle recherche », tandis que mon prédécesseur achevait tout juste de faire rentrer dans les siennes chemises à dessins et carnets de croquis. Que faisait cet « artiste » dans cet espace dévolu à « la recherche » ? Et qu'avait-il fait pour que le Rize lui consacre une exposition⁹ ? Quel était le rapport avec « la mémoire » ? Avant de pouvoir le découvrir (*D4*), revenons sur une troisième situation intéressante, à savoir la première réunion d'équipe à laquelle j'assistai et au cours de laquelle ma présence avait été problématisée. Il s'agissait, avait indiqué le directeur de l'époque (Xavier), d'une

résidence « expérimentale » puisque, contrairement aux résidences scientifiques habituelles vouées à la « production de connaissances sur le territoire villeurbannais », mon travail semblait porter sur cette production en tant que telle, pour autant que le Rize en était le siège. Je proposais manifestement une sociologie de « second niveau », d'un « degré autre » par rapport aux « objectifs opérationnels » du Rize. Néanmoins, « s'apercevant » de colloque en journée d'étude que même les plus éminents spécialistes « utilisent le mot mémoire de manière simpliste », cherchant par ailleurs à ne pas devenir « une institution qui institue » et se demandant comment ne pas faire « capoter » le « projet du Rize, dans sa belle utopie généreuse » (D7), Xavier justifiait ma résidence en établissant l'homologie de nos préoccupations respectives : se « mettre au clair » et sur « la mémoire », et sur « le Rize ». Aussi ma recherche, après avoir été replacée dans la grande histoire par Sonia, après que sa valeur pratique avait été clarifiée par Delphine, se trouvait une fois de plus mise en contexte, rapportée aux « réalités locales du monde de la vie quotidienne » (Smith, 2005/2018 : 87) des Rizien : j'en découvrais le sens en même temps qu'eux, au fur et à mesure de son exposition par Xavier. Et sans aller plus loin dans les détails, on comprend désormais en quoi il importe de raisonner en termes de passibilité : ce sont les « significations des membres » (Emerson, Fretz & Schaw, 2010 : 130) qui déterminent, en continu, non seulement la « définition réelle » de la recherche, mais aussi ses modalités pratiques d'exercice.

Que tirer de ce rapide tour d'horizon ? S'agissant d'un condensé du premier tiers d'un récit de thèse déployé en régime émique, il apparaît d'abord que le lecteur, constitué en double du sociologue empirique (*via* la remise en scène de séquences d'activités) et du sociologue auteur (qui dérushe tout en effectuant le montage, sans savoir quelle histoire sera racontée au bout du compte), n'a toujours pas de « vision d'ensemble » en dépit des longues pages qu'il a parcouru. Toutefois, et pour peu qu'il ait accepté le pacte de passibilité, il est rendu sensible au fait que les personnages qui jonchent son trajet n'ont de cesse de contextualiser, de mettre en perspective, d'historiciser jusqu'à

l'enquête sociologique elle-même – laquelle voit son sens indexé à sa « valeur réelle pratique » (James, 1907/2007 : 118). Il doit alors s'attendre à poursuivre, à l'instar du sociologue, son initiation « aux traditions, aux perspectives et aux intérêts propres à une communauté par le biais de l'éducation, grâce à une instruction sans relâche et à un apprentissage, en lien avec les phénomènes manifestes de l'association » (Dewey, 1927/2010 : 249 – trad. révisée LW.2.331). Mais reste cette interrogation, de plus en plus pressante : qu'en est-il de la spécificité de l'enquête sociologique lorsque celle-ci se trouve être liée de la sorte à une enquête publique ? Pour tenter d'y répondre pragmatiquement, prolongeons l'examen des actes accomplis une fois actée l'entrée au Rize.

DÉPLACEMENT 4 : D'UNE ÉPISTÉMOLOGIE DE LA RUPTURE À UNE PRAGMATIQUE DE LA « SPÉCIFICITÉ » SOCIOLOGIQUE

Revenons au bureau n°3, contexte le plus prosaïque de l'enquête : des rayonnages appelés à recevoir des livres, un caisson mobile pour entasser des articles, un ordinateur donnant accès à la messagerie interne et au serveur principal du Rize. Tout est là, à portée de clic : les documents de travail accumulés depuis la préfiguration (2001), les dossiers créés depuis l'ouverture du site (2008), les archives numérisées, des myriades de fichiers plus ou moins ordonnés, bref, une somme de matière dans laquelle les Riziens puisent en permanence et qu'ils alimentent chaque jour un peu plus. Une aubaine pour le chercheur, qui peut voir là de quoi étendre son « monde à portée » (Schütz, 1987/2008 : 122) *via* une somme d'appuis « conventionnels, au sens où leur existence témoigne d'un travail antérieur pour constituer, entre les personnes, ou entre les personnes et leur environnement, les préalables d'une orientation commune » (Dodier, 1993 : 66). Ainsi étais-je mis « en condition d'agir à la manière d'un praticien compétent » (Watson, 2001 : 21). Mais comment, concrètement, devient-on « compétent » en tant que membre, tout en circonscrivant progressivement une problématique sociologique ? Une fois encore,

ce n'est pas en prêtant au chercheur des intentions et des vertus *a priori* que l'on peut espérer le savoir. Par contre, tandis que je continuais à écrire mon manuscrit, la réexploration des notes et des transcriptions effectuées à cette époque me permettait de retrouver les instructions qui m'avaient été données au Rize concernant la *bonne façon d'enquêter sur la mémoire* – comme autant de répétitions du geste de Sonia. En effet, les Riziens venaient chaque jour toquer à ma porte pour verser à mon dossier des éléments susceptibles de correspondre à ma recherche, telle que Xavier l'avait clarifiée publiquement : un guide contenant « toutes les informations importantes pour te repérer, savoir qui est qui », une « revue de presse du Rize depuis 2010 » des flots d'anecdotes villeurbannaises, mais aussi des livres qui « devraient t'intéresser ». Ces ouvrages invitaient à « flâner », à « découvrir ou à redécouvrir » Villeurbanne, à tirer la « pelote aux souvenirs » en pratiquant la « promenade » à travers des montages photographiques. Mais il m'était surtout recommandé de sortir du Rize pour aller me promener directement avec les auteurs ou avec leurs homologues contemporains, dont on me donnait les coordonnées (« tu devrais rencontrer... », « je dois t'emmener chez... », « ce serait bien si vous lisiez... », « tu verras un peu... », etc.).

En indexant alors le périmètre de mon enquête à celui du carnet d'adresses du Rize, j'allais au contact de personnes qui n'avaient, elles-mêmes, de cesse de me montrer ce qu'il fallait voir, de m'apprendre ce qu'il fallait savoir, en un mot de me *raconter des histoires* qui venaient remédier à l'incomplétude de ma connaissance factuelle de Villeurbanne. Ainsi découvrais-je, parmi tant d'autres choses, que « Le Rize » devait son nom à une rivière enfouie (« La Rize, c'est cette rivière mythique qui est la rivière de Villeurbanne, et [...] le concept du Rize c'est comme un vaisseau qui va voguer le long de l'histoire villeurbannaise »), et qu'en lieu et place de son parvis bétonné se tenaient, jadis, des arbres (« Il y avait un amandier, le plus bel amandier de la région, [...] il y avait un énorme figuier aussi, ils ont fait de la confiture de figes qu'ils ont vendue, plutôt que de laisser le figuier »)... En reprenant le fil de ces découvertes offertes par les Villeurbannais,

il m'apparaissait que le parti-pris de l'ignorance, tel que j'avais commencé à le déployer dans l'écriture, était justement moins un « parti-pris » qu'une conséquence de la condition empirique qui avait été la mienne : celle du chercheur dont la connaissance est toujours en défaut par rapport à celle de ses « enquêtés ». C'était là, du reste, ce qu'avait compris et documenté Gilles Rochier, l'auteur de bande-dessinée entraperçu lors de l'entrée au bureau n°3 et dont il est opportun de dire à présent quelques mots. Il était devenu, m'avait-il dit, « une éponge à Villeurbanne » en faisant « tous les trajets à pied » pour rencontrer « les gens importants ». S'étaient alors accumulés les carnets de notes et les croquis, dans une profusion déroutante (« moi aussi au début j'étais complètement perdu, je me demandais ce que j'allais faire dans le livre »). Et en rouvrant bien plus tard ce livre, *Je suis au Rize* (2016), j'étais désormais frappé de voir que nous avions tiré les mêmes conséquences de ce dont *nous* avions, l'un *comme* l'autre, fait l'expérience. Partant d'un doute (« est-ce que je vais savoir parler d'une ville qui n'est pas la mienne ? »), Gilles en était venu, lui aussi, à adopter une perspective émique (en se mettant en scène dans ses propres cases) pour rendre compte des situations de passibilité (des bulles de textes pleines à craquer pour ses interlocuteurs, contre quelques phrases lapidaires dans les siennes) et pour refigurer le déluge d'histoires qui lui étaient racontées – l'ensemble donnant à voir un parcours initiatique, un *devenir*.

Mais le plus remarquable venait de ce que nos enquêtes respectives avaient été suscitées par le Rize, comme l'expliquait Xavier dans sa préface à l'ouvrage de Gilles : il avait été « repéré par le Rize » et accepté de « relever le défi » d'une résidence qui valait par une « hésitation », un « doute » et une « incertitude » qui venaient « rejoindre le projet culturel et scientifique du Rize » ; sa BD donnait « un avenir à la mémoire d'une belle expérience vécue ensemble » en permettant « à tous ses lecteurs de comprendre et d'aimer Villeurbanne, cette "ville-village" qui suscite toujours de surprenants attachements ». Ces « attachements qui font faire » (Hennion, 2013) avaient donc tout l'air d'être des thèmes en soi pour le Rize : en témoignaient non seulement

ces résidences « expérimentales », mais aussi les expositions de 2013 : celle de l'été, « Je suis au Rize. Chronique d'une résidence », qui, à partir du cas de Gilles, interrogeait ce-que-cela-(nous)-fait-(faire)-d'être-en-ce-lieu ; celle de l'automne, « Faisons connaissance¹⁰ », qui consistait pour le Rize à explorer « son environnement immédiat » pour réfléchir à ce que signifie, donc, le « faire connaissance avec la ville » et le « raconter un quotidien dont il fait désormais partie ». Autrement dit, les « objectifs opérationnels » de l'institution semblaient s'étendre au-delà de la seule documentation sociohistorique de Villeurbanne : ils touchaient aussi à un raisonnement de « second niveau », d'ordre pragmatiste, porté sur le faire-(s')attacher, le faire-connaître, le faire-Rize et le « faire-société ».

Comment traiter la question de la « spécificité » du travail sociologique au regard de ces éléments ? Il paraît difficile de s'en remettre aux épistémologues de la rupture pour le savoir, à moins d'ignorer que la sociologie a affaire à « un objet qui s'interprète lui-même » (Quéré & Hoarau, 1992 : 46) : l'enquête sociologique a affaire aux « opérations de définition et de maîtrise des situations par des acteurs dans leur monde de la vie quotidienne » (Cefaï, 2001 : 46), c'est-à-dire à leurs enquêtes ordinaires. Cette « rupture épistémologique » tend cependant à être régulièrement entérinée dans les récits en sciences sociales, lorsqu'ils relatent les investigations en puisant dans la « sémantique naturelle de l'action » (Quéré, 1993 : 53) et dans des expressions abstraites (du type « allers-retours entre théorie et pratique », « passages de l'échelle macro à l'échelle micro »), qui conduisent le sociologue à s'imputer la responsabilité et l'usufruit de « ses » découvertes. Or la perspective que j'ai esquissée jusqu'ici conduit, à l'inverse, à considérer l'enquête sociologique comme une « extension du savoir ordinaire » (Smith, 2005/2018 : 80) des gens, *et ce dans la mesure où ceux-ci la constituent comme telle*. Il apparaît ainsi non seulement que « la perspective des gens ainsi que leurs expériences organisaient l'orientation prise par l'enquête ethnographique » (*ibid.* : 82), mais aussi que cette dernière était en réalité *déjà* menée localement. Elle l'était à la fois par les acteurs qui documentent massivement leur

ville, en produisent la « texture signifiante » (Schütz, 1987/2008 : 16) et la donnent à voir à leurs publics (*D5&6*), et par le Rize, qui veillait à « prendre soin des conséquences » (Dewey, 1927/2010 : 108) qu'il avait sur ces mêmes acteurs au point de thématiser, en définitive, moins « la mémoire » que ce qu'elle fait-faire – de ce qu'elle « nous » fait-faire, et de ce qu'elle fait à « nous » (*D7*).

Par conséquent, « pragmaticiser » la question de la spécificité de l'enquête sociologique revient à refuser le recours aux « solutions abstraites et insatisfaisantes, ou purement verbales, [aux] fausses raisons a priori, [aux] principes figés, [aux] systèmes clos » (James, 1907/2007 : 117) qu'énoncent les épistémologues de métier. Raisonner *socio-logiquement*, c'est plutôt considérer que le chercheur professionnel ne dispose d'aucune spécificité *donnée* par rapport aux « sociologues profanes » (Dodier, 2001 : 320) que sont ses « enquêtés » : cette spécificité est en revanche un *acquis* potentiel, une émergence dont les propriétés se déterminent durant l'enquête. Pour le concevoir il importe d'adopter, à l'endroit même du labeur sociologique, une « vision radicalement relationnelle, écologique (aucun élément n'existe indépendamment du réseau de relations dans lequel il est engagé) et émergente (le tout dépend des parties qui dépendent du tout) des processus organisants » (Lorino *et al.*, 2019 : 253). Cette approche rend problématiques la logique héroïsante des narrations ordinaires, l'usage fort des déterminants possessifs (« ma » démarche, « mon » objet) et la « dissolution du moment épistémologique dans une psychologie de la recherche » (Cefaï, 2003 : 522). Elle n'est cependant pas incompatible avec une écriture à la première personne du singulier, celle-ci permettant au contraire de ne pas oublier que c'est notre « corps percevant, agissant et parlant [qui] est le médium de la compréhension, et [que] c'est à travers les épreuves qu'il traverse qu'un sens émerge petit à petit » (*ibid.* : 544-545) – et en l'occurrence, de ne pas oublier que ce « je » se trouve pris, dans l'enquête de terrain, dans une expérience en « nous » caractérisée par une « agentivité [...] distribuée » (Quéré, 2017 : 36). Mais comment s'accomplit cette articulation du « je » au « nous », au-delà de la seule enquête sociologique ?

En quoi consistent ces « expériences » villeurbannaises ? Pour le comprendre il faut reprendre les ramifications du travail ethnographique, en commençant par les dispositifs de « découverte » qui engagent, tout autant qu'ils instancient, des corps et des sujets faits-collectifs.

DÉPLACEMENT 5 : DE L'ENQUÊTE ORIENTÉE-OBJET À L'ENQUÊTE GRAMMATICALE

On l'aura compris, je n'étais pas le premier à qui l'on faisait voir, découvrir, comprendre des choses : j'étais une occurrence d'une figure qui constituait pour ainsi dire la matière de travail des gens que je rencontrais, à savoir celle du tout-venant, de celui qui ne sait pas, qui ne voit pas, qui est indifférent, et qu'il faut rendre plus « conscient », ou plus « éclairé » en confectionnant à son attention des balades urbaines, des visites guidées, des expositions, etc. Pour ceux qui conçoivent ces dispositifs, il s'agirait donc de faire connaître des denrées factuelles ; pour ceux qui les lisent (ou qui, dans le cas des visites, balades ou ateliers, y participent), de prendre connaissance de ces denrées pour satisfaire une curiosité. C'est en tout cas ce langage « orienté objet » – pour emprunter, tout en la détournant, une expression informatique commode – que l'on retrouve systématiquement au dos des ouvrages qui promettent au lecteur qu'il en « saura plus » après consultation, sur les flyers annonçant tel « parcours de découverte » de Villeurbanne, sur les programmes des Journées Européennes du Patrimoine, ou encore dans les préambules aux expositions du Rize. Face à ce foisonnement d'activités je disposais toutefois, par rapport au tout-venant, de cette « spécificité » pratico-pratique du métier de sociologue qu'est le temps – le temps de multiplier des observations, les rencontres, et donc d'être empêtré dans des histoires (Schapp, 1953/1992). C'est la luxuriance sans cesse croissante de cet empêchement qui a fait s'établir, au fil des mois, un premier constat : j'enregistrais non seulement une quantité considérable de descriptions d'objets différents, mais aussi une foulditude de descriptions différentes des mêmes objets (lesquels n'étaient donc plus tout à fait « les mêmes »). *Cet arbre pouvait devenir,*

selon qui en parlait, un « buis centenaire », un « trophée du maire », une « relique dans son sarcophage de béton » ; *cette* maison pouvait devenir un « haut-lieu de la résistance », un « témoignage de l'ère industrielle » ou un « taudis qui va être rasé ». De là un autre constat aussi élémentaire que fondamental : je ne devais de voir et de découvrir des choses qu'au fait que les gens me les faisaient connaître comme étant précisément *ces* choses et pas d'autres. Mais comment traiter tout cela analytiquement ? Que proposaient mes collègues spécialistes de « la mémoire » pour prendre en charge de tels récits ? Quoique nous en ayons déjà eu un aperçu dans les déplacements qui précèdent, il importe d'en dire quelques mots supplémentaires afin de comprendre comment (et contre quoi) s'est spécifiée une approche grammaticale puis pragmatiste de « la mémoire ».

Face aux historiens improvisés qui, sans mandat, prétendent nous dévoiler ce qu'il en est du passé, l'épistémologie courante reste impassible et nous avertit : il faut « remettre en perspective » ce que racontent les gens, sous peine de n'y rien comprendre (empêchement, déroute), ou, pire, d'y « croire ». Seul le sociologue trop peu au fait du « cadre socio-historique » afférent à son terrain peut se laisser semer par lui : aussi doit-il prendre connaissance des « faits » en absorbant des textes pourvoyeurs de contextes. Ainsi, « replacé » à « l'échelle macro », il pourra non seulement « déconstruire » ce que les gens racontent, mais aussi identifier et inventorier les écarts entre ce qu'ils disent du passé (leurs « représentations ») et le passé vrai, dont l'énonciation revient de droit aux historiens patentés. Il sera ensuite en mesure d'expliquer ces écarts en recourant aux théories usuelles de la mémoire, qui permettent en outre de « ramener la mémoire collective aux figures analogiques d'une mémoire personnelle » (Barash, 2006 : 189) et de transposer les propriétés présumées de la seconde sur la première – car, lui apprend-on, « seule la mémoire individuelle est une faculté attestée, dont le substrat neuronal est aujourd'hui bien documenté grâce aux apports des neurosciences cognitives et de l'imagerie cérébrale » (Candau, 2005 : 65). Grâce à ce « parallèle éclairant » (Todorov, 2004 : 23), il parviendra aux mêmes conclusions que ses collègues : s'il existe

tant de versions « concurrentes » du monde, des objets et du passé, c'est parce que les gens du commun sont les jouets d'une « mémoire » connue pour « travestir » et « reconstruire » tout ce qu'« elle » trouve sur son passage. Et – c'est important – bien qu'il ne l'ait, à strictement parler, jamais *vue* accomplir cette funeste besogne, le travail du chercheur n'en consiste alors pas moins à « arraisonner » (Belkis & Peroni, 2015) ce qu'il subsume sous cette catégorie de mémoire, à savoir à la fois une sorte d'entité obscure (qui agit en sous-main pour dégrader le passé-au-singulier) et un contenu factuel inexact par rapport à ce-qui-se-serait-vraiment-passé (auquel cas tout récit est envisagé comme une occurrence de « mémoire »).

Pour ce faire, deux techniques bien rodées sont à sa disposition. La première consiste à « corriger les représentations des profanes » (Dodier, 2001 : 328) en menant des contre-enquêtes d'intelligibilité historique, et en substituant « une nouvelle définition nominale à une ancienne (du genre : ce qui s'est passé à tel endroit, à telle époque, ce n'était pas un x, comme on l'a cru jusqu'à présent, mais un y) » (Quéré, 2004a : 138) ; la seconde consiste à embrayer sur une verte critique des « abus » et autres « instrumentalisation » incompatibles avec une idéale « politique de la juste mémoire » (Ricœur, 2000 : 1) fondée en science. L'épistémologie de la rupture se parachève en effet dans la doctrine qui veut que toute science sociale soit « critique », de sorte qu'après avoir hiérarchisé les histoires que les gens racontent selon leur degré d'adéquation avec la « prose de [la] vérité historique » (Nora, 1994 : 180), il s'agit d'identifier des coupables : de dénoncer « des récits concurrents [qui] tentent souvent d'imposer un usage légitime du passé » (Crivello & Offenstadt, 2006 : 191), de rappeler que « tous les rappels du passé ne sont pas également admirables » (Todorov, 2004 : 28), de faire l'inventaire des « dévotions passéistes » (Candau, 2005 : 82), etc. Pour en arriver là, les enquêtes, ou leurs tenant-lieu, examinent, d'un côté, des discours sur la pratique des gens impliqués dans des affaires mémorielles (*via* des entretiens qui serviront à reconstruire par conjectures des « motifs » et/ou « dispositions ») et, de l'autre, les fruits de leurs pratiques (*via* une déconstruction des « discours »

factuels de telle histoire, de telle exposition, etc.). L'activité pratique étant ratée, il ne reste en effet guère d'autres choix que de combler le vide par des théories explicatives génériques, qui visent à faire se raccorder les « raisons de fond » (Lemieux, 2009 : 72) de l'action et les « résultats » de celle-ci, lesquels sont enfin évalués en fonction de leur degré d'adéquation avec la « réalité antécédente » (Dewey, 1929/2014 : 213) du passé-vrai, et/ou de leur degré de coïncidence avec les principes de justice qui sous-tendent toute la démarche (Boltanski, 1990).

C'est peu dire que, sous de telles perspectives, « l'interprétation s'emballe » (Dewey, 1927/2010 : 99). Or ce qui me frappait dans ces travaux, au-delà du fait qu'ils avaient tout l'air d'être des redites sophistiquées de ce que chacun sait de la mémoire (n'importe quel dictionnaire nous expliquant qu'elle « reconstruit » et « transforme » le passé), c'était qu'ils reposaient sur les mêmes répertoires sémantiques, les mêmes méthodes analytiques et les mêmes préoccupations thématiques que les gens que j'avais observés au quotidien pendant des années : il s'agissait d'« interpréter des signes » (Garfinkel, 2001 : 36) pour résorber « l'inquiétude sur ce qui est » (Boltanski, 2009) ; de déterminer ce qui s'est réellement passé et de le dévoiler afin d'agir (et de faire-agir) en conséquence. La vocation de ces spécialistes était donc d'« avoir le dernier mot sur les acteurs, en produisant et en leur imposant un rapport plus fort que ceux qu'ils sont à même de produire » (Boltanski, 1990 : 131), dans une optique doublement normative : rectifier les « formulations divergentes de ce monde » (Pollner, 1991 : 88) en pariant sur l'existence d'un « passé indiscutable qui serait l'arrière-fond permettant de résoudre tout problème concevable » (Mead, 1932/2012 : 109), et rapporter ces divergences à des « rapports de pouvoir » sous-jacents – ces deux inflexions (historicienne/vérificatrice et sociologue/justicière) étant plus ou moins assumées selon les disciplines, mais fonctionnant, de fait, toujours de pair. Quant à moi, ce que j'avais observé, c'était que ces questions de détermination des faits, de mise en disponibilité du passé, d'identification et de réparation d'injustices se posaient au premier chef à ceux qui, à Villeurbanne, s'affairaient quotidiennement autour de « la mémoire »

et veillaient à constituer pratiquement leur public comme « une instance de passion et d'action reliée à un environnement » (Quéré, 2002 : 148). De surcroît ils semblaient avoir pris acte, contrairement à leurs homologues savants, du fait que cette mémoire était, comme toutes les abstractions conceptuelles, insaisissable, indisponible, *à moins qu'elle ne le soit rendue* – mais sur des modes d'existence empiriques. Leur travail consistait donc à faire-mémoire en ce premier sens de : « la » rendre disponible à l'examen public. Ce travail était observable, tandis que l'objet conceptuel « mémoire » ne l'était pas : c'est lui qu'il fallait prendre pour objet d'analyse, afin de ne pas confondre « le thème et les ressources » (Quéré & Hoarau, 1992 : 42) de l'enquête sociologique.

Il fallait, dès lors, regarder d'un autre oeil l'« océan d'histoires » (Cefaï, 2003 : 538) dans lequel j'avais été plongé, et comprendre que la première chose remarquable et descriptible était son existence : l'intérêt d'une sociologie résidait moins dans la « déconstruction » des récits que dans sa capacité à « rendre compte de l'émergence de [leur] disponibilité » (Quéré & Hoarau, 1992 : 46). Et s'il est vrai que la suspension du préjugé du monde objectif « fait découvrir un domaine d'investigation qui ne peut qu'être décrit : celui des opérations et des procédures par lesquelles les membres d'une collectivité constituent intersubjectivement tout ce qu'ils expérimentent comme positivités ou comme réalités objectives de leur environnement familial (objets, personnes, groupes, actions, événements, etc.) » (Quéré, 1992 : 140), seule l'enquête ethnographique permet de documenter la teneur exacte de ces opérations et procédures. Et précisément, en reprenant les enregistrements que j'avais effectués au cours de balades, de visites, de rencontres, un fil conducteur proprement sociologique commençait à émerger : dans la variété (factuelle) des récits que les gens faisaient de Villeurbanne se retrouvaient des *manières de raconter* analogues, des *façons de montrer* identiques. C'est ce que j'appelle une généralisation *par le bas*, qui consiste à relever, de manière transversale aux situations, un certain nombre d'opérations constitutives du *faire-voir*, du *faire-apparaître-la-mémoire*, mais aussi d'un *faire-nous*, un « nous »

à qui apparaissent des choses. En quoi consistent ces « opérations » ? À quoi ressemblent ces apparitions et ce « nous » ? Pour en donner une idée, prenons le temps d'une balade (schématisée) dans Villeurbanne.

La « promenade » est en effet, et comme je l'ai introduit plus tôt (D4), le dispositif paradigmatique de dévoilement : s'y observent, de façon particulièrement manifeste, quelques-unes des opérations logiques et organisationnelles qui se retrouvent systématiquement, quoiqu'avec des modalités réajustées, dans tous les autres dispositifs activés au Rize et à son entour, et qui sont autant de parades à l'état de fait suivant : nous sommes toujours (relativement) ignorants et/ou aveugles. Ceux qui, à Villeurbanne, organisent des balades urbaines – que j'appellerai ici, par commodité, « guides » – se proposent alors de nous emmener directement au contact des choses afin de les « mieux discerner, affiner [notre] perception, et ainsi parvenir à dissiper progressivement le doute comme l'imprécision » (Pecqueux, 2013 : 56). Que fait un guide ? Il commence par « prendre la température¹¹ » par examen des apparences (tenues, âges, etc.) pour cerner « l'état d'esprit » des gens, pour les catégoriser (des « lambdas » aux « acharnés d'histoire ») et, partant, pour savoir à qui il a affaire (Tremblay, 2014b). La transformation de la « collection d'individus » (Descombes, 2001 : 334) en « groupe » s'opère ensuite par une reconfiguration du cadre d'expérience : les enjeux de la balade sont explicités (aller à la rencontre de « lieux qui font mémoire » et qui ont des « choses à nous dire »), le champ de locomotion est restreint (pancartes, gilets, sifflets), l'appareillage cognitif est modifié (micros, mégaphones), bref, tout est fait pour ne rendre chaque « je » [...] attentif qu'à ce à quoi nous prêtons collectivement notre attention » (Citton, 2014 : 39). Ce « nous »/« on », le guide s'y adresse alors comme à une seule et même entité grammaticale : il devient « le sujet de prédicats irréductibles » (Descombes, 2001 : 334), notamment parce que le guide ne cesse de « dire-explicitement-ce-que-nous-sommes-en-train-de-faire » (Garfinkel, 1967/2007 : 449), mais aussi, ce-que-nous-avons-déjà-fait-par-le-passé et ce-que-nous-allons-faire-à-l'avenir (« on est en train de voir », « on va parler de », « on a vu tout à l'heure que »). Ces « micro-procédures qui travaillent

continuellement à [la] production et à [la] rigidification » (Kaufmann, 2002 : 286) du « nous » font de celui-ci une entité sensible, passible, qui avance « au milieu de contingences et de péripéties sous la conduite d'une attente » (Ricœur, 1983 : 130). Et qu'attendons-nous sinon « la mémoire » ? Ce qu'il faut, c'est la voir : la balade fonctionne alors comme un contexte praxique de description permettant « de répondre aux questions que pose toute occurrence observable : que se passe-t-il ? De quoi s'agit-il ? À quoi a-t-on affaire ? Quel sens ça a ? » (Quéré, 1994 : 21). Nous voici, par exemple, devant « ces maisons qui sont en rose, ici » : « en fait, ça s'appelle "les cottages villeurbannais" », et d'ailleurs, « ces cottages villeurbannais c'est en quelque sorte ce qu'on a pu appeler les castors dans les années 50, c'est-à-dire que les propriétaires eux-mêmes construisaient leurs maisons [etc.] ». Notre « attitude naturelle » (Schütz, 1987/2008 : 127) est réformée, toute chose nous étant montrée comme étant, « en fait » (Tremblay, 2019), une autre : les « restes visibles donnent la voie à l'enquête sur le passé » (Heurтин & Trom, 1997 : 14) et « nous » sommes rendus capables d'interpréter des traces qui « même infinitésimales permettent de saisir une réalité plus profonde, impossible à atteindre autrement » (Ginzburg, 1980 : 9). Cet « aller et retour constant qui s'instaure entre la situation d'ensemble et les détails particuliers qui la composent » (Thibaud, 2002 : 30) permet d'exhumer la mémoire *de Villeurbanne*, qui est par là même instanciée en tant que ville-sujet : ce que nous avons sous les yeux, ce sont les stigmates de ce *qu'elle* a vécu et, à présent, nous ne verrons « plus jamais les choses de la même manière ».

Nombre de prolongements pourraient être donnés à ce qui vient d'être dit concernant les « lieux de mémoire », concevables désormais comme « produit[s] d'une activité et comme [...] point[s] d'aboutissement d'une enquête » (Trom, 2002 : 288) – et qui ne sont « de mémoire » que pour autant que des gens rendent « bavardes des entités jusque-là muettes et silencieuses [et qui] dans le même mouvement [...] d'invisibles deviennent visibles » (Callon, 1999 : 66). Plus généralement, la perspective que je viens d'esquisser permet de relire les travaux d'Halbwachs en documentant ce en quoi peuvent consister

les « instruments grâce auxquels notre intelligence a prise sur le passé » (Halbwachs, 1925/1994 : 23), ou les « forces qui [...] font reparaître » le souvenir (Halbwachs, 1950/1997 : 84). Mais ce détour par la balade avait surtout pour enjeu de montrer comment s'était spécifiée une analyse « grammaticale » (Tremblay, 2019) qui permettait de travailler la question de la constitution pratique et de la mise en disponibilité publique de « la mémoire », *via* l'identification d'opérations récurrentes (catégorisations, contextualisations, formulations) qui participent de l'« arrière-plan opérationnel dont procède l'ordre objectif de la société » (de Fornel, Ogien & Quéré, 2001 : 11). Dans le même temps, c'est la question du « faire-société » qui trouvait une première voie de réponse, puisque j'avais eu affaire, dans la balade, à un « processus de totalisation qui permet à une collection d'individus de se produire en tant que collectif » (Kaufmann, 2010 : 351), et, en l'occurrence, en tant que collectif à l'œil hypertrophié (Breviglieri & Stavo-Debaugé, 2007), capable d'accéder aux profondeurs cachées du monde sensible. La « spécificité » de l'enquête sociologique s'affinait donc : il s'agissait d'appréhender « la mémoire » et « la société » comme corrélats d'activités pratiques.

Cet examen des dispositifs de « découverte » avait cependant fait s'intensifier deux problèmes retors. Le premier concernait le « quoi » des apparitions : en effet, il n'était pas évident du tout que nous ayons vu « la mémoire ». Si la catégorie était bien employée en situation pour qualifier tel objet émergent, elle était loin d'être prévalente et se trouvait au contraire interchangeable (i.e. interchangée) avec celles, en outre, d'« histoire » ou de « patrimoine » (un même objet pouvant donc devenir, d'une phrase à l'autre, une occurrence de « patrimoine villeurbannais », puis un cas de « mémoire villeurbanaise »). Elle était du coup, sur le plan des occurrences lexicales, dramatiquement absente des milliers de pages de transcriptions que j'avais sous la main. Pourquoi diable les gens « confondent-ils » les termes ? Cette question me donnait des sueurs froides : les pages de la thèse se comptaient déjà par centaines, mais « la mémoire » continuait à disparaître à chaque fois que j'avais cru l'attraper. Là-dessus se greffait un second problème, à savoir

la fugacité du « nous ». Tout se passait comme si chaque dispositif instanciat des « nous » de passage, qui se dissolvaient aussi vite qu'ils étaient apparus. D'où une série de questions, que j'énumère à dessein : pourquoi les gens prenaient-ils la peine d'organiser tant d'activités s'il n'en restait rien au bout du compte ? Ces occurrences fantomatiques de « nous » tenaient-elles lieu de « faire société » ? N'avais-je pas fait fausse route, dans la mesure où la promenade aurait tout aussi bien pu être réduite à et décrite comme un dispositif de « sensibilisation à l'histoire », visant à nous clarifier notre appartenance à un « nous » plus vaste ? Mais alors, pourquoi les acteurs revendiquaient-ils travailler « sur la mémoire » si ce n'était pas *vraiment* elle qu'ils nous montraient ? Autant de difficultés qui émergeaient en rapport à un problème pratique : comment écrire une thèse un tant soit peu cohérente si je n'avais eu affaire qu'à des expériences toujours particulières et sans commune mesure les unes avec les autres ? Quel était le lien entre ces dispositifs, ces expériences, ces « nous » à géométrie variable, en dehors du fait que je les avais découverts en étant au Rize ? Pour traiter ces interrogations, il fallait relancer une fois de plus le pari (D2) de l'examen sur les matériaux, et tâcher de repérer des éléments restés jusqu'alors inaperçus.

DÉPLACEMENT 6 : DE LA MÉMOIRE-FAITE À LA MÉMOIRE COMME FAIRE

Une remarque mérite d'être faite à ce stade : l'approche grammaticale et la généralisation par le bas n'étaient-elles pas censées m'épargner tous ces questionnements ? Pourquoi ne pas se contenter de décrire ce qui, dans le domaine de l'empiriquement observable, laisse les membres « non intéressés » (Garfinkel, 1967/2007 : 61) : les choses « vues sans qu'on y prête attention (*seen but unnoticed*) » (*ibid.* : 99) qui participent à l'émergence conjointe d'un public (« nous ») et d'un domaine d'objets disponibles à son examen ? Cela n'aurait-il pas suffi à renouveler une sociologie de la mémoire, quitte à évacuer le problème de « confusion » sémantique évoqué plus haut en considérant avec William James que si, entre plusieurs notions, « aucune différence

pratique n'apparaît, c'est qu[elles] sont pratiquement équivalentes et que la discussion est vaine » (James, 1907/2007 : 113) ? Le problème venait de ce que les gens que j'avais suivis affirmaient bien être des « passeurs de mémoire », des « amoureux de mémoire » qui ne cessent de « raconter la mémoire », qui tiennent des « associations à but mémoriel », ou qui sont, dans le cas des Riziens, employés par « une institution unique au service du travail de mémoire ». Cette catégorie de mémoire avait donc manifestement un sens pragmatique : qualifier des activités (ce qu'elle nous fait-faire) plutôt que leurs fruits objectivés (les choses-faites). Force était d'ailleurs de constater que je n'avais, des années plus tard, pratiquement rien retenu des détails factuels des histoires qui m'avaient été contées : en revanche, l'attachement au Rize (*D3*) m'avait obligé à opérer une série de déplacements analytiques en direction du pragmatisme. Ce souci du *faire* demandait donc à être compris comme corrélat de ce qui se déroulait à Villeurbanne. Mais pour saisir les modalités de ce legs de l'enquête publique à l'enquête sociologique, une analyse exclusivement opérationnaliste allait se montrer insuffisante : un rapprochement de plus en plus étroit entre la sociologie ethnométhodologique et la philosophie pragmatiste (Quéré & Terzi, 2015) allait alors se faire. Pour en rendre compte dans les grandes lignes, je commencerai par revenir sur le dispositif de balade pour voir ce qui, sous la perspective grammaticale, avait été raté ; de là, je reviendrai sur la portée du « virage » pragmatiste sur la conduite de mon travail, pour nous conduire vers une saisie plus précise de ce qui se joue au Rize.

La première analyse de la balade (*D5*) avait permis de remarquer, pour aller vite, quatre choses : d'abord, qu'un « nous » y était instancié en tant que sujet grammatical et pratique, susceptible de voir des choses inaccessibles aux « je » ; d'autre part, que l'émergence de ce « nous » et de ses « visions » était tributaire d'opérations observables ; ensuite, que toute chose vue nous était présentée comme étant « en fait » une autre, douée d'une épaisseur temporelle ; enfin, que tout semblait disparaître une fois la promenade terminée. Disons-le ainsi : « le public » et « ses problèmes » sont condamnés à l'évanescence,

puisque les situations sont éphémères et que l'on repasse du « nous » au « je » lorsqu'elles sont échues. Mais en relisant de plus près mes transcriptions, il apparaissait que cette fugacité de toute chose – incluant le dispositif en lui-même et la possibilité que « nous » soyons là – était en réalité le thème premier de la balade. En effet, les descriptions des guides n'étaient jamais exclusivement orientées sur les propriétés historiques des objets : elles portaient aussi, et systématiquement, sur les activités et les opérations déployées à l'amont des dispositifs. Elles publicisaient donc une histoire d'un autre ordre que « l'histoire générale de Villeurbanne » : une histoire pratique, une histoire *de* pratiques en « nous », un « nous » qui effectue le « travail de mémoire » et qui conditionne de part en part aussi bien le pouvoir-voir que le pouvoir-faire-voir. Ainsi était-ce « grâce à la mobilisation des habitants » que nous pouvions nous rendre dans tel sanctuaire industriel, grâce à « nous [qui] sommes montés au créneau » que tel arbre n'avait pas été coupé, grâce à « nous [qui] nous sommes bagarrés » que telle plaque commémorative avait été maintenue, et ainsi de suite. Dans la balade se « publicis[ait] la ténacité » (Joseph, 2015, §4) de ceux qui, en amont, avaient veillé à maintenir des prises pour remonter le temps. Et même si ces prises s'avéraient fragiles, même si l'environnement était « thématiqué à l'horizon de sa disparition » (Trom, 2002 : 289) avérée ou probable, il n'en restait pas moins que toute chose vue, ainsi que la possibilité même du voir, étaient constituées en *positivités*. Tout ce qui était disponible à notre examen ne l'était que pour autant qu'il s'agissait là des conséquences observables d'actions accomplies collectivement, et c'est d'abord à cela que nous étions sensibilisés : au travail qu'est la mémoire, caractérisé par son inachèvement, par la reprise perpétuelle qu'il requiert, et par la fugacité de ses réalisations. De là les invitations à « aller voir plus loin », à « prendre ce petit papier, sur lequel on explique la démarche », à « aller au Rize pour en savoir plus », à rejoindre tel collectif si nous sommes « intéressés par ce travail de mémoire ». Bref, le « nous » circonstanciel était systématiquement sollicité pour « se constituer comme membre d'un public ou d'une communauté politique » (Bidet *et al.*, 2015, §29),

et donc pour pallier sa propre fugacité en s'engageant à hériter non pas d'une « mémoire », mais d'un labeur voué à l'incomplétude.

Par suite de cette inflexion pragmatiste, je retrouvais alors ce geste triple – expliciter des méthodes d'analyse du monde, montrer toute chose comme « fruit d'un accomplissement en “nous” » et travailler au maintien de ce « nous » dans le temps – dans l'ensemble des dispositifs que mes matériaux documentaient, du plus petit prospectus bricolé par un amateur aux expositions des professionnels du Rize. Chaque livre mentionnait le « travail considérable » accompli par l'auteur et invitait le lecteur à « se balader » pour prolonger l'enquête ; chaque passionné qui m'avait raconté son « travail de romain » m'en avait également exposé les ressorts méthodologiques (depuis l'ethnographie photographique « tout en vélo » de chacune des rues de la ville à la « triangulation des anciens » pour vérifier la factualité des souvenirs), tout en insistant sur le caractère inachevable de sa démarche (un « travail qui ne se finira jamais ») et, partant, sur la nécessité qu'il y avait à « passer le virus à d'autres pour des tâches identiques dans d'autres lieux ». La même dynamique d'expérimentation, de publication et de fabrique du concernement se retrouvait dans les activités du Rize : tout vernissage d'exposition était l'occasion de saluer « tous les collaborateurs » et « personnels du Rize » pour leurs efforts conjoints, et d'inviter le public à s'instruire non seulement de l'exposition mais aussi de son journal, « document de référence » promis à « avoir une utilité » à l'avenir. Au sein des expositions elles-mêmes, des textes introductifs les présentaient comme produits d'un labeur collectif *via* une liste de partenaires mobilisés, tout en explicitant la méthode d'enquête qui avait prévalu à leur confection. Par suite, ces éléments textuels servaient d'appuis aux médiatrices qui déployaient une propédeutique de l'enquête en proposant aux visiteurs d'expérimenter sur le vif des méthodes : analyse perceptuelle des matériaux mis à disposition, examen de données statistiques ou cartographiques pour déconstruire le sens commun (« On a beaucoup parlé de... » mais « en fait c'est complètement faux »), le tout visant à « les faire se poser des questions [et] qu'ils n'acceptent pas les trucs tout cuits ». Ici encore

la « transmission » de denrées factuelles, quoiqu'importante, apparaissait explicitement comme secondaire par rapport à la socialisation de l'enquête et de ses méthodes, la visite ayant vocation, comme la balade, à servir « de pivot à une pluralité d'expériences ultérieures » (Zask, 2004 : 147) – à « donner des clés de lecture » au public, selon une formule consacrée des Rizziens. Et, de fait, le catalogue d'activités culturelles du Rize consistait en une gamme de propositions d'expériences publiques : des cafés-patrimoine où ressources documentaires et témoignages étaient mobilisés de façon à « poser des questions pour aujourd'hui » ; des ateliers d'écriture où l'on apprenait à « voir, au sens presque de vision » telle image dans sa priméité (Peirce, 1978 : 22) afin d'élaborer nos propres poèmes ; des ateliers de médiation des Archives où nous apprenions à effectuer recoupements et rapprochements entre différentes sources, etc.

Ce panorama, quoique nécessairement succinct dans le cadre de cet article, permet de comprendre comment le pragmatisme est devenu une ressource pour saisir ce qui se jouait dans toutes les activités « mémorielles » villeurbannaises, au-delà de leur « orientation objet » explicite : la réalisation tout aussi périlleuse que continue d'une « communauté d'enquête et de contrôle » (Quéré, 2003 : 123-124) *via* l'« élargissement à tous les citoyens d'une démarche d'enquête » (Zask, 2008 : 179) susceptible de permettre à l'indifférent, au tout-venant ou au simple spectateur de s'associer à un « public mémoriel » (Michel, 2015). La perspective grammaticale que j'avais d'abord engagée avait permis de placer « la description ethnographique au fondement d'une science sociale rigoureuse » (Cefaï *et al.*, 2010 : 181), qui ne se coule pas dans les préoccupations thématiques des acteurs et qui, considérant ceux-ci comme des membres compétents, se rendait capable de les décrire comme des *enquêteurs* à part entière. Mais jusqu'à quel point était-il possible de dire des « membres », en suivant Garfinkel, que « les actions pratiques et les circonstances pratiques ne sont pas en elles-mêmes un thème, et encore moins un thème exclusif de leurs enquêtes » (Garfinkel, 1967/2007 : 59) ? Et jusqu'à quel point était-il possible, pour éviter de confondre « le thème et les ressources », de

laisser hors du champ les thèmes qui préoccupent les acteurs ? Après les (re)découvertes empiriques que j'avais faites, il paraissait difficile de tenir toute la « radicalité » de l'argument ethnométhodologique. En effet, la description minutieuse des données ethnographiques permettait d'affirmer que les acteurs de la mémoire villeurbannaise étaient particulièrement soucieux de la thématization, de l'explicitation et de la description de leur activité pratique et de ses ressorts organisationnels, et ce dans la mesure où celle-ci recelait une fragilité telle qu'elle supposait de réfléchir aux conditions nécessaires à son maintien dans le temps. Ils constituaient sans cesse le « travail de mémoire » en thème d'investigation, mais aussi en objet partageable, partagé, doué de valeur – au sens où il requerrait qu'on lui « consacre de l'énergie » (Dewey, 1939/2011 : 89) et qu'« on se donne du mal » (*ibid.* : 90) pour l'accomplir et le réitérer, au-delà des circonstances fugitives et des curiosités passagères.

Il était désormais clair que les dispositifs que j'avais suivis, souvent depuis leurs premières ébauches jusqu'à leur publicisation, n'avaient pas pour seuls enjeux de résorber l'ignorance, d'historiciser les êtres ou de produire une « prise de conscience » du passé de Villeurbanne : ce qu'ils visaient et réalisaient à la fois, c'était l'extension d'une « entreprise collective de production de connaissance (l'enquête) à laquelle toute personne qu'un problème public intéresse contribue [ou est appelée à contribuer], à égalité de compétence » (Ogien, 2013 : 572). Mes matériaux documentaient, en même temps qu'ils en étaient les fruits, une enquête villeurbannaise caractérisée par sa dynamique hétéromorphe d'extension : et si j'avais tant peiné à trouver un « lien » entre ces matériaux, c'était parce que ce lien était en lui-même une préoccupation des acteurs, qui tâchaient cependant de l'accomplir *via* ce que l'on pourrait appeler une généralisation *par le côté*, c'est-à-dire une socialisation de l'enquête et de ses méthodes – une constitution difficile et perpétuelle d'un « public » susceptible de s'organiser durablement. Aussi est-ce à ce moment-là que les termes relativement abstraits de John Dewey concernant la « recherche de la grande communauté » (Dewey, 1927/2010 : 237) ont commencé à faire sens : « la

connaissance enfermée dans une conscience privée est un mythe, et la connaissance des phénomènes sociaux dépend tout particulièrement de sa dissémination, car ce n'est qu'en étant distribuée qu'une telle connaissance peut être obtenue ou mise à l'épreuve. [...] Disséminer est autre chose qu'éparpiller au loin. On sème les graines non en les jetant n'importe comment, mais en les distribuant de sorte qu'elles prennent racine et aient une chance de pousser. » (*Ibid.* : 275). Restait à déterminer ce que « le Rize » avait à voir dans cette affaire.

DÉPLACEMENT 7 : DE L'INSTITUTIONNEL À L'EXPÉRIENTIEL

Le lecteur n'aura en effet pas manqué de remarquer qu'arrivé à ce point de l'article, et à l'instar du lecteur du manuscrit (*D2*), il n'a toujours pas de « vision globale » du Rize. Et pour cause : au moment d'entamer la rédaction du dernier tiers de la thèse, j'ignorais comment parler *du* Rize. Les choses auraient vraisemblablement été plus simples pour tout le monde si nous avions échafaudé, sur la base des définitions nominales du Rize (*D1*), un contexte sociohistorique et une mise en perspective théorique en bonne et due forme pour faire ressentir au lecteur « le frisson des grands problèmes » (James, 1907/2007 : 85), en vue d'épiloguer sur la gravité du thème mémoriel et d'ironiser sur tout ce que Rize-n'est-pas-vraiment-alors-qu'il-prétend-l'être. C'est ce que n'ont pas manqué de faire, d'ailleurs, d'autres chercheurs que je voyais apparaître épisodiquement au Rize et qui ont pu proposer de ces révélations dont les sociologues et les politistes ont le secret : le Rize n'est pas si « original » qu'il le prétend puisqu'une fois remis en contexte, il apparaît comme une sorte de musée de société parmi d'autres ; son « récit commun » est un mythe, parce que les « voix » qu'il prétend rassembler ne sont pas représentatives de la sociologie objective de Villeurbanne, etc. Mais une telle perspective ne nous aurait pas fait « faire de découverte au sens fort du terme ; certes elle [aurait pu] révéler des faits inconnus ou des relations insoupçonnées entre des faits connus, mais elle ne [pouvait] pas remplacer les définitions nominales qui lui servent de

point de départ par des définitions réelles tirées de l'observation et/ou de l'expérimentation» (Quéré, 2004b: 34). Qu'avons-nous, pour notre part, découvert ?

À défaut de savoir ce qu'est le Rize, nous avons au moins une idée de ce qu'il fait-faire : s'attacher des personnes préoccupées, d'une façon ou d'une autre, par « la mémoire » et par Villeurbanne. Cette mémoire, nous ne savons pas non plus ce qu'elle est, mais nous avons là aussi une idée de ce qu'elle fait-faire : des enquêtes protéiformes qui la thématisent de bien des manières, et dont la conduite est soumise au maintien dans le temps d'un « nous » besogneux. Nous avons également compris qu'être au Rize suppose d'en sortir pour aller à la rencontre de ceux qui sont en mesure de raconter le travail qu'est la mémoire : ces particuliers, ces associations, ces collectifs dont le labeur conditionne la disponibilité des histoires et des objets qui font de Villeurbanne ce qu'elle est, et qui n'ont de cesse d'explicitier leurs méthodes tout en « nous » mettant au travail autour de leurs productions – en accomplissant le « flux de l'intelligence sociale » (Dewey, 1927/2010 : 323). Mais nous avons aussi compris que toutes ces rencontres, toutes ces histoires, nous ne devions de les avoir vécues et entendues qu'au fait que les Rizien·es avaient pris soin de consigner, sous la forme succincte du « carnet d'adresses » (D4), la liste des liens qu'ils avaient construits et entretenus. Et comprendre cela, c'est (et c'était) identifier l'ordre endogène des matériaux de l'enquête sociologique : des matériaux certes divers, mais pas incohérents puisqu'ils avaient tous, d'une manière ou d'une autre, quelque chose à voir avec le Rize. Il n'y avait donc pas de « lien » au singulier à expliquer, à révéler ou à reconstruire pour ordonner ces matériaux *par le haut* (D1) ; ce qu'il fallait, c'était poursuivre la description des voies empiriques par lesquelles le Rize réalisait le mot d'ordre qui était le sien : « avec nos mémoires, faire société. »

À un premier niveau, ce *faire-société* pouvait être attrapé à partir des notes prises quotidiennement au Rize, qui recensaient des interactions « mineures » en apparence mais majeures de par leur nombre

et de par le temps qu'y consacraient les Riziens. À titre d'exemple, tout visiteur du lieu était d'emblée pris en charge par les agentes d'accueil qui l'orientaient vers la médiathèque, la salle d'exposition ou les Archives; en s'y déplaçant, il faisait alors l'objet d'un soin particulier: on lui confiait un programme, on lui commentait l'exposition, on lui proposait de venir confier son témoignage, et ainsi de suite. Au-delà de ces sociabilités ordinaires, le faire-s'attacher se manifestait et s'accomplissait dans la durée par réitération d'un certain nombre de gestes, de paroles et de messages. Ainsi, lorsque je parlais avec Delphine en excursion chez un « incontournable » pour y recueillir des documents en vue d'une exposition, elle ne cessait de manifester son admiration après chaque anecdote (« ça devait être incroyable »), ou de dire combien telle histoire ou telle photographie était « géniales », quand bien même n'en garderait-elle, au bout du compte, qu'une parmi des centaines (Tremblay, 2022). Lorsque Géraldine, la responsable des projets partagés, me montrait ses échanges écrits avec les Villeurbannais qui la sollicitaient pour quelque raison, je voyais qu'elle se préoccupait surtout de leur « remonter le moral » en leur encourageant à « persévérer »; lorsque nous nous rendions chez eux ou dans leurs locaux, elle demandait toujours « ce qu'on peut faire pour vous accompagner », tout en valorisant le « boulot énorme » qu'ils effectuaient. Lorsque Dominique, la responsable des Archives, recevait des particuliers venus verser quelque papier ou photographie de famille, elle prenait soin d'écouter leurs récits et de les en remercier, même si les objets confiés étaient « loin de l'histoire de Villeurbanne ». Tous ces « modes de conduite observables empiriquement » (Dewey, 1939/2011: 146), résumés ici à leur plus simple expression, pouvaient être saisis comme des « valuations » (*ibid.*) qui, remarquablement, portaient sur le *fait de l'attachement* en tant que tel, bien plus que sur les « contenus factuels » proposés par les gens. Les Riziens tâchaient donc d'expérimenter des modes de liaison entre « les villeurbannais » et « le Rize » susceptibles d'être à la hauteur des uns et des autres, c'est-à-dire imprédictibles et multifformes (résidence, appui financier, prêt de salle, partage de contacts, encouragements...), mais devant conduire à des expériences en « nous ». C'est dans ce sens qu'il devenait possible

de décrire le Rize comme opérateur d'une enquête publique, d'« une co-production : l'objet qu'elle élabore est en priorité un objet d'expérience commune, même si les expériences ultérieures des intéressés varient. Le point important est que les variations de leurs expériences respectives ultérieures prennent en considération et intègrent le point de contact à partir duquel s'est constitué le commun. Dans l'idéal, une enquête parvient à produire une situation dont la description participe à l'approfondissement du vivre ensemble, soit qu'elle le dote d'une meilleure qualité, soit qu'elle le rende tout simplement possible. » (Zask, 2004 : 150).

Restait à savoir comment en rendre compte dans un texte sociologique. Comment passer de *ce qui se fait* au Rize et de ce que *fait faire* le Rize au « Rize » en tant qu'« ensemble de référence » (Dodier & Baszanger, 1997 : 38) ? D'ailleurs, de quel type de référence parle-t-on ? Et fallait-il vraiment procéder à cette abstraction ? L'armature théorique que j'avais progressivement constituée permettait d'appréhender ces problèmes en tant qu'ils se posaient au premier chef aux acteurs ; et, de fait, ce problème d'identification de « ce-qu'est-le-Rize » et de ce qui « nous » relie n'avait eu de cesse de reparaitre tout au long des années de terrain. Il se posait d'abord de façon aiguë à chaque fois que les circonstances requéraient l'établissement d'une définition du lieu, c'est-à-dire aussi bien lorsque Xavier devait présenter le Rize dans un colloque que lorsque les agentes d'accueil devaient expliquer au tout-venant ce en quoi consistait, au juste, l'endroit dans lequel il venait d'entrer. Aussi les Riziens n'étaient-ils pas dupes des définitions nominales du Rize : il s'agissait là de « paragraphes de base » visant à « présenter le Rize de la façon la plus simple », bref, de formulations conçues à toutes fins pratiques dans lesquelles « le Rize » apparaissait en tant que « totalité concrète susceptible de recevoir des prédicats de toutes sortes » (Kaufmann & Quéré, 2001 : 367), mais une totalité qui n'était pas donnée *a priori* puisqu'elle dérivait d'un procès de totalisation sans cesse repris. Mais la question de savoir à quoi « nous » oblige l'existence de ce Rize apparaissait surtout, de manière récurrente, dès lors qu'il s'agissait de savoir « quoi faire ». Lorsqu'il fallait trancher

sur un thème d'exposition, accueillir un nouveau partenaire, choisir un visuel pour la communication publique, on se posait toujours les mêmes questions : est-ce « rizien » ou pas ? Est-ce « la vocation du Rize » ? Si le Rize est un « centre mémoires et société », est-il opportun d'y faire installer un jardin participatif ? Est-ce que tout cela n'aurait pas « rien à voir avec la choucroute » ? Dès lors qu'il fallait déterminer « ce que nous devons *faire* », les Riziens rouvraient l'enquête sur « ce que nous *sommes* en tant que membres du Rize » : la question ontologique était posée sous un format pratique. Ce travail perpétuel d'auto-identification se manifestait enfin lors de moments explicitement consacrés à la reprise du projet de service, au cours desquels chaque membre était appelé à donner son avis sur ce-qu'est-le-Rize. Des post-it s'agrégeaient sur les murs, des points de vue étaient énoncés dans des réunions, des tableaux étaient construits pour inventorier les propositions, le tout conduisant à chaque fois au même constat : celui d'une impossibilité de donner une définition « réelle » du Rize, eu égard à la multiplicité des « visions » qu'en donnaient ses membres et à la grande diversité de « ses » réalisations. Bref, s'il était possible de résumer le Rize en quelques lignes, rien n'était moins évident que sa constitution en tant que « sujet pluriel [...] [qui] oblige les individus à homogénéiser leurs volontés disparates dans une seule et même volonté commune » (Kaufmann, 2010 : 340) ; en tout cas, ce travail consistant à « faire “être collectif” » (*ibid.* : 349) et à opérer une « transformation du “multiple en un” » (*ibid.* : 359) semblait être, lui aussi, inachevable.

En reconsidérant tous ces éléments, je comprenais alors mieux le principe auquel Xavier revenait régulièrement en réunion, et qu'il avait formalisé dans un texte paru en 2014 : « faire avec plutôt que pour » (De La Selle, 2014). Parmi les questions qui se posent au Rize, était-il dit, « l'une des [...] plus difficiles à résoudre porte sur la manière dont on peut rejoindre les habitants d'une ville et créer une relation plus directe » ; la réponse consistait à avancer « de façon pragmatique » en nouant des relations « d'interconnaissance » en proposant « plusieurs expériences de médiation, sous la forme d'ateliers participatifs

variés » qui « ont en commun le fait d'associer des personnes très différentes qui, à travers une activité créative, vont créer une relation entre elles et avec le Rize ». Tout cela soulevait cependant une « vraie question : que faire de ces liens, une fois le projet terminé ? » En redécouvrant ce texte des années plus tard, j'étais frappé des résonances qu'il avait avec « mes » expériences de terrain, « mes » interrogations théoriques et « mes » difficultés à écrire, dont je comprenais alors qu'elles n'étaient justement pas « miennes », au sens d'une propriété exclusive. Xavier était au Rize depuis bien plus longtemps que moi, mais il ne semblait pas davantage parvenir à en donner une définition stable ; il pouvait par contre, comme ses collègues, relater les « expériences » qui s'y tenaient et dans lesquelles des « nous » étaient instanciés autour d'une « activité créative » – soit exactement ce que j'avais décrit moi-même sous forme de séquences dans la thèse : des « situation[s] qui [sont] fondatrice[s] de commun » (Zask, 2004 : 156) et dans lesquelles tout était mis en œuvre pour aider « n'importe qui [à] développer sa propre conduite, ou ses recherches, dans la voie qui est la sienne » (*ibid.* : 147). Il posait, enfin, cette question sociologique redoutable de la durabilité des liens, du quoi-faire des liens lorsque l'activité collective se clôt. En étant au Rize, je n'avais donc pas tant suivi une « transformation de l'expérientiel en institutionnel [qui] est observable dans les opérations de traduction qui sont mises en œuvre pour conformer l'action aux procédures, normes et catégories fournies par des textes, réglementaires notamment » (Barthélémy & Malbois, 2018 : 24) qu'une tentative consistant, pour « l'institution » du Rize elle-même, à maintenir un régime expérientiel afin de ne pas devenir, pour reprendre ces termes de Xavier, une « institution qui institue » et qui peut éclipser le public parce qu'elle en a de facto les moyens (« on a un équipement qui est bien équipé, et finalement on peut très bien se passer des habitants, on pourrait très bien parler des habitants sans eux. [...] On est dans nos murs, on a une équipe qui travaille ici... comment faire ? »). Ce « faire avec plutôt que pour », qui poussait à voir dans le Rize un laboratoire démocratique plus que scientifique, n'était pas sans rappeler le leitmotiv d'Addams (1910) quand les femmes de Hull House s'impliquaient dans leur quartier :

plutôt qu'apporter des solutions toutes faites, il s'agissait d'accompagner, de discuter, de découvrir ensemble les problèmes et de leur chercher des solutions de concert. De la même façon, le « travail de mémoire » tel que l'envisageait Xavier consistait en une exploration en pratique, en dialogue, des différentes perspectives « mémorielles » qui pouvaient, à Villeurbanne, se rencontrer, se confronter et communiquer les unes avec les autres – le Rize opérant comme un tiers qui refuse de se substituer aux parties, tout en les aidant à accoucher d'un certain sens du passé.

En remontant alors aux archives du montage du « Centre mémoires et société », je m'apercevais que ces problématiques avaient déjà été soulevées à Villeurbanne bien avant que le Rize ne soit porté à l'existence : il en avait lui-même hérité en naissant dans un milieu qu'il avait eu à charge de reconfigurer. Les comptes rendus des premières délibérations municipales (2001) faisaient en effet état de ce que le « Centre » était appelé à venir se greffer sur un tissu associatif déjà existant et sur une préoccupation politique séculaire de Villeurbanne pour sa mémoire (D3) : moins que d'une « institution », il allait s'agir d'une « expérience » menée autour d'une catégorie (« la mémoire ») qui soulevait bien des « interrogations » à cause de sa « polysémie » et de son « trop-plein de sens ». L'idée était cependant de « poser des pierres » sans savoir, comme l'avait indiqué Jean-Paul Bret lui-même, « ce qu'il en sera de manière terminale » de ce lieu (« nous verrons bien »). En réexaminant les rapports établis par la direction des affaires culturelles durant la préfiguration (« préfigurer, c'est-à-dire figurer, représenter par avance, annoncer, un équipement culturel [qui] demeure le choix politique et culturel de l'expérimentation, de l'évaluation, de l'initiation »), je ne voyais apparaître aucune définition de « la mémoire » ou du futur « Centre », mais au contraire les traces d'une enquête d'ordre pragmatiste *via* des examens répétés de matériaux (« Notre approche s'est concentrée sur la diversité et l'évolution du vocabulaire utilisé par ses émetteurs afin d'en comprendre le sens »), des explicitations de la méthode à l'œuvre et de ses ressorts interprétatifs (« Notre démarche, bien qu'empirique, consiste

à formaliser une interprétation ouvrant éventuellement sur un dialogue rectificatif. En définitive, il reste fondamental de pouvoir vérifier si nous nous sommes trompés ou égarés dans notre interprétation », et des conclusions consistant à « cultiver le doute » et à formuler de nouvelles questions (« comment concrétiser ce concept ? Comment le rendre viable et crédible ? Que proposons-nous pour le mettre en œuvre ? »).

L'enquête ethnographique m'avait donc permis d'observer ce travail consistant à « concrétiser le concept » du Rize par des voies expérimentales, de « pister un problème en voie de constitution, [d']essayer de [me] mettre à la place des acteurs à chaque étape de leur implication dans la dynamique de problématisation et de publicisation » (Cefaï, 2019 : 43) : je comprenais mieux alors l'« axe horizontal » de travail dont m'avait parlé Xavier. Cet axe recouvrait une idée analogue à celle de généralisation par le côté évoquée plus haut, ou à logique de l'enquête de Dewey : un « axe de la politique » consistant à confectionner « un récit partagé de la ville. [...] C'est une manière abstraite de le dire, parce qu'en fait concrètement ça prend des formes diverses et complémentaires, qui forment une mosaïque d'actions [...]. Moi j'appelle ça construire un récit, mais c'est une manière très large de le dire ; parce qu'évidemment notre but c'est pas d'écrire une histoire de Villeurbanne qu'on va mettre dans un livre et puis le refermer en disant “ça y est, on a fini notre boulot”, ça se retravaille, ça se... Et donc c'est un peu ce slogan, “contre la mémoire qui flanche, la mémoire qui planche”, enfin c'est, bref, le travail de mémoire. » C'était donc cela, avancer sur un mode pragmatiste, encore une fois à la façon d'Addams (1910 : 235-245) créant son Musée du travail, suite à une discussion avec Dewey sur la « reconstruction continue de l'expérience » (*ibid.* : 236 sq. ; Huebner, 2019 ; et Cefaï & Huebner, 2019 : 430) : ne pas trancher sur « ce qui est », mais multiplier les expériences ; ne pas croire que le social est « donné », mais le considérer comme une réalisation continue. Ainsi, ce qui tenait lieu de « travail de mémoire » au Rize n'était pas réductible à la production de denrées factuelles que l'« institution » aurait à simplement

transmettre (selon ce que Xavier appelait les « phraséologies [...] un peu tarte à la crème, “il faut connaître son passé pour parler de son avenir”, etc. ») : il consistait en des activités accomplies moins « pour » un public qu’« *en public* » (Quéré, 2003 : 129) et *par* un public. La tâche du Rize, dans tout cela, était de faire en sorte que le public « se structure et s’organise, si possible de manière démocratique, *via* des institutions » (Quéré, 2002 : 144) tout en résistant à sa propre rigidification. C’est pourquoi il demandait à être saisi, plutôt que comme une « institution », comme un organisme parmi d’autres qui « s’engage[*e*] dans une enquête pour déterminer quel est le problème et tent[*e*] de le résoudre en transformant son milieu de vie et les relations qu’il entretient avec lui » (Cefaï, 2016b : 27). En catalysant les enquêtes menées sur le territoire tout en s’engrenant dans celles-ci, il configurait un champ d’expérience collective autour de « la mémoire », un milieu « où s’organise et s’incorpore une intelligence publique » (*ibid.*). « Faire mémoire », c’est donc en avoir l’« expérience ensemble » (Quéré, 2003 : 118) ou, pour reprendre ce néologisme, « l’expérencier » (Madelrieux, 2012 ; Girel, 2014) ; faire exister « le Rize », c’est veiller à ce que cette institution soit « quelque chose qui doit être déterminé de manière critique et expérimentale » (Dewey, 1927/2010 : 159) en mettant « en pratique le principe pragmatiste de constitution d’un savoir dans une communauté d’enquêteurs compétents. Et cette coopération n’est pas seulement le renforcement d’une ligne, mais inévitablement une hybridation des regards » (Joseph, 2015, §17).

CONCLUSION

J’ai tenté, par ces déplacements successifs, de rendre compte du mouvement de l’enquête sociologique en-train-de-se-faire et en-train-de-s’écrire. Au regard de ce parcours, on comprendra que conclure était une affaire au moins aussi délicate qu’introduire et présenter l’enquête, puisqu’énoncer des « résultats » limpides aurait fait tomber à l’eau ce qui avait été difficilement maintenu, non seulement durant la rédaction, mais aussi et d’abord par les acteurs villeurbannais dévoués au « travail de mémoire » : un geste voué à l’inachèvement.

De ce point de vue, tirer des conclusions qui alimentent la «cumulativité des savoirs» est le grand bénéfice des approches formelles: leurs résultats peuvent être agrégés les uns avec les autres dans la mesure où elles perdent les phénomènes en les «voyant-comme» des occurrences de types, en les noyant sous des contextes et des modèles applicables en toutes circonstances – c'est-à-dire sans égard pour les circonstances et «toutes choses égales par ailleurs». Mais ce geste-là paraît difficilement compatible avec les exigences formulées par le pragmatisme, *a fortiori* lorsque l'activité consistant à «conclure» et à trancher sur «ce-qui-est» est particulièrement problématique pour les acteurs du terrain. À ce titre la découverte du pragmatisme, en renfort d'une certaine sensibilité herméneutique, était d'une efficacité pratique redoutable: elle permettait de justifier du maintien de l'incomplétude jusqu'au bout du compte rendu de recherche, et de rédiger une conclusion qui relatait les premières conséquences observables du changement de direction intervenu en 2015 au Rize¹² en termes de continuité – ou non – du régime expérientiel que Xavier avait, aux côtés des Riziens «de la première heure», tenté de maintenir depuis 2008.

Mais puisqu'il faut bien conclure, venons-en à l'intitulé de cet article. Ce que j'ai tâché de démontrer, c'est que les propriétés de mon enquête sociologique ont été, de part en part, déterminées par celles de l'enquête publique villeurbannaise à laquelle elle avait été, dès ses prémisses, attachée. J'avais eu affaire à des gens pour qui «la société», «la mémoire» et «le Rize» n'étaient pas des entités objectivables une fois pour toutes, mais des corrélats d'activités pratiques. Des entités dont il aurait suffi «que cesse la sollicitude de ceux qu'elle[s] déplace[nt], pour [qu'elles] disparaisse[nt] tout à fait» (Latour, 2012: 252): aussi leur «travail de mémoire» était-il à la mesure de son objet – mouvant, risqué, expérimental. «La mémoire» les obligeait à des déplacements incessants; c'est elle qui, en vertu de son impalpabilité et de sa fugacité, les faisait être pragmatistes. Aussi étaient-ils les premiers à adopter cette «attitude, [cette] certaine orientation [...] qui consiste à se détourner des choses premières, des principes, des "catégories",

des nécessités supposées pour se tourner vers les choses dernières, les fruits, les conséquences, les faits » (James, 1907/2007 : 120). C'est à l'école de ces jamesiens ou deweyens qui s'ignoraient que j'avais été formé, et c'est cette expérience-là de recherche qui allait m'obliger, à mon tour, à des recalibrages systématiques de l'analyse sociologique, à des déplacements perpétuels. Ce que j'appelle *le pragmatisme en héritage*, c'est donc ce processus par lequel un chercheur se trouve être constitué en continuateur du « pragmatisme pratique » des gens, dont il lui revient de documenter les modalités d'exercice en procédant à des extensions descriptives. Dans ce sens, « être pragmatiste » ne saurait être une qualité stable et définitive, dérivée de la maîtrise d'ouvrages philosophiques ou d'une affiliation à une « vénérable tradition » (Cefaï & Huebner, 2019 : 460) : c'est une conséquence possible et imprédictible dans ses formes d'une enquête de terrain soucieuse de considérer les acteurs comme des enquêteurs de plein droit.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House with Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- BARASH Jeffrey A. (2006), « Qu'est-ce que la mémoire collective? Réflexions sur l'interprétation de la mémoire chez Paul Ricoeur », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 50, p.185-195.
- BARTHÉLÉMY Michel & Louis QUÉRÉ (2007), « L'argument ethnométhodologique », in Harold Garfinkel (1967/2007), *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 9-44.
- BARTHÉLÉMY Michel & Fabienne MALBOIS (2018), « Préface. De l'expérience au texte. Une sociologie de l'organisation locale et extra-locale », in Dorothy Smith (2005/2018), *L'Ethnographie institutionnelle. Une sociologie pour les gens*, Paris, Economica, p. 5-46.
- BELKIS Dominique & Michel PERONI (2015), « La mémoire désidentifiante », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://www.espacestemp.net/articles/la-memoire-desidentifiante/>).
- BENSA Alban (2008), « Père de Pwädé. Retour sur une ethnologie au long cours », in Alban Bensa & Didier Fassin (dir.), *Les Politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, p. 19-39.
- BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole & Erwan LE MÉNER (2015), « Publicité, sollicitation, intervention. Pistes pour une étude pragmatiste de l'expérience citoyenne », *SociologieS*. En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/4941>).
- BOLTANSKI Luc (1990), « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 3 (10-11), p. 124-134.
- BOLTANSKI Luc (2009), « L'inquiétude sur ce qui est. Pratique, confirmation et critique comme modalités du traitement social de l'incertitude », *Cahiers d'anthropologie sociale*, 5 (1), p. 163-179.
- BREVIGLIERI Marc & Joan STAVO-DEBAUGE (2007), « L'hypertrophie de l'œil. Pour une anthropologie du "passant singulier qui s'aventure à découvrir" », in Daniel Cefaï & Carole Saturno (dir.), *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph*, Paris, Economica, p. 79-98.
- CALLON Michel (1999), « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégaïgé : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, 41 (1), p. 65-78.
- CANDAU Joël (2005), *Anthropologie de la mémoire*, Paris, Armand Colin.
- CEFAÏ Daniel (2001), « L'enquête de terrain en sciences sociales. Phénoménologie, pragmatisme et naturalisme », in Jocelyn Benoist & Bruno Karsenti (dir.), *Phénoménologie et sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 43-64.
- CEFAÏ Daniel (2003), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte (« Recherches »).

- CEFAÏ Daniel (2016a), « L'enquête ethnographique comme écriture, l'écriture ethnographique comme enquête », in Imed Melliti (dir.), *La Fabrique du sens. Écrire en sciences sociales*, Paris, Riveneuve Éditions & Tunis, IRMC, p. 83-110. En ligne : (<https://www.academia.edu/7792602>) (la pagination indiquée dans l'article est celle du fichier disponible en ligne).
- CEFAÏ Daniel (2016b), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30, p. 25-64.
- CEFAÏ Daniel (2019), « Les problèmes, leurs expériences et leurs publics. Une enquête pragmatiste », *Sociologie et sociétés*, LI (1-2), p. 33-92.
- CEFAÏ Daniel, COSTEY Paul, GARDELLA Edouard, GAYET-VIAUD Carole, GONZALEZ Philippe, LE MÉNER Erwan & Cédric TERZI (2010), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CEFAÏ Daniel & Daniel HUEBNER (2019), « Pragmatisme et sociologie aux États-Unis. De Mead, Addams et Du Bois à l'interactionnisme symbolique », *Pragmata*, 2, p. 378-480. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-cefai-huebner.pdf>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2004), « L'épreuve du tangible. Expériences de l'enquête et surgissements de la preuve », in Bruno Karsenti & Louis Quéré (dir.), *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 15), p. 167-194. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11215>).
- CHIVALLON Christine (2012), « La mémoire soupçonnée. Explosion mémorielle et difficile légitimité de la mémoire de l'esclavage dans l'espace public français », in Christine Chivallon (dir.), *L'Esclavage, du souvenir à la mémoire. Contribution à une anthropologie de la Caraïbe*, Paris, Karthala, p. 27-72.
- CITTON Yves (2014), *Pour une écologie de l'attention*, Paris, Seuil.
- CRIVELLO Maryline & Nicolas OFFENSTADT (2006), « Introduction », in Maryline Crivello, Patrick Garcia & Nicolas Offenstadt (dir.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, p. 191-202.
- DE FORNEL Michel, OGIE Ruwen & Louis QUÉRÉ (2001), *L'Ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte.
- DE LA SELLE Xavier (2014), « Faire avec plutôt que pour. Le projet culturel du Rize à Villeurbanne », *Diversité : ville, école, intégration*, 175, p. 93-98.
- DESCOMBES Vincent (2001), « Les individus collectifs », *Revue du MAUSS*, 18, p. 305-337.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1929/2014), *La Quête de certitude. Une étude de la relation entre connaissance et action*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique, la théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1939/1955), *Liberté et culture*, Paris, Aubier-Montaigne.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, Paris, La Découverte.

- DODIER Nicolas (1993), « Les appuis conventionnels de l'action. Éléments de pragmatique sociologique », *Réseaux*, 11 (62), p. 63-85.
- DODIER Nicolas (2001), « Une éthique radicale de l'indexicalité », in Michel de Fornel, Ruwen Ogien & Louis Quéré (dir.), *L'Ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, p. 315-330.
- DODIER Nicolas & Isabelle BASZANGER (1997), « Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique », *Revue française de sociologie*, 38/1, p. 37-66.
- DOSSE François (1998), « Entre mémoire et histoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison présente*, 128, p. 5-24.
- DUJARDIN Philippe (1996), « Des possibles usages de la mémoire », in Yannis Ioannou, Françoise Métral & Marguerite Yon (dir.), *Chypre hier et aujourd'hui entre Orient et Occident. Actes du colloque tenu à Nicosie, 1994*, Université de Chypre et Université Lumière Lyon 2, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux, p. 97-101.
- DURKHEIM Émile (1894/1988), *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion.
- EMERSON Robert E., FRETZ Rachel I. & Linda L. SCHAW (2010), « Prendre des notes de terrain. Rendre compte des significations des membres », in Daniel Cefaï et al. (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, traduction et présentation par Philippe Gonzalez, p. 129-168.
- GARFINKEL Harold (1967/2007), *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- GARFINKEL Harold (2001), « Le programme de l'ethnométhodologie », in Michel de Fornel, Ruwen Ogien & Louis Quéré (dir.), *L'Ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, p. 31-56.
- GENSBURGER Sarah (2002), « Les figures du juste et du résistant et l'évolution de la mémoire historique française de l'Occupation », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), p. 291-322.
- GINZBURG Carlo (1980), « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 6, p. 3-44.
- GIREL Mathias (2014), « L'expérience comme verbe? », *Éducation permanente*, 198, p. 23-34.
- HALBWACHS Maurice (1925/1994), *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel.
- HALBWACHS Maurice (1950/1997), *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel.
- HENNION Antoine (2012), « La gare en action. Hautes turbulences et attentions basses », *Communications*, 90, p. 175-195.
- HENNION Antoine (2013), « D'une sociologie de la médiation à une pragmatique des attachements », *SociologieS*. En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/4353>).
- HEURTIN Jean-Philippe & Danny TROM (1997), « L'Expérience du passé », *Politix*, 10 (39), p. 7-16.

- HUEBNER Daniel (2019), « Histoire, enquête et responsabilité. Le trésor perdu des premières générations de pragmatistes », *Pragmata*, 2, p. 14-61. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-huebner.pdf>).
- JAMES William (1907/2007), *Le Pragmatisme*, Paris, Flammarion.
- JOSEPH Isaac (2015), « L'enquête au sens pragmatiste et ses conséquences », *SociologieS*. En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/4916>).
- KAUFMANN Laurence (2002), « La prédication "nostrologique". Quelques réflexions sur la nature du politique », *Revue européenne des sciences sociales*, XL (124), p. 283-308.
- KAUFMANN Laurence (2010), « Faire "collectif" : de la constitution à la maintenance », in Laurence Kaufmann & Danny Trom (dir.), *Qu'est-ce qu'un collectif? Du commun à la politique*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 20), p. 331-372. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11580>).
- KAUFMANN Laurence & Louis QUÉRÉ (2001), « Comment analyser les collectifs et les institutions? Ethnométhodologie et holisme anthropologique », in Michel de Fornel, Ruwen Ogien & Louis Quéré (dir.), *L'Ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, p. 361-390.
- LATOUR Bruno (1996), *Petite réflexion sur le culte moderne des dieux faitiches*, Paris, Synthélabo.
- LATOUR Bruno (2005/2007), *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte.
- LATOUR Bruno (2012), *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes*, Paris, La Découverte.
- LATOUR Bruno & Émilie HERMANT (1998), *Paris ville invisible*, Paris, La Découverte.
- LAVABRE Marie-Claire (2000), « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 7, p. 48-57.
- LAVABRE Marie-Claire (2007), « Paradigmes de la mémoire », *Transcontinentales*, 5. En ligne : (<http://journals.openedition.org/transcontinentales/756>).
- LEMIEUX Cyril (2009), « Du pluralisme des régimes d'action à la question de l'inconscient : déplacements », in Marc Breviglieri, Claudette Lafaye & Danny Trom (dir.), *Compétences critiques et sens de justice*, Paris, Economica, p. 69-80.
- LÉVI-STRAUSS Claude (1962), *La Pensée sauvage*, Paris, Plon.
- LORINO Philippe, MOUREY Damien, MUNIESA Fabian, PARMENTIER Aura & Alvin PANJETA (2019), « Pragmatisme et enquête sur les organisations », *Pragmata*, 2, p. 244-293. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-symposium-complet.pdf>).
- MADELRIEUX Stéphane (2012), « Expérencier », *Critique*, 787, p. 1012-1013.
- MEAD Georges Herbert (1932/2012), *La Philosophie du temps en perspective(s)*, trad. fr. par Michèle Leclerc-Olive et Cécile Soudan, Paris, Éditions de l'EHESS.

- MERLEAU-PONTY Maurice (1964/2014), *L'Œil et l'esprit*, Paris, Gallimard.
- MICHEL Johann (2010), « Qu'est-ce qu'une politique mémorielle? », in Johann Michel (dir.), *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, Presses universitaires de France, p. 1-18.
- MICHEL Johann (2015), « Mémoire publique et mémoire collective de l'esclavage », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://www.espacestems.net/articles/memoire-publique-et-memoire-collective-de-lesclavage/>).
- NORA Pierre (1994), « La loi de la mémoire », *Le Débat*, 78, p. 178-182.
- NORA Pierre (2011), *Présent, nation, mémoire*, Paris, Gallimard.
- OGIEN Albert (2013), « Pragmatismes et sociologies », *Revue française de sociologie*, 55 (5), p. 563-579.
- PECQUEUX Anthony (2013), « John Langshaw Austin, la perception et son ethnographie », in Paul-Louis Colon (dir.), *Ethnographier les sens*, Paris, Pétra, p. 43-70.
- PERONI Michel (2006), « De la notion de sensibilité au fait de sensibiliser », in Michel Peroni & Jacques Roux (dir.), *Sensibiliser. La sociologie dans le vif du monde*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 5-39.
- PERONI Michel & Jacques ROUX (2000), « Le chercheur et son terrain : la vertu solidarisatrice des "sites potentiellement pollués" », in André Micoud & Michel Peroni (dir.), *Ce qui nous relie*, La Tour-D'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 209-223.
- PERONI Michel & Dominique BELKIS (2015), « Pragmatique de la mémoire et enquête sur les régimes de mémorialité », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://www.espacestems.net/articles/pragmatique-de-la-memoire-et-enquete-sur-les-regimes-de-memorialite/>).
- PEIRCE Charles Sanders (1978), *Écrits sur le signe*, Paris, Seuil.
- PIETTE Albert (1996/2020), *Ethnographie de l'action. L'observation des détails*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- POLLNER Melvin (1991), « "Que s'est-il réellement passé?" Événement et monde commun », in Jean-Luc Petit (dir.), *L'Événement en perspective*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 2), p. 75-96. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/9612>).
- QUÉRÉ Louis (1992), « Le tournant descriptif en sociologie », *Current Sociology*, 40 (1), p. 139-165.
- QUÉRÉ Louis (1993), « Langage de l'action et questionnement sociologique », in Paul Ladrière, Patrick Pharo & Louis Quéré (dir.), *La Théorie de l'action. Le sujet pratique en débat*, Paris, CNRS éditions, p. 53-82.
- QUÉRÉ Louis (1994), « Sociologie et sémantique. Le langage dans l'organisation sociale de l'expérience », *Sociétés Contemporaines*, 18-19, p. 17-41.
- QUÉRÉ Louis (1995), « La valeur opératoire des catégories », *Cahiers de l'Urmis*, 1. En ligne : (<http://journals.openedition.org/urmis/435>).

- QUÉRÉ Louis (2002), « La structure de l'expérience publique d'un point de vue pragmatiste », in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Actes du colloque de Cerisy de juin 1999, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p.131-160.
- QUÉRÉ Louis (2003), « Le public comme forme et comme modalité d'expérience », in Daniel Cefaï & Dominique Pasquier (dir.), *Les Sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses universitaires de France, p.113-134.
- QUÉRÉ Louis (2004a), « Pour une sociologie qui "sauve les phénomènes" », *Revue du MAUSS*, 24, p.127-145.
- QUÉRÉ Louis (2004b), « Il faut sauver les phénomènes ! Mais comment ? », *Espaces Temps*, 84-86, p.24-37.
- QUÉRÉ Louis (2004c), « Pour un calme examen des faits de société », in Bernard Lahire (dir.), *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, p.79-94.
- QUÉRÉ Louis (2006a), « L'abstraction inhérente à l'établissement des faits comme problème », *L'Année sociologique*, 56, p.389-411.
- QUÉRÉ Louis (2006b), « Entre fait et sens, la dualité de l'événement », *Réseaux*, 5 (139), p.183-218.
- QUÉRÉ Louis (2017), « Regards croisés (herméneutique/pragmatisme) sur la méthode de l'enquête sociale », *Forum*, 4, hors-série, p.30-43.
- QUÉRÉ Louis & Dietrich BREZGER (1992), « L'étrangeté mutuelle des passants : le mode de coexistence du public urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, 57-58, p.89-100.
- QUÉRÉ Louis & Jacques HOARAU (1992), « Le sociologue et le touriste », *Espaces Temps*, 49-50, p.41-60.
- QUÉRÉ Louis & Cédric TERZI (2015), « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS*. En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/4949>).
- RICŒUR Paul (1983), *Temps et récit. Tome I : L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil.
- RICŒUR Paul (1984), *Temps et récit. Tome II : La configuration dans le récit de fiction*, Paris, Seuil.
- RICŒUR Paul (1991), *Temps et récit. Tome III : Le temps raconté*, Paris, Seuil.
- RICŒUR Paul (2000), *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil.
- ROCHIER Gilles (2016), *Je suis au Rize*, Lyon, L'épicerie séquentielle.
- ROUX Jacques, CHARVOLIN Florian & Aurélie DUMAIN (2013), « Quand la passion s'en mêle... La partialité comme principe d'objectivité ? », in Jacques Roux, Florian Charvolin & Aurélie Dumain (dir.), *Les Passions cognitives. L'objectivité à l'épreuve du sensible*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, p.1-16.
- SCHAPP Wilhelm (1953/1992), *Empêtrés dans des histoires. L'être de l'homme et de la chose*, Paris, Cerf.
- SCHÜTZ Alfred (1987/2008), *Le Chercheur et le quotidien*, Paris, Klincksieck.

- SMITH Dorothy (2005/2018), *L'Ethnographie institutionnelle. Une sociologie pour les gens*, Paris, Economica.
- THIBAUD Jean-Paul (2002), « Visions pratiques en milieu urbain », in Jean-Paul Thibaud (dir.), *Regards en action : vers une ethnométhodologie de l'espace public*, Grenoble, Éditions À la Croisée, p.21-54.
- TODOROV Tzvetan (2004), *Les Abus de la mémoire*, Paris, Arléa.
- TORNATORE Jean-Louis (2019), « Pour une anthropologie pragmatiste et plébéienne du patrimoine : un scénario contre-hégémonique », *In Situ. Au regard des sciences sociales*, 1. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/insituarss.449>).
- TREMBLAY Benjamin (2014a), « Savoir voir, voir sans savoir », *Implications philosophiques*. En ligne : (<http://www.implications-philosophiques.org/savoir-voir-sans-savoir-des-politiques-de-la-vision/>).
- TREMBLAY Benjamin (2014b), « À quoi tient l'autorité d'un récit ? L'exemple du guidage historique », *Trajectoires*, 8. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/trajectoires.1316>).
- TREMBLAY Benjamin (2019), « L'enquête grammaticale de Florence Lazar... car "rien n'est donné à l'avance" », *Jeu de Paume, Le magazine*. En ligne : (<http://lemagazine.jeudepaume.org/2019/02/florence-lazar-enquete-grammaticale/>).
- TREMBLAY Benjamin (2020), « Pragmatique de la mémoire. Une enquête villeurbannaise », thèse de doctorat (sociologie), sous la direction de Michel Peroni, Université Lumière Lyon 2.
- TREMBLAY Benjamin (2022), « Faire-exposition. Les apports d'une ethnographie pragmatique », *(In)Disciplines*, 4 (à paraître).
- TROM Danny (2002), « L'engagement esthétique : du trouble à l'enquête visuelle », in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Actes du colloque de Cerisy de juin 1999, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p.287-299.
- WATSON Rodney (2001), « Continuité et transformation de l'ethnométhodologie », in Michel de Fornel, Ruwen Ogien & Louis Quéré (dir.), *L'Éthnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, p.17-29.
- ZASK Joëlle (2004), « L'enquête sociale comme inter-objectivation », in Bruno Karsenti & Louis Quéré (dir.), *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 15), p.141-163. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11206>).
- ZASK Joëlle (2008), « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », *Tracés. Revue de sciences humaines*, 15, p.169-189. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/traces.753>).

NOTES

1 Je tiens à remercier Daniel Cefai pour ses relectures extrêmement attentives et ses nombreux conseils. Je remercie également Michel Peroni, Laurence Kaufmann, Johann Michel, Jean-Louis Tornatore et Dominique Belkis, qui m'ont permis de revisiter mon enquête. Enfin, je remercie la revue *Pragmata* et les membres de la commission du Prix Gérard Deledalle de m'avoir élu lauréat de l'année 2020.

2 *Via* un Master 2 (2011-2012) et un travail doctoral (2012-2020).

3 Les renvois aux différents *Déplacements* seront indiqués de la manière suivante, entre parenthèses : *D1*, *D2*, etc.

4 La thèse ne s'organise pas, en effet, en « chapitres », mais en neuf « séquences » qui visaient à produire un effet d'immersion analogue aux plans-séquences cinématographiques.

5 L'entité « Rize » regroupait trois équipes : une dizaine de fonctionnaires étaient dévolus à l'administration, à la communication et à la « valorisation » (expositions, médiations, programmation), une dizaine d'autres à la médiathèque, et un dernier tandem – associé à des stagiaires – constituait les Archives municipales.

6 Les « temps forts » articulaient, deux à trois fois l'an, une série d'événements culturels (conférences,

débats, projections, ateliers) autour de l'exposition temporaire. Les expositions, remarquablement, n'abordaient pratiquement jamais leurs objets sous une sémantique mémorielle : pour l'essentiel, il s'agissait de traiter un thème général (amour, travail, sport, religion) à partir du cas villeurbannais ou de documenter un quartier de la ville *via* une thématisation sociohistorique.

7 Cette sorte de nominalisation qui constitue le Rize en sujet pratique peut soulever, à ce stade, une question : comment « le Rize » peut-il être le sujet de prédicats ? Quel genre de « sujet » est-il ? Je propose plus loin (*D7*) quelques pistes de réflexion, puisqu'un des enjeux de la thèse était précisément de voir comment « le Rize » était instancié en tant que « sujet ».

8 Ce travail, déjà consacré au Rize, reposait essentiellement sur des entretiens avec les Riziens et quelques-uns de leurs partenaires, ainsi que sur un corpus documentaire (incluant les documents confiés par Sonia).

9 Exposition intitulée « Je suis au Rize. Chronique d'une résidence », du 11 juin au 15 septembre 2013.

10 Exposition « Faisons connaissance. Portrait de quartier », du 10 octobre au 21 décembre 2013.

11 Je reprends ici des expressions employées par les guides pour raconter ex post ce qu'ils font. Elles portent sur des opérations de catégorisation et d'analyse inobservables en situation (quoiqu'elles soient couramment explicitées dans certaines circonstances, avec des formulations du type : « Je vois que j'ai affaire à un connaisseur », « Madame est une spécialiste à ce que je vois », etc.).

12 Xavier est parti à la fin du mois d'avril 2015 et son successeur, Vincent, est arrivé en septembre de la même année.

RECENSIONS

TULLIO VIOLA
***PEIRCE ON THE
USES OF HISTORY:
THE LEGACY OF A
REALIST***

BERLIN ET NEW-YORK,
DE GRUYTER, 2020

RECENSION PAR
MATHIAS GIREL

Sil'importance de Peirce pour la philosophie des sciences ne fait aucun doute, ses contributions à la philosophie de l'histoire, y compris la philosophie de l'histoire des sciences et la philosophie de l'histoire comprise comme science, sont encore un terrain largement inexploré. Beaucoup auront pourtant en tête l'avertissement, porté dans « Comment se fixe la croyance », sur le fait que les grands moments des sciences – que nous connaissons à travers l'*histoire* des sciences – sont aussi des « leçons de logique »¹. On sait en outre que Peirce a écrit plus de trois cents recensions pour *The Nation* et que, dans ces recensions, les allusions à l'histoire des sciences sont fréquentes. Or, si, dans « Le mariage de la religion et de la science » (1893), il fait de la méthode le cœur de la science, bien davantage que ce qui se sédimente dans les grandes synthèses et les manuels, il ajoute immédiatement cette précision importante : « Mais la méthode scientifique est elle-même un résultat scientifique. Elle n'est pas sortie du cerveau d'un débutant : c'est un acquis historique et un accomplissement scientifique². » La méthode scientifique est un résultat de la science, et non pas quelque chose que nous pourrions convoquer avant d'entamer toute enquête, elle apparaît *dans et par* la science, prise dans son historicité. Bien entendu, si l'on a en tête le réalisme tricatégorial tout à fait affirmé de Peirce, cela ne peut signifier une « historicisation » totale de la science, ou une plus improbable encore conversion au scepticisme, mais une tension s'ouvre ici, dans laquelle, si nous ne nous trompons pas, le livre tout entier de Tullio Viola est installé.

L'auteur fournit, dans cette remarquable monographie³, un apport tout à fait conséquent aux recherches peirciennes. Il s'agit d'étudier « la relation entre la philosophie et l'histoire dans l'œuvre de Charles Sanders Peirce » (PUH : 1), et en particulier l'importance que peut revêtir l'histoire pour la philosophie. L'enquête proposée par Viola se fonde aussi bien sur les arguments philosophiques qui traitent du rôle de l'histoire que sur le travail de Peirce comme historien. Le livre s'articule autour de trois grands moments. La première partie (chapitres 1 et 2) suit l'évolution de la pensée de Peirce sur la relation

philosophie-histoire et fait l'hypothèse d'une inflexion, autour de 1890, date après laquelle cette relation ferait l'objet d'examens explicites et non plus implicites. La seconde partie (3 à 5) est le cœur de l'ouvrage : elle articule les différents sens et usages de l'histoire mobilisés par Peirce dans son analyse philosophique. La troisième partie (6 et 7) s'attache au travail de Peirce comme historien et notamment, au chapitre 7, à l'analyse d'un important texte méthodologique postérieur à 1900, *On the Logic of Drawing History from Ancient Documents*.

Même si l'on dispose d'une édition, perfectible et il est vrai difficile à trouver, des textes principaux consacrés par Peirce à l'histoire des sciences⁴, et si d'autres auteurs s'étaient intéressés, de manière plus limitée (Miller, 1971 ; Esposito, 1983), à la philosophie de l'histoire de Peirce, le livre de Tullio Viola est le premier à traiter de ce thème de manière systématique. Il reprend dans son titre celui d'un article ancien de Miller (1971), mais pour d'emblée le pluraliser : ce sont bien ici *des usages* de l'histoire qui sont convoqués, et Viola ne se contente pas de s'inscrire dans la tension repérée avant lui par Esposito (1983) entre une vision « réaliste » et une vision plus « constructiviste » de l'histoire chez Peirce. Viola défend de manière nuancée mais opiniâtre une lecture réaliste, la conclusion du livre, « L'héritage d'un réaliste », reprenant explicitement cette interprétation. Suivant de manière fort claire une problématique clairement aiguillée, ce livre est aussi un livre « total » : les grandes idées et les grands textes de Peirce, et non seulement la série du *Monist*, sont relus à l'aune de la relation à l'histoire.

Le premier chapitre réussit l'exploit de suivre Peirce de ses tout premiers écrits aux années 1890. Viola décrit avec brio l'articulation des réflexions peirciennes sur la science et sur la métaphysique, dès cette période, et éclaire des textes peu commentés, par exemple l'essai de 1863, « *The Place of Our Age in the History of Civilization* » (W.1.101-114), dans lequel sont reprises les thématiques schellingiennes des « âges du monde », et où le Christianisme fournit « l'intrigue de l'Histoire ». De même, l'analyse de conférences, données à Harvard et à l'institut

Lowell dans les années 1860, souligne l'intérêt philosophique de l'histoire aux yeux de Peirce : « On a vraiment dit, rappelle ce dernier, que l'histoire était la métropole ou la capitale de la philosophie ; lorsque nous l'avons maîtrisée, il nous est facile d'étendre nos conquêtes partout. » (W.1.456⁵). Il reste qu'à cette époque, c'est à la philosophie qu'il appartient de juger, une fois que cette base a été établie. On ne s'étonnera pas de retrouver en bonne place William Whewell⁶, auteur d'une philosophie des sciences inductives « fondée sur leur histoire » et sous-tendue par un net réalisme. Si Whewell allait jusqu'à envisager que les « conceptions » fondamentales des sciences soient fournies directement par l'esprit de Dieu, il a également insisté de la manière la plus nette sur l'émergence progressive des « idées appropriées » au cours de l'histoire, et soutenu que nous voyons les « faits » à travers des théories ce qui, paradoxalement, implique une historicité des faits⁷. La même attention est accordée à la dimension historique dans la relecture peircienne de la scolastique, aussi bien dans les *Essais* de 1868-69 que dans la *Recension de l'édition Fraser des œuvres de Berkeley* en 1871, Viola ayant l'œil pour des remarques qui pourraient passer inaperçues, comme celle-ci : « L'histoire métaphysique est l'une des principales branches de l'histoire et doit être exposée parallèlement à l'histoire de la société, du gouvernement et de la guerre, car c'est dans ses relations avec ces dernières que l'on trouve la signification des événements pour l'esprit humain. » (W.2.463). L'auteur a ici de belles pages sur le rapport de Peirce à la pensée scolastique, lue selon ce point de vue⁸. Devant une telle richesse, il ne s'agit pas ici de critiquer tel ou tel manque, ou de regretter que certaines pistes ne soient pas prolongées plus avant, car cela aurait assurément fourni la substance d'une autre monographie. Tout au plus s'étonnera-t-on de la quasi-absence dans ce premier chapitre de « Comment rendre nos idées claires », de 1878⁹. Après tout, si l'on s'intéresse à l'historicité, ce qui « nous » paraît obscur, et donc devoir être éclairci, n'est sans doute pas intemporel, et il semble difficile de découpler totalement ce qui mérite un éclaircissement pragmatiste des fronts de la science, et notamment des questions ouvertes

dans une configuration historique particulière, nous y reviendrons en conclusion.

Le second chapitre est centré sur la période qui s'ouvre à partir du milieu des années 1880, lorsque Peirce sera en pleine possession de son réalisme tricatégorial. Viola y étudie ce qui justifie l'intérêt croissant de Peirce pour l'histoire des sciences, et analyse les théorisations par Peirce de la « classification des sciences », à laquelle concourent aussi bien l'histoire que la philosophie. Un « massif » important est fourni par les *Lowell Lectures* de 1892, qui portent sur l'histoire des sciences. Viola distingue plusieurs usages de l'histoire, qui seront complétés dans la suite des chapitres. Il y a un premier usage qui en fait une forme de « généalogie » des idées maîtresses de la science actuelle (comme c'est le cas par exemple pour l'idée de « régularité absolue de la causalité ») et qui restitue toute la fragilité d'une hypothèse à ses débuts. L'histoire peut également nous permettre de mieux mesurer l'influence d'autres peuples, d'autres époques, sur notre propre pensée. Il y a également, et ce serait un second usage, des « leçons pratiques » de l'histoire, pour guider la recherche actuelle en sciences¹⁰. Enfin, pour rendre compte du raisonnement, la dissection logique ne suffit pas et il convient de mobiliser une « histoire du raisonnement », en dessinant les lois générales de son évolution (W9.98). L'histoire, en ce dernier sens, étudie la « croissance » (*growth*) des idées, ce serait là un troisième usage. Ce chapitre, on l'a mentionné, est également l'occasion d'une analyse des idées peirciennes sur la « classification des sciences » : Viola montre bien comment s'articulent le souci architectonique – classer les sciences selon un ordre dans lequel les sciences placées « plus bas » dans la classification tirent leurs principes des sciences placées « plus haut »¹¹ – et une forme tempérée d'historicisme. En effet, si la philosophie et l'histoire sont naturellement placées dans cette classification, la classification est elle-même sujette à révision au cours de l'histoire. Bien que ses bornes, les mathématiques et les sciences les plus descriptives, soient invariantes, les relations de voisinage peuvent évoluer au cours du temps, et les sciences descriptives, plus bas dans la classification, peuvent

elle-même fournir des formes plus générales et influencer sur les sciences plus fondamentales. Par ailleurs, Peirce a bien conscience du fait que les classifications se fondent sur l'état présent de la science (PUH : 59). Viola résout la tension entre historicisme et réalisme en soulignant que, pour Peirce, l'idéal des classifications est de rejoindre les classifications naturelles, et indique à juste titre que « la classification de Peirce est ainsi fondée sur un type spécifique d'histoire, à savoir la généalogie, qui a précisément pour but de réconcilier une sensibilité au changement historique avec une enquête sur les éléments idéaux. Ces derniers sont, à leur tour, définis en termes de causes finales. » (PUH : 63). Il s'agit là aussi bien d'une esquisse de solution que de l'énoncé d'un problème : si l'on peut sans problème réinscrire ces causes finales dans le domaine de la philosophie de l'esprit comme dans celui des idées, qui seraient alors caractérisées par une finalité vague au départ mais qui ne cesse de se préciser au cours de l'histoire, qu'en est-il de leur application au vivant et aux formes biologiques ? C'est dans ces passages que l'on souhaiterait, peut-être, au-delà de la reconstruction, une évaluation critique de ces thèses par l'auteur de la monographie : on peut avoir des réserves à suivre Peirce, et Agassiz avant lui, lorsqu'ils vont jusqu'à faire dépendre la généalogie, dont Darwin par exemple avait vu qu'elle était la véritable matrice de la classification, d'une théorie téléologique.

On traitera la deuxième partie de manière plus synthétique. Le chapitre 3, « *Historicity as Process* », développe les linéaments d'une métaphysique des processus, ou encore « temporaliste », comme on le disait il y a quelques décennies. Viola restitue de manière limpide le fil qui va de la continuité de la pensée-signe, dans les années 1860, à la métaphysique évolutionniste de Peirce des années 1890, en passant par la cristallisation de la philosophie de l'habitude. De ce point de vue, la perspective finaliste réapparaît dans les trois métaphysiques de l'évolution que distingue Peirce : elle se distingue du « tychisme » (où l'apparition et l'évolution des formes se font selon un hasard aveugle) et de l'« anancasme », où la nécessité et la prédétermination dominant, et porte le nom d'« agapisme ». Cette dernière forme semble

préserver l'« existence possible d'une téléologie dans la nature qui n'écarte pas le hasard et la contingence » (PUH: 72), ou encore de l'évolution comme chemin vers un *telos*, « qui n'est pas nécessairement prédéterminé » (*ibid.*). On suit sans problème l'auteur lorsqu'il esquisse un parallèle avec la croissance des idées, qui peut sans doute obéir à ces trois logiques. L'application de l'agapisme à l'évolution des espèces naturelles – qui semble nécessaire cependant, d'un point de vue interne à la doctrine, pour que l'on puisse tenir la classification comme naturelle au sens précisé plus haut – peut à nouveau inspirer une hésitation, en particulier s'il s'agit de dire que « l'espèce n'évolue pas à cause de la variation et de la sélection naturelle, mais plutôt à cause d'un effort téléologique visant à atteindre un certain but, dont le résultat est transmis par l'intermédiaire d'un processus de prise d'habitudes » (PUH: 84). Il ne s'agit pas ici, on le voit, d'une critique de l'interprétation de Viola, mais, disons d'une question que l'on peut avoir à l'égard d'un moment de la philosophie réaliste de Peirce, et cela n'enlève rien à la pertinence des développements sur l'évolution des idées ni de l'approche des sciences en termes d'espèces naturelles (*natural kinds*). Les autres chapitres, que nous évoquerons ici plus succinctement, sont tout aussi fondamentaux. Le chapitre 4, « *Autonomy and the Value of Experience* », montre de manière ingénieuse comment, aux yeux de Peirce, l'histoire des sciences « fournit une justification inductive de la validité du raisonnement ampliatif » (PUH: 162), c'est-à-dire une justification inductive de notre capacité à faire des abductions. Du point de vue de l'opposition entre les facteurs internes et externes dans l'évolution d'une théorie, Viola souligne en outre le rôle de l'expérience non seulement pour infirmer une théorie, mais aussi pour affiner l'observation philosophique, lorsqu'il s'agit d'une exception récalcitrante à une théorie, qui nous conduit à la formulation de nouvelles théories. Il cite à cet égard ce beau passage tiré d'un manuscrit (MS 498), qui montre comment une observation, éventuellement d'un fait historique, peut jeter une nouvelle lumière sur des notions théoriques :

On peut énoncer les meilleures définitions, aller au cœur des choses, et pourtant il y aura, pour ainsi dire, une petite souris bien vivante prenant la forme d'une quasi-exception qui se trouvera, ou fera, un trou pour entrer alors que tout semblait hermétiquement fermé. Cette souris ne sera pas un simple parasite dont on se débarrasse et qu'on oublie. Ce sera un compagnon dont il faudra se souvenir et qu'il faudra évaluer. (Cité en PUH: 112 ; voir l'important commentaire final, 221-222)

Le chapitre 5, « *Sociality, Dialogue, Disagreement* », revient sur les thèmes conjoints de la convergence des enquêteurs et du désaccord, fournit un regard neuf sur ce que l'on appelait le « socialisme logique » de Peirce et approfondit, entre autres choses, la vision de la communauté scientifique comme entité en croissance esquissée plus haut, aussi bien à travers la notion de désaccord que du point de vue de la dialectique entre critique et « sentimentalisme ». Les lecteurs de Peirce seront intéressés sans doute par la discussion de Gallie, commentateur de Peirce et théoricien des « concepts essentiellement contestés »¹², qui pourrait conduire à nuancer l'espoir envers un « accord sur le long terme » des enquêteurs sur certaines questions (PUH: 150).

La dernière partie est extrêmement instructive, car elle nous montre Peirce, qui est indéniablement un philosophe, en historien et épistémologue de l'histoire. Ceux qui ont une fibre historienne, justement, auront peut-être un regret tout à fait marginal : que les textes explicitement consacrés à l'histoire des sciences, le manuscrit préparé pour Putnam et les *Lowell Lectures*, ne soient pas davantage présentés, du point de vue de leur format, de leur volume, de leur contenu, car ils ne sont pour l'instant pas accessibles, hormis pour qui a la chance de pouvoir consulter le double volume édité par Eisele, dans une des rares bibliothèques qui le possède. On notera également – ce qui suscitera d'amicales jalousies ! – que l'auteur a eu accès en avance au volume 9 des *Writings* ; une partie des sources évoquées sera, espérons-le, plus largement disponible bientôt.

Le chapitre 6 éclaire les *Lowell Lectures* sur l'histoire des sciences de 1892-93 et traite de plusieurs sujets connexes, aussi bien l'origine et l'évolution des sciences que le travail plus précis de Peirce sur un texte médiéval ou que le rôle comparé, enfin, des individus et des collectifs plus larges dans la marche des sciences. L'origine des sciences est reliée à des instincts, dont la liste peut varier (instinct de nutrition et de reproduction, à l'origine des sciences physiques et psychiques, parfois instinct conduisant à produire des images rationnelles de la nature et impulsion sociale). Plus prometteuses peut-être sont les interrogations de Peirce sur ce qui peut constituer le livre de science le plus ancien : le plus ancien à contenir des vérités, ou le plus ancien à manifester un véritable esprit scientifique ? L'histoire des sciences telle que la voit Peirce n'est pas « gradualiste », il reconnaît tout à fait des moments « cataclysmiques », des révolutions scientifiques, « qui dépendent de violentes ruptures de certaines habitudes » (PUH : 171, citant W.9.256-257). Comme souvent dans le livre, on appréciera le fait que l'auteur ne tranche pas entre deux tendances dans la pensée de Peirce, qui mène des études des « vies » des savants et de l'apport comparé des individus et des collectifs, pour trouver des régularités, qui envisage qu'il y ait peut-être un esprit de l'époque (voir les pages de Viola sur le style gothique, 178-179), tout en affirmant qu'il y a des « héros » dans l'histoire des sciences, Kepler notamment. La contribution la plus originale de Peirce, ici, est sans doute l'ensemble d'études qu'il a consacrées à Pierre de Maricourt et à sa « Lettre », datant de 1269, sur le magnétisme¹³. Peirce, qui avait effectué un travail de première main sur un manuscrit de la BNF lors d'un de ses séjours en Europe en 1883, y voit une manifestation très nette de l'esprit expérimentaliste, qui passe par la construction d'instruments pour interroger la nature. Pierre de Maricourt affirmait en effet au début de la *Lettre* :

Tu dois savoir, très cher [ami] que l'artisan [décrit] dans ce traité doit connaître la nature des choses et qu'il ne doit pas non plus ignorer les mouvements célestes. Mais il doit également être habile dans le travail des mains, afin qu'il puisse par son travail, rendre visibles les effets merveilleux. Car, par son habileté, il

pourra à peu de frais corriger une erreur alors qu'il n'y arriverait jamais par la science naturelle et la mathématique seules, s'il manquait d'habileté manuelle. (Radelet de Grave & Speiser, 1975: 203)

On se souvient que dans les *Illustrations de la logique de la science*, Peirce avait caractérisé le génie de Lavoisier en disant qu'il avait transformé ses alambics et cornues en « instruments de pensée » (W.3.243). Cela semble être déjà vrai de Pierre de Maricourt. Par ailleurs, anticipant sans doute sur ce point Duhem, cela confirmait aux yeux de Peirce que la Renaissance et la Révolution scientifique s'appuyaient sur plusieurs siècles de découvertes, de communautés savantes, que les découvertes majeures n'apparaissaient pas comme des « champions » (voir PUH: 183). On a donc ici clairement un épisode où une enquête – sur Pierre de Maricourt, sur l'histoire du magnétisme avant Gilbert – conduit à préciser et réviser l'histoire reçue.

Le dernier chapitre, centré autour du texte de 1901, *On the Logic of Drawing History from Ancient Documents*, défend l'argument selon lequel Peirce « était tout d'abord intéressé par la formulation d'une approche réaliste de l'enquête historique » (PUH: 193). Ce texte a une origine empirique: Peirce avait eu l'occasion, l'année précédente, d'écrire pour Langley des analyses de la théorie humienne du témoignage et des miracles. Viola parvient très bien à résumer « l'angle » de Peirce, qui oppose dans les premières lignes du texte les « monuments » aux « documents » et livre une critique incisive aussi bien de la méthode « subjective », prêtée aux historiens allemands, que de la « critique de documents ». Selon Peirce, cette dernière méthode est dominée par deux injonctions contradictoires: la première est de ranger les témoignages selon leur probabilité, et d'agrèger ces probabilités (mais sans qu'il s'agisse ici véritablement de probabilités objectives), la seconde est de privilégier toujours la lecture la plus difficile, au motif que ce récit est moins susceptible d'être inventé, eu égard à son improbabilité. Selon lui, une telle approche permettait, selon l'humeur, soit de rejeter un récit (qui paraît « improbable » au lecteur), soit

de l'accepter (précisément parce qu'il est improbable). Peirce répond en estimant que sa méthode, fondée sur la déduction, l'induction et l'abduction, rend mieux justice à la réalité historique, l'histoire n'étant qu'un type de connaissance scientifique. D'où l'importance des « monuments », qui désignent ici tant les objets physiques que les manuscrits pris dans leur matérialité : l'histoire « consiste à formuler des hypothèses – ou des abductions – au sujet du passé ; à en dériver un certain nombre de conséquences ; et à soumettre ces conséquences à l'épreuve de l'expérience » (PUH : 197). Nous laissons lectrices et lecteurs découvrir l'application de cette méthode à l'œuvre d'Aristote, à la chronologie de la vie de Platon et enfin à Pythagore.

Au total, le beau livre de Tullio Viola, remarquablement informé et argumenté, est très complet, il fourmille de pistes neuves et devrait s'imposer comme lecture nécessaire pour quiconque s'intéresse au rapport général entre pragmatisme et histoire, comme au rapport singulier de Peirce à l'histoire. Je n'évoquerais ici pour finir qu'une question qui m'est venue plusieurs fois en lisant Viola, et qui pourrait être un prolongement de la présente monographie. On est facilement convaincu par la relecture que l'auteur propose de « Comment se fixe la croyance », en montrant que les méthodes de variation historiques et anthropologiques permettent de « desserrer » l'emprise de la méthode *a priori* de fixation des croyances, qui nous conduit à croire à ce qui « plaît à la raison » ou, pour le dire de manière moins hédoniste, ce que nous ne pouvons pas penser ou nous imaginer autrement. Il reste à soumettre à la même lecture « Comment rendre nos idées claires », le texte jumeau du premier, et on peut s'en rendre compte en se demandant ce qui mérite d'être éclairci selon cette méthode, celle de la « maxime pragmatiste » (« Considérer quels sont les effets pratiques, que nous pensons pouvoir être produits par l'objet de notre conception. La conception de tous ces effets est la conception complète de l'objet¹⁴. »). Il nous semble qu'une lecture attentive des textes contemporains et plus tardifs devrait conduire à réévaluer la dimension historique, aussi bien en ce qui concerne les obscurités qu'il s'agit de dissiper, que les clarifications qui sont proposées.

Sur le premier point, les obscurités, il serait bien peu pragmatiste d'estimer que ce qui nous semble obscur est invariant au fil du temps, et il ne s'agit pas pour Peirce de donner une lecture en termes d'« incidences pratiques » de toutes les notions. Ainsi, dans le manuscrit *Pragmatisme* (1907), Peirce évoque une lecture pragmatiste de la notion de force, qui l'éclaircirait à partir de la manière dont le physicien compose des accélérations partielles, et ajoute aussitôt : « Pour les besoins ordinaires, cependant, il n'y a rien à gagner à pousser l'analyse aussi loin ; car ces concepts ordinaires de la vie quotidienne, qui ont guidé la conduite des hommes depuis que la race s'est développée, sont de loin plus fiables que les concepts précis de la science ; de sorte que lorsqu'une grande exactitude n'est pas requise, ils constituent les meilleurs termes de définition. » (Peirce & Peirce Edition Project, 1998 : 433). Nous éclaircissons des notions dans des contextes précis, et ce passage suggère qu'il s'agit en priorité des cas où la science, prise dans l'histoire, déborde le périmètre du sens commun. Si tel était le cas, les éclaircissements pragmatistes devraient être relus à la lumière des questions que nous nous posons, des enquêtes que nous menons et qui ont une histoire. On peut le comprendre d'une autre manière en convoquant Whewell, que Peirce a lu de près sur ce point, et que Viola relit à juste titre à plusieurs endroits stratégiques du livre. Whewell accorde une importance primordiale aux controverses : il estime qu'elles révèlent des incertitudes stratégiques dans le développement d'une discipline, et qu'à travers les controverses, les notions, d'abord confuses, ressortent clarifiées. C'est à ses yeux le cas de la notion de « force vive » en mécanique, ou encore d'« espèce » et de « plan d'organisation » en biologie. La pensée de Whewell est précieuse, en ce qu'elle permet de penser qu'il y a une historicité des questions et des obscurités et que, partant de là, ce qui est à éclaircir à une époque n'est pas de la même nature qu'à une autre époque. Il est crucial au XVII^e siècle d'éclaircir de ce que l'on entend par « force vive », ou encore par « énergie cinétique », pour faire avancer la mécanique, pour en savoir plus sur le monde physique ; nous pouvons avoir, aujourd'hui encore, besoin de ce type d'éclaircissement, dans l'enseignement secondaire, mais ces éclaircissements

scolaires sont périphériques par rapport au front de la science. Ils n'ont pas le même sens. Le soupçon qu'un lecteur un peu attentif de Whewell et de Peirce pourrait nourrir, et qui nous semble susceptible d'un examen plus approfondi, est que l'obscurité et la confusion que chaque époque affronte la définissent en propre, de manière plus profonde peut-être que ses articles de foi explicites ou ses certitudes bruyamment affichées.

De l'autre côté, celui des incidences pratiques (*practical bearings*), il serait tentant d'en avoir une lecture anhistorique, et le texte même de « Comment rendre nos idées claires », qui évoque des sensations et des faits sensibles, pourrait nous y inciter. Les précisions ultérieures de Peirce sur son propre pragmatisme incitent cependant à élargir la focale : « Je comprends le pragmatisme, affirme-t-il en 1907, comme une méthode permettant de déterminer la signification, non pas de toutes les idées, mais seulement de ce que j'appelle des "concepts intellectuels", c'est-à-dire de ceux sur la structure desquels peuvent reposer les arguments concernant les faits objectifs. » (*Ibid.* : 401). Comprendre le sens d'un « concept intellectuel », c'est convoquer l'ensemble des « arguments » auxquels il va fournir une structure. Une compréhension de la pratique qui ne couvrirait pas l'usage théorique d'un terme ou d'une conception, qui peut nous permettre de résoudre un problème, d'étendre une théorie, d'unifier des champs théoriques, ni son rôle inférentiel, ne répondrait assurément pas à l'usage que Peirce envisage ici. De ce point de vue là, les « incidences pratiques » devraient alors être relues à la lumière de l'histoire des sciences : elles ne seront sans doute pas les mêmes d'une théorie à l'autre. Ces deux points devraient être poursuivis dans un cadre plus vaste, mais le fait que ces questions aient un sens semble d'un coup moins exotique, une fois que l'on a refermé ce passionnant ouvrage sur Peirce et les usages de l'histoire.

BIBLIOGRAPHIE

- AMBROSIO Chiara (2016), « The Historicity of Peirce's Classification of the Sciences », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, VIII (2), p. 9-43. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/ejpap.625>).
- EISELE Carolyn (dir.) (1985), *Historical Perspectives on Peirce's Logic of Science : A History of Science*, Berlin, Mouton.
- ESPOSITO Joseph L. (1983), « Peirce and the Philosophy of History », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 19, p. 155-166.
- GALLIE Walter Bryce (1956/2014), « Les concepts essentiellement contestés », *Philosophie*, 122 (3), p. 9-33.
- GIREL Mathias (2017), « “Éclaircir les conceptions” : Peirce et Whewell, 1869 », *Cahiers philosophiques*, 3, p. 35-44.
- MILLER Willard M. (1971), « Peirce on the Use of History », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 7, p. 105-126.
- PEIRCE Charles Sanders (1893/1960), « The Marriage of Religion and Science », in *Collected Papers*, C. Hartshorne, A. W. Burks & P. Weiss (dir.), Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, volume 6, §§ 428-434.
- PEIRCE Charles Sanders (1960), *Collected Papers*, C. Hartshorne, A. W. Burks & P. Weiss (dir.), Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press.
- PEIRCE Charles Sanders & PEIRCE EDITION PROJECT (1998), *The Essential Peirce : Selected Philosophical Writings*, Bloomington, Ind., Londres, Indiana University Press.
- RADELET DE GRAVE Pierre & David SPEISER (1975), « Le “De magnete” de Pierre de Maricourt : Traduction et commentaire », *Revue d'histoire des sciences*, 28 (3), p. 193-234.
- SHORT Thomas L. (2007), *Peirce's Theory of Signs*, Cambridge, Cambridge University Press.
- VIOLA Tullio (2012), « Peirce and Iconology. Habitus, Embodiment, and the Analogy between Philosophy and Architecture », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, IV (1), p. 6-31. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/ejpap.764>).
- VIOLA Tullio (2020), *Peirce on the Uses of History*, Peirceana, Berlin, De Gruyter.

NOTES

1 Peirce (W.3.243). Dans ce qui suit, j'utilise l'abréviation standard – W + numéro de volume + page – pour l'édition scientifique, *Writings of Charles S. Peirce: A Chronological Edition*, Peirce Edition Project (ed.), Bloomington, Indianapolis, Indiana University Press, 1982-. Et CP, pour les *Collected Papers* (Peirce, 1960).

2 Peirce (1893/1960, CP.6.428). Pour un commentaire, voir Short (2007 : 328-329). Ici, voir Viola (2020 : 138).

3 Viola (2020). Par la suite : PUH.

4 Eisele (1985). Ces deux volumes, rassemblant plus de mille pages, ne sont présents que dans trois bibliothèques universitaires en France, en plus de la BNF.

5 Viola attribue l'origine de cette image à Diodore de Sicile.

6 Sur Whewell, voir Snyder (2006).

7 Je me permets de renvoyer à Girel (2017).

8 Pour une anticipation de certains arguments, voir Viola (2012).

9 Article qui fait l'objet d'une lecture plus loin dans l'ouvrage, voir p. 112-118.

10 Voir le lien avec la notion kantienne d'histoire pragmatique, (PUH : 48-51).

11 Sur la classification des sciences selon Peirce et son historicité, voir le très beau texte, par ailleurs cité et commenté par Viola : Ambrosio (2016).

12 Voir la traduction française de ce célèbre essai dans Gallie (1956/2014).

13 Pour une traduction de cette lettre en français, voir Radelet-de Grave & Speiser (1975).

14 W.3.365. Je donne ici la version « française », la version « anglaise » insiste davantage sur l'idée de conception : « Consider what effects, which might conceivably have practical bearings, we conceive the object of our conception to have. Then, our conception of these effects is the whole of our conception of the object. » (W.3.266).

ROBERTA DREON
SORTIR DE LA
TOUR D'IVOIRE:
L'ESTHÉTIQUE
INCLUSIVE DE
JOHN DEWEY
AUJOURD'HUI

PARIS, QUESTIONS
THÉORIQUES, 2017

RECENSION PAR
OLIVIER GAUDIN

RECONSTRUCTION EN ESTHÉTIQUE

Si l'instauration d'une « esthétique pragmatiste », selon les termes de Richard Shusterman (1991/2018), semble imputable à John Dewey, le contenu théorique de cette formulation reste à préciser et clarifier. Comment tracer les limites spécifiques, internes et externes, d'une réflexion pragmatiste sur l'expérience esthétique, mais aussi sur les pratiques artistiques elles-mêmes ? En quoi se distingue-t-elle de la tradition intellectuelle européenne de la philosophie esthétique, inaugurée au cours du XVIII^e siècle ? Comment, enfin, la situer avec précision dans l'histoire et l'actualité des idées sur le sujet ? L'ouvrage de Roberta Dreon, paru en France en 2017 dans une traduction fluide et élégante (cinq ans après sa publication originale en 2012, en Italie), apporte une contribution précieuse à la discussion de ces questions. Réunissant quatre essais initialement parus de manière autonome, le livre convainc par la cohérence, la clarté et la richesse de son propos. Plutôt que d'entreprendre une présentation commentée de *L'Art comme expérience*, il reconstruit pas à pas la logique interne et la portée critique de l'approche inédite de l'esthétique par Dewey, qui s'inscrit, on le verra, dans la constellation bien plus large de ses positions théoriques sur l'expérience, les émotions, la culture, le langage, mais aussi la morale et la philosophie de l'esprit. Dreon s'appuie sur une explicitation du contexte intellectuel et académique de l'époque de ces publications, soit l'entre-deux-guerres aux États-Unis, ainsi que sur une éclairante confrontation à des auteurs ultérieurs et contemporains – en particulier les anthropologues Clifford Geertz et Alfred Gell, la philosophe Martha Nussbaum et la théoricienne de l'art Ellen Dissanayake. Cet effort de contextualisation et de reconstruction décadre les attentes que l'on pourrait avoir vis-à-vis d'un traité d'esthétique. Comme l'indique son titre, l'ouvrage de Dreon repère dans la démarche intellectuelle de Dewey un double mouvement de décentrement et d'élargissement de ce domaine de réflexion. Son argumentation retrace les contours d'une pensée aussi originale pour l'Amérique de l'entre-deux-guerres que pertinente pour notre actualité, et que l'on pourrait qualifier, par souci de synthèse, d'approche

écologique et *pragmatiste* de l'expérience esthétique. La suite de ce compte rendu expose en détail le contenu d'une telle approche, justifiant cette double désignation. On verra notamment que cet effort permet à Dreon d'inclure dans son analyse les enjeux épistémologiques, éthiques et politiques inhérents à l'approche singulièrement extensive de l'expérience esthétique que défendit Dewey.

OUVRIR L'ESTHÉTIQUE : UNE APPROCHE DÉMULTIPLIÉE DE L'EXPÉRIENCE HUMAINE

Roberta Dreon commence par mettre en évidence l'ancrage des positions du philosophe américain dans le cadre élargi d'une psychologie pragmatiste de la perception et des émotions, mais aussi de son approche originale de l'expression, du langage et de la culture. Ces différents domaines de recherche trouvent leur articulation dans une anthropologie située de l'expérience humaine : on pourrait parler d'*anthropologie philosophique* si ce terme ne renvoyait pas à une autre tradition intellectuelle, propre à l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. Cette orientation anthropologique, qui ouvre un dialogue avec les théoriciens allemands et leurs héritiers américains (au premier rang desquels Franz Boas, dont on reparlera), reste en partie implicite dans les textes publiés par Dewey. Dreon déploie de ce point de vue une contextualisation théorique serrée, qui rattache les positions esthétiques du philosophe au fil conducteur du naturalisme « continuiste » qu'il a mis au point et affiné durant la période de maturité – désignée par les éditeurs de son œuvre comme celle des *Middle Works* –, mais aussi de ses positions « interactionnistes », mettant en avant, contre tout dualisme statique, la permanence des relations réciproques entre organismes et environnements. C'est donc à la lumière d'une patiente reconstruction que la chercheuse italienne élabore une série de liens, particulièrement éclairants, avec les deux livres que Dewey consacre à ces questions dans la décennie 1920 : *Human Nature and Conduct* (1922) et *Experience and Nature* (1925/2012). Dans le chapitre VIII de ce dernier ouvrage (réédité en 1929) paraît une première série de réflexions sur l'art et l'esthétique, où s'esquisse l'orientation

intellectuelle de *Art as Experience* (paru en 1934, à partir d'une série de conférences prononcées en 1931 à la Fondation Barnes).

La reconstitution de l'itinéraire argumentatif suivi par Dewey dans les années 1920 met en lumière un élargissement progressif de la notion d'expérience. Le point de départ qui décide de cette extension est l'élaboration, en coopération étroite avec George Herbert Mead durant la période de son enseignement à l'université de Chicago, d'une perspective que l'on peut dire écologique, voire environnementale, selon laquelle il n'est pas d'expérience hors d'un contexte d'interactions, d'une situation. Cette idée s'affirme dès les travaux de jeunesse (*Early Works*) que Dewey consacre, au milieu des années 1890, à la psychologie de la perception. Ce dernier concept est au cœur de la reformulation de la notion d'expérience, au moins depuis l'avènement de la tradition empiriste de la philosophie anglo-saxonne. Chez les auteurs que l'on appellera les pragmatistes, c'est-à-dire Peirce, James, Dewey et Mead, il est mis en discussion depuis la perspective des sciences expérimentales – et en particulier de la biologie évolutionniste, dans le sillage de Darwin. Dewey détaille l'« attitude » méthodologique ainsi adoptée dans un écrit important de 1910 (Dewey, 1910/2016 ; recensé par Barbara Stiegler dans *Pragmata*, 1, 2018 : 438-453). Il y conteste de manière frontale l'idéalisme des catégories conceptuelles traditionnelles de la philosophie, sans céder pour autant à un réductionnisme de type mécaniste. Esquissant l'approche unitaire et intégrée de l'expérience qui distinguera ses textes de maturité, Dewey critique aussi bien la réduction de la perception à un ensemble de sensations (ou *sense data*) privées de tout esprit ou capacité de réflexion qu'à une représentation simplement passive de la réalité « extérieure ». Il réfute également la réduction des expériences perceptives à un processus de connaissance, du type d'un jugement inférentiel, c'est-à-dire d'une sorte de déduction implicite, proche d'un raisonnement. La perception selon Dewey tend à dépasser en les intégrant ces différents points de vue, non pas au nom d'une métaphysique totalisante de l'expérience sensible, mais en raison de son caractère toujours situé et en partie indéterminé. Puisqu'une perception s'inscrit

dans une série ouverte d'interactions entre un organisme et un environnement, les éléments qui la composent ne sont pas identifiés ni définis *a priori* ; ils ne cessent d'évoluer en fonction d'une séquence pratique donnée. Le déroulement des interactions avec le milieu et les autres agents oriente le contenu et les fonctions des perceptions. Selon les exigences des situations, la conscience, l'habitude ou la mémoire jouent un rôle variable, tout comme les émotions, la gamme des propriétés physiques de l'environnement, sans oublier la grammaire complexe des habitudes culturelles et des rapports sociaux. C'est sur le fond de cette approche ouverte, démultipliée et interactionnelle de l'expérience sensorielle, tenant compte de sa complexité et de ses fonctions d'intégration rejouées dans chaque situation, qu'il convient d'aborder l'originalité des propos de Dewey sur l'esthétique.

UNE ESTHÉTIQUE « NATURALISTE » ET « INCLUSIVE » EST-ELLE UNE CONTRADICTION DANS LES TERMES ?

« Sortir de la tour d'ivoire » : l'image désigne donc avant tout l'exigence de dépasser le cloisonnement intellectuel entre les catégories figées qui dominent à la fois la tradition philosophique occidentale et la psychologie scientifique du début du siècle dernier. L'esthétique de Dewey met en relation des notions et des méthodes que l'on avait pris l'habitude d'opposer : organisme vivant et signification, sensations ordinaires et sensibilité artistique, appréciation esthétique et impulsion ou élan du corps percevant. Il récuse l'idée d'une spécificité radicale de l'activité artistique comme de l'expérience esthétique, de même que celle d'une différence de nature, infranchissable, entre ces deux pôles de la réflexion philosophique sur l'art. Dewey prend le contrepied de l'idéalisme esthétique en se fondant sur ses propres orientations conceptuelles et méthodologiques, que l'on peut qualifier de naturalistes. Le premier chapitre de *Sortir de la tour d'ivoire* expose de manière synthétique les principales options qui caractérisent cette attitude. Le naturalisme deweyen serait plus « émergentiste » que réductionniste (p. 55) : pour le philosophe américain, il est

impossible de réduire la créativité des interactions vivantes à de purs enchaînements mécaniques, de type physico-chimique. À l'instar de Shusterman, mais avec quelques inflexions et nuances qui étendent sa lecture « inclusive » à un arrière-plan anthropologique et écologique plus complet, Dreon rappelle à cet égard l'importance décisive de l'article « The Reflex Arc Concept in Psychology » (Dewey, 1896) et de la « Theory of Emotions » (un ensemble de deux articles parus en 1894 et 1895 : voir Quéré, 2018).

Le sens majeur de ce caractère inclusif est donc de souligner l'indissociabilité de principe entre organisme et environnement dans la psychologie deweyenne : la distinction de ces deux pôles d'interaction est fonctionnelle et momentanée, et non pas ontologique ou métaphysique. Le naturalisme défendu par Dewey est aussi, en ce sens, continuiste : une perception humaine n'est pas un événement causal isolé, mais une activité à part entière où le corps s'engage avec sa sensibilité, sa mémoire biographique et culturelle, ses habitudes acquises et ses savoir-faire partagés. Elle « implique une vivacité, une conscience qui dérive de la participation de l'organisme tout entier, incluant ses composantes synesthésiques et motrices, à ce qui est perçu, qui permet l'extension de tout l'organisme vers l'environnement, plutôt que de se contenir en lui-même en se limitant à enregistrer ce qui vient de l'extérieur » (p. 44). En d'autres termes, elle emploie des dispositions, à leur tour enrichies ou modifiées par les perceptions qui affectent l'organisme au cours de son activité. Percevoir s'apprend, tout au long de la vie. Une telle définition fait voler en éclats le tableau classique d'un spectateur placé face au monde et comme en dehors de celui-ci. Elle insiste sur la dimension corporelle, active et impliquée de la perception humaine, son ancrage dans des contextes mouvants et sa dépendance persistante à l'égard d'intérêts vitaux. Elle met aussi au jour le besoin de ressaisir une situation de continuité radicale, de « connexion structurelle de l'organisme avec l'environnement » (p. 43) – non sans analogie avec la phénoménologie de la perception que Merleau-Ponty, par exemple, développera quelques années plus tard de l'autre côté de l'Atlantique.

On peut donc affirmer que ce qui rend l'esthétique de Dewey « inclusive » est avant tout son enracinement naturaliste : l'expérience esthétique appartient elle-même, sans solution de continuité, au flux des expériences ordinaires, avec la gamme complète et foisonnante de leurs émotions et de leurs significations. Toute expérience est en ce sens esthétique, de manière constitutive et irréductible. « "Esthétique" désigneraient en fait une qualité de nos expériences perçues immédiatement en fonction de ce que certaines choses, personnes ou situations font sur nous, pour nous, avec ou contre nous. C'est seulement ensuite, à la faveur d'une attitude réflexive de nos relations immédiates avec l'environnement, que nous ne jouissons ou ne souffrons plus simplement des choses en raison de l'impact qu'elles ont sur nous, et que nous les comprenons par rapport à d'autres, que nous les référons à d'autres choses, à d'autres situations, des expériences ultérieures. » (p. 153).

Immédiateté, primat des relations écologiques sur la conscience : le contraste ne saurait être plus vif avec l'image romantique d'un sujet abstrait et contemplatif, à distance du monde. Qu'ils soient perçus ou pratiqués, les arts participent aux interactions quotidiennes entre un certain type d'être vivant, les humains, et les environnements, culturellement marqués, dont ils sont eux-mêmes des composants en mouvement. Le refus de tout exceptionnalisme en la matière rejoint le rejet des dualismes métaphysiques et permet à Dewey, en miroir, de souligner « la qualité esthétique de toute expérience » (p. 59). C'est une telle conception « inclusive » et « continuiste », sans céder pour autant à un « réductionnisme » qui dissoudrait le psychique ou le mental dans le physique (Dreon, 2015a : 54-55), que développe le fameux chapitre III de *Art as Experience* (« Avoir une expérience »). Elle se trouvait déjà en germe dans les textes que le philosophe avait consacrés à l'éducation, vingt ans plus tôt, et qui l'avaient fait connaître. C'est en raison des propriétés constitutives de l'expérience sensorielle et de la psychologie humaine que l'esthétique n'est pas un régime spécifique de l'expérience, mais un registre d'interactions où se croisent les mêmes enjeux, affectifs, moraux, culturels et sociaux, que dans

tout le reste de nos existences. Une approche aussi intégrée et « inclusive », que l'on peut aussi dire « pluraliste » (*ibid.* : 55), conduit, en toute logique, à entrer en dialogue avec les savoirs et les méthodes des anthropologues.

AU-DELÀ DE L'ART : DE LA CRITIQUE À L'ANTHROPOLOGIE CULTURELLE

Il convient ici de s'arrêter plus en détail sur le contenu des chapitres IV et V de l'ouvrage, dont la centaine de pages concentre les arguments et l'originalité du propos de Dreon. La discussion prend la forme d'un éclairage mutuel entre les positions de Dewey et différentes théories anthropologiques de l'expérience esthétique. Ces deux chapitres, intitulés « Anthropologica I » et « II » permettent aussi de préciser la portée critique de la métaphore qui orne le titre de l'ouvrage. Il s'agit à la fois de rompre l'isolement où l'on cantonne encore trop souvent la théorie esthétique et de mettre en question la sacralité produite voire revendiquée par un tel cloisonnement. Symbole de pureté dans la tradition judéo-chrétienne, la tour d'ivoire signait l'enfermement de la Vierge, sa mise à l'écart de toute communication avec la vie extérieure. Passée dans le langage courant dans la plupart des langues occidentales, cette image désigne désormais une attitude de désengagement cognitif et moral vis-à-vis du monde, une ignorance dommageable : ce n'est pas un hasard si le vocable vise souvent les experts, universitaires ou politiciens trop éloignés des enjeux du « terrain », dans les débats polémiques d'aujourd'hui. Les concepts et savoirs esthétiques échappent d'autant moins à ce risque de déconnexion que leur histoire, occidentale, en a fait une préoccupation des élites sociales, en particulier sur le plan de la réception. Musées, opéras ou galeries d'art s'adressent-ils vraiment au plus grand nombre ? Le XIX^e siècle a formalisé l'existence de ces institutions et leur place au sein de la société capitaliste bourgeoise, alors même que l'accès à l'éducation et à la connaissance inaugurerait, en parallèle, un lent processus de « démocratisation » avec la mise au point de systèmes d'enseignement et bibliothèques publics. Les études

sociologiques ont montré à quel point ce prétendu élargissement de l'accès à « l'art » n'en rendait pas pour autant les institutions socialement inclusives (Bourdieu, 1979, 1992). Dans le même temps, la tradition romantique et ses différents héritiers consacraient une vision à la fois idéalisée et subversive de l'artiste, volontiers contestataire de l'ordre social et politique. Les écoles d'art devenaient la scène de tensions entre le conformisme des académies et le renouveau critique des avant-gardes, tandis que la philosophie elle-même, dans le sillage de Hegel, a pu envisager la « mort de l'art » – une idée dont Roberta Dreon a récemment discuté en détail la postérité critique dans la réflexion de Dewey (Dreon, 2020).

La conscience de ces contradictions est l'un des foyers du positionnement de Dewey en matière d'esthétique. Mais loin de se satisfaire des descriptions qui dominaient, à son époque, ce domaine de pensée, il en reformule les enjeux de manière radicale et critique¹. Radicale, parce qu'il commence par interroger les implications matérielles, psychologiques et écologiques des expériences esthétiques – déracinant au passage les conceptions idéalistes –, selon le mouvement d'inclusion naturaliste analysé par Dreon. Cette radicalité n'est d'ailleurs pas étrangère à celle des approches phénoménologiques que Husserl, Heidegger ou Merleau-Ponty entreprennent à la même période. Et, en dehors et en amont du champ philosophique, on peut aussi rappeler que la radicalité en matière d'art et d'esthétique fut notamment, durant toute la période d'activité de Dewey, revendiquée par les mouvements d'avant-garde artistique eux-mêmes, des peintres cubistes aux auteurs situationnistes, en passant par Dada, les surréalistes, les lettristes, et tant d'autres.

Critique, Dewey l'est en ce qu'il réexamine les termes du questionnement esthétique à la lumière de leurs conditions de possibilité et d'émergence (notamment sociales, culturelles et historiques); des limites, logiques et empiriques, de leur application; et, enfin, parce qu'« une forme de critique sociale et politique, mais aussi plus spécifiquement culturelle, est à l'œuvre » chez Dewey (p. 155), avec une visée

de réforme des habitudes et pratiques existantes. C'est pour ces raisons conjuguées que le philosophe consacre de longs chapitres à un travail de redéfinition et de reconstruction contextuelle du vocabulaire de l'esthétique, formulant des questions en partie inédites, et d'une grande diversité : qu'appelle-t-on « art » dans un groupe social donné ? À quoi reconnaît-on concrètement une activité artistique, et à quoi sert-elle ? Que suscite une œuvre chez un spectateur (ou auditeur, ou lecteur) et comment le contexte historique et culturel de cette réception encadre-t-il cette expérience ? Quels sont les rapports entre arts et techniques ? Qu'est-ce au juste qu'une expérience sensorielle et quels facteurs assurent son unité ? Comment, enfin, intervenir dans les pratiques sociales qui encadrent les activités de production et de réception des œuvres d'art ?

Cette double posture radicale et critique engage, concrètement, une ouverture sans précédent de la philosophie esthétique vers les sciences sociales. Non sans rapport avec sa réflexion sur les « publics » en politique (Dewey, 1927/2010), c'est donc sous un angle anthropologique que Dewey interroge le fonctionnement des institutions culturelles susceptibles de « cadrer (*frame*) » aussi bien les expériences esthétiques que les conceptions, plus ou moins idéalisées, de l'art au sein de l'ensemble des « activités humaines » (Dewey, 1934/2010 : 25-26). Il faut donc, pour le dire avec une formulation proposée par Dreon dans une autre publication, il s'agit de demander si l'art « concerne des attitudes anthropologiques profondes, enracinées dans notre participation à un environnement naturel et naturellement social » (Dreon, 2015a : 56).

Comme pour les autres domaines de la pensée, le propos du philosophe américain à ce sujet se singularise par sa volonté de décroisement : telle est la seconde signification majeure du caractère « inclusif » de son esthétique. Le croisement de perspectives qu'introduit la référence anthropologique vise moins une discipline académique particulière (encore peu consolidée à l'époque sur le plan épistémologique) qu'une attitude de curiosité intellectuelle, un regard

transversal sur les expériences humaines situées. Il est ainsi remarquable que Dewey consacre de longs passages du célèbre chapitre III de *L'Art comme expérience* à interroger les qualités d'expériences à partir d'exemples pris dans toutes sortes de domaines, des pratiques rituelles aux interactions sociales ordinaires : de la vie quotidienne aux émotions esthétiques, il ne voit aucune solution de continuité. Il déploie un même intérêt pour l'artisanat, le sport ou pour des situations en apparence triviales, *a priori* déconnectées du champ esthétique, que pour les toiles de Renoir et Van Gogh, ou la poésie de Keats. L'intérêt de chacune de ces formes d'expériences est d'incarner des manières de percevoir et d'expérimenter qui participent à un degré d'accomplissement, d'intégration et d'unification plus ou moins avancé des expériences humaines, quel que soit son domaine d'application. Avec la qualité des expériences pour fil conducteur, l'approche naturaliste, « continuiste » et inclusive du philosophe pragmatiste peut se prêter à une lecture anthropologique, comme le propose Dreon.

Les chapitres IV et V de *Sortir de la tour d'ivoire* détaillent aussi bien le contexte historique de la référence anthropologique chez Dewey que la portée et l'héritage de son esthétique pour les études récentes et contemporaines en anthropologie de l'art. En premier lieu, les rapports de Dewey avec les travaux anthropologiques de son temps (avant tout Boas et Malinowski, mais aussi Goldenweiser ou Benedict) font l'objet de pages éclairantes, où apparaît une fois encore « l'idée d'une dépendance des individus à l'égard des interactions réciproques qui se réalisent entre eux et leur environnement naturel et naturellement social » (p. 150). Ce type de remarque, proche des explorations de l'écologie humaine en sciences sociales que développèrent les sociologues de Chicago durant l'entre-deux-guerres, conduit Dreon à mettre l'accent sur l'importance de *Human Nature and Conduct* (1922) dans l'œuvre de Dewey. Elle montre aussi à quel point la convergence entre les conceptions du philosophe pragmatiste et les sciences sociales de son temps fonctionne sans doute à double sens : de l'anthropologie culturelle vers sa philosophie esthétique, et

de sa propre psychologie sociale vers les sociologues et les anthropologues. De nombreuses proximités apparaissent ainsi avec les positions de Franz Boas sur les rapports entre les différents sens de la culture (culture matérielle, culture sociale et culture spirituelle) distingués par l'anthropologue et l'organisation des expériences par la vie sociale, telle que Dewey, qui fut longtemps son collègue à l'université de Columbia, la décrit dans ses textes de l'entre-deux-guerres. L'esthétique est donc moins que jamais un domaine séparé du reste des expériences humaines.

C'est ce que le chapitre V, « Anthopologica II. Dewey dans le débat contemporain », approfondit à la lumière d'études plus récentes en anthropologie culturelle des pratiques artistiques. Dreon confronte successivement l'héritage de l'esthétique deweyenne aux travaux de Clifford Geertz, Alfred Gell et Ellen Dissanayake. Ces rapprochements sont loin de se réduire à l'analyse contextuelle de l'expérience esthétique. Ils mettent à nouveau en évidence l'apport critique des positions pragmatistes pour les théories et enquêtes anthropologiques elles-mêmes, dès lors que l'épistémologie de Dewey, qui culmine avec la notion d'enquête, se caractérise par son attention aux spécificités de chaque contexte pratique et par son exigence expérimentale. Ils soulignent aussi la pertinence durable des conceptions pragmatistes de l'expérience, de l'art et de la culture, et plus spécifiquement des pratiques artistiques, que le philosophe avait élaborées durant l'entre-deux-guerres.

Relire son esthétique à partir des questions de ces études anthropologiques contemporaines, qui renouvellent le regard occidental sur l'art en élargissant et décroissant ce concept, montre la robustesse des positions de Dewey. Le philosophe avait par exemple su élargir le concept d'art bien au-delà des beaux-arts, y inclure les pratiques et les objets de cultures et civilisations autres qu'occidentales, et adopter un regard décentré sur nos propres perceptions esthétiques. Cette approche apparaît compatible, voire analogue, avec les tentatives d'élargissement des notions d'art et d'esthétique par Dissanayake

– à quelque distance des notions et méthodes de l’anthropologie. Inspirée par une forme de naturalisme évolutionniste qui peut rappeler celle de Dewey, la théoricienne a proposé la notion d’« artification » pour rendre compte des conduites humaines spécifiques – des « *artifying behaviours* » – qui, de l’artisanat aux beaux-arts, « rendent spécial un certain contexte » sans l’extraire ni le dissocier des situations ordinaires de la vie quotidienne (p. 238 ; voir aussi Dreon 2015a : 58-60). La signification esthétique d’un geste ou d’une pratique s’accorde dans chaque cas à des modes d’association et de participation entre les membres d’un groupe social. Ces idées sont d’une surprenante proximité avec certaines des réflexions centrales de *L’Art comme expérience* sur les conditions et les interactions qui placent l’expérience esthétique en « continuité » avec les qualités contextuelles (ou écologiques) de toute expérience (voir aussi Dreon, 2017b). Ce qui rend l’art « spécial » n’est pas de quitter les rivages de l’expérience commune, mais de les arpenter, les explorer et les enrichir, bien plus en détail que nous le permet l’ordinaire de l’organisation sociale de la vie quotidienne. Ne pourrait-on rapprocher, en fin de compte, l’idée que l’art, parfois, « pose problème », de la place centrale des « situations problématiques » dans l’épistémologie deweyenne de l’enquête ?

CONCLUSION

Avec *Sortir de la tour d’ivoire*, Roberta Dreon propose une reconstruction partielle mais transversale, et par conséquent très éclairante, des positions de Dewey en esthétique. Placer l’accent sur l’orientation « inclusive », c’est-à-dire l’élargissement et le décroisement résolus que Dewey applique à l’esthétique, met en évidence l’ancrage psychologique et la dimension anthropologique de son propos. La confrontation des idées du philosophe aux études d’anthropologie culturelle permet à Dreon d’ouvrir une discussion féconde, qui reconstitue les rapports de Dewey aux travaux anthropologiques de son temps, et examine de possibles analogies avec des recherches plus contemporaines sur les pratiques artistiques et leurs relations à des contextes anthropologiques définis, que l’on entende ceux-ci

en un sens très large – la culture d’une période historique ou d’une aire géographique – ou plus restreint – les institutions de tel groupe humain. Ainsi, Dreon a pu interroger, par exemple, la portée effective de *Art as Experience* en observant la manière dont les idées défendues dans l’ouvrage ont pu inspirer, aux États-Unis, la politique gouvernementale du *Federal Art Project* (Dreon, 2013). En détaillant ce que le philosophe américain apporte à ces discussions, la philosophe italienne démontre, avec nuance, que l’exigence pluraliste de Dewey n’a rien perdu de sa capacité d’avertissement et d’invitation au recul critique. Nous n’avons pas fini de sortir de la tour d’ivoire.

BIBLIOGRAPHIE

- BOURDIEU Pierre (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre (1992), *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil.
- DEWEY John (1896), «The Reflex Arc Concept in Psychology», *Psychological Review*, III (4), p. 357-370 (rééd. *The Early Works*, 1882-1898, vol. 5, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press, EW.5).
- DEWEY John (1910/2016), *L'Influence de Darwin sur la philosophie et autres essais de philosophie contemporaine*, trad. fr. Lucie Chataigné Pouteyo, Claude Gautier, Stéphane Madelrieux et Emmanuel Renault, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct*, New York, Henry Holt and Co (rééd. *The Middle Works*, 1899-1924, vol. 14, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press, MW.14).
- DEWEY John (1925/2012), *Experience and Nature*, Londres, George Allen & Unwin; trad. fr. Joëlle Zask, *Expérience et nature*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/1980/2010), *Art as Experience*, New York, Perigee Books; trad. fr. Jean-Pierre Cometti et al. : *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard.
- DREON Roberta (2007), *Il sentire e la parola. Linguaggio e sensibilità tra filosofie ed estetiche del novecento*, Milan, Mimesis.
- DREON Roberta (2013), «Was Art as Experience Socially Effective? Dewey, the Federal Art Project and Abstract Expressionism», *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, V (1). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/ejap.606>).
- DREON Roberta (2015a), «Shared Aesthetic Starting Points? Evolutionary Aesthetics from a Cultural-Naturalistic Perspective», *Aisthesis*, 8, p. 53-69.
- DREON Roberta (2015b), «Aesthetic Issues in Human Emancipation. Between Dewey and Marcuse», *Pragmatism Today*, 6, p. 74-85.
- DREON Roberta (2017a), *Sortir de la tour d'ivoire. L'esthétique inclusive de John Dewey aujourd'hui*, Paris, Questions théoriques.
- DREON Roberta (2017b), «L'esthétique, l'artistique et l'humain : continuité et différence entre art et expérience chez Dewey», in Jean-Pierre Cometti & Giovanni Matteucci (dir.), *Après l'art comme expérience. Esthétique et politique aujourd'hui à la lumière de John Dewey*, Paris, Questions théoriques, p. 57-91.
- DREON Roberta (2020), «Dewey After the End of Art. Evaluating the 'Hegelian Permanent Deposit' in Dewey's Aesthetics», *Contemporary Pragmatism*, 17, p. 146-169.
- FLOREN Charles (1918/2018), *L'Esthétique radicale de John Dewey*, Rennes, Presses universitaires de Rennes («Aesthetica»).

QUÉRÉ Louis (2018), « L'émotion comme facteur de complétude et d'unité dans l'expérience : la théorie de l'émotion de John Dewey », *Pragmata*, 1, p. 10-59. En ligne : (<https://revuepragmata.wordpress.com/2018/09/26/lemotioncomme-facteur-de-complétude-et-dunité-dans-l'expérience-la-théorie-delemotion-de-john-dewey/>).

SHUSTERMAN Richard (1991/2018), *L'Art à l'état vif : la pensée pragmatiste et l'esthétique populaire*, trad. fr. Christine Noille, Paris, Minuit. Rééd. en poche : Paris, L'Éclat.

NOTES

1 Sur le caractère radical de la pensée esthétique de Dewey, voir aussi Floren (2018) ; le chapitre V de ce même ouvrage, intitulé « La fonction critique de l'art après Dewey », en éclaire également la portée critique, en un sens plus large que ne l'analyse ici Dreon.

**ROBERTO FREGA
& STEVEN LEVINE
(eds)**

***JOHN DEWEY'S
ETHICAL THEORY:
THE 1932 ETHICS***

NEW YORK ET LONDRES,
ROUTLEDGE, 2021

RECENSION PAR
BAPTISTE CORNARDEAU

L'ÉTHIQUE À L'ŒUVRE : DE LA RÉFLEXION MORALE À LA TRANSFORMATION DÉMOCRATIQUE DE L'EXPÉRIENCE

Ainsi que l'expliquent Roberto Frega et Steven Levine en ouverture de *John Dewey's Ethical Theory : The 1932 Ethics* (2021), l'un des principaux motifs ayant animé le projet d'une étude collective approfondie de la version révisée de l'*Éthique* de John Dewey et de James H. Tufts, parue en 1932 et traduite récemment en français (Dewey & Tufts, 1932/2021 ; LW.7¹), consistait à mettre en œuvre « une forme d'exégèse plus rigoureuse et plus analytique que celle actuellement en vigueur » (p. ix)². Force est de constater en effet que malgré de nombreuses publications portant sur l'éthique de Dewey³, aucun ouvrage n'avait jusqu'ici proposé un commentaire suivi des huit chapitres de l'*Éthique* rédigés par le philosophe pragmatiste. La plupart des travaux antérieurs visaient à donner une interprétation générale de la question éthique chez Dewey, tel *John Dewey's Ethics : Democracy as Experience* de Gregory Fernando Pappas (2008)⁴, ou bien s'attachaient, ainsi que le note ce même auteur (Pappas, 2008 : 309), à en étudier des aspects plus délimités, comme *John Dewey and Moral Imagination. Pragmatism in Ethics* de Steven Fesmire (2003), ou des moments plus restreints, comme *Dewey's Ethical Thought* de Jennifer Welchman (1995), qui faisait porter son examen jusqu'à *Human Nature and Conduct* (Dewey, 1922 ; MW.14). Néanmoins, contrairement à ce que laissent entendre les éditeurs, certaines publications ont offert une exégèse détaillée et méthodique des textes de Dewey. De ce point de vue, parmi ses principales œuvres, c'est sans doute *Démocratie et éducation* (Dewey, 1916a/2018b ; MW.9), livre dont Dewey lui-même déclarait dans sa courte autobiographie intellectuelle publiée en 1930, « De l'absolutisme à l'expérimentalisme », qu'il « [avait] été longtemps celui dans lequel était le plus pleinement exprimée [s]a philosophie » (Dewey, 1930b/2018a : 18 ; LW.5.156), qui a fait l'objet des analyses les plus serrées. Dès 1932, Herman H. Horne publiait un commentaire suivi de l'ouvrage où chaque section était méticuleusement commentée (Horne, 1932). Plus récemment, Denis C. Phillips a également

proposé un commentaire continu organisé par chapitres (Phillips, 2016), et le volume collectif dirigé par Leonard J. Waks et Andrea R. English est tout entier consacré à *Démocratie et éducation*, une première partie analysant successivement chacun des chapitres qu'une seconde partie explore dans leur ensemble et de manière plus contextuelle (Waks & English, 2017). À bien des égards, le volume dirigé par Frega et Levine suit d'ailleurs le modèle de ce dernier ouvrage, puisqu'après un premier moment introductif visant principalement à mettre en rapport l'*Éthique* de 1932 avec des textes antérieurs, une deuxième partie analyse tour à tour chacun des chapitres rédigés par Dewey, avant une dernière partie composée d'études plus thématiques et transversales.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉTHIQUE DEWEYENNE

Le premier chapitre, « Contextualizing Dewey's 1932 *Ethics* », vise à mettre en relation la nouvelle version de l'*Éthique* parue en 1932 avec d'autres textes de philosophie morale publiés antérieurement par Dewey, ainsi qu'avec l'évolution plus générale de sa philosophie. Parmi plusieurs changements significatifs, Gregory Fernando Pappas relève tout d'abord qu'en 1932, une certaine vision totalisante de l'histoire a été abandonnée au profit d'analyses plus circonscrites et sensibles au contexte. Par suite, disparaît également l'idée selon laquelle la moralité évoluerait de façon linéaire pour passer d'un état « primitif » à un état « moderne », ou encore que la moralité de groupe fondée sur la coutume serait appelée à céder la place à une moralité individuelle et réflexive. À la lumière d'un examen plus approfondi de la notion d'« habitude », l'un des concepts centraux de *Human Nature and Conduct* (Dewey, 1922; MW.14), la conception deweyenne de la « coutume » s'est en effet significativement modifiée, car les habitudes étant elles-mêmes façonnées par la réflexion et l'exercice de l'intelligence, la distinction entre coutume et réflexion ne doit être conçue que comme fonctionnelle. Ainsi que le note Pappas, se manifeste en outre une évolution épistémologique conduisant Dewey à remettre en question la place de choix longtemps réservée en éthique à la raison

et à la rationalité : l'intelligence prend la place de la raison et se trouve redéfinie comme un ensemble complexe d'habitudes ; la créativité, l'imagination, les sentiments font désormais de la moralité davantage qu'un exercice purement cognitif. Parallèlement, la distinction entre l'individuel et le social s'efface : plutôt que d'insister sur un conflit qui n'est le fruit que de distinctions abstraites, Dewey souligne la nécessité de saisir l'opposition entre les dimensions psychologique et sociale de la moralité sous un angle fonctionnel et d'envisager la vie morale en rapport avec les « situations morales problématiques » (p. 6) qui constituent son lieu propre. La notion de soi, plus transactionnelle, est du même coup modifiée, un rapport organique s'instaure entre les actes et le caractère, l'expérience présente et les habitudes, dans le contexte d'une situation déterminée qui appelle à l'enquête en vue d'une possible amélioration. Dès lors, l'idée d'une fin ou d'un bien ultimes doit être abandonnée, de même que la thèse, antérieurement présente chez Dewey, selon laquelle la vie morale devrait principalement viser à la réalisation de soi. L'expérience morale est désormais envisagée sous un angle « pluraliste » reconnaissant à ce qui est bon, à ce qui est bien et à ce qui est vertueux une égale importance, sans l'exclusivisme dont l'histoire de la philosophie a pu témoigner à travers la fausse opposition entre théories conséquentialistes, théories déontologiques et éthique des vertus.

Plus fondamentalement, la philosophie morale, conçue comme une pratique située, ne saurait se surimposer à la vie morale, mais doit être considérée comme une continuation et une élaboration instrumentale de la délibération à l'œuvre dans la conduite de tous les jours. Le plan de l'*Éthique* en est d'ailleurs le reflet, puisqu'après une première partie historique visant à faire saisir en quoi la morale est une réponse à des situations sociales déterminées et s'inscrit dans des pratiques habituelles, la deuxième partie cherche précisément à mettre en relation les diverses théories éthiques avec les problèmes qu'elles cherchent à résoudre, ainsi que l'illustre la troisième partie, consacrée à l'examen de problèmes économiques et sociaux déterminés. Non sans quelque paradoxe eu égard au projet général du

volume, Pappas insiste sur « le caractère holistique de l'éthique de Dewey et de sa philosophie en général » (p.11) et relève à plusieurs reprises la difficulté de lire l'*Éthique* pour elle-même dès lors que, selon Dewey, la pratique philosophique doit être conçue comme une enquête appelant à une reconstruction continue. La dernière partie du chapitre dresse néanmoins un portrait d'ensemble de la philosophie morale deweyenne en 1932, en adoptant la distinction, par ailleurs étrangère à Dewey, entre éthique descriptive, éthique normative et méta-éthique, catégories entrelacées et subordonnées, ainsi que le souligne Pappas, à un projet plus vaste d'amélioration de l'expérience. Sans faire absolument double emploi, la dernière partie du chapitre conduit néanmoins à reprendre et à développer davantage certains points abordés antérieurement, tels la critique de l'absolutisme moral et des effets appauvrissants et déresponsabilisants du dualisme entre théorie et expérience, la défense d'une conception de la moralité comme « effort social, créatif, imaginatif-émotionnel, hypothétique et expérimental d'amélioration des situations » (p.13), ou encore la question du rapport entre soi, habitudes, caractère et situations. Il apparaît alors que l'éthique des situations de Dewey est également une éthique des vertus, où le développement de certains traits de caractère permet le développement de l'intelligence et d'une vie morale meilleure.

L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DE L'EXPÉRIENCE MORALE

Dans le deuxième chapitre, « Dewey's Independent Factors in Moral Action », Steven Fesmire cherche à rendre compte de la « clé théorique » (p.19) à l'origine des chapitres centraux de la version révisée de l'*Éthique*, à savoir la conférence donnée par Dewey en Sorbonne en 1930 et publiée sous le titre « Trois facteurs indépendants en matière de morale » (Dewey, 1930c : LW.5.279-288). Dans ce texte, dont l'origine remonte aux années 1920 et tout particulièrement à un cours donné à Columbia en 1926 (Dewey, 1926/2016 : 2.2230-2.2284), Dewey s'oppose à tout fondamentalisme comme à tout monisme moral. Les trois grandes traditions éthiques représentées

par les Grecs, les Romains et les Allemands, et enfin les Britanniques, auraient en effet versé dans une forme d'exclusivisme consistant à ne retenir que l'une des trois dimensions irréductibles de l'expérience morale, à savoir les phénomènes d'aspiration, d'obligation ou d'approbation, formalisés eux-mêmes sous la forme de trois concepts moraux centraux : ce qui est bon, ce qui relève du devoir et ce qui est vertueux. Or le refus d'un tel exclusivisme constitue une inflexion significative de l'éthique deweyenne, car de l'aveu même de son auteur, l'*Éthique* publiée en 1908 souscrivait à une forme d'« utilitarisme socialisé » (p. 20) subordonné à un téléologisme orienté vers ce qui est bon ou se trouve jugé tel. Avant d'examiner successivement chacun de ces trois facteurs, Fesmire montre bien comment, pour Dewey, l'expérience morale est fondamentalement hétérogène et fait jouer des phénomènes qui, tout en étant également légitimes, peuvent se révéler divergents. Une situation morale ne donne donc pas seulement l'*apparence* d'être problématique, en raison de nos hésitations, de notre incertitude, de notre ignorance, ou encore de notre incapacité à embrasser ce qui est moralement bon, puisqu'en réalité « l'essence de la situation morale est un conflit interne et intrinsèque » (Dewey, 1930c : 120 ; souligné par nous-même).

Les aspirations, les désirs, sont à l'origine de la catégorie de ce qui est bon. Mais tout ce qui procure une satisfaction n'étant pas toujours jugé satisfaisant à la réflexion, la plupart des conceptions téléologiques insistent sur la nécessité d'éclairer le désir par une « prévision intelligente » (p. 25) consistant à délibérer, à peser les conséquences, à comparer et juger les différents choix possibles, ce que Dewey désigne pour sa part comme une forme de « répétition dramatique » (*dramatic rehearsal*). Si le concept de devoir se distingue de cette première source de la vie morale, c'est qu'il découle du contrôle exercé par les autres individus sur les désirs du sujet. Il n'est pas inconcevable toutefois qu'un devoir soit jugé bon, mais cela n'implique pas que les deux phénomènes aient une même origine, comme le voudrait la déontologie kantienne lorsqu'elle subordonne ce qui est bon à ce qui est bien. C'est le fait de vivre « en constante association et interaction »

(LW.7.218), c'est l'existence même de relations, qui confère aux devoirs leur autorité morale. En somme « le bien [...] relève d'une délibération sur les désirs et les intentions ; le droit, l'obligation, relève d'exigences qui ont une autorité et une force sociales ; les vertus relèvent de l'approbation » (Dewey, 1930c : 125), une approbation spontanée qui en fait une troisième source des phénomènes moraux. Ainsi que Dewey l'écrivait à Horace S. Fries en 1933 (Dewey, 2007 : Vol. 2, 26 décembre 1933, n° 07682), c'est la relecture des moralistes britanniques du XVIII^e et du XIX^e siècles qui l'a particulièrement conduit à donner toute sa place à ce dernier facteur. La volonté deweyenne d'introduire la méthode expérimentale au sujet des questions de valeur, ce qui suppose de ne se réfugier ni dans des rationalisations *ad hoc*, ni dans des abstractions éloignées des situations de conflit moral qui appartiennent à l'expérience pratique, s'inscrit du reste, comme le souligne Fesmire, dans le prolongement de Hume (Hume, 1740/1993).

UNE VISION HOLISTIQUE DU CARACTÈRE ET DE LA CONDUITE

Après ces deux chapitres introductifs suit une analyse des huit chapitres de l'*Éthique* rédigés par Dewey. Stéphane Madelrieux analyse tout d'abord le chapitre 10 sous l'angle du « holisme moral et [du] caractère pragmatiste » (« Moral Holism and the Pragmatist Character »). Il apparaît en effet qu'entre l'édition de 1908 et de 1932, la critique deweyenne se déplace et ne vise plus tant le dualisme moral, à savoir la tendance à « diviser l'action humaine en deux parties distinctes : l'intérieur et l'extérieur, les motifs et les conséquences, et le caractère et la conduite manifeste » (p. 45), que ce que Madelrieux désigne comme un « atomisme moral », à savoir l'idée qu'il serait possible de « juger la valeur morale d'un acte donné en considérant seulement cet acte particulier » (p. 46). Le « holisme moral » de l'*Éthique* de 1932, selon lequel le jugement moral ne devrait s'exercer que relativement à une ligne de conduite générale, remplit donc une double fonction critique et doit être pris en deux sens. Il traduit d'abord la continuité entre l'esprit et le corps, entre les motifs

internes et les conséquences d'un acte, et prend à rebours la tendance, manifeste dans le kantisme et dans l'utilitarisme, à privilégier l'un ou l'autre des termes de l'alternative pour en faire le lieu privilégié de la moralité. Il vise ensuite, d'un point de vue temporel, à replacer chaque acte particulier dans la série au sein de laquelle il s'inscrit, c'est-à-dire à en faire le reflet d'une conduite ou d'un caractère ayant une valeur générale. La conduite doit donc être évaluée du point de vue de l'unité du caractère auquel elle se rapporte et le caractère suppose la continuité d'une conduite par laquelle il puisse être déterminé. Aussi, d'un point de vue moral, sinon d'un point de vue psychologique, la conduite et le caractère peuvent-ils être considérés comme équivalents, et le holisme moral temporel vaut-il également comme critique du dualisme moral.

Selon Madelrieux, ce déplacement de la perspective deweyenne s'explique au moins par trois raisons : dans la mesure où Dewey déploie désormais sa critique sur trois fronts, que sont les « trois facteurs indépendants » dont il a déjà été question, et ne vise plus seulement le kantisme et l'utilitarisme, la question du dualisme moral passe au second plan ; ensuite, la publication de *Human Nature and Conduct* a représenté un tournant, et l'habitude est devenue un concept deweyen central permettant notamment de ressaisir l'unité de la conduite et du caractère ; enfin, la relecture des écrits de Charles S. Peirce (Dewey, 1916b : MW.10.71-78 ; 1932 : LW.6.273-277), et notamment l'insistance de ce dernier sur la réalité du « général » (Peirce, 1878a/1879, 1878b, 1902, 1905/1969), a pu conforter Dewey dans l'idée que la conduite, plutôt que des actes isolés, était l'angle d'analyse privilégié de la moralité. Conformément à l'idée deweyenne selon laquelle la théorie morale est la logique de la délibération morale, Madelrieux formule, de manière originale, cinq règles méthodologiques en accord avec une approche holistique de la morale. Il s'agit de veiller à pouvoir reconstituer la continuité de sa propre conduite ; d'envisager les conséquences d'un acte au point de vue de leur développement temporel sous la forme d'une possible tendance ; de considérer les actes, de manière authentiquement pragmatiste et mélioriste, eu égard aux conséquences

bénéfiques futures qu'il serait possible de faire advenir ; de ne pas rechercher la certitude morale mais de s'en tenir à une forme de probabilisme laissant ouverte la voie d'un progrès moral ; enfin de ne pas dénier aux actes ordinaires, au seul profit des dilemmes tragiques, leur caractère moral – ce en quoi le holisme moral est aussi un refus de l'exceptionnalisme moral. Avant de conclure, Madelrieux soulève un possible paradoxe : puisque la moralité réflexive vise à rompre les habitudes inhérentes à une moralité coutumière, la notion d'habitude à laquelle Dewey semble pourtant accorder une place centrale n'est-elle pas du même coup rendue caduque ? S'il n'en est rien, c'est qu'il convient de ne pas opposer la réflexion à l'habitude, mais plutôt de distinguer deux types d'habitudes. En effet, l'intelligence expérimentale que Dewey appelle de ses vœux pour une société démocratique ouverte à l'enquête sur les valeurs est elle-même une forme d'habitude, mais une habitude non routinière, qui fait jouer de concert le développement moral du soi et la transformation de l'environnement social et politique.

LA FORMATION RÉFLEXIVE DE FINS CRÉATIVES

L'analyse du chapitre 11 de l'*Éthique*, portant sur la question des fins, conduit précisément Federico Lijoi, dans « Forming New Ends Creatively », à poursuivre cet examen à travers ce qu'il désigne comme la « plasticité de la vie morale » (p. 61). Dewey notait en effet dans *Human Nature and Conduct* qu'il existe une « plasticité de l'impulsion » (Dewey, 1922 : MW.14.69), qui se prête à être façonnée par la coutume, mais peut aussi, de manière dialectique, transformer cette dernière. Sans toutefois y faire référence, Lijoi est donc conduit à envisager sous un autre point de vue le holisme moral analysé par Madelrieux, puisque la plasticité de la vie morale implique qu'il n'y ait pas de distinction franche entre le mécanisme et la vie, entre l'habitude et la réflexion conçue comme habitude intelligente. Le dualisme entre la théorie et la pratique ne visant selon Dewey qu'à troquer la fausse sécurité d'un monde idéal contre les incertitudes de l'existence, il convient à rebours de faire droit au doute, à l'expérimentation et à

la réflexion. Dans la transformation d'une situation problématique, dans l'élaboration créative de fins nouvelles, le sujet poursuit, selon l'expression deweyenne, « une fin sans fin » (Dewey, 1922 : MW.14.162), qui lui permet de transformer un état de crise en possibilité de réadaptation individuelle et de transformation de la réalité. L'opposition traditionnelle entre raison et désir n'est d'ailleurs pas plus légitime. En effet, la raison ne peut ni ne doit se défaire du désir, car, d'une part, elle ne pourrait mouvoir à elle seule vers une fin, et d'autre part, l'impulsion et le désir n'ont en eux-mêmes rien de répréhensible, seule pouvant être dangereuse leur tendance à confiner la pensée aux objets les plus immédiats. Or c'est justement le rôle de la pensée que d'élargir la perspective sur les désirs et d'en faire des « désirs réfléchis », c'est-à-dire de nous rendre attentifs à ce que nous désirons et d'élaborer des « fins-en-vue » qui, sans réprimer les désirs, les organise afin de conférer « unité et continuité à la conduite » (p. 76).

Une part significative du chapitre 11 étant consacrée à une discussion critique des théories morales ayant posé comme fin de la conduite ce qui est moralement bon, Lijoi examine ensuite les différents arguments de Dewey contre l'hédonisme, l'épicurisme, le capitalisme et l'ascétisme. Dans le premier cas, c'est principalement John S. Mill (Mill, 1861/2012) qui se trouve visé, et notamment l'identification de ce qui est désirable à ce qui est désiré. Pour Dewey, en effet, tout ce qui est désiré n'est pas désirable, et tout ce qui est désirable, n'étant pas nécessairement source de plaisir, n'est pas toujours désiré. Puisque le plaisir n'est souvent lié que de façon accidentelle à la réalisation de certains actes, vouloir en faire le seul guide de la conduite, en négligeant du même coup le pouvoir transformateur de la réflexion sur les fins et les désirs, semble particulièrement mal avisé. Ordonner les désirs selon leur qualité (et non d'après leur seule intensité) comme le fait Mill semble également conduire à figer un certain nombre de fins déterminées. Pour Dewey, la différence entre bonheur et simple satisfaction ne tient donc pas principalement à la qualité des désirs, mais plutôt à leur degré respectif d'intégration ou d'isolement, à leur capacité à satisfaire de façon plus ou moins durable et unifiante une partie

plus ou moins large du soi. C'est d'ailleurs pour cette raison que « le bonheur, en tant qu'il se distingue du plaisir, est une condition du soi » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 234 ; LW.7.199). Quant à l'épicurisme, tout en s'érigeant contre l'idéalisme abstrait afin de redonner sa valeur à l'activité présente, il conçoit pourtant cette même activité de manière égoïste et invite à se retirer passivement des troubles du monde, dans une forme d'élitisme enclin à un « perfectionnisme esthétisant et apolitique » (p. 73). Enfin, de même que l'éthique du capitalisme induit à privilégier des fins superficielles et témoigne donc d'un manque de réflexion, l'ascétisme fait primer la discipline des désirs et remplace la réflexion par la pratique et l'exercice. Si l'idée de forger des habitudes, inhérente à l'ascétisme, est tout à fait deweyenne, poser des fins négatives, comme la répression des désirs, se révèle bien plus problématique, car il importe davantage de transformer et de développer les inclinations à l'aune de ce que la réflexion approuve que de tenter de les faire disparaître. Ainsi que le résume Lijoi, il n'y a donc pas de dualisme entre ce qui est bon moralement et ce qui l'est naturellement, et « les biens moraux ne sont pas fixés, mais sont le résultat créatif d'une réflexion "sans fin" sur ces biens naturels capables de développer le désir de manière harmonieuse et coordonnée » (p. 88).

LES LIMITES DE LA MORALE KANTIENNE

Dans « Dewey, Kant, and the Problem of Moral Change », Connor Morris fait le choix de restreindre son analyse du chapitre 12 de *l'Éthique* à la question du lien établi par Kant entre ce qui est bon et ce qui est bien, un lien que Dewey juge erroné car il rendrait notamment impossible toute appréhension du changement moral. D'un point de vue kantien, la satisfaction des désirs peut être bonne mais n'a rien de moral, et peut même être « anti-morale ». La fonction de la raison, en tant que conscience morale, serait alors d'émettre des commandements visant à restreindre le désir, afin que le bien se trouve tout à fait séparé de la satisfaction naturelle des inclinations. Ainsi que le souligne Morris, tout l'enjeu de la position deweyenne consiste à rejeter fermement cette opposition entre ce qui est bon et ce qui

bien, tout en maintenant une distinction qui ne réinstaurerait pas un dualisme. Or la morale kantienne pèche par une psychologie erronée car, en envisageant le plaisir sous un angle seulement privé, elle ignore le caractère profondément social des individus et ses implications pour l'éthique, et en bannissant les affections du champ moral, elle sape toute possibilité de les transformer et de les améliorer. Pour Dewey, et l'on retrouve ici l'idée de « holisme moral » proposée par Madelrieux, la moralité ne doit donc pas être réduite à un champ étroit, car elle est intimement liée à la conduite ordinaire. En effet, la distinction entre moralité coutumière et réflexive est « plus relative qu'absolue » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 191 ; LW.7.162), et puisque « chaque acte a une portée morale *potentielle*, dans la mesure où il fait partie, en raison de ses conséquences, d'un ensemble comportemental plus large » (*ibid.* : 200, modif. ; LW.7.169), une continuité s'instaure entre ce qui, dans la conduite, relève ou non du domaine moral. En outre, l'universalisme manifeste dans l'impératif catégorique et le caractère totalisant du niveau théorique de la morale kantienne, ferment la voie, selon Dewey, à la possibilité du changement moral et à la transformation de la pratique qu'appelle la « continuité entre nos dispositions psychologico-émotionnelles et la réflexion intelligente sur les règles et les principes » (p. 103). Sans qu'il soit nécessaire de rejeter absolument tout *principe* moral, à bien distinguer toutefois d'une *règle* morale préétablie et rigide, de tels principes doivent néanmoins évoluer en lien « avec le cours de l'expérience » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 324 ; LW.7.276) et ne sauraient justifier à eux seuls la moralité d'une action, puisque cette tâche revient à la réflexion, à l'égard de laquelle ils ne jouent qu'un rôle instrumental. La question de la justification morale est donc entièrement remodelée, et les principes, perdant leur auto-suffisance, se trouvent réengagés dans des situations problématiques où les conséquences de l'action mettent en jeu un tissu de relations sociales. Or c'est justement en raison de cette participation à un monde social que peut s'opérer, à l'aune d'un contrôle réflexif, une connexion, bien différente de celle supposée par Kant, entre ce qui est bien et ce qui est moralement bon.

VERTUS ET ONTOLOGIE SOCIALE

Le chapitre 6 du volume, « What Exactly Is the Place of Virtue in Dewey's *Ethics*? », ne se limite pas à une analyse du chapitre 13 de l'*Éthique*, mais vise plutôt à une reconstruction générale de l'évolution de la notion de vertu dans le corpus deweyen. Ainsi que s'en explique Roberto Frega, quoique cette interprétation ne réponde peut-être pas entièrement à la compréhension qu'avait Dewey de ses propres positions, ce choix méthodologique est néanmoins susceptible de rendre la lecture des textes deweyens « philosophiquement plus productive » (p. 102). Selon Frega, Dewey développe dans un premier temps un modèle « connexionniste » des vertus. Dans les *Outlines of a Critical Theory of Ethics* (Dewey, 1891 : EW.3.237-388), les vertus ne sont pas en elles-mêmes des sources de l'action morale, elles ne sont pas des valeurs élémentaires, mais sont « l'incarnation pratique de ces valeurs dans un caractère individuel » (p. 102). De même, dans la version initiale de l'*Éthique* parue en 1908 (MW.5), tandis que ce qui est bon trouve son origine dans l'affirmation individuelle, et ce qui est bien dans des exigences sociales, la fonction des vertus est de réconcilier ces deux dimensions, de désir et d'obligation, et de rendre compte du lien entre l'individu et la société. À ce stade, les vertus ne sauraient donc être un troisième « facteur indépendant » en matière de morale, puisqu'elles occupent une place subordonnée aux deux autres. Pour Frega, la raison en est théorique et même ontologique, et ne tient pas principalement à une insuffisante familiarité avec les moralistes britanniques à la lecture desquels Dewey déclarera ultérieurement devoir l'évolution de ses conceptions de la vertu. En effet, dans ce premier modèle, la tension entre ce qui est bon et ce qui est bien s'explique par l'opposition entre les deux instances de l'ontologie sociale deweyenne que sont l'individu et la société, entre lesquels la vertu (et plus tard, l'habitude) joue le rôle de lien. C'est également pour cette raison qu'il est possible de définir les vertus tant du point de vue des impulsions individuelles que des institutions sociales.

Dans un deuxième temps, Dewey développe un modèle distinct que Frega qualifie d'« irréductibiliste » et dont témoigne « Trois facteurs indépendants en matière de morale » (Dewey, 1930c). Selon cette nouvelle approche, la vertu n'est plus définie par sa fonction médiatrice mais devient un facteur moral à parts égales avec ce qui est bon et ce qui est bien. Pour Frega, ce modèle est néanmoins insatisfaisant, et l'argumentation qui le soutient insuffisante, aussi n'est-il qu'une position instable qui sera ensuite amendée. De fait, la vertu ne s'y distingue de ce qui est bien moralement que par la spontanéité des manifestations d'éloge et de blâme à l'égard de la conduite des autres, une différence qui n'est « ni très significative, ni très bien formulée » (p. 106) selon Frega. Un changement d'ontologie sociale se manifeste pourtant ici, qui conduira Dewey à ajouter, comme en témoigne également « The Inclusive Philosophic Idea » (Dewey, 1928 : LW.3.41-54), un niveau d'interaction sociale intermédiaire entre les individus et la société. Mais si les obligations morales résultent désormais d'interactions entre individus, les vertus et la notion de devoir moral semblent alors devoir partager une source commune, en contradiction avec leur indépendance déclarée. Du reste, la spontanéité même des vertus apparaît problématique eu égard à la fonction d'intériorisation individuelle des normes sociales qui leur avait été précédemment conférée, tandis que leur caractère immédiat et naturel semble s'opposer à l'idée deweyenne selon laquelle « dans la conduite, l'acquis est premier » (Dewey, 1922 : MW.14.65).

Aussi, dans la seconde version de l'*Éthique*, Dewey adopte-t-il un dernier modèle des vertus, « interactionniste », selon lequel « les vertus fournissent une sorte de synthèse dialectique de ce qui est bon et de ce qui est bien » (p. 111). Si l'abandon du modèle « irréductibiliste » ne conduit pas à revenir au modèle « connexionniste », c'est que, dans la nouvelle ontologie sociale deweyenne, ni l'individu ni la société ne peuvent être considérés comme des réalités ultimes et préétablies qu'il s'agirait de mettre en « connexion », car l'un et l'autre découlent constitutivement des processus interactionnels que font notamment jouer les vertus à travers l'éloge et le blâme. Dans ce

dernier modèle, qui, comme le souligne Frega, rappelle à plus d'un égard G. H. Mead, moralités individuelle et sociale se trouvent donc réconciliées au niveau des interactions sociales, si bien que la moralité, en tant qu'elle se fait réflexive, peut permettre la réforme des valeurs au niveau individuel et leur institutionnalisation au niveau social. La catégorie ontologique fondamentale devient dès lors le « principe d'association », et les concepts de ce qui est bon et de ce qui est bien se trouvent absorbés dialectiquement dans le concept plus originaire de vertu, des vertus qui ne sont plus à entendre comme le reflet de mœurs conventionnelles, mais comme le cœur de la réflexivité à l'œuvre dans la moralité moderne.

LA FONCTION ÉTHIQUE DE LA SYMPATHIE

Le chapitre suivant, « The Interplay between Emotion and Reason. The Role of Sympathy in Moral Judgment », se veut une analyse du rôle de la sympathie dans la possible opposition entre un fondement émotionnel et rationnel des jugements moraux. La discussion de la délibération et des principes moraux qui occupe la fin du chapitre 14 reste donc au second plan, au profit d'un travail d'élucidation définitionnelle de la notion de sympathie – tenue pour équivalente de la notion contemporaine d'« empathie » –, que prolonge un exposé de la généalogie du concept chez les moralistes britanniques. Il apparaît ainsi que la notion de sympathie peut être entendue, selon Céline Henne, en deux sens principaux – à savoir comme un partage émotionnel (par contagion et imitation immédiates, ou par suite d'un effort d'imagination) ou bien comme une prise de perspective – dont peuvent découler, en deux sens dérivés, un accord ou un souci empathique. Tandis que les premiers sentimentalistes britanniques avaient recours à un sens moral inné pour expliquer la formation des jugements moraux, c'est la sympathie qui prend cette place chez David Hume (Hume, 1739/2015, 1740/1993, 1751/1991, 1757/2015) et Adam Smith (Smith, 1759/2014), non sans risquer pourtant de compromettre, par la partialité naturelle qui pousse à préférer ce qui est proche, l'objectivité des évaluations morales. La sympathie est

comprise par Hume comme une contagion émotionnelle spontanée conduisant à approuver ou désapprouver les actions d'autrui selon qu'elles provoquent, chez les autres, plaisir ou peine. Quant à la partialité éventuelle de ces jugements, c'est l'adoption d'un point de vue commun détaché de nos intérêts propres qui doit la contrecarrer. Chez Smith, la fonction de la sympathie se fait plus complexe, en ce qu'elle est d'abord comprise comme l'adoption imaginative de la perspective d'autrui ouvrant à un partage émotionnel, désormais indirect, donnant lieu à des jugements moraux. En outre, ces évaluations ne sont plus déterminées, comme chez Hume, par les réactions de ceux qui sont affectés par l'acte en question, mais plutôt par le plaisir ou la peine naissant de la possibilité même de sympathiser ou non avec l'auteur de l'acte, auxquels correspondent respectivement les sentiments de ce qui est convenant ou inconvenant. Pour remédier à la possible partialité de ces jugements, Smith élabore l'idée d'un « spectateur impartial » neutre et détaché, permettant de juger de notre propre conduite, et plus généralement de toute situation, comme d'un point de vue extérieur. Chez John Stuart Mill (Mill, 1861/2012) enfin, quoique le jugement moral relève davantage de la raison que du sentiment, une sympathie élargie à l'ensemble des êtres humains a néanmoins l'importante fonction de susciter un intérêt pour le bien commun et de donner ainsi au principe d'utilité sa force motivationnelle.

Tandis que la première version de l'*Éthique* adopte, selon Henne, une position très proche de celle de Mill, dans la seconde édition en revanche le bonheur général – notion vague dont nous pourrions être conduits à imposer notre propre vision aux autres –, tout en restant un critère d'approbation morale, n'est plus considéré comme une fin morale directement visée. En outre, alors même que l'adoption du point de vue commun et neutre prôné par Hume et Smith ne semble être envisageable que dans les situations morales relativement simples, Dewey accorde au contraire à la sympathie un rôle central dans la résolution des « situations complexes » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 317 ; LW.7.270), une fonction qui ne peut être remplie qu'à

condition de soumettre les réactions sympathiques et émotionnelles spontanées, y compris celles du spectateur impartial, à la réflexion et à la délibération morales. Plus fondamentalement, chez Dewey, la sympathie n'est plus au premier chef un partage émotionnel, mais plutôt une prise de perspective imaginative et intentionnelle, bien distincte d'une inclination naturelle spontanée. De l'aveu même de Henne, « la conception de la sympathie préférée par Dewey est probablement moins influencée par les sentimentalistes britanniques que par des sources (relativement) plus contemporaines » (p. 128), aussi pourra-t-on regretter qu'après plusieurs pages consacrées aux premiers, seuls deux paragraphes s'attachent à rendre compte des positions de Leslie Stephen et de George H. Mead. Il en ressort néanmoins que la sympathie est appelée à remplir un double rôle. Elle est d'une part un instrument de connaissance (et non de jugement, comme chez les sentimentalistes) permettant d'appréhender les données, et notamment les « intérêts, sentiments et motifs » (p. 129), nécessaires à l'évaluation complète d'une situation morale. Elle permet d'autre part une pluralisation des perspectives qui, contrairement à un point de vue universel, autorise une évaluation plus adaptée des situations morales complexes car elle accorde une égale considération aux diverses revendications en jeu. Si la sympathie est un instrument intellectuel, elle n'exclut pourtant pas les états affectifs, essentiels à la motivation et au jugement moraux, de sorte que les émotions et la raison sont appelées à fonctionner de concert et non en opposition.

On notera enfin que certaines des interprétations proposées pourraient faire l'objet de réserves, et notamment l'idée selon laquelle la sympathie ne produirait pas « un point de vue universel » (p. 129) mais seulement pluriel. En effet, selon Dewey, « c'est la sympathie qui transporte la pensée au-delà du soi et qui étend sa portée jusqu'à la faire s'approcher de l'universel comme de sa limite » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 317, modif. ; LW.7.270). De même, il semble discutable de considérer que « la différence majeure entre les deux éditions » de l'*Éthique* tient à ce que dans la seconde, « les réactions émotionnelles, dont la sympathie, ne [fournissent] plus directement le contenu du

jugement moral final » (p.131), mais que celui-ci est atteint par une délibération rationnelle s'appuyant sur des réactions émotionnelles, car cette idée semble déjà bel et bien présente dès 1908. Comme s'en expliquait Dewey, « la sympathie, en somme, est le principe général du savoir moral, non parce que ses commandements l'emportent sur les autres (ce qu'ils ne font pas nécessairement), mais parce qu'elle fournit le point de vue *intellectuel* le plus fiable et le plus efficace [...] le point d'appui [ποῦ στῶ] d'un examen réel, large et objectif des désirs, des projets, des décisions et des actes » (1908 : MW.5.303 ; souligné par Dewey).

ACTES ET INTÉRÊTS D'UN SOI EN CROISSANCE

Dans « The Identity of Self and Act. Pluralism, Growth, and Our Social Interest », Steven Levine commence par rappeler qu'en 1932, Dewey avait abandonné l'éthique de la réalisation de soi formulée dans ses premiers écrits. S'était opéré en effet un double rejet. Un rejet d'une part de la séparation, héritée de Thomas H. Green, entre un soi empirique et fini et un soi absolu, infini, idéal, unifié, toujours à réaliser mais jamais atteint, au profit de la réalisation, immanente à ses pratiques, du soi. Un rejet d'autre part du primat de ce qui est moralement bon, au profit d'un « pluralisme pragmatique » (p.135) où ce qui est bon, ce qui est bien et ce qui est vertueux jouent le rôle d'outils dans la résolution de problèmes moraux. Eu égard aux écrits antérieurs de Dewey, le chapitre 15 de l'*Éthique* de 1932, consacré à la question du « soi moral », pose toutefois, aux yeux de Levine, deux questions principales. Tout d'abord, Axel Honneth a souligné qu'au prix d'une tension irrésolue, et en désaccord apparent avec son pluralisme pragmatiste, Dewey semble poser « la liberté comprise comme croissance » (p.148) (Honneth, 1998) comme ce qui est ultimement bon pour le soi. Ensuite, bien que la réalisation de soi soit liée à l'avancement du bien des individus avec lesquels le soi est pris dans un ensemble de relations sociales et dont il dépend pour l'épanouissement de ses potentialités, cela n'implique pourtant pas que le bien d'autrui ne puisse être pris comme un simple moyen et non comme

une fin, si bien que l'éthique de la réalisation de soi serait une forme d'égoïsme, au même titre que l'hédonisme.

Avant de répondre à ces deux questions, Levine revient tout d'abord sur la thèse de l'identité, qu'il qualifie de « spéculative » (ou de « pratique ») entre le soi et ses actes et qui représente, d'après Dewey lui-même, « le point central en théorie morale » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 347, modif. ; LW.7.296), constamment réaffirmé depuis au moins les *Outlines of a Critical Theory of Ethics* (Dewey, 1891 : EW.3.237-388). Spéculative, cette identité l'est parce que les concepts de soi et d'acte ne peuvent être pensés l'un sans l'autre, et parce que leur constitution réciproque dépend d'un processus mettant en jeu une « boucle rétroactive » (p. 139) telle que si le soi et le caractère ne se révèlent qu'à travers des choix, des actes, une conduite, réciproquement, on ne peut réellement juger d'un acte qu'en fonction du caractère, du soi, de l'agent. Une action ne relèvera donc du champ de la moralité que dans la mesure où son auteur se trouvera transformé par ses conséquences. Mais l'identité entre conduite et caractère s'appuie également sur la théorie deweyenne des habitudes et de l'intérêt, sur laquelle s'arrête ensuite Levine. En effet, si les actes sont constitutifs, et non seulement révélateurs, du caractère, c'est parce qu'ils tendent à renforcer ou affaiblir les habitudes qui sont la matière même du soi. Pour comprendre en quoi le soi peut être, réciproquement, constitutif des actions, il convient d'examiner la question de la motivation. Pour Dewey, tant les positions physiologisantes, où l'action est motivée par des stimuli environnementaux externes, que psychologisantes, où ce rôle est assigné à des états internes de croyance ou de désir, sont erronées car, dans le premier cas, c'est oublier que l'impulsion et les habitudes rendent déjà les individus intrinsèquement actifs, et dans le second, c'est instaurer une dichotomie, que Dewey réfute, entre intériorité et extériorité. En réalité, un motif peut être envisagé tant du point de vue des intérêts du soi qu'il met en jeu, que des objets induisant une transformation du cours de l'action, où par intérêt il faut entendre « la direction dominante de l'activité » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 341 ; LW.7.290) d'un individu telle que le désir s'unit à un

objet résolument poursuivi. L'intérêt n'est donc pas une simple velléité, mais une manifestation active, à la fois objective, en tant qu'elle fait s'actualiser des tendances, et subjective, en tant qu'elle dépend d'impulsions et de désirs, qui ne doivent eux-mêmes pas être compris comme des états psychologiques détachés mais comme inscrits dans des habitudes corporelles. Dans la mesure où la motivation est étroitement liée à des intérêts qui sont des dispositions habituelles manifestées dans l'action et associées à des objets, elle doit être comprise elle-même comme un mouvement impliquant le soi dans son ensemble, un état associant un désir et un objet par l'intermédiaire d'habitudes, et non comme une réalité extérieure à l'action. Les objets peuvent donc motiver directement à agir parce que le soi s'est constitué à travers des intérêts antérieurs pour ces objets, et les actes sont constitutifs du soi parce que les actions sont déterminées et réalisées en rapport avec un soi constitué.

Si la controverse entre égoïsme et altruisme est mal posée, c'est donc qu'en érigeant ces deux « dispositions acquises » (*ibid.* : 344 ; LW.7.293) au rang de constituants psychologiques originaires, elle entretient une conception erronée de la motivation morale. Du reste, le caractère égoïste ou altruiste d'une action ne dépend pas de l'existence ou non d'intérêts – car même l'action altruiste est « intéressée », puisqu'elle met en jeu un « soi » défini par des intérêts –, mais de la qualité des intérêts en jeu et du type de soi qu'ils contribuent à former. Si ces intérêts sont « larges, inclusifs et durables » et contribuent au bien des groupes dont nous faisons partie, ils sont altruistes, s'ils sont « étroits, exclusifs et éphémères » (p.145) et ne visent que soi-même, ils sont alors égoïstes. En opposant un soi isolé, considéré comme naturel et premier, à des arrangements sociaux envisagés comme artificiels et dérivés, l'individualisme moderne a largement contribué à ériger une opposition radicale entre égoïsme et altruisme. Pour Dewey au contraire, en accord sur ce point avec Mead, le soi dépend en réalité de phénomènes associatifs et de l'appartenance à des groupes qui fournissent au soi ses intérêts les plus élémentaires, en-deçà de l'opposition, qui n'est que dérivée, entre soi et autrui.

Le souci du bien d'autrui, de même que le souci de notre propre bien, dépendent donc d'un intérêt plus fondamental pour celui du groupe, de sorte que s'établit, selon Levine, une « identité spéculative » entre le bien-être du groupe et celui de l'individu. Il ne s'agit donc pas tant de *prouver* que chacun a effectivement un intérêt pour le bien du groupe que de faire apparaître, par une « méthode *dénotative* » (souligné par Levine, p. 148), qu'il en est bien ainsi et que les individus acceptent déjà un idéal démocratique visant à la réalisation de chacun et au bien de tous. Quant à la première question posée par Levine, relative à la liberté comme fin, il convient de considérer que, d'un point de vue deweyen, la responsabilité est prospective et non rétrospective, puisque tenir quelqu'un pour responsable n'a de sens qu'à la condition qu'une modification ultérieure du soi et du comportement soit possible. Il s'ensuit que la liberté n'est plus comprise, en un sens rétrospectif, comme la capacité d'agir autrement, mais plutôt, en un sens prospectif, comme capacité d'apprentissage, de transformation et de croissance favorisant, non un soi statique et figé, mais un soi « dynamique » (p. 151). Or, pour répondre à l'objection de Honneth, puisque la croissance n'est pas externe à l'action et ne peut être visée directement comme une « fin-en-vue », car elle suppose de poursuivre des fins répondant à ce qui est bon, bien, ou vertueux – dont elle ne fait que découler indirectement –, sa place, quoique centrale, ne menace pourtant pas le pluralisme de l'éthique deweyenne.

UNE DÉMOCRATIE ÉMANCIPATRICE

« Democracy and the Problem of Domination. A Deweyan Perspective » clôt la partie du volume consacrée au commentaire suivi des chapitres de *l'Éthique* rédigés par Dewey. Parmi les nombreux problèmes d'ordre social et politique soulevés par les deux premiers chapitres de la troisième partie, Justo Serrano Zamora fait le choix de retenir celui de la domination et des privilèges économiques, culturels et politiques dans leurs rapports avec la démocratie. De fait, si certaines critiques contemporaines de la démocratie selon lesquelles elle tendrait à favoriser les intérêts d'une classe moyenne mobilisée au

détriment de groupes défavorisés et moins bien organisés sont justifiées, les positions pro-démocratiques de Dewey se trouveraient battues en brèche. Il importe toutefois de distinguer la démocratie individualiste, héritée de l'ancien libéralisme, de la démocratie « socialisatrice » (*socializing*) – selon le qualificatif qu'emploie Serrano Zamora pour signifier la possibilité d'approfondissement constant de son caractère social –, que Dewey appelle de ses vœux et qui permettrait quant à elle de répondre aux problèmes de domination. Les conflits sociaux dans les sociétés modernes sont pris en trois sens différents dans l'*Éthique* : comme problèmes sociaux implicites ou explicites mettant en jeu des instances sociales en opposition ; comme conflits de second ordre, opposant principalement des approches individualistes et collectivistes, quant à la meilleure manière de résoudre les problèmes sociaux ; enfin comme conflits émancipateurs ouverts où un groupe opprimé vise à la reconnaissance de ses intérêts. Après avoir rappelé que Dewey rejette tout autant l'opposition entre l'individu et le social que le faux débat entre individualistes et collectivistes, Serrano Zamora insiste sur le lien établi dans l'*Éthique* entre conflits sociaux et, souvent, privilèges de groupes. L'existence de relations de domination dans une société, conçue comme un ensemble d'unités sociales « en concurrence vigoureuse les unes contre les autres » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 379, modif. ; LW.7.324), implique en effet qu'un « groupe (dominant) est capable de faire jouer [...] ses intérêts et ses pouvoirs ou capacités au détriment des autres groupes (dominés) » (p. 160), le groupe dominant s'exposant d'ailleurs lui-même à une « croissance unilatérale » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 405, modif. ; LW.7.347) engendrée par le manque de communication sociale. Toute entreprise d'émancipation doit donc être envisagée sous l'angle des pouvoirs – ou capacités – collectifs, étroitement liés aux intérêts qui en sont le stade initial et qui s'articulent dans l'échange social. Du reste, l'identité posée entre les intérêts particuliers du groupe dominant et les intérêts de la société en général ne se joue pas seulement au niveau social structurel, mais également au niveau symbolique et culturel, et rend toute revendication d'un groupe dominé contraire par principe à l'intérêt général. Pour qu'un conflit social ouvert éclate, il est donc

nécessaire que le groupe dominé développe un « sens de ses pouvoirs » (Dewey, 1919/2015 : 23) lui permettant d'articuler ses revendications – formulées en des termes qui, pour être jugés recevables, doivent se faire généraux – et des pratiques d'enquête susceptibles de faire éclore des visions du monde social mettant en évidence son caractère inacceptable.

Or dans l'*Éthique*, selon Serrano Zamora, la démocratie est envisagée sous plusieurs points de vue. Elle y est caractérisée comme « une méthode collective, expérimentale et habituelle d'identification, de définition et de résolution des problèmes sociaux » (p. 165), méthode qui peut du reste dépasser la seule sphère politique ; comme un mode d'organisation favorisant la croissance individuelle et sociale grâce à la coopération sociale et à l'abolition des relations de domination ; enfin comme une forme d'institutionnalisation des conflits sociaux, conflits non seulement inévitables mais même souhaitables en démocratie dans la mesure où ils engendrent des processus intelligents d'apprentissage et d'enquête collectifs. Il est bien clair toutefois que les démocraties existantes ne répondent pas à cet idéal dont Dewey souhaite la réalisation, car elles sont tributaires de conceptions individualistes propres au libéralisme ancien. La règle du vote majoritaire par exemple, en ce qu'elle suppose des préférences qui préexisteraient à l'échange social et n'auraient qu'à être mécaniquement agrégées, sape de fait tout processus de décision réellement collectif et intelligent ; la limitation de la vie politique aux citoyens éduqués favorise un régime d'experts et des phénomènes d'« injustice épistémique » (Fricker, 2007) limitant l'enquête collective ; plus généralement, la règle majoritaire décourage l'expression individuelle et singulière – tous phénomènes qui, combinés, renforcent plus qu'ils n'effacent les phénomènes de domination. Si Dewey, bien conscient de ces limites, appelle pourtant à plus de démocratie, c'est qu'il s'agit d'une démocratie « socialisatrice », bien différente de l'ancienne, qui vise à favoriser des enquêtes coopératives où l'expertise se trouve réinsérée dans une entreprise collective et où une diversité accrue de faits et de points de vue évite toute fixation idéologique. Il ne s'agit d'ailleurs pas de

dissoudre les conflits dans une communauté d'enquête faussement harmonieuse, mais de rendre ces tensions intelligentes et favorables à l'émancipation, par la participation, la communication et l'attention portée aux vues non-dominantes.

L'ENTREMÊLEMENT DE L'ÉTHIQUE ET DE L'ESTHÉTIQUE

Avec le chapitre intitulé « Dewey's Fully Embedded Ethics » s'ouvre la troisième partie du volume, consacrée à des perspectives plus « historiques et systématiques » (p. 179). Il s'agit tout d'abord pour Roberta Dreon d'insister sur l'importance des facteurs affectifs dans l'éthique deweyenne. Déjà, William James considérait que « la sphère esthétique de l'esprit, ses désirs, ses plaisirs et ses douleurs, et ses émotions » (James, 1884 : 188)⁵ avait été négligée par les psychologues et les philosophes. Plus qu'aux sentimentalistes britanniques, c'est donc sans doute à une source pragmatiste remontant à Charles S. Peirce (Dewey, 1935 ; Peirce, CP 1.422-426, 1.530-544, 5.41-44, 5.129-136, 8.255-257)⁶ et peut-être même à Alexander Bain (Bain, 1855, 1859) qu'il faut attribuer le rôle joué chez Dewey par les sentiments et la sensibilité dans la compréhension de la morale et plus généralement de l'expérience ordinaire. Ce faisant, il ne s'agit de défendre une forme d'irrationalisme mais de proposer une vision plus complexe de la rationalité. En effet, entre les deux éditions de l'éthique, Dewey a « renversé la place du cognitif et de l'affectif » (Edel & Flower, 1985 : LW.7.xxx) et, dans la mesure où l'éloge et le blâme valent comme proto-évaluations du comportement d'autrui et servent de fondement à l'exercice du jugement réflexif, la revalorisation de l'idée de vertu s'est accompagnée d'une reconnaissance des réactions affectives comme premières et indépendantes. La réflexivité morale intègre donc les facteurs qualitatifs de la conduite, sans coupure entre des comportements émotifs et une rationalité froide, entre la valuation (*valuing*) comme « acte direct, émotionnel et pratique » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 310, modif. ; LW.7.264) et l'évaluation (*valuation*) comme jugement supposant de mettre en relation une chose avec ce à quoi elle est liée.

La réflexion ne nie donc pas l'appréciation qualitative, mais étend le domaine de la sensibilité au-delà du rapport exclusif avec l'objet, la personne ou l'acte dans lesquels la valuation s'absorbe, afin d'inclure l'ensemble des rapports en jeu, et donc « les autres personnes, les autres groupes et idéalement la totalité de l'humanité » (p. 185) ainsi que l'environnement dans lequel elle prend place.

Dans *Expérience et nature* (Dewey, 1925/2012 ; LW.1) déjà, Dewey insistait sur la dimension directement qualitative, et déjà évaluative, de l'expérience que les êtres humains – pris comme des organismes vivants existentiellement et structurellement engagés dans des rapports de dépendance – ont de leur environnement. Dans l'*Éthique* cependant, selon Dreon, l'attention se déplace des choses et des événements vers les autres personnes avec lesquelles nous sommes en relation et qui ont une influence directe sur l'individu, comme l'avait déjà bien noté James lorsqu'il affirmait que « la partie la plus importante de mon environnement, c'est mon semblable » (James, 1884 : 195). Le modèle développé antérieurement pour expliquer le lien entre l'expérience primaire et le savoir réflexif est alors appliqué au rapport entre valuation et évaluation, entre moralité coutumière et réflexive, un rapport que Dewey ne conçoit plus désormais, peut-être sous l'influence de l'anthropologie culturelle de Franz Boas, comme l'enchaînement de deux étapes d'un processus linéaire. S'instaure dès lors un processus circulaire, un « effet de boucle », une « rétroaction » (p. 188) tels que les significations et les valeurs produites par la réflexivité morale à partir de la conduite et de l'expérience ordinaires y retournent et s'y trouvent absorbées de manière dialectique. Avant Hans-Georg Gadamer (1960/1996), Dewey refuse donc déjà la « compartimentation » (Dewey, 1934/2010b : 42 ; LW.10.17)⁷ et l'autonomisation modernes de l'éthique et de l'esthétique, dont les musées sont pour l'art le symbole le plus patent, en ce qu'ils semblent ériger un royaume éthéré répondant à ses propres principes internes, et dont le pendant pour l'éthique n'est autre qu'une raison pure pratique appuyée sur des valeurs transcendantes et détachée des sentiments et des réactions affectives. L'éthique et l'esthétique ayant une

source commune, manifeste dans la correspondance établie par les Anciens entre bien et beauté, mal et laideur, il convient de rétablir leur non-différenciation et de faire valoir leur enracinement dans « une expérience humaine primaire, non-réflexive et qualitative, qui a ses racines dans la structure bio-culturelle particulière des êtres humains » (p. 189) et qui n'attend pas une phase intellectuelle ultérieure pour s'imprégner de valeurs et de significations.

Dewey défend donc une forme de naturalisme moral et culturel non-réductionniste, impliquant une continuité entre nature et culture, qu'il convient de ne pas ranger trop hâtivement dans tel ou tel courant éthique, qu'il s'agisse du non-cognitivism, de l'émotivisme, de l'expressionnisme ou encore du sentimentalisme. En effet, son opposition à toute conception subjectiviste des émotions et des sentiments et son refus d'un point de vue individualiste et mentaliste le conduit à rejeter certains problèmes jugés artificiels et stériles, telle la communication publique d'un état psychique privé, ou encore la question de la connaissance des autres esprits. Dewey élabore une conception où la conduite individuelle, appuyée sur des dispositions et un environnement matériel, social et culturel partagé, sont pensés de manière interactionnelle et intègrent un processus d'enquête réflexive qui part d'une expérience qualitative primaire pour mieux y revenir. Dreon souligne qu'en mettant l'accent sur la dimension qualitative, affective, pré-personnelle et habituelle de l'éthique deweyenne, il ne s'agit pourtant pas de nier l'importance de la réflexion et de la responsabilité individuelles dans la transformation de la sensibilité éthique et esthétique. En effet, le naturalisme culturel deweyen, non-fondationnel et anti-dogmatique, exige de penser l'expérience qualitative et sensible non comme un donné immuable mais selon un processus dynamique façonné par la réflexion ainsi que par un ensemble de pratiques sociales, linguistiques et culturelles dont le caractère fructueux ou appauvrissant nous incombe.

UNE THÉORIE UNIFIÉE DE L'INTÉRÊT

Quoique la question de l'intérêt soit omniprésente dans le corpus deweyen, Matteo Santarelli constate l'absence d'études portant spécifiquement sur le sujet. « Psychology, Moral Theory, and Politics. Dewey's Mature Theory of Interest in the 1932 *Ethics* » s'attelle donc à la tâche de montrer que, malgré sa pluralité apparente, la théorie de l'intérêt proposée par Dewey est une des rares à pouvoir s'appliquer de manière unitaire en psychologie, en morale et en politique. Ce faisant, le chapitre reprend un certain nombre de questions abordées ailleurs dans le volume mais en les replaçant dans une vision d'ensemble de la notion. Plusieurs textes antérieurs à l'*Éthique* sont analysés afin de retracer la critique de l'assimilation, que Dewey juge erronée, entre intérêt et intérêt personnel (*self-interest*). Il en ressort que l'intérêt doit être conçu en étroite relation avec le soi, lui-même compris de manière active et dynamique, et que la pluralité des activités du soi va de pair avec la pluralité des intérêts. En effet, si l'intérêt reste d'abord pensé dans un cadre subjectiviste, son versant objectif est bientôt mis en avant pour lui donner une nature que Santarelli, s'inspirant à la fois de Donald Winnicott (Winnicott, 1971/1975) et du concept de « transaction » développé par Dewey dans ses derniers écrits, qualifie de « transitionnelle » (p. 199). Puisque le sujet, s'absorbant dans l'objet, contribue à le transformer par son activité intéressée, l'intérêt instaure une dimension intermédiaire dans laquelle sujet et objet s'identifient. Tout intérêt n'est donc pas nécessairement personnel, puisque l'objet visé par l'intérêt, tout en étant poursuivi par un soi, peut tout à fait dépasser le soi, comme le prouve l'exemple d'un savant dévoué à la science.

Santarelli envisage ensuite successivement, du point de vue de l'*Éthique* de 1932, les trois grands domaines où se pose la question de l'intérêt : en psychologie, en morale, en politique. Faisant fond sur l'idée d'un circuit organique organisé en phases où les processus psychologiques sont liés, ainsi que sur un refus de l'introspection, Dewey soutient, contre les visions kantienne et utilitariste, qu'il existe entre

le soi et ses actes une « *unité essentielle* » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 338 ; LW.7.288 – souligné par Dewey). Il est donc inexact de poser des motifs extérieurs déclenchant l'action, car le soi comme organisme est constamment agissant et la motivation prend place *au sein* de la conduite qu'il redirige et réorganise. Il est également inutile de vouloir chercher à rendre compte du lien entre le soi et ses actes, entre l'organisme et l'environnement, car il s'agit là d'une « dimension constitutive de la conduite et de l'expérience humaines » (p. 202). Vouloir purifier l'intérêt de tout désir et de toute impulsion, c'est en supprimer par conséquent les conditions nécessaires, des conditions qui, pour devenir suffisantes, doivent en outre s'adjoindre une dimension objective, la présence d'un objet, sans lequel l'intérêt resterait velléitaire. Au point de vue moral ensuite, Santarelli revient sur le refus deweyen de l'argument selon lequel, puisqu'il implique un soi, tout intérêt devrait être conçu comme personnel et égoïste. Si ce raisonnement est erroné, c'est que le fait d'agir *comme* un soi n'implique pas nécessairement d'agir *pour* soi, et qu'il ne s'agit donc pas de faire en sorte que l'action soit désintéressée, sans quoi bonté rimerait avec ennui, mais plutôt de veiller à la qualité de l'intérêt en jeu. Or les vertus supposent précisément un type d'intérêt authentique et complet et mettent en jeu, à trois niveaux, une intégration particulière des intérêts : l'intégration du soi et de l'objet implique un critère d'engagement, par opposition à de simples velléités ; l'intégration de l'intérêt à une habitude exige continuité et persistance, par opposition à un enthousiasme éphémère ; l'intégration de la perspective d'autrui à notre propre perspective commande enfin l'impartialité, qui n'est pas synonyme d'une absence d'intérêt mais suppose de reconnaître la valeur des intérêts de chacun.

Au point de vue politique, tirant les conséquences de la critique formulée notamment dans *Individualism Old and New* (Dewey, 1930a : LW.5.41-123), Dewey rejette l'opposition entre l'individu et le social en montrant que ces termes ont une signification contextuelle et font l'objet d'un usage stratégique en fonction du moment historique et du type de société dans lesquels ils s'inscrivent. Aussi le caractère nuisible,

pour l'immense majorité des individus, de l'individualisme égoïste propre à l'âge industriel et financier, et la critique légitime, au nom de l'intérêt collectif, d'un régime social prônant l'individualisme, n'impliquent-ils pourtant pas nécessairement et en toutes circonstances la primauté des intérêts collectifs. Lorsque des intérêts et des besoins nouveaux se font jour en effet, les groupes dominants peuvent chercher à leur tour à s'ériger en défenseurs de la société, de ses intérêts et de ses valeurs, pour mieux empêcher l'émergence de groupes dénonçant des institutions oppressives. Plus que sous l'angle de l'opposition, qui n'a dès lors rien d'immuable, entre l'individu et le social, il s'agit donc de saisir les conflits sociaux du point de vue des entités réelles qu'ils mettent aux prises. Du reste, ainsi que Dewey en rendait compte dans *Le Public et ses problèmes* (Dewey, 1927/2010a : LW.2.235-372), les intérêts en jeu ne sont pas toujours bien circonscrits, de sorte que la question même du public, en tant qu'elle implique une situation qui doit être définie et articulée comme un problème, peut être considérée comme équivalente à celle de « l'organisation d'une préoccupation partagée en un intérêt commun » (p. 209) – les deux principaux obstacles à une telle organisation tenant, d'une part à la nécessité de disposer de l'énergie et des ressources symboliques qui, précisément, font le plus souvent défaut à des groupes qui ne sont qu'émergents, d'autre part au caractère antisocial que leur prêtent les groupes privilégiés. Avant de conclure, Santarelli souligne enfin que l'engagement de Dewey dans l'arène politique au début des années 1930 et ses appels répétés à faire valoir l'intérêt du peuple contre celui d'un petit nombre n'entrent pas en contradiction avec le refus du philosophe de dissocier intérêts individuels et sociaux, car cette opposition ne vaut que contextuellement, en vue de l'articulation, dans un cadre démocratique, d'un intérêt commun plus large répondant au sens profond de l'entreprise politique. Pour Santarelli, le refus de faire de tout intérêt un intérêt personnel, comme d'opposer le sujet et l'objet, ainsi que l'insistance sur le caractère contextuel des intérêts, permettent donc de considérer que, malgré ses multiples domaines d'application, la théorie de l'intérêt formulée dans *l'Éthique* et

complétée par la *Théorie de la valuation* (Dewey, 1939/2011 : 67-172 ; LW.13.189-251), possède un caractère véritablement unitaire.

LE CONFLIT DES REVENDICATIONS ET LE PARTAGE SOCIAL DES DEVOIRS

Dans «Duties and the Ethical Space of Claims in Dewey's 1932 *Ethics*», Mathias Girel aborde trois questions soulevées par le chapitre 12 de l'*Éthique*⁸. La première difficulté touche au rapport entre les conceptions deweyenne et jamesienne de l'obligation. En effet, tandis qu'il affirmait dans une lettre envoyée à William James que le traitement de l'obligation proposé dans «The Moral Philosopher and the Moral Life» (James, 1891) lui semblait «le meilleur et le plus simple qu'il ait jamais vu» (Dewey, 2007 : Vol. 1, 3 juin 1891, n° 00460) et que «deux choses, plus que toute autre» l'avaient particulièrement «réjoui» – à savoir d'une part l'« affirmation que tout désir, en tant que tel, constitue une revendication [*claim*] et toute revendication une obligation », et d'autre part la « discussion des règles » –, Dewey n'a pourtant jamais fait explicitement référence à la conception jamesienne de l'obligation dans ses propres travaux. Or comme le souligne Dewey, James reformule en effet la question de l'obligation sous l'angle des revendications en jeu – au point de tenir les deux notions pour «coextensives» (James, 1891 : 338) – et considère que l'enjeu éthique principal est de se rendre attentif et de faire droit aux voix les plus faibles et aux revendications morales qui les accompagnent – le seul motif de rejet d'une exigence morale ne pouvant jamais être qu'une exigence contraire formulée par «une autre créature» (*ibid.* : 339). Au sujet des règles morales ensuite, James insiste sur la nécessité de les réviser et de les reconstruire constamment à mesure qu'elles se font trop étroites, afin d'articuler des revendications morales concurrentes et de produire «l'univers le plus riche», «le bien [...] le plus organisable, le plus propre à entrer dans des combinaisons complexes» (*ibid.* : 350)⁹, sans s'appuyer sur une solution *a priori* et infaillible fournie par la raison. Plus qu'une théorie éthique formelle, se trouve donc formulée ici, selon Girel, la «grammaire»

morale minimale (p. 217), perfectionniste et expérimentale, permettant de délimiter et de décrire une situation morale conçue, non comme une structure rationnelle ou comme l'expression d'un intérêt social général, mais comme un espace de revendications morales concrètes et contradictoires, portées par des individus déterminés, qu'il s'agit d'articuler sans prétendre à l'infailibilité.

Or, non sans paradoxe, les textes de Dewey antérieurs à l'*Éthique* de 1932 révèlent une vision de l'obligation bien différente de celle de James. Les *Outlines of a Critical Theory of Ethics*, publiés peu avant l'article de James, témoignent d'une conception que Girel qualifie de « standard » (p. 219) à l'aune des théories alors en vigueur, d'après laquelle une autorité externe se trouve progressivement internalisée sous l'effet de la résistance qu'elle oppose aux impulsions. Dans la mesure où les relations sociales sont pensées comme des instruments de réalisation de soi, le soi prime donc le social et le devoir est conçu comme un moyen de développement de l'individualité subordonné à des fins moralement bonnes. Plus tard, dans la première version de l'*Éthique*, la notion d'habitude prend une importance nouvelle dans l'existence même des devoirs, mais, surtout, la conception deweyenne de l'obligation, quoique « standard », se fait plus précise et clarifie la double dialectique à l'œuvre, d'une part entre le soi existant, constitué par ses habitudes, et un soi projeté qui les excède, d'autre part entre la réflexion individuelle et les obligations sociales qu'implique la coutume, – une dialectique qui se résout dynamiquement dans l'identification du soi avec les relations sociales susceptibles à la fois de stimuler et de contrôler son développement. Néanmoins, pour Girel, cette approche reste « centrée sur le soi » (*self-centered*) (p. 221), car bien que le modèle se fasse plus dynamique, la communauté et le social sont pensés comme de simples fonctions abstraites susceptibles d'influencer favorablement le développement complet d'un soi dont la reconstruction reste le cœur de la réflexion éthique.

Dans la version révisée de l'*Éthique* en revanche, c'est désormais le « discours de la revendication » (*claim-talk*) (p. 223) qui permet

d'expliquer de façon nouvelle l'autorité de la morale. L'attention pour les revendications des individus les uns à l'égard des autres, et non pas seulement de la société à l'égard des individus, témoigne d'une attention accrue aux voix concrètes et opposées, dont l'articulation reste incertaine et ouverte à révision, des « créatures revendicatives » (*claim-making creatures*) (*ibid.*) que nous sommes naturellement. Plus fondamentalement, au-delà de ce naturalisme porté vers le concret, de cette conception « anthropologico-naturaliste » (p. 225) du soi, la conception deweyenne du social quitte également le plan du collectif et de l'intersubjectivité pour devenir « entièrement perspective » (p. 224) et se rapprocher de l'espace de revendications conflictuelles décrit par James. Aussi le non-conformiste en matière de morale, exemple paradigmatique, s'inscrit-il dans un champ de revendications et de fins opposées, à l'égard desquelles il adopte une position dont le caractère radicalement critique se justifie par la recherche du bien-être plus large de tous et révèle une attitude expérimentale à l'égard des valeurs. S'appliquent néanmoins à toute revendication dissidente à l'égard de l'ordre moral dominant des devoirs, que Girel qualifie de « méthodologiques » ou « procéduraux », qui exigent de convaincre les autres du bien-fondé des revendications formulées et de jouer le jeu consistant à « donner et demander des raisons » (p. 226). Il est entendu cependant que pour Dewey la discussion seule ne saurait suffire, car la restriction de l'expérience peut entraver d'autant la capacité à formuler des revendications, en créant notamment des situations d'« injustice épistémique ». Il ne s'agit pas davantage de parvenir à un consensus illusoire, difficilement compatible avec un réel pluralisme des perspectives éthiques et le plus souvent imposé politiquement.

Après avoir clarifié le rapport entre Dewey et James et rendu compte des principales nouveautés théoriques apportées par la version révisée de *l'Éthique* au sujet du concept d'obligation, Girel en vient enfin à une troisième et dernière difficulté suscitée par la conclusion assez sombre du chapitre 12. Si la capacité à formuler des revendications joue un rôle éthique central, il s'agit aussi de pouvoir

évaluer la légitimité de ces revendications afin de pouvoir les articuler et les hiérarchiser. Or Dewey propose d'évaluer les devoirs à l'aune non seulement de la stabilité, du caractère « intime » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 257, modif. ; LW.7.219) des relations qui les sous-tendent, mais aussi de la capacité de ces relations à contribuer à ce qui est bon pour l'individu auquel s'applique l'obligation, – car la stabilité d'une relation empreinte de domination ou de violence ne saurait justifier l'existence de devoirs. En outre, pour qu'une revendication puisse valoir comme obligation, il est également nécessaire que certaines conditions d'arrière-plan soient remplies, et notamment qu'il existe – comme chez Stanley Cavell, ainsi que le note Girel – une compréhension commune, en un sens perfectionniste, du bien et des valeurs. Or l'évolution des sociétés a justement rendu problématique l'existence de relations stables, de valuations ordinaires et partagées, et a donné lieu à ce qui pourrait être qualifié, à l'image de « l'éclipse du public » (Dewey, 1927/2010a : 129-151 ; LW.2.304-324), d'« "éclipse" du devoir » (p. 230). Dans *Le Public et ses problèmes*, en effet, Dewey soulignait déjà combien les attachements permis par l'existence de relations constantes influençaient notre capacité à former des publics et plus généralement à nous rendre sensible aux revendications d'autrui, sans préjuger du reste et avant même toute évaluation de leur validité. Or si l'accélération de la mobilité sociale et le changement des modes de vie rendent désormais les attachements impossibles, l'individu se trouve « perdu », selon la formule d'*Individualism, Old and New* (Dewey, 1930a : LW.5.66-76), dans des publics « fantômes », et la notion d'obligation, repensée en un sens perfectionniste comme l'articulation de revendications contradictoires, devient, comme le révèle le caractère aporétique et particulièrement sombre de la fin du chapitre 12, d'autant plus incertaine.

LE RÔLE AMBIGU DE LA THÉORIE DANS LA VIE MORALE

Les deux derniers chapitres du volume abordent l'un et l'autre la question de la place et du rôle de la théorisation morale dans l'éthique

deweyenne. « Moral Theory and Anti-Theory in Dewey's 1932 *Ethics* » s'attache à relire l'*Éthique* sous l'angle du débat lancé par la publication de l'ouvrage de Bernard Williams, *L'Éthique et les limites de la philosophie* (Williams, 1985/1990). Opposant théoriciens et anti-théoriciens en matière de morale, cette controverse pose en effet plus radicalement la question de l'utilité même de la philosophie morale. Or Sarin Marchetti discerne chez Dewey une possible tension entre, d'une part – tout particulièrement dans les chapitres 10 et 15 –, une conception maïeutique (*midwifery*) et thérapeutique de l'éthique, conçue comme une critique interne de la conduite visant, par une attention accrue à ce que nous savons mais négligeons de nous-même, à une auto-transformation et, d'autre part – notamment dans les chapitres 11 à 14 –, une conception directive et substantielle où l'éthique, pensée comme un ensemble de ressources extrinsèques à la situation morale problématique, devient un outil d'éducation morale et de direction de soi s'appliquant à la conduite de manière extérieure. Avant d'en venir plus proprement à l'*Éthique*, Marchetti rappelle tout d'abord la nature de l'opposition entre partisans et détracteurs de la théorie, ainsi que les positions, parfois contradictoires, des auteurs pragmatistes dans ce débat. Pour le courant anti-théoricien, la vie morale apparaît étroitement liée à la réflexion critique et thérapeutique qui s'y applique et qu'elle vise à améliorer en clarifiant notre position morale ainsi qu'en défaisant les conceptions erronées qui pourraient nous entraver. Pour le courant théoricien en revanche, il importe de bien distinguer la réflexion éthique de la vie morale, en développant des outils théoriques directifs, une fondation et des structures, susceptibles de résoudre les conflits qui s'y présentent. Or la « métaphilosophie pragmatiste » (p. 238) pourrait sembler incliner ses partisans vers des positions anti-théoriciennes puisque, si l'on en croit James, d'un point de vue pragmatiste, « les théories deviennent [...] des instruments au lieu d'apporter aux énigmes des solutions sur lesquelles nous pouvons nous reposer » (James, 1907/2007 : 119). La théorisation morale apparaîtrait ainsi comme un mouvement allant « de bas en haut » (*bottom-up*) et non « de haut en bas » (*top-down*). Pourtant les théories, même ainsi conçues, peuvent rester

partiellement directives en ce qu'elles font intervenir des éléments en définitive extérieurs à la situation problématique. Un pragmatisme authentiquement anti-théoricien et refusant tout point de vue directif devrait par conséquent s'en remettre aux instruments élaborés par les sujets eux-mêmes pour que, s'en étant saisis, ils puissent accroître la compréhension qu'ils ont d'eux-mêmes comme de leur environnement moral. On pourrait ainsi opposer une tendance maïeutique qui remonte, depuis Richard Rorty, jusqu'à James, à une tendance directive dont Cheryl Misak serait, dans la continuité de Clarence I. Lewis, la représentante contemporaine. Or les vertus faisant porter l'attention sur les pratiques du sujet moral, par opposition à l'abstraction des normes et des principes, les débats sur le rôle de la théorie en éthique ont également suscité un intérêt renouvelé à leur sujet. Néanmoins, là encore, deux lectures s'opposent : l'une, théoricienne, inspirée de Platon et de Kant, voit dans les vertus un guide vers nos devoirs et s'appuie sur l'idée d'une nature humaine surplombante et régulatrice ; l'autre, anti-théoricienne, inspirée de Hume et de Nietzsche, insiste sur la capacité réflexive et pratique des individus et sur le rôle des vertus dans l'appréhension de notre situation morale. Entre ces deux lectures possibles de l'éthique de la vertu, la philosophie morale deweyenne semble pourtant ne pas trancher.

Avant d'en venir plus spécifiquement à cette question, Marchetti s'attache à documenter par plusieurs extraits l'existence concomitante chez Dewey de tendances théoriciennes ainsi qu'anti-théoriciennes, de ses premiers écrits jusqu'à l'*Éthique*. Il en ressort que la pratique morale, tantôt éclairée, dirigée, rendue intelligente et réflexive par la théorie, est également appelée à s'émanciper d'une théorie qui, au détriment de l'attention portée à la situation, à notre caractère et à nos habitudes, risquerait de lui faire perdre son caractère réflexif. En souhaitant que l'éthique, sans être prescriptive, soit efficace et affecte notre conduite, Dewey s'astreint ainsi à la tâche délicate de faire jouer simultanément une conception thérapeutique et une mise en valeur du rôle de la théorie dans l'accomplissement de cette fonction, une analyse des problèmes moraux ordinaires et une analyse

des problèmes de la théorie morale. Quoiqu'elles ne soient pas explicitement reconnues par Dewey, Marchetti distingue ainsi de nettes inflexions de perspective selon les différents chapitres de l'*Éthique*. Le chapitre 10, méthodologique et métaphilosophique, est nettement anti-théoricien, dans la mesure où la moralité réflexive, en tant qu'elle s'oppose à la moralité coutumière, est comprise comme l'abandon de règles et de préceptes préétablis au profit, non de l'élaboration de nouveaux principes théoriques ayant pour rôle de remplir la place laissée vacante par les règles coutumières, mais de la clarification personnelle et réflexive consistant à replacer un problème dans son contexte plus large. Dans les chapitres 11 à 14 en revanche, où il est question de la résolution des conflits moraux, le rôle de l'éthique apparaît beaucoup plus directif, tandis que dans le chapitre 15 enfin, les deux points de vue cohabitent. L'ambition affichée par l'*Éthique*, de ne pas proposer de solutions toutes faites mais plutôt d'appeler à faire jouer de façon critique le lien entre réflexion et pratique morales, est ainsi susceptible de deux lectures. Il peut s'agir, d'une part, de mettre en valeur le travail du soi sur lui-même, la mobilisation de soi qu'exige le dépassement des attitudes morales habituelles et acquises, au profit de l'attention aux réponses personnelles que nous pourrions apporter à une situation donnée. Mais d'autre part – même si Dewey met en garde contre tout dogmatisme et toute substitution de la théorie à l'expérience – les principes moraux théoriques et l'histoire des théories éthiques passées sont appelés à éclairer et à guider pratiquement la vie morale. En outre, la conduite elle-même, qui est l'objet propre de l'éthique deweyenne, peut être entendue à son tour en deux sens, que Marchetti désigne respectivement comme « conduite du soi » et « action ouverte ». Tandis que dans le premier cas l'accent est mis sur le soi comme lieu principal d'une maïeutique morale visant à parer à tout découragement dans la tâche de nous ressaisir de nous-mêmes et de nous transformer pour faire face à une situation morale, dans le second, la morale est envisagée au point de vue de sa fonction directive et la situation, dont le contenu moral est posé comme antécédent à toute intervention du soi, prime. Or si certains conflits moraux, suscités par exemple par des situations

de faiblesse de la volonté, n'appellent pas à la théorisation morale, et que d'autres en revanche opposent des valeurs correspondant à des habitudes contradictoires et suscitent la réflexion critique, c'est néanmoins un troisième type de difficulté, à savoir notre capacité de nous donner des fins morales, qui retient particulièrement l'attention de Marchetti, car ce problème suppose pour sa résolution un travail du soi sur lui-même posant la question du rôle des vertus.

Les vertus font l'objet de deux traitements bien différenciés dans l'*Éthique*. Tandis que, dans le chapitre 13, elles apparaissent comme l'une des composantes du jugement moral liée aux phénomènes d'approbation et de désapprobation, elles sont envisagées au contraire dans le chapitre 10 comme un élément central de l'évaluation conduisant à l'engagement ou au retrait, comme ce qui permet non pas seulement de mettre en relation les différents éléments internes à une situation problématique, mais plus radicalement de saisir en quoi une situation morale peut être problématique. Aussi ne s'agirait-il pas tant d'arbitrer entre le caractère intuitif ou réflexif des vertus, que de saisir le rôle distinct qu'elles peuvent jouer pour une subjectivité, dans un cas en exercice, dans l'autre demandant encore à être dirigée. Le modèle interactionniste des vertus, dont Frega fait l'aboutissement d'un développement passant par un stade connexionniste puis irréductibiliste, devrait donc être complété et même opposé à un modèle anti-théorique développé par Dewey dans le chapitre 10 de l'*Éthique* et que Marchetti qualifie d'«expressiviste» ou de «sensibiliste» (p.247). Les vertus fournissent en effet une sensibilité aux valeurs permettant de déterminer si la situation en jeu entre dans le domaine moral et appelle une intervention de notre part, et cette capacité même est, plus fondamentalement, l'expression d'un caractère, d'une conduite, d'un soi que la valeur prospective de nos choix contribue à affermir ou à remettre en question. Dans le chapitre 13 en revanche, les vertus permettent de distribuer spontanément l'éloge et le blâme et, une fois réfléchies et systématisées, jouent le rôle de critères de jugement en même temps qu'elles font le lien entre l'appréciation de nos devoirs et les conséquences des actions considérées,

entre les exigences sociales et les désirs individuels. Sans trancher absolument la question, Marchetti souligne que poser une tension irréconciliable entre ces deux conceptions – maïeutique et directive – des vertus et de l'éthique conduirait à introduire chez Dewey une opposition entre « la discrimination et l'action morales » (p. 250) très rarement remarquée par les commentateurs. Considérer que la transformation de soi et l'orientation de la conduite correspondent à deux tâches complémentaires de clarification et de choix qui contribuent l'une et l'autre à la constitution du soi permettrait en revanche de ne pas réintroduire de dichotomie anti-deweyenne et semble d'ailleurs en accord avec la lecture généralement proposée de *l'Éthique*.

L'ARTICULATION DU GÉNÉRAL ET DU PARTICULIER DANS LA RATIONALITÉ ÉTHIQUE

Le dernier chapitre de l'ouvrage, « Rationality as a Moral Problem. Dewey and Williams on the Role of Theory in Moral Reflection » aborde également la question de la position de Dewey dans le débat entre partisans et détracteurs de la théorie en éthique. L'approche retenue par Jörg Volbers est néanmoins différente puisqu'il s'agit principalement d'interroger la conception deweyenne de la rationalité pour montrer en quoi elle excède les délimitations par trop restrictives et positivistes des anti-théoriciens. Nietzsche (1887/1994) déjà, faisant de l'usage même de la raison un problème éthique, avait suggéré que remettre à la raison la charge de nous guider vers une vie bonne pouvait aussi bien conduire à faire disparaître de l'existence tout ce qui en fait la valeur. Plus récemment, des auteurs tels que Charles Taylor (2007), Elizabeth Anscombe (1958), Martha Nussbaum (1990/2010), ou encore Bernard Williams (1985/1990), se sont également érigés contre une compréhension de l'éthique fondée sur une rationalité scientifique. Mais c'est la critique formulée par Williams qui retient toute l'attention de Volbers et lui sert à poser les termes du débat dans lequel il situera ensuite Dewey. Or toute éthique étant liée pour Williams à une culture donnée, les jugements et les concepts « épais » correspondants ne prennent sens qu'en rapport à un ensemble de pratiques

partagées. Vouloir chercher une justification ou une définition trop générale de ces concepts expose ainsi, comme le démontre la tentative infructueuse entreprise dans le *Lachès* au sujet du courage, à une destruction pure et simple du savoir moral. Si, selon la formule provocatrice de Williams, « en éthique, *la réflexion peut détruire le savoir* » 1985/1990 : 161 ; soul. par Williams), c'est donc que l'exigence initiale d'« amincir » nos concepts moraux pour leur donner une forme générale et indépendante de tout contexte est infondée et s'appuie sur une « conception absolue » et non perspective du monde. De fait, cette vision, héritée de la science moderne, est inadaptée et impuissante en éthique, car un sujet universel et sans qualités n'est qu'un point de vue formel, sans position définie, détaché du contexte social réel où émergent les questions morales. Non sans paradoxe, tout en voulant rétablir le lien entre l'éthique et la pratique, les anti-théoriciens, et Williams lui-même, réaffirment ainsi une image idéalisée et positiviste de la rationalité scientifique moderne et s'égarent quant à la nature véritable de la théorie. En effet, ainsi que le montrent les épistémologues contemporains, la théorie, entendue comme présentation systématique de découvertes scientifiques, n'est qu'un des aspects d'une pratique scientifique qui s'enracine dans un contexte socio-historique plus large, et peut donc être comprise elle-même comme une forme de pratique.

La position deweyenne dans ce débat semble à première vue ambiguë. Anti-théoricien par son refus du scientisme, d'une théorie venant étouffer le choix individuel, ainsi que par son rejet d'une philosophie réduisant le spectre de la signification à la seule vérité, Dewey définit pourtant l'éthique comme « la science qui traite de la conduite » (Dewey & Tufts, 1932/2021 : 17 ; LW.7.9) et se révèle plus généralement un ardent partisan de la théorie et de la science moderne. Mais c'est que la science doit être comprise comme une pratique expérimentale où la théorie n'est qu'une partie d'un ensemble fonctionnel plus large. Elle ne consiste donc pas seulement à enregistrer des faits mais à s'engager de manière créative dans une situation problématique, en interagissant avec un environnement appelé à être modifié. Plus

fondamentalement, la méthode scientifique expérimentale reflète l'incertitude inhérente à la vie elle-même car, plutôt que de rejeter le changement, elle l'embrasse et parvient du même coup au savoir le plus stable. Le sujet lui-même est d'ailleurs constamment transformé par les problèmes et conflits qu'il doit affronter et auxquels il lui est possible de répondre soit par l'application de schémas intellectuels routiniers, soit en faisant appel à l'intelligence, équivalent deweyen, comme le souligne Volbers, de la raison. Se pose néanmoins la question de savoir si la théorie ainsi repensée ne subsume pas encore les situations particulières sous des catégories générales qui effaceraient leur singularité. Or, même si pour Dewey la théorie possède en effet une systématité et une généralité plus grandes que la pratique, cela ne rend pourtant pas la théorie plus « fruste », pour reprendre l'adjectif employé par M. Nussbaum à l'encontre de la théorie (Nussbaum, 1990 : 37 ; 1990/2010 : 64)¹⁰. En effet, non seulement la théorie est elle-même une forme de pratique, mais surtout, c'est la pratique ordinaire et non-théorique, routinière et peu réfléchie, qui est en réalité la plus fruste, tandis que la pratique théorique, plus fine et précise, permet de replacer chaque élément dans un contexte plus large. En aucun cas la théorie n'est donc conçue comme l'application indiscriminée et mécanique d'un schéma général et abstrait, car ce serait précisément renoncer à la pensée : il s'agit plutôt de faire ressortir, grâce à la théorie, des perspectives nouvelles, différentes, de faire sentir les suites de tel ou tel choix, et non de fournir des réponses déjà prêtes. Nulle rupture par conséquent ne doit être instaurée entre la théorie d'une part et le raisonnement moral plus ordinaire, le jugement individuel, l'action et la pensée appliqués à une situation particulière de l'autre. L'anti-théoricien au contraire, en postulant qu'un soi abstrait, parce que général, est nécessairement séparé de toute individualité concrète, ne fait qu'entretenir la dichotomie entre le général et le particulier en cherchant à la renverser en faveur du second terme. Pour Dewey, le soi moral est aussi général et particulier que l'est la théorie pour la méthode expérimentale. La généralité du soi procède en effet de son pouvoir de transformation et de changement, ainsi que de l'ensemble de tendances, de dispositions, d'habitudes qui le constituent

et qui sont elles-mêmes générales. Mais ce soi général ne s'oppose pas à l'individu particulier et agissant, car, seul, il en permet l'intelligibilité en mettant en relation et en cohérence un acte avec ses conséquences ou avec d'autres actes formant une série. Le soi, général, est donc constitutif de toute action particulière, et la généralité ne s'impose pas à l'individu singulier mais se révèle déterminante pour en faire un sujet intelligent agissant de manière intentionnelle. Aussi la tâche propre de la réflexion éthique consiste-t-elle à prendre conscience du soi à l'œuvre dans la pratique et des tendances générales, des conséquences plus larges, qu'impliquent tel ou tel acte. Puisqu'en agissant, l'individu est confronté à la nécessité de s'auto-déterminer, et de révéler par là tant ce qu'il veut être que la compréhension qu'il a de lui-même, la réflexion rationnelle est indispensable à la vie morale en ce qu'elle répond au besoin d'éclairer, par des perspectives nouvelles, les tensions opposant des compréhensions distinctes du soi. En défaisant, par une approche expérimentale, l'opposition rigide entre général et particulier, l'éthique deweyenne permet ainsi de couper court aux arguments avancés contre toute perspective générale ou théorique sur la vie morale.

*

On pourra regretter que les chapitres de l'*Éthique* rédigés par Tufts, auxquels Dewey devait pour le moins souscrire, ne fassent pas l'objet d'une analyse spécifique ni ne soient convoqués dans l'interprétation des thèses deweyennes. On aurait pu également souhaiter que le dialogue entre les différents auteurs fût parfois plus manifeste et reflêtât davantage les discussions et les rencontres ayant conduit à la publication de *John Dewey's Ethical Theory: The 1932 Ethics*. On ne peut cependant que saluer la publication d'un ouvrage qui, tout en répondant à l'absence d'étude d'ampleur consacrée à ce texte décisif permet, par la richesse et la pluralité des perspectives proposées, une intelligence remarquable, tant dans son détail que dans son ensemble, de l'éthique deweyenne.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSCOMBE Gertrude Elizabeth Margaret (1958), « Modern Moral Philosophy », *Philosophy*, 33 (124), p. 1-19.
- BAIN Alexander (1855), *The Senses and the Intellect*, Londres, J. W. Parker & Son.
- BAIN Alexander (1859), *The Emotions and the Will*, Londres, J. W. Parker & Son.
- DEWEY John (1891/1969), *Outlines of a Critical Theory of Ethics*, in *The Early Works, 1882-1898: Volume 3: 1889-1892*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 237-388.
- DEWEY John (1916a/1980a), *Democracy and Education*, in *The Middle Works, 1899-1924: Volume 9: 1916*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 1-370.
- DEWEY John (1916a/2018b), *Démocratie et éducation*; suivi de *Expérience et éducation*, traduit par Gérard Deledalle et Marie-Anne Carroi, Malakoff, Armand Colin.
- DEWEY John (1916b/1980b), « The Pragmatism of Peirce », in *The Middle Works, 1899-1924: Volume 10: 1916-1917*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 71-78.
- DEWEY John (1919/2015), « Lectures in Social and Political Philosophy », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, VII (2). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/ejpap.404>).
- DEWEY John (1922/1983), *Human Nature and Conduct*, in *The Middle Works, 1899-1924: Volume 14: 1922*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 1-230.
- DEWEY John (1925/1981), *Experience and Nature*, in *The Later Works, 1925-1953: Volume 1: 1925*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 1-326.
- DEWEY John (1925/2012), *Expérience et nature*, traduit par Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1926/2016), *Ethical Theory (1926): Class Lecture Notes by Sydney Hook*, in Donald F. Koch et The Center for Dewey Studies (eds), *Dewey: Lectures (2nd Release): Electronic Edition*, Charlottesville, InteLex Corporation, vol. 2, p. 2.2230-2.2284.
- DEWEY John (1927/1984a), *The Public and Its Problems*, in *The Later Works, 1925-1953: Volume 2: 1925-1927*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 235-372.
- DEWEY John (1927/2010a), *Le Public et ses problèmes*, traduit par Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1928/1931/1984b), « Social as a Category » / « The Inclusive Philosophic Idea », in *The Later Works, 1925-1953: Volume 3: 1927-1928*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 41-54.

- DEWEY John (1930a/1984c), *Individualism, Old and New*, in *The Later Works, 1925-1953: Volume 5: 1929-1930*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 41-123.
- DEWEY John (1930b/1984c), «From Absolutism to Experimentalism», in *The Later Works, 1925-1953: Volume 5: 1929-1930*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 147-160.
- DEWEY John (1930b/2018a), «De l'absolutisme à l'expérimentalisme», traduit par Guillaume Lejeune, *Philosophie*, 138 (3), p. 10-21.
- DEWEY John (1930c/1984c), «Three Independent Factors in Morals», in *The Later Works, 1925-1953: Volume 5: 1929-1930*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 279-288.
- DEWEY John (1930c), «Trois facteurs indépendants en matière de morale», traduit par Charles Cestre, *Bulletin de la société française de philosophie*, 30 (4), p. 118-127.
- DEWEY John (1932/1985), «Charles Sanders Peirce», in *The Later Works, 1925-1953: Volume 6: 1931-1932*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 273-277.
- DEWEY John (1934/1987a), *Art as Experience*, in *The Later Works, 1925-1953: Volume 10: 1934*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 1-352.
- DEWEY John (1934/2010b), *L'Art comme expérience*, traduit par Jean-Pierre Cometti, Christophe Domino, Fabienne Gaspari, Catherine Mari, Nancy Murzilli, Claude Pichevin, Jean Piwnica et Gilles Tiberghien, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1935/1987b), «Peirce's Theory of Quality», in *The Later Works, 1925-1953: Volume 11: 1935-1937*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 86-94.
- DEWEY John (1939/1988), *Theory of Valuation*, in *The Later Works, 1925-1953: Volume 13: 1938-1939*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 189-251.
- DEWEY John (1939/2011), «Théorie de la valuation», in *La Formation des valeurs*, traduit par Alexandra Bidet, Louis Quéré et G r me Truc, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond - La Découverte, p. 67-172.
- DEWEY John (2007), *The Correspondence of John Dewey, 1871-2007 (I-IV)*. *Electronic edition*, Charlottesville, InteLex Corporation.
- DEWEY John & James Hayden TUFTS (1908/1978), *Ethics*, in *The Middle Works, 1899-1924: Volume 5: 1908*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 1-540.
- DEWEY John & James Hayden TUFTS (1932/1985), *Ethics*, in *The Later Works, 1925-1953: Volume 7: 1932*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 1-352.
- DEWEY John & James Hayden TUFTS (1932/2021), * thique*, traduit par Patrick Di Mascio, Paris, Gallimard.

- EDEL Abraham & Elizabeth FLOWER (1985), « Introduction », in John Dewey, *The Later Works, 1925-1953 : Volume 7: 1932*, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. vii-xxxv.
- FESMIRE Steven (2003), *John Dewey and Moral Imagination : Pragmatism in Ethics*, Bloomington, Indiana University Press.
- FREGA Roberto & Steven LEVINE (dir.) (2021), *John Dewey's Ethical Theory : The 1932 Ethics*, New York, Routledge.
- FRICKER Miranda (2007), *Epistemic Injustice : Power and the Ethics of Knowing*, Oxford, Oxford University Press.
- GADAMER Hans-Georg (1960/1996), *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil.
- GIREL Mathias (2020), « L'Éthique de 1932 de John Dewey. Revendications, conflits et apathie morale », *Pragmata*, 3, p. 88-132. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-3-girel.pdf>).
- HONNETH Axel (1998), « Between Proceduralism and Teleology : An Unresolved Conflict in Dewey's Moral Theory », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 34 (3), p. 689-711.
- HORNE Herman Harrell (1932), *The Democratic Philosophy of Education : Companion to Dewey's Democracy and Education : Exposition and Comment*, New York, The Macmillan Company.
- HUME David (1739/2015), *Des passions. Traité de la nature humaine, livre II, in Dissertation sur les passions ; Des passions. Traité de la nature humaine, livre II*, traduit par Jean-Pierre Cléro, Paris, GF-Flammarion, p. 101-314.
- HUME David (1740/1993), *La Morale. Traité de la nature humaine, livre III*, traduit par Philippe Saltel, Paris, GF-Flammarion.
- HUME David (1751/1991), *Enquête sur les principes de la morale*, traduit par Philippe Baranger et Philippe Saltel, Paris, GF-Flammarion.
- HUME David (1757/2015), *Dissertation sur les passions, in Dissertation sur les passions ; Des passions. Traité de la nature humaine, livre II*, traduit par Jean-Pierre Cléro, Paris, GF-Flammarion, p. 59-99.
- JAMES William (1884), « What is an Emotion ? », *Mind*, 9 (34), p. 188-205.
- JAMES William (1891), « The Moral Philosopher and the Moral Life », *The International Journal of Ethics*, 1 (3), p. 330-354.
- JAMES William (1907/2007), *Le Pragmatisme. Un nouveau nom pour d'anciennes manières de penser*, traduit par Nathalie Ferron, Paris, Flammarion.
- LEVINE Barbara (2013), *Works about John Dewey, 1886-2012*, seconde édition [En ligne], Carbondale, Southern Illinois University Press.
- MILL John Stuart (1861/2012), *L'Utilitarisme*, traduit par Catherine Audard, in *L'Utilitarisme ; Essai sur Bentham*, Paris, Presses universitaires de France, p. 19-144.
- NIETZSCHE Friedrich (1887/1994), *La Généalogie de la morale*, traduit par Isabelle Hildenbrand et Jean Gratien, Paris, Gallimard.

- NUSSBAUM Martha C. (1990), *Love's Knowledge: Essays on Philosophy and Literature*, New York, Oxford University Press.
- NUSSBAUM Martha C. (1990/2010), *La Connaissance de l'amour. Essai sur la philosophie et la littérature*, traduit par Solange Chavel, Paris, Les Éditions du Cerf.
- PAPPAS Gregory Fernando (2008), *John Dewey's Ethics: Democracy as Experience*, Bloomington, Indiana University Press.
- PAPPAS Gregory Fernando (2020), « La démocratie comme communauté morale idéale », *Pragmata*, 3, p. 20-86. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-2-pappas.pdf>).
- PEIRCE Charles S. (1878a/1879/1986), « La logique de la science. Deuxième partie. Comment rendre nos idées claires », *Revue Philosophique de la France et de l'Étranger*, 7, p. 39-57, in *Writings of Charles S. Peirce: A Chronological Edition: Volume 3: 1872-1878*, Bloomington, Indiana University Press, p. 355-374.
- PEIRCE Charles S. (1878b/1986), « Deduction, Induction, and Hypothesis », *Popular Science Monthly*, 13, p. 470-482, in *Writings of Charles S. Peirce: A Chronological Edition: Volume 3: 1872-1878*, Bloomington, Indiana University Press, p. 323-338.
- PEIRCE Charles S. (1902), « Pragmatism », in James Mark Baldwin (dir.), *Dictionary of Philosophy and Psychology*, vol. 2, New York, The Macmillan Company, p. 321-322.
- PEIRCE Charles S. (1905/1969), « C.S. Peirce. La nature du pragmatisme », *Revue Philosophique de la France et de l'Étranger*, 159, traduit par Gérard Deledalle, p. 37-60.
- PEIRCE Charles S. (1931-1958), *Collected Papers of Charles Sanders Peirce*, 1-8, Cambridge, Harvard University Press.
- PHILLIPS Denis C. (2016), *A Companion to John Dewey's Democracy and Education*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SMITH Adam (1759/2014), *Théorie des sentiments moraux*, traduit par Michaël Biziou, Claude Gautier et Jean-François Pradeau, Paris, Presses universitaires de France.
- TAYLOR Charles (2007), « Modern Moral Rationalism », in Santiago Zabala (dir.), *Weakening Philosophy: Essays in Honour of Gianni Vattimo*, Montréal, McGill-Queen's University Press, p. 57-76.
- WAKS Leonard J. & Andrea R. ENGLISH (2017), *John Dewey's Democracy and Education: A Centennial Handbook*, New York, Cambridge University Press.
- WELCHMAN Jennifer (1995), *Dewey's Ethical Thought*, Ithaca, Cornell University Press.
- WILLIAMS Bernard (1985/1990), *L'Éthique et les limites de la philosophie*, traduit par Marie-Anne Lescourret, Paris, Gallimard.
- WINNICOTT Donald W. (1971/1975), *Jeu et réalité. L'espace potentiel*, traduit par Claude Monod et Jean-Bertrand Pontalis, Paris, Gallimard.

NOTES

1 Conformément aux abréviations en usage, EW, MW et LW renvoient respectivement aux *Early Works*, *Middle Works* et *Later Works* de John Dewey publiés par les Presses de la Southern Illinois University.

2 Les numéros de page sans mention d'ouvrage renvoient à Frega & Levine (dir.), (2021). Ici, comme pour les autres passages cités ultérieurement, nous sommes responsable de la traduction de l'anglais au français.

3 On pourra se reporter notamment à Levine (2013), qui recense tous les travaux publiés sur l'œuvre de John Dewey jusqu'en 2012.

4 Le chapitre 12 de l'ouvrage de Pappas a fait l'objet d'une traduction récente dans le troisième numéro de la revue *Pragmata* (Pappas, 2020).

5 Nous traduisons tous les passages tirés de James (1884).

6 CP renvoie aux *Collected Papers of Charles Sanders Peirce*. Le numéro du volume est suivi du numéro des paragraphes visés.

7 Dans la traduction française, « des catégories prédéterminées [*a ready-made compartmentalization*] ».

8 On pourra trouver un prolongement de ces analyses dans Girel (2020).

9 Nous traduisons tous les passages tirés de Dewey (2007) ainsi que de James (1891).

10 Dans la traduction française, « combien sont insatisfaisantes [*the ethical crudeness*] les morales fondées seulement sur les règles générales ».

**FRANCIS
CHATEAURAYNAUD**
***ALERTE ET
LANCEURS
D'ALERTE***

PARIS, PRESSES
UNIVERSITAIRES DE FRANCE,
 (« QUE SAIS-JE ? »), 2020

RECENSION PAR
MARIE GHIS MALFILATRE

Depuis une vingtaine d'années, Francis Chateauraynaud (2021) a retravaillé sa sociologie pragmatique en y incorporant de plus en plus des hypothèses pragmatistes. Dans cet ouvrage synthétique, il propose une histoire politique du concept de « lanceur d'alerte », lequel occupe une place centrale dans ses propres recherches depuis *Les Sombres précurseurs* (Chateauraynaud & Torny, 1999/2013). Alors que le lancement d'alerte est devenu une cause en soi, comme en attestent les débats juridiques et politiques qui se multiplient autour de la protection des lanceurs d'alerte, l'approche sociologique permet d'éclairer les tensions, les épreuves et les controverses que révèle la constitution d'une arène spécifique, focalisée sur le lancement d'alerte et sur les problèmes que soulève cette activité.

Qui est lanceur d'alerte, qui ne l'est pas ? Qu'est-ce qu'une véritable alerte ? Comment distinguer une dénonciation sincère d'un mensonge qui viserait à nuire sous couvert de dévoiler une activité immorale ou nuisible ? Dans quelles conditions une alerte parvient-elle à ouvrir un processus de transformation ? Comment comprendre le foisonnement actuel des alertes et que nous dit-il de l'évolution des formes d'engagement et d'expression de la citoyenneté ? Comment, par ailleurs, trancher entre l'aspiration démocratique à plus de transparence et l'impératif de discrétion revendiqué par certains acteurs professionnels, économiques ou étatiques (secret médical ou technologique, défense nationale, etc.) ? Comment protéger les lanceurs d'alerte dans un monde où la multiplication des risques (climatiques, industriels, terroristes, sanitaires) s'accompagne d'un durcissement de la surveillance au nom du bien commun mais menace aussi la possibilité de constituer des contre-pouvoirs ? Telles sont les principales questions qui traversent cet ouvrage.

L'analyse combine un retour réflexif de l'auteur sur ses propres recherches à l'étude d'un corpus d'environ 825 documents – soit environ 6 600 pages – permettant de retracer, à l'aide des logiciels informatiques Marlowe et Prospéro, ses « compagnons de route virtuels », la trajectoire publique de cette notion (ALA 26). Depuis son émergence

aux États-Unis au cours des années 1970 dans le milieu des juristes engagés auprès des mouvements sociaux jusqu'à son inscription dans le droit international, sa « balistique » (Chateauraynaud, 2011) révèle diverses bifurcations et rebondissements successifs qui ont conduit à faire évoluer sa définition et ses usages suivant les coalitions d'acteurs et les configurations rencontrées. Cette histoire politique de la notion de lanceur d'alerte est enrichie par l'analyse d'une collection de dossiers suivis au long cours, ce qui permet de développer une « pragmatique des transformations » (Chateauraynaud, 2016) dans une filiation avec les interrogations macrosociologique et historique du pragmatisme de Mead et Dewey.

Le livre se compose de six chapitres. Le premier revient sur l'histoire du « *whistleblowing* » aux États-Unis. Le terme est propulsé au début des années 1970 par l'avocat et écologiste Ralph Nader et le mouvement du *cause lawyering*¹, ces juristes qui mettent leurs compétences et ressources professionnelles au service d'une cause. Dans cette perspective, en « sifflant » – comme l'arbitre au cours d'un match – pour signaler une situation de corruption, une illégalité, une fraude ou toute forme d'activité nocive, le *whistleblower* agit au nom de l'intérêt général. Un des premiers à avoir été désignés comme tels est Daniel Ellsberg, pour avoir transmis au *New York Times* et au *Washington Post* les *Pentagon Papers*, ces documents qui ont permis, en 1971, de mettre en évidence un mensonge d'État dans la guerre du Vietnam. Le concept gagne au fil des affaires et scandales une reconnaissance institutionnelle jusqu'à être inscrit dans la loi en 1989, avec la promulgation par le Congrès américain du *Whistleblower Protection Act*. La protection qu'offre cette loi reste néanmoins limitée en ne couvrant que les seuls agents de l'État, lesquels doivent en outre apporter la preuve que leur dénonciation est fondée. De nouveaux dispositifs viennent par la suite compléter cette loi, à l'image des numéros verts pour dénoncer corruptions et malversations sous couvert d'anonymat. Les mécanismes de « responsabilisation », qui exigent de devoir rendre des comptes (*accountability*), se renforcent, mais le risque de disqualification reste majeur pour toute personne

à l'origine d'une alerte, surtout lorsque l'objet du trouble se révèle difficile à déchiffrer ou inédit, et qu'il se montre par conséquent récalcitrant à toute codification ou démarche procédurale. De même, de nombreux salariés demeurent privés de toute protection, à l'image des agents de l'État rattachés aux secteurs de l'exécutif ou du renseignement, comme les inculpations de Chelsea Manning et d'Edward Snowden ont pu le rappeler.

Le terme « lanceur d'alerte » émerge ensuite en France au cours des années 1990, dans un contexte où se multiplient les controverses sanitaires (retombées de la catastrophe de Tchernobyl, scandale de l'amiante, affaire du sang contaminé, de la vache folle). Plusieurs traductions du terme anglais de *whistleblower* cohabitent dans l'espace francophone au cours de cette période. Le droit canadien propose le terme « dénonciateur », lequel correspond mal aux situations d'alerte qui marquent le contexte français et européen. Un article consacré au *whistleblowing* recourt quant à lui, en 1996, à la formule de « tireur d'alarme » (Berstein & Jasper, 1996). C'est dans le cadre d'un programme de recherche du CNRS portant sur l'analyse des risques industriels, sanitaires et environnementaux (Gilbert, 2003), que des sociologues vont proposer une autre version des questions d'alerte et de dénonciation. La création du concept de lanceur d'alerte vise à saisir des processus critiques marqués par le risque et l'incertitude.

Dans *Les Sombres précurseurs* (Chateauraynaud & Torny, 1999/2013), les auteurs proposent de décrire les processus d'alerte sans préjuger de leurs trajectoires. Une diversité d'entités peut endosser le rôle de lanceur d'alerte et les alertes peuvent emprunter une pluralité de formes et de chemins². Une telle perspective tranche, selon Francis Chateauraynaud, avec le concept américain de *whistleblower*. Dans le monde anglophone, le lanceur d'alerte désigne avant tout celui qui dénonce des actions illégales au sein d'institutions ou de grandes organisations. Ici, l'alerte présente un caractère à la fois plus divers et incertain. L'attention se tourne vers le surgissement de signaux qui n'entrent pas nécessairement dans les cadres de codification mais qui

sont autant d'opérations critiques jugées essentielles à la vie démocratique en ce qu'ils sont susceptibles, dans certains cas, de réorienter le cours des événements. L'alerte est appréhendée comme une opération de «vigilance tournée vers la créativité de l'agir» ; la figure du lanceur d'alerte devient génératrice de «prise sur le futur» (ALA 25). On retrouve ici l'un des principaux motifs du pragmatisme, où l'enquête sur des «troubles» et l'expérience démocratique qu'elle fait advenir jouent un rôle crucial dans l'orientation et l'organisation de la vie collective en produisant un mouvement de renouvellement et de réforme perpétuels.

Le second chapitre éclaire l'influence de certains acteurs et dossiers dans la constitution de la cause des lanceurs d'alerte et d'une arène dédiée en France. Parmi les acteurs-clés qui se dégagent du corpus étudié, André Cicoletta occupe une place centrale. Chimiste et toxicologue, il se fait connaître pour son travail sur les éthers de glycol, un solvant chimique utilisé notamment par l'industrie électronique qui donne lieu, dès les années 1990, à de premières mobilisations de travailleurs des «salles blanches» dans la Silicon Valley (Jouzel, 2012). La publication des travaux de Cicoletta sur la toxicité de cette substance abondamment utilisée par l'industrie en France lui vaut d'être licencié, en 1994, par son employeur, l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). Protestant contre cette mesure en faisant valoir sa liberté de chercheur, il porte l'affaire en justice et obtient gain de cause. Bien que la notion de lanceur d'alerte ne soit pas mentionnée dans le jugement, ce dernier fait généralement figure de précédent en France en matière de protection des lanceurs d'alerte. Dans la foulée de cette affaire, Cicoletta obtient par ailleurs l'interdiction du bisphénol A dans les biberons ainsi que celle du perchloro-éthylène dans les pressings (ALA 29). Cicoletta fait également partie d'un réseau d'acteurs scientifiques qui alimentent au cours de cette décennie 1990 une critique de l'expertise scientifique jugée trop souvent captive des intérêts industriels³. Ils produisent des contre-expertises au service de collectifs et syndicats de travailleurs ou encore de mobilisations citoyennes engagées dans des controverses sanitaires et

environnementales (OGM, pesticides, nanoparticules, ondes électromagnétiques, gaz de schistes, etc.). En parallèle, la problématique de la délinquance en col blanc fait elle aussi son entrée dans les espaces médiatiques et politiques au début des années 2000. Le terme de lanceur d'alerte qui était jusque-là associé en France à des controverses sanitaires connaît de nouveaux usages avec une série d'affaires d'évasion fiscale et de scandales financiers (Clearstream, Kerviel, Cahuzac, etc.). Sous l'action conjuguée de collectifs citoyens, de juristes et de parlementaires s'engage alors un travail juridique pour voir promulguer un « droit d'alerte » (ALA 44).

Le chapitre suivant revient sur les tensions « cognitives, morales et politiques » que révèlent la fabrique du droit d'alerte et les définitions retenues (ALA 60). Le Conseil de l'Europe considère par exemple les lanceurs d'alerte comme des « personnes qui font des signalements ou révèlent des informations concernant des menaces ou un préjudice pour l'intérêt général » (Conseil de l'Europe, 2014 : 5), en particulier dans le contexte des relations de travail (ALA 62). C'est ici l'alerte « éthique », « interne » aux organisations, qui se trouve légitimée et avec elle des procédures contraignantes qui réduisent le champ des possibles et les formes que peuvent prendre les alertes (s'adresser d'abord à son responsable hiérarchique, puis remonter vers les niveaux supérieurs de l'organisation en l'absence de réponse, se tourner vers l'extérieur en dernier recours, etc.). Ce cadrage s'impose également à l'échelle nationale avec la loi Sapin II votée fin 2016, à l'encontre des entreprises condamnées pour des faits de corruption et de trafic d'influence, mais qui opère une réduction des possibilités de recours juridiques en écartant les personnes morales (associations, ONG, organisations syndicales)⁴. La charge de la preuve repose sur la seule personne physique à l'origine de la dénonciation, laquelle doit en outre démontrer sa « bonne foi ». Le cadre juridique produit ainsi une individualisation des alertes là où toute une littérature en sciences sociales a pourtant montré l'irréductible dimension collective des processus qui leur permettent d'émerger (ALA 68). Sous l'influence des associations de lutte contre la corruption et la fraude fiscale, la définition retenue

en France comme en Europe réduit la portée du concept de lanceur d'alerte. Elle s'est finalement plus ou moins alignée sur la conception nord-américaine du *whistleblower*. Cette définition continue toutefois à être l'objet de controverses dans les milieux juridiques et associatifs. Pressé par une coalition de députés, le Parlement européen a ainsi adopté une directive devant permettre une « véritable protection » des lanceurs d'alerte. Parmi les mesures qui doivent être transposées dans les droits nationaux se trouve désormais la possibilité d'enregistrer des signalements qui passent par des canaux extérieurs aux organisations (institutions, médias) (ALA 71). La transposition de la directive européenne en cours est toutefois l'objet d'une redéfinition controversée du concept de lanceur d'alerte. Les actions de *lobbying* de multiples acteurs auprès des sénateurs visent à rabattre le lanceur d'alerte sur la figure du dénonciateur individuel qui constate personnellement des actes répréhensibles et qui procède en suivant des contraintes strictes de procédure – au risque, sans quoi, de rester privé de protection⁵. Ce cadrage est perçu par les acteurs associatifs mobilisés pour améliorer la protection des lanceurs d'alerte comme une régression importante par rapport à la loi de 2013, la loi de 2016 et même la directive de 2019.

Le chapitre 4 se penche sur le foisonnement des objets d'alerte et observe de plus près « les milieux et les dispositifs dans lesquels naissent et se développent les processus critiques » (ALA 74). Comment ordonner des processus aussi complexes que divers ? Face à la multiplicité des alertes, à leur hétérogénéité et à leur redéploiement continu, Francis Chateauraynaud propose de cerner un espace de variation délimité par quatre polarités principales : les alertes relevant de catastrophes naturelles en tout genre (incendies, épidémies, tremblements de terre, tsunamis), celles visant les ensembles technologiques, celles rassemblant tout ce qui relève de la fraude, du mensonge ou de la corruption et enfin celles de portée globale visant l'ensemble d'un système (comme les alertes sur le dérèglement climatique). Un cas de figure parmi une collection de 250 dossiers est ensuite examiné, celui des boues rouges près de Marseille. Ce cas de pollution provoquée par

le rejet et aujourd'hui le stockage de déchets toxiques d'une fabrique d'alumines, à partir de minerai de bauxite, aussi bien dans les communes de Gardanne ou de Bouc-Bel-Air que dans le Parc national des Calanques, éclaire l'important travail d'enquête et de mobilisation nécessaire à la prise en compte d'une alerte environnementale tout comme l'incertitude qui entoure l'issue d'une telle dynamique. Alors que ce dossier est alimenté par le travail d'un collectif composé de scientifiques, d'élus européens et de militants écologistes, il faut plus de cinq ans pour que la justice intervienne en ouvrant une information judiciaire. L'examen d'un tel dossier amène à interroger les conditions de succès d'une alerte. L'analyse des dossiers de santé et d'environnement permet de montrer que la trajectoire d'une alerte dépend de la manière dont la source de danger et de risque est codifiée et collectivement reconnue (ALA 88). De même, le lancement des alertes dépend d'un travail ordinaire de vigilance et de « maintenance », autant d'activités qui font tenir les réseaux et les dispositifs. Les alertes apparaissent comme l'expression extraordinaire d'une gestion ordinaire des incidents et des aléas inhérents à toute activité humaine et non humaine.

À la manière des travaux d'histoire et de sociologie des sciences qui éclairent les stratégies que déploient des industriels pour produire du doute ou de l'ignorance quant à la nocivité de certains de leurs produits, le chapitre 5 s'intéresse à la fabrique des « contre-alertes », ces activités qui font obstacle à la publicisation des alertes. Rompre le silence et révéler des informations qui mettent en cause des entreprises ou des institutions suppose de faire face à des acteurs qui ont intérêt à préserver leur image, des « intérêts organisés », des routines professionnelles ou institutionnelles et souvent leur conscience de bien faire ou leur tranquillité de faire impunément. Du déni scientifique autour de la toxicité d'un produit au déploiement d'un arsenal législatif dissuasif (comme l'illustre le cas de la loi sur le secret des affaires adoptée en 2018), les entraves peuvent alors prendre différentes formes et mobiliser une grande variété d'instruments et d'acteurs. Soucieux de symétrie dans l'analyse des processus critiques, Francis

Chateauraynaud (2015) avance la notion d'«*empreneur*» pour désigner toute entité capable de désarmer durablement la critique en exerçant diverses formes d'emprise (ALA 96). Le pouvoir de l'empreneur se manifeste par des processus discrets, des logiques de réseaux et des pratiques d'influence, qui conduisent néanmoins à la prise de contrôle de certains acteurs, individus ou groupes sur certains mondes sociaux, territoires ou organisations et sur les expériences qui peuvent s'y élaborer. Si la relation de domination ne cesse de se reconfigurer en même temps que la confrontation des définitions, des intérêts et des croyances, dans les processus de résolution de situation problématique, la notion d'emprise invite à penser les asymétries de pouvoir qui font obstacle, et parfois durablement, à l'apprentissage, à l'enquête et à l'expérimentation – ces dimensions cruciales du mode de vie démocratique. L'emprise devient sensible dans les mobilisations contre l'alerte et dans les façons dont elle s'exerce pour prévenir la publicité des discussions, des enquêtes et des expérimentations (Dewey, 1927/2010). Ou dit autrement, elle contrevient à la diffusion d'informations et à la formation de nouvelles hypothèses de travail qui bousculent des pouvoirs établis, qu'il s'agisse des conséquences de l'utilisation de pesticides sur la mortalité des abeilles ou des agriculteurs, ou des conséquences de certaines pratiques de fraude et de corruption à grande échelle sur le bien-être public. En-deçà des tentatives explicites d'étouffer une alerte, l'emprise sur les corps et les esprits empêche la prise de conscience d'un problème et, pour reprendre les mots de Mead ou de Dewey, la formation d'«*intérêts sociaux*», l'exercice d'une «*intelligence sociale*» et le déploiement d'un «*pouvoir social*» (Cefaï, 2020 : 291). Chateauraynaud, avec son concept d'emprise, réactive une critique sociale dans l'héritage du pragmatisme.

Éclairer la dimension collective des alertes et de leurs contre-feux ne doit toutefois pas conduire à négliger l'irréductible dimension individuelle de tout processus d'alerte. C'est l'une des originalités de la démarche : appréhender les processus d'alerte dans leur double dimension – collective et individuelle. Or, Francis Chateauraynaud

le rappelle, saisir l'expérience d'un sujet ne va pas de soi : « l'une des dimensions les plus opaques de la carrière de tout lanceur ou lanceuse d'alerte est la séquence d'intériorité par laquelle s'opère une forme de conversion, cognitive et morale, politique ou spirituelle » (ALA 48). Comprendre comment se forme une alerte invite à s'intéresser à ce moment de germination, de « trouble » et de mise en doute qui précède l'action. Face à un dilemme éthique, qu'est-ce qu'il est bon de faire ? Compte tenu du coût et des coups auxquels s'expose toute personne engagée dans une activité critique de révélation, quels sont les ressorts du passage à l'acte ? Comment comprendre que certains acteurs en viennent à rompre, de manière souvent irréversible, avec le cours ordinaire de leur vie ? Tout acte critique repose sur la formation préalable d'une « réserve », permettant la création d'une « arène intérieure », qui devient le siège d'un questionnement de son rapport au monde (ALA 105). Ce moment d'intériorité peut prendre la forme d'une délibération où se mesurent et s'entrechoquent les valeurs, les règles et l'éthique des différents cercles sociaux d'appartenance. S'engage un dialogue entre des « soi » multiples, en miroir des arènes publiques et à partir de différents appuis extérieurs (Chateauraynaud a aimé le livre de Victor Rosenthal, 2019, sur la « voix intérieure »). En amont des moments de problématisation publique se trouvent ces processus discrets, intimes, où s'opère une transformation des repères et des certitudes ouvrant sur une crise existentielle qui pousse à l'action⁶. Francis Chateauraynaud mobilise ici les perspectives analytiques de William James et sa philosophie de l'expérience : saisir la part du « for interne », des processus de détachement, de mise en cause qui peuvent s'y opérer et sans lesquels les étapes publiques de ces dynamiques critiques ne pourraient advenir (ALA 107).

Le livre s'achève sur une réflexion autour du renouvellement des formes de citoyenneté que révèle la multiplication des alertes depuis les années 2000. L'émergence des lanceurs d'alerte est à mettre en relation avec une ouverture des sociétés contemporaines où, malgré les crises et les catastrophes, des prises, des capacités d'action et de transformation persistent. Une telle analyse tranche avec les

perspectives des collapsologues selon lesquelles la multiplication des signaux d'alerte annonce l'imminence d'un effondrement global⁷. Chateauraynaud maintient une posture d'espoir, et ne renonce pas à la possibilité de viser des objectifs et des idéaux démocratiques que nous ménagent, malgré tout, les situations les plus problématiques. Si critique que soit, par exemple, la situation dans l'estuaire de la Gironde, autour de la centrale nucléaire du Blayais, à laquelle il revient depuis son article sur « L'épreuve du tangible » (2004) et qu'il traite encore dans *Aux bords de l'irréversible* (2017), elle n'est pas désespérée. Des marges de manœuvre ne cessent de s'ouvrir dans les interactions des milieux qui composent cet estuaire ; ceux qui y vivent ne cessent de montrer leur capacité d'invention et de résilience. En guise de conclusion, Francis Chateauraynaud rappelle le lien de solidarité qui unit la possibilité même de l'enquête en sciences sociales et l'exercice de la citoyenneté en démocratie. Ce lien renvoie à la fondation même de la sociologie de part et d'autre de l'Atlantique – ainsi de l'articulation qui existait au début du ^{xx}e siècle aux États-Unis entre boulimie d'enquête et d'expérimentation, activisme progressiste, philosophie pragmatiste et sociologie naissante. Reconnaître ce lien, c'est assumer un certain nombre d'obligations et de responsabilités au sein de la communauté des chercheurs. Celle-ci ne peut se contenter d'une position de spectatrice drapée dans sa neutralité experte, mais elle est tenue de repenser le lien étroit qui existe nécessairement entre les savoir-faire professionnels qu'elle met en œuvre dans ses enquêtes et les résultats qui en procèdent et les milieux et les publics concernés par ces enquêtes. La réflexion sur le statut des lanceurs d'alerte est au cœur de la sociologie publique de Francis Chateauraynaud.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNSTEIN Mary & James JASPER (1996), « Interests and Credibility: Whistleblowers in Technological Conflicts », *Social Science Information*, 35 (3), p. 565-589.
- BIDET Alexandra & Solène SARNOWSKI (2021), « “Y’a toujours à penser, à trouver mieux”. Moments effondristes et activisme du quotidien face à la catastrophe écologique », *Revista Sociedade e Estado*, 36 (2), p. 545-562.
- CEFAÏ Daniel (2020), « La naissance de l’expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme », *Pragmata*, 3, p. 270-355. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-7-cefai.pdf>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2004), « L’épreuve du tangible. Expériences de l’enquête et surgissements de la preuve », in Bruno Karsenti & Louis Quéré (dir.), *La Croyance et l’enquête*, Paris, Éditions de l’EHESS (« Raisons Pratiques », 15), p. 167-194. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11215>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2011), *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Pétra.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2015), « L’emprise comme expérience. Enquêtes pragmatiques et théories du pouvoir », *SociologieS* (« Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4931>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2016), « Pragmatique des transformations et sociologie des controverses. Les logiques d’enquête face au temps long des processus », in Francis Chateauraynaud & Yves Cohen (dir.), *Histoires pragmatiques*, Paris, Éditions de l’EHESS (« Raisons Pratiques », 25), p. 349-385. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12327>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2021), « Social Theory and the Logic of Inquiry: Some Pragmatic Arguments for a Convergence of Critical and Reconstructive Approaches », in Alain Caillé & Frédéric Vandenberghe (dir.), *For a New Classic Sociology*, Londres, Routledge.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2017), *Aux bords de l’irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Pétra.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Didier TORNÉY (1999/2013), *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l’alerte et du risque*, Paris, Éditions de l’EHESS.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Didier TORNÉY (2005), « Mobiliser autour d’un risque. Des lanceurs aux porteurs d’alerte », in Cécile Lahellec (dir.), *Risques et crises alimentaires*, Paris, Lavoisier/Tec & Doc, p. 329-339.
- CONSEIL DE L’EUROPE (2014), *Protection des lanceurs d’alerte*, Recommandation CM/Rec(2014)7 et exposé des motifs, Strasbourg, Éditions du Conseil de l’Europe.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.

- GHIS MALFILATRE Marie (2019), « De l'expérience ouvrière des risques au problème public des déchets nucléaires. L'enquête filmique *Condamnés à réussir* comme catalyseur », *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2) (« Problèmes, expériences, publics : Enquêtes pragmatistes »), p. 249-274.
- GILBERT Claude (dir.) (2003), *Risques collectifs et situations de crise. Apports de la recherche en sciences humaines et sociales*, Paris, L'Harmattan.
- HERMITTE Marie-Angèle (2013), *Le droit saisi au vif. Sciences, technologies, formes de vie. Entretiens avec Francis Chateauraynaud*, Paris, Pétra.
- HENNION Antoine & Alexandre MONNIN (2020), « Du pragmatisme au méliorisme radical : enquêter dans un monde ouvert, prendre acte de ses fragilités, considérer la possibilité des catastrophes », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.13931>).
- ISRAËL Liora (2001), « Usages militants du droit dans l'arène judiciaire : le *cause lawyering* », *Droit et société*, 49 (3), p. 793-824.
- JOUZEL Jean Noël (2012), *Des toxiques invisibles. Sociologie d'une affaire sanitaire oubliée*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Cas de figure »). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/1702>).
- LE LAY Stéphane & Julien LUSSEN (2009), « Un toxicologue de la marge à la centralité. Entretien avec Henri Pézerat », *Mouvements*, 58, p. 146-157.
- NOIVILLE Christine & Marie-Angèle HERMITTE (2006), « Quelques pistes pour un statut juridique du chercheur lanceur d'alerte », *Natures Sciences Sociétés*, 14, p. 269-277.
- ROSENTHAL Victor (2019), *Quelqu'un à qui parler. Une histoire de la voix intérieure*, Paris, Presses universitaires de France.
- SARAT Austin & Stuart SCHEINGOLD (dir.) (1998), *Cause Lawyering. Political Commitments and Professional Responsibilities*, New York, Oxford University Press.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), « Des "événements" difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 21), p. 191-223. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19592>).

NOTES

1 Le *cause-lawyering* (Sarat & Scheingold, 1998 ; Israël, 2001) s'inscrit dans les courants *Law & Society* à la fin des années 1950 et au début des années 1960, qui eux-mêmes empruntaient au réalisme juridique du début du siècle, sous bien des aspects proches de la philosophie pragmatiste.

2 On a ainsi pu montrer le rôle qu'avait joué le film tourné par les ouvriers de La Hague, *Condamnés à réussir*, que l'on a traité comme une enquête qui a rendu sensibles les risques liés à la production d'énergie nucléaire et touché un public élargi (Ghis Malfilatre, 2019).

3 Avec le toxicologue Henri Pézerat, la sociologue Annie Thébaud-Mony et les médecins Dominique Huez et Bernard Cassou, André Cicollella fait partie du réseau à l'initiative de la création, en 1986, de l'ALERT (Association pour l'étude des risques du travail), qui s'est notamment illustrée dans la lutte contre l'amiante. Cf. Le Lay & Lusson (2009).

4 Au sein du Groupe de sociologie pragmatique et réflexive, Francis Chateauraynaud a beaucoup travaillé avec Marie-Angèle Hermitte (2013) sur le versant du droit et l'on pourrait comparer les limitations de la loi avec des propositions que celle-ci a pu faire (par ex. Noiville & Hermitte, 2006).

5 http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202112/protection_des_lanceurs_dalerte.html.

6 Avec une lecture plus pessimiste de la théorie pragmatiste de l'expérience du trouble et de sa capacité à susciter un passage à l'action, Joan Stavo-Debaugé (2012) montre que certains troubles, chocs ou événements traumatiques, au lieu de valoir comme épreuve et de conduire à avoir une expérience, ne produisent rien d'autre que de l'incompréhension ou de la sidération.

7 Pour une analyse approfondie des prises sur le futur que permettent de dégager les processus critiques et la critique de la collapsologie, voir *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations* (Chateauraynaud & Debaz, 2017). On pourra mettre en regard deux tentatives de relier collapsologie et pragmatisme dans un « méliorisme radical » : Hennion & Monnin (2020), et un « activisme du quotidien » : Bidet & Sarnowski (2021).

**FAUSTO CARUANA
& ITALO TESTA (eds)**

***HABITS:
PRAGMATIST
APPROACHES FROM
COGNITIVE SCIENCE,
NEUROSCIENCE AND
SOCIAL THEORY***

CAMBRIDGE, CAMBRIDGE
UNIVERSITY PRESS, 2021

RECENSION PAR
LOUIS QUÉRÉ

Fausto Caruana, chercheur en neurosciences, et Italo Testa, philosophe, ont fait paraître un important ouvrage collectif sur les habitudes. Comme son titre l'indique, le livre propose une approche pluridisciplinaire du concept d'habitude, dont il souligne la pertinence pour l'étude de la cognition telle qu'elle est aujourd'hui développée dans ce qui s'appelle les « sciences cognitives 4E » (4E = *Embodied, Embedded, Enactive, Extended*). Ces sciences cognitives hétérodoxes (parmi lesquelles l'énactivisme d'inspiration phénoménologique, initialement théorisé par Humberto Maturana et Francisco Varela, 1972/1989, occupe une place centrale) conçoivent la cognition comme une activité que l'on ne peut pas réduire à une représentation ou à un traitement désincarné d'informations. La cognition est donc une activité orientée vers l'action, une activité dépendant d'un domaine d'action particulier et « largement façonnée par l'expérience sensorimotrice, émotionnelle et culturelle » (*Introductory Essay*, H. : 7)¹.

Les protagonistes de ce nouveau paradigme considèrent que la notion d'habitude peut être une pièce maîtresse dans l'alternative qu'ils élaborent aux modèles mentalistes et représentationnalistes de la cognition. Leur référence privilégiée a longtemps été *Phénoménologie de la perception* de Maurice Merleau-Ponty. Ils se rendent compte aujourd'hui que nombre d'intuitions du philosophe français étaient déjà présentes chez les auteurs pragmatistes classiques, notamment chez William James et John Dewey – le livre de ce dernier, *Human Nature and Conduct*, publié en 1922 (à quand la traduction de cet ouvrage en français ?), semble faire autorité pour tous les auteurs rassemblés par Caruana et Testa. La théorie pragmatiste des habitudes les intéresse d'autant plus qu'elle est “biologique-culturelle” et écologique ; elle offre de ce fait une pierre de touche solide pour des recherches tant en neurosciences qu'en anthropologie, en psychologie sociale et en psychologie écologique.

Le livre comporte vingt et un articles répartis en trois groupes, eux-mêmes divisés en trois parties : *The sensorimotor embodiment of habits*

(« The neuroscience of habits » ; « Habits and emotions » ; « Habits and skills ») ; *The enactment of habits in mind and world* (« Habits and the background of action » ; « Habits, intentionality and language » ; « Habits and moral life ») ; *Socially embedded and culturally extended habits* (« Habits, human development and social practices » ; « Habits, cultural artifacts and aesthetics » ; « Habits, social ontology and institutions »).

Vu le nombre d'auteurs, il y a inévitablement des différences non négligeables dans la conceptualisation de l'habitude et dans l'interprétation des textes de référence, chacun retenant l'aspect qui correspond le plus à ses propres intérêts. Les articles les plus éclairants pour quelqu'un qui est déjà un peu familier des thèses de Peirce, James et Dewey, ou encore de Merleau-Ponty, portent sur les similitudes et les différences entre habitudes et *skills* ou entre routines et « habitudes intelligentes » (article de K. Miyaahara, T. G. Ransom & S. Gallagher), sur l'acquisition des habiletés motrices (article de M. L. Cappuccio & J. Ilundáin-Agurruza), sur la formation des habitudes émotionnelles (article de R. Hufendiek), sur le moulage de la sensorimotricité par la culture et la société (articles de R. Menary et de S. Turner), sur le manque de transparence des médiations corporelles et écologiques qui sous-tendent la capacité d'anticipation dans l'action (article de M. Bricker), sur la place de l'habitude dans la délibération morale (articles de M. Johnson et de T. Rockwell), ou encore sur la critique de l'intentionnalisme à l'aide de la problématique deweyenne de l'habitude (article de P. Steiner).

Dans le chapitre 4, par exemple, Rebekka Hufendiek propose une analyse pragmatique des émotions en termes d'activité sensori-motrice, et montre que les habitudes émotionnelles, qui sont des schèmes typiques de comportement, sont façonnées, comme les autres habitudes, par des pratiques déterminées dans un certain environnement social et culturel. Les chapitres 5 et 6 sont, quant à eux, consacrés à l'acquisition des habiletés corporelles dans le sport de haut niveau. Leurs auteurs critiquent diverses explications dualistes ou intellectualistes des habitudes : par exemple, celle de Gilbert Ryle

(1949/2005) qui oppose activités habituelles rigides et activités intelligentes flexibles, et celle d'Hubert Dreyfus (1980), qui soutient que les performances des experts sont complètement « *mindless* », alors que l'on peut considérer qu'elles comportent une forme spécifique d'attention que Miyaahara, Ransom et Gallagher qualifient de « *heedfulness* ».

Nombreux sont les articles du volume qui recherchent une alternative à ces explications, qui tendent à considérer les habitudes comme dépourvues des caractéristiques de l'action intelligente : flexibilité, contrôle par des processus intellectuels de haut niveau (attention, pensée réflexive, jugement, raisonnement, etc.). Les habitudes seraient des manières d'agir rigides, automatiques, inconscientes, et opposées aux actions dirigées par un but. En caractérisant négativement les habitudes, « l'intellectualisme crée une polarisation entre, d'un côté, l'intelligence, la flexibilité et l'anticipation inhérentes aux processus de contrôle délibéré, de l'autre, le caractère de réflexe mécanique et rigide des routines motrices habituelles » (Cappuccio & Ilundáin-Agurruza : 146).

Les explications intellectualistes sont courantes non seulement en philosophie, en psychologie et en sociologie², mais aussi dans les neurosciences. Cependant, nombre de recherches récentes dans ce dernier domaine ont montré que « la compétence motrice n'est pas simplement la mise en œuvre mécanique d'instructions pour l'exécution, subordonnée à une décision rationnelle, délibérée, [et qu']une forme implicite de compréhension incarnée est associée dès le début à une familiarité motrice » (*ibid.* : 150).

James n'aurait-il pas lui-même cédé à l'intellectualisme dans sa psychologie de l'habitude, en dépit de sa critique récurrente de ce « vice majeur » (Dewey, 1925/2012) de la philosophie et des sciences humaines ? La thèse que soutiennent dans leur article, apparemment à l'encontre du point de vue des éditeurs du volume, M. L. Cappuccio et J. Ilundáin-Agurruza est que James a de fait contribué à populariser une explication dualiste et intellectualiste des habitudes. Selon eux,

c'est Dewey qui a ouvert la voie à une tout autre approche, en conférant aux habitudes leur propre forme de flexibilité et d'intelligence : elles sont anticipatrices, adaptatives, sensibles au contexte et aux circonstances, et orientées vers un but. En cela Dewey a largement anticipé la problématique de l'intentionnalité motrice de Merleau-Ponty, sous-jacente à son analyse des habitudes : « D'une façon qui ressemble de manière frappante à l'approche pragmatiste de Dewey dans *Human Nature and Conduct*, des phénoménologues tels que Merleau-Ponty ont caractérisé le comportement mettant en œuvre des habitudes dans l'action habile (*skillful action*) comme une forme de savoir incarné, littéralement un "savoir qui est dans les mains" (Merleau-Ponty), qui est nécessaire pour faire face de manière appropriée aux contingences pragmatiques. » (*Ibid.* : 153).

M. L. Cappuccio et J. Ilundáin-Agurruza choisissent l'acquisition de routines motrices dans le sport de haut niveau comme exemple pour contrer les explications intellectualistes de l'habitude : « Un contrôle adaptatif et flexible d'actions complexes rapides serait impossible s'il n'était pas soutenu par un répertoire de plus en plus large et robuste de dispositions habituelles facilement accessibles pour des tâches complètes orientées vers un but. » (*Ibid.* : 139). L'acquisition de telles dispositions automatisées n'est pas seulement une affaire d'entraînements répétitifs, car elle suppose une maturation, une diversification et une consolidation d'habiletés sensori-motrices spécifiques à certaines tâches, qui gagnent progressivement en flexibilité et en adaptabilité : « L'automatisation est toujours ouverte à l'amélioration et à la révision. » (*Ibid.* : 152). C'est une pratique auto-correctrice d'une habileté déjà acquise qui permet ce développement. Par ailleurs, l'athlète bien « routiné » peut être parcimonieux, aussi bien dans l'accomplissement de ses mouvements que dans son attention et ses efforts cognitifs. Il se passe en grande partie de délibération et de réflexion. À noter cependant qu'en sport comme ailleurs, on peut contracter de mauvaises habitudes, et toutes les habitudes ne véhiculent pas un savoir pratique. L'entraînement ne réussit pas à développer une réelle expertise s'il se réduit à répéter de façon

aveugle des séquences stéréotypées de mouvements. On retrouve là un thème cher à Dewey (qui le différencie aussi de Peirce) : la répétition n'est pas au principe de l'acquisition des habitudes. Elle est elle-même rendue possible par la présence d'une habitude.

Il y a, me semble-t-il, une composante de l'approche de Dewey que la plupart des auteurs qui se réfèrent à *Human Nature and Conduct* ont du mal à intégrer dans leur réflexion : à savoir l'intériorité mutuelle de l'habitude et de l'environnement, ou de l'habitude et de la situation. De ce point de vue, considérer l'habitude comme un concept relationnel, parler d'*attunement* du corps à l'environnement ou utiliser la problématique gibsonienne des *affordances* (cf. le chapitre 5, intitulé « What the situation affords ») s'avère insuffisant. Pour Dewey, en effet, les habitudes sont des organisations acquises d'activités, dans lesquelles l'environnement, à la fois naturel et social, accomplit sa part ; elles sont des manières d'incorporer et d'utiliser celui-ci, et, faut-il ajouter, d'être utilisé par lui. Sollicitées par les situations, elles ne sont pas seulement *dans* celles-ci (ce qui est habituellement reconnu) mais aussi *d'elles*, comme il l'expliquait dans *Essays in Experimental Logic*³. C'est parce que l'on a des habitudes que l'on peut avoir un environnement dont les composantes sont des « *agencies of doing* » (elles sont des « ajustements de l'environnement » et pas seulement des « ajustements à l'environnement »), ainsi qu'être dans une situation déterminée – en effet, elles constituent les situations. Les habitudes ne sont donc pas encloses dans l'individu ; elles ne sont pas des possessions privées d'une personne, bien qu'en fassent partie la disposition d'habiletés, la maîtrise de techniques ou de méthodes (les habitudes sont des *arts*, explique Dewey). Elles sont « distribuées », au sens où l'on dit de la cognition qu'elle est « distribuée » ; elles sont de nature transactionnelle, et pas seulement relationnelle ou interactionnelle. Elles nécessitent néanmoins une « mécanisation » ou une « routinisation », c'est-à-dire le frayage et la stabilisation de voies de réponse sensori-motrices, ancrées dans le système nerveux.

C'est de ce dernier aspect que les neurosciences tentent de rendre compte. Mais le chemin qu'elles empruntent est semé d'embûches : « cérébro-centrisme »⁴, « sophisme de l'homoncule » (Bennett & Hacker, 2003), remplacement de la dualité du corps et de l'esprit par celle du corps et du cerveau, amalgame sémantique (mélange de deux vocabulaires incompatibles, celui des concepts psychologiques et celui de la neurophysiologie ou de la neurochimie)⁵.

Les analyses qui nous sont proposées dans le volume par les chercheurs en neurosciences sur la formation et le fonctionnement des habitudes se réclament sans doute plus spontanément de James, et de son idée de plasticité du cerveau, que de Dewey, dont le point de vue transactionnaliste est plus difficile à concrétiser dans des recherches qui tendent à faire du système nerveux « le siège des événements mentaux », et à le réduire au cerveau, « et même au cortex du cerveau » (Dewey, 1925/2012 : 272)⁶. Pour James, en effet, « la philosophie de l'habitude est [...] essentiellement un chapitre de la physique beaucoup plus qu'un chapitre de la physiologie ou de la psychologie », car « dès qu'on essaie de définir la nature de l'habitude, on est ramené aux propriétés fondamentales de la matière » (James, 1909 : 185-186). Et James de mettre l'accent sur la contribution du cerveau : « Une habitude acquise n'est autre chose, au point de vue physiologique, qu'une nouvelle voie de décharge nerveuse créée dans le cerveau, voie que certains courants afférents tendent désormais à prendre comme voie de sortie. » (*Ibid.* : 172). Pour lui, la plasticité du tissu neuronal n'est qu'un cas de la plasticité générale des « matériaux organiques » : « Les phénomènes d'habitude sont dus chez les êtres vivants à la plasticité des matériaux organiques dont leurs corps sont composés. » (*Ibid.* : 186). C'est d'ailleurs aussi ce que pensait Peirce : il y a des habitudes des neurones, des habitudes de connexions et d'« associations nerveuses ». Par exemple dans « Comment se fixe la croyance », Peirce évoque « l'habitude nerveuse par suite de laquelle l'odeur d'une pêche fait venir l'eau à la bouche » (Peirce, 2002 : 222).

Dewey ne contredit pas ses illustres prédécesseurs sur ce point : « Pour comprendre l'existence de manières organisées de faire (*organized ways*) ou d'habitudes, nous avons sûrement besoin de nous tourner vers la physique, la chimie et la physiologie plutôt que vers la psychologie. » (Dewey, 1922 : 45). Mais il s'en sépare résolument sur d'autres. Il rejette notamment le modèle atomiste de la psychologie associationniste, encore présent chez James, ainsi que son introspectionnisme. Son approche se veut résolument holiste : il convient de tenir compte à la fois de l'intériorité mutuelle de l'habitude et de l'environnement, et, s'agissant de l'organisme, de « l'interdépendance délicate, intime et subtile, qui existe entre les structures et les processus organiques » (*ibid.*).

Alors, qu'apportent les neurosciences à la compréhension des habitudes ? Trois choses, répondent les éditeurs du volume dans leur introduction substantielle :

1. La formation des habitudes est « un processus complexe, caractérisé par un recrutement dynamique et changeant [en fonction des phases de l'apprentissage] de réseaux [neuraux] en interaction » (*Introductory Essay*, H : 10).

2. L'automatisation de la conduite n'est pas à opposer au comportement orienté vers des buts ; il y a plutôt interaction entre eux, ce que prouve le fait que, dans la phase initiale de la formation d'une habitude, les réseaux neuronaux impliqués sont ceux qui prédominent dans la recherche de récompenses. La phase suivante se caractérise par le passage d'un comportement orienté vers un but à un comportement de type stimulus-réponse.

3. Il y aurait, dans la formation d'une habitude, un « codage pragmatique » (c'est-à-dire en termes de buts d'action) des objets manipulables et des actions des autres. C'est ce que prouverait le phénomène des neurones miroirs, dans lequel le système moteur est aussi « recruté lors de l'observation passive de stimuli visuels incluant des objets

manipulables et les actions des autres ». Il le serait également lors de la répétition d'actions imaginées. En outre, le mécanisme des neurones miroirs interviendrait non seulement dans le système moteur, mais aussi dans le « cerveau social, incluant l'émotion, les sensations et le langage » (cf. par exemple le chapitre 3, intitulé « Emotional mirroring promotes social bonding and social habits: An insight from laughter »). On notera que le courant de recherche italien sur le phénomène des neurones miroirs est très présent dans cet ouvrage.

La place accordée à la répétition et à l'imitation par certaines explications neuroscientifiques de l'habitude (l'habitude comme comportement répétitif, formé par la répétition des mêmes gestes et mouvements) n'est sans doute pas entièrement congruente avec l'esprit pragmatiste revendiqué. Cela relève souvent de ce que George Herbert Mead (1934/2006) appelait la « vieille psychologie ». Dewey était aussi sceptique que Mead sur les vertus explicatives de l'imitation ; quand elle est invoquée, elle est tout à fait secondaire. Elle peut tout au plus rendre compte de la formation de routines « sclérosées », mais sûrement pas des habitudes « intelligentes » qui ne prescrivent jamais un comportement totalement déterminé.

Quant à l'explication par la répétition, elle relève encore « de la théorie des unités indépendantes et successives d'excitation-réaction », c'est-à-dire de la psychologie des arcs réflexes, critiquée dans l'article fameux de 1896, « The Reflex Arc Concept in Psychology » : « Dans l'habitude et l'apprentissage, l'association est renforcée non par simple répétition, mais par l'institution d'une interaction et d'une intégration effectives des énergies de l'organisme et de l'environnement. » (Dewey, 1938/1993 : 90). Cette institution confère « flexibilité et réadaptabilité » aux habitudes acquises. Cela est notamment manifeste dans l'apprentissage d'un art de faire ou d'une technique : il n'y a pas de répétition exacte d'un exercice à l'autre, sinon il n'y aurait pas d'apprentissage. En effet, une répétition mécanique ne produit pas de schème ou de structure d'activité. Il y a bien répétition dans l'apprentissage, ou dans l'entraînement, mais cette répétition

n'est pas une réitération d'actions identiques. En effet, l'apprenti ne répète pas exactement ses gestes précédents, mais produit chaque fois un accomplissement similaire, mais légèrement différent, qui permet de les améliorer. Il découvre peu à peu une sorte d'« idéal » de la réalisation » (Chambon, 1974 : 449).

Il n'y a pas que le recours à la répétition et à l'imitation comme *explanantia* qui peut manquer de congruence avec l'esprit pragmatiste. Le statut même de l'objet de l'enquête, à savoir l'habitude comme entité à caractériser, est aussi en jeu. Dans leurs écrits communs de la fin des années 1940, John Dewey et Arthur Bentley constataient la « vérité triste » suivante : « La longue habitude des professionnels [de la pensée] a été de prendre des mots du vocabulaire commun, de les rigidifier par une prétendue définition, puis, pour terminer, d'hypostasier des "entités". Une fois données les "entités" et leurs "noms propres", on peut se passer de tout contact factuel, notamment de toute observation soigneusement contrôlée. Les noms déterminent la trajectoire et tiennent le levier de commande. [...]. Dans de telles interprétations théoriques quelque chose d'inobservable a été glissé en-dessous de quelque chose qui nomme un comportement [...]. L'absurdité est ainsi standardisée ; elle fait que non seulement la théorie de la connaissance, mais aussi la linguistique, la psychologie, la sociologie et la philosophie se mettent à marcher sur des jambes artificielles, qui plus est chancelantes et boiteuses. C'est ce qui se produit quand on convertit le sujet et l'objet d'une phrase en des sortes d'entités déconnectées et non observables. » (Dewey & Bentley, 1946 : 550).

Pour parer à une telle absurdité, Dewey a inlassablement recommandé de substituer des verbes et des adverbes aux substantifs. Mais en quoi peut consister une approche adverbiale de l'habitude ? C'est une des questions auxquelles se confronte Pierre Steiner (le seul auteur français dans le volume) dans son texte intitulé « Habits, meaning and intentionality ». La réponse d'inspiration deweyenne qu'il formule est : les habitudes ne sont pas des objets ou des processus spécifiques,

mais des qualités des transactions entre les organismes et leur environnement ; elles sont des modes d'organisation de l'expérience, « des activités organisées acquises », des « combinaisons d'actes », bref des arts de faire ou des techniques, ou encore, des « structures situationnelles » : « Adoptant une caractérisation adverbialiste, Dewey nous explique que les habitudes nous prédisposent non pas à des *actes particuliers*, mais à des *modes de réponse*. » (Steiner : 227).

Il convient de souligner le corollaire empirique d'un tel adverbialisme. Plutôt que de deviser sur les subtilités d'un concept, qui intellectualise l'expérience, il faut s'appliquer à observer les modalités concrètes d'acquisition et de mise en œuvre d'arts de faire, avec leur ancrage à la fois organique et culturel (ce que font bien d'ailleurs certains articles du volume). Les habitudes sont assurément des phénomènes biologiques ; mais elles sont aussi formées dans le cadre des coutumes d'un groupe, qui sont des habitudes collectives. Comment ces coutumes peuvent-elles façonner le substrat organique des habitudes ? On retrouve *in fine* la question soulevée par Marcel Mauss dans son essai sur les techniques du corps (Mauss, 1936/1950), à laquelle des neurosciences trop « cérébro-centrées » peuvent difficilement répondre.

BIBLIOGRAPHIE

- BENNETT Maxwell R & Peter M. S. HACKER (2003), *Philosophical Foundations of Neuroscience*, Oxford, Blackwell.
- CHAMBON Roger (1974), *Le Monde comme perception et réalité*, Paris, Vrin.
- COLOMBETTI Giovanni & Eder ZAVALA (2019), « Are Emotional States Based in the Brain? A Critique of Affective Brainocentrism from a Physiological Perspective », *Biology and Philosophy*, 34 (45). En ligne : (<https://doi.org/10.1007/s10539-019-9699-6>).
- DEWEY John (1896), « The Reflex Arc Concept in Psychology », *The Psychological Review*, 3 (4), p. 357-370.
- DEWEY John (1916/2007), *Essays in Experimental Logic*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct*, in *The Middle Works*, vol. 14, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press, p. 1-227.
- DEWEY John (1925/2012), *Expérience et nature*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John & Arthur F. BENTLEY (1946), « Transactions as Known and Named », *Journal of Philosophy*, 43 (20), p. 533-551.
- DREYFUS Hubert L., DREYFUS Stuart E. & Paul ANTHANASIOU (1986), *Mind Over Machine : The Power of Human Intuition and Expertise in the Era of the Computer*, New York, The Free Press.
- JAMES William (1909), *Précis de psychologie*, Paris, Marcel Rivière.
- MATURANA Humberto & Francisco VARELA (1972/1989), *Autonomie et connaissance. Essai sur le vivant*, Paris, Seuil.
- MAUSS Marcel (1936/1950), « Les techniques du corps », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 365-386.
- MEAD George H. (1934/2006), *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- MERLEAU-PONTY Maurice (1945), *Phénoménologie de la perception*, Paris, Gallimard.
- PEIRCE Charles S. (2002), *Pragmatisme et pragmaticisme. Œuvres 1*, Paris, Cerf.
- RYLE Gilbert (1949/2005), *La Notion d'esprit. Pour une critique des concepts mentaux*, Paris, Payot.
- STEINER Pierre (2019), *Désaturer l'esprit*, Paris, Questions théoriques.

NOTES

1 Pour une critique de cette conception de la cognition en termes d'activité, cf. Steiner (2019, chap.3). Les « sciences cognitives 4E » ne sont peut-être pas aussi différentes qu'elles le prétendent des programmes de recherche qu'elles critiquent.

2 Elles prédominent dans la tradition sociologique. Les seules exceptions, selon les éditeurs du volume, sont Marcel Mauss, Norbert Elias et Pierre Bourdieu.

3 « Les habitudes entrent dans la *constitution* de la situation ; elles ne lui sont pas extérieures ; elles sont à la fois en elle et d'elle. » (Dewey, 1916/2007 : 141).

4 Le cérébro-centrisme a été vivement critiqué à l'intérieur même des sciences cognitives 4E. Cf. par exemple Colombetti & Zavala (2019).

5 Un énoncé tel que le suivant manifeste à mes yeux un tel amalgame : « Le Self et l'habitude ont quelques bases neuronales communes » (p. 18).

6 Sur l'influence (néfaste ?) de James sur les neurosciences contemporaines, voir Bennett & Hacker (2003).

RÉSUMÉS

RÉSUMÉS / ABSTRACTS / RESUMENES

Francis Chateauraynaud

Des expériences ordinaires aux processus critiques non-linéaires. Le pragmatisme sociologique face aux ruptures contemporaines

Depuis plus de vingt ans, une branche de la sociologie pragmatique française, appelée pragmatique de la complexité ou pragmatique des transformations, s'attache à décrire et analyser les processus d'alerte et les controverses ou les mobilisations auxquelles ils donnent lieu. Partant d'un diagnostic sociopolitique de l'époque contemporaine marquée par des chocs et des crises aux multiples conséquences, ce texte examine les conditions de l'enquête d'inspiration pragmatiste face à des processus complexes, non-linéaires, multi-scalaires et riches en rebondissements et en rétroactions. Un conséquentialisme ouvert, non-borné, s'impose pour relier l'exploration des phénomènes et la découverte graduelle, au fil des enquêtes, de caractéristiques ignorées, invisibles ou incertaines. L'enjeu est à la fois de rendre intelligibles les trajectoires suivies par les causes les plus diverses et de penser les incommensurabilités et les irréductibilités liées aux jeux d'échelles. La convergence d'une sociologie pragmatique argumentative, d'une ethnographie des activités dans les milieux et d'une théorie ouverte des systèmes dynamiques permet d'adapter les concepts et les outils issus du pragmatisme aux situations contemporaines et de réarmer les capacités critiques nécessaires à la pratique des sciences sociales.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; CRISE ; CONTROVERSE ; BIFURCATION ; COMPLEXITÉ ; POLYPHONIE.

Francis Chateauraynaud

**From Ordinary Experiences to
Non-Linear Critical Processes:
Sociological Pragmatism in the Face
of Contemporary Ruptures**

For more than twenty years, a current of French pragmatic sociology, called the pragmatics of complexity or the pragmatics of transformations, has focused on describing and analyzing alert processes and the controversies or mobilizations to which they give rise. Taking as its starting point a socio-political diagnosis of the contemporary era marked by shocks and crises with multiple consequences, this text examines the conditions of pragmatist-inspired inquiry in the face of complex, non-linear, multi-scalar processes rich in unexpected twists and turns. An open, non-bounded consequentialism is required to link the exploration of phenomena and the gradual discovery, over the course of investigations, of ignored, invisible or uncertain characteristics. The challenge here is both to make intelligible the trajectories followed by many causes and to consider the incommensurabilities and irreducibilities linked to the interplay of scales. The convergence of a pragmatic argumentative sociology, an ethnography of activities in different milieus, and an open theory of dynamic systems makes it possible to adapt the concepts and tools of pragmatism to contemporary situations, and replenish the critical capacities necessary for the practice of the social sciences.

KEYWORDS: PRAGMATISM; CRISIS;
CONTROVERSY; BIFURCATION; COMPLEXITY;
POLYPHONY.

Francis Chateauraynaud

**De las experiencias ordinarias a
los procesos críticos no lineales. El
pragmatismo sociológico frente a las
rupturas contemporáneas**

Desde hace más de veinte años, una rama de la sociología pragmática francesa, llamada pragmática de la complejidad o pragmática de las transformaciones, se ha concentrado en describir y analizar los procesos de alerta, y las controversias o movilizaciones a las que dan lugar. Partiendo de un diagnóstico sociopolítico de la época contemporánea marcada por los choques y crisis de múltiples consecuencias, este texto examina las condiciones de la indagación de inspiración pragmatista ante procesos complejos, no-lineales, multiescalares y ricos en rebotes y retroacciones. Un consecuencialismo abierto, sin límites, se impone para vincular la exploración de los fenómenos y el descubrimiento gradual, a lo largo de las investigaciones, de características ignoradas, invisibles o inciertas. El desafío es, a la vez, hacer inteligibles las trayectorias recorridas de las causas más diversas y de pensar las inconmensurabilidades e irreductibilidades ligadas a los juegos de escalas. La convergencia de una sociología pragmática argumentativa, de una etnografía de actividades en los entornos y de una teoría abierta de los sistemas dinámicos, permite adaptar los conceptos y las herramientas del pragmatismo a las situaciones contemporáneas y de rearmar las capacidades críticas necesarias para la práctica de las ciencias sociales.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO;
CRISIS; CONTROVERSIAS; BIFURCACIÓN;
COMPLEJIDAD; POLIFONÍA.

Une critique pragmatiste de l'expérimentation. De l'*urban living lab* à la communauté d'enquête sociale

Ce texte propose une *critique pragmatiste de l'expérimentation* dans la recherche urbaine, à partir du cas des *urban living labs* qui se sont multipliés récemment dans les métropoles européennes. Les auteurs partent d'une typologie des modes d'expérimentation pour privilégier un « expérimentalisme profond », associé au pragmatisme philosophique de Dewey et à la sociologie écologique de Park. Ils entreprennent alors un récit autocritique du Metrolab, un laboratoire de recherche urbaine, interdisciplinaire et appliquée, installé à Bruxelles. En examinant les pratiques d'expérimentation qui en ont jalonné l'expérience, ils rendent compte de certaines situations problématiques, à différentes phases du projet, qui ont entravé l'enquête et éloigné les chercheurs de leur ligne pragmatiste. À la lumière de ce parcours fait de revers, qui illustre les difficultés d'une application pratique de l'expérimentalisme deweyen, les auteurs concluent par l'esquisse d'une *critique expérimentale du pragmatisme*. Ils visent ici en particulier une rhétorique de l'action présente chez Dewey, et amplifiée par certains commentaires, qui conçoit sur un mode majeur tant les situations problématiques soumises à l'enquête, que ses possibles effets pratiques. À distance de ce pragmatisme héroïque, les auteurs défendent un pragmatisme modeste, dont l'enquête s'accommode du caractère parfois mineur des troubles qui la suscitent, et du caractère indirect, différé et imprévisible de ses conséquences pratiques.

MOTS-CLEFS: PRAGMATISME; EXPÉRIMENTATION; ÉCOLOGIE; ENQUÊTE; LABORATOIRE; VILLE.

A Pragmatist Critique of Experimentation: From the Urban Living Lab to the Community of Social Inquiry

This text offers a *pragmatist critique of experimentation* in urban research, based on the case of *urban living labs*, which have recently grown in number in major European cities. The authors take as their starting point a typology of modes of experimentation and adopt as their ideal a “deep experimentalism,” associated with Dewey’s philosophical pragmatism and Park’s ecological sociology. They then undertake a self-critical narrative of Metrolab, an interdisciplinary applied urban-research laboratory based in Brussels. By examining the experimentation practices that have marked the experience, they describe certain problematic situations, in different phases of the project, that hindered inquiry and caused the researchers to deviate from their pragmatist line. This trajectory of setbacks – which highlight the difficulties of a practical application of Deweyan experimentalism – feeds into an *experimental critique of pragmatism*. Here, the authors criticize a rhetoric of action that is present in Dewey’s work, and amplified by certain commentaries, which conceives of both the problematic situations, the inquiries they are submitted to, and the possible practical effects of these inquiries, in a heroic mode. The authors, at a distance from this heroic pragmatism, propose to explore a more modest pragmatism in which the logic of inquiry accommodates the minor-mode nature of the troubles that give rise to it, as well as the indirect, deferred and unpredictable nature of its practical consequences.

KEYWORDS: PRAGMATISM;
EXPERIMENTATION; ECOLOGY; INQUIRY;
LABORATORY; CITY.

Una crítica pragmatista de la experimentación. Del urban living lab a la comunidad de la indagación social

Este texto propone una *crítica pragmatista de la experimentación* en la investigación urbana, a partir del caso de los *urban living labs* que se han multiplicado recientemente en las metrópolis europeas. Los autores parten de una tipología de los modos de experimentación y toman como ideal un “experimentalismo profundo”, asociado al pragmatismo filosófico de Dewey y a la sociología ecológica de Park. Emprenden así, un relato autocrítico del Metrolab, un laboratorio de investigación urbana, interdisciplinario y aplicado, instalado en Bruselas. Examinando las prácticas de experimentación que han marcado la experiencia, los autores dan cuenta de ciertas situaciones problemáticas, en diferentes fases del proyecto, que han obstaculizado la investigación y alejado a los investigadores de su línea pragmatista. Este recorrido de reveses, que ilustran las dificultades de una aplicación práctica del experimentalismo deweyano, alimenta una *crítica experimental del pragmatismo*. Los autores apuntan aquí, en particular, a una retórica de la acción presente en Dewey, y ampliada por ciertos comentarios, que concibe de manera importante tanto las situaciones problemáticas sometidas a la indagación, como sus posibles efectos prácticos. Lejos de este pragmatismo heroico, los autores proponen explorar un pragmatismo modesto, cuya lógica de indagación se acomoda al carácter menor de los disturbios que la suscitan y al carácter indirecto, diferido e imprevisible de sus consecuencias prácticas.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO;
EXPERIMENTACIÓN; ECOLOGÍA; INDAGACIÓN;
LABORATORIO; CIUDAD.

La "liberté de conscience" en croisade contre l'homosexualité : les embarras d'un référendum populaire en Suisse

En 2020, le peuple suisse est invité à se prononcer sur la décision du Parlement d'étendre la loi antiraciste aux actes homophobes. Ce référendum est le fait de l'Union démocratique fédérale, une micro-formation politique d'inspiration évangélique, qui a fait campagne contre le changement législatif en invoquant la « liberté de conscience » et le péril de « censure ». Ce cas offre un éclairage particulier sur le concept de *croisade morale*, emprunté à la sociologie des problèmes publics, et ici mis en regard d'une conception deweyenne du *public*. La croisade est appréhendée au prisme de l'*embarras* qu'est susceptible de rencontrer une parole religieuse qui prétend compter dans les débats politiques contemporains. L'enquête met à l'épreuve l'impératif de *traduction* proposé par les théories post-séculières, une notion qui vise à élucider les conditions auxquelles les voix des acteurs religieux doivent se conformer afin de peser sur les délibérations démocratiques dans des contextes sécularisés. L'analyse fait apparaître que cette *traduction* constitue un critère insuffisant pour désamorcer le rapport absolutiste que la *croisade* noue vis-à-vis des valeurs qu'elle promeut. Ces valeurs procèdent en réalité d'une double détermination : souvent rapportées à un fondement surnaturel, elles sont fixées à l'avance, et visent à protéger le statut symbolique, à visée hégémonique, qu'un groupe particulier – ici des chrétiens conservateurs – occupe au sein de la société.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; CROISADE MORALE ; DROITE RELIGIEUSE ; HOMOPHOBIE ; SOCIOLOGIE DES PROBLÈMES PUBLICS.

“Liberty of Conscience” in the Crusade Against Homosexuality: The Embarrassments of a Popular Referendum in Switzerland

In 2020, Swiss citizens were asked to vote on the federal parliament’s decision to extend the existing anti-racism law to cover homophobic acts. The referendum was the fruit of efforts by the Federal Democratic Union, apolitical micro-formation inspired by Evangelicalism, which has campaigned against this legislative change, invoking “liberty of conscience” and the dangers of “censorship.” This case sheds light on the concept of the *moral crusade*, borrowed from the sociology of public problems, and here compared to a Deweyan conception of the public. The crusade is perceived through the prism of the embarrassment that religious voices claiming to matter in contemporary political debates are likely to encounter. The investigation tests the *translation imperative* proposed by post-secular theories, a notion that seeks to elucidate the conditions to be met by religious voices trying to influence democratic deliberations in secularized contexts. The analysis shows that translation is an insufficient criterion for defusing the *absolutist* relationship that the crusade establishes with respect to the values it promotes. These values actually proceed from a double determination: often underpinned by a supernatural basis, they are fixed in advance, and seek to protect and reinforce the *hegemonic symbolic status* that a particular group – here, conservative Christians – gained within society.

KEYWORDS: PRAGMATISM; MORAL CRUSADE; RELIGIOUS RIGHT; HOMOPHOBIA; SOCIOLOGY OF PUBLIC PROBLEMS.

La “libertad de conciencia” en una cruzada contra la homosexualidad: los desconciertos de un referéndum popular en Suiza

En 2020, el pueblo suizo está llamado a votar sobre la decisión del Parlamento de extender la ley contra el racismo a los actos homófobos. El referéndum es obra de la Unión Democrática Federal, una microagrupación política de inspiración evangélica, que ha hecho campaña contra el cambio legislativo alegando la “libertad de conciencia” y el peligro de “censura”. Este caso arroja luz sobre el concepto de *cruzada moral*, tomado de la sociología de los problemas públicos, y aquí contrapuesto a una concepción de lo público de tipo deweyano. La *cruzada* es aprehendida a través del prisma del desconcierto que puede suponer una palabra religiosa que pretenda contar en los debates políticos contemporáneos. La investigación pone a prueba el imperativo de *traducción* propuesto por las teorías postseculares, una noción que pretende aclarar las condiciones a las que deben ajustarse las voces de los actores religiosos para influir en las deliberaciones democráticas en contextos secularizados. El análisis muestra que esta *traducción* es un criterio insuficiente para desactivar la relación absolutista que la *cruzada* establece con los valores que promueve. En realidad, estos valores son el resultado de una doble determinación: a menudo relacionados con un fundamento sobrenatural, están fijados de antemano, y pretenden proteger el estatus simbólico, con un objetivo hegemónico, que un grupo particular – en este caso los cristianos conservadores – ocupa en la sociedad.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; CRUZADA MORAL; DERECHA RELIGIOSA; HOMOFOBIA; SOCIOLOGÍA DE LOS PROBLEMAS PÚBLICOS.

La confiance dans l'action collective. Autour de l'enterrement d'EuropaCity, au Triangle de Gonesse

Le compte rendu ethnographique de la cérémonie d'enterrement d'EuropaCity montre comment le Collectif pour le Triangle de Gonesse, une association dédiée à la protection de terres agricoles menacées par l'urbanisation, célèbre sa victoire contre ce grand projet de centre commercial et de loisirs en bordure de Paris. Les militants reviennent sur leurs actions qui s'appuient sur une forme de confiance, dans les personnes et dans certaines institutions comme la justice, dont les effets peuvent être puissants. Ces observations tendent à réhabiliter les moyens utilisés par les mobilisations dites non-violentes – manifestations, participation aux enquêtes et débat publics, contre-projet, mais aussi occupation et blocage de chantier –, à condition que les militants soient capables de discuter les idéaux qui les poussent et qu'ils déploient leurs actions simultanément dans plusieurs arènes complémentaires. C'est ainsi que la lutte contre EuropaCity multiplie les interventions sur le terrain contesté en l'occupant et en y jardinant, en y développant des activités symboliques et artistiques ; dans les médias, en promouvant sa lutte et son projet alternatif ; au tribunal, en multipliant les recours juridiques ; et dans l'espace public urbain, lors d'événements organisés à Paris. Lorsqu'elles sont bien coordonnées, ces actions nourrissent une forme de « libéralisme radical » – une notion élaborée à partir de la pensée de John Dewey – qui caractérise les mobilisations attachées à l'idée de démocratie en acte (*democracy in the making*).

MOTS-CLEFS: PRAGMATISME ; ETHNOGRAPHIE ; ARTIFICIALISATION ; TERRES AGRICOLES ; MOBILISATION ; CONFIANCE.

Trust in Collective Action: The Burial of the EuropaCity Project in the Gonesse Triangle, Paris

The ethnographic account of the “burial of EuropaCity” shows how the Collectif pour le Triangle de Gonesse (Collective for the Gonesse Triangle), a grassroots movement aimed at protecting agricultural land against urbanization, celebrates its victory against this large retail and leisure development planned on the fringes of Paris. The activists reflect on their means of action, which rely on a form of trust, both in individuals and in institutions such as the justice system, that can prove powerful. These observations tend to vindicate the methods employed by non-violent grassroots movements (demonstrations, participation in public consultations and forums, counter-projects, as well as the occupation of space and the blockading of construction sites), provided that the activists are able to discuss the ideals that motivate them, and that they act simultaneously on several complementary stages. In this way, the movement was able to multiply its actions: on the contested site itself, by occupying and gardening the land, and by organizing symbolic and artistic events; in the media, through the communication and promotion of the alternative project; in the courts, through legal pleas; and in urban public spaces, through demonstrations and other events in Paris. When these methods are coordinated, they lead to a form of “radical liberalism” – a notion inspired by John Dewey – characteristic of movements interested in the idea of “democracy in the making.”

KEYWORDS: PRAGMATISM; ETHNOGRAPHY; LAND DEVELOPMENT; AGRICULTURAL LAND; MOBILIZATION; TRUST.

La confianza en la acción colectiva. Alrededor del entierro de EuropaCity, en el Triángulo de Gonesse

La descripción etnográfica de la ceremonia de entierro de EuropaCity muestra cómo el Colectivo por el Triángulo de Gonesse, una asociación dedicada a la protección de tierras agrícolas amenazadas por la urbanización, celebra su victoria contra este gran proyecto de centro comercial y de ocio en las afueras de París. Los militantes reflexionan sobre sus acciones, que se apoyan en una forma de confianza, en las personas y en ciertas instituciones como la justicia, que pueden tener efectos poderosos. Estas observaciones tienden a rehabilitar los medios utilizados por las movilizaciones consideradas no violentas: manifestaciones, participación a investigaciones y debates públicos, contra proyectos, pero también ocupación y bloqueo de obras bajo la condición que los militantes sean capaces de discutir los ideales que los empujan y de desplegar simultáneamente sus acciones en varias arenas complementarias. Es así que la lucha contra EuropaCity multiplica las intervenciones en el terreno en disputa ocupándolo y jardineando, desarrollando actividades simbólicas y artísticas; en los medios, promoviendo su lucha y su proyecto alternativo; en el tribunal, multiplicando los recursos jurídicos; y en el espacio público urbano, durante eventos organizados en París. Cuando tales acciones están bien coordinadas, ellas alimentan una forma de “liberalismo radical” – una noción elaborada a partir del pensamiento de John Dewey – que caracteriza a las movilizaciones vinculadas a la idea de democracia en acto (*democracy in the making*).

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; ETHNOGRAFÍA; ARTIFICIALIZACIÓN; TIERRAS AGRÍCOLAS; MOVILIZACIÓN; CONFIANZA.

Ordures et démocratie. Une campagne d'organisation communautaire à Chicago dans les années 1890

Dans les années 1890, avant que le développement communautaire n'existe en théorie ou en tant que profession, un certain nombre de citoyens de Chicago se sont engagés dans un mouvement de réforme sociale à l'échelle de la ville. Leur objectif était d'obliger le gouvernement municipal à régler le problème des ordures dans les rues et de renforcer la démocratie dans les quartiers et dans la ville tout entière. Deux nouvelles organisations ont été créées et se sont attaquées au problème des ordures, en recourant à des stratégies de *self help* et en ciblant les pouvoirs publics. La première organisation, la Ligue pour l'ordre municipal (Municipal Order League), a invité les femmes à multiplier les « clubs d'amélioration » (*improvement clubs*), à enquêter sur les dysfonctionnements du service des éboueurs et à faire pression sur les fonctionnaires de la mairie. Mais leur lobbying s'est avéré inefficace. La seconde organisation, la Fédération civique (Civic Federation), a réuni des femmes et des hommes. Jane Addams, devenue inspectrice, y a joué un rôle crucial. Cette campagne s'est avérée plus efficace, même si les ouvriers et les migrants n'y ont pas été impliqués après la première année. Les femmes des classes moyennes y ont, par contre, considérablement renforcé leur capacité d'action civique et politique.

MOTS-CLEFS: DÉMOCRATIE; JANE ADDAMS; CHICAGO; ORGANISATION COMMUNAUTAIRE; SANTÉ PUBLIQUE; ORDURES.

Louise W. Knight

Garbage and Democracy: The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s

In the 1890s, before community development existed as either a theory or a profession, some citizens in Chicago joined together in a social reform movement on a citywide scale. Their aim was to compel the municipal government to resolve the garbage problem in the streets and to strengthen democracy at the neighborhood level and across the entire city. Two new organizations were created. They tackled the garbage issue by adopting self-help strategies and by targeting the public authorities. The first organization, the Municipal Order League, encouraged women to set up improvement clubs, investigate the dysfunctional aspects of the garbage-collection service, and put pressure on civil servants at City Hall. However, their lobbying proved ineffective. The second organization, the Civic Federation, brought together both women and men. Jane Addams, who had become a city garbage inspector, played a critical role in this group. This campaign proved more effective, although manual workers and migrants ceased to be involved after the first year. Middle-class women, however, were considerably empowered by the campaign in their capacity for civic and political action.

KEYWORDS: DEMOCRACY; CHICAGO; COMMUNITY ORGANIZATION; PUBLIC HEALTH; GARBAGE.

Louise W. Knight

Basura y democracia. Una campaña de organización comunitaria en Chicago en la década de 1890

En la década de 1890, antes que el desarrollo comunitario existiera en teoría o en tanto profesión, una serie de ciudadanos de Chicago se comprometieron en un movimiento de reforma social a la escala de la ciudad. Su objetivo era obligar al gobierno municipal a resolver el problema de la basura en las calles y de reforzar la democracia en los barrios y en la ciudad en su conjunto. Dos nuevas organizaciones fueron creadas para abordar el problema de la basura, recurriendo a estrategias de *self help* y dirigiéndose a los poderes públicos. La primera organización, la Liga del Orden Municipal (Municipal Order League), instó a las mujeres a multiplicar los “clubes de mejoramiento” (*improvement clubs*), a investigar sobre los disfuncionamientos del servicio de la basura, y a presionar a los funcionarios de la Municipalidad. Pero su lobbying resultó ineficaz. La segunda organización, la Federación Cívica (Civic Federation), reunió a mujeres y hombres. Jane Addams, ahora inspectora, juega un rol crucial. Esta campaña resulta más eficaz, incluso si los obreros y migrantes no se vieron implicados después del primer año. En cambio, las mujeres de las clases medias, fortalecieron considerablemente su capacidad de acción cívica y política.

PALABRAS CLAVE: DEMOCRACIA; JANE ADDAMS; CHICAGO; ORGANIZACIÓN COMUNITARIA; SALUD PÚBLICA; BASURA.

Quelques questions pragmatistes qui traversent « Garbage & Democracy » de Louise Knight

Cet essai, écrit à la demande de Pragmata, est une relecture féministe-pragmatiste de l'article de Louise W. Knight « Ordures et démocratie ». Il fait apparaître la matrice pragmatiste de l'approche de la théorisation éthique de Knight, en éclairant ses idées directrices et en mettant en évidence les relations entre ces idées directrices et le récit historique de la mobilisation collective pour le nettoyage des rues de Chicago dans les années 1890. Knight rend compte la conception de l'enquête de Jane Addams, centrée sur des problèmes (*problem-centered*), ancrée dans des lieux déterminés (*place-based*), appliquée à des situations de vie. Addams cultive une compréhension empathique ou sympathique des personnes directement affectées par le problème pour éclairer la recherche et l'action. Elle croit dans la possibilité du changement par étapes graduelles, chaque étape déterminant la suivante, avec une dynamique de codétermination des moyens et des fins, sans prédétermination des objectifs. Elle insiste sur une conception relationnelle du soi (*relational self*), qui se traduit dans le développement d'une éthique sociale, ce qui va de pair avec la nécessité d'une proximité (*propinquity*) avec les personnes concernées pour mettre en œuvre un véritable changement social. Cette pratique de la démocratie participative d'Addams est couplée par Lowe à l'analyse par Knight de la mobilisation pour le ramassage des ordures. Elle permet de mieux comprendre la promesse et le défi d'une approche pragmatiste qui cherche à régler des problèmes sociaux aujourd'hui.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; PRAGMATISME FÉMINISTE ; FÉMINISME PRAGMATISTE ; PROBLÈMES SOCIAUX ; COMPRÉHENSION SYMPATHIQUE ; CHANGEMENT SOCIAL.

Barbara J. Lowe

Some Pragmatist Questions that Permeate Louise Knight's "Garbage and Democracy"

This essay, written at *Pragmata's* request, is a feminist-pragmatist rereading of Louise W. Knight's article "Garbage and Democracy". It exposes the pragmatist matrix of Knight's approach to ethical theorizing, by shedding light on her key ideas and highlighting the relations between these key ideas and the historical narrative of collective mobilization to clean up Chicago's streets in the 1890s. Knight describes Jane Addams' problem-centered and place-based conception of inquiry, applied to life situations. Addams cultivated an empathetic or sympathetic understanding of those directly affected by the problem in order to inform research and action. She believed in the possibility of change through incremental steps, each step determining the next, with a dynamic of codetermination of means and ends, with no predetermination of objectives. She insisted on a conception of the "relational self," through the development of a social ethics, which goes hand in hand with the need for proximity with the individuals concerned in order to implement real social change. It is in light of Addams' conception of participatory democracy that Lowe revisits Knight's analysis of the Chicago campaign to improve garbage collection and disposal, thus providing a better understanding of the promise and challenge of a pragmatist approach to solving social problems today.

KEYWORDS: PRAGMATISM; FEMINISM
PRAGMATISM; SOCIAL PROBLEMS;
SYMPATHETIC UNDERSTANDING; SOCIAL
CHANGE.

Barbra J. Lowe

Algunas cuestiones pragmatistas que atraviesan "Garbage & Democracy" de Louise Knight

Este ensayo, escrito a petición de *Pragmata*, es una relectura feminista-pragmatista del artículo de Louise W. Knight "Basura y democracia". El libro revela la matriz pragmatista del enfoque de la teorización ética de Knight, esclareciendo sus ideas principales y poniendo en evidencia las relaciones entre ellas y el relato histórico de la movilización colectiva por la limpieza de las calles de Chicago en la década de 1890. Knight da cuenta de la concepción de indagación de Jane Addams, centrada sobre los problemas (*problema-centered*), anclada en lugares determinados (*placed-based*), aplicada a situaciones de vida. Addams cultiva una comprensión empática o simpática de las personas directamente afectadas por el problema, para orientar la investigación y la acción. Cree en la posibilidad del cambio por etapas graduales, cada etapa determinando la siguiente, con una dinámica de codeterminación de los medios y fines, sin predeterminación de los objetivos. Insiste en una concepción relacional del sí-mismo (*relational self*), que se traduce en el desarrollo de una ética social, que va de la mano con la necesidad de una proximidad (*proximity*) con las personas afectadas para implementar un verdadero cambio social. Esta práctica de la democracia participativa de Addams está acoplada por Lowe al análisis de Knight sobre la movilización para la recolección de basura. Ella permite comprender mejor la promesa y el desafío de un enfoque pragmatista que busca resolver los problemas sociales hoy en día.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO;
PRAGMATISMO FEMINISTA; FEMINISMO
PRAGMATISTA; PROBLEMAS SOCIALES;
COMPREENSIÓN SIMPÁTICA; CAMBIO SOCIAL.

SYMPOSIUM / SYMPOSIUM / SIMPOSIO

Roberto Frega

Symposium : Autour du livre de Roberto Frega, *Le Projet démocratique* (2020)

Envisager la démocratie comme forme de société plutôt que comme régime politique. Comprendre l'ontologie sociale complexe, faite d'habitudes, schèmes d'interaction, et formes d'organisation qui lui sont propres et qui, seuls, donnent tout son sens à la démocratie en tant que régime politique. Telle est la perspective que déploie ce livre. En s'appuyant sur la tradition philosophique du pragmatisme américain, intégrée à la théorie critique et à l'héritage tocquevillien, il développe une théorie sociale de la démocratie. L'idée de démocratie doit être entendue comme visant à décrire un état désirable des interactions sociales parmi les individus, en tant que citoyens, mais aussi en tant que participants à la vie sociale sur leur lieu de travail, dans leur famille, au sein de l'espace public. La question est alors : quelles sont les conditions normatives qui favoriseront la démocratisation des marchés, des entreprises, des associations, des églises, des bureaucraties et autres institutions sociales ? Ce faisant, ce livre nous aide à mieux comprendre la signification, la portée et l'étendue du projet démocratique. Ce projet, ancré dans la vision émancipatrice qui caractérise le monde moderne, se propose d'instaurer une société fondée sur le principe de coopération entre individus libres et égaux. L'idée de démocratie, dès lors, n'acquiert sa signification politique qu'en lien avec cette vision primordiale d'une forme de société qui n'a pas d'équivalent dans toute l'histoire humaine.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; DEWEY ; TOCQUEVILLE ; THÉORIE POLITIQUE ; DÉMOCRATIE SOCIALE ; DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE.

Roberto Frega

Symposium on the book: *The Democratic Project*

Considering democracy as a form of society rather than a political regime; understanding the complex social ontology, made up of habits, patterns of interaction, and forms of organization that are specific to it and which alone give meaning to democracy as a political regime – this is the perspective explored in this book, *The Democratic Project*. Drawing on the philosophical tradition of American pragmatism, integrated with critical theory and Tocqueville's legacy, this work develops a social philosophy of democracy. Democracy is thus seen as a norm describing a desirable state of social interactions among individuals, as citizens, but also as participants in the social life, at their workplaces, within their families, and in the urban and political public space. The question that arises is therefore: What are the normative conditions that will foster the democratization of markets, businesses, associations, churches, bureaucracies, and other social institutions? In addressing this question, this book helps us to gain a better understanding of the meaning, scope and extent of the democratic project. This project, rooted in the emancipatory vision that characterizes the modern world, proposes to establish a society founded on the principle of cooperation between free and equal individuals. Accordingly, the idea of democracy only acquires its political meaning in connection with this fundamental, overriding vision of a form of society that has no equivalent in human history.

KEYWORDS: PRAGMATISM; DEWEY; TOCQUEVILLE; POLITICAL THEORY; SOCIAL DEMOCRACY; INDUSTRIAL DEMOCRACY.

Roberto Frega

Simposio en torno al libro: *Le Projet démocratique*

Considerar la democracia como una forma de sociedad y no como un régimen político. Comprender la ontología social compleja compuesta por hábitos, esquemas de interacción y formas de organización que le son propias y que, solas, dan su sentido a la democracia en tanto régimen político. Tal es la perspectiva que despliega este libro. Apoyándose en la tradición filosófica del pragmatismo norteamericano, integrada con la teoría crítica y el legado tocquevilliano, este libro desarrolla una teoría social de la democracia. La idea de democracia debe entenderse como dirigida a describir un estado deseable de interacciones sociales entre los individuos, en tanto ciudadanos, pero también en tanto participantes de la vida social en su lugar de trabajo, en su familia, en el seno del espacio público. La pregunta es entonces: ¿Cuáles son las condiciones normativas que favorecen la democratización de los mercados, empresas, asociaciones, iglesias, burocracias y otras instituciones sociales? De este modo, este libro nos ayuda a comprender mejor el significado, el alcance y la extensión del proyecto democrático. Este proyecto, anclado en la visión emancipatoria que caracteriza al mundo moderno, propone instaurar una sociedad fundada sobre el principio de cooperación entre individuos libres e iguales. La idea de democracia, por lo tanto, adquiere su significado político sólo en relación con esta visión primordial de una forma de sociedad que no tiene equivalente en la historia humana.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; DEWEY; TOCQUEVILLE; TEORÍA POLÍTICA, DEMOCRACIA SOCIAL; DEMOCRACIA INDUSTRIAL

PRIX GÉRARD DELEDALLE 2020 / GÉRARD DELEDALLE AWARD 2020 / PREMIO GÉRARD DELEDALLE 2020

Benjamin Tremblay

“Expérimenter” la mémoire : le pragmatisme en héritage. Enquête au Rize de Villeurbanne

Exigence descriptive, extension des domaines d’objets, déplacement de la critique, attention portée à la continuité épistémologique entre enquêteurs professionnels et « profanes » : le « style pragmatique » a des implications considérables sur la conduite d’une investigation sociologique. Mais comment l’acquérir ? À partir d’un réexamen des déplacements analytiques opérés au cours d’une thèse consacrée à « la mémoire » et à ses modes de traitement par une « institution » culturelle (le Rize de Villeurbanne), cet article propose d’envisager le devenir-pragmatiste comme legs du terrain. En retraçant une série d’événements empiriques et d’opérations effectuées à tâtons durant l’enquête (en particulier au cours de l’écriture du manuscrit), il s’agit de revenir sur le processus par lequel les ressources du pragmatisme universitaire sont devenues pertinentes non seulement pour expliciter le déroulé effectif du travail sociologique, mais aussi pour saisir, à nouveaux frais, un thème amplement labouré par les approches formelles : le « travail de mémoire ».

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ETHNOGRAPHIE ; ETHNOMÉTHODOLOGIE ; MÉMOIRE PUBLIQUE ; THÉORIE DE L’ENQUÊTE ; VILLEURBANNE.

Benjamin Tremblay

**“Experiencing” Memory:
Pragmatism as a Legacy. An Inquiry
in a Local Cultural Organization, at
Villeurbanne (France)**

Adopting a “pragmatist style” in the conduct of sociological inquiry as many implications: the imperative of description, the extension of object domains, the displacement of social critique, and the attention accorded to the epistemological cooperation between “professional” and “lay” investigations. Taking as its starting point a re examination of analytical shifts in the course of a Ph.D. thesis on the subject of “memory” and the ways it is addressed by a “cultural organization” (Le Rize in Villeurbanne, Greater Lyon, France), this article invites the reader to consider the process of “becoming a pragmatist” (a Deleuzian *“devenir-pragmatiste”*) as a legacy of fieldwork. By looking back on a series of empirical events and trial-and-error operations conducted during research for the thesis (in particular during the writing-up of the manuscript), it seeks to re examine the process by which the resources of academic pragmatism became relevant not just in explaining the way sociological work is actually carried out, but also in adopting a new angle to address a theme that has already been extensively examined via formal approaches: “memory work”.

KEYWORDS: PRAGMATISM; ETHNOGRAPHY;
ETHNOMETHODOLOGY; PUBLIC MEMORY;
THEORY OF INQUIRY; VILLEURBANNE.

Benjamin Tremblay

**“Experienciar” la memoria: el
pragmatismo como herencia.
Investigación sobre el Rize de
Villeurbanne**

Exigencia descriptiva, extensión de los dominios de los objetos, desplazamiento de la crítica, atención prestada a la continuidad epistemológica entre investigadores profesionales y “profanos”: el “estilo pragmático” tiene implicaciones considerables sobre la realización de una investigación sociológica. Pero, ¿cómo adquirirla cuando no se ha recibido formación en los primeros ciclos universitarios? A partir de un re examen de los desplazamientos analíticos efectuados durante una tesis dedicada a “la memoria” y a sus modos de tratamiento por una “institución” cultural (el Rize de Villeurbanne), este artículo propone considerar el devenir-pragmatista como legado del trabajo de campo. Reconstituyendo una serie de eventos empíricos y de operaciones efectuadas a tientas durante la investigación (en particular durante la escritura del manuscrito), el objetivo es revisar el proceso por el cual los recursos del pragmatismo universitario se han vuelto pertinentes no sólo para explicar el curso efectivo del trabajo sociológico, sino que también para asir, de manera novedosa, un tema ampliamente trabajado por los enfoques formales: el “trabajo de la memoria”.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO;
ETNOGRAFÍA; ETNOMETODOLOGÍA;
MEMORIA COLECTIVA; TEORÍA DE LA
INDAGACIÓN; VILLEURBANNE.

LISTE DES AUTEURS

FRANCIS CHATEAURAYNAUD est sociologue, directeur d'études à l'EHESS où il dirige le Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive (GSPR). À l'origine du concept de lanceur d'alerte, ses travaux portent depuis plus d'une vingtaine d'années sur les processus critiques de longue durée, notamment autour des enjeux technologiques, sanitaires et environnementaux. Il est également concepteur et co-développeur des logiciels Prospéro et Marlowe, qui mettent en œuvre les maximes pragmatistes dans le champ des humanités numériques. Il a récemment publié, aux Editions Pétra avec Josquin Debaz, *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations* (2017) et dans la collection « Que sais-je ? », chez Humensis (Puf), *Alertes et lanceurs d'alerte* (2020).

MATHIEU BERGER, est professeur à l'UCLouvain où il enseigne la sociologie urbaine, l'ethnographie et la sémiotique. Il est chercheur au Centre de recherches interdisciplinaires Démocratie, Institutions, Subjectivité (CriDIS), chercheur associé au CEMS-EHESS, ainsi qu'au Laboratoire de sociologie urbaine de l'EPFL. Depuis 2015, il dirige le Metrolab Brussels, un laboratoire de recherche-action urbaine associant quatre centres de recherche (sociologie, architecture, urbanisme, géographie) autour de projets concrets d'ordre social, environnemental et économique. Il a publié de nombreux articles et plusieurs ouvrages relatifs à la participation et à la politique de la ville, dont *Du civil au politique : Ethnographies du vivre-ensemble* (avec D. Cefaï et Carole Gayet-Viaud, Bruxelles, Peter Lang, 2011) et *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie* (avec D. Cefaï, L. Carlier et O. Gaudin) (Paris, Creaphis, à paraître en 2023).

LOUISE CARLIER est chercheuse post-doctorante à l'Université Catholique de Louvain au Centre de recherches interdisciplinaires Démocratie, Institutions, Subjectivité (CriDIS) ; et chargée de cours à l'Université Libre de Bruxelles. Docteure en sciences politiques et

sociales, elle fut l'un des coordinateurs scientifiques du Metrolab, laboratoire de recherche urbaine interdisciplinaire et interuniversitaire (Université Catholique de Louvain/Université Libre de Bruxelles). Inspirées par le pragmatisme et la sociologie écologique de Chicago, ses recherches portent sur les relations de coexistence dans les environnements urbains. Elle a récemment publié : « S'accommoder : taire les différends pour tenir ensemble. L'écologie d'un espace public ordinaire » (2020, *Sociologie et Sociétés*, 51/2) et « Experience of Urban Hospitality : An Ecological Approach to the Migrants' World » (2020, *Urban Planning*, 5/3).

PHILIPPE GONZALEZ est maître d'enseignement et de recherche en sociologie à l'Université de Lausanne et membre du laboratoire Théorie sociale, enquête critique, médiations, action publique (THEMA). Son travail porte notamment sur la présence des religions dans l'espace public. Il est l'auteur de *Que ton règne vienne. Des évangéliques tentés par le pouvoir absolu* (Genève, Labor et Fides, 2014). Il a également coédité *Quel âge post-séculier ? Religions, démocraties, sciences* avec Joan Stavo-Debaugue et Roberto Frega, (Paris, Éditions de l'EHESS, 2015, « Raisons Pratiques », 24). Avec David Douyère, il coordonne un numéro spécial de *Questions de communication* consacré à « La religion sous le regard du tiers » (2020).

MARTA ROCA I ESCODA est maître d'enseignement et de recherche en sociologie à l'Université de Lausanne et membre de l'unité de recherche en études genre (CEG). Son travail porte sur l'histoire des revendications des mouvements homosexuels, l'interrogation de la filiation à travers les revendications liées à l'homoparentalité ainsi que les questions que ces nouvelles demandes suscitent dans le domaine de la justice et de bioéthique. Elle est auteure de *La reconnaissance en chemin. L'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève* (Seismo, Zurich-Genève, 2010). Sur cette même thématique, elle prépare un livre avec Thierry Delessert *Mariage pour toutes et tous. La reconnaissance des couples de même sexe en Suisse* (Lausanne, Presses de l'EPFL, 2022). En outre, elle est corédactrice en chef de

la revue *SociologieS* avec Jean Louis-Genard, avec qui elle travaille depuis longtemps sur les questions éthiques, méthodologiques et épistémologiques de la recherche en sciences sociales. Ils ont publié plusieurs articles ensemble, ainsi que l'ouvrage *Enjeux éthiques de la recherche en sociologie* (Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2019).

STÉPHANE TONNELAT est chargé de recherche au CNRS au laboratoire UMR LAVUE à l'Université Paris-Nanterre. Il est aussi membre du conseil pédagogique et enseignant du master études environnementales de l'EHESS à Paris. Il mène un travail ethnographique sur divers types d'espaces publics urbains ainsi que sur les mobilisations environnementalistes à Paris et New York. Ses principaux terrains sont les interstices urbains (terrains délaissés, friches), les parcs et jardins, le métro, le ferry. Il travaille actuellement sur les mouvements de protection des terres agricoles en bordure de Paris. Il a notamment publié *International Express : New Yorkers on the 7 Train* (Columbia University Press, 2017 et 2021), avec William Kornblum (CUNY Graduate Center).

LOUISE (LUCY) W. KNIGHT est écrivaine et historienne. Elle est l'auteure d'une enquête sur les jeunes années de Jane Addams, *Citizen : Jane Addams and the Struggle for Democracy* (Chicago, The University of Chicago Press, 2005) et a publié une biographie couvrant l'ensemble de la vie (la précédente datant de 37 ans) : *Jane Addams : Spirit in Action* (New York, W. W. Norton & Company, 2010). Elle travaille actuellement sur un livre sur les sœurs Sarah and Angelina Grimké, féministes et abolitionnistes radicales, dont le titre sera *American Sisters : Sarah and Angelina Grimké and the Fight for Human Rights* (à paraître chez Farrar, Straus and Giroux, en 2024). Louise Knight a publié dans *Journal of Women's History*, *Gender & History*, *Journal of Community Practice*, *Signs*, ainsi que dans le *New York Times Book Review*. Elle est actuellement professeure invitée à Northwestern University. Site web : www.louisewknight.com.

BARBARA J. LOWE est professeure-associée au département de philosophie de St. John Fisher College (SJFC) à Rochester, New York. Ses domaines de recherche comprennent l'étude des questions morales contemporaines dans une perspective féministe-pragmatiste et l'élaboration d'une pédagogie d'inspiration féministe de l'identité, de la communauté et de la différence. Elle s'intéresse aussi aux applications théoriques de la philosophie pragmatiste, en particulier des travaux de Jane Addams et de George Herbert Mead. Enseignante passionnée de philosophie, d'éthique et d'écriture, elle aime faire connaître aux étudiants les joies de la philosophie, en tant qu'elle informe, améliore et enrichit l'expérience vécue. Parmi les distinctions qu'elle a reçues : le Prix Jane Addams, le Prix Douglass Greenlee, le Prix d'excellence en enseignement de SJFC, le SJFC Information Literacy Award et le SJFC Father Dorsey Award for Dedication to the Life of the Student.

ROBERTO FREGA est directeur de recherche au CNRS au Centre d'étude des mouvements sociaux. Après une thèse portant sur l'histoire de la philosophie américaine, et une HDR consacrée aux théories contemporaines de la normativité, ses activités de recherche se sont orientées vers les théories contemporaines de la démocratie. Il a publié deux livres sur la théorie de la rationalité pratique et du jugement de John Dewey : *Pensée, expérience, pratique. Essai sur la théorie du jugement de John Dewey* et *John Dewey et la philosophie comme épistémologie de la pratique*, chez L'Harmattan, 2006 ; un livre d'épistémologie politique : *Les sources sociales de la normativité*, Vrin, 2013 ; et un livre sur la notion de désaccord moral : *Practice, Judgment, and the Challenged of Moral and Political Disagreement : A Pragmatist Account*, Lexington, Lanhan, Md., 2012. Son livre le plus récent, auquel est consacré le symposium de *Pragmata 5*, est intitulé *Le Projet démocratique*, Éditions de la Sorbonne, 2020. Il est co-fondateur de la revue *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*.

BENJAMIN TREMBLAY est docteur en sociologie (Université Lumière-Lyon 2), membre de l'équipe Politiques de la connaissance (POCO) du

Centre Max Weber (CMW) et actuellement ATER à l'Université Aix-Marseille où il enseigne des cours d'enquête de terrain, de méthodes qualitatives et de théories sociologiques. Dans sa thèse de doctorat (qui a été récompensée par le Prix Gérard Deledalle), fondée sur une investigation ethnographique au long cours, il a mis en œuvre un programme de *Pragmatique de la mémoire* qui se situe au carrefour de la théorie de l'enquête, de l'ethnométhodologie et de l'herméneutique ricœurienne. Ses travaux portent plus généralement sur les modes de phénoménalisation du passé, sur le témoignage, et sur l'ontologie des collectifs.

ANNONCE

* * *

LANCEMENT DE LA COLLECTION « LA BIBLIOTHÈQUE DE PRAGMATA »

Pragmata lancera, à l'automne 2022, une collection de textes en ligne qui s'appellera « La Bibliothèque de Pragmata ». Il pourra s'agir d'essais, de manuscrits originaux ou de traductions destinées à mieux faire connaître le pragmatisme aux lecteurs francophones. « La Bibliothèque de Pragmata » espère ainsi poursuivre le travail engagé par la revue.

Les deux premiers ouvrages aborderont deux questions dont la pertinence politique est aujourd'hui à vif : la race et le genre. On connaît peu la place, en France, que ces deux thèmes ont occupé dans la littérature pragmatiste ; et pas davantage les controverses que leur réception contemporaine a pu soulever aux États-Unis. Ici, ce sont deux enquêtes qui prennent à bras le corps, sous des angles originaux, ces problèmes du genre et de la race tels qu'ils étaient abordés par des auteurs du début du XX^e siècle et tels qu'ils sont relus par les contemporains.

PRAGMATISME, RÉFORME SOCIALE ET POLITIQUE PROGRESSISTE: JANE ADDAMS, LE VOTE DES FEMMES ET L'ÉLECTION DE 1912

Le premier ouvrage, *Jane Addams, W. E. B. Du Bois et le vote des femmes. Autour de l'élection présidentielle de 1912*, proposé par Daniel Cefaï, poursuit un cycle d'enquêtes sur les *social settlements* (parues dans les numéros 3 et 4 de la revue *Pragmata*). Ce bout d'histoire de l'ère progressiste, qui commence à être bien connu aux États-Unis, porte sur ces communautés d'hommes et de femmes, qui s'établissent dans des quartiers déshérités des grandes métropoles. La formation de la société civile dans les années 1890-1920, associant activisme éthique et juridique, enquête sociale et expérimentation civique, a

beaucoup dû aux *settlements*, les activités desquels avaient des affinités fortes avec la philosophie pragmatiste. La série de textes de Jane Addams, traduits pour ce numéro, témoignent du type de questions politiques que la condition des femmes pouvait soulever au début du ^{xx}e siècle aux États-Unis, à un moment d'intensification de la bataille pour le droit de vote, obtenu en 1920. Addams est aujourd'hui devenue une héroïne du « pragmatisme féministe » (Seigfried, 1996). Elle a été présentée, avec ses camarades de Hull House, comme une victime du sexisme qui régnait à l'Université de Chicago, dans le monde universitaire en général et dans le département de sociologie en particulier, dont les femmes étaient exclues (Deegan, 1989). De fait, si l'on s'en tient à des résidentes de Hull House, des chercheuses en sciences sociales comme Edith Abbott et Sophonisba Breckinridge, ont longtemps dirigé, à partir de 1909, le « département des investigations sociales » de la Chicago School of Civics and Philanthropy, l'ancêtre de l'école de travail social de l'Université de Chicago qu'elles dirigeront après 1920. Au vu de la qualité de leurs enquêtes sur le logement, la prison ou l'école, elles auraient, haut la main, mérité de rejoindre le département de sociologie, ou d'économie pour Abbott. De la même façon, Florence Kelley ou Julia Lathrop auraient eu toute leur place à l'école de droit (Law School) ou au département de science politique. Alice Hamilton aura plus de chance et poursuivra une carrière remarquable, à partir de 1919, à l'Université de Harvard, où elle aura les moyens de développer ses recherches en toxicologie industrielle.

Si la plupart des femmes ont eu du mal à conquérir droit de cité à l'Université et dans un certain nombre de professions de la grande entreprise, de la médecine ou du droit, elles sont en première ligne des innovations concernant les domaines du social, de l'éducation et de la santé, du droit du travail, de l'enfance et de la ville. À travers leur activisme qui associe étroitement *advocacy*, enquête et expérimentation, elles façonnent les réseaux d'organisations et les répertoires rhétoriques de la « société civile ». Les clubs, associations, ligues et *settlements*, souvent impulsés et contrôlés par des femmes, se ramifient en un réseau de réseaux, qui offre un milieu de gestation à toutes sortes

d'enquêtes et d'expérimentations. Au-delà de leur rôle dans l'émergence d'une nouvelle écologie des problèmes publics, les femmes, pourtant privées d'accès aux postes d'éluës et interdites d'élection dans la plupart des États, n'en sont pas moins à l'origine d'un grand nombre de politiques publiques, d'abord sous la forme d'initiatives locales, puis d'actions municipales, étatiques ou fédérales. Theda Skocpol (1992) a rendu populaire l'image d'un État-Providence maternel, né de la réponse aux problèmes des femmes et des enfants, des veuves et des orphelins, des malades et des dépendants, des infirmes et des Vétérans.

Le problème du suffrage féminin est très directement lié à ces questions. Il est intéressant, à ce titre, de relire quelques-unes des prises de position d'Addams – rendues disponibles dans un dossier de traductions. Ces textes sont examinés à un moment-clé de l'histoire politique des États-Unis, l'épreuve de l'élection présidentielle de 1912, qui a vu surgir un tiers-parti, le Parti progressiste, produit de la sécession de Theodore Roosevelt du Parti républicain. Addams s'y est fortement engagée, accompagnée par une bonne partie du mouvement réformateur, et en particulier, les bataillons de travailleurs sociaux, à l'époque en pointe du traitement de la question sociale. En l'espace de quelques mois, le Parti progressiste s'est gagné le ralliement actif de nombreuses organisations. Cette campagne électorale aura signé l'entrée en politique des femmes : l'image d'Addams à la tribune de la Convention fondatrice de Chicago le 7 août 1912 marquera les esprits des contemporains. Et, chose tout aussi inédite, elle aura permis l'intégration du suffrage féminin dans le programme du Parti progressiste, ainsi que de la question sociale et d'une série de problèmes directement liés à l'expérience des femmes (lait des bébés, éducation des enfants, pensions aux mères, etc.). Un seuil avait été franchi. Les deux grands partis, démocrate et républicain, allaient devoir s'aligner.

Cette étude de cas, qui touche à la fois à l'étude des problèmes publics, des mobilisations collectives, et des partis politiques, procure

un excellent poste d'observation de comment se font des « publics », une « société civile » et une « communauté politique ». Elle nous aide à comprendre à quelles expériences concrètes renvoient les catégories que l'on rencontre dans l'*Éthique* de Dewey et de Tufts en 1908, sous la plume de Follett dans *Le Nouvel État* en 1918 ou sous celle de Dewey dans *Le Public et ses problèmes* en 1927. Addams voyait dans la caisse de résonance nationale que la campagne électorale lui offrait une occasion de faire valoir ses conceptions de l'éthique sociale en démocratie – une anticipation de ce que nous appellerions aujourd'hui des politiques du *care*. Cet élan collectif sera en partie brisé par les prises de position pacifistes d'un grand nombre de femmes réformatrices et par le retour de flamme conservateur à la fin de la guerre. Mais après une phase de radicalisation d'une partie du mouvement des femmes, le droit de vote leur serait définitivement reconnu.

Si Addams est devenue une icône du pragmatisme féministe, l'examen, par ailleurs, des choix électoraux de Dewey, Mead, Follett ou Du Bois, que nous avons essayé de reconstruire quand ils n'étaient pas explicites, atteste de l'absence d'unité politique de ce que l'on appelle aujourd'hui « le pragmatisme ». Mais 1912 est aussi resté dans les mémoires pour l'exclusion de la plate-forme progressiste de la question raciale – et, au sein du parti progressiste, des délégations noires qui aspiraient à s'y engager. Quelques-unes des raisons de la difficile relation, à l'époque, entre cause noire et cause féministe, sont examinées. W. E. B. Du Bois s'est pourtant dépensé pour les faire avancer de pair et a pris des positions radicales sur le vote des femmes, en particulier dans la revue de la NAACP, *The Crisis*. Addams a, comme Dewey, subi les critiques de trop grande tiédeur vis-à-vis de situations d'inégalité, de discrimination et de violence raciales, au déni de ses multiples engagements en faveur de la communauté noire. On s'efforcera de documenter sans pathos inutile ces prises de position.

PRAGMATISME ET RELATIONS RACIALES : EXPLORATION D'UNE CONTROVERSE AUTOUR DE JOHN DEWEY

Joan Stavo-Debaugé est l'auteur du second ouvrage. Celui-ci est consacré à la façon dont Dewey et ses contemporains ont compris les relations raciales. Stavo-Debaugé a commencé par traduire un texte peu connu en France de John Dewey, « Racial Prejudice and Friction », paru en 1922. C'est un texte qui peut paraître déroutant. Dewey y défend une position sur les questions raciales, qui n'est ni celle d'un multiculturalisme, ni celle d'un *melting pot*. Il semble en retrait par rapport à ses textes précédents, où il valorisait la « diversité » et voulait voir l'Amérique comme une nation réconciliée avec le caractère « interracial » et « international » de sa « composition ». Dans « Racial Prejudice and Friction » Dewey écrit en effet qu'un fond de rejet de « l'étrange » et du « nouveau » est peut-être inéliminable, évoquant une « aversion instinctive du genre humain pour ce qui est nouveau et étrange, pour tout ce qui est différent de ce à quoi nous sommes habitués, et qui choque donc nos habitudes coutumières ».

La question qui s'est posée est celle du sens précis de ce texte. Comment le prendre ? Le lecteur bute sur son caractère énigmatique, et celui-ci grandit au fil de sa réception la plus récente. Le traitement de la question raciale par Dewey a été accusé d'être en demi-teinte, de manquer de sensibilité à la « ligne de couleur », aux lois Jim Crow, aux violences, et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination. Cela a amené certains auteurs contemporains à analyser les distorsions de sa perspective et à la rejeter. De façon plus générale, le pragmatisme s'est retrouvé sur la sellette – il serait victime, comme tant d'autres, de l'« ignorance blanche » ou, critique plus grave, il jouirait du « privilège blanc » et le reconduirait. L'opération, d'envergure, a fait naître un monde de questions et de réponses, de critiques et de répliques : les argumentaires de Eddie Glaude Jr, Shannon Sullivan, Gregory Pappas, Charlene H. Seigfried, Frank Margonis, Thomas Fallace et de bien d'autres sont ici scrutés à

la loupe. Joan Stavo-Debaugé a essayé d'en avoir une lecture mesurée, apprenant de cette controverse, tout en montrant les limites, souvent dues au parti pris idéologique ou à la projection anachronique d'enjeux contemporains sur des contextes qui disposaient de leurs propres reliefs et nuances. Chemin faisant, après avoir traduit « Racial Prejudice and Friction » (1922), il a décidé de traduire également deux autres courts textes : « Address to National Negro Conference » (1909) et « Address to the National Association for the Advancement of Colored People » (1932). Dans la controverse actuelle, les chercheuses et chercheurs qui instruisent le procès du pragmatisme inscrivent ces deux autres textes dans un même dossier, en arguant qu'il attesterait du peu d'intérêt de Dewey pour la question de la « race », sur laquelle il ne se serait pas (assez) souvent penché.

Si la critique n'est pas entièrement dénuée de pertinence, Stavo-Debaugé montre qu'elle est parfois inutilement sévère, voire injuste. D'abord, les écrits de Dewey consacrés au racisme sont beaucoup plus nombreux que ne le disent les auteurs contemporains : au-delà de ces trois courts textes, on trouve dans son œuvre de multiples passages traitant du racisme, de la xénophobie et de l'inhospitalité. Les critiques négligent aussi la constance de ses engagements anti-racistes : Dewey fut non seulement l'un des membres fondateurs de l'Association nationale pour l'avancement des personnes de couleur, la NAACP, mais il s'est aussi beaucoup inquiété de l'antisémitisme et du racisme frappant les personnes originaires de Chine et du Japon. En revenant sur la controverse qui faisait rage aux États-Unis, Stavo-Debaugé s'efforce ainsi d'étendre la masse documentaire usuellement prise en compte par les auteurs contemporains. Il faudrait prendre en considération les écrits de Dewey sur le « pluralisme culturel » et examiner de près la façon dont il infléchissait le traitement de la question de l'« assimilation », dont il transformera sensiblement le sens en mutualisant le processus – l'assimilation se fait dans les deux sens.

Quant aux trois textes qui sont au cœur d'une vive controverse depuis une vingtaine d'années, Stavo-Debaugé s'applique à les

contextualiser et à mettre les analyses de Dewey en vis-à-vis de la perspective d'autres auteurs, entre autres W. E. B. Du Bois. L'opposition systématique entre Dewey et Du Bois est ainsi évitée, et sont rappelés ses engagements à ses côtés à la NAACP ou à la Ligue pour une action politique indépendante (League for Independent Political Action – LIPA). L'auteur prend soin de relever, par exemple, que l'intervention – actuellement si décriée – de Dewey à la NAACP en 1932 doit énormément à son statut de président de la LIPA : en effet, tout porte à croire qu'il parlait ce jour-là en tant que représentant de cette organisation, dont Du Bois était un vice-président assez réservé.

Un point qui a beaucoup retenu l'attention de Stavo-Debaugé, c'est le passage de l'optimisme de « Nationalizing Education » (1916) à la vision désenchantée, voire franchement pessimiste de « Racial Prejudice and Friction ». Ce passage ne montre pas seulement l'attention de Dewey au « contexte », qui était particulièrement troublé dans les années d'après-guerre, comme Du Bois lui aussi le dira dans *Dusk of Dawn* (1940). Ce passage montre également que Dewey était beaucoup moins optimiste que l'on veut bien le dire. Rien qu'à ce titre, « Racial Prejudice and Friction » est donc un texte important, en ceci qu'il permet de nuancer le portrait qui est couramment fait de Dewey : le méliorisme foncier de sa philosophie ne lui interdisait nullement d'avoir un sens du tragique et une dose de pessimisme.

Une dernière préoccupation de cette analyse de texte a été de le relier avec la conception des « instincts » et des « habitudes » développée dans *Human Nature and Conduct* (1922) et avec le traitement du « préjugé », initialement développé dans *How We Think* (1910). Autrement dit, « Racial Prejudice and Friction » est pris comme le carrefour de multiples interrogations. Ce texte est loin d'être un texte mineur. L'attention qui lui est accordée depuis plusieurs années n'est donc pas fortuite, même si les chercheuses et chercheurs qui le commentent, âprement, sont, en raison de leurs anachronismes, relativement injustes avec ce que Dewey y proposait.

PRA GMA TA N°5

Le pragmatisme a connu ces dernières décennies un véritable renouveau à l'échelle internationale. Au sein du monde francophone s'est constituée une communauté d'expérience et d'intérêt, rassemblée dans l'association *Pragmata*. Elle regroupe un réseau de philosophes, de sociologues, de pédagogues, de psychologues, de cinéastes, d'urbanistes, de travailleurs sociaux et de praticiens de différentes disciplines. La revue *Pragmata* offre un espace d'échanges et de discussions sur le pragmatisme en langue française, tout en contribuant à l'étude de sa genèse, la connaissance de sa diffusion, l'exploration de ses usages. C'est autant du point de vue d'une épistémologie et d'une politique, d'une esthétique et d'une éthique, d'une logique et d'une sociologie que la revue *Pragmata* entend procéder. Elle s'attache à rendre compte de cette histoire, depuis les premiers travaux de Charles S. Peirce, William James, John Dewey, Jane Addams, George H. Mead ou Mary P. Follett, au début du xx^e siècle. Elle restitue la pluralité des controverses, transplantations disciplinaires et circulations internationales auxquelles le pragmatisme a donné lieu. Une place est enfin réservée aux travaux en cours, expérimentations ou enquêtes empiriques qui trouvent leur source dans l'héritage du pragmatisme.